HAL
open science

La politique de rénovation urbaine des gouvernements New Labour après 1997: l'exemple du Borough d'Islington à Londres.

Thierry Vallejos

To cite this version:

Thierry Vallejos. La politique de rénovation urbaine des gouvernements New Labour après 1997: l'exemple du Borough d'Islington à Londres.. Histoire, Philosophie et Sociologie des sciences. Université du Sud Toulon Var, 2010. Français. NNT : . tel-00609573

HAL Id: tel-00609573

https://theses.hal.science/tel-00609573

Submitted on 19 Jul 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DU SUD-TOULON-VAR (USTV)

UFR LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

SPECIALITE CIVILISATION BRITANNIQUE

ECOLE DOCTORALE n°509 : CIVILISATIONS ET SOCIETES EURO-MEDITERRANEENNES ET COMPAREES

Année : 2010 Numéro attribué par la bibliothèque :

/ / / / / / / / / / / / /

THESE

Pour l'obtention du grade de
Docteur de l'Université du Sud – Toulon – Var
Discipline : Etudes Anglophones

Présentée et soutenue publiquement le 10 décembre 2010 par :

Thierry VALLEJOS

Titre :

La politique de rénovation urbaine des gouvernements New Labour après 1997: l'exemple du *Borough* d'Islington à Londres.

Directeur de Thèse : Mr le Professeur Gilles Leydier
Université du Sud – Toulon - Var

JURY :

Mme Francine Tolron, Professeur des Universités, Université d'Avignon (rapporteur)

Mr Romain Garbaye, Professeur des Universités, Université Sorbonne Nouvelle-Paris III (rapporteur)

Mr Gilles Leydier, Professeur des Universités, Université du Sud-Toulon-Var

Mr Timothy Whitton, Maître de Conférences, Université de Clermont-Ferrand II

La politique de rénovation urbaine des gouvernements New Labour après 1997: l'exemple du Borough d'Islington à Londres.

Remerciements.

Je voudrais tout d'abord remercier Mr le Professeur Gilles Leydier qui m'a, dès notre première rencontre, accordé sa confiance et a adhéré à mon souhait de travailler sur cet aspect de la civilisation britannique.

Je souhaite aussi exprimer ma gratitude au Docteur Martin Hamilton-Farrell, ami qui m'a accueilli lors de mes nombreux séjours à Londres et a souvent été enthousiaste au vu de mes recherches.

J'ai eu l'occasion de contacter des élus du *Borough*[1] d'Islington ainsi que des officiels investis dans les programmes de rénovation urbaine à Londres et qui ont accueilli mes questions avec intérêt, m'ont donné accès à des informations ou m'ont fait partager leurs vues de la situation : j'exprime ici ma gratitude à Marysha Ray et à George Allan, tous deux Conseillers du *ward*[2] de Clerkenwell, à Andy Murphy, Directeur du programme *New Deal for Communities - EC1* au moment de mes recherches, à Cédric d'Amico, du *Islington City Council* et à Chris Worby du *Islington Council Housing Department*.

Je veux aussi citer les personnes qui m'ont accompagné, (et pour certaines, porté), tout au long de mon travail. Fabrice Gaubiac, à qui j'exprime mes sentiments les plus affectueux pour son soutien inconditionnel. Je remercie Mylène Courtil pour son attention et Stéphane Gasc qui a fait de mon travail une relecture attentive. Je souhaite à Paul, mon fils, de se fixer des objectifs de vie et d'avoir la force de tout faire pour les atteindre. Et mes pensées vont à mes parents.

Avant propos.

[1] Le borough est une entité administrative qui abrite les autorités locales ayant en charge le secteur géographique ont elles sont responsables. Ainsi, l'ensemble de la Grande-Bretagne est divisé en un ensemble de boroughs, chacun étant dirigé par une municipalité élue, qui a à sa tête un maire élu par les conseillers. Le dictionnaire Longman (édition 1987) dit qu'un borough est une division d'une grande ville détenant des pouvoirs en ce qui concerne la gouvernance locale, *Dictionary of Contemporary English*, Longman, New Edition, (1987).
Aucune traduction française n'étant satisfaisante pour rendre le sens de Borough (arrondissement nous paraît cependant le terme français qui se rapprocherait le plus), nous garderons tout au long de notre étude le terme anglais.

[2] "*Ward: division of a city, especially for political purposes*", *Longman Dictionary of Contemporary English*, (1987), New Edition. Ainsi les boroughs de la ville de Londres sont divisés en wards pour des raisons politiques mais aussi pour que la gestion des boroughs se fasse au plus près des besoins des administrés.

Pourquoi ce travail ?

Lorsque j'ai passé un DEA en 1997 à l'université Paul Valéry de Montpellier, j'ai rédigé un rapport qui traitait des aspects sociaux et culturels de l'émergence de la banlieue à Londres au XIXème siècle.

J'avais pris comme exemple les quartiers d'Ealing et Acton, à l'ouest de la capitale britannique. Ces exemples m'ont permis d'illustrer tous les mécanismes mis en place pour créer des réseaux sociaux dans ces espaces nouvellement peuplés aux alentours des usines lors de la révolution industrielle du XIXème siècle.

Ce déracinement des populations qui quittaient les centres villes devenus trop étroits et l'implantation humaine qui suivait, se sont faits à un rythme souvent rapide et peu organisé, et ce sont les entrepreneurs ou les philanthropes, relayés la plupart du temps par l'Eglise, qui ont tenté d'aménager ces lieux, d'y organiser des réseaux sociaux afin que l'Homme et son bien-être ne soient pas totalement oubliés.

A partir de cet instant, la position de l'être humain dans la ville, et plus précisément sa prise en charge par les autorités m'a fait me questionner. J'ai commencé à m'interroger sur la place de l'homme et de son bien-être dans le développement de la ville, et sur les différents aspects devant être pris en compte afin que la vie des résidants soit la plus équilibrée et la plus harmonieuse possible.

Dès le moment où j'ai décidé de mener un travail de recherches sur un sujet touchant au développement urbain, tous mes voyages à Londres ont été l'occasion de visiter des quartiers de cette ville qui présentaient des caractéristiques populaires propres.

Je me suis concentré sur des quartiers du centre ville, les *Inner Cities*[3], sur lesquels on a réalisé une quantité importante d'études pour régler les problèmes sociaux qui y sont souvent présents (comme le fort taux de chômage ou le faible taux d'éducation, par exemple), et où des initiatives ont souvent été lancées pour pallier ces difficultés.

[3] Pour des facilités de compréhension et d'usage nous garderons ce terme Inner City lorsque nous voudrons parler des centres-villes défavorisés des agglomérations britanniques.

J'avais entendu parler du *Borough* d'Islington comme étant un quartier présentant un fort contraste entre ce qu'il semblait être dans l'imagerie collective et ce qu'il était en réalité. Les Londoniens parlent souvent d'Islington comme d'un quartier « à la mode » du Nord de Londres, très fréquenté par les jeunes, alors que le moindre rapport accessible sur un des moteurs de recherche les plus populaires sur Internet nous le présente comme un des *borough*s les plus pauvres de l'agglomération londonienne…

C'est cette différence entre ce qu'elle était sensée représenter et ce qu'elle était en réalité qui m'a fait m'intéresser à cette zone. De plus, une fois située sur la carte de la ville, j'ai repéré qu'elle était bordée au Sud par la City de Londres[4], et j'avais hâte d'aller voir par moi-même comment et pourquoi un quartier qui jouxtait la première place financière du monde pouvait susciter autant de contradictions.

Lorsque je me rends à Londres, je loge chez un ami qui habite Hackney, *borough* qui jouxte celui d'Islington à l'Est, ce qui explique que dès le début de mes travaux, j'ai pu facilement et rapidement me rendre à pied, ou même à vélo, dans les rues du quartier sur lequel j'avais décidé de travailler. J'ai pu m'imprégner de l'atmosphère des rues, des plus fréquentées comme celles qui entourent la station de métro de Angel, très commerçantes et très vivantes, ou celles un moins fréquentées qui séparent et quadrillent les blocs d'immeubles, au Sud du *borough*. Un des premiers lieux où je me suis rendu pour collecter des informations sur ce lieu, fut une des bibliothèques d'Islington, la Finsbury Library, dans St John Street[5].

J'ai réussi, en me présentant aux bibliothécaires et en leur parlant de mes recherches, à susciter leur intérêt. Lorsque j'ai demandé à devenir adhérent, ils ont accepté même si je ne

[4] La Cité de Londres (« City of London » appelé plus communément la City) est le cœur historique de la ville de Londres, englobant largement en son sein le périmètre du Mur de Londres, ancienne enceinte ceinturant l'antique cité romaine de Londinium. C'est aussi la plus petite des circonscriptions administratives du Grand Londres, qui la distingue cependant des 32 autres districts londoniens, de par un statut *Sui generis* lui conférant à la fois le titre de « cité » et de comté cérémonial, dont le mode d'administration est unique en Angleterre. C'est aujourd'hui un grand quartier d'affaires européen. Il concentre les sièges sociaux de nombreuses banques, compagnies d'assurance et grandes entreprises multinationales. C'est également la 3e place financière au monde après New-York et Tokyo avec sa bourse que l'on appelle le *London Stock Exchange*.

[5] http://www.locallife.co.uk/islington/moreinfo.asp?p3link=46570&dispmode=map

résidais pas en Grande-Bretagne. Par leur biais, j'ai pu revenir et travailler sur place tout en ayant accès à leur service de photocopies, le plus souvent gratuitement !

Leur réaction face à mon travail comme celle des personnes que j'ai eu l'occasion de fréquenter tout au long de mes études, même si j'ai cru y voir de la curiosité, était souvent empreinte de scepticisme et d'une certaine incompréhension : comment pouvais-je m'intéresser pour un travail de thèse, et donc de longue haleine, à Islington, quartier dans lequel ils travaillaient, habitaient pour la plupart, et qui à leurs yeux, ne présentait pas un grand intérêt ?

Et les bibliothécaires qui ont été mes premiers contacts, m'ont donné accès à des précisions sur le quartier, et j'ai pu consulter à loisir les encyclopédies ou les rapports sur l'histoire du *Borough* d'Islington.

Les informations auxquelles j'ai accédé ont été utiles pour avoir une vision plus claire de son peuplement tout au long de l'histoire, de son évolution au cours des siècles jusqu'à aujourd'hui. Il me fallait ensuite contacter les autorités du lieu afin de pouvoir obtenir des informations récentes et connaître, par des données chiffrées, le visage actuel du *borough*.

En me rendant au siège du Conseil du *Borough* dans Upper Street[6], j'ai pu obtenir sans aucune difficulté un rendez-vous avec deux des Conseillers, Mme Marisha Ray[7] et Mr George Allan[8], tous deux élus du *ward* de Clerkenwell. J'avais l'intention d'obtenir de leur part des informations sur les caractéristiques sociales du *Borough* d'Islington, et eux deux étant élus d'une zone du Sud, j'étais persuadé que leur témoignage serait de grande valeur pour me mettre le pied à l'étrier et commencer à travailler de façon plus intense.

Lors de notre rendez-vous[9], je n'ai pu rencontrer que Mr Allan, Mme Ray étant souffrante[10], et la discussion que j'ai eue avec lui m'a permis d'avoir la vision d'un élu sur la réalité sociale et les difficultés inhérentes au lieu[11]…

---

[6] http://www.islington.gov.uk/contact/visitingoffices/townhall.asp
[7] http://www.islington.gov.uk/Council/Political/Councillors/councillor.asp?sectionid=&councillorid=7483
[8] http://www.islington.gov.uk/Council/Political/Councillors/councillor.asp?sectionid=&councillorid=7503
[9] J'en parle plus loin, dans la partie qui porte sur la politique du Borough d'Islington.
[10] J'ai eu l'occasion de la rencontrer plus tard au cours de mon travail, lorsqu'après avoir contacté son secrétariat afin d'obtenir un entretien avec elle, Mme Ray m'a invité chez elle, dans Gray's Inn Road, au Sud d'Islington

Quand je lui ai dit que j'avais l'intention de faire des recherches sur ce *Borough* dont il est un des élus, Mr Allan a montré une certaine curiosité, et il m'a assuré de son soutien pour avoir accès à des études ou sondages disponibles sur le serveur interne du Conseil Municipal, ou même des adresses afin que je puisse contacter des fonctionnaires susceptibles de m'aider dans mes recherches[12].

Fort des premières données sur la politique du *Borough* d'Islington, je me suis ensuite attelé à recueillir des documents sur les politiques urbaines, et plus précisément sur la façon qu'avaient eu les dirigeants britanniques, depuis la prise en compte de cet aspect du développement urbain par les autorités politiques avec les balbutiements de la prise en charge de la pauvreté par les Poor Laws sous le règne d'Elizabeth Ière jusqu'à aujourd'hui.

Pour cela, je me suis rendu à la British Library[13] et j'ai pu y consulter le catalogue après y avoir adhéré en tant que lecteur étranger[14].

L'angle par lequel j'allais aborder mes recherches commençait à se définir : un tournant avait été pris en matière de politique urbaine par les Travaillistes au pouvoir depuis 1997 par rapport aux politiques menées précédemment. Il me semblait stimulant de m'attarder sur cette nouvelle approche, sur cette façon d'envisager la rénovation des villes qui visait à replacer l'homme et la démocratie au centre des préoccupations urbaines.

Ensuite, ce sont des démarches sur le terrain, et en particulier dans le Sud du *Borough*, qui m'ont permis de préciser l'approche des grandes lignes de ma thèse : les entretiens que j'avais avec des résidants d'Islington ou même avec des commerçants, les balades que je continuais à y faire pour prendre des photos où m'imprégner de l'atmosphère des lieux, des parcs ou des rues, me montraient un visage très contrasté de ce *borough* et me confortaient

---

près de la gare de Kings Cross-St Pancras, où elle m'a reçu avec son mari et son fils pour un petit déjeuner qu'elle avait eu la délicatesse d'agrémenter de croissants achetés dans une pâtisserie française du quartier…

[11] Il est à noter que Mr Allan, comme Mme Ray d'ailleurs, est élu du parti Libéral Démocrate et les avis qu'il a exprimés sur la politique nationale en matière de prise en compte sociale des populations du borough, étaient, bien sûr, à relativiser.

[12] C'est par son intermédiaire que j'ai pu entrer en contact et rencontrer Mr Steve Mason, du *Government for London* ou Mr Andy Murphy, Directeur du Programme *EC1 New Deal for Communities*.

[13] http://www.bl.uk/

[14] J'ai eu l'occasion de me rendre à multiples reprises à la British Library, en particulier pour y travailler sur des documents qui ne pouvaient sortir de la bibliothèque, où pour agrémenter la bibliographie de mes recherches.

dans mon idée de travailler sur les aspects sociaux de la politique de rénovation telle qu'elle était menée par le Conseil du *Borough*.

Les difficultés que j'ai rencontrées tout au long de mes recherches ont surtout été d'ordre pratique : rédiger une thèse en étant loin de l'objet de l'étude est parfois frustrant en ce que l'éloignement rend impossible l'accès immédiat à des informations permettant de confirmer (ou d'infirmer) des hypothèses, ou même de constater des faits, de les préciser.

Et puis je ne peux nier le fait qu'être en poste de professeur d'anglais en lycée, intervenant à l'IUFM comme formateur associé et à l'université comme chargé de cours, même si ces postes proposent des situations pédagogiques valorisantes pour l'enseignant que je suis, ne m'ont pas toujours laissé le temps nécessaire pour que je puisse me consacrer de façon plus suivie et intense à mes travaux de recherche.

Cependant, même si de meilleures conditions de travail m'auraient certainement permis de mener à bien mon travail en moins de temps, j'ai tenu à le faire aboutir et à mener à bien cette étude sur ce quartier de Londres

TABLE DES MATIERES.

Titre. **p.1**

Remerciements. **p.2**

Avant-Propos. **p.3**

Table des matières. **p.8**

Introduction. **p.16**

PREMIERE PARTIE

LA POLITIQUE URBAINE EN ANGLETERRE ET L'IMPULSION DU GOUVERNEMENT NEW LABOUR A PARTIR DE 1997.

A – LONDRES.

I - La politique urbaine pour agir sur la ville. **p.22**

I – 1 : le contexte de la politique urbaine. p.25

I – 2 : l'évolution de la ville britannique. p.29

I – 3 : le besoin de planifier une stratégie de rénovation de la ville. p.32

II - Les zones urbaines en Angleterre et à Londres : état des lieux et rénovation. **p.34**

II – 1 : historique de la prise en compte des zones urbaines britanniques. p.34

II – 2 : l'état des villes anglaises. p.37

II – 3 : le logement comme gage du bien être des résidants des villes britanniques. p.40

II – 4 : le logement en Grande-Bretagne aujourd'hui. p.52

II – 5 : le logement, priorité des Travaillistes. p.54

II – 6 : l'étendue, l'impact des délits et du désordre urbains. p.59

II – 7 : la pauvreté. p.61

II – 8 : attitudes culturelles envers la pauvreté en Grande Bretagne du XVIIème siècle à aujourd'hui. p.63

II – 9 : la pauvreté dans les villes anglaises. p.66

II – 10 : l'*Inner City* en tant que zone la plus pauvre des villes anglaises : définition et image. p.69

II – 11 : la politique pour les zones les plus pauvres des villes anglaises de la deuxième moitié du XXème siècle à 1997. p.75

II – 11 – 1 : du début de la décennie 1960 jusqu'à la publication du Livre Blanc de 1977. p.81

II – 11 – 2 : de 1977 au début de la décennie 1990. p.85

II – 11 – 3 : du début de la décennie 1990 à l'arrivée au pouvoir des Travaillistes en 1997. p.102

III - La gouvernance politique de Londres. p.106

III – 1 : historique de la gestion politique de Londres. p.107

III – 1 – 1 : G*reater London* et *Greater London Auhority*. p.111

III – 1 – 2 : le Maire élu. p.113

III – 1 - 3 : l'Assemblée de Londres (*London Assembly*). p.115

III – 1 - 4 : Londres et le Nouveau Régionalisme. p.118

III – 1 - 5 : l'Agence Londonienne pour le Développement (*London Development Agency).* p.120

B – <u>LES POLITIQUES DE RENOVATION DU NEW LABOUR.</u>

I - L'arrivée du parti New Labour au pouvoir en 1997 : la Troisième Voie pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les zones urbaines les plus démunies. p.123

I – 1 : l'approche Travailliste et l'accent mis sur les aspects sociaux de la rénovation urbaine. p.123

I – 2 : les partenariats de la ville et l'ouverture sur l'extérieur. p.132

I – 3 : le traitement social au centre des préoccupations du renouveau urbain dès 1997. p.151

I – 4 : les pivots de la politique de renouveau urbain des Travaillistes. p.161

I – 4 – 1 : le développement durable. p.161

I – 4 – 2 : le capital social. p.163

I – 4 – 3 : la revitalisation du communautarisme au cœur de la nouvelle politique urbaine. p.171

I – 4 - 4 : qu'est ce qu'une communauté en Angleterre ? p.175

II - Investir dans les communautés des zones les plus pauvres. p.181

II – 1 : le programme *Neighbourhood Renewal Unit.* p.181

II – 2 : l'investissement des communautés comme gage de réussite de la rénovation urbaine. p.186

II – 3 : la cohésion au sein de la communauté. p.192

III – Réduire le déclin urbain par le désengagement de l'Etat et la rénovation du gouvernement local. p.198

III – 1 : l'impulsion de 1997 pour modifier le visage du gouvernement local. p.199

III – 2 : le Livre Blanc de 2004. p.203

III – 3 : le Livre Blanc de 2006. p.208

III – 4 : le souci de redevabilité p.216

DEUXIEME PARTIE.

LE *BOROUGH* D'ISLINGTON A LONDRES : LA CONSULTATION DE SES RESIDANTS ET LA PORTEE SOCIALE DES PROGRAMMES DE RENOVATION AYANT AFFECTE LE SUD DU *BOROUGH*.

A - ISLINGTON.

I - Le *Borough* d'Islington à Londres : un des 13 Inner *Borough*s londoniens. p.221

I − 1 : étymologie du nom Islington. p.224

I − 2 : topologie et histoire des deux Metropolitan *Borough*s de Londres à l'origine du *Borough* d'Islington. p.224

I – 3 : le profil politique du *Borough* d'Islington de 1965 à aujourd'hui. p.231

I – 3 − 1 : rôles du Conseil du *Borough*. p.232

I – 3 − 2 : les Services du *Borough* et le Maire. p.235

I – 4 : le facteur humain dans le *Borough* d'Islington. p.237

I – 4 – 1 : la population du domaine d'Islington. p.239

I – 4 − 2 : ethnicité et pauvreté. p.244

I – 4 − 3 : les familles mono-parentales. p.246

I – 4 − 4 : la santé. p.247

II – La prise en charge des aspects sociaux par les autorités du *Borough* d'Islington et les priorités. p.258

II – 1 : la consultation des résidants pour mieux prendre en charge leur bien-être. p.259

II – 1 – 1 : les sondages. p.261

II – 1 – 2 : les études qualitatives. p.264

II – 1 – 3 : les études quantitatives. p.266

II – 1 – 4 : comment les résidants perçoivent la gestion du *Borough* d'Islington par les autorités. p.270

II – 1 – 4 – 1 : interprétation des résultats de l'étude quantitative de 2005. p.274

II – 1 – 4 – 2 : les plaintes. p.276

II – 2 : l'éducation. p.279

II – 2 – 1 : éducation et apprentissage dans le *Borough* d'Islington. p.283

II – 2 – 2 : l'apprentissage pour la communauté et les adultes. p.285

II – 2 – 3 : l'éducation pour les minorités raciales et les familles. p.292

II – 2 – 4 : le soin apporté à l'enfance. p.293

II – 3 : le parc immobilier dans le *Borough* d'Islington. p.297

II – 3 – 1 : le marché immobilier et l'accessibilité au logement dans le *Borough* d'Islington. p.302
II – 3 – 2 : la demande de logements accessibles par le plus grand nombre et la prise en compte de la diversité. p.305
II − 3 – 3 : le secteur public et ses besoins. p.312
II – 3 – 4 : les besoins du parc immobilier privé et les actions menées par le *Borough* d'Islington pour le rénover. p.316
II – 3 – 5 : le logement comme promoteur du bien-être social dans le *Borough* d'Islington. p.320
II – 3 – 6 : les contextes local, régional et national. p.323
II – 3 – 7 : améliorer la gestion des Services du Logement. p.327

III – Le Sud du *Borough* d'Islington. p.332
III – 1 : la population dans le Sud d'Islington. p.333
III – 2 : la santé dans le Sud d'Islington. p.335
III – 3 : agir pour la communauté dans le Sud d'Islington. p.336

IV − Bunhill et Clerkenwell : deux *ward*s du *Borough* d'Islington. p.339
IV – 1 : la population dans les *ward*s de Bunhill et Clerkenwell. p.339
IV – 2 : le logement dans les *ward*s de Bunhill et Clerkenwell. p.344
IV – 3 : la prise en compte de l'environnement dans les *ward*s de Bunhill et Clerkenwell. p.347
IV – 3 – 1 : les espaces publics ouverts à Bunhill et Clerkenwell. p.349
IV – 3 − 2 : la *Green Chain*. p.350
IV – 3 – 3 : la stratégie de rénovation des espaces verts et ses objectifs. p.352
IV – 3 - 4 : le contexte dans lequel s'inscrit la politique pour la rénovation des aires de jeux du *Borough* d'Islington. p.358
IV – 3 − 4 – 1 : politique et gestion des aires de jeu dans la zone EC1. p.360
IV − 3 – 4 – 2 : études de cas. p.372

B – <u>LES PROGRAMMES POLITIQUES DE RENOVATION</u>.

I - *Single Regeneration Budget.* p. 377

II – *City Growth Strategy* et son approche. **p.379**

III – Les grands programmes de rénovation ayant affecté le *Borough* d' Islington. **p.382**

III – 1 : *City Fringe Partnership* et *City Fringe*. p.386

III – 2 : historique. p.388

III – 3 : les forces du partenariat. p.390

III – 3 – 1 : le Conseil d'Administration et la Direction du *City Fringe Partnership.* p.390

III – 3 – 2 : la stratégie de *City Fringe Partnership* : les travaux du Professeur Porter. p.391

III – 3 – 3 : les domaines d'intervention. p.395

III – 3 – 4 : les secteurs de production clés. p.397

III – 3 – 5 : les quatre programmes du Partenariat. p.401

III – 4 : les programmes *New Deal for Communities*. p.413

III – 4 – 1 : *New Deal for Communities - EC1*. p.416

III – 4 – 1 – 1 : le Bureau. p.418

III – 4 – 1 – 2 : la Présidence, les structures de direction et la stratégie. p.419

III – 4 – 1 – 3 : la gestion financière. p.421

III – 4 − 1 − 4 : les priorités de la 7ème année du programme. p.422

III – 4 – 1 – 5 : le programme *New Deal for Communities - EC1* pour 2007-2008. p.432

IV – La satisfaction des résidants face à la politique de rénovation et les actions menées par le Conseil du *Borough* d'Islington pour améliorer l'environnement. **p.444**

IV – 1 : le sondage et ses résultats. p.450

IV – 1 – 1 : la satisfaction concernant les services de voirie. p.450

IV – 1 – 2 : la satisfaction concernant la rénovation des espaces verts et les activités de loisirs. p.454

IV – 1 – 3 : la satisfaction concernant les actions du Conseil sur la qualité de l'environnement. p.457

IV – 2 : recommandations et conclusions du sondage de 2005. p.460

V – Les priorités futures pour les résidants. p.464

VI – L'évaluation interne des performances du Conseil du *Borough* d'Islington. p.466

VII - Les directions de travail. p.467

TROISIEME PARTIE.

CONCLUSION : BILAN DE LA POLITIQUE URBAINE DES TRAVAILLISTES DEPUIS 1997 ET LE FUTUR DE LA RENOVATION URBAINE.

I – Les gouvernements Conservateurs et Travaillistes : trente et un ans de politique urbaine. p.471

I – 1 : la politique des Conservateurs de 1979 à 1997. p.471

I – 2 : la politique des Travaillistes de 1997 à 2010. p.473

I – 3 : la politique urbaine comme outil de politique sociale ? p.476

II – Réflexions sur la durabilité, la diversité, le capital social et la communauté. p.480

II - 1 : la durabilité. p.480

II – 2 : la diversité. p.484

II – 3 : le capital social. p.487

II – 4 : la communauté. p.488

II – 5 : la rénovation d'autres quartiers londoniens. Les exemples de Southwark et de Vauxhall : l'échec de la participation de la Communauté ? p.495

III – Le futur de la politique de rénovation urbaine. p.500

III – 1 : les manifestes politiques de l'élection générale du 6 mai 2010. p.501

III – 1 – 1 : l'éducation. p.505

III – 1 – 2 : la société, les familles et les communautés. p.506

III – 1 – 3 : le logement et la santé. p.508

III– 2 : les nouveaux défis auxquels les villes doivent faire face. p.509

IV – Après 31 ans de rénovation urbaine, la fin d'un cycle ? p.511

V – Un projet inachevé. p.514

V – 1 : la pyramide de Maslow. p.518

Bibliographie. p.525

Annexes. p.553

Introduction.

La gestion et l'organisation des villes ont toujours été, au fil des siècles, des préoccupations politiques, de quelque bord que soient les dirigeants. Il a fallu maîtriser

l'évolution et l'agencement de la ville car en opérant un contrôle sur la cité, on opérait, entre autre, un contrôle sur les résidants qui la peuplaient.

Et la ville évoluant, les politiques qui la régissaient devaient, elles aussi, être modifiées pour prendre en compte les changements qui intervenaient.

Aujourd'hui, quand on envisage la nécessité d'agir par la force gouvernementale sur les différents domaines de la ville, on parle de « politique urbaine ». Cette notion englobe de nombreux concepts, souvent interdépendants, et elle correspond au besoin que les gouvernements ont de réformer la façon de considérer la ville, son agencement, son organisation et les relations humaines qui y existent.

En Angleterre, le déclin des métropoles urbaines industrielles, et particulièrement des centres villes[15], a été engendré par la transformation de l'appareil économique.

En 1999, on trouve dans l'ouvrage *Urban Regeneration : A Handbook*[16], la définition suivante de la rénovation urbaine.

C'est «une vision globale et intégrée, et une action qui mène à la résolution des problèmes urbains, et qui cherche à apporter une amélioration durable des conditions économiques, physiques et environnementales d'un lieu qui a subi des changements»[17].

Et c'est cette façon de considérer et de prendre en compte les rôles de l'Etat en matière de réhabilitation de la ville qui allait être adoptée par le gouvernement Travailliste de Tony Blair à partir de 1997 : une vision globale dont tous les aspects sont interdépendants, à laquelle participeraient différents acteurs, chacun ayant un rôle précis à jouer, dans une mise en scène orchestrée par le pouvoir central.

---

[15] « Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord) », de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p.8.

[16] *Urban Regeneration: A Handbook*, de Peter Roberts et Hugh Sykes, (2000), Sage Publications, London.

[17] *"A comprehensive and integrated vision and action which leads to the resolution of urban problems and which seeks to bring about a lasting improvement in the economic, physical, social and environmental condition of an area that has been subject to change",* dans l'article "Evolution, Definition and Purpose" de Roberts, P., dans *Urban Regeneration: A Handbook*, (1999), de Roberts, P., et Sykes, H., SAGE Publications, p.17.

Au cours des dernières décennies, le déclin des villes ou de certains de leurs quartiers est apparu comme le problème majeur qu'aient à affronter le gouvernement et les autorités locales[18]. Au cours de cette période, les populations quittaient ces quartiers anciens de la ville, rejetées par la crise des industries traditionnelles qui y étaient localisées et la dégradation des conditions de vie des coeurs des agglomérations[19].

Cependant, la rénovation urbaine n'est pas régie par une théorie unique qui pourrait être appliquée à tout lieu, où qu'il soit, que l'on voudrait rénover, et bien que « la plupart des villes », (que ce soit en Grande-Bretagne ou ailleurs dans le monde), « aient lancé des programmes afin de se réhabiliter, il n'y a pas une seule pratique qui prévale en la matière »[20]. Chaque lieu a sa propre histoire, son propre environnement physique, humain et ces critères doivent être pris en compte pour dessiner une politique lui correspondant. Ainsi, elle pourra apporter des réponses adaptées aux problèmes rencontrés qui ont, par ailleurs, parfois été imposés par l'extérieur et non pas générés par la ville elle-même, et qui ont donc été subis.

Pour illustrer cette idée, prenons l'exemple d'une décision que prendrait le Conseil d'Administration d'une lointaine entreprise et qui déciderait de déplacer des ateliers de confection dont l'activité est vitale à la survie d'un quartier. Les hangars seraient délocalisés, la production interrompue, les employés mis au chômage et ainsi le tissu social et économique du quartier déchiré. Les caractéristiques et les besoins ou les attentes du quartier et de ses résidants n'auraient pas été pris en compte : s'en suivraient des réticences, des oppositions de la part des habitants qui se seraient vus imposer des actes affectant leur qualité de vie.

Ainsi, dans le cas où les caractéristiques de déclin urbain sont réunies, la nécessité de lancer de larges projets de rénovation urbaine apparaît. Et pour chaque ville ou quartier à rénover, il va falloir prendre en compte les six domaines majeurs suivants qui forment la base à toute politique urbaine, permettant de mener un état des lieux, et donc de mettre en place des programmes de rénovation. Analysés, ces champs d'intervention vont permettre d'élaborer des projets sur mesure[21]. Il sera donc nécessaire d'étudier :

---

[18] *Ibid.*
[19] *Ibid.*
[20] *"Although most towns and cities have been involved in regeneration schemes, (...), there is no single prescribed form of urban regeneration practice and no single authoritative source of information",* Peter Roberts and Hugh Sykes, (2000), "Introduction" dans *Ibid*, p.3.
[21] "The Evolution, Definition and Purpose of Urban Regeneration", par Peter Roberts, dans *Ibid*, p.9.

- la relation entre les conditions du l'agencement physique de la ville et la réponse sociale qui y sera apportée,
- le besoin permanent de remplacement des structures physiques qui composent la ville,
- la réussite économique qui est la base à la prospérité urbaine et à de bonnes conditions de vie,
- le besoin de tirer le meilleur parti de l'espace urbain et d'éviter l'étalement urbain,
- le besoin de reconnaître que la politique urbaine reflète les conventions sociales et les forces politiques du moment,
- la nécessité d'un développement durable en prenant en compte la nature changeante de la rénovation urbaine.

Ces axes qui composent l'histoire de toute ville, permettent de définir toute décision de politique urbaine. Il faut se projeter dans le temps et anticiper les difficultés susceptibles d'advenir. C'est en comprenant, et en intégrant l'histoire du déclin urbain que l'on peut mieux envisager quels sont les défis à relever.

La période qui nous intéresse débute à l'accession du parti New Labour aux affaires de la Grande-Bretagne à l'élection générale, en 1997, et s'achèvera le 11 mai 2010, jour où Gordon Brown présenta sa démission à la Reine après sa défaite aux élections générales du 6 mai 2010. Aucun parti ne remportant la majorité au Parlement et ses tractations pour former un gouvernement de coalition avec les libéraux démocrates ayant échoué, il se retira et cette date marqua la fin de la période de treize années de gouvernement Travailliste.

Lorsque le New Labour avait remporté les élections générales le 2 mai 1997, triomphalement comme l'avaient souligné les journaux de l'époque[22], à 43 ans, Tony Blair, le chef de l'opposition, devenait le Premier Ministre le plus jeune à occuper ce poste depuis Lord Liverpool en 1812[23].

---

[22] "*1997: Labour routs Tories in historic election. The Labour Party has won the general election in a landslide victory, leaving the Conservatives in tatters after 18 years in power, with Scotland and Wales left devoid of Tory representation. Labour now has a formidable 419 seats (including the speaker) - the largest the party has ever taken. The Conservatives took just 165, their worst performance since 1906".*
http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/may/2/newsid_2480000/2480505.stm

[23] Robert Banks Jenkinson, deuxième comte de Liverpool, né le 7 juin 1770 et mort le 4 décembre 1828. Politicien britannique, il fut le Premier Ministre à être resté le plus longtemps à ce poste, de 1812 à 1827, depuis que l'Irlande avait rejoint le Royaume Uni en 1801.

En effet, sa victoire fut écrasante : les Conservateurs subirent la défaite la plus cuisante depuis l'élection générale de 1906[24].

Dès 1997, la politique urbaine qui fut mise en place par Tony Blair, fort de sa victoire, fut empreinte de réformes politiques teintées d'une volonté de retour à des préoccupations plus sociales.

Son approche fut totalement différente de celle voulue par les gouvernements Conservateurs précédents, initiée par Margaret Thatcher et poursuivie par son successeur John Major.

Notre étude sera divisée en trois parties.

Dans une première partie, nous essaierons de donner une définition de la politique urbaine, et dresserons plus particulièrement un historique de celle-ci en Angleterre.

Nous insisterons ensuite sur les spécificités de l'impulsion donnée par les Travaillistes et le premier gouvernement de Tony Blair en cette matière. Nous tâcherons de définir les particularités de cette politique qui furent reconduites et même précisées par les suivants. L'une de ces particularités, afin de mieux servir les objectifs de rénovation démocratique et de renouveau urbain, fut le remodelage de la gouvernance de Londres.

Dans une deuxième partie, nous nous arrêterons plus précisément sur le *Borough* d'Islington qui nous servira d'exemple pour illustrer ce nouveau type de gouvernance locale.

Nous ferons de cette zone, qui est l'une des plus pauvres de Londres, une description sociale pour avoir une image la plus claire possible de la population qui y réside, et nous présenterons les outils utilisés par le gouvernement local pour récolter l'avis des résidants.

[24] Le 1er mai 1997, le Parti New Labour remporta 418 sièges à la Chambre des Communes contre 165 pour le Parti Conservateur mené par John Major Premier Ministre sortant, avec aucun siège ni pour l'Ecosse ni pour le Pays de Galles.

Nous nous intéresserons à la prise en compte de la rénovation du bien-être des habitants en matière de conditions de vie, d'environnement et de politique du logement dans la partie Sud du *Borough* d'Islington, zone qui semblerait pouvoir bénéficier de tous les avantages offerts par la proximité avec la City de Londres, et qui n'en profite pourtant pas…

L'analyse des résultats d'un sondage mené en 2005 auprès de la population d'Islington nous permettra d'avoir une vision objective de la perception que les résidants ont de la politique de rénovation menée par le Conseil du *Borough*, et peut être aussi de ce qu'il reste à faire.

Nous achèverons ensuite notre travail par une conclusion en tentant de faire le bilan de trente et un ans de politique urbaine (1979-2010), période qui a vu deux approches totalement opposées en la matière, et surtout de celle telle qu'elle a été voulue par les gouvernements de Tony Blair de 1997 à 2007 (qui fut d'ailleurs poursuivie sans être retouchée de 2007 à 2010 par Gordon Brown). Nous essaierons d'envisager enfin quel peut être le futur de la politique urbaine en analysant le contenu des manifestes politiques des trois grands partis politiques britanniques, le Parti Travailliste, le Parti Conservateur et le Parti Libéral Démocrate. En envisageant les différentes propositions en direction des populations les plus défavorisées, nous verrons quelle est la part accordée aux politiques urbaines dans chaque programme et les particularités de chacune.

PREMIERE PARTIE

LA POLITIQUE URBAINE EN ANGLETERRE ET L'IMPLUSION DU GOUVERNEMENT NEW LABOUR DES 1997.

A – LONDRES

I - La politique urbaine afin d'agir sur la ville.

La ville, en grandissant, engendre des maux dus à son étalement géographique et donc l'allongement des distances, à son industrialisation qui génère une utilisation de moyens de production toujours plus énergivores et un taux de pollution toujours plus important, ainsi qu'au développement de ses infrastructures qui oblige à gagner toujours plus d'espace sur la nature. Et les résidants sont les premiers à en souffrir dans leur vie quotidienne.

Ces problèmes ne surviennent pas spontanément. Il existe des signes avant-coureurs annonçant le besoin d'intervention sur les structures urbaines afin de corriger ces handicaps.

Le Ministère britannique de l'Environnement, des Transports et des Régions a publié en 2000 un tableau répertoriant les détails qui dénotent un malaise urbain. Ce sont les symptomes qu'une intervention de l'Etat, impliquant plus ou moins d'acteurs, est indispensable pour redonner vie à la ville.

Voici, à la page suivante, ce tableau[25], accompagné d'une liste des signes visibles d'un renouveau après intervention de divers acteurs :

Secteurs	**Signes de malaise urbain**	**Signes de renaissance urbaine**
Architecture	Domaine public de faible qualité et sans liens	Domaine public de haute qualité et équitable

[25] Department of the Environment, Transports and the Regions, (2000), *New Deal for Communities: Gathering baseline information*, London: The Stationery Office et "Implementing urban renaissance – problems, possibilities and plans in South East England", article de Carmona, (2001), dans l'ouvrage *Progress in Planning*, vol 56, p 174-175.

	Environnement et architecture de faible qualité	Architecture publique de haute qualité et environnement qui garde les caractéristiques du lieu
	Interventions isolées et non coordonnées	Interventions spécifiques sur le lieu pour que la communauté en profite
	Peu de valorisation	Valorisation de l'architecture publique ou privée.
	Peu de projets architecturaux	Fort pourcentage de projets de la part d'architectes
	Rues peu sûres et dominées par le trafic urbain	Rues sûres et aménagées pour les piétons
	Peu de financement dans l'art public	Investissement dans l'art pour le public
	Manque de ressources publiques et financements de projets à court terme	Disponibilité de ressources publiques pour soutenir des financements privés durables
	Absence de café culturels	Présence de cafés culturels
	Peu de commerce de détail	Fort taux de commerces de détail
	Rues peu animées de jour comme de nuit	Rues animées de jour comme de nuit
	Présence de ghettos urbains et communautés cloisonnées	Grande offre de logements variés
	Fort taux de chômage	Fort taux d'emploi
	Secteur commercial en déclin	Secteur commercial vivant
Environnement	Longues distances pour se rendre au travail la plupart du temps en voiture	Distances pour se rendre au travail, réduites
	Faible densité de logements	Fortes densité de logements de villes
	Manque de transports publics	Forte présence de transports publics
	Faible mobilité pour les piétons et les cycles	Bonne mobilité pour les piétons et les cycles

	Faible utilisation de terrains vagues	Fort taux d'utilisation de terrains vagues
	Dispersion de l'activité professionnelle	Activités professionnelles concentrées
	Forts taux de parkings privés ou résidentiels	Peu de parkings résidentiels ou professionnels
	Zones résidentielles à usage unique	Zones résidentielles à usages multiples
	Avantages naturels laissés à l'abandon	Avantages naturels conservés et mis en valeur
	Forts taux de pollution	Faibles taux de pollution
	Environnements naturel et bâti mal intégrés	Environnements naturel et bâti bien intégrés
Bien être social	Mauvaise qualité des services de santé ou sociaux	Services de santé et sociaux de bonne qualité
	Faible qualité du système éducatif et mauvais résultats scolaires	Bon système éducatif et de formation
	Peu d'investissements pour la culture	Activités et secteur culturels développés
	Communautés cloisonnées et intolérance raciale	Population mixte et tolérante
	Choix limité aux activités de loisir	Bon accès aux activités de loisirs urbains
	Population qui s'investit peu dans la vie publique	Forte participation à la vie publique et secteur bénévole développé
	Taux de criminalité élevé	Faibles taux de criminalité et peu de délits
	Envie de fuir le milieu urbain	Perceptions positives sur la vie urbaine
	Faible sens civique	Fort sens civique
	Fort taux de pauvreté sociale	Faibles taux de pauvreté sociale
Gestion	Transports publics sales, peu utilisés	Transports publics propres,

	et manquant d'efficacité	efficaces et largement utilisés
	Population peu émancipée	Population émancipée et active
	Pas de vision commune entre les différents acteurs	Vision partagée entre les secteurs public et privé et la communauté
	Domaine public peu entretenu	Domaine public bien géré et propre
	Secteur public peu réactif	Secteur public réactif
	Acteurs publics peu disponibles et peu formés	Conseils avisés et disponibles de la part des acteurs publics
	Pas de partenariats public/privé	Présence de partenariats entre les secteurs public et privé
	Peu de coordination et peu de coopération	Coordination entre les diverses agences
	Pas de promotion de projets d'excellence	Existence de projets d'excellence

Et dans le cas où ces caractéristiques de déclin urbain sont réunies, la nécessité de lancer de larges projets de rénovation urbaine apparaît.

I – 1 : le contexte de la politique urbaine.

Lorsqu'apparaissent des signes de déclin urbain, le besoin d'intervention se fait urgent et de nombreuses autorités peuvent s'attaquer à ces maux et donc entamer un processus de rénovation urbaine. Cet investissement peut aussi se faire en engageant des partenariats entre gouvernements central et locaux, entreprises, communautés sociales, ou bénévoles[26].

Puisque le fait d'agir sur la rénovation de la ville prend en compte diverses caractéristiques d'un lieu, c'est donc un phénomène plus dynamique que statique et en cela il

[26] "*Most towns and cities have been involved in regeneration schemes, and (...) many development companies, financial institutions and community organisations have participated in one or more such ventures",* Peter Roberts and Hugh Sykes, (2000), dans "Introduction" à *Regeneration: A Handbook*, de Peter Roberts et Hugh Sykes, (2000), Sage Publications, London p.3.

est très difficile, voire impossible d'identifier tous les exemples de pratiques en la matière. Il est donc encore moins aisé de prédire de quoi son futur sera fait[27].

Le besoin de renouveau urbain est envisagé comme un processus continu du fait que lorsqu'un problème apparaît, il est susceptible d'en entraîner de nouveaux, et appelle donc des solutions qui lui seront particulières. Il dépend aussi des priorités politiques que le gouvernement va se donner.

Quoiqu'il en soit, nous pouvons dès à présent délimiter les aires sur lesquelles les politiques vont tenter d'intervenir pour parvenir à rénover la ville britannique[28] :

- les questions financières et économiques,
- les aspects physiques (dont les questions de logement) et environnementaux du renouveau urbain,
- les questions sociales, d'emploi, d'éducation et de formation, ainsi que la question communautaire[29].

Il faut bien sûr, pour que les politiques urbaines menées soient efficaces, qu'elles puissent intervenir sur ces domaines de façon transversale et liées. C'est l'intervention sur tous ces domaines en même temps qui va déterminer le contenu de la rénovation urbaine.

C'est en cela que la politique urbaine contemporaine diffère des diverses tentatives passées de réhabilitation ponctuelle : on parle bien ici de rénovation, la ville étant prise dans sa globalité, sa complexité.

Par exemple, la plupart des initiatives prises dans la décennie 1960, ainsi que celles prises au milieu des années 1980 par les gouvernements Conservateurs, l'étaient en direction de problèmes particuliers. Elles visaient à répondre aux questions locales ou agissant sur de petites zones, alors qu'à la fin des années 1990, les politiques se sont plutôt portées sur des

---

[27] "*Because urban regeneration is by its very nature a dynamic rather than static phenomenon, it is almost impossible to capture all the features of current practice or to predict the future with any degree of certainty", Ibid*, p.4.
[28] *Ibid*.
[29] Ce sont ces deux deniers points qui nous ont intéressés, et ce travail portera principalement sur ceux-ci. Notre étude n'a pas porté sur les politiques concernant le volet économique de la rénovation urbaine voulue par les Travaillistes, même si parfois quelques détails des projets présentés y font allusion.

problèmes englobant des aspects plus régionaux et s'intéressant davantage aux aspects humains plutôt qu'à des aspects simplement physiques du renouveau urbain.

Afin de mener des politiques urbaines réfléchies et ordonnées, les Britanniques ont appris d'expériences menées avant eux dans d'autres pays d'Europe, ou même des Etats-Unis d'Amérique. Et pour tenter d'adapter des expériences positives dans le contexte des villes britanniques[30] ils ont commencé à définir des champs d'intervention qui permettraient d'utiliser à bon escient les budgets consacrés à la rénovation.

Ces domaines d'intervention sont les suivants[31] :

- l'identification des causes du déclin urbain et, de fait, tâcher d'apporter des solutions pour faire revenir les personnes dans les centres urbains. A cette fin, ont été installées les *Regional Development Agencies*[32] avec l'attribution d'un rôle au niveau régional et sous-régional d'analyse de la situation pour pouvoir y apporter des remèdes. A aussi été installée en 1998 par le Vice-Premier Ministre la *Urban Task Force* avec la même tâche d'identification et de règlement des difficultés.
- Le financement et la gestion des différentes politiques menées pour rénover la ville dirigés par les *Regional Development Agencies*.
- Les questions sociales et environnementales, dont l'aspect physique urbain, ainsi que les questions de l'emploi et de la formation avec l'accent mis sur le logement social et sa rénovation, avec, pour exemple le plus marquant de cette politique, la création du *New Deal for Communities*.
- Enfin les différentes pratiques et politiques visant à obliger les politiques à être redevables aux habitants dans les domaines suivants[33] :

---

[30] "*Other valuable experience can be gleaned from the experience of urban regeneration outwith the UK*", *Regeneration: A Handbook*, de Peter Roberts et Hugh Sykes, (2000), Sage Publications, London, p.5.
[31] *Ibid*, p.7.
[32] Les Agences Régionales de Développement (*Regional Development Agencies* ou *RDAs*) ont été lancées en 1999 et la création de l'Agence Londonienne de Développement a suivi en 2000.
Leur mission est de multiplier les occasions de créer de la prospérité économique dans les neuf régions anglaises. En les installant, le Premier Ministre a dit qu'il voulait apporter une nouvelle vitalité au développement économique et à la rénovation sociale et physique dans les régions, ceci par le moteur du commerce.
Voilà les tâches de ces agences en prenant en compte les besoins, ce que les régions ont à offrir et en faisant en sorte que les améliorations soient durables. De plus, elles agissent en veillant à ce que les différences de croissance entre les régions soient les plus faibles possible.
http://www.englandsrdas.com/who_we_are/
[33] "Introduction" à *Urban Regeneration: A Handbook*, édité par Peter Roberts and Hugh Sykes, Sage Publications, London Thousand Oaks New Delhi, p.7.

- les transports,
- le logement,
- l'emploi,
- l'éducation,
- l'urbanisme,
- la gestion de l'environnement,
- la santé,
- le développement de la communauté.

Comme nous pouvons le supposer, les zones urbaines ne sont pas simples à définir. Elles intègrent divers aspects qu'il est primordial de prendre en compte afin de mener des politiques urbaines globales, et ces aspects sont[34] :

- l'aspect physique,
- l'aspect social,
- l'aspect environnemental,
- l'aspect économique.

Au cours des dernières décennies, on s'est donc mis à envisager l'évolution des zones urbaines en prenant en compte de nouveaux aspects et en les incluant dans les nouvelles structures de rénovation[35] :

- la relation entre les conditions physiques des zones urbaines et la nature des réponses sociales et politiques qui étaient apportées,
- le besoin de s'attaquer aux questions de logement et de santé,
- la volonté de lier progrès social et progrès économique,
- la limitation de la croissance urbaine,
- le changement du rôle et de la nature de la politique urbaine.

De même qu'elle prend en compte les caractéristiques de l'endroit sur lequel elle s'applique, la politique urbaine doit envisager les groupes humains qui la composent. De plus,

[34] "The Evolution, Definition and Purpose of Urban Regeneration", article de Peter Roberts, dans *Ibid*, p.9.
[35] *Ibid*, p.10

chaque génération a ses priorités et la politique de renouveau urbain va dépendre du moment où elle est mise en œuvre[36] et elle doit, pour être efficace, y être adaptée[37].

Au fil des ans, la politique urbaine a adopté des approches différentes : la ville changeait et les façons d'appréhender son évolution aussi.

I – 2 : l'évolution de la ville britannique.

Les fonctions des villes ont été nombreuses au cours des siècles. Elles ont d'abord été un abri pour l'homme contre les aléas des grands espaces, elles l'ont sécurisé, ont permis l'interaction sociale et l'échange de biens de consommation.

Les rôles de la ville ont bien sûr évolué au fil du temps, et la ville a toujours été l'endroit où sont nés et ont pu se développer de nouveaux besoins humains tels que celui de vivre, de travailler ou de se distraire.

En même temps que les besoins de l'homme ont évolué, la demande d'espaces, de terrains, d'infrastructures et d'équipements urbains, avec l'abandon de certains, devenus obsolètes ainsi que la création de nouveaux, sont devenus indispensables. Ainsi, « les villes changent au cours de l'Histoire : ceci est inévitable »[38], et ceci se fait en même temps qu'évoluent les systèmes politiques et sociaux qui présentent de nouvelles occasions d'envisager autrement les rôles de la ville en même temps que ceux des résidants qui la peuplent.

La ville est constamment allée de l'avant.

Et il est à noter que la plupart des villes britanniques ont tenté, au cours des deux derniers siècles, de créer ou de réordonner les zones d'activités économiques, les agrandir[39], afin qu'elles servent de la façon la plus efficace les évolutions permanentes engendrées par l'évènement le plus important de la deuxième moitié du XIXème siècle : la Révolution

[36] "*Regeneration will vary both over time and between places*", *Ibid,* p.6.
[37] "*We have to come to appreciate the need to view urban regeneration as a continuous process", Ibid.*
[38] "*Towns and cities change over time and this process of change is inevitable*", *Ibid,* p.11.
[39] "*Expanding the boundaries of urban areas, (...), has been the typical and dominant response to the need to provide additional space for houses, factories, offices and shops*", *Ibid,* p.11.

Industrielle qui a profondément modifié l'image de l'Angleterre et a durablement affecté la vie de ses habitants.

A ce propos, Ralph Waldo Emerson[40] écrivit en 1847 qu'il n'y avait au monde « que deux pays où il valût la peine de vivre, l'Italie et l'Angleterre ; l'une parce que la nature, y affirmant ses droits, finit toujours par triompher des maux infligés par les gouvernements ; l'autre parce que l'art y conquiert la nature et transforme une terre inhospitalière et rude en un paradis de confort et d'abondance »[41].

Il dit même que « l'Angleterre est un immense phalanstère qui enferme dans ses limites de quoi satisfaire tous les besoins de l'homme »[42].

Et la capitale britannique fut la première touchée. Même si jusqu'à la deuxième moitié du XIXème siècle (environ 1860) la densité de la population de la capitale britannique augmentait, puisque le nombre d'habitants avait doublé[43] entre 1801 et 1851, la ville était restée contenue[44].

Par la suite, la réponse apportée à ce besoin continu de nouveauté a été l'extension de la ville au-delà de ses limites et une utilisation nouvelle des terrains qui la composaient. En effet, il fallait toujours intégrer de nouveaux magasins, de nouveaux ateliers ou bureaux, ou même loger toujours plus de nouveaux habitants.

Afin de repousser les limites physiques de la ville, ce mouvement eut lieu à partir de la décennie 1870 grâce à l'acquisition, par la plupart des grandes zones urbaines britanniques, d'un réseau de communication bon marché et efficace, avec des omnibus ou de trains. Les résidants devenaient mobiles et c'est de cette époque que date l'émergence de la banlieue londonienne.

---

[40] Ralph Waldo Emerson (1803-1882), intellectuel américain, fit, en 1847, un long séjour en Grande-Bretagne où il fut invité pour une tournée de conférences.
[41] *Anatomie des Anglais* de Ralph Waldo Emerson, (*English traits*), page 57, Petite Bibliothèque Payot, 2010.
[42] Ibid.
[43] *Urban and Regional Planning*, (1974), de Hall, P., Pelican Books, Harmondsworth.
[44] *Ibid*.

Les résidants les plus aisés, ou disposant d'un emploi rémunérateur, quittaient le centre des villes devenus trop étroit, s'installaient en périphérie, et les plus pauvres restaient derrière, leurs conditions de vie empirant…

Une illustration typique est le développement de taudis au centre ville de Londres à la moitié du XIXème siècle[45]. Celle-ci fut décrite comme « *a city of dreadful night* »[46] avec les vieux bâtiments tombant en ruine et le départ de populations entières pour les marges de la ville.

A cette époque, peu d'attention était portée aux conditions de vie de la majorité des résidants[47]. Les taudis du XIXème siècle furent ensuite considérés comme les effets inacceptables d'une industrialisation qui fixait le rythme du développement de la ville et l'on se mit à reconnaître le besoin de réguler la croissance de la ville ne serait-ce que pour des raisons de santé publique et un désir d'améliorer les conditions de vie des citadins. La reconnaissance dans les dernières décennies du XIXème siècle des conséquences néfastes du manque de régulation de la croissance urbaine est un message qui est parvenu jusqu'à nous aujourd'hui : les relations entre les structures physiques de la ville et la réponse sociale que l'on doit y apporter est au cœur des politiques urbaines[48].

Peu à peu, a été prise de plus en plus en compte l'idée que la ville ne doit pas seulement être jolie à regarder, et aujourd'hui il faut que les projets pour rénover la ville visent un souci d'efficacité. Pour cela il devenait nécessaire de s'assurer que ces projets[49] :

- proposent un bon rapport qualité/prix du fait que les coûts liés à la conception, même s'ils représentent une petite partie des coûts de construction, ont un grand impact sur la qualité.

---

[45] Pour une description de Londres à l'ère victorienne, voir la partie « Victorian Life » dans *London: A Social History*, de Roy Porter, (1994), Penguin Books, pp. 279-305,

[46] *Cities of Tomorrow*, (1988), de Hall, P., Basil Blackwell, Oxford, p.14.

[47] "*The Victorian slum (...) was the product of a society that paid insufficient attention to the living conditions of the majority of urban residents*", dans "The Evolution, Definition and Purpose of Urban Regeneration", article de Peter Roberts, dans *Urban Regeneration: A Handbook*, édité par Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, London Thousand Oaks, New Delhi, p.11.

[48] "*The belated recognition during the last decades of the XIXth century (...): this is the relationship between urban physical conditions and social respons*es", *Ibid*, p. 11-12.

[49] http://www.communities.gov.uk/citiesandregions/sustainableurbandesign/whatisgood

- Permettent de répondre aux besoins et aux caractéristiques de la communauté pour laquelle ils sont voulus. C'est ici un gage de cohésion communautaire.
- Prennent en compte la gestion, et la maintenance des nouvelles constructions afin de pérenniser les travaux entrepris.
- Contribuent au développement durable en respectant le contexte historique, en s'assurant que les ressources disponibles soient bien utilisées et en faisant en sorte que les nouvelles constructions puissent s'adapter aux changements futurs.

I – 3 : le besoin de planifier une stratégie de rénovation de la ville.

Il semble aujourd'hui évident que tout projet de rénovation urbaine doit être basé sur une explication des causes des méfaits intervenus sur les zones à réhabiliter. Le tableau sur la page suivante présente plusieurs théories qui tentent d'expliquer les causes du déclin urbain[50].

NOM DE LA THEORIE	EXPLICATION
Le structuralisme	Le déclin est du au changement dans l'économie mondialisée et est donc créé par l'émergence de

[50] Tableau "Explanations for urban decline", dans "Economic Regeneration and Funding" article de Noon, D., Smith-Canham, J., et England, M., dans *Urban Regeneration: A Handbook*, (2000), de Roberts, P., et Sykes, H., Sage Publications, p.64.

	nouvelles formes d'économies qui ont chacune des impératifs spatiaux différents.
La contre-urbanisation	Des caractéristiques rurales attirent les entreprises et les résidants citadins se sentent exclus des villes.
Le marxisme	Le besoin de maximiser le potentiel d'exploitation du capital en utilisant la main d'œuvre peu contestataire, bon marché et corvéable à souhait que l'on peut trouver dans les zones peu urbanisées des villes.
La planification ou la sectorisation.	Effets non voulus des politiques de planification spatiale comme le développement des ceintures vertes *(Green Belts*) qui encouragent les entreprises à quitter les centres villes.
La propriété extérieure	L'accroissement de l'installation d'entreprises dans des centres-villes gérées par des personnes extérieures qui y ont peu de lien et s'y investissent peu.
Le cycle de production	La standardisation signifie que la production peu se faire à peu près n'importe où, d'où la délocalisation qui devient de plus en plus envisageable.

Cependant, la gestion des villes a pendant longtemps manqué de vision globale et d'une stratégie clairement définie offrant des stratégies à long terme[51]. On n'envisageait pas ce qui pouvait être positif pour la totalité de la ville. Aucun lien ne se faisait entre divers aspects entrant en jeu dans le processus de rénovation. Donc, le lien entre les différents aspects de la rénovation urbaine n'était pas développés[52], et les programmes mis en place n'étaient pas, la plupart du temps, tournés vers l'extérieur mais se contentaient d'être tournés sur le lieu à rénover lui-même[53], n'ouvrant donc pas de grande perspective. Une rénovation

[51] Paragraphe: "The need for Strategy", dans "Strategy and Partnership", de Andrew Carter, dans *Urban Regeneration: A Handbook,* (2000), de Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p.38.

[52] "*The linkage between different aspects of regeneration has not been developed", article "The challenge for urban policy*", dans *Local* , (1994), de Turok, I. and Shutt, J., Vol.9, no.3, p.212.

[53] "*Regeneration policies for peripheral housing estates (...) has been characterised by 'inward-looking regeneration policies*", 'Strategy and Partnership', de Andrew Carter, dans *Urban Regeneration: A Handbook,* (2000), de Peter Roberst et Hugh Sykes, Sage Publications, p.39

tournée vers l'extérieur aurait permis de faire se rencontrer, se mêler différents acteurs, de faire interagir divers outils et donc d'améliorer la portée des programmes mis en œuvre.

Mais voyons maintenant quelle a été la prise en compte des zones urbaines en Angleterre et à Londres depuis le XIXème siècle pour traiter ensuite de leur rénovation

II - Les zones urbaines en Angleterre et à Londres : état des lieux et rénovation.

II – 1 : historique de la prise en compte des zones urbaines britanniques.

En Grande-Bretagne, comme nous l'avons déjà dit plus haut, peu d'attention a été portée à l'évolution des zones urbaines jusqu'au milieu du XIXème siècle, période de l'avènement de la Révolution Industrielle et qui a marqué un tournant dans la prise en compte du développement des centres urbains et de leur planification.

C'est à cette même époque que l'on commença à associer pauvreté et villes britanniques, avec l'émergence des effets négatifs causés par l'industrialisation sans frein.

Des milliers, si ce n'est des millions, de familles britanniques quittaient la campagne et venaient en nombre dans les grands centres urbains en plein développement, comme Manchester ou Liverpool, où étaient produites d'énormes quantités de charbon, d'acier, de matières premières, et qui étaient des régions nécessitant beaucoup de main d'œuvre.

Le Sud de l'Angleterre, en particulier la capitale, attirait aussi des multitudes de travailleurs qui y arrivaient en masse avec l'espoir d'y trouver un emploi à n'importe quelles conditions, même les plus précaires.

Ces régions profitaient de façon formidable des nouveautés industrielles et des trouvailles dans les manières de fabriquer et de considérer la production, mais subissaient aussi de plein fouet les méfaits d'une croissance sans règle.

Sir Frederick Morton Eden[54] fut le premier à mener, dès le milieu du XVIIIème siècle, des recherches sur les conditions sociales, mais plus spécifiquement dans les campagnes britanniques. Les premiers écrits sur les conditions de misère en milieu urbain datent du XIXème siècle avec les études de Charles Booth[55] ou de Seebohm Rowntree[56].

Dans la deuxième moitié du XIXème et au début du XXème siècles, à l'apogée de l'ère victorienne, avec des réformateurs comme Edwin Chadwick[57], Octavia Hill[58], ou les visionnaires comme Ebenezer Howard[59] et Patrick Geddes[60], la vie urbaine a soulevé des questions et la population des villes a été la cible de politiques destinées à améliorer son bien-être. Ces personnes tentèrent de replacer le bien-être de l'homme au centre de la croissance de la ville qui s'étalait de façon sauvage, désordonnée et anarchique[61].

---

[54] Sir Frederick Morton Eden (né le 18 juin 1766 et mort le 14 novembre 1809), fut un écrivain anglais et chercheur en sciences sociales. Il écrivit en 1797 *The State of the Poor*, ouvrage en trois volumes dans lequel il explique ce qui l'a conduit à enquêter dans ce domaine : "*The difficulties which the labouring classes experienced, from the high price of grain, and of provisions in general, as well as of cloathing [sic] and fuel, during the years 1794 and 1795, induced me, from motives both of benevolence and personal curiosity, to investigate their conditions in various parts of the kingdom."*

[55] Charles Booth (né le 30 mars 1840 et mort le 23 novembre 1916 fut un philanthrope anglais et un chercheur social. Le travail qui le fit connaître fut celui qu'il écrivit sur la vie de la classe laborieuse à la fin du XIXème siècle, étude qui avec celle de Benjamin Seebohm Rowntree influença l'intervention de l'Etat pour combattre la pauvreté au début du XXème siècle.

[56] Benjamin Seebohm Rowntree (plus connu sous le nom de Seebohm Rowntree, né le 7 juillet 1871 et mort le 7 octobre 1954) fut un enquêteur social, un réformateur social et un industriel.

[57] Sir Edwin Chadwick (24 janvier 1800 - 6 juillet 1890), réformateur social célèbre pour ses travaux d'amélioration des conditions sanitaires et la santé publique. Il travailla aussi à la réforme des Poor Laws. Né à Longsight, Manchester, il devint avocat et ses écrits publiés dans la revue Westminster Review le firent remarquer par Jeremy Bentham qui en fit son légataire universel. Il devint membre, en 1833, de la Royal Commission chargé de travailler sur les résultats des Poor Laws. En 1834, il rédigea un rapport qui servit de base à la réforme de la Poor Law.

[58] Octavia Hill (3 décembre 1838 – 13 août 1912) fut une réformatrice sociale britannique préoccupée par le bien être des habitants de la capitale britannique dans la deuxième partie du 19ème siècle. Née à Wisbech, Cambridgeshire, elle travailla avec sa soeur Miranda Hill (1836-1910) qui fonda la Kyrle Society. Toutes deux étaient filles du Docteur Thomas Southwood Smith, pionnier de réformes sociales. Ses campagnes pour le logement des plus pauvres et leur accès à des espaces verts furent à l'origine de développement de logements sociaux et à la fondation du National Trust. Elle fut nommée membre de la Royal Commission on the Poor en 1905.

[59] Ebenezer Howard (29 janvier 1850 – 1er mai 1928). A l'âge de 21 ans, il fut journaliste judiciaire à Chicago (Etats Unis). Là, il commença à réfléchir aux moyens d'améliorer la qualité de vie de ses concitoyens, et à son retour en Grande Bretagne, il fut employé au Parlement. Ses travaux aboutirent à la publication en 1898 de l'ouvrage To-Morrow : A Peaceful Path to Real Reform et proposait de lier les bienfaits de la ville avec ceux de la campagne. Il préconisait la création de villes de banlieue de taille moyenne.

[60] Sir Patrick Geddes (2 octobre 1854 – 17 avril 1932), biologiste et botaniste écossais né à Ballater, Aberdeen shire, et mort à Montpellier, il s'occupa aussi d'éducation et de planification urbaine. Il soutenait l'idée selon laquelle développements social et spatial étaient liés à une époque où l'industrialisation effrénée altérait de façon dramatique les conditions de vie des britanniques.

[61] Dans *Life in West London*, (1901), son auteur, Arthur Sherwell décrivait Londres de la façon suivante « *a great, hungry sea, flooding the plains beyond* » cité dans le chapitre « A Fungus-Like Growth : Expansion 1890-1945 » dans *London : A Social History*, (1994), de Roy Porter, Hamish Hamilton puis Penguin Books, p.306.

C’est grâce (ou à cause des ?) aux formidables changements qui furent opérés par les nouvelles façons de penser les productions décuplées par les innovations techniques ainsi que par les nouveaux rapports entre l’offre et la demande qui ne cessaient de croître, mais aussi par les effets de l’organisation du travail sur de nombreux aspects sociaux, architecturaux ou humains, que les villes britanniques commencèrent à être au cœur des préoccupations de certains esprits éclairés.

Londres devenait un centre producteur de richesse incontournable.

Et devant le besoin de repenser la place des citoyens dans ce développement soudain et brutal, les gouvernants étaient sensibilisés aux dommages causés par ce fléau d’un nouveau genre : le Parlement britannique fut incité à prendre des mesures et vota des lois pour remédier aux fléaux urbains.

L’éventail des mesures prises était vaste, allant de réformes sanitaires à destination de l’habitat citadin à des aides incitant les résidants à prendre en main leur bien-être, leur santé, ou l’hygiène familiale.

Ainsi, en Grande-Bretagne, ce sont principalement les gouvernements qui ont été à l’origine des politiques urbaines, puis leur moteur, jusqu’à la période des gouvernements Conservateurs de Margaret Thatcher, de 1979 à 1990, où l’entreprise privée a été incluse dans ces actions menées par l’Etat.

Mais voyons d’abord plus précisément quelles formes prennent les zones urbaines en Grande-Bretagne avant de traiter par la suite d’un des maux inhérents à la croissance urbaine : le désordre social, et la pauvreté qui souvent le provoque.

Nous verrons ensuite les étapes successives qui ont jalonné l’action des gouvernements depuis la fin du XIXème siècle pour lutter contre ce fléau social et qui ont conduit à la politique des Travaillistes entre 1997 et 2007 en matière de gestion urbaine.

II – 2 : l'état des villes anglaises.

L'Angleterre est un pays principalement rural, et pourtant plus de 80 % des Anglais habitent dans des villes qui ont plus de 10 000 habitants et ne couvrent pourtant que 7 % du territoire[62].

C'est dans les grandes villes qu'habitent 40 % des Britanniques, avec seuls 9% de la population habitant les centres-villes à très haute densité de 85 habitants par hectare. La plupart de ces personnes vivent dans des zones allant des vieux centres-villes démunis, dans des maisons de construction plus moderne à faible densité ou même dans des banlieues d'après-guerre principalement composées de maisons mitoyennes[63].

C'est aussi dans les villes anglaises, et non pas dans les zones rurales, que le taux de chômage est le plus fort et que l'on trouve la plus forte concentration de quartiers démunis. L'économie nationale compte sur la performance des zones urbaines qui fournissent 91 % de la production nationale et 89 % des emplois[64].

Il nous faut préciser ici que Londres a une position particulière : de par son statut de capitale et de centre abritant les pouvoirs politique et financier, cette ville a toujours connu un essor sans commune mesure avec le reste des villes britanniques[65].

On y trouve le Produit Intérieur Brut le plus élevé de toutes les villes britanniques, ce qui fait d'elle la ville la plus riche de tout le pays, et en même temps un incroyable moteur culturel[66].

Elle concentre aussi toutes les institutions politiques britanniques et est aussi la 2ème région la plus peuplée en Europe[67] : elle tient donc une place à part dans le pays et exige une attention particulière dans sa gestion.

---

[62] *State of the English Cities : Report and Database* (SOCD), (2006), publié par le Ministère des Communautés et du Gouvernement Local.
[63] *Ibid*.
[64] *Ibid*.
[65] C'est la place particulière qu'occupe Londres dans le groupe des zones urbaines britanniques qui a certainement motivé le gouvernement de Tony Blair a modifié profondément sa gouvernance pour pouvoir y mener ses principes de rénovation urbaine, et ce dès le début de son premier mandat. (Réflexion personnelle).
[66] *State of the English Cities : Report and Database* (SOCD), (2006), publié par le Ministère des Communautés et du Gouvernement Local.

Comme l'a noté une étude gouvernementale, où qu'ils vivent (villes, banlieues, villages ou campagnes), les Britanniques veulent les mêmes choses[68] :

- des emplois,
- une économie saine,
- des logements décents,
- de bons services publics,
- un environnement sain.

Cependant, toutes les zones urbaines ne présentent pas toutes le meilleur de ces caractéristiques et n'évoluent pas toutes de la même façon.

De plus, le monde actuel évolue rapidement et change aussi l'économie, les industries manufacturières ayant disparu, remplacées par le secteur des services, grand pourvoyeur d'emplois spécialisés.

Tous ces critères nouveaux sont à prendre en compte dans la façon de penser la ville et son organisation humaine.

Aujourd'hui, 85 % des résidants britanniques disent qu'ils sont satisfaits de l'endroit où ils vivent. Ainsi, la proportion des personnes mécontentes de leur lieu d'habitation a baissé, un critère nouveau est à prendre de plus en plus en compte : la nécessité de préserver l'environnement, et de façon durable, devient urgente. Il faut intégrer cette donnée dans la manière de considérer la place des individus dans l'espace urbain.

Le rapport intitulé *State of the English Cities*[69] publié en mars 2006, et dans lequel est donné le pourcentage de satisfaction ci-dessus, a pris en compte l'évolution de cinquante six villes anglaises avec une population minimum de 125 000 habitants et a évalué les changements dans cinq grands domaines tout en analysant comment leurs résidants les avaient perçus.

---

[67] *Ibid.*
[68] *Our towns and cities: the future*, (2000), Office of the Deputy Prime Minister.
[69] *State of the English Cities : Report and Database*, (SOCD), (2006), publié par le Ministère des Communautés et du Gouvernement Local.
http://www.communities.gov.uk/citiesandregions/publicationscities/framework

Les domaines analysés sont les suivants :

- la démographie,
- la cohésion sociale,
- la compétitivité et la performance économiques,
- l'habitat,
- l'impact de la politique et la gouvernance.

L'étude a montré une spectaculaire transformation des villes anglaises dont les 7 villes suivantes : Birmingham, Bristol, Liverpool, Manchester, Nottingham, Newcastle et Sheffield[70]. De nouveaux emplois y ont vu le jour, les personnes ont tendance à revenir y habiter, et les services rendus à la population s'améliorent.

Même si le rapport *State of the English Cities* a souligné que les villes anglaises étaient bien placées pour améliorer leur performance et combler le fossé qui les sépare encore des autres villes qui réussissent le mieux (en Europe ou ailleurs dans le monde), elles continuent à faire face à des défis de taille en matière d'économie et c'est dans les villes que l'on trouve le plus grand nombre de chômeurs et les zones les plus pauvres.

L'étude gouvernementale préconise donc que les villes servent de moteur à la prospérité régionale puisqu'elles peuvent apporter les réponses les plus efficaces aux problèmes de géographie économique.

Chaque ville est donc unique et a des spécificités sociales qui lui sont propres, mais toutes ont une caractéristique commune à tous les centres urbains : le logement qui semble être un critère de première importance afin que les citadins puissent y vivre confortablement et y prospérer.

[70] http://www.communities.gov.uk/citiesandregions/publicationscities/corecities

II – 3 : le logement comme gage du bien-être des résidants des villes britanniques.

« *An Englishman's home is his castle* »[71] : pour le citoyen britannique, le foyer est de première importance.

Le citoyen anglais moyen est très attaché à son foyer, et très souvent, les crises nationales du logement sont révélatrices d'un malaise social. Elles sont donc un déclencheur de politiques de la ville en direction des quartiers les plus défavorisés afin de pallier les manques et les besoins des populations qui y vivent.

L'occupation de l'espace par les logements a été la caractéristique essentielle des zones urbaines britanniques depuis des centaines d'années, et jusqu'à la moitié du XIXème siècle environ, alors que la population de Londres avait doublé entre 1801 et 1851, la ville n'avait pas augmenté en superficie[72]. On peut imaginer dans quel environnement néfaste[73] et dans quelles situations précaires[74] vivaient les résidants de cette ville gigantesque…

Puis il y a aussi eu, à partir de 1860, la création de la banlieue en périphérie de la ville et l'invention des transports (d'abord des omnibus tirés par des chevaux, puis des trains), qui a permis aux habitants de se déplacer et donc d'aller la peupler. Ceci continua à se développer dans la première moitié du XXème siècle, et alors qu'en 1914 la population londonienne était de 6,5 millions d'habitants, elle atteignait 8,5 millions en 1939. A la même époque, la superficie des zones bâties dans la capitale avait triplé[75].

Ce déplacement de populations facilitées par les inventions techniques a servi de soupape de sécurité pour les personnes de la classe moyenne, les artisans et les individus les

---

[71] "*A man's home is his castle*", d'après le *Morris Dictionary of Word and Phrase Origins* de William et Marry Morris, HarperCollins, New York, (1977-1988), cette phrase est aussi ancienne que les concepts de la Common Law britannique. En 1581, dans *Stage of Popish Toys* d'Henry II Estienne (1531-1598), qui fut un des plus éminents philologues et érudits du XVIème siècle, et qui, comme de nombreux humanistes de son temps, compléta sa formation par des voyages, on peut lire : "*You are the boss in your own house and nobody can tell you what to do there. No one can enter your home without your permissi*on". En 1644, le juriste anglais Sir Edward Coke (1552-1634) dit : « *For a man's house is his castle, et domus sua cuique tutissimum refugium* », (Le foyer d'un homme est son refuge le plus sûr).

[72] « Evolution, Definition and Purpose » article de Peter Roberts dans *Urban Regeneration: A Handbook*, (2000), de Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p.13.

[73] « *The larger London, the worse the pollution* » dans le chapitre « Social problems, social improvement ; 1820-1890 », dans *London : A Social History*, (1994) de Roy Porter, Penguin Books, p.259.

[74] "*Lodging-houses were reckoned a particular disgrace, their overcrowding encouraged immorality",* dans *Ibid*, p.268.

[75] "Evolution, Definition and Purpose" de Peter Roberts dans *Urban Regeneration: A Handbook*, (2000), de Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p.13.

plus mobiles[76]. Cependant les populations les moins favorisées restaient derrière et continuaient à vivre dans des conditions matérielles déplorables[77], laissant les problèmes spécifiques aux centres villes urbains se multiplier, sans qu'aucune solution n'y soit apportée.

Au milieu du XIXème siècle, à l'apogée de l'ère victorienne, il devenait indispensable d'éradiquer les maladies, de détruire des logements insalubres ou dangereux, de fournir de l'eau saine. Les solutions apportées aux terribles conditions de vie des habitants de centres ville surpeuplés devenus exigus étaient la plupart du temps ponctuelles, ne concernaient que l'endroit à réhabiliter et ne se faisaient en aucun cas avec une vision à long terme.

La rénovation des bâtiments ne pouvait pas toujours à elle seule apporter des solutions aux nombreux problèmes engendrés par la ville Victorienne, et on a du y rajouter la prise en compte de la santé publique en réduisant l'entassement humain, la propagation des maladies, et ainsi les conditions de vie en ville se sont nettement améliorées.

Ebenezer Howard préconisait la construction de Garden Cities qui combineraient « tous les avantages de la plus active et énergique des villes avec toute la beauté et les plaisirs de la campagne »[78].

Ces tentatives novatrices de villes nouvelles qu'il avait imaginées ont servi de modèles expérimentaux pour repenser la ville et son organisation, en envisageant différemment les préoccupations urbaines comme les infrastructures de la ville que l'on devait adapter aux nouveaux impératifs économiques et sociaux.

Même si la conception de telles villes a été limitée (seulement deux ont été construites : Letchworth en 1903 et Welwyn Garden City en 1920), l'influence de ce mouvement a été considérable et on retrouve l'héritage laissé par Ebenezer Howard dans la construction des *New Towns* qui ont vu le jour après la Deuxième Guerre Mondiale en

[76] "*A relief valve for the more affluent and mobile*", *Ibid*, p.13.
[77] A ce propos, lire la page 306 de l'ouvrage de Roy Porter, *London : A Social History*, (1994), Penguin Books.
[78]"*All the advantages of the most energetic and active town life, with all the beauty and delight of the country*", dans *Garden Cities of Tomorrow*, (1902), de Howard, E., Swan Sonnenschein, London. Son ouvrage a été publié la première fois en 1898 sous le titre *To-morrow: A Peaceful Path to Real Reform*.

Grande-Bretagne. On a même dit que ces *New Towns* étaient « l'essence même de la vision de Howard »[79].

Divers facteurs de l'activité humaine d'une ville évoluent au fil du temps et il faut prendre en compte cette évolution pour considérer quels sont les effets qu'ils ont les uns sur les autres.

Par exemple, l'évolution économique est un facteur important. Ainsi, dans les années 1930, les zones les plus pauvres étaient celles qui n'avaient pas su s'adapter aux modifications économiques imposées par la crise de la fin des années 1920. Leur base économique - celle des vieilles industries traditionnelles situées aux centres des villes - avait disparu et elles avaient été incapables de s'adapter aux nouveaux marchés commerciaux, n'ayant pas su adopter de nouvelles infrastructures.

Les habitants des centres-villes les avaient quittés pour les villages environnants et ce n'est que dans les années 1930 et les élections de municipalités Travaillistes dans la plupart des grandes villes, notamment à Londres, que les problèmes de logement et de conditions sanitaires des populations ouvrières ont connu une véritable amélioration[80].

Le logement est encore aujourd'hui un problème majeur, mais ce fut déjà le problème le plus urgent de l'après-guerre car à l'époque, la plupart des logements avaient plus de 40 ans. Ils avaient donc sérieusement besoin d'être rénovés, n'ayant pas l'eau courante ni toutes les garanties d'hygiène souhaitables. De plus, ils étaient en nombre insuffisant face à une population qui allait en s'accroissant.

A la fin des années 1940, en Grande-Bretagne, 200 000 logements avaient été construits par an par les municipalités profitant des subventions de l'Etat et à partir du début des années 1950, le parc de logements locatifs publics représentait 2,5 millions de logements[81]

---

[79] "*The essence of the Howard vision*", dans *Cities of Tomorrow,* (1988), de Hall, Basil Blackwell, Oxford.

[80] A ce propos, voir *Etude de la politique de la ville en Grande-Bretagne et plus particulièrement en Angleterre*, étude d'Aude Mollin, Stagiaire Mission Europe et International, Délégation Interministérielle à la Ville, janvier 2003.

[81] « Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord) », de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p.10.

(il passa à 7 millions en 1979), cependant le nombre des sans-abris et des mal-logés ne cessait d'augmenter[82].

Dans les années 1955-1956, 500 000 logements furent construits par an (publics et privés) sous le gouvernement Conservateur d'Harold Macmillan[83], mais l'essor de ces années ne dura pas car il y eut d'autres priorités.

Un des problèmes les plus importants fut que la majeure partie des fonds alloués à la construction de logements sociaux était utilisée à la réhabilitation de logements anciens dont l'état de délabrement était tel qu'ils devenaient de véritables taudis.

Dans les années 1960, une des priorités du gouvernement Travailliste dirigé par Harold Wilson[84] fut de rendre aux autorités locales le rôle important qu'elles avaient perdu lors de la gestion des gouvernements Conservateurs successifs. Il devenait important de bâtir car le déficit de logements décents et habitables devenait critique.

A cette époque, de nouveaux bâtiments furent construits ou rachetés au secteur privé. Les quelques mesures prises par le gouvernement consistaient surtout à rénover les logements anciens et s'intéressaient aussi à l'amélioration sociale des populations qui y résidaient.

La deuxième moitié des années 1970 fut une période de stagflation économique, et en 1976, Harold Wilson revenu au pouvoir en 1974, fut remplacé par James Callaghan[85]. Ce dernier, afin d'éviter la banqueroute, décida d'adopter une politique de rigueur budgétaire en faisant des coupes sombres dans la dépense publique. C'est ainsi que pour pallier le déficit de

---

[82] Pour essayer de contenir ce problème, entre 1945 et 1980, près de 9 millions de nouveaux logements furent construits, représentant 2/5 du patrimoine immobilier existant qui était de 21 millions. Ce parc immobilier nouveau était composé pour ¾ de maisons mitoyennes, et pour ¼ d'appartements.

[83] Harold Macmillan (Sir Maurice Harold), premier comte de Stockton né le 10 février 1894 et mort le 29 décembre 1986. Homme politique, écossais, membre du Parti conservateur. Il fut surnommé "*Supermac*". Dans les cabinets Churchill et Eden, il fut successivement Ministre du Logement (1951), Ministre de la Défense (1954-1955), Secrétaire aux Affaires Etrangères (mai-décembre 1955) et Chancelier de l'Echiquier (Ministre des Finances) à compter du 22 décembre 1955. Le 14 janvier 1957, il succèda à Anthony Eden comme Premier Ministre.

[84] Harold Wilson (né le 11 mars 1916 à Huddersfield, Yorkshire et mort le 24 mai 1995 à Londres) fut un homme politique britannique. Elu député travailliste à la Chambre des Communes le 5 juillet 1945, il fut Ministre du Commerce dans le gouvernement Clement Attlee de 1947 à 1951. Il fut Premier Ministre britannique de 1964 à 1970 et de 1974 à 1976. Il siègea aux Communes jusqu'en 1983 puis passa à la Chambre des Lords sous le nom de Lord Wilson of Riveaulx. Appartenant à l'aile gauche du Labour, il poursuivit une politique pragmatique. Il préconisa l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté Européenne.

[85] Leonard James Callaghan fut un homme politique britannique né le 27 mars 1912 à Portsmouth (Hampshire) et mort le 26 mars 2005 près de Lewes dans le comté d'East Sussex. Il fut Premier Ministre Travailliste du 5 avril 1976 au 4 mai 1979 et fut remplacé par Margaret Thatcher, alors leader du Parti Conservateur.

financement imposé par le gouvernement, en 1978, le *Inner Urban Areas Programme* préconisa, à contrecoeur, la coopération avec le secteur privé.

Paradoxalement, ce programme qui avait été voulu par un gouvernement Travailliste, fut mis en œuvre par un gouvernement Conservateur. Un des changements les plus marquants qui intervint fut que les autorités locales virent leur rôle dans les politiques de la ville quasiment disparaître.

A cette époque (et c'est parfois encore le cas dans certains logements sociaux), non seulement les résidants des quartiers défavorisés vivaient dans des conditions déplorables, mais ils devaient en plus faire face à une certaine précarité car les propriétaires s'arrangeaient pour ne pas garder des locataires qui étaient mauvais payeurs ou qui dégradaient le logement à cause des baux courts[86].

En effet, dans le cas d'un contrat trop long, certains propriétaires n'hésitent pas à harceler leurs locataires pour s'en débarrasser plus rapidement (et ainsi pouvoir loger quelqu'un d'autre ou augmenter le loyer), et il est plus facile de harceler le locataire quand celui-ci vivait avec le propriétaire en, bloquant par exemple les entrées, en changeant les serrures ou coupant l'électricité.

Lorsqu'elle était Premier Ministre, Margaret Thatcher déclarait d'ailleurs que les logements sociaux - parce que subventionnés et proposant des baux à long terme - constituaient une source d'immobilisme. Le secteur locatif privé lui semblait donc être le remède idéal[87].

Les locataires les plus démunis ne pouvaient faire autrement que de subir la loi imposée par les propriétaires et nombre d'entre eux ne connaissaient pas leurs droits en tant que locataires. Ils ne se sentaient pas assez solides pour engager des actions judiciaires contre les propriétaires indélicats ou pour faire réparer les logements.

---

[86] *Housing Act 1996*, c. 52, section96.
[87] *The Downing Street Years: 1979-1990*, (1995), de Margaret Thatcher, New York, HarperPerennial, 914 p, p.670.

C'est aux collectivités locales que revenait le devoir de reloger une personne qui perdrait son logement, de quelque manière que ce soit. La plupart du temps, elle était temporairement relogée dans un hôtel ou une pension bon marché.

Des *Housing Associations*[88] avaient vu le jour dans la deuxième moitié du XIXème siècle à l'initiative d'organisations philanthropiques et de bénévoles au vue du développement des classes moyennes dans l'élan créé par la Révolution Industrielle, et dans les années 1970, pour faciliter le logement des citoyens les moins nantis, ces associations se développèrent à nouveau avec pour but de fournir aux familles modestes des logements à loyer modéré correspondant à leurs moyens. Leur efficacité incita les gouvernements de cette décennie à leur accorder des subventions plus importantes qu'aux autorités locales.

Leur importance s'est développée à nouveau dans les deux dernières décennies du XXème siècle après les changements opérés sur les logements sociaux par le gouvernement Conservateur de Margaret Thatcher qui empêcha les Conseils Municipaux d'agir directement pour améliorer l'état des logements sociaux et donc soulager les difficultés des résidants y vivant par le biais des impôts locaux. La gestion des logements sociaux fut largement donnée à des associations et les Conservateurs donnèrent la possibilité aux locataires d'acheter leurs logements à des prix très abordables.

C'est à cette époque aussi que les allocations logements furent plus généreusement accordées aux associations de propriétaires et de locataires qu'aux gouvernements locaux : ainsi la gestion de nombreux parcs immobiliers fut transférée des mains des autorités locales dans celles des associations[89].

Le Parti Conservateur, tout comme le Parti Travailliste d'ailleurs, avait favorisé l'accès à la propriété espérant ainsi faire chuter la demande de logements sociaux. Mais le nombre de locataires ne cessait de croître et le *Housing Homeless Persons Act*[90] de 1977 obligea les autorités locales britanniques à fournir un logement décent à ceux qui, en Ecosse par exemple, « étaient sans logis ou ne pouvaient continuer à vivre dans celui qu'ils

[88] Les associations de logement dans le Royaume-Uni sont indépendantes, à but non lucratif et offrent du logement social à faible coût. Tout excédent commercial est utilisé pour entretenir les maisons existantes et pour aider à financer de nouvelles constructions.
[89] http://www.housingnet.co.uk/.
[90] http://www.aberdeenhomelessfocus.org.uk/legislation_1977_Act.asp

occupaient pour certaines raisons, telles que le risque de violences, des conditions sanitaires insuffisantes, etc… ».

Dans son Manifeste pré-électoral de 1979[91], le Parti Conservateur proposa (entre autre) la création d'un droit légal qu'auraient les locataires de logements sociaux de les acheter à des conditions favorables[92].

Auparavant, cela était pratiquement impossible car :

- les autorités locales (surtout lorsqu'elles étaient sous contrôle Travailliste) refusaient souvent de vendre,
- lorsqu'elles acceptaient, le Ministère du Logement pouvait toujours opposer son veto à la transaction.

Donnons quelques précisions sur les politiques du logement des Conservateurs dans les années 1980 pour arriver ensuite à celles des Travaillistes qu'ils ont voulu en rupture totale avec les précédentes.

- **Les lois sur le logement des Conservateurs des années 1980.**

La politique du logement en Angleterre a été marquée au cours de la décennie 1980 par la volonté du gouvernement Thatcher dès 1979 de modifier le paysage immobilier du pays et d'instaurer de nouvelles relations entre locataires et propriétaires, qu'ils soient publics ou privés.

Au début et au cours de leurs mandats, les Conservateurs mirent en application les projets qu'ils avaient publiés dans leur Manifeste pré-électoral et firent voter plusieurs lois

---

[91] "*For me, the heart of politics not political theory, it is people and how they want to live their lives",* "Introduction" au *Conservative Party 1979 General Election Manifesto* par Margaret Thatcher. http://www.conservative-party.net/manifestos/1979/1979-conservative-manifesto.shtml

[92] "*Many families who live on council estates and in new towns would like to buy their own homes but either cannot afford to or are prevented by the local authority or the Labour government. The time has come to end these restrictions. In the first session of the next Parliament we shall therefore give council and new town tenants the legal right to buy their homes, while recognizing the special circumstances of rural areas and sheltered housing for the elderly. Subject to safeguards over resale, the terms we propose would allow a discount on market values reflecting the fact that council tenants effectively have security of tenure. Our discounts will range from 33 per cent after three years, rising with length of tenancy to a maximum of 50 per cent after twenty years. We shall also ensure that 100 per cent mortgages are available for the purchase of council and new town houses. We shall introduce a right for these tenants to obtain limited term options on their homes so that they know in advance the price at which they can buy, while they save the money to do so"*, *Conservative Party 1979 General Election Manifesto,* dans le chapitre "*The Sale of Council Houses*".

visant l'amélioration du parc immobilier du pays, facilitant l'accession à la propriété, et en fixant de nouveaux principes par *Housing Act* de 1980[93].

La loi *Housing Act 1980*.

Au début des années 1980, les taux d'intérêt pour les prêts immobiliers accordés par les banques atteignaient 17% et les locataires qui n'avaient pas les moyens d'acheter immédiatement gardaient le droit d'acheter leur logement au cours des deux années suivantes, et ceci aux prix originellement fixés, à condition de verser la somme de £100. La loi sur le logement de 1980 donna aux locataires de logements sociaux le droit juridique d'acheter leur logement aux collectivités locales à prix réduit. Le montant exact dépendait du temps pendant lequel ils l'avaient occupé en qualité de locataires. Ceux qui avaient loué le logement plus de 3 ans d'affilée avaient droit à une remise de 33% augmentée d'une réduction de 1% par année supplémentaire (jusqu'au maximum de 50%). De plus, ceux qui voulaient se porter acquéreur pouvaient bénéficier d'un plan de financement avantageux.

Cette loi eut pour effet d'accroître considérablement le nombre de ventes aux locataires, mais ceci indépendamment de leur état. En l'occurrence, beaucoup étaient vétustes et dans un état de délabrement avancé. Mais ils avaient été vendus et cela représentaient une économie sensible sur les dépenses publiques.

Quelques années plus tard, en 1985, après un grand nombre de destructions et la vente de ce patrimoine, le parc immobilier était de 6 millions d'unités (après avoir été de 7 millions en 1979)[94].

A cette date, il était composé à :

- 56% de pavillons,
- 44% étaient situés dans des immeubles collectifs, construits surtout à partir des années 1960 (ensemble de 500 à 2 000 logements dans les *Inner Cities*)[95].

En 1986, fut votée une nouvelle loi : ***Housing and Planning Act***[96].

---

[93] http://www.opsi.gov.uk/RevisedStatutes/Acts/ukpga/1980/cukpga_19800051_en_1
[94] « Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord) », de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p.10.
[95] Ibid.

La volonté affichée dans cette loi était d'accélérer le mouvement d'accession à la propriété : plus la durée d'occupation d'un appartement était longue, plus le locataire bénéficiait de conditions avantageuses pour acquérir le logement. Le taux de remise qui avait été accordé aux locataires désireux d'acheter leur logement par la loi de 1980 était porté à 70% s'ils occupaient le logement depuis au moins 15 ans. Autre point important : la loi permettait aux collectivités locales de transférer tout ou partie de leur parc de logements à des *Housing Associations* ou à des propriétaires privés.

Les objectifs clairs étaient de soulager les municipalités d'un fardeau non négligeable et d'inciter les locataires à se porter acquéreur.

Mais la loi permettant ces transferts :

- faisait perdre aux locataires leur droit d'acheter leur logement si celui-ci relevait encore des autorités locales,
- les privait de remises si le logement appartenait toujours à une autorité locale,
- permettait aux nouveaux propriétaires d'augmenter les loyers sans aucune limitation,
- faisait perdre aux locataires tout recours juridique contre les changements de propriétaires.

Cette législation, comme on peut le voir, n'était pas très favorable aux locataires et bénéficia plutôt aux propriétaires privés.

En 1988, une troisième loi fut votée par le Parlement britannique : ***Housing Act* de 1988[97].**

Après les excès de la loi précédente, celle de 1988 allait protéger les droits des locataires. Pour cela, elle apportait des modifications à la loi de 1986 : les locataires gagnaient le droit de réclamer et même d'imposer le transfert de leur logement vers d'autres propriétaires.

La motivation du gouvernement était d'avoir de meilleurs propriétaires. Ils pouvaient être soit des particuliers, soit des sociétés commerciales ou même des *Housing Associations*. Ces dernières étaient particulièrement recherchées puisque elles étaient plus soucieuses d'entretenir correctement les logements et les réhabiliter.

---

[96] http://www.housingcorp.gov.uk/server/show/conWebDoc.2162
[97] http://www.opsi.gov.uk/acts/acts1988/Ukpga_19880050_en_1.htm

L'autre volonté était de protéger davantage les droits des locataires. En effet, des dispositions prévoyaient que si des locataires s'opposaient à un transfert de leur logement vers un autre propriétaire, ils avaient le droit d'organiser un vote à bulletins secrets et si une majorité d'au moins 50,1% des inscrits se déclarait hostile à la transaction, elle ne pouvait se faire.

Et surtout, cette loi de 1988 retirait aux collectivités locales leurs prérogatives en matière de gestion des logements sociaux. Cette gestion était considérée comme mauvaise et le *Housing Act* de 1988 ne les autorisait plus à « prendre des mesures concrètes pour répondre à des besoins nouveaux ou croissants ». Leur rôle se limitait à « identifier les besoins et la demande de nouveaux logements sociaux », les prérogatives des collectivités locales en matière de gestion des logements étant transférées aux *Housing Action Trusts (HATS)*[98].

Tout au long des années 1980, les taux d'intérêts des prêts immobiliers furent élevés : les *Building Societies* qui contrôlaient plus de 80% du secteur des prêts immobiliers (dans certains cas elles prêtaient jusqu'à 100% du prix du logement, la condition impérative étant que le prêt total n'excède pas 2,5 fois les revenus annuels de l'emprunteur), se maintinrent entre 12 et 17% après 1982 avec une baisse à 7,5% et même 6% dans les années 1986 et 1988, l'emprunteur pouvait rembourser sur 20 ou 35 ans.

Le gouvernement fit bénéficier les futurs propriétaires d'avantages fiscaux. Par exemple, tout contribuable contractant un prêt immobilier avait droit à un abattement fiscal.

£1 638 millions furent consacrés aux abattements fiscaux dans le budget 1979-1980
£5 milliards …… 1988-1989
£7 milliards …….....1989-1990.

Mais cela ne servait à rien aux foyers non assujettis à l'impôt sur le revenu. De fait, le gouvernement dut leur accorder des aides pour réduire la charge que le remboursement de la dette faisait peser sur eux.

[98] Les *Housing Action Trusts (HAT*) : des organismes publics mis en place pour développer quelques uns des quartiers les plus pauvres des banlieues britanniques. La loi *Housing Act* de 1988 en créa sept (*North Hull HAT, Liverpool HAT, Tower Hamlets HAT* dans East London, *Waltham Forest HAT* dans East London, *Stonebridge HAT* dans Brent, *North-West London and Castle Vale HAT* à Birmingham) et chacune de ces agences serait gérées par un bureau nommé par le Vice-Premier Ministre. Depuis, toutes leurs prérogatives sont passées dans les mains des *English Partnerships.*

Il leur accorda également l'exemption d'impôt sur les revenus du capital.

Mais malgré ces aides, la montée du prix de l'immobilier freinait l'accès à la propriété.

Cette politique d'accession massive à la propriété créa des situations critiques pour certains propriétaires qui se retrouvèrent non solvables : en 1991, 30% des personnes ayant accédé à la propriété de leur logement depuis 1979 avaient de sérieux problèmes d'endettement immobilier.

En 1989, le prix moyen d'un logement en Grande-Bretagne était de £24 700 et le niveau moyen des prêts consentis par les *Building Societies* s'établissait à : £14 700 soit 60% du prix du logement moyen. En 1990, les taux d'intérêts sur les prêts immobiliers atteignaient encore 15% et de nombreuses personnes qui avaient emprunté 100% du prix de leur bien ne pouvaient faire face au remboursement de la dette.

La *Local Government and Housing Act* de 1989[99].

Cette loi mit définitivement un frein à la liberté des collectivités locales en matière de gestion de leurs finances pour améliorer le logement social. Elle ne leur permettait plus d'utiliser leur budget propre pour subventionner les logements sociaux et nombre d'entre eux furent ainsi vendus au secteur privé (d'ailleurs certains étaient dans un tel état de délabrement qu'ils furent démolis).

Si l'on rajoute à cela la législation du *Housing Act* de 1988 très favorable aux locataires, de nombreux logements sociaux ne furent pas loués puisque les locataires étaient maintenant en droit de demander des normes de salubrité et de sécurité élevées.

Si l'on tient compte de l'inflation et de l'augmentation des salaires, entre le début des années 1980 et le début des années 1990, les loyers des logements sociaux avaient augmenté de 23% et l'effet recherché par la loi de 1989 était de pousser les locataires à acheter ou à exiger un changement de propriétaire. Cette loi permit une accession à la propriété massive.

[99] http://www.opsi.gov.uk/Acts/acts1989/ukpga_19890042_en_1

En tout cas, grâce à la politique d'accession à la propriété menée par le Conservateurs, le nombre de foyers britanniques s'étant porté acquéreurs de leurs logements avait nettement progressé entre 1979 et 1982, pour décliner ensuite.

Années	**Foyers accédant à la propriété**
1977-1979	25 000
1981	118 000
1982	23 000

La vente des logements sociaux rapporta aux collectivités locales et au gouvernement entre 1980 et 1989 plus de £17,5 milliards.

Ainsi, en même temps que l'Etat favorisait l'accession à la propriété des ménages, ces projets lui permettaient de se désengager du financement des logements sociaux en ne subventionnant plus les collectivités locales ce qui eut pour effet une baisse des mises en chantier de nouveaux logements sociaux.

Cette baisse des subventions explique pourquoi un nombre croissant de municipalités furent de plus en plus désireuses de vendre leur parc de logements à d'autres mieux à même de les entretenir et les rénover. Et en conséquence, même si les mises en chantier augmentèrent entre 1979 et 1989, la baisse des mises en chantier des logements sociaux au cours de ces dix années fit logiquement progresser la part du secteur privé dans la construction d'immeubles.

<u>Mises en chantier secteur privé/public</u>

1979	118 000
1989	148 000

avec

Part du privé dans la construction totale d'immeubles

1979	57%
1989	87%

Au même moment (début des années 1990), le prix de l'immobilier chuta et les acquéreurs ne pouvaient pas espérer vendre leur bien pour un prix correct. Bon nombre d'entre eux perdirent jusqu'à 50% du prix investi et ils furent l'objet de saisie de leur bien par l'organisme prêteur (*repossession)*. Ainsi, en 1994, le chiffre de personnes ayant accédé à la propriété grâce aux mesures votées par les Conservateurs et ayant de graves problèmes financiers ne s'était pas amélioré.

II – 4 : le logement en Grande-Bretagne aujourd'hui.

Voici quelques données chiffrées sur la situation du parc de logements en Grande-Bretagne :

- 81% des logements sont des maisons,
- 65 % des logements ont plus de 35 ans,
- 50 % sont des maisons individuelles ou mitoyennes[100].

Une autre de ses caractéristiques est qu'il est relativement ancien, la moitié ayant été construit avant 1945, un tiers avant 1919 et qu'environ un quart des habitations est considéré insalubre ou manquant d'au moins un élément de confort[101].

Malgré les efforts afin d'améliorer le patrimoine logement, les quartiers anciens des centres-villes ont continué à se dévaloriser, à perdre leurs populations les plus solvables et à devenir le lieu d'accueil des populations les plus démunies. De plus, aujourd'hui, la fracture entre les villes du Nord de l'Angleterre (Newcastle, Sunderland, Wolverhampton, Liverpool et Stocke on Trent) et le Sud plus prospère de la région de Londres[102] devient de plus ne plus manifeste.

[100] http://www.communities.gov.uk/citiesandregions/propertyissues
[101] «Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord) », de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p.9.
[102] *Ibid*, p.8.

Mais on trouve aussi de grosses différences entre les divers quartiers de Londres (où se situent les *ward*s les plus défavorisés du pays). Le logement dans les villes britanniques - et plus particulièrement dans les quartiers défavorisés de la capitale - se distingue par la piètre qualité de leur environnement et des conditions de logement ainsi que par le comportement peu civique des résidants.

D'abord, l'état physique des logements est très souvent insalubre, voire dangereux pour la santé des gens qui y vivent, avec la présence de plomb dans la tuyauterie ou d'amiante. Il est très difficile d'obtenir des réparations de la part des propriétaires qui ne sont pas prêts à investir, soit par mauvaise volonté, soit par manque de moyens financiers.

Ensuite, de nombreux logements construits pour les ouvriers sont anciens, datant d'avant la Seconde Guerre Mondiale et ne sont plus adaptés aux besoins modernes (prises d'électricité insuffisantes, par exemple). De nombreux locataires sont encore obligés de partager des sanitaires sur le palier.

Enfin, ces appartements sont peu ou pas isolés ce qui les rend difficile voire impossible à chauffer à moins de dépenser d'énormes sommes d'argent. Et pour les appartements équipés en chauffage électrique, les installations sont souvent vieilles et donc rudimentaires.

Le nombre de propriétaires occupants a plus que triplé entre 1955 et 1995. C'est l'un des plus forts taux de l'Union Européenne[103]. Depuis quelques années les appartements tendent à accueillir les populations les plus démunies du pays, très souvent localisées dans les *Inner Cities*[104].

Ainsi, le parc locatif privé est très réduit et par opposition au parc locatif public qui lui est important, le double de ce que l'on constate dans un pays comme la France, par exemple[105].

---

[103] « Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord) », de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p.9.
[104] *Ibid.*
[105] *Ibid.*

La reconnaissance et l'acceptation du lien entre les mauvaises conditions physiques et la pauvreté sociale ont conduit à la mise en place d'interventions pour améliorer les conditions de vie des résidants urbains.

Déjà en 1995, sous le gouvernement Conservateur dirigé par John Major, des rapports avançaient que la construction de 4,4 millions de logements sur la période qui avait débuté en 1991 et se terminerait trente années plus tard, en 2021, allait être nécessaire si le pays voulait faire face à la demande. La majeure partie de ces besoins concernait la capitale[106].

Et en 1997, les Travaillistes firent de la question du logement une de leurs priorités.

II - 5 : le logement, priorité des Travaillistes.

Le logement a très tôt été un point central du projet des Travaillistes qui affirmaient déjà dans leur Manifeste pré-électoral de 1997 que « la plupart des familles veulent posséder leur maison »[107] et qu'ils soutiendraient « de façon efficace les secteurs de locations public et privé en offrant de la qualité et du choix »[108].

Dès cette date, ils affirmaient que les villes détenaient les clés de la crise du logement puisqu'elles pouvaient permettre, en étant réorganisées, de préserver en grande partie la campagne d'une urbanisation à outrance. Ils proposaient d'agir pour que la ville puisse offrir, même si cela serait plus modeste que les besoins répertoriés, de quoi bâtir 3,8 millions de logements supplémentaires d'ici 2021[109].

D'après les Travaillistes, dans le secteur privé, près de 32% des logements en Grande Bretagne n'atteignaient pas les normes gouvernementales (*Decent Homes Standards)*[110], et

---

[106] « L'Urban Renaissance : la ville selon Richard Rogers », article de Stéphane Sadoux, Gilles Novarina et Charles Ambrosino dans *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville,* ouvrage de David Fée et Sylvie Nail, (éds), (2008), Presses Sorbonne Nouvelle, p.20.

[107] "*Most families want to own their own homes*", *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.27.

[108] "*We will also support efficiently run social and private rented sectors offering quality and choice*", *Ibid*.

[109] « Introduction » par David Fée et Sylvie Nail dans *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville,* ouvrage de David Fée et Sylvie Nail, (éds), (2008), Presses Sorbonne Nouvelle, p.13.

[110] http://www.direct.gov.uk/en/HomeAndCommunity/SocialHousingAndCareHomes/RepairsToCouncilHomes/DG_10021332

Les normes fixées par le gouvernement doivent être être atteintes par les localités au plus tard en 2010.

donc le gouvernement Travailliste de Tony Blair[111], dès les premiers mois de pouvoir, imposa des règles d'amélioration du parc immobilier du pays.

Voici quelles étaient ses priorités dans les zones les plus nécessiteuses[112].

- Améliorer le rôle de l'Etat en ce qui concerne la mise en place des stratégies et distinguer les différents rôles des propriétaires,
- faire accéder plus de citoyens à la propriété durable et permettre l'accès à des habitations à des prix raisonnables,
- améliorer les normes des logements du secteur privé
- prévenir la perte de logements et faire chuter le nombre des sans-abris,
- faire s'investir les résidants dans la vie de leurs quartiers,
- atteindre les normes fixées par le *Decent Homes Standard*,
- donner plus de possibilités aux locataires de choix de leur lieu de résidence.

D'ailleurs, lors de la parution du premier rapport sur les politiques d'amélioration des zones urbaines qui fut publié en septembre 1998, soit environ un an après l'arrivée aux affaires des Travaillistes, l'amélioration des logements des zones particulièrement dépourvues était notée comme l'une des priorités des années à venir[113]. C'est aussi devenu une priorité du *Greater London*[114], et les actions à mener par la région étaient, peu ou prou, les mêmes que celles de la nation[115].

Aujourd'hui, avec la spécialisation des industries et la mondialisation des marchés, l'absence de qualifications et d'expérience empêche la main d'oeuvre d'accéder à l'emploi, et donc au logement.

Cela a pour conséquence l'exclusion de segments entiers de la population des bénéfices de la croissance[116]. Et les populations des *Inner Cities* en souffrent encore plus car dans leurs quartiers de centre ville, les industries ont disparu et ont été remplacées par des entreprises du

---

[111] *Strong and Prosperous Communities, The Local Government White Paper*, vol. 2, octobre 2006.
[112] Tableau reproduit dans *National Priorities: Housing Strategy, 2004-2007*, Islington Council Housing Services, p.14.
[113] *Bringing Britain Together – A national strategy for neighbourhood renewal*, Social Exclusion Unit, (septembre 1998), Cmnd 4045, London: Stationery Office.
[114] http://www.housingnet.co.uk/govtlist.php
[115] *Regional Priorities: Housing Strategy, 2004-2007*, Islington Council Housing Services, p.15.
[116] 'Social Exclusion, urban regeneration and economic integration', dans *Urban studies*, (1995), de McGregor, A. et McConnachie, M., Vol. 32, no. 10, pp. 1587-600.

secteur tertiaire, pourvoyeuses de services et qui nécessitent donc un haut degré d'éducation et de qualifications, dont ils sont dépourvus.

Un principe des Travaillistes dès 1997 fut de briser le « cycle du désespoir »[117] dans les quartiers défavorisés et de réhabiliter les zones d'habitations puisque, pour eux, «un logement décent stimule, et l'amélioration physique, et l'amélioration économique (de ces quartiers défavorisés) »[118].

Dès 1997, il n'était donc pas étonnant de noter que « 80% des nouvelles constructions concernaient le logement, (nos) conditions d'habitat conditionnant tant (nos) vies quotidiennes »[119].

En matière d'amélioration de l'habitat, l'Etat a fixé des priorités nationales, et celles-ci apparaissent d'ailleurs dans le projet de rénovation de l'habitat du *Borough* d'Islington à Londres[120]. Cela montre bien que les directives listées ci-dessous sont à prendre en compte par n'importe quelle autorité locale désirant se lancer dans un programme de rénovation des logements[121] :

- plus aucune famille du pays ne doit loger dans des *Bed and Breakfast*,
- réformer les politiques de locations des logements et donner plus de choix aux locataires,
- restructurer le système de location,
- favoriser l'acquisition de logements par toutes les tranches de la société,
- accroître l'offre de logements accessibles par un plus grand nombre,
- travailler à l'amélioration des normes d'habitat dans le secteur privé.

[117] "The cycle of despair", dans l'article 'Housing' de Bill Edgar et John Taylor dans *Urban Regeneration: A Handbook*, de Peter Roberts et Hugh Sykes, (2000), Sage Publications, p.153.
[118] *Ibid.*
[119] 'Some 80% of all development relates to housing (...) because where we live conditions so much our daily lives', dans *Housing and Regeneration – How a Green Shield Levy Can Help*, (1997), de Gwilliam, M., The Civic Trust, London.
[120] *Housing Strategy, 2004-2007*, Islington Council Housing Services, p.13.
[121] Les stratégies du Borough d'Islington en la matière, comme nous le verrons plus loin, s'y conforment d'ailleurs tout à fait.

Pour entreprendre les travaux nécessaires à toute réfection, le gouvernement s'est basé sur de nombreuses études[122], et les points importants à envisager avant tout lancement de programmes de réhabilitation d'habitation en prenant en compte la rénovation urbaine, peuvent être résumés comme étant les suivantes[123].

- Le parc immobilier britannique et les questions concernant la croissance et les conditions de l'habitat.

Le nombre total de logements en 1995 était de 22,2 millions, avec un accroissement de 10% depuis 1965. Le parc immobilier s'était accru mais avait aussi changé de nature : en 1979 les nouvelles constructions initiées par le secteur public représentaient 34% du total alors qu'en 1995, elles ne représentaient plus que 5%[124].

A partir du milieu de la décennie 1970, l'état des habitations s'était amélioré, tant dans le secteur privé que public. Pour les deux, la majeure partie de l'investissement concernait l'amélioration et la modernisation du parc existant[125]. Cependant, les dépenses des autorités locales avaient nettement baissé dès 1979, d'environ 61%[126].

En 2006, dans le Livre Blanc du gouvernement, ce dernier réaffirma sa volonté d'améliorer la qualité de l'environnement et de l'habitat où étaient logés les citoyens[127].

- Le changement démographique, dont les questions de croissance et de composition des foyers.

A la fin de la décennie 1960, les démographes avaient commencé à parler de cette période, dont le début se situe en 1965, comme étant « la deuxième transition démographique ». Elle se caractérisait par un faible taux de natalité, et donc un accroissement

---

[122] Par exemple, *Housing Policy in Britain and Europe*, (1995), de Mc Crone, G. et Stephens, M., UCL Press, London.
[123] "Housing", de Bill Edgar et John Taylor, dans Urban Regeneration: A Handbook, (2000), de Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p.154.
[124] Ibid (schéma p.155).
[125] *Ibid.*
[126] *Housing Finance Review 1994/95*, (1994), de Wilcox, S., Joseph Rowntree Foundation, York.
[127] *"We care deeply about our local communities, our environment, the quality of the places we live and basic issues like being free to enjoy our streets and homes in peace and safety", Strong and prosperous communities*, The Local Government White Paper, (2006), Department for Communities and Local Government, p.25.

de la population des personnes âgées[128]. Cela eut pour conséquence l'augmentation du nombre des foyers à personne unique[129], qui peut s'expliquer par des facteurs à la fois démographiques, culturels (les adultes restent célibataires plus longtemps) et économiques (le pouvoir d'achat des britanniques ne leur permettait pas de fonder un foyer aussi rapidement qu'avant).

Ainsi, en 2000, la Grande-Bretagne comptait 20 millions de foyers, ce qui représentait une augmentation de 13% par rapport à 1981[130].

- Les effets du marché du travail, dont les questions de schémas migratoires et ceux de demande de logements.

Les facteurs démographiques et du marché du travail influent tous deux sur la nature et le taux de détérioration des zones résidentielles.

Par exemple, des quartiers peuvent s'appauvrir à cause de la population vieillissante, d'une émigration des foyers plus aisés les ayant quittés ou de la hausse du nombre des résidants au chômage[131]. Cela conduit inévitablement à la location (ou l'acquisition dans une moindre mesure) de logements plus petits et le retour vers une vie en centre-ville, loin des plaisirs du pavillon de banlieue[132].

Cela coïncide inévitablement avec un intérêt des gouvernants à pacifier les centres-villes[133] afin d'y retenir les populations résidentielles. La cité est aussi un endroit qui catalyse les violences : les délits et le désordre sont des phénomènes persistants et inhérents aux quartiers les plus pauvres des villes britanniques. Il apparaît donc crucial de les régler pour que le renouveau de ces zones puisse se faire de façon raisonnée et pérenne.

---

[128] Paragraphe "Demographic change" dans "Housing", de Bill Edgar et John Taylor, dans *Urban Regeneration: A Handbook*, (2000), de Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p.156.
[129] *Population Geography*, (1990), de Jones, H. R., Paul Chapman, London.
[130] Paragraphe "Demographic change" dans "Housing", de Bill Edgar et John Taylor, dans *Urban Regeneration: A Handbook*, (2000), de Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p.156.
[131] Paragraphe : "Labour Market Effects", *Ibid*, p.156.
[132] *"A shift towards smaller dwellings and away from suburban villa lifestyle*", dans *The Future Structure of Scottish Cities*, (1994), de Lever, W. F., Scottish Homes, Edinburgh.
[133] Paragraphe "Demographic change" dans l'article Housing, de Bill Edgar et John Taylor, dans l'ouvrage *Urban Regeneration: A Handbook*, (2000), de Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p.156.

II – 6 : l'étendue, l'impact des délits et du désordre urbain.

Les délits et le désordre urbain furent le premier problème auxquels les régimes politiques du XIXème siècle (ceux du *Laissez-Faire*) se sont attaqués en 1829. Le Ministère de l'Intérieur (*Home Office*) créa la *Metropolitan Police*[134] dont la tâche principale était de faire régner l'ordre et d'assurer la sécurité dans le pays.

Cependant, les forts taux de criminalité que nous observons aujourd'hui sont des phénomènes relativement récents qui n'ont émergé que dans les dernières décennies du XXème siècle.

En 2002, un sondage national sur l'étendue des désordres urbains, le *British Crime Survey*[135], révéla que 30% des personnes interrogées pensaient que les adolescents vagabondant dans les rues, le vandalisme, les graffitis et autres dommages causés de façon délibérée à la propriété d'autrui, ainsi que la consommation de drogues et les dealers, étaient des problèmes relativement importants dans leurs quartiers.

C'est dans les quartiers défavorisés des centres des grandes villes ou dans les lotissements de la périphérie que se concentrent les populations les plus démunies et que les problèmes les plus sérieux se retrouvent.

Dans un discours de 1997 à Southwark, Tony Blair avait dépeint de façon très sombre ces quartiers où les classes laborieuses avaient été remplacées par des inactifs totalement dépendants des aides de l'Etat et où les délits et le chômage de masse coexistaient. Il y parlait d'une catégorie de personnes citadines vivant à l'écart de la société et qui ne partageait aucune notion d'objectif commun[136].

---

[134] La loi *Metropolitan Police Act* fut votée en 1829 par le Parlement britannique après avoir été présentée par Robert Peel. Elle établissait le Service de Police Métropolitaine de Londres (*Metropolitan Police Service of London*). Elle instaurait la première force de police moderne, avec ses *Bobbies* aussi appelés *Peelers* (en référence à Robert Peel).

[135] http://www.homeoffice.gov.uk/rds/bcs1.html

[136] Tony Blair, 1997, a fait, au cœur du Aylesbury Estate dans le *Borough* de Southwark, au sud de la Tamise et du *Borough* de la City de Londres, son premier discours en tant que Premier Ministre.

Il devenait évident, au cours de la première mandature Travailliste, que la résolution des problèmes de certains quartiers des centres-villes était centrale pour atteindre un renouveau urbain[137] .

On peut tracer l'origine de cette rupture entre les quartiers défavorisés et le reste de la ville au début des années 1980, lorsque le gouvernement Thatcher a restructuré le marché du travail. En 1995[138], cette restructuration avait donné naissance à une société du 40/30/30 dans laquelle :

* 40% des travailleurs gardaient leur emploi stable,
* 30% des travailleurs avaient un emploi précaire,
* 30% des travailleurs avaient rejoint la marge de la société, vivaient de petits boulots ou étaient dans l'incapacité d'en obtenir un.

Pour donner une image plus claire de cette population défavorisée et de son incapacité à agir pour changer sa condition, nous utiliserons la métaphore de Jack Young[139] qui la compare aux spectateurs d'une course à qui on refuserait la participation et qui seraient restés sur le bord du chemin, mais qui assisteraient impuissants aux victoires remportées par les vainqueurs. Parmi ces personnes exclues de la société de consommation, certaines vont tenter d'y accéder de façon illégale ou criminelle.

Un des moyens de les prendre en compte et de leur faire profiter des avantages de la société de consommation serait de pratiquer « l'inclusion sociale » et de nombreux idéologues de la gauche britannique ont avancé l'idée selon laquelle s'attaquer au crime et à la violence sans s'attaquer aux différentes formes de pauvreté serait vain. En effet, il est largement reconnu que même si les délits et les désordres urbains ne sont pas les seules causes du déclin des villes, ils y contribuent de façon importante et favorisent son accélération.

D'ailleurs, en octobre 2003, au cours de la Conférence du Ministère de l'Intérieur sur les comportements anti-sociaux, Yvette Cooper, la Ministre de la Rénovation affirma : « s'attaquer aux comportements anti-sociaux est une chose fondamentale de l'action visant à

[137] Department of Environment, Transport and the Regions, (2000).
[138] *The State we're in*, (1995), de Will Hutton , Jonathan Cape, London.
[139] "*They are denied real access to the race but are perpetual viewers of the glittering prizes on offer*", *The Exclusive Society*, (1999), de Jock Young, Sage , London.

améliorer la qualité de vie de nos concitoyens dans les villes, et c'est la clé pour créer des communautés viables »[140].

En effet, dès qu'un quartier hérite d'une mauvaise réputation, la demande immobilière chute et la valeur des logements aussi. Les résidants désireux de déménager n'ont plus la possibilité de vendre à un bon prix pour pouvoir acheter ailleurs. Les logements se vident cependant ou alors, ces endroits n'attirent que des locataires peu regardants ou dans des situations sociales délicates : demandeurs d'asile, prostituées, drogués, etc… Le désordre s'installe : le lieu est devenu un espace de non-droit qui perd tous ses attraits.

Ainsi, pour faire en sorte que tous les mécanismes qu'ils soient humains, économiques ou physiques, fonctionnent dans la ville, il faut que celle-ci bénéficie d'une véritable politique raisonnée. Et l'Etat est l'acteur privilégié qui peut la conduire et agir pour limiter ou même résoudre la pauvreté qui s'est installée.

Mais avant d'aller plus loin, il est important de donner les différentes définitions sociologiques de la pauvreté.

II – 7 : la pauvreté.

Lorsqu'on parle de pauvreté, il est important d'essayer d'en distinguer trois types.

D'abord la pauvreté absolue (ou pauvreté de subsistance) dont les critères évalués pour ne pas y tomber sont : la nourriture, l'habillement et le logement. Les personnes n'ayant pas les moyens de ces besoins basiques sont considérées comme pauvres. La pauvreté absolue est considérée comme objective et scientifique. Elle se fonde sur la notion de subsistance, c'est-à-dire sur le minimum vital nécessaire pour vivre, bien que les chercheurs ne soient pas tous d'accord sur la définition de ce minimum. Ils s'accordent cependant pour dire qu'une personne ne disposant pas de ce nécessaire ne vit pas lontemps.

La pauvreté relative pour laquelle on retient comme critère ce qui est considéré comme un niveau de vie acceptable et raisonnable selon les conventions sociales à un moment donné.

[140] Yvette Cooper, Ministre de la Rénovation Urbaine (*Regeneration Minister*), (octobre 1999), Home Office Anti-Social Behaviour Conference.

« Les individus sont pauvres lorsque leurs revenus, quand bien même ils leur permettent de survivre, tombent sous la barre de ceux dont jouit la communauté. Ils ne bénéficient plus du minimum pour pouvoir vivre décemment... Ils sont rabaissés car, au sens littéral, ils vivent hors des normes ou des catégories que la communauté considère comme acceptables »[141].

La pauvreté relative est une définition plus souple car elle dépend de ce qui est considéré décent par rapport à une norme donnée à un moment précis. P. Townsend écrit qu' «on peut dire d'individus, de familles, de groupes de la population qu'ils sont pauvres lorsqu'ils ne disposent pas des ressources leur permettant de s'offrir une alimentation, des activités, des conditions de vie et des équipements habituels… dans les sociétés auxquelles ils appartiennent »[142] .

Enfin la pauvreté subjective qui considère qu'un pauvre est celui qui se considère comme tel. Elle dépend donc de la perception de l'individu ou de celle du groupe.

Nous nous accorderons tous pour dire que la question des faibles revenus est centrale dans le débat sur la pauvreté. La solution serait de réduire la différence entre les salaires les plus bas et les plus hauts. Mais cela va à l'encontre de la politique économique visant à augmenter la compétitivité de la Grande-Bretagne sur le marché mondial. Au contraire, des chefs d'entreprises creusent volontairement les différences en payant mieux les travailleurs qualifiés. Il en résulte un plus grand isolement des habitants des centres-villes défavorisés où l'on trouve un grand nombre de travailleurs peu qualifiés.

Voyons maintenant quelles ont été les attitudes des britanniques envers la pauvreté du XVIIème siècle jusqu'à l'avènement des Travaillistes au pouvoir en 1997, ce qui pourra nous donner quelques indications utiles pour comprendre leur priorité en matière de traitement des difficultés sociales dans la politique de rénovation urbaine.

---

[141] "*People are poverty stricken when their incomes, even if adequate for survial, fall markedly below those of the community. They cannot have what the larger community regards as the minimum for decency... They are degraded for, in the literal sense, they live outside the grades or categories which the community regards as acceptable",* dans *The Affluent Society,* (1958), de J.K. Galbraith, London – Hamilton, p.252.

[142] *"Individuals, families and groups in the population can be said to be in poverty when they lack the resources to obtain the types of diet, participate in the activities and have the living conditions and amenities which are customary… in the societies to which they belong",* dans *Poverty in the UK: a survey of household resources and Standards of living,* (1979), de Townsend, P., Harmondsworth, Penguin, 1216 p, p. 163.

II – 8 : attitudes culturelles envers la pauvreté en Grande-Bretagne du XVIIème siècle à aujourd'hui.

C'est sous le règne d'Elizabeth I que furent votées les *Poor Laws*[143]. Avant cela, l'Etat considérait qu'il n'avait aucune responsabilité ni aucune obligation morale dans la prise en charge des pauvres. Ces *Poor Laws* marquèrent le début de la prise en charge par l'Etat de la situation des plus démunis en se substituant à l'Eglise en ce qui concerne l'organisation des œuvres charitables. Chaque parish[144] était chargée de fournir l'aide aux plus déshérités mais la croyance selon laquelle la pauvreté était due à une mauvaise volonté ou à une incapacité du pauvre à se suffire à lui-même, persistait.

Une attitude semblable a sous tendu la loi *Poor Law Amendment Act* de 1834 qui introduisit le système d'ateliers[145].

Cette croyance selon laquelle l'individu pouvait s'en sortir en faisant des efforts a créé des réussites flamboyantes (ex : les pionniers de l'industrie et du commerce britanniques), et l'Etat pouvait donc espérer la même attitude des citoyens ordinaires. Au XIXème siècle, au milieu de l'ère victorienne, on considérait que le dur labeur était la seule attitude menant vers la prospérité et ceux qui ne se pliaient pas à cette discipline méritaient d'être pauvres.

Environ cinquante années plus tard, au milieu du XXème siècle, le *Beveridge Report*[146] de 1942 eut pour conséquence la responsabilisation de l'Etat dans la prise en charge des pauvres. Cela advint au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale tandis qu'un fort sentiment

---

[143] Les *Poor Laws* (Lois sur les Pauvres) font référence à l'allocation d'une aide financière pour les plus pauvres en vigueur en Angleterre et dans le reste du Royaume-Uni entre le XVIIème et le XIXème siècles. Elles furent constituées par les nombreuses lois successives adoptées par le Parlement Britannique. La longévité exceptionnelle (plus de quatre siècles) des *Poor Laws* renvoie en fait à des conceptions des systèmes sociaux qui ont beaucoup varié dans le temps. Les *Poor Laws* sont nées de la volonté des Tudors de contrôler les populations pauvres tout en évitant une trop forte emprise des élites sur elles. En 1572 puis en 1576, de nouvelles lois imposent aux paroissiens aisés de payer une somme hebdomadaire dans le but d'aider les plus pauvres (les juges de paix étant chargés de lister la population considérée comme pauvre dans chaque paroisse). En parallèle, des ateliers paroissiaux ont permis à des sans-emplois de travailler.
La première *Poor Law* globale fut promulguée sous Elizabeth Ière en 1601 pour régir l'assistance aux indigents. En 1834, le *Poor Law Amendment Act* abrogea ces lois. Un système de pensions sera mis en place au début du XXème siècle en Grande Bretagne et servira de base aux travaux de Beveridge en 1942.

[144] (Aussi Civil Parish): "*In England, a small area, especially a village, having its own local government; the smallest unit of local government*", Longman Dictionary of Contemporary English, New Edition, (1987).

[145] *Workhouse system*.

[146] William Henry Beveridge (1879-1963), homme politique et économiste britannique. Fonctionnaire au Ministère Britannique du Travail, William Beveridge se vit confier, en mars 1941, la rédaction d'un rapport sur l'assurance maladie au Royaume-Uni. Le rapport de la commission Beveridge, *Report to the Parliament on Social Insurance and Allied Services*, fut publié le 2 décembre 1942.

d'unité nationale soudait le peuple britannique. La doctrine Keynesienne appuyait également l'idée de la compatibilité des politiques économique et sociale.

En 1979, le gouvernement se faisait une image des pauvres dans les *Inner Cities* de « gens qui doivent apprendre ce qu'est subvenir à ses propres besoins, qui sont complètement dépendants de l'aide de l'Etat, qui constituent un tissu social bien faible et qui manquent de motivation… »[147].

Margaret Thatcher, elle-même, avait opté pour un retour aux valeurs victoriennes et cette imagerie n'avait donc rien de surprenant. Norman Tebbit[148], Ministre du Cabinet Thatcher, ironisa, d'ailleurs, en proposant aux chômeurs de faire comme son père durant la dépression de 1929 : « prendre leur vélo et chercher du travail »[149].

A la fin de la décennie 1970, l'approche des problèmes des *Inner Cities* en Grande-Bretagne a souvent posé comme postulat qu'une vie de pauvreté génère un sentiment de fatalisme qui conditionne la génération suivante :

- le marché de l'emploi est la cause de nombreux maux et donc il semble être le premier pas qui fait tomber l'individu dans la spirale de la pauvreté. Dans les quartiers défavorisés, les résidants sont peu qualifiés et lorsqu'ils parviennent à économiser, ils quittent cet environnement dans lequel ils dépérissent.

- Les mauvais résultats scolaires ou même le manque de qualification[150] font que les salariés ne peuvent qu'être exploités, accepter des conditions de travail

---

[147] *"People who need to learn more self-help, who are overly dependent on welfare, who constitute a weak social fabric and who are wanting in motivation… the iner-city problems consist in some measure of people who are indadequate – the antithsesis in fact of "enterprise ma", thrusting, driven, effective, self-sufficient, self-improving*", dans *The Enterprise Culture and the Inner City,* (1993), de Deakin, N., et Edwards, J., London, Routledge, p. 48-49.

[148] Norman Beresford Tebbit, Baron Tebbit est né le 29 mars 1931 dans le Middlesex. Il fut député conservateur pour la circonscription de Chingford avant d'occuper plusieurs postes ministériels sous les gouvernements Thatcher dont celui de Ministre de l'Emploi du 14 septembre 1981 au 16 octobre 1983.

[149] "G*et on your bike and look for work"."*I grew up in the 1930s with an unemployed father. He did not riot. He got on his bike and looked for work, and he went on looking until he found it". Ces mots, prononcés par Norman Tebbit alors qu'il s'exprimait sur les émeutes qui avaient eu lieu àHandsworth et à Brixton à l'été 1981, furent sa réponse à une suggestion selon laquelle ces agitations avaient été provoquées par le fort taux de chômage. Ils furent à l'origine du slogan qui lui fut attribué «On yer bike »!

[150] On distingue trois types de travailleurs manquant de qualification. 1) les ouvriers peu qualifiés qui ont pourtant des compétences dans certains domaines. 2) les ouvriers qui n'ont aucune qualification soit parce que le métier qu'ils exercent n'en requiert aucune soit parce qu'ils ne possèdent pas les compétences demandées par tel ou tel poste. 3) les ouvriers déqualifiés qui en dépit de leur qualification acceptent un travail d'un niveau inférieur à leurs compétences.

dégradantes, peu valorisantes et qui entraînent donc des conditions de vie rarement bonnes.

- L'environnement de vie - que ce soit le logement lui-même, souvent en piteux état ou les alentours des quartiers – n'aide pas les résidants les plus dépourvus à sortir du cercle de pauvreté tel que H. Matthews le décrit[151].

SCHEMA DE LA THESE DE CASTRO PAGE 49.

[151] Thèse de Monica Castro, p.49, qui cite H. Matthews, *British Inner Cities*, Oxford University Press, (1991), 48 p, p.12.

Etre pauvre semble signifier tomber dans un cycle infernal auquel il est très difficile, voire impossible, d'échapper. En effet, les enfants qui grandissent dans la pauvreté ont peu de chances de briser le cercle vicieux qu'elle crée. De même, certains disent que les pauvres en perpétuant ce cycle de la pauvreté, sont en quelque sorte responsable de leur situation[152]. Pour ceux-ci, la pauvreté serait donc un problème culturel.

En 1976, Keith Joseph[153] (Ministre du Cabinet Thatcher et son mentor en ce qui concerne la politique économique et sociale) pensait qu'il fallait mettre l'accent sur les facteurs culturels et matériels induisant le cycle de pauvreté.

En ce qui concerne les facteurs culturels, il mit l'accent sur le manque d'éducation parentale et de support des membres de la famille. Un des remèdes qu'il préconisait était le renforcement du noyau familial, en particulier au sein des zones les plus défavorisées du pays, ces zones de non droit qu'étaient les *Inner Cities*.

Mais voyons d'abord, avant de nous attarder sur les *Inner Cities* britanniques et londoniennes en particulier, quelles formes la pauvreté peut prendre dans les villes.

II – 9 : la pauvreté dans les villes anglaises.

C'est en ville que l'on trouve le plus de tensions entre humains. De nombreux problèmes sont inhérents à la taille et à la densité de la ville, comme :

- les transports,
- la pollution,
- le traitement des déchets.

Ces problèmes accentuent le mal vivre des habitants les moins favorisés : c'est dans la ville que l'on trouve aussi le plus de gens pauvres.

[152] "The Culture of Poverty", dans *Scientific American*, (1960), N° 215, p. 19-25.

[153] Keith Sinjohn Joseph, Baron Joseph, qui portait pendant sa vie publique le nom de Sir Keith Joseph (né le 17 janvier 1918, mort le 10 décembre 1994) était un parlementaire britannique. Il fut ministre sous trois gouvernements. Il est considéré comme l'éminence grise de l'élaboration du Thatchérisme. Il créa le Centre for Policy Studies en 1974 auquel se joignit Margaret Thatcher. Il exerça une influence importante sur ses idées politiques, comme elle le reconnut dans ses Mémoires en 1995. Son apport principal fut l'application du monétarisme à la politique économique britannique.

On parle de pauvreté urbaine lorsqu'il il y a déclin économique, déclin physique et désintégration sociale et que ces caractéristiques empêchent les résidants de vivre une vie semblable à celles de leurs compatriotes.

Les zones urbaines ont, en moyenne, un taux de chômage deux fois plus important que celui du pays. Les demandes d'aides sociales y sont trois fois plus importantes et les habitants y sont en mauvaise santé, le taux de mortalité y étant élevé.

Certaines zones situées en périphérie des villes britanniques, mais aussi les centres-villes, sont les lieux les plus pauvres de Grande-Bretagne.

Les politiques ont longtemps mesuré la misère urbaine selon les indicateurs suivants :

- le chômage,
- le surpeuplement,
- le manque d'équipements domestiques,
- la situation des familles monoparentales,
- la mortalité,
- l'origine ethnique.

Déjà en 1942, le rapport Beveridge désignait l'éradication des cinq « géants du malheur » qui affectaient principalement les centres urbains comme une priorité de l'action gouvernementale. Ces quatre points sont :

- la pauvreté,
- la maladie,
- l'insalubrité des logements,
- l'ignorance,
- le chômage.

Malgré la mise en œuvre de l'Etat Providence au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale, le Royaume-Uni fut en proie aux mêmes fléaux économiques et sociaux que les autres pays occidentaux ayant vécu les années de guerre.

Après 1945 et jusqu'en 1951, les Travaillistes qui étaient au pouvoir allaient s'attaquer aux maux de la société en[154] :

- donnant accès à la gratuité des soins qui était censée améliorer l'état de santé général de la population,
- organisant un système d'imposition progressif frappant essentiellement les plus aisés pour assurer une certaine redistribution de la richesse nationale,
- finançant les collectivités locales pour les aider à construire des logements sociaux.

Ces mesures durèrent jusqu'à l'arrivée au pouvoir de la nouvelle droite conservatrice en 1979. Elle estimait que la pression fiscale excessive destinée à financer l'Etat Providence était un frein à la libre entreprise et qu'un degré élevé de protection sociale avait des effets nocifs sur les pauvres en créant une culture de la dépendance.

La baisse des impôts et la réduction du niveau de protection sociale auraient pour effet, d'après Margaret Thatcher, de stimuler l'esprit d'entreprise et l'effort, créateurs de richesses. Il ne s'agirait plus de répartir la richesse du pays mais de l'augmenter, ce qui profiterait aux pauvres par un effet de réaction en chaîne[155].

Aujourd'hui, lorsqu'on parle de « Nouvelle Pauvreté » on parle de pauvreté urbaine, que Roger Lawson[156] a caractérisée de la façon suivante :

- la cristallisation des divisions raciales et ethniques,
- un abaissement de l'espérance de vie,

[154]Chapitre « L'expérience Travailliste (1945-1951) », dans *L'Angleterre 1945-1980*, (1981), ouvrage de Monica Charlot, Collection Notre Siècle, Imprimerie Nationale, p.23-42.
[155] *Trickle down effect*.
[156] Document de Lawson, intitulé « Causes and scale of Poverty » présenté au cours d'un séminaire : « L'ancienne et la nouvelle pauvreté dans les états Providences : un défi pour réformer notre système de sécurité sociale ? »

- une isolation sociale et politique des pauvres,
- un risque d'éclatement du noyau familial,
- des relations hostiles entre les diverses communautés locales,
- de nouvelles formes de xénophobie et de racisme.

Et c'est dans les *Inner Cities* que se concentre cette Nouvelle Pauvreté de la façon la plus criante. En effet, la plupart d'entre elles ont un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale et presque égal à celui du Nord de l'Angleterre, victime de la désindustrialisation de l'outil de production.

II – 10 : l'*Inner City* en tant que zone la plus pauvre des villes anglaises : définition et image.

Au XVIIIème déjà, les résidants urbains avaient tendance à s'éloigner des centres villes urbains pour créer des banlieues où s'installaient les classes moyennes et les classes les plus aisées des travailleurs.

A partir de la deuxième moitié du XIXème siècle, ce déplacement humain a été provoqué par la Révolution Industrielle. Les villes devenaient trop étroites et le manque de terrains disponibles empêchait l'implantation de nouvelles usines. Les entrepreneurs, attirés par le prix abordable des terres en périphérie des villes, s'en portaient acquéreurs, y construisaient leurs moyens de production et y faisaient venir les hommes, la main d'œuvre qui était ainsi malléable à souhait[157].

Ainsi, les nouveaux travailleurs se déplaçaient en dehors des centres urbains, et la banlieue naissait, avec l'organisation sociale que cela impliquait, générée par les propriétaires des usines ou l'Eglise.

Et ceux qui n'avaient pas d'emploi, qui ne parvenaient pas à profiter des avantages de cette profusion industrielle, étaient laissés pour compte. Les populations les moins favorisées continuaient à résider dans ces centres-villes qui périclitaient peu à peu.

[157] C'est d'ailleurs de cette époque que date l'innovation architecturale qu'étaient les *terraces*, maisons alignées, toutes de même facture, construites par les entrepreneurs pour y loger les travailleurs arrivés du centre ville londonien.

Ainsi, la genèse des *Inner Cities* remonte au moins au XIXème siècle et Friedrich Engels, en 1845, les décrivait ainsi[158] :

«Partout, des bâtiments complètement ou partiellement détruits, la plupart inhabités, des maisons sans sols, des fenêtres et des portes mal fixées, tout ceci dans un état de propreté déplorable. Partout des tas de détritus, de débris, des flaques d'eaux usées et une puanteur qui rend toute vie humaine civilisée impossible».

On revenait à la tendance qui avait vu le jour au XVIIIème siècle où les britanniques aisés optaient pour un retour à la nature et s'offraient des villégiatures en campagne.

Les personnes appartenant à la classe moyenne ou faisant partie de la classe aisée recherchaient un environnement plus agréable et elles pouvaient se permettre de payer des loyers plus élevés qu'en centre ville. Ainsi, les quittaient-elles, laissant derrière eux les plus démunis.

La situation de ces quartiers a été aggravée par les destructions massives provoqués par les raids aériens allemands de la Deuxième Guerre Mondiale, et c'est en particulier la zone Est de la capitale britannique qui a souffert des bombardements ennemis.

C'est dans les années 1960 que les problèmes posés par les *Inner Cities* devinrent criants. C'est à cette époque aussi que les personnes lassées des problèmes d'un parc immobilier tombant en décrépitude, commencèrent à quitter en masse les centres villes pour aller s'installer en bordure des villes. Mais jusqu'à la fin des années 1960, il n'y eut pas de politique définie à l'échelle nationale de reconquête des centres-villes, ceci malgré une hausse des problèmes, difficulutés qui allèrent en s'accentuant dans les années 1970[159].

C'est au cours de la décennie 1980 que le problème des *Inner Cities*, devenu difficilement gérable par les autorités, fut révélé au grand public avec les émeutes raciales et sociales de Brixton à Londres[160] ou de Toxteth à Liverpool[161]. Il est important de noter que

---

[158]"*Everywhere, half or wholly ruined buildings, some of them actually uninhabited, which means a great deal here, rarely a wooden or stone floor to be seen in the houses, almost uniformly broken, ill-fitting windows and doors, and a state of filth. Everywhere heaps of debris, refuse and offal, standing pools of gutter, and a stench which alone would make it impossible for a human being, in any degree civilised, to live in such a district", The Conditions of the English Working Class,* (1845), de Engels, F., réédité en 1969, St Albans, Panther Books, p 84.

[159] MOLIN, A., (Stagiaire Mission Europe et International, Délégation Interministérielle à la ville), *Etude de la politique de la ville en Grande-Bretagne et plus particulièrement en Angleterre*, janvier 2003.

[160] Brixton est un quartier du Sud de Londres abritant une large communauté noire et accumulant de graves difficultés sociales et de chômage. Les émeutes qui portent le nom de l'endroit (the Brixton Riots) se déroulèrent

l'explosion de violence dans ces quartiers fut la conséquence de problèmes plus anciens touchant à la démographie, à l'économie et à l'organisation urbaine.

De plus, au même moment, on assistait à un déclin de l'emploi dans l'industrie : les usines fermaient ou bien elles étaient délocalisées. Les centres-villes perdaient donc les emplois dans l'industrie, le plus souvent adaptés à des personnes peu ou pas qualifiées et les résidants de ces zones durent faire face à de nombreuses difficultés :

- une faible mobilité (la proportion des propriétaires de véhicules était inférieure à la moyenne nationale),
- faibles qualifications (problème d'adaptation aux transformations structurelles économiques qui prenaient place),
- de nombreux résidants des centres villes appartenaient à des minorités raciales.

De nombreux bâtiments tombaient en ruines et le nombre de taudis s'accroissait malgré les quelques programmes de réhabilitation des constructions.

Même l'état des immeubles plus récents, construits dans les années 1950 et 1960, se détériorait rapidement. Les rues étaient dangereuses, les relations avec les forces de police étaient tendues, et dans les *Inner Cities* des villes, les habitants devaient faire face à de nombreux problèmes de santé, plus que le reste de la population du pays.

On commença à appeler les *Inner Cities* des « poches de pauvreté »[162] et les habitants semblaient pris dans un cycle infernal, « le cycle de la pauvreté »[163].

La notion de centres-villes déshérités n'est pourtant pas facile à définir. On peut schématiser la structure d'une ville sous forme de cercles concentriques, du centre vers le bord :

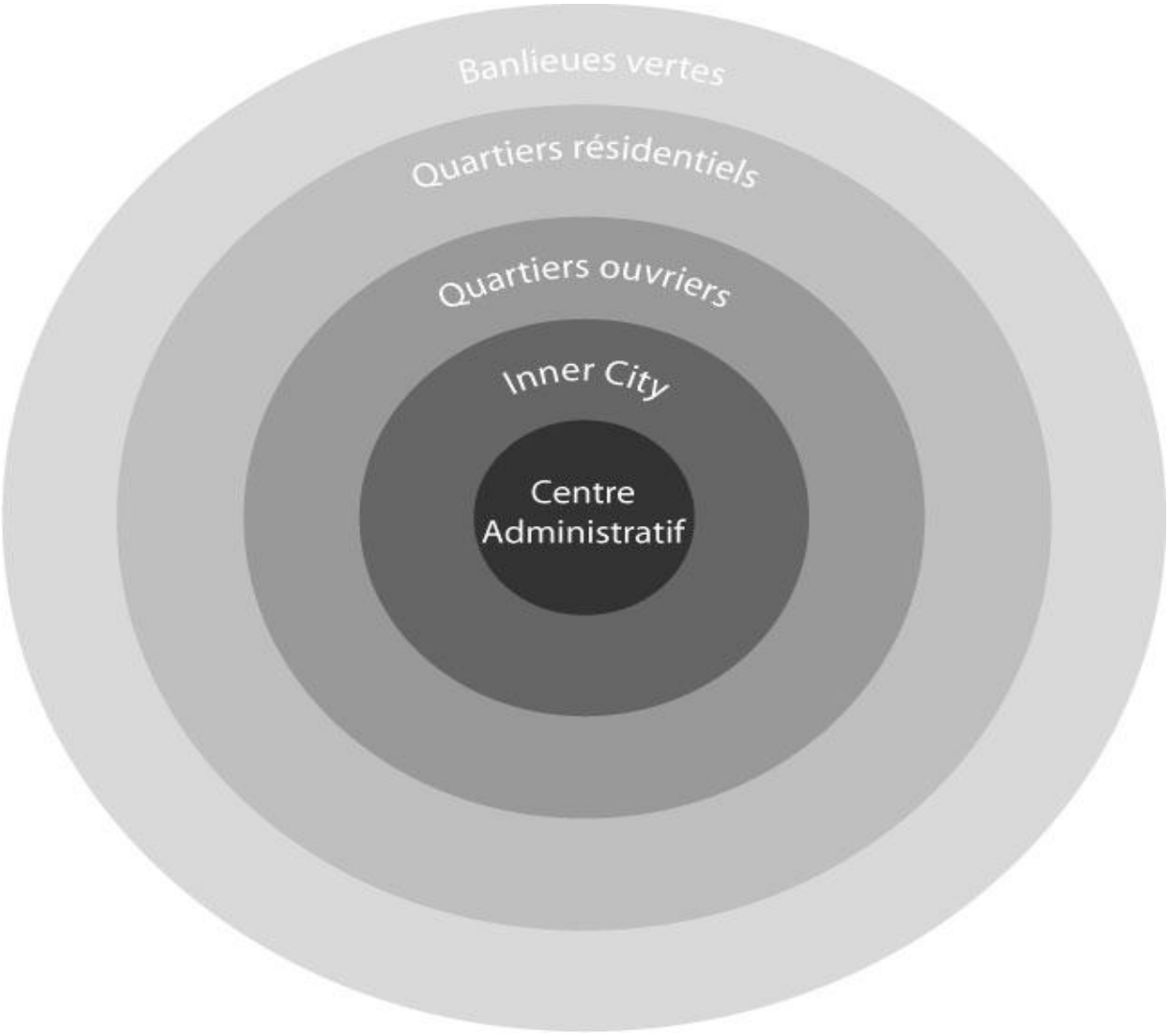
---

du 10 au 12 avril 1981 et furent les plus importantes jamais vues à Londres au XXème siècle. 279 policiers et 45 citoyens furent blessés; plus de cent véhicules furent incendiés dont 56 voitures de police, et 150 bâtiments furent vandalisés, dont 30 incendiés. 82 manifestants furent arrêtés. D'après les rapports, plus de 5 000 personnes avaient pris part aux émeutes. Monica Castro, dans sa thèse *Les centres-villes défavorisés en Grande-Bretagne de 1960 à 1997 : déclin et rénovation*, en parle plus longuement à la page 131 ainsi que d'autres émeutes qui agitèrent le pays et qui avaient pour origine un grand malaise social.

[161] Les émeutes sociales de Toxteth (Inner City de Liverpool) se déroulèrent en juillet 1981 et furent un soulèvement social déclenché par des frictions entre la police (Metropolitan Police) et la communauté noire.

[162] *Poverty pockets*.

[163] *Cycle of deprivation*.



L'*Inner City* est en fait une zone située à la périphérie immédiate du cœur de la ville, c'est-à-dire jouxtant son centre commercial, administratif et financier. Ce sont des vieux quartiers dont l'habitat remonte à l'époque victorienne et qui furent les sites de l'essor industriel du XIXème siècle.

Le problème le plus important de ces quartiers résulte de l'inadéquation entre les forces sociales et les pratiques politiques menées pour y remédier. La controverse a toujours fait rage sur les causes et les remèdes à y apporter.

La pauvreté, le désespoir, l'isolation et le désordre qui règnent dans les *Inner Cities* sont les résultats des conditions économiques, sociales et environnementales.

On peut isoler trois particularités pour caractériser ce qu'il est convenu d'appeler le syndrome de l'*Inner City*[164] :

- D'abord le déclin : ce sont des zones urbaines de dépeuplement absolu conjugué à une perte massive d'emplois et à une dégradation de l'environnement physique.

Le centre ville londonien a perdu entre 1961 et 1981 un million d'habitants et la cause première fut une perte massive d'emplois.

Les entreprises situées dans les *Inner Cities* font partie du secteur industriel en déclin : textile, habillement, chantiers navals ou construction automobile.

Une autre cause est la démolition de logements insalubres et le faible rythme de reconstruction qui fut ralenti au cours de la décennie 1970 – 1980.

Les logements dans les *Inner Cities* ont souvent des caractéristiques particulières[165] :

- On y trouve de vieux pavillons jumelés de l'ère victorienne construits pour y loger les ouvriers des usines voisines,
- des quartiers de logements anciens relativement inconfortables ou insalubres, tombant en décrépitude,
- des cités HLM neuves nées des politiques de rénovation urbaine massive qu'ont connues les villes britanniques dans les années 60. A cette époque, on démolissait des quartiers anciens et on reconstruisait sur le modèle des grands ensembles. Ces cités sont la plupart du temps mal entretenues, dépourvues de verdure, d'infrastructures sportives et culturelles.

Dans les *Inner Cities*, la population est instable : les foyers désertent la zone dès qu'ils en ont les moyens. Seuls restent ceux qui ne peuvent s'offrir mieux : les personnes âgées, les handicapés, les immigrants pauvres.

---

[164] *The Inner City Syndrome* .

[165] « Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord) », de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p.10.
Pour avoir un exemple de telles cités HLM que l'on trouve dans les Inner Cities des villes britanniques, voir les films de Ken Loach comme *Ladybird*, par exemple, ou les films plus récents d'Andréa Arnold *Red Road* ou *Fish tank*.

- Ensuite, le dénuement et la misère.

La population est pricipalement composée de travailleurs non qualifiés ou déqualifiés. Le taux de chômage y atteint le double de la moyenne nationale et ces espaces sont caractérisés par une forte proportion de familles monoparentales, un fort taux d'échec scolaire et un niveau élevé de délinquance.

L'addition de ces différentes caractéristiques rend difficile à un habitant des *Inner Cities* de trouver une porte de sortie et pour les enfants d'échapper au cycle de la pauvreté.

Il n'est pas aisé de donner une définition de l'*Inner City*. Cependant, dès le début de la décennie 1980, on définissait des critères communs à toute *Inner City* britannique[166].

Ces lieux de résidence étaient, à cette date, composés par :

- 7% de la population britannique,
- 14% des travailleurs non qualifiés,
- 20% des ménages mal logés,
- 33% des immigrés du Commonwealth,
- un taux de chômage deux fois plus élevé que la moyenne nationale,
- une proportion des personnes étant sous le seuil de pauvreté dix fois plus élevée,
- un taux de surpeuplement domestique quatre fois plus important,
- une moyenne nationale de familles mono-parentales double,
- deux fois moins de propriétaires de véhicules particuliers que la moyenne nationale.

L'*Inner City* est donc une zone géographiquement définissable, et en 2003, les plus fortes concentrations de ces quartiers se trouvaient dans[167] :

- le Nord-Ouest (25,7%),

[166] *The Inner City in Context*, (1981), de Hall, P., Londres, Heinemann, 175 p.
[167] Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord), de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p.12.

- le Nord-Est (19%),
- la région de Londres (18%),
- le Yorshire et Humberside (9,4%).

Tous les quartiers de la capitale étaient concernés.

Plus récemment, au cours des dernières décennies, les membres de la population autre que « blanche », ont suivi ce mouvement de migration loin de ces centres-villes. Pendant longtemps, l'*Inner City* avait été la seule option pour résider, mais leur relatif embougeoisement les a conduits à l'extérieur de la ville.

En même temps, les industries et les commerces ont suivi, et c'est pour les « laissés pour compte » de l'évolution urbaine qu'une politique urbaine de rénovation des villes et de leurs centres les plus défavorisés, qui leur donnera de meilleures conditions de vie, devait être mise en place.

II – 11 : la politique pour les zones les plus pauvres des villes anglaises de la deuxième moitié du XIXème siècle à 1997.

Même si dès le XIXème siècle on avait commencé à envisager le bien-être des résidants urbains, la prise en charge par l'Etat fut limitée et ne fut pas suivie d'une véritable volonté politique.

Le début du XXème siècle avait été marqué par les tentatives de retour à la nature, comme celle lancée des Garden Cities de Ebenezer Howard, en réaction aux fléaux de l'industrialisation à outrance.

Toutes ces expériences (utopistes ?) n'ont été, au plus, que des tentatives pour replacer l'homme au centre des préoccupations urbaines.

Puis, jusque tard dans le XXème siècle, l'approche des différents gouvernements considérait la ville comme un endroit où la population, active ou même inactive, dépendait

des aides, du soutien de l'Etat[168]. Mais aujourd'hui, comme Tony Blair l'a annoncé au début de son premier mandat, la mission de l'Etat semble être d' « encourager le travail et non pas la dépendance »[169].

Entre ces deux extrêmes donc, entre la politique urbaine principalement conduite par la force étatique et celle de partage des responsabilités entre divers acteurs, la politique à destination de la ville a connu différents tournants.

Voyons d'abord dans le tableau à la page suivante quelle a été l'évolution des politiques de rénovation urbaine au cours de la deuxième moitié du XXème siècle[170], période qui marque une réelle prise en main par le gouvernement de la politique de la ville. Nous détaillerons ensuite les différentes périodes et leurs spécificités.

[168] Remarque personnelle : la fin de la décennie 1970 avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher fut un frein important mis à cet aspect de l'Etat Providence prenant en charge le bien être de la population. A partir de cette date, des coupes sombres furent faites dans tous les financements nationaux à portée sociale

[169] "*to encourage work not dependency*", dans *Bringing Britain Together: A National Strategy for Neighbourhood Renewal,* (1998), Tony Blair, Social Exclusion Unit, Cabinet Office, London.

[170] Tableau d'après Stöhr, W., (1989), "Regional policy at the crossroads: an overview", dans L. Albrechts, F. Moulaert, P. Roberts et E. Swyngedlouw (eds.) *Regional Policy at the Crossroads: European Perspectives,* Jessica Kingsley, London et Liechfield, D., (1992), *Urban Regeneration for the 1990's*, London planning Advisory Committee, London, cité dans Peter Roberts, *The Evolution, Definition and Purpose of Urban Regeneration,* dans *Urban Regeneration: a Handbook,* (2000), édité par Peter Roberts et Hugh Sykes, SAGE Publications, p.14.

Périodes Type de politique	**1950-59 Reconstruction**	**1960-69 Revitalisation**	**1970-79 Renouveau**	**1980-89 Redéveloppement**	**1990-99 Renaissance**
Principales stratégie et orientation	Reconstruction et extension des vieux quartiers des villes ; extension de la banlieue	Poursuite des projets précédents ; croissance de la banlieue et périphérique : quelques réhabilitations	Renouveau 'in-situ' et programmes de quartiers ; développement périphérique	Nombreux projets de développement ; projets hors des villes	Politiques et pratiques plus globales ; traitements de la ville intégrés
Acteurs clés	Gouvernements central et locaux ; secteur privé	Plus grand équilibre entre public et privé	Plus de secteur privé et décentralisation vers les autorités locales	Accent mis sur le secteur privé ; partenariats accrus	Partenariats
Niveau d'activité	Accent mis sur les leviers locaux	Niveau régional	Niveaux régional et local	Au début : actions sur sites puis niveau local	Perspective stratégique ; croissance de l'activité régionale
Economie	Investissements majoritairement publics	Plus d'investissements privés	Secteur public restreint et plus d'investissement privé	Secteur privé dominant ; quelques supports publics	Plus grand équilibre public/privé
Contenu social	Amélioration des logements et des normes d'habitat	Amélioration sociale	Actions basées sur les communautés	La communauté se prend en main et quelques projets d'Etat	Accent mis sur la communauté
Accent mis sur le tissu physique	Réhabilitation des centres villes et extension périphérique	Réhabilitation de sites existants	Renouveau accru des vieux quartiers centraux	Remplacement et nouvelles constructions	Peu de constructions
Approche environnementale	Agencement ou création d'espaces verts	Améliorations sélectives	Amélioration de l'environnement et innovations	Prise en compte de la question sur l'environnement	Développement durable

Quelques commentaires ponctuels sur les périodes présentées ci-dessus sont ici nécessaires.

En ce qui concerne la période de 1950-1959, après la Deuxième Guerre Mondiale, le besoin de reconstruction a davantage motivé les travaux sur la ville plutôt que l'envie de rénovation.

De nombreux quartiers de la capitale britannique avaient été complètement ou partiellement détruits par des bombardements de l'aviation allemande[171], dans le centre-ville ou à l'extérieur de la ville[172]. L'impulsion du gouvernement du pays fut à l'origine de cette réédification.

Les politiques urbaines des années 1950-1960 se sont inscrites dans la dimension physique de la reconstruction et de la planification du boom d'après-guerre[173].

On avait auparavant décidé la construction de *New Towns*[174], et entre 1946 et 1950, 14 de ces villes avaient été construites pour redistribuer sur de nouveaux espaces urbains la croissance de la population. Mais les édifier avait été très coûteux, ne serait-ce que pour organiser le système électrique, d'alimentation en eau, ou mettre en place les infrastructures de transports publics, et on préféra à partir de 1957 redévelopper des villes pré-existantes où des habitants étaient relogés. A Londres, par exemple, des accords furent passés entre la Municipalité et une quinzaine d'agglomérations dans un rayon de 140 kilomètres, pour reloger le surplus d'habitants de la capitale[175].

---

[171] La capitale britannique dut subir les tirs des fameux missiles V2. Ceux-ci furent conçus à la station expérimentale de l'armée allemande de Peenemünde grâce à l'ingénieur allemand Wernher von Braun, puis fabriqués en série. Malgré les dégâts infligés aux infrastructures de fabrication et de lancement, 1 560 V2 furent lancés entre le 8 septembre et la fin de 1944, principalement vers Londres (450) et Anvers (920), mais aussi vers Norwich (40), Liège (25), Paris (20) ainsi que vers Lille, Tourcoing, Maastricht, Hasselt, etc.
Les tirs de 1 500 autres V2 se poursuivirent jusqu'au 27 mars 1945 principalement depuis La Haye, toujours vers Londres, cible civile principale des Allemands, et Anvers ainsi que vers quelques cibles militaires. Les dernières fusées furent tirées vers le Kent.
Au total, la région de Londres reçut 1 350 V2 et celle d'Anvers plus de 1 600, faisant principalement des victimes civiles.
http://www.techno-science.net/?onglet=glossaire&definition=10194

[172] Remarque personnelle : on peut penser au quartier de l'est de Londres, le East End, quartier historique du port et des docks, abritant une population relativement dépourvue, qui subit des bombardements dévastateurs.

[173] Molin, A., (Stagiaire Mission Europe et International, Délégation Interministérielle à la ville), *Etude de la politique de la ville en Grande-Bretagne et plus particulièrement en Angleterre*, janvier 2003.

[174] « Les New Towns comme type de villes industrielles », article de C. Chaline dans *Annales de Géographie*, (1963), Vol.72, N° 391, pp.350-354.

[175] *Ibid*.

C'est à cette époque que la banlieue s'étendit, avec un besoin de retour à la nature, un développement des espaces verts et une amélioration des conditions d'habitation après les années de privations sévères.

Au cours de la période qui suivit, de 1960-1969, aucune politique urbaine avec un volet social ne fut lancée, les grands programmes mis en place précédemment furent simplement poursuivis, et ceci par aucun gouvernement Travailliste. On peut expliquer ceci par la confiance dans la capacité de l'Etat Providence à résoudre les problèmes sociaux mais aussi aussi par la méconnaissance des évolutions économiques, mêlées au principe selon lequel les problèmes des villes étaient culturels, c'est à dire dus aux échecs subis par ceux qui n'avaient pas les compétences ou les aptitudes requises pour réussir[176].

Entre 1970 et 1979, *« la politique urbaine britannique s'appuyait sur deux thèses : cette politique servit autant de cadre permettant de distribuer les prestations sociales aux victimes des transformations économiques dans le cœur des villes que de générateur de richesses. Le désinvestissement du secteur privé étant perçu comme la cause des problèmes en centre-ville, il était logique de désigner le secteur public, y compris les pouvoirs locaux, comme le mécanisme naturel de reconstruction des zones urbaines en détresse »*[177].

C'est aussi de cette période que date le début de la prise en compte de l'environnement dans lequel se construisent ou sont rénovées les villes, afin que l'homme, et les communautés (notion qui fit aussi son apparition dans la politique de la ville) résident dans un espace agréable.

Il n'est pas étonnant de constater que la période allant de 1980 à 1989 vît le désengagement financier de l'Etat, puisque ce fut le pic de la gestion du Parti Conservateur menée par le gouvernement de Margaret Thatcher.

[176] Molin, A., (Stagiaire Mission Europe et International, Délégation Interministérielle à la ville), *Etude de la politique de la ville en Grande-Bretagne et plus particulièrement en Angleterre*, janvier 2003.
[177] *Ibid.*

Forts de leur victoire aux élections générales du 3 mai 1979[178], les Conservateurs se sont attaqués au problème du développement urbain principalement sous l'angle foncier et économique[179].

Ce fut la prise en main de la gestion de l'amélioration des villes par les collectivités locales et le développement de partenariats avec le secteur privé qui, bien sûr, n'investissait dans des projets qu'il était sûr de rentabiliser.

Pour la dernière période de 1990 à 1999, les points remarquables sont les partenariats entre secteurs public et privé qui avaient été initiés par le gouvernement Conservateur, mais qui furent aussi embrassés par le gouvernement Travailliste élu en 1997 au nom de la politique de « la Troisième Voie », qui refusait le sectarisme politique et acceptait les recettes efficaces, qu'elles soient de droite ou de gauche…

L'autre aspect à noter est le pouvoir donné à la communauté dans la gestion des projets de rénovation urbaine[180].

Il est vrai que cette attitude permettait à l'Etat de ne pas trop investir dans la politique de la ville, et donc de consacrer une part non négligeable de son budget à d'autres priorités.

Comme nous pouvons le voir, les politiques intégrées de développement urbain en Angleterre ont eu une longue histoire faite d'un foisonnement d'initiatives et de changements radicaux dans les problématiques abordées.

Mais revenons sur une période plus proche de nous et définissons trois grandes phases dans la nouvelle prise en compte des problèmes créant le déclin urbain à partir du milieu de la décennie 1960[181].

---

[178] A ces élections, le Parti Conservateur mené par Margaret Thatcher remporta 339 sièges à la Chambre des Communes avec 44% des voix alors que le Parti Travailliste en remporta 269 avec 37% des voix, dans *Margaret Thatcher*, communication de Philippe Chassaigne devant l'Académie des Sciences Morales et Politiques, séance du 5 mai 2003.

[179] Molin, A., (Stagiaire Mission Europe et International, Délégation Interministérielle à la ville), *Etude de la politique de la ville en Grande-Bretagne et plus particulièrement en Angleterre*, janvier 2003.

[180] Remarque personnelle : cependant, et comme nous le verrons dans la conclusion, ce mouvement d'appropriation par la communauté de ses besoins et des projets destinés à l'améliorer, qui avait été un des piliers de la nouvelle politique urbaine voulue par Tony Blair, aura été un relatif échec.

II – 11 – 1 : du début de la décennie 1960 jusqu'à la publication du Livre Blanc de 1977[182].

Comme nous l'avons dit, les années suivant la Deuxième Guerre Mondiale avaient été consacrées à la reconstruction : les gouvernants se sont attaqués aux structures physiques de la ville qui avaient été négligées durant de nombreuses années. L'objectif était de recréer des conditions physiques acceptables pour y loger les citoyens…

La misère urbaine avait commencé à prendre de l'ampleur au début de la décennie 1960 et on pouvait observer une recrudescence des maux sociaux, dont le chômage, la crise du logement, la délinquance, les conflits raciaux et plus globalement la misère à tous les niveaux (matériel, moral, culturel, physique). Ces fléaux se sont manifestés plus particulièrement dans les centres-villes des grandes agglomérations[183].

Ce ne fut qu'à cette époque que l'on s'aperçut que, jusque là, les remèdes qui avaient été adoptés pour la reconstruction, n'avaient fait que délocaliser les problèmes urbains, sans y apporter de solutions. Des populations entières avaient été déplacées vers des ensembles d'habitations à la périphérie des villes et en même temps, les quartiers des centres-villes qui avaient été dépeuplés, étaient laissés dans un état de délabrement.

- <u>La décennie 1960.</u>

Au cours des dix premières années de cette phase, de 1960 à 1970, les actions sur la ville étaient principalement financées par le secteur public et les programmes mis en œuvre visaient prioritairement les grandes zones d'habitation ainsi que les taudis des centres-villes (*Inner City* slums).

Un peu plus de quinze ans après la fin de la deuxième Guerre Mondiale, au milieu de la décennie 1960, la politique urbaine commença à être décentralisée pour être au plus près des problèmes et donc plus ajustée aux besoins.

---

[181] Paragraphe: « Economic Regeneration Programmes » dans « Economic Regeneration and Funding », article de D. Noon, J. Smith-Canham et M. Eagland, dans *Urban Regeneration: A Handbook*, de Peter Roberts et Hugh Sykes, (2000), Sage Publications, p.64.

[182] *Policy for the Inner Cities*, (1977), Her Majesty Stationery Office, Cmnd 6845, London.

[183]Thèse de Monica Castro, *Les centres-villes défavorisés en Grande Bretagne de 1960 à 1997 : déclin et rénovation*, (12 janvier 2004), Université de Paris Nanterre.

Les réflexions s'orientaient vers la nécessité d'un traitement global de la question urbaine avec la formulation des *Inner City Programmes.*

C'est le gouvernement Wilson, à la fin de la décennie 1960, qui redécouvrit le problème des *Inner Cities* et même si les politiciens commencèrent à prendre en compte la nécessité d'améliorer les conditions de vie des résidants des quartiers pauvres, des difficultés économiques les empêchèrent de mener à bien le vaste programme de constructions qu'ils avaient planifié. En même temps la qualité des constructions réalisées déclinait rapidement : les quartiers de logements locatifs (*Council Estates*) qui s'étaient multipliés étaient voués à se détériorer rapidement.

L'idée d'un besoin de rénovation urbaine vit donc le jour : il devenait évident que de nombreuses villes allaient devoir faire face à un déclin physique et social sur le long terme[184].

L'année 1966 marque le début de la réelle prise de conscience de l'accroissement de la pauvreté au sein même de l'Etat Providence. C'est à cette époque que les *Inner Cities* devinrent un problème de premier plan : on considéra qu'il fallait leur fournir de meilleurs services, en plus grande quantité, qui correspondraient exactement aux besoins, ceci en faisant intervenir l'Etat.

C'est à partir de ce moment là que datent les premières tentatives pour mettre en place des politiques globales visant les territoires en crise et cette approche fut baptisée *area based policy.*

A partir de 1966, on avait donc pris conscience de la dimension sociale de la rénovation urbaine.

Pourtant, aucune politique spécifiquement sociale d'ampleur ne fut mise en place…

Quelques quartiers et quelques groupes d'habitants des villes (ce qu'Harold Wilson appelait les *needle points of deprivation*) faisaient face à des handicaps économiques et

[184] "*It has generally been recognised that there has been a need for urban regeneration in Britain from the 1960's where it started to become increasingly clear that many cities were facing long-term decline*", dans "Economic Regeneration and Funding", article de D. Noon, J. Smith-Canham et M. England, dans *Urban Regeneration: A Handbook*, (2000), de Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p.62.

sociaux auxquels il semblait possible de répondre par des programmes ciblés d'aide et d'assistance[185].

Le rythme était donné par le Ministère de la Planification de la Ville et de la Campagne[186] qui guidait les Municipalités dans la marche à suivre pour intervenir sur les plans de redéveloppement des zones centrales des villes.

Cette planification centralisée donna d'ailleurs naissance à des projets semblables partout dans le pays. Ils étaient appliqués indifféremment à toutes les zones les nécessitant, sans prendre en compte les spécificités de chacune. La première phase des travaux de renouveau urbain considérait la pauvreté comme étant basé sur la notion de «culture de la pauvreté » (culture of poverty), que des auteurs américains comme Banfield[187] commentèrent.

Pour les partisans de cette théorie, les problèmes urbains étaient principalement causés par la difficulté qu'avaient les familles à cohabiter dans de petites zones d'habitations. Pour eux, il fallait identifier ces questions pour mieux les éradiquer[188].

Le gouvernement voulait inciter les locataires à choisir des habitations appartenant aux *Local Councils* plutôt que louer à des particuliers. Cependant, c'est le secteur privé qui restait le constructeur principal de nouveaux logements.

En 1967, un recensement sur la condition de l'habitat voulu par le gouvernement Travailliste révéla le grave problème du logement en Grande-Bretagne. Les données fournies par cette étude gouvernementale permirent d'élaborer de vastes programmes pour résoudre le problème du logement dans les centres villes. L'investissement dans ce domaine apparaissait comme une des clés pour contribuer à la croissance et à la stabilité économiques[189].

---

[185] *Ibid.*
[186] *Ministry of Town and Country Planning*
[187] *The Unheavenly City*, (1970), de Banfield, E., Little, Brown & Co., Boston.
[188] British inner urban policy: a review, (1988), article de Lawless, P., dans *Regional Studies*, Vol. 22, no. 6, pp. 531-42, cité dans le paragraphe "Economic Regeneration Programmes" dans l'article "Economic Regeneration and Funding", de D. Noon, J. Smith-Canham et M. Eagland, dans *Urban Regeneration: A Handbook*, (2000), de Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p. 66.
[189] *"Housing investment therefore contributes to economic growth and stability",* dans "Housing", article de Bill Edgar et John Taylor, dans *Urban Regeneration: A Handbook*, (2000), de Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p.163.

Il est convenu de dire que la politique urbaine moderne date de la décennie 1968-1977. C'est le Ministère de l'Intérieur qui en avait la charge par le biais du *Urban Programme and Community Development Programmes*[190] et les mesures qui étaient prises étaient principalement sociales.

La première formulation de *l'Inner City Programme (ICP*) date de 1968 avec *l'Urban Aid Programme.* Son approche en matière de rénovation urbaine était envisagée en termes de pathologie sociale[191].

Les Travaillistes étaient revenust au pouvoir en 1966 et créaient le Ministère aux Affaires Urbaines[192] qui allait avoir en charge plus spécifiquement les problèmes de la ville. Malgré cela, au cours de la décennie 1970, *l'Inner City Programme* apparut comme inadapté[193].

- Le début de la décennie 1970.

La fin des années 1960 et le début des années 1970 furent marqués par le vote d'une série de lois concernant la ville. Des programmes furent lancés pour apporter des solutions aux problèmes des centres urbains. Voici les plus marquants qui virent le jour au cours de la décennie 1970[194] :

- **1967** : lancement d'*Educational Priority Areas*,
- **1968** : à cette date, le gouvernement Travailliste avait lancé des programmes assez modestes : les *Urban Programmes*, gérés par les collectivités locales et financés par l'Etat. La plupart des projets étaient de nature culturelle ou sociale, sans grand effet durable.

[190] 12 Community Development Projects furent lancés par le Ministère de l'Intérieur entre 1969 et 1972. Ils furent menés par des équipes de recherche-action (souvent de jeunes universiataires de gauche à l'origine de la « nouvelle gauche urbaine» qui ont mis en évidence les causes structurelles du déclin de villes britanniques, dans MOLIN, A., (Stagiaire Mission Europe et International, Délégation Interministérielle à la ville), *Etude de la politique de la ville en Grande-Bretagne et plus particulièrement en Angleterre*, janvier 2003.

[191] « Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord) », de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p. 13.
En 1974, 146 projets furent lancés sous l'égide de ce programme, avec un budget de £30 millions par an.

[192] *Ministry of Urban Affairs.*

[193] « Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord) », de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p. 13.

[194] « Evolution, Definition and Purpose », article de Peter Roberts dans *Urban Regeneration : A Handbook*, (2000), par Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p.30.

- **1969-77** : *Community Development Project*,
- **1974-79** : mise en place de *Comprehensive Community Programmes*,
- **1979 :** création d'*Housing Action Areas*.

Le gouvernement d'Ed*ward* Heath[195] avait poursuivi la politique d'accession à la propriété pour les plus pauvres, et avait décidé en 1971 de s'impliquer de façon plus active dans la rénovation urbaine au Nord et à l'Est du pays (les aides de l'Etat en matière de réhabilitation de logements anciens furent augmentées à 75 % de la somme investie dans les travaux de rénovation).

Ces mesures devaient s'attaquer à des poches localisées de pauvreté et aux problèmes auxquels les populations urbaines faisaient de plus en plus face.

Il est à noter qu'au début de la décennie 1970, la Grande-Bretagne avait commencé à subir une profonde modification urbaine due à :

- la restructuration de l'économie internationale,
- l'émergence d'un capital financier hautement mobile,
- le déclin de l'industrie manufacturière et sa migration vers des pays à plus bas salaires,
- le développement du secteur des services.

Au début des années 1970, de nombreux projets furent lancés et reconduits dans la décennie qui suivit, subissant parfois des modifications.

II – 11 – 2 : de 1977 au début de la décennie 1990.

Les difficultés sociales continuèrent à croître[196] jusqu'à environ 1994. Aux élections locales de 1976, le Parti Travailliste perdit de nombreux sièges au profit du National Front[197].

[195] Sir Edward Richard George Heath (1916–2005) était un homme politique britannique, Premier Ministre britannique entre 1970 et 1974. Son œuvre la plus marquante fut l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, concrétisée le 1er janvier 1973.

[196] «En janvier 1972, le nombre total de chômeurs approche le million », dans *l'Angleterre 1945-1980*, (1981), de Monica Charlot, Collection Notre Temps, Imprimerie Nationale, p. 348.

En réaction, le gouvernement commença à s'inquièter de la situation des villes[198] et publia en 1977 un rapport consacré aux politiques à mener dans les centres urbains[199].

Après la publication de ce Livre Blanc qui analysait les causes économiques de la crise des centres villes défavorisés en Grande-Bretagne, un tournant fut pris par les gouvernements, Conservateurs ou Travaillistes, en matière de gestion urbaine.

Les actions des *Urban Programmes* s'étendaient à la régénération de l'environnement et de l'activité économique d'un certain nombre de centres urbains choisis pour le caractère particulièrement dramatique de leur situation. Au volet social des Actions Programmes, vint se rajouter un volet économique et leur budget qui était au départ de £30 millions de livres passa à £125 millions[200]. D'ailleurs, la responsabilité de ces programmes fut transférée du Ministère de l'Intérieur au *Department of Environment*[201].

Il devenait apparent aux yeux du gouvernement britannnique que la force des villes était avant tout d'ordre économique[202].

De façon plus significative, au cours des années 1980, l'idée que l'Etat devait ou pouvait à lui seul être le pourvoyeur d'une bonne politique urbaine a commencé à être abandonnée. L'idée de partenariats commença à voir le jour.

Les zones choisies pour recevoir des aides étaient classées en trois catégories.

- A la base : 19 communes recevant certaines facilités, des prêts avantageux pour acheter ou mettre en valeur des terrains pouvant accueillir des industries.

---

[197] Parti d'Extrême Droite qui lors de ces élections locales, parvint à catalyser le mécontentement des populations des quartiers les plus démunis des grandes agglomérations britanniques et remporta une victoire face au Parti Travailliste qui avait représenté, jusqu'ici, la seule alternative aux élus du Parti Conservateur.
[198] "Ten Years of Inner Cities Policy", article de Murray, S., (1987), dans *Town Planning Review*, 58(2).
[199] *Policy for The Inner City*, (1977), Livre Blanc du Ministère de l'Environnement, Cmnd. 6845, London, Her Majesty's Stationery Office. Ce document met l'accent sur la nécessité d'accorder une grande importance aux zones urbaines dégradées, de reconstruire la base économique perdue et de repenser les modes d'intervention les concernant et de réorienter les dépenses publiques qui leur étaient, jusque là, accordées.
[200] Molin, A., (Stagiaire Mission Europe et International, Délégation Interministérielle à la ville), *Etude de la politique de la ville en Grande-Bretagne et plus particulièrement en Angleterre*, janvier 2003.
[201] Ibid.
[202] Ibid.

- Au milieu : 15 communes ayant les mêmes avantages et pouvant soumettre des projets de rénovation afin que leur soient accordées des subventions supplémentaires.
- Au sommet : 7 *Partnerships and Programme Areas* (Partenariats et Programmes Spécifiques à des Zones Urbaines) qui devaient fonctionner sur la base d'un partenariat entre le Gouvernement, les autorités municipales, les associations locales et les entreprises publiques et privées.

Les *Borough*s londoniens d'Islington et celui d'Hackney, qui jouxte le premier à l'Est, faisaient partie des trois zones choisies avec Lambeth au Sud et les Docklands du port désaffecté à l'Est de la capitale.

Les fonds étaient considérables et le but était d'engager des finances publiques pour :

- améliorer l'environnement,
- améliorer les services essentiels à destination des résidants[203],

afin d'attirer des capitaux privés qui devaient créer des emplois nouveaux.

Cependant, 70% furent utilisés à améliorer l'environnement alors que seuls 28% des fonds le furent pour financer des projets à finalité économique. Cet important déséquilibre était la preuve manifeste d'une absence totale de vision globale.

Lorsque la loi *Inner Urban Areas Act* a été votée en 1978, elle était censée apporter une réponse aux problèmes sociaux. L'idée était que les autorités locales agiraient comme des partenaires des entrepreneurs locaux. Elles conserveraient un certain pouvoir et surtout, celui de décision sur la manière d'utiliser l'argent versé par l'Etat.

Dans le cadre de la mise en place de cette politique, les initiatives les plus marquantes furent les *Area-Based Initiatives* (*ABIs)*, ou *Area-Based Regeneration Strategies* avec une durée de vie courte, disposant d'un financement particulier et qui virent le jour dans nombre

[203] Réflexion personnelle : l'idée selon laquelle une amélioration du bien-être social des populations résidant dans les zones les plus dépourvues des villes pouvait être à la base d'une bonne rénovation urbaine et un gage de réussite, commençait donc à germer.
Cette nouvelle façon d'envisager toute politique urbaine allait voir son apogée sous le gouvernement Travailliste à partir de 1997.

de localités britanniques par vagues successives[204]. Ces initiatives furent gérées par les Municipalités des grandes villes qui essayaient d'installer des petits programmes destinés à favoriser le développement économique en réponse à la crise urbaine

Le gouvernement comptait sur le secteur privé et s'octroyait également le droit de verbaliser (fined or rate capped) le *Local Council* qui dépensait trop pour les *Inner Cities*. Le résultat ne fut pas très concluant. L'une des conséquences fut l'apparition d'une multitude de partenariats se chevauchant, faisant parfois double emploi sur une même zone[205], le tout manquant donc de vision globale. Chacun de ces projets avait, à l'origine, un seul but à atteindre mais lorsqu'ils furent repris dans les années 1980, l'approche intégra alors plusieurs paramètres en tentant de créer des liens de cause à effet entre les divers problèmes rencontrés par les zones visées afin d'y trouver des remèdes plus durables.

Par exemple, on établit des connections entre le déclin de l'environnement, le chômage et la mauvaise qualité de la santé. Le travail en partenariat permettait de trouver des réponses aux conséquences mais aussi aux causes de la situation[206].

Dans la foulée, devant la progression du chômage, fut lancé la même année le *Urban Programme* sous la tutelle du Ministère de l'Environnement[207] et non pas sous celle du Ministère de l'Intérieur. Le but de ce projet était de favoriser la régénération de la base économique des villes, les programmes sociaux et l'amélioration de l'habitat[208]. Il s'accompagna d'une augmentation importante des subventions (le budget passa de £30 millions à £125 millions par an) et les budgets de divers ministères furent sollicités pour financer les programmes des villes[209].

---

[204] "Strategic, multilevel neighbourhood regeneration: an outward-looking approach at last ?" article de Annette Hastings dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Rob Imrie et Mike Raco, The Policy Press, p 85.

[205] "*Neighbourhood regeneration came to be characterised by a kaleidoscope of interlinked and spatially overlapping partnerships",* dans *Fitting together? A study of partnership processes in Scotland,* (1999), de Dean, J., Hastings, A., More, A., et Young, R., Edinburgh: Scottish Homes.

[206] "Strategic, multilevel neighbourhood regeneration: an outward-looking approach at last ?" article de Annette Hastings dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Rob Imrie et Mike Raco, The Policy Press, p 85.

[207] Department of the Environment.

[208] « Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord) », de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p.13.

[209] *The Politics of Inner City Partnerships*, (1983), de Parkinson, M., et Wilks, S., Local Government Studies, 11 (3), pp. 37-51. Consulter aussi *Implementing Inner Cities Policy/ Reflections from Experience*, Policy and Politics, (1981), de Hambleton, R., 9 (1).

C'est leur élection en 1979 qui permit aux Conservateurs de modifier la politique amorcée auparavant, et celle-ci le fut considérablement durant les dix premières années du gouvernement Thatcher, de 1979 à 1989.

Dans son autobiographie[210], Michael Heseltine[211] a commenté la loi *Inner Urban Area Act* votée en 1978[212], et pour lui, la solution aux problèmes des centres villes était évidente : si les personnes qualifiées retournaient dans ces zones démunies, le chômage baisserait et le secteur privé pourrait alors prendre le relais de l'argent public.

Lorsqu'il arriva à la tête du Secrétariat d'Etat à l'Environnement, en 1979, Michael Heseltine poursuivit la politique entamée par le gouvernement précédent mais le ton des commentaires qu'il fit sur les politiques passées fut empreint des valeurs néo-libérales dont Thatcher s'était faite la porte-parole.

Dans sa justification des *Urban Programmes*, Heseltine expliqua que ces projets, tels qu'ils avaient été mis en place par le gouvernement Travailliste, avaient été destinés à « aider ceux qui habitent dans les pires zones urbaines »[213]. Il les qualifiera d'ailleurs de « zones de pauvreté »[214]. Pour lui, les causes de cette situation étaient que les gens qualifiés et fortunés quittaient ces quartiers et que ces fuites ne faisaient qu'aggraver les problèmes d'infrastructures et de chômage. D'après lui, les efforts financiers injectés par le gouvernement Travailliste avant lui furent mal utilisés et n'eurent donc pas l'efficacité attendue.

Pour affronter le problème de concentrated poverty, il expliqua son idée d' «effet de levier » (gearing) et ce qu'il impliquait : l'enterprise culture était censée engendrer un nouveau dynamisme économique et donc jouer le rôle de catalyseur d'un renouveau des zones concernées.

Dans la même idée, afin de redonner toute liberté d'action à l'esprit d'entreprendre, les Conservateurs réduisirent l'importance de l'Etat Providence dès leur accession au pouvoir en

---

[210] *Life in the Jungle. My autobiography*, (2000), de Michael Heseltine, Hodder & Stoughton General Division, London.
[211] Michael Heseltine fut Secrétaire d'Etat à l'Environnement de Margaret Thatcher de 1979 à 1983.
[212] Elle fut présentée et votée par le gouvernement Travailliste mené par James Callaghan, le Ministre de l'Environnement étant Peter Shore.
[213] "*Help those who live in the worst urban areas".*
[214] *Areas of deprivation.*

1979. En effet, Margaret Thatcher pensait qu'il était dommageable à l'économie de la Grande-Bretagne et selon elle, après la crise économique des années 1970, il fallait que l'Etat prenne des mesures draconiennes tout en se désengageant du rôle social qu'il avait tenu depuis des décennies.

Les différents gouvernements Conservateurs qui se sont succédé aux affaires ont souvent accusé les pauvres d'être en partie responsables de leur propre situation socio-économique et ceci de façon implicite. Ils ont souvent parlé, pour justifier leur position, du Cycle de la Pauvreté, d'après la théorie d'Oscar Lewis[215]. Les *Inner Cities* devenaient des lieux sur lesquels il fallait agir afin de les transformer et les rendre compétitifs. Les discours sur la communauté prônaient la prise en main du destin de l'individu par lui-même, l'activation de réseaux d'organisations et d'associations bénévoles.

Dans toutes ces approches, ils reconnurent le besoin de prendre en compte les particularités spécifiques de chaque endroit ainsi que le fonctionnement singulier à l'échelle locale[216] . Cependant, cette politique de la ville fut abordée de différentes manières[217]. Par exemple, la tendance à diluer le rôle des intervenants locaux voulue par les Conservateurs se poursuivit jusqu'à environ 1987-1988.

Pour ces derniers, les politiques locales écrasaient les citoyens de taxes et pénalisaient donc les commerces urbains. C'est ainsi que lors de cette phase, le secteur privé fut considéré comme le partenaire de choix pour s'investir dans la rénovation des quartiers des villes (en particulier par le biais des *Urban Development Corporations*).

A cette époque, la Grande-Bretagne a vu une hausse radicale de la pauvreté et des inégalités salariales. On « redécouvrait » la pauvreté (the rediscovery of poverty). Les zones urbaines défavorisées, désavantagées et nécessitant une intervention d'acteurs extérieurs pour

---

[215] Anthropologue américain (1914-1970, né et mort à New York), Oscar Lewis eut pour professeur, à l'université Columbia, Ruth Benedict. Il mena des enquêtes au Mexique, en Espagne, en Inde, à Porto Rico, à New York. À la faveur de ces recherches, il forgea et introduisit en anthropologie la notion (controversée) de « culture de pauvreté » pour qualifier tout un ensemble de valeurs et de comportements engendrés par la misère : la « sous-culture » propre aux couches les plus déshéritées de la société capitaliste, notamment aux laissés-pour-compte des ghettos urbains.

[216] "*The uniqueness of things happen in a local area"*, dans *Those Inner Cities*, (1988), de Robson, B., Clarendon Press, Oxford, p.9.

[217] "Visions of 'urban renaissance': the Task Urban Force and the Urban White Paper", article de Loretta Lees dans *Urban Renaissance? New Labour, community and urban policy,* (2003), édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 66.

pouvoir subsister, étaient considérées comme un frein, ne participant en rien à la prospérité du pays.

En même temps que l'on redécouvrait l'indigence, l'espérance de vie chutait (causée par la mauvaise qualité des soins). Paradoxalement, les revenus des 20% les plus riches ont été multipliés par 5 entre 1980 et 1991.

A partir de 1979, la pauvreté urbaine a radicalement augmenté, en partie à cause d'un désengagement de l'Etat en ce domaine.

Margaret Thatcher elle-même approuvait le crédo victorien qui distinguait les pauvres « méritants » des pauvres « non-méritants » et qu'il fallait aider ces deux catégories de façon différente.

Elle préconisait un retour à l'éducation de l'autodiscipline et de l'amour-propre[218]. Elle présupposait que l'aide sociale enlevait à l'individu toute volonté de se prendre en charge et d'agir pour se sortir de sa situation peu enviable[219].

Tout au long des années 1980, les gouvernements Thatcher apportaient des réponses politiques aux problèmes qui se posaient à l'époque à la restrusturation de la ville :

- les valeurs de l'entreprise urbaine remplacèrent celles du collectivisme municipal,
- le secteur privé remplaça l'intervention publique,
- les investissements en capital physique furent préférés à l'investissement en capital social,
- la création de richesses remplaça la distribution d'assistance publique, de prestations sociales.

La période de gouvernance des Conservateurs qui s'ouvrit en 1979 et qui se poursuivit jusqu'au milieu de la décennie 1990 avec John Major, allait être celle de la remise en question de l'Etat Providence, de la privatisation d'un grand nombre de services publics et du recours

[218] *The Downing Street Years: 1979-1990*, (1995), de Margaret Thatcher, New York, HarperPerennial, 914 p, p. 627.
[219] *Ibid*, p.676.

massif aux investisseurs privés nationaux et internationaux dans les zones urbaines, en ayant recours à l'arme de la défiscalisation et de la détaxation[220].

Pour cela, il fallait d'après eux que les entreprises reviennent s'y installer afin de proposer des emplois, donner la possibilité aux résidants de consommer et d'accroître ainsi leur niveau de vie, ce qui serait aussi bénéfique pour les entreprises.

Afin d'attirer les entrepreneurs dans ces quartiers qui avaient très mauvaise réputation, le gouvernement de Margaret Thatcher lança des programmes leur permettant ces exonérations de charges et facilitant l'implantation des entreprises.

A cela se sont rajoutées des baisses d'impôts et des augmentations des valeurs de propriétés mis en place par Nigel Lawson[221] à la fin des années 1980. En un mot, l'Etat Providence devenait à cette époque une gêne pour les valeurs mises en avant par le gouvernement Conservateur, c'est-à-dire celles de la Culture d'Entreprise : initiative, auto-assistance, individualisme, indépendance vis-à-vis de l'Etat, intérêt personnel…

Les Conservateurs prirent, dès 1981, des initiatives destinées à imposer leur idéologie en matière de politique urbaine : ils créèrent les *Enterprise Zones*[222] et les *Urban Development Corporation* (UDCs)[223] qui constituèrent le fer de lance de leur stratégie.

---

[220] *Ibid*, p.8.

[221] Nigel Lawson, baron Lawson de Blaby, né à Londres le 11 mars 1932, homme politique britannique membre du Parti Conservateur. Il a été Secrétaire à l'Énergie (1981–1983) puis Chancelier de l'Echiquier (1983–1989) dans le cabinet de Margaret Thatcher, et a été l'un des artisans de sa politique de privatisation et de réforme fiscale. On lui a fait crédit de la baisse du chômage à partir de 1986, mais son échec à convaincre le Cabinet de faire entrer le Royaume-Uni dans le mécanisme de taux de change européen a associé une forte inflation à ses succès microéconomiques. Son opposition à la capitation (*poll tax*) et ses divergences avec Allan Walters, conseiller économique de Thatcher sur la politique monétaire, l'ont finalement poussé à démissionner en octobre 1989. La raison officielle de son départ, « passer plus de temps avec sa famille », est devenue une figure de style du discours politique dans le monde anglo-saxon.

[222] Les onze premières *Enterprise Zones* furent mises sur pied en 1981–1982 et devaient avoir une durée de vie de 10 ans et dans certains quartiers, il n'y eut plus de contrôles de sécurité, ni de contrôle d'occupation des sols.

[223] Les UDCs dépendaient du Ministre des Affaires Etrangères (*Secretary of State*) et eurent pour but de régénérer de grandes étendues de terrains vagues situés dans les centres villes, et de les équiper en eau, électricité, etc… puis de les vendre à des entreprises privées, ceci en :

- Remettant en état les terrains et les bâtiments,
- Encourageant le développement de l'industrie et du commerce,
- Fournissant des logements décents,
- Fournissant des activités sociales pour inciter les gens à y venir.

Dès le départ, on pensa que les Urban Development Corporations seraient les catalyseurs fournissant la structure au sein de laquelle allait prospérer le secteur privé (principal agent du renouveau urbain pour les Conservateurs), mais les résultats escomptés ne furent pas au rendez-vous. C'est dans l'histoire du développement du capitalisme qu'il faut trouver les causes. La politique après 1979 en direction des Inner Cities était liée à l'espoir que la Culture d'Entreprendre conduirait au renouveau économique de ces quartiers. Mais ceci n'a pas été accompagné

Elles accordaient aux entreprises qui venaient s'installer dans les *Inner Cities* une exemption des impôts locaux et des taxes foncières sur les terrains occupés et sur les propriétés bâties.

En 1988, 26 avaient été crées en Grande-Bretagne, mais 11 seulement en centres villes. De nombreuses villes se débattaient pour résister à la réorganisation nationale et internationale. Soit elles n'avaient pas la force nécessaire, soit elles étaient affaiblies par le gouvernement qui préférait donner les pouvoirs légaux au secteur privé.

Ainsi, face à une profonde dégradation des services publics (système éducatif, de santé et de protection sociale), le gouvernement britannique misa longtemps sur un développement laissant la part belle aux forces du marché.

Assez ironiquement, les Conservateurs, dès leur arrivée au pouvoir, ne se démarquèrent pas radicalement de la politique menée par les Travaillistes en matière de politique urbaine[224] et leurs actions sur les *Inner Cities* après 1979 furent largement inspirées par le Livre Blanc Travailliste de 1977 qui avait identifié les problèmes de ces zones comme étant liés à la fragilité de leurs structures économiques.

Nous pouvons dire que jusqu'en 1979, les Conservateurs et les Travaillistes avaient eu les mêmes bases sur lesquelles fonder les politiques à destination des centres-villes défavorisés.

A partir du début des années 1980, et jusqu'en 1997, les idées qui allaient sous-tendre la politique de la ville allaient être :

- l'intervention politique qui peut apporter aide et soutien aux habitants victimes des changements urbains, comme étant l'outil pouvant créer la richesse de ces mêmes zones.

---

d'une dimension sociale bien claire et définie : les poches les plus pauvres des Inner Cities devinrent plus pauvres…

[224] « Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord) », de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p.14.

- le désinvestissement du secteur privé étant la cause principale du déclin économique de nombreuses villes, c'est ce secteur qui était considéré comme étant le seul capable de mener une reconstruction urbaine.

Par exemple, les Conservateurs conservèrent les *Urban Programmes* mais demandèrent au secteur privé[225] de participer de façon plus importante à leur financement, ceci pour pallier la baisse de l'aide publique.

L'Etat Conservateur continua, par exemple, à insuffler de l'argent dans les programmes urbains, non plus pour assister l'individu, mais pour promouvoir :

- l'intérêt individuel,
- l'entreprise privée,
- la promotion du capital.

Et ceci créa en Grande-Bretagne, comme dans toute économie avancée, un schéma de développement urbain intensément inégal.

L'accent fut aussi mis sur la valorisation des terrains et des bâtiments pour entraîner le renouveau économique des villes. Les finances publiques allaient être utilisées pour permettre aux entreprises de venir s'installer dans les centres-villes et pour lutter contre le vieillissement des installations.

D'ailleurs, les *Urban Programmes* furent révisés dès 1980 pour affirmer encore plus l'orientation économique des projets antérieurs. Mais la population n'était pas consultée. Les lois du marché dominaient, sans prendre en compte les besoins ou les aspirations des individus. La planification et la régulation étant perçues comme un étranglement de la croissance économique[226].

Les gouvernements Thatcher abandonnèrent tout projet ayant une envergure sociale, favorisant plutôt l'économie. Ils utilisèrent les fonds publics pour promouvoir des projets

[225] « Evolution, Definition and Purpose », article de Peter Roberts dans *Urban Regeneration : A Handbook*, (2000), de Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p.30.
[226] *Saving our cities: freeing entreprise in the inner area,* (1978), publié par le Bow Group publications, London.

destinés à prospérer grâce au marché privé, comme par exemple la construction des Docklands[227] qui est un projet plus ciblé sur la dimension économique.

Les ressources furent aussi orientées vers ce que pouvaient rapporter les projets plutôt que sur le fonctionnement[228].

De même, les Conservateurs abandonnèrent les *Inner City Partnerships* (qui tentaient de créer de nouveaux liens entre les gouvernements central et local ainsi qu'avec les communautés).

Ils déployèrent des programmes qui furent focalisés sur la croissance économique et le gouvernement Thatcher commença à réduire drastiquement le rôle des Autorités et d'autres partenaires locaux dans la gestion des politiques urbaines[229]. Curieusement, un régime adepte de la décentralisation affaiblit les pouvoirs locaux et la réponse des gouvernements Thatcher au déclin urbain peut être caractérisé par :

- la centralisation,
- la privatisation du pouvoir.

A partir de 1979, de nombreuses autorités locales avaient réalisé que leurs industries traditionnelles disparaissaient, processus accéléré par la politique macro-économique de Margaret Thatcher (en particulier à cause des coupes dans le budget de dépenses publiques). De nombreuses autorités locales dirigées par des Travaillistes se sentirent obligées d'intervenir pour renverser la tendance qu'avait l'Etat à abandonner les politiques locales.

Les gestionnaires locaux s'engagèrent dans la création d'entreprises économiques, de parcs scientifiques, d'emplois de proximité et s'appliquèrent à fournir du travail à ceux que les forces du marché avaient marginalisés. Les autorités locales les plus interventionnistes accordèrent même des bourses ou des prêts à des entreprises.

---

[227] "Developing London's Docklands", (1990), de Brownhill, S., dans *London Docklands: The Challenge of Development*, (1992), de Chapman Paul et Ogden, P., (ed) Cambridge: Cambridge University Press.
[228] *Ibid.*
[229] C'est du début des années 1980 que date aussi une politique urbaine favorisant les initiatives gouvernementales liées à des logiques d'entreprises (action qui fut prioritaire jusqu'aux années 1990).

Mais les effets furent minimes car :

- les forces du marché étaient trop fortes et l'action des autorités ne pouvait rien contre,
- les autorités avaient été limitées par le gouvernement central dans les impôts qu'elles pouvaient lever et le financement fut insuffisant,
- les *Metropolitan County Councils* avaient la prédominance dans le développement économique local (ils furent d'ailleurs abolis en 1986 par Thatcher car leur rôle était trop important).

Au début de l'année 1981, à la suite des émeutes de Londres, Liverpool et Manchester notamment, la politique urbaine fit l'objet de plusieurs révisions.

Les villes ou quartiers les plus touchés, comme Brixton à Londres, firent l'objet d'une étude approfondie confiée à Lord Scarman. Le budget consacré aux centres-villes augmenta fortement passant de £50 millions en 1979-1980 à £350 millions en 1983-1984, auxquels se rajoutaient les efforts réalisés par les collectivités locales[230].

C'est au cours de cette décennie que le gouvernement Thatcher accusa le secteur public d'être la cause des problèmes des *Inner Cities* dues à des :

- des dépenses inappropriées,
- une planification trop lourde,

et même si au cours des années 1980, ce sont les autorités locales qui étaient les plus grands pourvoyeurs d'emplois, le gouvernement Conservateur utilisa trois méthodes pour réduire leurs pouvoirs[231] :

- imposition de limites strictes sur leurs ressources et leurs dépenses,

[230] *Ibid.*
[231] Le plan du gouvernement qui visait à un désengagement de l'Etat et à réduire la taille du secteur public ne comptait pas donner aux autorités locales plus de pouvoir, mais plutôt à favoriser le secteur privé.

- privatisation ou déréglementation de nombreux services locaux pour accroître la compétitivité,
- évaluation des autorités locales en informant le public des résultats pour qu'il connaisse les performances et puisse sanctionner par le vote.

Le financement de ces autorités locales fut aussi modifié :

- les impôts sur les propriétés furent abolis et remplacés par la *Poll Tax*[232],
- les *Metropolitan County Councils* furent abolis dans les 6 plus grandes zones urbaines (elles étaient composées de membres élus),
- les locataires de logements publics eurent le choix de voir leur habitat géré par des entreprises privées en partie financées par le gouvernement.

Mais les grandes villes britanniques, souvent dirigées par le Parti Travailliste, considéraient que le secteur public était le seul à pouvoir s'opposer à l'hémorragie résultant du désinvestissement de secteur privé du cœur des villes. Les autorités locales, au cours des années 1980, tentèrent d'adopter des stratégies visant à s'attribuer la responsabilité du développement économique[233].

Les Conservateurs posaient comme postulat que le développement économique était gêné par une bureaucratie et une imposition trop importantes imposée par les Travaillistes. Ils pensaient aussi qu'en supprimant tout contrôle financiers et toute présence physique dans certaines parties de la ville, des investissements arriveraient et des emplois seraient créés.

On peut expliquer ceci en partie par des raisons politiques, par la volonté de soulager l'Etat de la charge financière que représentaient les budgets qu'il allouait aux programmes de politique urbaine.

---

[232] La *poll tax* (mot anglais signifiant capitation), officiellement appelée *Community Charge*, est un impôt forfaitaire par tête instauré au Royaume-Uni par le gouvernement de Margaret Thatcher en 1989. Entré en vigueur en 1990, il fut jugé très inégalitaire par les couches les plus modestes de la population, sans distinction de revenu ou de capital, et était d'autant plus lourd pour les foyers les plus pauvres. Ce nouvel impôt provoqua des émeutes (*poll tax riots)* le 31 mars 1990 à Trafalgar Square. La *poll tax* fut l'une des causes de la chute de Margaret Thatcher. Les membres de son gouvernement lui demandèrent de renoncer à cette mesure, mais elle se montra inflexible. La *poll tax* fut supprimée par John Major et remplacée en 1993 par la *Council Tax*, un impôt plus progressif.

[233] « Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord) », de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p.14.

Pourtant, le gouvernement Conservateur réaffirma son engagement dans la régénération des centres-villes défavorisés lors de la campagne pour les élections de 1987, et en 1988, le Cabinet du Premier Ministre publia une brochure largement distribuée et intitulée *Action For Cities*[234] où étaient données les grandes lignes du programme gouvernemental.

Un Ministre chargé des *Inner Cities* fut nommé et trois principes devaient guider l'action des gouvernements Conservateurs successifs :

- assurer la rénovation économique des centres villes,
- améliorer leur environnement,
- adapter les services et les infrastructures aux besoins locaux.

Une plus grande part fut donnée à l'initiative individuelle et privée, et à un retrait progressif de la présence de l'Etat, tout en faisant payer le prix fort pour les services fournis par celui-ci.

Ce choix politique affecta tous les secteurs touchant à l'organisation urbaine :

- la planification,
- l'éducation,
- le logement,
- l'assistance publique,
- les finances,
- les transports.

Une des solutions qui permettraient de combattre la pauvreté serait de réduire les différences entre les salaires mais le problème est que la pauvreté est un concept relatif.

La Culture d'Entreprendre est donc un mythe et non pas une réalité : le secteur privé n'a pas été capable de régler les problèmes de la pauvreté et cela à cause de mesures inappropriées de la part du gouvernement en temps de récession économique.

[234] *Action for Cities,* (1988), Her Majesty Stationery Office, London.

L'indépendance de l'individu vis-à-vis de l'Etat avait été une caractéristique de la conversion de Thatcher à la politique monétariste[235]. Pour elle, la Culture d'Entreprendre devait fournir le remède de base d'une régénération économique et était supposée s'affranchir de la sous-culture de la pauvreté, en ayant pour buts de favoriser :

- la prise d'initiatives par les individus,
- la prise en main par les individus de leurs problèmes,
- l'individualisme,
- la recherche de l'intérêt personnel
- l'indépendance vis-à-vis de l'Etat.

Dans ses écrits, Michael Heseltine utilise le terme de culture shift pour parler du changement qui doit s'opérer dans l'esprit des personnes en ce qui concerne l'intervention de l'Etat dans l'économie.

Il évoquait (même s'il n'en parlait pas ouvertement) le Darwinisme social, c'est-à-dire la sélection naturelle appliquée aux sociétés humaines : les mesures drastiques devaient être les critères de sélection naturelle, et son discours était parsemé de termes tels que :

- « les adolescents doués »,
- « les entrepreneurs aspirants »
- « ceux qui ont la ressource de choisir »,

c'est-à-dire qu'on allait donc aider ceux qui étaient capables de progresser sur le long terme.

Cette culture d'entreprise avait déjà timidement été engagée sous le gouvernement Travailliste, mais plus timidement : on avait commencé à demander aux personnes les plus

[235] Ce n'est pas Milton Friedman mais Karl Brunner qui le premier a utilisé le terme de monétarisme dans un article publié en 1978 dans la revue de la Banque Fédérale de Réserve de Saint-Louis. Le courant monétariste connut en effet un fort développement dans les années 1960 grâce aux travaux de l'école monétariste au sein de l'université de Chicago et de la Banque Fédérale de Réserve de Saint-Louis. Milton Friedman en est le principal théoricien, notamment à travers son Programme pour la stabilité monétaire publié en 1960.
L'idée fondamentale des monétaristes est que la monnaie joue un rôle clé à deux niveaux : à long terme, la monnaie agit sur le taux d'inflation moyen et à court terme, elle explique, en particulier les récessions les plus sévères.

défavorisées de faire un effort pour prendre leur destin en main et de trouver des solutions à leurs difficultés à vivre, tout ceci avec le support de l'Etat. Mais, comme nous l'avons déjà dit, c'esta vec l'arrivée des Conservateurs au pouvoir qu'elle prit une approche néo-libérale, et les plus pauvres, les plus démunis qui n'allaient pas agir pour se tirer de leur situation de désespoir, allaient être laissés sur le bord du chemin… Dans cette optique, Michael Heseltine instaura donc une nouvelle politique : la « politique de régénération économique »[236].

Les nouveaux acteurs clés de ce processus de politique urbaine devenaient les entrepreneurs du secteur privé dont l'expertise, les moyens ainsi que leurs relations avec les programmes plus généraux voulus par le gouvernement deviendraient la base de tout programme de rénovation urbaine.

En 1989, *l'Audit Commission for Local Authorities and Health Services* a fortement critiqué la prolifération des initiatives et les a qualifiées de «*patchwork quilt of complexity and idiocrasy*»[237].

A la fin des années 1980, le gouvernement Conservateur s'éloigna définitivement du traitement social des difficultés urbaines et l'accent fut mis sur le renouveau économique. L'idéologie des *Urban Programmes* était devenue la suivante :

« Aider l'entreprise individuelle et les commerces locaux, encourager la prise en main par l'individu de son destin et réduire sa dépendance vis-à-vis des services sociaux »[238].

Le gouvernement allait maintenant compter sur les autorités locales pour développer et fournir les services d'aide destinées à promouvoir la prise en main par les individus de leur existence. Le gouvernement envisageait l'aide à apporter à ces résidents nécessiteux comme devant être conjointe entre les initiatives lancées par lui-même et celles des localités.

En même temps, dans le pays, au sein même du Parti Travailliste, naissait un courant composé des nouveaux résidants urbains, jeunes sympathisants souvent fonctionnaires de

---

[236] *Economic Regeneration Policy*.
[237] "Audit Commission for Local Authorities and the National Health Service in England and Wales", (1989), *Urban Regeneration and Economic Development: The Local Government Dimension*, HMSO.
[238] "*To encourage indidual enterprise and help local business (and to) encourage self-help and reduce dependency on social services", The Enterprise culture and the Inner City*, (1993), de Deakin, N. et Edwards, J., London – Routledge, p.60.

classe moyenne, qui adoptèrent une tendance plus à gauche en réaction aux échecs des Travaillistes dans les années 1970 et à la politique de Thatcher prônant le libre-marché.

Poussés par les demandes de leur électorat et la nécessité de se démarquer nettement des programmes lancés par les Conservateurs, les Travaillistes adoptèrent au début des années 1980 un ordre du jour qui comportait :

- un fort accent mis sur le rôle du secteur public dans le renouveau urbain, et en particulier sur l'emploi du secteur public,
- une intervention radicale sur le marché privé pour renforcer la place des travailleurs et encourager des formes plus démocratiques de propriété et de contrôle plus citoyen,
- des efforts soutenus pour fournir un emploi à long terme dans des entreprises britanniques,
- des tentatives pour promouvoir l'égalité des chances dans la recherche d'emploi,
- et enfin, la promotion de l'engagement de la communauté dans la gestion économique.

Ce sont d'ailleurs ces principes qui allaient être la base de la politique urbaine développée plus tard par le Parti New Labour lorsqu'il arriva aux affaires en 1997.

Dans les années 1980, l'accent a été mis sur le lien entre l'activité économique et la rénovation urbaine : l'Etat avantageait la production de l'offre et la demande devait ainsi être stimulée. Malheureusement, la récession économique de la fin de la décennie et du début de la suivante rendit de nombreux projets inefficaces.

Dans cette optique consistant à faire participer tous les intervenants et de leur donner la parole, même si la voix des groupes communautaires issus des quartiers perdait de sa prééminence en étant noyée dans la rhétorique globale de la diversité des acteurs, ce travail en commun de tous les acteurs était considéré vital pour mener à bien des réformes raisonnées.

On pensait que « l'approche favorisant les partenariats avait pour effet de réduire les conflits, et de forcer les différents secteurs à s'engager dans une politique du consensus »[239].

On assista donc à un recadrage des politiques urbaines et ce fut donc la naissance des partenariats entre les secteurs public et privé, notion qui perdurera d'ailleurs tout au long de la décennie suivante, celle des années 1990.

II – 11 - 3 : du début de la décennie 1990 à l'arrivée au pouvoir des Travaillistes en 1997.

C'est à ce moment qu'apparut le besoin pressant de reconnaître les particularités de chaque lieu et que donc la nature des problèmes urbains variaient d'une zone à l'autre : ce principe ne devait plus rester lettre morte.

En 1988, les programmes *Action for Cities* marquèrent un tournant dans la politique du gouvernement central. En effet, ils accordaient de nouveau un rôle prépondérant aux collectivités locales en matière de rénovation urbaine : elles étaient supposées se mettre à la recherche de budgets, auprès des entreprises privées, pour financer les programmes destinés à rénover leurs zones…

Par exemple, en 1991, furent initiés les *City Challenges*[240] dans le but de transformer les zones urbaines les plus dégradées, et c'est Michael Heseltine, en tant que Ministre de l'Environnement, qui proposa cette approche différente et plus bienveillante à l'égard des collectivités locales[241].

---

[239] "*The partnership approach has the effect of reducing conflict, forcing the different sectors to engage in consesnsus politic*s", Colenutt B. et Cutten, A., (1994), Community empowerment in vogue or vain?, dans *Local Economy*, vol 9, p. 239.

[240] *City Challenge* a été lancé en 1991 par le Département de l'Environnement (DoE) de Grande-Bretagne pour favoriser la régénération urbaine via le développement du partenariat entre secteur public et secteur privé. Lors du premier tour pour l'attribution de financements, onze villes «pilotes» se virent proposer £37,5 millions chacune sur 5 ans pour développer aussi bien des infrastructures que des actions de formation afin d'améliorer leur attractivité vis-à-vis des entreprises et investisseurs. Lors du second tour, 20 villes bénéficièrent de financements comparables, tandis que le troisième tour fut ajourné en raison de la mise en oeuvre d'une nouvelle procédure dans le cadre du Single Regeneration Budget (S.R.B.) qui permettait un élargissement du système, intervention de Blake R. N. E, lors du Congrès « Les politiques urbaines en France et au Royaume-Uni », Séminaire, Lille, France (06/02/1997), paru dans la revue *Hommes et terres du Nord* , ISSN 0018-439X, Editeur Université de Lille 1, Villeneuve d'Ascq, France (1963-2005).

[241] Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord), de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p.15.

Ces projets invitaient les collectivités locales à rechercher des financements auprès des secteurs privé, public mais aussi auprès des associations de bénévoles[242]. L'accent fut mis sur la rénovation économique de ces endroits. On tenta «également d'améliorer la qualité de vie dans des *Inner Cities* sélectionnées, en intégrant les services sociaux et de santé, l'emploi et la formation, l'amélioration de l'environnement et les initiatives de prévention de la délinquance[243].

Dans ce *City Challenge*, apparut l'idée de compétition nationale entre les autorités locales, et indirectement les groupes communautaires et volontaires. L'enjeu était de susciter des programmes innovants[244]. Ce programme représentait le gros de l'investissement de l'Etat dans la politique urbaine[245] et il encourageait tout particulièrement les approches intégrées des problèmes urbains en traitant ensemble des questions aussi variées que l'emploi, la formation, l'éduction des enfants, l'habitat, l'environnement, la criminalité et la sécurité[246]. Les quartiers sélectionnés par le gouvernement pour bénéficier du *City Challenge* reflétaient plus la réalité socio-cultuelle des problèmes urbains, et la cible n'était plus les quartiers centraux des années 1960 et 1970[247].

A travers ces stratégies, l'objectif était de replacer les quartiers en difficulté dans le courant économique des villes en créant des relations entre ces territoires et le reste de la cité : c'était un retour vers un « people-centered » concept de régénération urbaine après une période centrée sur les territoires industriels[248].

Dans la continuité, apparut en 1994 *Single Regeneration Budget* (*SRB*), lancé par le Ministère de l'Environnement. Il consistait en une série d'initiatives et de financements visant à redorer le blason des quartiers : vingt programmes, gérés jusque là par cinq ministères, furent regroupés en un seul budget de £1,4 milliard ce qui permit de retirer les dispositifs

---

[242] Evolution, Definition and Purpose, article de Peter Roberts dans *Urban Regeneration : A Handbook*, (2000), de Peter Roberts et Hugh Sykes, Sage Publications, p.30.
[243] *Ibid.*
[244] *Ibid*, p.16.
[245] *Ibid*, p.31.
[246] *Ibid*, p.11.
[247] *Ibid.*
[248] "Housing Neighbourhoods and Urban Regeneration", article de Cameron, S. et Doling, J., (1994), dans *Urban Studies*, Vol. 31, p. 1218.

existant, comme *City Action Teams* et *Task Forces*[249]. Voici un tableau présentant la liste des programmes du *Single Regeneration Budget*[250] qui dépendaient chacun d'un ministère mais étaient financés par un budget unique.

Ministère Responsable	**Programmes**
Education	- Grants for Education Support and Training (Part)
Emploi	- Business Start-Up Scheme - Compacts/InnerCity Compacts - Education Business Partnerships - Local Initiative Fund - Programme Development Fund - Teacher Placement Scheme - TEC Programme
Environnement	- City Action Teams - City Challenge - Urban Programme - Estate Action/Housing Action Trusts - *Inner City* Task Force - Urban Development Corporations - Urban Regeneration Agency
Commerce et Industrie	- Regional Enterprise Grants (plus English Estates)
Intérieur	- Safer Cities[251] - Section11 Grants (Part) - Ethnic Minority Grant - Ethnic Minority Business Initiative

Dans les années 1990, on assista donc à de nombreux ajustements.

[249] En 1985 avaient été créées les *City Action Teams* et les *Task Forces*. Michael Heseltine en fut l'initiateur et voulut marquer les esprits en entraînant derrière lui des entrepreneurs et leur montrant que les centres villes avaient des potentialités et de la bonne volonté. De nombreux projets audacieux ne furent pas retenus par le Gouvernement mais ses idées firent leur chemin.
Ce sont des équipes de fonctionnaires qui étaient chargées d'attirer les investissements privés mais le manque de coordination et le peu d'intérêt porté par les investisseurs entraîna l'échec de cette tentative.
[250] Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord), de Claude Jacquier, (novembre 2003), CERAT – Institut d'Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités», p.16.
[251] Pour un bilan du programme *Safer Cities*, accéder au site :
http://www.popcenter.org/problems/burglary_retail/PDFs/fcpu45.pdf

Par exemple, on jugea importante la nécessité de prendre en compte les objectifs de développement durable pour l'environnement. Ainsi, l'héritage du passé devait maintenant être pris en considération mais en étant adapté aux circonstances actuelles dans les choix de politique urbaine.

La période 1990-1997 fut celle de la reprise en main de la politique urbaine par le gouvernement central, d'une certaine subjectivité, d'un contrôle accru.

La renaissance urbaine voulue par l'Etat à partir des années 1990 a été qualifiée par certains de « tentative qui est allée le plus loin »[252].

On commença aussi à considérer qu'il était important de s'assurer que les zones urbaines concernées et qui allaient donc accueillir des programmes de renaissance, allaient pouvoir amener une contribution positive à l'économie du pays.

En effet, le nombre de personnes vivant au dessous du seuil de pauvreté était passé de 5,3 millions en 1961 à 11,5 millions en 1994 et cette même année, la moitié de la population britannique possédait, à elle seule, 93% de la richesse nationale. Près de 14 millions de Britanniques faisaient partie d'un foyer fiscal dont les revenus atteignaient, au mieux, 50% du salaire moyen (840 euros par mois environ), ce qui est le seuil de pauvreté pour l'OCDE.

Tandis que la population de la Grande-Bretagne s'appauvrissait, les villes comportaient de plus en plus de zones dépourvues où s'accumulaient les difficultés sociales.

La renaissance urbaine voulue par les Travaillistes dès leur arrivée au pouvoir en 1997 était porteuse de grands espoirs et il était à prévoir, puisqu'elle allait être menée par un gouvernement de gauche, qu'elle porterait en grande partie sur les aspects sociaux de la rénovation des villes.

La ville allait devenir un chantier social pour redorer le blason des zones urbaines les plus démunies et redonner envie aux citoyens qui l'avaient quittée de revenir y vivre[253].

---

[252] « *Urban renaissance goes the furthest* », dans l'article « Visions of urban renaissance: the Urban Task Force and the Urban White Paper », de Loretta Lees dans *Urban Renaissance? New Labour, community and urban policy,* (2003), édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 66.

Un des premiers gestes politiques du gouvernement Travailliste fut de réformer la gouvernance politique de la capitale. Une des premières mesures qui fut prise, visant à redonner leur voix aux résidants de la capitale, fut de rétablir l'élection du Maire de Londres : cette proposition d'avoir à nouveau un Maire élu pour la capitale britannique en est une qui marqua le premier mandat des Travaillistes et fut hautement symbolique[254].

En effet, ce poste avait été supprimé par le gouvernement Conservateur de Margaret Thatcher avec la volonté de replacer Londres sous le giron du gouvernement national puisque ce poste avait été historiquement détenu par les Travaillistes, donc par des opposants au gouvernement de droite.

III - La gouvernance politique de Londres.

C'est à Londres que les difficultés urbaines sont les plus évidentes, et plus elles sont omniprésentes, plus elles posent des problèmes aux résidants dans leur vie quotidienne. Et dans certains quartiers du centre ville de la capitale britannique, elles sont très vives et difficiles à gérer.

Comme nous l'avons vu précédemment, les gouvernements britanniques successifs ont tous essayé d'appliquer leurs solutions, toutes motivées par une idéologie politique, Londres ayant souvent été la ville où ont été expérimentées les initiatives les plus innovantes, réussies ou pas.

Tony Blair a voulu, comme ses prédécesseurs, marquer de sa patte son passage au 10 Downing Street en matière de rénovation urbaine.

Pour régler les difficultés inhérentes à Londres, ville gigantesque et à l'organisation complexe, il allait falloir revoir sa gouvernance politique. Par ce biais, pourrait être introduite la réforme de la délivrance des services publics.

---

[253] "*With the aim of reinvigorating urban areas to make them both desirable places to live and at the same time more environmentally sustainable*", DETR, (2000), cité par Loretta Lees dans *Ibid.*

[254] Nous consacrerons plus bas une partie sur la réforme de la gouvernance de la capitale qui était un point majeur de la politique de renouveau de la gestion locale voulue par les Travaillistes.

III – 1 : historique de la gestion politique de Londres.

L'histoire d'un gouvernement pour la ville de Londres remonte au milieu des années 1850 avec *Metropolitan Board of Works*[255] (qui fut créé sous l'égide de la loi *Metropolis Management Act*[256]), puis *London County Council*[257] créé en 1888.

Avant cette date, les dirigeants n'avaient pas considéré que la gestion de la capitale britannique présentait des caractéristiques qui exigeaient une approche particulière par rapport aux autres villes britanniques.

C'est donc au milieu du XIXème siècle, avec les formidables nouveautés engendrées par la Révolution Industrielle, changements économiques, industriels mais aussi sociaux, qu'est née la volonté de considérer Londres à part et de lui consacrer une gestion qui lui serait propre.

London County Council vécut jusqu'au 1er avril 1965[258], date à laquelle fut créé *Greater London Council*[259] : cette entité fut formée sous les auspices de la loi de 1963, *London Government Act*[260], qui avait vu le jour après les recommandations formulées par une commission nommée en 1957. Cette commission avait eu pour feuille de route d'envisager le gouvernement local sous un nouveau jour.

---

[255] Le *Metropolitan Board of Works (MBW)* a été l'outil principal du gouvernement de Londres de 1855 jusqu'à la création du *London County Council* en 1889. Il était chargé de fournir les infrastructures nécessaires à la croissance très rapide de la capitale. Le MBW était composée de membres nommés et non pas élus et son manque de transparence auprès du public l'a rendu impopulaire, plus particulièrement à la fin de son existence où il fut rongé par la corruption.

[256] La loi *Metropolis Management Act* de 1855 créa le *Metropolitan Board of Works*, l'entité administrative qui coordonna les infrastructures de londres de 1855 à 1965. Cette loi installa aussi les gouvernements locaux constitués de «vestries » et de bureaux par districts (*district boards of works*).
http://www.opsi.gov.uk/RevisedStatutes/Acts/ukpga/1855/cukpga_18550120_en_1

[257] Le *London County Council (LCC*) fut le bras gouvernemental de Londres de 1889 à 1965 et fut le premier corps à être directement élu. Il couvrait une zone connue aujourd'hui pour être Inner London et fut remplacé par le *Greater London Council.*

[258] *"(The London County Council was) perhaps the first unified government the settlement had enjoyed since it had been Londinium",* dans le chapitre "Bumbledom? London's politics 1800-1890 », dans *London: A Social History*, (1996), de Roy Porter, première édition Hamish Hamilton en 1994, puis réédité par Penguin Books.

[259] Le *Greater London Council (GLC)* était le corps administratif le plus élevé du gouvernement local pour le Grand Londres de 1965 à 1986. Il remplaça le *London County Council (LCC)* qui couvrait un domaine beaucoup plus petit.
http://www.britannica.com/EBchecked/topic/244020/Greater-London-Council

[260] La loi *London Government Act* fut votée en 1963 et fut celle qui reconnut officiellement le *Greater London* tout en créant une nouvelle structure de gouvernement pour Londres.

Suivant les conseils émis par celle-ci, *Greater London*[261] vit donc le jour en 1965, qui fut administrativement géré jusqu'en 1986 par le *Greater London Council*, zone administrative bordée par les Counties de :

- Essex*,
- Hertfordshire*,
- Buckinhamshire,
- Berkshire,
- Surrey*,
- Kent*[262].

Il y eut donc la volonté de morceler l'autorité au sein de la capitale britannique en différentes zones au lieu d'en préserver l'unité et on peut se demander pourquoi.

La réponse la plus courante est que ce découpage et cette nouvelle structure permettaient de faire respecter les besoins spécifiques des différents *borough*s et d'utiliser au mieux les possibilités locales.

Chaque *borough* de Londres est rattaché au gouvernement central mais il n'en est pas l'agent. Chacun interprète la politique centrale pour mieux servir les intérêts locaux et comme le disait J.B. Cullingworth[263] en 1979 :

> « Les autorités locales ne sont pas, il faut bien le noter, des 'agents' du gouvernement central. Ce sont des corps statutaires indépendants, élus localement par les résidants de chaque secteur, et à n'importe quel moment, un grand nombre d'entre eux sont de couleur politique totalement différente de celle du gouvernement en place. Ce sont des 'citadelles du pouvoir local', et à travers le gouvernement central, il leur est possible d'influencer la politique nationale… C'est dans l'interprétation détournée ou emphatique de la politique centrale par les

[261] *Greater London* est l'entité administrative qui couvre Londres. Elle fut officiellement créée en 1965. Elle forme la région de Londres (*London Region*) et la circonscription de Londres représentée au parlement Européen. Elle a le Produit Intérieur Brut le plus important du Royaume Uni et couvre une superficie de 1579 km2 (609 square miles) et en 2006, sa population était estimée à 7 512 400 habitants. Elle est bordée par les *Home Counties* de Essex et Hertfordshire à l'Est et par Buckinghamshire, Berkshire, Surrey et Kent au Sud.

[262] Les *Counties* suivis de l'astéristique virent certaines de leurs parties absorbées par le *Greater County Council* lors du redécoupage de 1965.

[263] *Essays on Housing Policy, the British scene*, (1979), de Cullingworth, J. B., publié par George Allen et Unwin, p.8.

Conseils locaux, et du degré d'approbation ou le refus qu'ils manifestent que réside leur propre pouvoir. Ils n'ont pas les garanties sur papier que les états d'un système fédéral possèdent, mais ils détiennent une partie de la réalité du pouvoir qui provient du fait qu'ils soient 'sur place', qu'ils connaissent les qualités propres et les exigences des personnes dont ils ont la charge, et aussi du fait qu'ils seraient coûteux et difficiles à remplacer si le gouvernement central n'en était pas satisfait ».

Avant 1965, la capitale britannique était divisée en 12 *borough*s. Les 32 *borough*s actuels se répartissent de la façon suivante[264] :

- **13 *Inner Borough*s** de Londres : Camden, City of London, City of Westminster, Greenwhich, Hackney, Hammersmith and Fulham, Islington, Kensington and Chelsea, Lambeth, Lewisham, Southwark, Tower Hamlets, Wandsworth.
- et de **19 *Outer Borough*s :** Barking and Dagenham, Barnet, Bexley, Brent, Bromley, Croydon, Ealing, Enfield, Haringey, Harrow, Havering, Hillingdon, Honslow, Kingston upon Thames, Merton, Newham, Redbridge, Richmond upon Thames, Sutton and Waltham Forest.

On a certainement du aussi penser que cette division administrative allait permettre à chaque citoyen d'être plus proche des affaires publiques le concernant, donc de s'intéresser plus activement à l'endroit où il habite, et de s'impliquer en même temps à la politique de son pays.

Même si toutes les recommandations de la commission de 1957 ne furent pas suivies, la grande nouveauté qu'elle permit fut la création du *Greater London Council* qui fut bien bâti sur les restes du *London County Council.*

Le rôle de la nouvelle entité fut celui de coordonner les politiques des différents *borough*s et de définir une stratégie commune à cette vaste zone urbaine.

Dans le même temps, de nombreuses prérogatives ayant été entre les mains du *London County Council* furent transférées dans celles des élus des 32 *borough*s nouvellement créés,

[264] Annexes, page 547.

comme par exemple, la gestion des services de santé et des fonctions d'organisation urbaine, permettant ainsi la réorganisation de la gestion de Londres.

La gestion de ces *borough*s fut confiée à des assemblées élues qui devenaient responsables de la gestion quotidienne des zones urbaines concernées.

Greater London Council fut remplacé en 1986 par *Greater London*, et même si c'est son manque d'efficacité qu'on invoqua pour son abolition, la raison essentielle fut politique : il avait été dirigé depuis 1934 par le parti Travailliste et le gouvernement Conservateur a voulu mettre fin à cette situation en abolissant cette entité administrative de la gestion de Londres, considérant que les élections étaient à sens unique[265].

Il est vrai que de 1981 à 1986, son leader Ken Livingstone, du Parti Travailliste, avait mené une politique de programmes sociaux coûteux[266], qui n'avaient pas eu de résultats probants et qui étaient à l'opposé de la politique voulue par les Conservateurs alors au pouvoir.

Et en même temps, le gouvernement Conservateur en profita donc pour supprimer le poste de Maire de Londres[267] et reprendre en main la gestion de la capitale.

Du même coup, les pouvoirs de ce dernier furent répartis entre plusieurs gestionnaires, dont les *borough*s de Londres, les Comités *Inter-London* ainsi que d'autres institutions.

---

[265] En avril 2009, est soulevée en France une question sur le bien-fondé de la création d'une nouvelle entité administrative qui regrouperait Paris et les départements autour pour une meilleure gestion des infrastrutures composant l'espace. En effet, cette zone regroupe environ 12 millions d'habitants et les transports, l'aménagement ou même la gestion publique (entre autres) des villes et territoires la composant étant interdépendants, des observateurs ont insisté sur le besoin de les confier à une assemblée élue et à un Maire aux pouvoirs étendus, comme à New York ou à Londres, par exemple.
Le 29 avril 2009, le Président français, Nicolas Sarkozy, a révélé son projet d'aménagement du Grand Paris pour les 20 années à venir, mais il a rejeté l'idée de la création d'une telle entité administrative. Une des raisons avancées pour ce refus présidentiel et donnée par un journaliste sur France Inter le 30 avril, est que vue la composition sociologique de la zone concernée (l'Ouest étant grand pourvoyeur d'emplois et l'Est abritant des départements densément peuplés de résidants plus démunis), le Maire élu aurait de grande chance d'être issu d'un parti politique de gauche… L'idée de ce contre-pouvoir puissant serait donc inacceptable pour le chef de l'exécutif français… (Remarque personnelle).

[266] C'est en raison de son passé de trostkiste ainsi que des attitudes et des positions très en faveur de mesures sociales fortes consommatrices de financements publics, lorsqu'il était à la tête du *Greater London Council* de 1981 à 1986, que fut attribué à Ken Livingstone le surnom de Red Ken, Ken le Rouge.

[267] http://www.britannica.com/EBchecked/topic/244020/Greater-London-Council

III – 1 – 1 : *Greater London* et *Greater London Authority*[268].

Greater London est donc l'entité administrative qui couvre Londres depuis 1965.

Au cours des années 1980 et 1990, le faible taux de participation dans les élections locales et nationales avait accentué le sentiment d'illégitimité des gouvernements Conservateurs successifs[269] et ralluma le désir de délégation politique. En même temps, le sentiment de déconnection du gouvernement d'avec les attentes des citoyens devenait plus vif. C'est ce déficit démocratique qui conduisit le gouvernement Travailliste à faire des propositions pour des changements significatifs en ce qui concernait les gouvernements décentralisés.

Le début de la décennie 1990 fut l'époque où on commença à envisager un changement radical quant à la façon de gérer Londres, certaines prérogatives du gouvernement central passant dans les mains d'autres entités.

La volonté de créer un nouveau type de gouvernement dans la capitale britannique apparaissait déjà dans le document publié par le Parti Travailliste en 1995 *A Choice for England*[270] (qui délimitait leur vision de la gouvernance de l'Etat au cas où il reviendrait au pouvoir lors des élections générales de 1997) où l'on préconisait la formation en Angleterre d'assemblées régionales avec des pouvoirs limités. Un autre document avait recommandé la création d'Agences Régionales pour le Développement qui seraient le bras exécutif des assemblées régionales.

En arrivant aux affaires en mai 1997, le nouveau gouvernement Travailliste mit en pratique sa vision du gouvernement régional : fut créé le Ministère de l'Environnement, des Régions et des Transports avec à sa tête le Vice-Premier Ministre, John Prescott.

---

[268] La *Greater London Authority* (*GLA)* est l'administration en charge de la gestion du *Greater London*, l'une des 9 régions anglaises, et ce depuis 1999.
[269] C'était aussi le cas en Ecosse et au Pays de Galles.
[270] http://openlibrary.org/b/OL18538241M/choice-for-England

En 1998, les services du Vice-Premier Ministre publièrent le projet de loi sur les Agences Régionales pour le Développement et en avril 1999, huit virent le jour, excluant Londres[271].

Dès juillet 1997, le Ministre de l'Environnement, des Transports et des Régions avait publié un document jetant les bases de *Greater London Authority* pour réorganiser la gestion de Londres. Cette entité fut créée en 2000.

Ce document fut d'ailleurs le point de départ d'une politique de rupture d'avec les politiques pour Londres menées précédemment.

Cette autorité est le maillon commun entre les différents centres de décisions du gouvernement de Londres introduits par les Travaillistes au pouvoir à partir de 1997, ceci avec l'aide d'une équipe de plus de 600 employés.

Elle a en charge plusieurs aspects de la gestion de la capitale britannique :

- les transports[272],
- la police[273],
- les services de secours et le feu[274],
- le développement économique[275],
- la planification urbaine[276],
- la culture[277],
- l'environnement[278],
- la santé[279].

[271] A Londres, l'Agence Régionale pour le Développement prit le nom d'Agence Londonienne pour le Développement : la *London Development Agency* et celle-ci vit le jour en juillet 2000. Et ce fut la première région à avoir une assemblée élue, ce qui corrigea le fait que cette ville mondiale n'avait jamais été dirigée par une autorité élue. Elle sera présentée plus bas.
[272] http://www.london.gov.uk/gla/transport.jsp
[273] http://www.london.gov.uk/gla/policing.jsp
[274] http://www.london.gov.uk/gla/fire.jsp
[275] http://www.london.gov.uk/gla/economy.jsp
[276] http://www.london.gov.uk/gla/planning.jsp
[277] http://www.london.gov.uk/gla/culture.jsp
[278] http://www.london.gov.uk/gla/environment.jsp
[279] http://www.london.gov.uk/gla/health.jsp

Elle a un bureau au Parlement Européen et au niveau national, elle fait plus particulièrement le lien entre le Maire élu et l'Assemblée de Londres afin de donner à la politique menée plus de cohérence, une vision plus globale et moins partisane.

Donnons quelques informations sur ces deux postes qui ont vu une renaissance grâce aux Travaillistes.

III – 1 - 2 : le Maire élu.

Déjà dans leur Manifeste de 1997[280], les Travaillistes regrettaient qu'il n'y ait pas de représentation démocratique à la tête d'une ville comme Londres. Ils le réaffirmèrent dès leur arrivée au pouvoir[281].

Ce Manifeste promettait d'ailleurs d'organiser un référendum pour décider de l'avenir du gouvernement de Londres, avec une autorité dirigeante et un Maire, chacun directement élu[282]. Ce document qui jetait les bases de *Greater London Authority*, annonçait donc la possibilité de l'élection d'un Maire dont les attributions seraient, entre autres, de diriger et de parler pour Londres[283].

En effet, depuis l'abolition du *Greater London Council* en 1986, Londres avait été gérée par des autorités non élues.

Quelques mois plus tard, le 7 mai 1998, les citoyens furent consultés sur le bien-fondé d'une élection directe des instances gérant la capitale : 72% des votants se prononcèrent pour qu'un Maire et *Greater London Authority* soient élus directement par la population.

Fort de cette approbation populaire, l'idée de l'élection d'un Maire pour *Greater London* fut reprise par la loi et elle apparut dans *Greater London Authority Act*[284] de 1999.

---

[280] *New Labour Manifesto,* (1997), New Labour Party.
http://www.labour-party.org.uk/manifestos/1997/1997-labour-manifesto.shtml

[281] *"London is the only Western capital without an elected city government",* dans *Providing Leadership and a Voice for London*, (1997), Department for the Environment and the Regions.

[282] "*Following a referendum to confirm popular demand, there will be a new deal for London, with a strategic authority and a mayor, each directly elected",* dans *New Labour Manifesto,* (1997), New Labour Party, p.40.

[283] *Providing Leadership and a Voice for London*, (1997), Department for the Environment and the Regions.

[284] http://www.opsi.gov.uk/ACTS/acts1999/ukpga_19990029_en_1
http://www.opsi.gov.uk/ACTS/acts1999/ukpga_19990029_en_1

Et les premières élections furent organisées en 2000 (après quatorze ans de vacance de poste).

Même si chaque *borough* continuerait à être dirigé par un Maire et une Assemblée élus, ceux-ci auraient la responsabilité de la protection de l'environnement, des transports, de la police, de la planification et du renouveau économique[285].

C'est le principe d'un maire « à l'américaine » qui fut retenu dans la proposition Travailliste : il ferait la promotion de Londres sur la scène internationale. C'était un pas vers un nouveau type de gestion municipale qui devait relancer l'intérêt pour le gouvernement local et régional.

Le Maire élu devait l'être pour quatre ans et le premier fut Ken Livingstone, en 2000. Il s'était présenté à ces élections en tant que candidat indépendant.

Il fut réélu en 2004, recevant cette fois-ci le soutien du Parti Travailliste, mais il perdit son siège au bénéfice de Boris Johnson[286], candidat du Parti Conservateur, aux élections de 2008.

Au-delà du rôle de représentation de la ville de Londres, le Maire est celui qui décide des politiques sociales, économiques et environnementales de la capitale et il travaille en étroite collaboration avec différents services municipaux et fixe leurs budgets[287].

Ces services municipaux sont :

- les Transports pour Londres (*Transports for London* ou *TfL*),
- l'Agence de Développment pour Londres (*London Development Agency* ou *LDA*),
- les Forces de Police de Londres (*Metropolitan Police Authority* ou *MPA*),
- l'Autorité de Gestion des Services de Secours et du Feu (*London Fire and Emergency Planning Authority* ou *LFEPA*).

[285] *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.40.
[286] Alexander Boris de Pfeffel Johnson, né le 19 juin 1964 à New York (États-Unis), est depuis mai 2008 le maire de Londres. Homme politique journaliste britannique et membre du Parti Conservateur, entre juin 2001 et 2008 il était Membre du Parlement pour la circonscription de Henley-on-Thames, dans l'Oxfordshire.
[287] http://www.london.gov.uk/mayor/role.jsp

Il a également la charge de travailler avec les *borough*s et les élus locaux pour régler les questions touchant à la vie de Londres et pour décider des politiques à mener dans le futur.

III – 1 - 3 : l'Assemblée de Londres (*London Assembly*[288]).

London Assembly est composée 25 membres, élus pour 4 ans grâce à un scrutin mixte : 14 membres de l'assemblée sont élus au suffrage uninominal dans des circonscriptions et 11 sont élus au scrutin de liste, au niveau régional. Leur élection a lieu en même temps que celle du Maire.

Il est à noter que les circonscriptions représentées par un Membre de l'Assemblée (*Assembly Member*) sont plus vastes que les circonscriptions législatives qui ont à leur tête un Député (*Member of Parliament* ou *MP*) siégeant à la Chambre des Communes (*House of Commons*). Ces circonscriptions sont composées de deux à quatre *borough*s.

Voici la liste des 14 circonscriptions :

1 – Barnet and Camden,

2 – Bexley and Bromley,

3 - Brent and Harrow,

4 – City and East,

5 – Croydon and Sutton,

6 – Ealing and Hillingdon,

7 – Enfield and Haringey,

8 – Greenwich and Lewisham,

9 – Havering and Redbridge,

10 – Mambeth and Southwark,

11 – Merton and Wandsworth,

[288] http://www.london.gov.uk/assembly/assembly_about.jsp

12 – North East,

13 – South East,

14 – West Central.

L'Assemblée de Londres de la législature 2004-2008 était composée de :

Parti	**Nombre de Sièges**
Conservateur	9
Travailliste	7
Libéral Démocrate	5
Les Verts	2
One London[289]	2
Total	**25**

Et depuis l'élection du 1er mai 2008, la composition est la suivante :

Parti	**Nombre de Sièges**	**Perte/Gain**
Conservateur	11	+2
Travailliste	8	+1
Libéral Démocrate	3	-2
Les Verts	2	0
British National	1	+1
« One London »	0	-2
Total	**25**	**--------**

[289] *One London* est un petit parti politique britannique fondé le 1er septembre 2005 par Damian Hockney et Peter Hulme-Cross. Tous deux furent élus à l'Assemblée de Londres en juin 2004 sous la bannière du parti politique *United Kingdom Independence Party* mais en février 2005 ils annoncèrent la création du groupe *Veritas* à l'Assemblée. A la dissolution de ce dernier après les faibles résultats de l'élection de 2005, les deux membres fondèrent le parti *One London* dont Damian Hockney est le chef.
http://www.onenewlondon.org/mission-and-vision/

Ses membres ont plusieurs rôles. Ils :

- demandent des comptes au Maire sur la politique qu'il mène et scrutent le travail qui est accompli par ce dernier dans les domaines qui sont sous sa responsabilité (voir ci-dessus). Le Maire élu leur est redevable des décisions qu'il prend,
- évaluent le déroulement des projets mis en place par l'administration gérée par le Maire,
- peuvent amender le budget décidé par celui-ci et pour cela il leur faut une majorité des 2/3,
- nomment le personnel de *Greater London Authority*.

Ainsi, les Membres élus qui forment *London Assembly* ont-ils un rôle de contrôle du travail du Maire : ils se réunissent une fois par mois dans la *Chamber*, au siège de la Mairie de Londres[290] où ils l'interrogent sur la politique menée.

Mais ils peuvent aussi faire mener des enquêtes sur des questions qui préoccupent leurs électeurs. Pour cela, ils font réaliser des sondages dont les résultats leur permettent d'avoir une idée plus précise des attentes ou des besoins des habitants et faire des recommandations aux services ou organisations susceptibles d'apporter des solutions aux questions soulevées.

Ce sont les représentants des londoniens dans les instances de décisions et en cela ils se font leurs porte-paroles. De nombreux services ont été mis en place (par exemple un site Internet[291] sur lequel les administrés peuvent se renseigner sur la politique menée ou donner leurs avis).

[290] L'Hôtel de Ville de Londres (*London City Hall*) est le siège du *Greater London Authority* et de la Mairie de Londres. Dessiné par l'architecte Norman Foster, il se situe sur la berge sud de la Tamise près du *Tower Bridge* et a été inauguré en juillet 2002. Le bâtiment a la forme d'un bulbe, spécialement dessiné pour réduire sa surface et ainsi favoriser les économies d'énergie. Sa forme a souvent été comparée à celle du casque de Dark Vador, à un œuf mal formé, à un cloporte ou encore à un casque de moto. Le précédent Maire de Londres, Ken Livingstone, lui avait donné le surnom de « *glass testicle* » (testicule de verre). Les architectes avaient imaginé ce bâtiment comme une sphère géante suspendue au dessus de la Tamise mais ont finalement choisi une forme plus conventionnelle. Le bâtiment ne possède pas de façade avant ni de façade arrière comme un bâtiment classique et sa forme dérive donc de celle d'une sphère.

[291] www.london.gov.uk

De plus, le siège de la Mairie de Londres[292] est accessible au public qui peut venir voir leurs élus travailler, les rencontrer ou assister à des réunions. La liste des réunions accessibles au public est d'ailleurs disponible sur un site Internet[293].

Tout cela montre la volonté de démocratisation des structures politiques de la capitale et un désir d'être plus proches des citoyens.

III – 1 - 4 : Londres et le Nouveau Régionalisme.

Deux ans après la création des Assemblées Régionales principalement destinées à gérer les affaires des régions, fut créée en juillet 2000 *London Development Agency (LDA)* qui faisait de Londres la neuvième région. En effet, on prit en compte la place particulière de la capitale britannique et elle fut donc considérée comme une région à part entière.

C'est cette nouvelle entité administrative qui prit la direction du développement de l'activité économique et du renouveau de la capitale.

Ces changements voulus par les Travaillistes montraient que le nouveau système de gouvernement de Londres serait caractérisé par un grand nombre de nouvelles institutions pour le développement économique et un rôle de première place pour son premier magistrat élu.

Au cours des décennies 1980 et 1990, les politiques économiques régionales avaient été contrôlées par le gouvernement central, qui avait mis un soin particulier à les faire délivrer par une multitude d'acteurs locaux et régionaux non élus.

C'est l'époque où fleurirent une multitude de partenariats entre les secteurs public et privé qui conduisirent à une fragmentation et à une complexité accrues. On assista aussi à une compétition entre les différents acteurs, locaux, régionaux, pour avoir accès aux diverses aides nationales ou européennes permettant de financer des projets visant à améliorer l'habitat et l'éducation, à lutter contre la pauvreté et la manque d'infrastructures de transports, de santé, etc…

[292] The Queen's Walk, London SE1 2AA.
[293] www.london.gov.uk/assembly/assembly_meetings.jsp.

Et l'échec persistant lorsqu'il s'agissait de trouver des réponses à ces difficultés inhérentes aux zones les plus pauvres (logements, éducation, santé et transport), incitait à demander une plus grande coordination entre les différents maillons de la chaîne[294], ce qui devenait d'ailleurs une exigence des institutions européennes pour pouvoir bénéficier des financements de la Communauté Européenne.

Cette situation centralisée engendra un manque de clarté démocratique.

Il avait souvent été souligné que l'échec du système de gouvernement de Londres à apporter une réponse coordonnée à ses besoins économiques et sociaux était du à un certain nombre de facteurs[295].

D'abord au manque de stratégie globale causé par l'absence d'une institution unique qui aurait eu la crédibilité nécessaire pour coordonner et promouvoir le développement économique d'une ville comme Londres.

Ensuite, au fait que Londres a souffert d'un manque d'intégration de diverses politiques[296]. En effet, certains programmes majeurs lancés par divers ministères ou certaines agences n'étaient pas contrôlés par le gouvernement et empêchaient ainsi une concertation constructive.

De plus, l'absence de frontières entre les différentes attributions entraîna une forte compétition pour accéder à des financements qu'ils soient publics ou privés.

Enfin, l'abolition du *Greater London Council* avait supprimé le lien majeur entre le processus de rénovation économique de Londres et la transparence politique. Par la suite, nombre d'activités destinées à favoriser le renouveau et ayant été dans les mains des autorités locales furent transférées dans celles de représentants non élus : les liens traditionnels entre le développement économique et la démocratie représentative avaient été peu à peu dissous.

---

[294] *Assessing the Impact of Urban Policy, The Robson Report*, (1994), de Robson, B., Bradford, M., Deas, I., Hall, E., Harrisson, E., Parkinson, M., Evans, R., Garside, P., et Robinson, F., London: HMSO, Department of the Environment.

[295] Bailey, S., est Professeur de Droit Public à l'Université de Nottingham. Il a publié de nombreux ouvrages sur les gouvernements locaux en Angleterre dont une Encyclopédie du Droit du Gouvernement Local en 1997, *Encyclopedia of Local Government Law, (*1997), qui est remise à jour chaque année.

[296] *Ibid*.

III – 1 - 5 : l'Agence Londonienne pour le Développement (*London Development Agency - LDA)*[297].

Elle fut donc créée le 3 juillet 2000, et en 2001, son budget était de £300 millions.

C'est à partir de la création de cette agence que l'idée selon laquelle le renouveau urbain de la capitale allait être possible par la conjonction de plusieurs outils a commencé à être acceptée par tous les acteurs concernés.

Son rôle devait être celui de maillon essentiel pour que se rencontrent toutes les forces en présence afin de travailler ensemble et donc viser une meilleure efficacité.

Les trois piliers d'un bon développement économique et d'une politique de renouveau devenaient alors :

- la compétitivité économique,
- la cohésion sociale,
- l'assainissement et la durabilité de l'environnement.

Cependant, l'adoption de ces nouvelles mesures ne fut pas tout de suite acceptée comme une chose positive et elles soulevèrent de nombreuses questions quant à leur bien-fondé :

- ne seraient-elles que des réformes de plus rajoutant à la complexité de la gestion de Londres ?
- Allaient-elles apporter de véritables nouveautés ?
- Le Maire et *Greater London Authority* allaient-ils avoir de réels pouvoirs pour permettre des changements effectifs ?
- Les structures déjà en place étaient-elles adaptées au rôle primordial de Londres au sein d'une économie mondiale ?
- Les réformes allaient-elles permettre de donner à Londres la place qu'elle méritait dans l'économie mondialisée tout en s'attaquant aux multiples poches de pauvreté qui affectaient son paysage ?

[297] http://www.lda.gov.uk/
http://www.lda.gov.uk/server.php?show=nav.00100g

Cependant, même si la volonté profonde de modifier le paysage politique de Londres existait et si celle d'introduire des réformes pour relancer sa place dans le monde et au sein même du pays était un cheval de bataille des Travaillistes, leur application ne se fit pas sans heurt.

Pour cela, le processus de réorganisation de la gestion de la capitale britannique mais aussi de la région devait aller de l'avant.

La tâche première des responsables de *London Development Agency* était de moderniser les approches pour favoriser le développement économique dans la capitale, ceci en produisant et mettant en pratique des stratégies de développement économique et de renouveau pour Londres, ceci en :

- poursuivant le développement économique ainsi que le renouveau de Londres,
- promouvant l'efficacité économique, les investissements et la compétitivité,
- promouvant l'emploi,
- accentuant et développant les qualifications des résidants des quartiers,
- contribuant à un développement durable.

Elle fut, et est toujours, financée par des fonds publics de provenances variées et même si ses caractéristiques sont les mêmes que celles des huit autres Agences Régionales de Développement, alors que ces dernières sont sous la tutelle du Ministre des Régions, l'Agence Londonienne est sous la responsabilité du Maire de Londres[298] qui gère aussi son budget.

Elle a le statut d'Autorité Locale et elle est donc soumise au régime financier du gouvernement local de « plus value » qui s'applique aux *London Boroughs Authorities*.

Une particularité supplémentaire est qu'elle est contrôlée par les membres d'une Assemblée élue.

[298] Les RDAs seront évaluées par un bureau indépendant le *Independent Performance Assessments* qui fait partie du *National Audit Office (NAO)* qui mesurera les performances autour de cinq thèmes (l'ambition, la capacité, la performance, la gestion et les résultats).
Ce bureau d'audit a évalué la *London Development Agency* et lui a attribué un « Bien » et ses évaluations seront suivies par le Gouvernement qui va réformer les *Regional Development Agencies* afin de simplifier les procédures. Les programmes seront par exemple définis par un seul objectif basé sur la performance économique, et supporté par cinq indicateurs de résultats.

Ainsi, à travers le rôle joué par le Maire et l'Assemblée élus, l'Agence Londonienne pour le Développement est redevable de ses actes auprès des résidants, et cet aspect démocratique de la gestion de la capitale est particulier à Londres puisqu'il n'existe pour aucune autre agence régionale pour le développement.

Bien que l'Agence Londonienne détienne de nombreux pouvoirs qui lui ont été accordés par la loi sur les Agences Régionales votée en 1998, elle n'a aucune emprise sur les Financements Structurels Européens (*European Structural Funds*)[299] qui sont sous le contrôle des Services pour les Régions.

On peut voir que même si ces Agences Régionales, dont l'Agence Londonienne fait partie, ont un rôle majeur à jouer, elles n'ont pas une autonomie d'action totale.

Les politiques initiées par l'Agence Londonienne pour le Développement en direction des capacités économiques de Londres ne pouvaient être basées que sur des partenariats, des réseaux impliquant divers acteurs, agences, gouvernements locaux. En agissant à des niveaux variés sur la formation, l'éducation et les liens économiques, ces différents outils étant sensés relancer l'activité de la capitale.

Et même si tous les réseaux activés affectaient de nombreux aspects de la ville, sa réorganisation politique d'abord, et aussi économique, sociale ou environnementale, la nouveauté par rapport à toutes les politiques menées précédemment a été la prise en compte de l'aspect humain comme base à toute politique de renouveau urbain. Les Travaillistes ont replacé l'Homme au centre des préoccupations urbaines, et son bien-être devenait le but à atteindre par tout projet de réhabilitation : c'est la particularité de la politique de rénovation urbaine menée à partir de 1997 par les Travaillistes.

[299] Les Fonds Structurels Européens sont alloués par l'Union Européenne et ont deux objectifs majeurs : aider les régions européennes les plus pauvres et aider à combiner entre elles certaines infrastructures européennes, en particulier les transports. Actuellement, sont en vigueur des programmes qui ont été lancés le 1er janvier 2007 et qui doivent s'achever le 31 décembre 2013, avec un budget de 277 milliards de livres.

B – LA POLITIQUE DE RENOVATION DU NEW LABOUR.

I - L'arrivée du New Labour[300] au pouvoir en 1997 : la Troisième Voie pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les zones urbaines les plus démunies.

I – 1 : l'approche Travailliste et l'accent mis sur les aspects sociaux de la rénovation urbaine.

Plus de 50 ans avant l'avènement aux affaires du New Labour dirigé par Tony Blair[301], le gouvernement Travailliste de Clément Atlee[302] (bien avant celui d'Harold Wilson dans les années 1960) avait agi pour soulager les maux de la société et son administration avait fait de l'Etat le plus grand pourvoyeur d'aides sociales. C'est ce gouvernement qui créa par exemple, le Service National de Santé (*National Health Service)* en 1946 et le système de Sécurité Sociale préconisé par le rapport Beveridge[303]. Cet élan social a valu au gouvernement de l'époque d'être qualifié de «plus grand gouvernement en temps de paix »[304] du siècle.

Préoccupé par le bien-être social, c'est Clement Atlee qui fut le premier à prendre en compte le changement urbain et régional, en donnant à ses politiques sociales des volets spécifiques destinés aux maux urbains. D'ailleurs, cette impulsion a parfois été qualifiée de « Première Voix »[305] qui se base principalement sur l'intervention de l'Etat.

---

[300] www.labour.org.uk

[301] Anthony Charles Lynton Blair, dit Tony Blair (né le 6 mai 1953 à Édimbourg en Écosse), fut le Premier ministre du Royaume-Uni du 2 mai 1997 au 27 juin 2007. Gordon Brown lui a succédé. Tony Blair a été nommé le jour même de son départ du 10, Downing Street comme représentant du Quartet (Union Européenne, Organisation des Nations Unies, États-Unis et Russie) au Proche-Orient. En janvier 2008, il est également devenu consultant pour la banque américaine JP Morgan.

[302] Clement Attlee est né le 3 janvier 1883 à Putney et est mort le 8 octobre 1967 à Westminster. C'était un homme politique britannique et major de l'armée britannique. Il fut élu député à la Chambre des communes en 1922. Il fut sous-secrétaire d'État à la guerre dans le premier gouvernement travailliste de MacDonald et devint leader du Parti Travailliste en 1935 en remplacement du pacifiste George Landsbury. Il occupa divers postes ministériels de mai 1940 avant d'être élu Premier Ministre du 26 juillet 1945 au 26 octobre 1951. Son nom est surtout associé à la sécurité sociale, aux nationalisations des principales industries et services, au Plan Marshall, à la décolonisation de l'Empire indien (1947), à l'adhésion à l'OTAN (1949).

[303] *The Scaling of 'Urban' Policy: Neighbourhood, City or Region* ? de Mark Goodwin.

[304] "*The greatest peacetime government*" *of the century*, dans *New Labour: politics after Thatcherism*, (1998), de Driver, S. et Martell, L., Policy Press, Cambridge.p.74.

[305] Mark Goodwin dans son article "The Scaling of 'Urban' Policy: Neighbourhood, City or Region?"

Tony Blair allait être le digne successeur de cette tradition de gauche. Dès son arrivée au pouvoir en 1997, la rénovation des lieux les plus pauvres de la ville ayant pris énormément de retard, les Travaillistes s'y sont attelés immédiatement.

L'idée directrice qui guidait tout projet de politique urbaine était alors de s'attaquer à la pauvreté des quartiers des agglomérations britanniques qui souffraient de certains facteurs socio-économiques dont la combinaison expliquait la création du cercle vicieux de dégradation des quartiers.

Les changements socio-économiques et sociaux qui ont affecté les quartiers sont :

- le manque de travail du fait de plusieurs récessions et du déclin de l'industrie,
- l'augmentation du nombre des familles monoparentales,
- le déclin de l'état des logements sociaux,
- la concentration des personnes les plus vulnérables dans les mêmes quartiers[306].

D'après le Premier Ministre, l'état des quartiers en Angleterre résultait du manque de coordination entre le niveau central et le niveau local et les disparités entre les quartiers résultaient de la politique de la ville entreprise par ses prédécesseurs[307].

La volonté de justice sociale de Tony Blair était farouche et est exprimée dans les premières lignes du Manifeste du Parti Travailliste de la même année[308] : «… la Grande-Bretagne peut et doit mieux se porter »[309].

L'approche se devait d'être différente de ce qu'elle avait été sous les gouvernements Conservateurs précédents, mais différente aussi de celle qui était préconisée par le vieux Parti Travailliste[310].

---

[306] Molin, A., (Stagiaire Mission Europe et International), Délégation interministérielle à la ville, *Etude de la politique en Grande-Bretagne et plus particulièrement en Angleterre*, janvier 2003.
[307] Ibid.
[308] http://www.labour-party.org.uk/manifestos/1997/1997-labour-manifesto.shtml
[309] *"Our case is simple: that Britain can and must be better",* dans *New Labour Manifesto*, (1997), p.1.
[310] *"In each area of policy a new and distinctive approach has been mapped out, one that differs from the old left and the Conservative right. This is why new Labour is new", Ibid.*

Cependant, l'intention n'était pas de faire table rase de toutes les initiatives précédentes mais préconisait plutôt de garder ce qui avait fonctionné : le dogme Travailliste, n'allait pas remplacer le dogme Conservateur[311], mais souhaitait se rapprocher du peuple « qui travaille dur, qui respecte les règles, et (...) se sent délaissé par le système politique qui favorise un petit nombre »[312].

Comme l'affirmait Tony Blair dans le Manifeste du Parti Travailliste de 1997, « le Parti a été modernisé et la Grande Bretagne le sera aussi »[313]. Il se fit le meilleur promoteur de sa politique à venir, dans des élans quasi-lyriques pour le bien du pays[314].

Le but du New Labour allait être de « donner à la Grande Bretagne un choix politique différent : entre le gouvernement Conservateur qui avait échoué, qui était épuisé et divisé dans son désir de s'accrocher au pouvoir, et un nouveau parti, le New Labour revitalisé qui venait résolument de se transformer en un parti d'avenir »[315].

La personnalité de Tony Blair et la nouvelle configuration du New Labour allaient être étroitement liées. Par exemple[316], dans les premières lignes du Manifeste du Parti, le jeune chef du parti de gauche utilise, pour présenter ses objectifs principalement sociaux[317], le pronom personnel « je »[318], ce qui dénote sa volonté affirmée de personnaliser son combat et de marquer la nouvelle politique de son caractère, tout en soulignant ses exigences d'atteindre ce qu'il y a de mieux pour le pays. Cela souligne aussi sa force « pour tout mettre en œuvre afin de résoudre les problèmes qui se poseront» en utilisant un gouvernement « radical, non

---

[311] *"We have no intention or desire to replace one set of dogmas by another", Ibid.*

[312] *"I want to renew faith in politics through a government that will govern in the interest of the many, the broad majority of people who work hard, play by the rules, (...) and feel let down by apolitical system that gives the breaks to the few", Ibid.*

[313] *"We have modernized the Labour Party and we will modernize Britain", Ibid,* p.6.

[314] *"Britain does deserve better. And New Labour will be better for Britain", Ibid.*

[315] *"The purpose of New Labour is to give Britain a different choice: the choice between a failed Conservative government, exhausted and divided in its desire to cling on to power, and a new and revitalized Labour Party that has been resolute in transforming itself into a party of the future", Ibid*, p.3.

[316] Remarque personnelle.

[317] *"I believe Britain can and must be better ; better, schools, better hospitals, better ways of tackling crime, of building a modern welfare state, of equipping ourselves for a new world economy", New Labour Manifesto*, (1997), p.3.

[318] *« I believe… », « I want…* » sont répétés plusieurs fois page 1 du Manifeste du New Labour, *Ibid*, p.1.

pas dans la doctrine mais dans les accomplissements », une approche « moderne »[319] puisque le New Labour n'est pas un parti à l' « idéologie dépassée »[320].

Tony Blair s'engageait à obtenir des effets notables pour la population, dans sa vie quotidienne, en fixant des engagements clairs et en passant une sorte de « contrat » [321] avec elle. Il prenait même le risque d'être le seul à blâmer en cas d'échec…

Par exemple, dès le mois de décembre 1997, le gouvernement New Labour a confirmé la poursuite du *Single Regeneration Budget* (SRB) et a lancé une série d'initiatives dans tous les domaines de compétences touchant aux aspects sociaux de la rénovation urbaine[322].

La création de *Social Exclusion Unit* est caractéristique puisque, prévoyant que son administration allait devoir gérer une multitude de projets et de nouvelles initiatives, et pour leur donner une meilleure lisibilité, le gouvernement installa cette unité pour tenter de tous les coordonner. Elle avait pour mission de développer des approches durables et novatrices dans les quartiers en crise.

Quatre années après l'arrivée des Travaillistes au gouvernement, en 2001, le rapport de cette entité, intitulé *A New Commitment to Neighbourhood Renewal : A National Strategy Action Plan,* précisait que six barrières principales avaient fait obstacle à un changement de la situation des quartiers[323] :

- un échec pour faire face aux problèmes des économies locales (pas de lutte contre les obstacles à l'emploi tels que le transport, le manque de capacité des gens, la discrimination, trop peu d'attention pour relier les économies des quartiers à celles des villes et des régions,
- un échec pour promouvoir la sécurité des communautés comme le révèlent le taux de délits dans les quartiers,
- des services publics de mauvaise qualité,

---

[319] "*We will search out at every turn new ways and new ideas to tackle the new issues" (…), "we will be a radical government not (in the) doctrine (…) but of achievement" (…) "the means will be modern", Ibid, p. 5.*
[320] *"New Labour is (not) a party of outdated ideology*", *Ibid*.
[321] "*Ten commitments (that) form our bond of trust with the people (…). Judge us on them", Ibid*.
[322] Mark Goodwin dans son article "The Scaling of 'Urban' Policy: Neighbourhood, City or Region ?", p.5.
[323]*A New Commitment to Neighbourhood Renewal: A National Strategy Action Plan,* (2001), Cabinet Office, London, (janvier 2001).

- l'échec quant à l'implication des communautés car aucune promotion n'a été faite en direction des personnes mais elle a plutôt été faite en direction des territoires, ce qui a contribué à un désengagment d'une certaine catégorie de la population,
- l'absence de stratégie tant au niveau national, régional et local pour assurer la régénération urbaine,
- l'absence de communication et de transmission d'informations.

Mais furent aussi créés d'autres programmes, comme par exemple :

- *Health Living Centres*[324] pour la santé,
- *Education Action Zones*[325] qui s'attaquait aux problèmes touchant à l'éducation avec le désir de les régler,
- *Sure-Start Program*[326], pour donner à chaque enfant un bon départ dans la vie[327],
- *Safer Cities Projects* pour lutter contre l'insécurité des certaines zones des villes,
- ou *Housing Renewal Fund* en direction du logement.

Le véritable début de la politique néo-travailliste de la ville est survenu avec la création en 1998, par le Vice-Premier Ministre de l'époque, d'une commission urbaine, *Urban Task Force* dont la mission était « d'étudier les causes du déclin dans les villes et cités anglaises et de recommander des solutions pratiques »[328], tout en mettant en place des outils afin que les résidants qui avaient quitté les centres urbanisés y reviennent.

---

[324] *Healthy Living Centres: Planning and Design for Primary Health Care*, (2002), de Geoffrey Purves, Architectural Press.

[325] Le Premier Ministre Tony Blair, en arrivant au pouvoir en 1997, annonçait comme priorité pour son gouvernement : "l'éducation, l'éducation, l'éducation". Il se fondait alors sur un constat particulièrement sombre quant à la situation de l'éducation en Grande-Bretagne. En 1998, le ministre de l'Éducation et de l'Emploi lançait un nouveau projet gouvernemental, les zones d'action éducative (EAZ), qui s'inscrit dans "une nouvelle croisade unissant les entreprises, les écoles, les autorités locales et les parents pour moderniser l'éducation dans les zones de précarité sociale" (DFEE, 1998, p1). La politique des EAZ s'est insérée dans un ensemble de mesures destinées à lutter contre la dégradation des comportements à l'école et à améliorer les résultats scolaires catastrophiques de certains établissements. Des taux d'absentéisme massifs, 12 500 exclusions définitives, plus de 100 000 exclusions temporaires chaque année : tels sont quelques uns des indices de cette dégradation de l'école et de son image dans le public. Par ailleurs, l'ensemble des réformes éducatives mises en œuvre reflète avec force le postulat gouvernemental selon lequel le monde des affaires est la meilleure source de savoir-faire pour moderniser la société. Les entreprises ont été invitées dès le lancement du projet à se joindre à différentes formes de partenariat avec le DfEE (Department for Education and Employment) dans un processus de gestion d'écoles en perte de vitesse. http://eduscol.education.fr/D0120/ZEPGB.htm

[326] http://www.surestart.gov.uk/

[327] Il y a 3 500 centres Sure Start Children's centres en 2010 en Grande Bretagne, chapitre *Education* dans A futur fair for all, The Labour party Manifesto 2010, 3 :3.

[328] « Introduction » de David Fée et Sylvie Nail à *Vers une renaissance urbaine ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, (2008), David Fée et Sylvie Nail (éds), Presses Sorbonne Nouvelle, p.11.

En effet, à cette époque, des familles entières avaient quitté leur foyer pour aller loger dans les lotissements en périphérie de la ville, éloignés de l'influence urbaine ou même dans les nouvelles villes. Les raisons de ces déplacements humains étaient multiples mais on peut citer la quête de logements meilleur marché et plus agréables, la volonté d'aller vers une amélioration des conditions de vie : les citadins quittaient la ville pour « échapper à la ville bruyante, surpeuplée et trouver de l'espace »[329].

Les centres-villes n'étaient plus, aux yeux des populations les plus aisées, comme auparavant, des lieux de résidence favoris. Par contre, les populations les moins favorisées avaient tendance à s'y concentrer et ceci pour plusieurs raisons dont :

- le faible coût des loyers dû à la vétusté des logements,
- la proximité de l'aide et des services publics.

La rénovation des centres urbains devait se faire en correspondant à l'idée chère aux Travaillistes d'*urban idyll* et avec l'idée de repeupler les *Inner Cities*[330].

L'*urban idyll* est une notion qui doit faire de l'espace construit un lieu « dans lequel les citadins peuvent vivre, travailler et prendre du bon temps dans un environnement dense, bien organisé, confortable et agréable lui permettant de répondre à leurs besoins quotidiens»[331].

Tous ces principes chers aux Travaillistes furent d'ailleurs repris dans le document publié par U*rban Task Force* en juin 1999 et qui servit de base aux politiques à venir : *Towards an Urban Renaissance*[332].

---

[329] *"To escape the noisy, crowded city and find space",* dans *Building Cities That Work*, (1993), de Fowler, E. P., McGill and Queens, University Press, Montreal and Kingston, p.7,

[330] *"… New Labour's promotion of the urban idyll… an ideal urban lifestyle in which every need was accommodated was an integral component of the drive to repopulate the inner-cities",* dans "The Role of Historic Environment in facilitating an Urban Renaissance", article de Rebecca Madgin dans *Vers une renaissance urbaine ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, (2008), David Fée et Sylvie Nail (éds), Presses Sorbonne Nouvelle, p.46.

[331] *"An environment in which city users can live, work and play in a pleasant, comfortable, well-designed and compact environment that meets their diurnal needs",* dans l'article "Promoting the 'Urban Idyll': Policies for City Centre Living", (2004), article de Hoskins, G. et Tallon, A., dans l'ouvrage *New Horizons in British Urban policy, Perspectives on New Labour's Urban renaissance*, (2004), Johnstone, C. and Whitebread, M., Aldershot, Ashgate.

[332] *Towards an Urban Renaissance,* (juin 1999), publié par *The Urban Task Force*, Routledge, UK, 328 pages. (Ce livre est considéré par certains comme le véritable guide de la renaissance urbaine, dont Stéphane Sadoux,

L'année suivante, en 2000, fut publié le Livre Blanc *Our Towns and Cities : The Future* qui recommanda le renforcement de l'implication des communautés de base dans les programmes[333].

La volonté du Premier Ministre récemment élu fut de donner une nouvelle impulsion à la politique dans tous les domaines de la société britannique. La politique de rénovation urbaine menée par les gouvernements Travaillistes de 1997 à 2007 en fut bien une qui prit en compte divers aspects de la ville.

Le tableau ci-dessous montre quels liens allaient être privilégiés entre différentes institutions pour entreprendre la rénovation [334] :

Aspects de la politique	**Buts à atteindre**
Mécanismes institutionnels	Accent sur les partenariats à l'échelle régionale, les liens horizontaux et verticaux entre les institutions
Echelle spatiale	Liens entre les zones de pauvreté et en devenir, schémas de planification au niveau régional.
Développement économique	L'éducation, l'embauche, relier les projets locaux et régionaux, attirer les investissements vers les zones défavorisées.
Cohésion sociale	Combattre la stigmatisation, l'exclusion sociale.
Environnement, accès et services proposés.	Dépasser l'isolation physique, planifier les transports et améliorer les services pour attirer de nouveaux résidants.
Logement	Améliorer le logement pour attirer de nouveaux habitants et attention particulière portée aux processus d'attribution de logements.

Gilles Novarina et Charles Ambrosino comme ils le disent dans leur article L'Urban Renaissance : la ville selon Richard Rogers dans *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville,* (2008), de David Fée et Sylvie Nail, (éds), Presses Sorbonne Nouvelle, p.19.

[333] Ce Livre Blanc de 2000, qui suivit la publication de Richard Rogers, était la première parution de ce genre depuis l'étude de Peter Shore parue en 1977, document qui avait conduit au vote de la loi *Urban Areas Act* en 1978 qui est d'ailleurs encore vue aujourd'hui comme une parution insistant sur l'aspect central des villes dans la vie du pays.

[334] Tableau d'après Hall, P., (1997), "Regeneration policies for peripheral housing estates: inward and outward-looking approaches", dans *Urban Studies*, Vol. 34, no.5-6, pp. 873-90.

D'ailleurs, dès la fin de la décennie 1990, les principes d'une bonne rénovation stratégique s'étaient déjà posés en ces termes[335] :

- avoir une stratégie et une vision clairement définies,
- spécifier comment les mécanismes choisis vont permettre d'atteindre une vision à long-terme,
- intégrer de façon claire les diverses politiques : économique, environnementale et les priorités sociales,
- identifier les bénéficiaires de ces stratégies ainsi que les façons dont ils vont en bénéficier,
- identifier les ressources publiques, privées et communautaires,
- spécifier le rôle et la contribution qu'apporteront les différents partenaires (publics, privés et partenaires de la communauté),
- intégrer de façon horizontale et verticale les politiques, les activités et les ressources apportées par chaque acteur,
- relier chaque projet en une politique plus globale qui touche à l'éducation, aux transports, au logement, à la santé et aux finances qui sont à la base de toute politique urbaine,
- définir la relation entre les politiques à court, moyen et long terme,
- établir des critères d'évaluation des politiques, de leur impact, pour pouvoir les adapter au fur et à mesure de leur application,
- s'être fixé des buts à atteindre.

On commençait à penser qu' «il n'(était) plus possible d'aborder le rénovation par le biais de projets de transformation urbaine isolés les uns des autres » et que «l'accent devrait être mis sur la création d'une rénovation économique, sociale et environnementale »[336].

On reprochait aux politiques de rénovation passées de ne pas avoir assez fait appel à des outils orientés vers l'extérieur pour régler les questions que l'on trouve dans les

[335] *Strategic approaches for area regeneration: a review and a research agenda*, (1996), de Parkinson, M. (1996), pour l'Area Regeneration Programme, Joseph Rowntree Foundation.
[336] "*A strategic approach to sustainable urban regeneration",* par Healey, P. (1997), dans *Journal of Property Development,* Vol. 1, no.3, pp. 105-10.

lotissements HLM. On se mit donc à faire appel à des mécanismes qui ouvraient les zones urbaines stigmatisées sur le monde alentour.

Cette vision a été nourrie d'expériences menées par des municipalités ou des gouvernements locaux étrangers.

En effet, dès la fin des années 1990, de nombreuses initiatives lancées par le gouvernement de Londres s'inspiraient de celles qui avaient vu le jour aux Etats-Unis dans les décennies 1980 et 1990 et qui étaient destinées à résoudre des formes extrêmes d'inégalité et à combler les divisions sociales[337].

La vision britannique avait adopté de nombreuses caractéristiques de la politique américaine menée par le gouvernement de Bill Clinton[338]. Tony Blair était un ardent défenseur d'une nouvelle forme de capitalisme Anglo-Américain dit de la « Troisième Voie » qu'il a promue en Grande-Bretagne et qu'il a aussi adaptée à la politique urbaine[339].

Par exemple, Gordon Brown, pour justifier un certain nombre de réformes du système de santé engagées par le gouvernement Travailliste dont il était ministre, faisait souvent référence aux programmes urbains et de santé américains. Comme John Prescott d'ailleurs, qui, lors d'un Sommet sur l'Urbanisme en novembre 2002, a parlé de la renaissance urbaine britannique comme étant « la définition d'une nouvelle façon de voir les choses – ce que les Américains appellent un Nouvel Urbanisme »[340].

Lors de ce même sommet, des interlocuteurs étrangers (comme le Maire de Barcelone, Joan Clos) prirent la parole à propos de la politique urbaine qui était menée dans leur cités et en essayant de considérer les façons de l'adapter au contexte britannique, apportant ainsi aux

---

[337] Paragraphe "Neoliberalism, community and the new localism" dans "New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance",de Mike Racco dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Rob Imrie et Mike Racco,p. 243.

[338] William Jefferson "Bill" Clinton, né William Jefferson Blythe III le 19 août 1946, est le quarante-deuxième président des États-Unis d'Amérique. Il a été élu pour deux mandats de 1993 à 2001.

[339] *The third way – The renewal of social democracy*, (1998), de Giddens, A., Cambridge: Policy Press.

[340] Britain's urban renaissance is "*about defining a new vision – what the Americans call New Urbanism*", Prescott John, (2002), *Lessons from the past to guide our future*, p.1 sur le lien www.urbansummit.gov.uk.

membres du gouvernement de Tony Blair leur expérience, leur expertise et leur permettant d'affiner d'affiner leur vision du renouveau urbain destiné aux villes britanniques[341].

A l'évidence, le financement public allait devoir être augmenté pour alimenter ces réformes. Les Travaillistes en étaient convaincus et pour cela ils étaient prêts à insuffler de plus gros budgets en direction des zones les plus dépourvues[342]. Cependant, la provenance de ces financements restait problématique comme le disait en 2000 le Ministère des Finances : le financement « reste incertain (…) étant donné les ressources limitées »[343].

De plus, l'augmentation des financements en direction de certaines autorités locales, ne signifiait pas automatiquement que cet argent allait bénéficier aux résidants[344]. Le financement se voulait être massif en matière de sécurité sociale mais d'autres secteurs, comme l'éducation, n'allait pas bénéficier de cette volonté de réévaluer les budgets à la hausse[345]. Il fallait donc restructurer les relations entre le gouvernement central et les gouvernements locaux pour réfléchir à la nouvelle façon d'allouer les budgets et de fixer les priorités[346].

I – 2 : les partenariats de la ville et l'ouverture sur l'extérieur.

Même si des partenariats pour résoudre les questions urbaines avaient été créés dans sept *Inner Cities* sous l'égide de la loi de 1978 sur les zones urbaines (*Inner Urban Areas Act*), cette approche ne s'est vraiment développée qu'à la fin des années 1980, pour ne devenir consensuelle pour tous les partis politiques qu'au début des années 1990.

---

[341] Paragraphe : "Neoliberalism, community and the new localism dans New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance", article de Mike Racco dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy,* (2003), édité par Rob Imrie et Mike Racco p. 244.
[342] *Ibid*, p 245.
[343] A propos des programmes vers les zones les plus pauvres : "*it is yet unclear how they will be implemented... given generally limited resources"*, HM Treasury, (2000), dans *Government intervention in deprived areas (GIDA), cross-cutting review, spending review 2000*, London: HMSO, para 19.
[344] Paragraphe "Neoliberalism, community and the new localism dans New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance", article de Mike Racco dans l'ouvrage *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy,* (2003), édité par Rob Imrie et Mike Racco, p. 245.
[345] "*In sectors such as education, there is relatively little difference in the levels of overall funding between schools in disadvantaged ans advanteged areas*", dans *Government intervention in deprived areas (GIDA), cross-cutting review, spending review 2000*, Her Majesty Treasury, London: Her Majesty Stationery Office, p 21.
[346] Paragraphe "Neoliberalism, community and the new localism", dans "New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance", de Mike Racco dans *Urban renaissance? New labour, community and urban policy,* (2003), édité par Rob Imrie et Mike Racco, p. 245.

Tous se mirent d'accord pour dire qu'une relation plus étroite entre les secteurs public et privé, en relation directe avec les communautés locales, et une ouverture sur la région alentour était essentielle pour mener à bien une stratégie de rénovation urbaine efficace[347].

L'adoption du Traité de Maastricht[348], traité constitutif de l'Union Européenne signé le 7 février 1992, préconisait, lui aussi, la création de nouvelles frontières. Même si le Pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande du Nord représentaient déjà chacun une région, la démographie en Angleterre était telle qu'un nouveau découpage s'imposait.

De plus en plus, au Royaume-Uni, l'idée selon laquelle seules des stratégies développées au niveau urbain, régional et même européen pouvaient répondre aux problèmes de la ville, était partagé par un grand nombre d'acteurs des politiques urbaines et on décidait de favoriser des partenariats faisant intervenir de multiples secteurs, dont l'initiative était laissée aux localités.

Dès 1994, le gouvernement Conservateur de John Major avait reconnu que le besoin de plus d'actes politiques devenait urgent, et furent créées au mois d'avril de la même année huit régions anglaises qui furent gérées par dix Départements Gouvernementaux pour les Régions (*Government Offices for the Regions*), composée de membres non élus mais nommés par le Conseil de la Région.

Avant 1994, le découpage n'était pas aussi précis et dépendait des projets mis en oeuvre. De plus, divers ministères avaient en charge différents aspects de la politique régionale. Le but de la réforme de 1994 avait été de coordonner les différents services régionaux de façon plus efficace.

Voici, à la page suivante, la liste des régions créées en 1994[349] :

---

[347] *Partnership Agencies in British Urban Policy*, (1995), de Bailey, N., University College London Press, London.

[348] http://www.touteleurope.fr/fr/organisation/droit-communautaire/les-traites/presentation/le-traite-de-maastricht-1992.html

[349] http://www.opsi.gov.uk/acts/acts1998/ukpga_19980045_en_6

East Midlands	Les comtés de Derbyshire, Leicestershire, Lincolnshire, Northamptonshire and Nottinghamshire, les districts non-métropolitains de Derby, Leicester, Nottingham et Rutland
Eastern	Les comtés de Bedfordshire, Cambridgeshire, Essex, Hertfordshire, Norfolk and Suffolk. Les districts non-métropolitains de Luton, Peter*borough*, Southend-on-Sea and Thurrock
North East	Les comtés de Durham and Northumberland. Les districts métropolitains de Gateshead, Newcastle upon Tyne, North Tyneside, South Tyneside and Sunderland. Les districts non-métropolitains de Darlington, Hartlepool, Middlesbrough, Redcar and Cleveland et Stockton-on-Tees
North West	Les comtés de Cheshire, Cumbria and Lancashire. Les districts métropolitains de Bolton, Bury, Knowsley, Liverpool, Manchester, Oldham, Rochdale, St. Helens, Salford, Sefton, Stockport, Tameside, Trafford, Wigan and Wirral. Les districts non-métropolitains de Blackburn with Darwen, Blackpool, Halton and Warrington
South East	Les comtés de Buckinghamshire, East Sussex, Hampshire, Isle of Wight, Kent, Oxfordshire, Surrey et West Sussex. Les districts non-métropolitains de Bracknell Forest, Brighton and Hove, the Medway Towns, Milton Keynes, Portsmouth, Reading, Slough, Southampton, West Berkshire, Windsor and Maidenhead and Wokingham
South West	Les comtés de Cornwall, Devon, Dorset, Gloucestershire, Somerset and Wiltshire. Les comtés non-métropolitains de Bath and North East Somerset, Bournemouth, Bristol, North Somerset, Plymouth, Poole, South Gloucestershire, Swindon and Torbay The Isles of Scilly
West Midlands	Les comtés de Shropshire, Staffordshire, Warwickshire et Worcestershire. Les districts métropolitains de Birmingham, Coventry, Dudley, Sandwell, Solihull, Walsall and Wolverhampton. Les distrcits non-métropolitains de Herefordshire, Stoke-on-Trent and Telford and Wrekin
Yorkshire and the Humber	Le comté de North Yorkshire. Les districts métropolitains de Barnsley, Bradford, Calderdale, Doncaster, Kirklees, Leeds, Rotherham, Sheffield and WakefieldLes districts non-métropolitains de East Riding of Yorkshire, Kingston upon Hull, North East Lincolnshire, North Lincolnshire and York.

Un rapport fut publié deux ans plus tard, en même temps que le Budget 1996 (*Government Office Review*)[350] et fit le bilan des actions menées par les Départements Gouvernementaux créés en 1994 tout en envisageant leur futur.

Les propositions que faisaient les rédacteurs de ce rapport étaient :

- de transformer la façon de traiter et travailler avec les partenaires régionaux afin de déterminer les priorités et d'améliorer les performances.
- de rendre les politiques opérationnelles en les adaptant aux besoins locaux et faire en sorte que les ministères aient un retour sur les politiques menées,

[350] http://www.go-se.gov.uk/aboutusnat/GovernmentOfficReview/

- de soutenir les stratégies régionales pour leur donner plus de poids,
- de s'engager davantage dans les politiques régionales dirigées par les Directeurs Régionaux.

Dès 1997, dans l'optique du gouvernement de Tony Blair, les partenariats et la collaboration entre les différents acteurs de la rénovation urbaine devenaient donc la clé de toute planification de projet de rénovation urbaine à venir.

En 1998, quatre ans après la création des huit régions par John Major, le gouvernement Travailliste installa huit Agences Régionales de Développement (*Regional Development Agencies – RDAs*)[351].

Les liens entre différents partenaires étant la base même de toute politique de rénovation urbaine, cette volonté apparut aussi dans la création des *English Partnerships*[352] en mai 1999. Ce travail en partenariat fut le résultat de la fusion entre la Commission pour les Nouvelles Villes (*Commission for the New Towns – CNT*) et l'Agence pour la Rénovation Urbaine (*Urban Regeneration Agency –URA).*

Ces partenariats jouent aussi un rôle clé dans la rénovation des terrains abandonnés. Ils travaillent en étroite collaboration avec les *Housing Corporation*[353], les *Regional Development Agencies*[354], les gouvernements locaux et le secteur privé. Pour permettre une

---

[351] Le rôle premier de ces RDAs est d'être les pilotes du développement économique de la région, d'améliorer leur compétitivité, de coordonner les initiatives, et de gommer le déséquilibre existant entre diverses zones. Ce sont les communautés et autorités locales qui ont en main la responsabilité politique des programmes de rénovation initiés par les RDAs.
www.dti.gov.uk/regional/regional.dev.agencies/index.html
www.englandrdas.com/home.aspx

[352] http://www.englishpartnerships.co.uk/
Les English Partnerships sont des entités qui aident le gouvernement à soutenir une croissance de haute qualité et durable. C'est le corps central qui délivre les programmes visant à pallier le manque de logements, en particulier à destination des travailleurs clés, à fournir des logements accessibles par le plus grand nombre et enfin à lutter contre l'abandon ou le délabrement.

[353] http://www.housingcorp.gov.uk/

[354] Les Agences régionales de Développement (*Regional Development Agencies* ou *RDAs*) ont été créées en 1999, suivies de l'Agence pour le Développement de Londres (*London Development Agency*) en 2000. Leur mission est de faire en sorte de favoriser la prospérité économique dans les neuf régions anglaises. Lorsqu'il installa ces RDAs, le Premier Ministre dit qu'il voulait "insuffler une nouvelle vitalité au développement économique et au renouveau physique et social dans les régions" par le biais des entreprises (*bring fresh vitality to the task of economic development and social and physical regeneration in the regions through a business-led approach*).
http://www.englandsrdas.com/

action efficace, les partenariats ont des pouvoirs d'acquisition de terrains ainsi que des pouvoirs de planification assez importants.

Chacune des régions nouvellement créées en 1999 fut dorénavant gérée par un Service du Gouvernement (*Government Office*[355]) et détenait des responsabilités en matière de politique industrielle, d'emploi, de formation, d'agriculture, de transport et d'environnement. Chacune travaillait avec des institutions rattachées comme l'Agence Régionale de Développement (*Regional Development Agency*[356]).

Elles furent toutes financées par le *Single Regeneration Budget* (*SRB*) et visaient à coordonner l'activité régionale par le biais de dix ministères :

- le Ministère des Communautés et du Gouvernement Local,
- le Ministère de l'Education,
- le Ministère du Commerce et de l'Industrie,
- le Ministère de l'Environnement, de la Nourriture et des Affaires Rurales,
- le Ministère de l'Intérieur,
- le Ministère de la Culture, des Médias et des Sports,
- le Ministère du Travail et des Retraites ;
- Le Ministère des Transports,
- le Ministère de la Santé,
- auxquels se rajoute le Cabinet,

et reçurent le pouvoir de contrôle des outils de politique urbaine en matière de renouveau local, ainsi que de gestion des financements européens.

En fait, un des grands travaux du gouvernement Travailliste lorsqu'il arriva aux affaires en ce qui concerne la politique urbaine fut de permettre une meilleure concertation, une plus grande cohésion entre les politiques régionales et urbaines. Ce sont les Agences

[355] http://www.opsi.gov.uk/acts/acts1998/ukpga_19980045_en_6
www.gos.gov.uk/national/

[356] Cette agence est financée par le Government Office for London au nom du Ministère du Commerce et de l'Industrie et a comme responsabilité le financement de la *London Development Agency (LDA*) au nom du Minsitère du Commerce et de l'Industrie (*Department of Trade and Industry - DTI*), et d'autres ministères. http://www.gos.gov.uk/gol/Economy/Regional_development/?a=42496

Régionales pour le Développement[357] qui montrèrent que : « … l'administration régionale *ad hoc* qui était pratiquée de la fin des années 1970 à la fin des années 1990 était fragmentée, souvent inefficace, parfois confuse et toujours inopérante »[358].

Tony Blair et ses gouvernements retrouvèrent, à ce moment, un intérêt renouvelé dans la dimension régionale de la politique alors qu'au cours des années 1980, les gouvernements conservateurs successifs avaient démantelé de façon très active les structures économiques régionales existantes.

Déjà dans leur Manifeste de 1997, les Travaillistes avaient pris en compte la demande de gouvernements régionaux élus mais sans vouloir imposer un système uniforme. Ils avaient l'intention de proposer aux habitants de chaque région un référendum afin qu'ils s'expriment sur leur volonté ou non d'avoir un gouvernement élu[359].

Ils arrivèrent au pouvoir en 1997 avec des projets de développements précis. Cette volonté de développer ce « Nouveau Régionalisme » était motivée par des facteurs dépendants les uns des autres :

- la reconnaissance de l'importance croissante de la compétitivité des régions dans une économie de plus en plus internationalisée,
- la fragmentation accrue des formes de gouvernements autres que nationales,
- le désir de promouvoir une plus grande dévolution politique[360].

L'idée du Ministère pour les Communautés et le Gouvernement Local était de promouvoir des villes et des régions fortes économiquement qui créeraient la prospérité nationale, des opportunités d'emplois pour chacun et de la richesse pour tous.

---

[357] http://www.opsi.gov.uk/acts/acts1998/ukpga_19980045_en_1

[358] *"...the realisation that the ad hoc style of regional administration that operated in England from the late 1970s to the late 1990s was fragmented, often inefficient, sometimes confused and always unaccountable"*, Roberts, P., dans "The Evolution, Definition and Purpose of Urban Regeneration", article paru dans *Urban Regeneration: A Handbook*, (2000), de Roberts, P., et Sykes, H., The British Urban Regeneration Association, SAGE Publications,

[359] "*We will introduce legislation to allow the people, region by region, to decide in a referendum whether they want directly elected regional government", New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.40.

[360] http://www.parliament.uk/commons/lib/research/rp98/rp98-009.pdf
http://www.communities.gov.uk/citiesandregions/implementingsnr/cityregionswhy

Dans ce but, il fallait tenter de gommer les disparités nationales en maximisant les capacités économiques de chaque région et d'en faire des zones attractives où il ferait bon vivre et travailler.

Gordon Brown, alors Ministre des Finances[361] fit publier en mars 2002, dans le cadre du budget 2006, un rapport rédigé conjointement par le Trésor (*Treasury)*, les Services du Vice-Premier Ministre (*Office of the Deputy Prime Minister*) et le Ministère du Commerce et de l'Industrie (*Department for Trade and Industry*) sur l'importance d'accompagner la croissance économique régionale et nationale.

En 2007, une recommandation fut faite a Gordon Brown préconisant de donner plus de pouvoirs aux autorités locales et de supprimer les Assemblées régionales, ce dès 2010[362].

Le gouvernement avait compris que pour créer des régions anglaises actives, le rôle moteur des grandes villes était primordial et que la performance économique des villes et des régions est interdépendante : des villes fortes ont besoin des régions ainsi que des quartiers, et vice versa[363].

Au Royaume-Uni, et plus particulièrement en Angleterre, l'absence de structures solides basées dans les régions avait souvent limité le potentiel pour promouvoir la compétitivité économique régionale, et dès 1990, alors même qu'ils étaient dans l'opposition, les Travaillistes ont commencé à développer des programmes visant à développer cette force des régions.

D'ailleurs, en 1992, le Manifeste du Parti Travailliste, reconnaissait déjà que le manque d'une agence régionale gérant le développement était un frein à la capacité de Londres à jouer un rôle de première place dans une économie mondiale.

---

[361] Gordon Brown James Gordon Brown, né le 20 février 1951 à Giffnock, en Écosse. De 1983 à 2005, il a été député au Parlement britannique de la circonscription de Dunfermline East à Fife, et il est député de la circonscription de Kirkcaldy and Cowdenbeath depuis 2005. Il fut Chancelier de l'Échiquier (Ministre des Finances) de 1997 à 2007. Depuis le 24 juin 2007, il est chef du Parti Travailliste et Premier Ministre.

[362] Comme nous l'avons vu plus haut, ces Assemblées Régionales avaient été crées en 1998, une pour chaque région anglaise et composées de membres non directement élus, sauf pour Londres. Leurs pouvoirs leur sont accordés par les Départements Régionaux.

[363] *Devolving decision making: Meeting the regional economic challenge: The importance of cities to regional growth*, Joint Treasury, Office of the Deputy Prime Minister and Department for Trade and Industry's report as part of the 2006 budget. http://www.hm-treasury.gov.uk/

Ainsi, la création en 1998 des Agences Régionales de Développement (*RDAs)* a été d'abord motivée par des contingences économiques : s'attaquer aux inégalités régionales et créer des économies régionales solides capables d'entrer en compétition avec les économies mondiales.

- **La notion de *city-region*.**

La définition de la *City-Region* a été donnée dans *A Framework for City-Regions*[364], publié le 15 février 2006.

Une ville doit être envisagée sur plusieurs niveaux, et pas seulement sur le seul niveau spatial. La notion de *city-region* se définit par les façons dont les personnes vivent, consomment, se distraient, ainsi que par la relation économique qui existe entre la ville et la région qui l'entoure (dont font partie les villes plus petites et les zones rurales).

La *city-region* est une entité fonctionnelle au sein de laquelle les commerces et les services se développent. Ainsi, l'économie de cette entité joue un grand rôle pour faire se développer celle de la région dans laquelle elle s'inscrit.

La réussite d'une ville dépend fortement de ses relations avec les villes voisines et les zones rurales qui l'entourent, que ce soit économiquement, socialement et culturellement. La *city-region* prend en compte les marchés économiques fonctionnels comme les trajets pour se rendre au travail par exemple et donc leurs frontières dépassent celles qui sont purement administratives.

En juillet 2007 fut publié l'Etude de la Rénovation et du Développement Economique Sous-National (*Review of Sub-national Economic Development and Regeneration)*[365] qui présenta un nombre de réformes aux niveaux local, régional et sous-régional.

---

[364] http://www.communities.gov.uk/publications/citiesandregions/frameworkfull

[365] Le 17 juillet 2007, le gouvernement fit paraître son étude sur le renouveau et le développement économique sous-national *Sub-Natinal Review* (ou *SNR*) qui s'attachait à détailler comment renforcer la performance économique des régions, des villes et des localités à travers le pays, tout en s'attaquant aux poches de pauvreté qui subsistaient. Elle préconisait une gestion politique au niveau adéquat tout en réaffirmant la responsabilité du gouvernement dans la répartition afin que chaque zone puisse atteindre son potentiel en :

Elle fixa l'engagement du gouvernement en ce qui concerne les sous-régions :

- travailler avec les autorités locales (ainsi qu'avec leurs partenaires) pour développer les *Multi-Area Agreements* (*MAAs)*, (accords, partenariats entre plusieurs zones).
- permettre aux sous-régions de mieux gérer leurs moyens de transport,
- travailler avec des régions afin d'explorer les potentialités permettant aux autorités locales d'établir des coordinations entre régions en matière économique.

- **<u>La dimension régionale et sous-régionale</u>.**

Les Services Gouvernementaux pour les Régions (*Government Offices for the Regions*[366]) ont servi de catalyseur à tout un ensemble de stratégies et de politiques en étant des pourvoyeurs de fonds gérés auparavant par différents services. Ils ont été créés pour centraliser ces différents programmes[367].

En cela, ces services travaillent en étroite collaboration avec les autorités locales.

Ils ont aussi un rôle important à jouer dans :

- la promotion des régions,
- le développement de leurs infrastructures,
- les stratégies économiques,
- les stratégies spatiales (dont le transport et le traitement des déchets),
- les stratégies de logement.

- délégant ses pouvoirs aux autorités locales afin de promouvoir le renouveau et le développement économiques,
- supportant les mêmes autorités pour qu'elles puissent travailler ensemble,
- renforcer le lien régional,
- réformant les relations du gouvernement central avec les régions et les villes.

Un programme touchant à de nombreux postes ministériels fut établi sous la responsabilité conjointe du Ministère des Communautés et du Gouvernement Local et du Ministère de l'Entreprise Commercial et de la Réforme (*Department for Business Enterprise and Regulatory Reform)*.
http://www.berr.gov.uk/whatwedo/regional/sub-national-review/page40430.html

[366] http://www.cabinetoffice.gov.uk/ministerial_responsibilities/government_offices.aspx

[367] Il est à noter que Londres est gérée par une agence spéciale, la *London Development Agency*, que nous présenterons plus bas.

Les gouvernements locaux participent à l'élaboration de ces programmes : les 2/3 des membres des Chambres Régionales ont d'ailleurs des Conseillers Locaux et ceux-ci sont aussi membres des Agences Régionales de Développement.

On a aussi pris en compte l'importance de la sous-région pour permettre à des autorités voisines de travailler ensemble sur des problèmes communs, comme le logement, la planification, les transports ou le développement économique.

En effet, des autorités dont les frontières ne se touchent pas forcément peuvent avoir des préoccupations semblables, comme la police, par exemple. Dans de tels cas, il faut trouver le moyen d'assurer un travail en commun et la jonction peut se faire au niveau régional ou même national.

Une Etude Sous-Nationale (*Sub-National Review*[368]) insista sur la nécessité d'accroître le rôle des *RDAs* qui devraient avoir la responsabilité du développement de stratégies régionales. Le document préconisait qu'elles fassent la promotion de l'aspect durable de la rénovation en travaillant en partenariat avec les autorités locales mais aussi avec d'autres partenaires. Elle suggéra aussi que les *RDAs* délèguent, chaque fois que ce serait possible, la gestion des financements aux autorités locales ou aux sous-régions.

Le Ministère des Communautés et du Gouvernement Local continuera à jouer un rôle important en soutenant le développement des stratégies régionales et en travaillant avec les *RDAs*.

De par son statut de capitale et entre urbain de premier ordre, Londres forme une région à part entière et le gouvernement lui a consacré une place à part dans le concert des régions.

Les objectifs principaux de ces *RDAs* sont au nombre de cinq[369] :

- travailler sur des sites stratégiques,

[368] http://www.communities.gov.uk/citiesandregions/thesubnationalreview/
[369] http://www.englishpartnerships.co.uk/

- agir en tant que conseiller auprès du gouvernement en ce qui concerne l'usage des terrains *brownfield land* [370],
- s'assurer que les surplus du secteur public sont utilisés pour servir les objectifs gouvernementaux, en particulier ceux qui sont contenus dans le Plan pour des Communautés durables,
- aider à créer des communautés dans lesquelles les personnes veulent et ont les moyens de vivre,
- soutenir la renaissance urbaine en améliorant la qualité des villes et des cités.

Les priorités de ces partenariats pour les années à venir seront dirigées vers les zones les plus en demande d'aide :

- les quatre Zones de Croissance du « Grand Sud-Est » : Milton Keynes, le couloir sur la M11 London-Stansted-Cambridge[371], la Thames Gateway et Ashford.
- les terrains abandonnés ou ceux qui les jouxtent, et les quartiers aux logements décrépis,
- les 20% des *wards* les plus défavorisés du pays tels qu'ils ont été définis par le gouvernement.

De nombreuses raisons sous-tendaient le choix de partenariats pour mener à bien toute politique de rénovation urbaine[372].

- D'abord l'agenda politique donne la faveur à ce type d'interventions.

---

[370] Friches industrielles abandonnées ou sous-utilisées pour y installer des bâtiments industriels ou commerciaux.

[371] http://www.eera.gov.uk/category.asp?cat=150
L'étude sur la zone Stansted/M11 a été commandée pour définir le développement économique, la rénovation et les stratégies de croissance pour la totalité du couloir couvert par l'autoroute M11 jusqu'en 2021.Elle prendra en compte les travaux de la *Harlow Options Study*, les commentaires du public (près de 500 000 citoyens ont exprimé leurs opinions), et la faisabilité des projets. Cette étude est supposée former la base d'une stratégie sous-régionale au cœur d'une nouvelle stratégie spatiale régionale.
Elle va évaluer l'implication qu'aura un usage maximal de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Stansted, ainsi que la nécessité de créer une deuxième piste comme le Aviation White Paper le préconise. Ce Livre Blanc intitulé *The future of Air Transport (http://www.dft.gov.uk/about/strategy/whitepapers/air)/*, publié le 16 décembre 2003, définissait une stratégie sur les trente prochaines années pour le développement de la capacité des aéroports au Royaume-Uni. Il délimite un cadre dans lequel devront s'inscrire les décisions futures.
Il fut suivi (voté à la Chambre des Communes le 9 juin 2005) de la *Civil Aviation Bill* qui lui apportait des précisions.

[372] "Strategy and Partnership", par Andrew Carter dans *Urban Regneration: A Handbook*, (2000), par Peter Robets et Hugh Sykes, Sage Publications, p.44.

Des initiatives comme *Single Regeneration Budget* préconisaient déjà ce type d'approche. En 1995, le Ministère de l'Environnement (qui avait la responsabilité de la politique urbaine) disait que « des tentatives de partenariats représentant divers intérêts des secteurs publics, privés et des secteurs bénévole et communautaire devaient être lancées »[373].

- Ensuite, la nature complexe des problèmes urbains nécessite des stratégies intégrées les unes aux autres, coordonnant une multitude d'acteurs. Les partenariats apparaissent comme le meilleur outil pour mener une telle politique.

- Puis, le poids de la centralisation des pouvoirs et de la fragmentation des tâches en matière de rénovation des zones urbaines peut être soulagé par les partenariats qui facilitent la coordination et le travail en commun des différents acteurs.

- Et enfin, en matière des politiques touchant à l'éducation, au logement, à la santé et à la prévention des délits, les partenariats offrent une nouvelle approche qui diffère de celle dite paternaliste des gouvernements local et central. Les résidants demandent d'ailleurs plus de voix au chapitre pour tout ce qui concerne leurs préoccupations quotidiennes.

Le développement des partenariats entre les divers acteurs participant à la rénovation et la passation des pouvoirs du gouvernement central vers les localités allaient être le moyen idéal pour permettre le renouveau des communautés et leur donner la liberté de choix : c'était la vision du gouvernement à moyen terme, mais il allait d'abord falloir qu'il reprenne les rênes des services publics afin de les réorganiser et leur donner ensuite plus de prérogatives.

A nouveau, en 2000, dans le discours qu'il fit lors de la mise en place de *Neighbourhood Renewal Unit,* Tony Blair a réaffirmé la nécessité de travailler par le biais de partenariats. Il l'exprimait ainsi[374] :

---

[373] *Department of the Environment*, (1995), p.2.

[374] "*We have listened carefully to the response to our proposals for the National Strategy. People told us they wanted a central focus in Whitehall to take the complex problems of deprived areas in a joined-up way. The Neighbourhood Renewal Unit will give a fresh and sustained impetus to our commitment to improving the lives of people living in deprived areas. (...). Working with partners across a wide range of sectors, it will drive*

« Nous avons pris en compte les réponses données à nos propositions pour une stratégie nationale. On nous a dit qu'il fallait une gestion centralisée à Whitehall pour s'attaquer aux problèmes complexes qui se posent aux zones défavorisées de façon globale. *Neighbourhood Renewal Unit* va donner un nouvel élan à l'investissement des autorités pour améliorer la vie des personnes qui vivent dans ces zones défavorisées. (…). En travaillant avec des partenaires de divers secteurs d'activité, elle va apporter des améliorations en matière d'emploi, d'éducation, de santé, de logement, et de délits dans les zones les plus pauvres ».

Etait aussi affirmée la création d'autres entités permettant de réformer la gestion et stimuler l'activité régionale.

- **Les *Multi Agreements Areas (MAAs*).**

Les *MAAs* furent mentionnées la première fois dans le Livre Blanc du Gouvernement Local de 2006 et apparaissaient comme un nouvel outil pour renforcer les villes et les régions.

L'Association pour le Gouvernement Local présidée par Margaret Eaton (*Local Government Association - LGA*[375]) a publié un rapport donnant sa vision de ce que devaient être les *Multi Area Agreements. Pushing Back the Frontiers: The multi area agreement pioneers*[376] faisant un état des lieux de ce qui existait déjà en matière de partenariats, et ces derniers devaient être atteints lors du lancement des premiers Accords entre Différentes Zones (*MAAs*) : les premières ont vu le jour en juin 2008.

Ces entités sont censées être des accords passés entre diverses zones sur une durée de vie de trois années. Elles doivent être créés au-delà des frontières géographiques afin d'accroître les partenariats et s'attaquer aux problèmes en mettant en commun les moyens et

---

forward improvements in employment, education, health, housing and crime in deprived areas" , Tony Blair dans son discours fait lors de l'installation de la *Neighbourhood Renewal Unit* le 25 décembre 2000.

[375] En 1997, les gouvernements locaux créèrent la *Local Government Association* qui est située à Westminster, près du Parlement britannique et permet aux divers gouvernements locaux de parler d'une seule voix en s'attaquant aux difficultés auxquelles les localités font toutes face, en donnant aux conseillers locaux de réels pouvoirs de représentation des wards et des citoyens qu'ils représentent.

[376] http://www.lga.gov.uk/lga/publications/publication-display.do?id=21926
http://www.lga.gov.uk/lga/aio/21927

les outils. C'est pourquoi aucun accord ne ressemble à un autre, répondant exactement aux besoins d'une zone bien définie.

Les questions majeures que les *MAAs* peuvent essayer de régler sont : les déficits, les déséquilibres sur le marché du logement, les projets de communication et de transport, le développement économique.

Dans les endroits où existent déjà des partenariats entre villes et régions, la création de *MAAs* est considérée inutile.

Nous voyons bien que la volonté de redistribuer les pouvoirs décisionnels en les donnant aux collectivités locales a été la pierre angulaire de la politique de rénovation telle qu'elle a été voulue par Tony Blair et ses gouvernements Travaillistes. D'abord parce que le gouvernement déléguait ses prérogatives, supposées être plus proches des préoccupations et des souhaits des résidants des quartiers, et donc plus aptes à y apporter des réponses efficaces, mais aussi parce que le gouvernement local a un rôle crucial à jouer dans la création de communautés viables. Il gère la communauté, en répondant aux besoins, aux priorités des résidants et en leur fournissant tous les services dont ils ont besoin tout en leur restant redevable.

Il fallait que le gouvernement central et celui de Londres soient réorganisés afin de répondre aux attentes et aux défis lancés et que les électeurs réalisent que le gouvernement local peut répondre aux questions posées.

Pour cela, il devenait nécessaire que les responsabilités ainsi que la part du financement soient clairement établies. Le gouvernement central devait aussi prendre en compte les particularités des différents services travaillant pour les gouvernements locaux et varier les approches.

Les partenariats entre les différents acteurs participant à la gouvernance de la région de Londres devaient être envisagés sous un nouveau jour, et il allait falloir évaluer ce qui marchait comme ce qui ne marchait pas pour pouvoir aller de l'avant.

Enfin, était soulignée la nécessité de considérer toutes ces approches avec plus de cohérence que par le passé :

« Le gouvernement reconnaît que la réponse à de nombreux problèmes futurs sera trouvée dans les partenariats entre les individus, les communautés et les gouvernements local et national. Chacun devra faire face à ses responsabilités. Le gouvernement doit être plus efficace et être plus à l'écoute des attentes locales et doit aussi améliorer la façon dont il fournit les services afin qu'ils correspondent aux besoins et aux attentes des usagers »[377].

L'Etat cède peu à peu davantage de place aux régions dans une économie de plus en plus mondialisée.

Il est vrai que le rôle crucial de certaines régions dans la compétitivité nationale ne peut pas être nié, en particulier celui des régions possédant des zones industrielles ou technologiques dont la capacité à aller de l'avant en matière d'économie mondialisée n'est plus à démontrer.

De plus, les régions sont plus facilement adaptables à des changements, plus flexibles et donc plus aptes à digérer les processus de développement d'une économie mondialisée.

- **Les Stratégies de Croissance Inter-Régionales (*Inter-Regional Growth Strategies*).**

L'origine de cette initiative remonte à février 2003 lorsque les Services du Vice-Premier Ministre imaginèrent un programme destiné à relancer les régions du nord de l'Angleterre.

Un rapport fut publié plus tard, *Sustainable Communities Plan Progress Making it Happen : The Northern Way*[378], demandant aux trois Agences Régionales de Développement du Nord (North West, Yorkshire and the Humber, North East) de proposer un plan innovant pour favoriser la croissance économique de ces régions, en faveur de communautés viables et qui contribueraient à la réduction des disparités économiques régionales.

---

[377] *"The government recognizes that the solution to many problems in future will be found in individuals and communities working in partnership with local and national government. Each will need to face up to its responsibilities. The government must be more efficient and responsive at the local and national level, and improve the delivery of services so that they are shaped around the needs and preferences of the user",* Her Majesty Treasury (2006), para 1.32).

[378] Discours de John Prescott, Vice-Premier ministre en février 2004 présentant les objectifs de cette initiative : http://archive.cabinetoffice.gov.uk/dpm/speeches/040202_making_it_happen_the_northern_way_manchester.html
http://www.communities.gov.uk/publications/citiesandregions/349446

Une commission indépendante présidée par Sir Graham Hall[379] publia en septembre 2004 *Moving Forward : The Northern Way*[380] proposait des solutions pour combler le fossé entre le Nord et le reste du Royaume-Uni (fossé évalué à £30 milliards).

Ces mesures prévoyaient d'accélérer la croissance économique en remettant plus de personnes au travail.

Ce rapport fut accueilli par le Premier Ministre comme étant « une étape importante dans la création de communautés viables dans un Nord de l'Angleterre plus fort et plus prospère »[381]. Le gouvernement finança la moitié des £100 millions destinés à créer les premières initiatives.

Ces programmes, destinés à se développer sur le long terme et visant à atteindre une croissance économique dans les régions du Royaume-Uni en s'assurant que les régions travaillent ensemble à l'élaboration des politques, reçurent le soutien du Gouvernement qui pensait que seules les régions étaient à même de mener à bien leur développement.

Ce sont les Agences Régionales de Développement qui en ont la responsabilité, mais elles travaillent avec une multitude de partenaires.

- **<u>La dimension européenne</u>.**

La dimension Européenne de la rénovation urbaine fut aussi prise en compte.

L'investissement européen prit aussi une nouvelle tournure et l'expression la plus claire de cette participation à la communauté européenne fut la participation au

---

[379] http://www.yorkshire-forward.com/www/view.asp?content_id=958&parent_id=1042

[380] http://www.thenorthernway.co.uk/page.asp?id=39
http://www3.lancashire.gov.uk/council/meetings/displayFile.asp?FTYPE=A&FILEID=7279
La première phase de cette activité vit le développement d'une stratégie de croissance qui détaillait les actions prioritaires à engager pour réduire le fossé de 30 milliards de livres qui existait entre les productions du Nord de la Grande Bretagne et l'Angleterre, sur une période de 25 ans.
Elle prévoyait d'insister sur : « Remettre les individus au travail, innover, bâtir l'entreprenariat, mondialiser le commerce, répondre aux besoins des employeurs, faire se rencontrer les personnes, construire des logements et des espaces de qualité, relier le Nord au reste du monde ».

[381] *"A milestone towards achieving sustainable communities in a stronger, more prosperous North of England".*

développement régional de la planification spatiale britannique que l'on trouve dans le document *Europe 2000+*[382].

Il insiste sur l'émergence d'une dimension européenne de politiques d'urbanisme des Etats membres et met en accord la nécessité de promouvoir des stratégies de développement régional afin d'atteindre des objectifs nationaux.

De plus, la tendance européenne a évolué d'une prise en compte purement physique et des questions d'utilisation des terrains des zones urbaines défavorisées vers des approches plus complètes englobant le social, l'économique et l'environnemental, ainsi que les questions politiques, c'est à dire prendre en compte tous les aspects de la vie d'une ville pour y apporter des solutions réfléchies.

Un autre aspect important initié par l'Europe est la décentralisation des responsabilités en ce qui concerne les politiques et les contrôles sur les différents niveaux de gouvernement local ou régional. Pour cela, fut créé un grand nombre d'organisations pourvoyeuses de services dans les régions.

Les Travaillistes ont d'ailleurs pris en compte cette volonté européenne et il a été dit en 1990 « en l'absence d'une vision stratégique on peut douter que le Royaume-Uni soit capable de soutenir des réformes économique, sociale et environnementale durables au sein d'une Europe des régions »[383].

La création du Réseau Européen de Connaissances (*European Knowledge Network - EUKN*)[384] est un exemple d'entité mise en place au niveau européen pour accroître le rôle de l'Union Européenne dans la gestion urbaine des villes britanniques.

---

[382] *Regional Development Strategies: A European Perspective*, (1996), de Alden, J. et Boland, P., Jessica Kingsley, London.

[383] "*In the absence of strategic vision it is doubtful if the UK will be able to sustain range of viable economic, social and physical environments within a Europe of regions*" dans *Strategic Vision and the Management of the UK Land Ressource*, (1990), de Roberts, P., Stage II Report, Strategic Planing Society, London.

[384] http://www.eukn.org/eukn/ Le *EUKN* facilite les échanges et les expériences des différents participants européens sur des questions urbaines. Il supporte les acteurs des politiques urbaines en Europe afin de promouvoir et développer des programmes efficaces.

Plus proche de nous, à Leipzig, le 24 mai 2007, s'est tenu le Conseil Informel sur le Développement Urbain de l'Union Européenne (*European Union Informal Council on Urban Development*) au cours duquel les ministres se mirent d'accord pour poursuivre le projet *European Knowledge Network* sur la période 2007-2010. Les quinze pays y participant ont été :

- L'Allemagne,
- la Belgique,
- Chypre,
- le Danemark,
- l'Espagne,
- la Finlande,
- la France,
- la Grèce,
- la Hongrie,
- l'Italie,
- le Luxembourg,
- les Pays-Bas,
- la Pologne,
- le Portugal,
- le Royaume-Uni.

Et ce réseau intervient en priorité dans les domaines suivants :

- l'environnement urbain,
- le logement,
- les transports et les infrastructures de transport,
- l'économie et l'emploi,
- l'inclusion sociale et l'intégration,
- la sécurité et la prévention.

On peut aussi citer le Fonds Européen de Développement Régional (*European Regional Development Fund – ERDF)*[385].

Le programme, qui a commencé en 2000 et s'est achevé en 2006, a accordé à l'Angleterre la somme de £3,4 milliards pour supporter la rénovation économique au sein de l'Objectif 1 (c'est-à-dire dans les zones ayant le plus de besoins) et de l'Objectif 2 (zones industrielles, rurales et de pêches nécessitant des restructurations).

Pour cela, le gouvernement Travailliste de Tony Blair a misé sur un atout principal : redorer les lieux d'habitation et redonner confiance aux individus en améliorant leur bien-être dans les zones les plus défavorisées des villes.

La beauté des lieux à rénover allait aussi enfin être prise en compte !

Le gouvernement Travailliste fut à l'origine de la création d'une agence de conseils en matière d'architecture et met d'ailleurs à sa disposition des autorités locales les conseils de la Commission pour l'Architecture et l'Environnement Bâtis[386] pour tout nouveau projet de rénovation[387].

Il a aussi publié des guides disponibles sur Internet sur sa politique en matière de gestion architecturale[388]. Mais au delà de l'architecture civile, le gouvernement propose aussi des conseils en ce qui concerne l'architecture industrielle afin de s'assurer que les nouvelles constructions (magasins, usines, ateliers, hôtels, restaurants, équipements de loisirs, etc...) correspondent à la demande du marché mais aussi aux besoins et attentes des résidants[389].

---

[385] Créé en 1975, le *ERDF* est censé stimuler le développement dans les zones les plus défavorisées de l'Union Européenne. Deux types d'objectifs sont financés. Objectif 1 : changements structurels dans les régions où le développement est ralenti. Objectif 2 : changement socio-économique dans les zones urbaines, industrielles et rurales. Ce sont les neuf Offices Gouvernementaux en Angleterre (*Government Offices*) qui gèrent les fonds au nom du Gouvernement central.

[386] Commission for Architecture and the Built Environment – CABE. Elle fut fondée en 1999 par le Ministère de la Culture, des Médias et du Sport (*Department for Culture, Media and Sports*) et les Services du Vice-Premier Ministre (*Office of the Deputy Prime Minister – ODPM*). C'est aujourd'hui le Ministère pour les Communautés et le Gouvernement Local (*Department for Communities and Local Government*) qui a la responsabilité de ce dossier. Cette commission travaille directement avec les architectes en charge des projets, leur proposant conseils et guides. www.cabe.gov.uk

[387] http://www.communities.gov.uk/citiesandregions/sustainableurbandesign/developingpolicy

[388] http://www.communities.gov.uk/citiesandregions/sustainableurbandesign/developingpolicy
http://www.communities.gov.uk/publications/planningbuilding/planningpolicystatement

[389] http://www.communities.gov.uk/citiesandregions/propertyissues

I - 3 : le traitement social au centre des préoccupations du renouveau urbain dès 1997.

Il devenait évident, au cours de la première mandature Travailliste, que la résolution des problèmes urbains et de l'exclusion sociale qu'ils entraînent, était centrale pour atteindre le renouveau urbain[390] des centres villes défavorisés.

En fait, dans les zones défavorisées que sont les centres-villes britanniques qui ont longtemps été laissés pour compte, le terme « exclusion sociale » a remplacé les termes « pauvreté » et « les pauvres ». On peut dire que les caractéristiques de l'exclusion sociale particulières aux *Inner Cities*, sont :

- la dépendance,
- l'impuissance,
- la vulnérabilité,
- l'inégalité de revenus,

les conditions sous-jacentes à cette exclusion étant :

- le déclin économique,
- la perte d'emploi,
- le fort taux de chômage,
- la baisse de la population.

Il y a aussi, dans ces zones, des tensions et de la discrimination raciale, des agissements délictueux et un faible taux de réussite scolaire.

Les solutions les plus souvent envisagées étaient de faire tomber les barrières :

- culturelles,
- éducatives,

[390] *Department of Environment, Transport and the Regions*, (2000).

- du langage,
- physiques (permettre le déplacement),
- améliorer les services au citoyen,
- créer des liens,
- favoriser l'accès aux services publics.

Le premier gouvernement Travailliste de Tony Blair réaffirma la nécessité de faire un « état des lieux » et publia le premier rapport sur l'état des zones urbaines qui parut en septembre 1998.

Ce document indiqua que les thèmes principaux qui allaient devoir être traités par le gouvernement concernaient :

- l'amélioration de la formation des personnes afin que les barrières les empêchant d'accéder à l'emploi tombent,
- l'amélioration du parc immobilier et de la gestion des quartiers,
- l'amélioration de l'accès aux services publics et aux services privés,
- donner de meilleures chances aux jeunes et les motiver.[391]

Il servit de bilan intermédiaire après quelques mois de politiques urbaines et de base de travail pour la suite.

Pour que les barrières tombent et que le processus soit inversé dans les *Inner Cities*, il devenait donc évident de travailler à :

- l'amélioration de l'environnement par :
  - de nouvelles constructions,
  - une meilleure architecture,

- une meilleure prise en compte des problèmes de pollution, de traitements des déchets, le traitement des questions économiques du chômage et de la perte d'emplois

[391] *Social Exclusion Unit*, (1998).

résultant de changements de l'économie nationale et internationale et que des tentatives locales ne peuvent régler.

Et bien sûr, le problème qui se posait à eux est celui qui se pose à toute politique, c'est à dire :

- d'allier l'économique et le social,
- résoudre les problèmes locaux,
- essayer de modifier les politiques nationales et internationales qui agissent sur les causes de la pauvreté et du chômage.

Au cœur de la volonté politique de Tony Blair se trouvait la transformation physique des zones urbaines[392], en particulier la rénovation des centres-villes défavorisés mais les contours de la politique urbaine ont été élargis à la lutte contre l'exclusion sociale[393]. Si la politique sociale[394] n'avait pas toujours prise en compte par les gouvernements précédents, ceci allait être une urgence de Tony Blair. Dans les premières années de son mandat, on allait assister à un foisonnement d'initiatives visant à renforcer la dimension sociale des programmes urbains, après la période de gouvernements Conservateurs où elle n'avait pas été une priorité.

Un des buts premiers de la nouvelle approche gouvernementale en 1997 devenait donc de réduire l'exclusion sociale, non seulement pour combler le fossé entre les plus riches et les plus pauvres, mais aussi pour limiter le fracture sociale dans les quartiers déshérités des villes.

Social Exclusion Unit préconisait d' « investir dans les personnes, pas seulement dans les bâtiments »[395]. L'approche devait maintenant être centrée sur les résidants[396] qui

---

[392] « La renaissance urbaine (…) s'entend tout d'abord comme la transformation des zones urbaines, la régénération du tissu urbain des villes anglaises », dans « Introduction » de David Fée et Sylvie Nail à *Vers une renaissance urbaine ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, (2008), David Fée et Sylvie Nail (éds), Presses Sorbonne Nouvelle, p.12.

[393] *Ibid.*

[394] "Social policy and the city", article de Edwards, J. (1995), dans *Urban Studies*, vol 32, pp 695-712.

"Urban policy : the victory of form over substance", article de Edwards, J. (1997), dans *Urban Studies*, vol 35, pp 825-43.

[395] "*Investing in people, not just buildings",* dans *Social Exclusion Unit*, (1998), Cmnd 4045, London: The Stationery Office.

devenaient la clé de voûte de la politique de renouveau urbain, même si l'importance de l'environnement physique était réaffirmée[397].

On s'éloignait de l'idée selon laquelle seule la croissance économique allait résoudre les problèmes. Par contre on reconnaissait que c'était l'exclusion sociale et la décomposition de la communauté qui pouvaient gêner la croissance[398].

Dans son premier discours de Premier Ministre, Tony Blair jeta les bases de sa politique dirigée vers les zones urbaines les plus défavorisées et expliquait quelles seraient les priorités de son gouvernement. Cette intervention peut être considérée comme un des textes fondateurs, et elle intervint trois jours après son élection. Dans ce texte, le nouveau chef du gouvernement britannique affirmait sa priorité face aux maux sociaux qui touchaient les groupes les plus pauvres de la population : « J'ai choisi ce quartier pour y faire mon premier discours en tant que Chef de Gouvernement pour une raison très simple. Pendant 18 ans, les personnes les plus pauvres de notre pays ont été oubliées par le gouvernement. On les a tenues à l'écart de la prospérité nouvelle, on leur a dit qu'on n'avait pas besoin d'elles, elles ont été ignorées par le gouvernement sauf pour les accuser et les faire culpabiliser. Je veux changer cela. Il n'y aura pas de laissés pour compte dans la Grande-Bretagne que je veux construire »[399].

Dans le texte complet, les principes de base de l'approche du gouvernement envers la pauvreté et l'exclusion sociale sont clairement énoncés[400] :

- recréer des liens dans la société civile et la communauté.
- Faire le lien entre les nantis et les laissés pour comptes (*the have and the have nots*).
- Assurer une transparence en matière de crise économique et sociale dans les poches les plus pauvres de Grande-Bretagne.

---

[396] "*A people-centered approach*", dans *Our Towns and Cities: The future: Delivering an urban renaissance. Bringing Britain together – A National strategy for neighbourhood renewal,* (2000), DETR, London: The Stationery Office.
[397] *A new commitment to neighbourhood renewal: National strategy action plan,* (2001), *Social Exclusion Unit,* London: The Cabinet Office.
[398] *Ibid*, p. 227.
[399] Discours que Tony Blair fit le 2 juin 1997 au Aylesbury Estate, dans le Borough de Southwark à Londres, disponible par le lien suivant :
http://www.cabinet-office.gov.uk/seu/index/more.html.
[400] *Central and Local Government Policies and Social Exclusion.* (2000), de Martin Dutch, Working Paper 10.

- Mettre au jour l'existence d'une sous-classe sociale.
- Expliquer le devoir moral et mettre l'accent sur l'intérêt personnel.
- Fonder une éthique de responsabilité et de devoir partagés.
- Le besoin de respecter ses droits et ses devoirs pour sortir de la dépendance.
- Aider l'individu à atteindre son indépendance.
- Saisir l'occasion lorsqu'elle se présente.
- Insister sur l'importance du travail (le thème unificateur est que le travail est la meilleure forme du bien-être (*the best form of welfare*).
- Souligner la honte qu'est l'inégalité.
- Appliquer la notion de « tolérance zéro ».

Tout au long de ce discours inaugural de Tony Blair transparaissent les notions de « carotte » et de « bâton » : le citoyen aurait des droits mais aussi des devoirs envers la société. Et même si le Premier Ministre ainsi que des membres de son Cabinet utilisaient souvent des mots tels que « honte »[401] pour parler du problème de la pauvreté et de la situation désastreuse dans laquelle a été laissée une génération entière[402], leur politique était très largement teintée d'une volonté d'apporter des solutions en utilisant la force et la politique de l'Etat.

Des observateurs ont noté que l'on était, avec ces principes, loin du Socialisme éthique ou égalitaire (comme le Marxisme) mais qu'on se rapprochait plutôt d'un Socialisme chrétien qui rendait compatible le changement social désiré avec le Capitalisme[403]. Ces mêmes analyses ont fait remarquer que les premiers discours des Travaillistes en matière de justice sociale étaient largement emprunts d'un ton de moralité, et que c'est le sentiment d'injustice qui sous-tendait la volonté politique d'améliorer cette situation.

Et les initiatives du gouvernement dans les deux ans qui suivirent (1997-1999) résonnèrent toutes du ton de ce discours inaugural, dans lequel on trouvait des mots comme « devoir moral » de la part des individus. L'Etat s'engageait à prendre en charge le bien-être

---

[401] *Bringing Britain together: a national strategy for neighbourhood renewal*. (1998), Report by the Social Exclusion Unit. (CM 4045), London: The Stationery Office.

[402] "*It is morally wrong… to allow a whole generation to be written off*", dans *Opportunity for all: tackling poverty and social exclusion. A summary of the first annual report 1999, (1999),* Department of Social Security, Haye.

[403] *The inclusive society? Social exclusion and New Labour*, (1998), de Levitas, R., London: Macmillan, p.105.

de certaines tranches de la population le plus en demande, comme les parents isolés[404] ou les mères célibataires[405] par exemple, mais celles-ci allaient devoir, en contrepartie, accepter les conditions fixées par le gouvernement.

Un nouvel engagement, un nouveau contrat devait être passé entre les individus et l'Etat. Il était réaffirmé que les premiers, même au niveau de la famille, avaient des droits mais aussi des devoirs[406].

Le rôle de l'Etat devenait celui consistant à s'engager dans « l'orchestration d'un consensus social » et allait être celui de régulateur[407].

L'approche nouvelle était que le bien-être social des populations les moins favorisées pouvait être atteint si on abandonnait l'idée selon laquelle les individus étaient seulement les victimes des circonstances, même si elle reconnaissait cependant qu'il pouvait y avoir des obstacles pour que ces personnes (qui étaient, dans la terminologie des Travaillistes, exclues socialement)[408] puissent atteindre leur potentiel[409].

Par exemple, le rapport *Bringing Britain Together*[410] de juillet 1998 recommanda le lancement d'une stratégie nationale pour le renouveau des quartiers[411].

Les obstacles empêchant les plus pauvres de mieux vivre ou de se faire une place dans la société (ou même de retrouver une place), n'étaient pas seulement définis par les inégalités

---

[404] Paragraphe "Effective help for lone parents", *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.18.

[405] "*One million single mothers are trapped on benefits*", *Ibid*. Les mères adolescentes qui ne peuvent ni vivre avec leurs parents, ni avec leur partenaire, doivent être « accueillies dans un logement semi-indépendant en étant surveillées et ne pas prendre une location par elle-même ». (The solution fo those who cannot live with their parents or partner must be supervised semi-independent housing with support, not a tenancy on their own). Social Exclusion Unit, *Teenage Pregnancy*, (1999), Report by the Social exclusion Unit. (CM4342) London: The Stationery Office.

[406] Department of Social Security, (1999), *A new contract for welfare: children's rights and parents' responsibilities*, Cm 4349, Her Majesty's Stationery office, London.

[407] "The role of the state is to engage in the orchestration of social consensus and the regulation of distributional arrangements", dans *Associative democracy – News forms of economic and social governance*, (1994), de Hirst,P., Cambridge: Policy Press, p 118.

[408] *Socially excluded.*

[409] "*Obstacles in the way of some people achieving their full potential*", dans *Associative democracy – News forms of economic and social governance*, (1994), de Hirst,P., Cambridge: Policy Press, *Ibid*, p. 225.

[410] *Bringing Britain Together: A National Strategy for Neighbourhood Renewal*, Social Exclusion Unit (CM 4045), (1998), Cabinet Office, London: The Stationery Office. Cette unité fut installée le 25 décembre 2000 par Tony Blair, sous la responsabilité de Hillary Armstrong, la Ministre de l'Environnement, des Transports et des Régions.

[411] *National Strategy for Neighbourhood Renewal.*

économiques auxquelles ils étaient confrontés ou les niveaux de salaires. Il a été avancé que l'absence de la «liberté de faire »[412] était aussi importante que le manque de ressources ou de salaires.

Un des grands tournants pris par les Travaillistes fut qu'au lieu de simplement aider les plus démunis à survivre, le modèle que Tony Blair voulait mettre en place incitait ceux-ci à jouer un rôle actif, productif pour la société (ou la communauté à laquelle ils appartenaient).

Le travail, ou l'emploi rémunéré, devenait « un passeport vers la citoyenneté sociale et économique, et une façon de sortir de l'exclusion »[413] : le crédo des Travaillistes était que le législateur devait intervenir pour mettre fin à l'exclusion en donnant à chacun « la possibilité d'atteindre son potentiel »[414] en comptant sur les agissements des personnes concernées pour « s'en sortir ». Les dirigeants du New Labour allaient promouvoir le travail qui leur semblait être le meilleur outil pour sortir de la pauvreté[415], pour les chômeurs (le nombre d'emplois est dit inférieur d'un million par rapport à 1990, sept années plus tôt[416]), et pour les jeunes chômeurs avec le programme *New Deal for 16-25's* par exemple. En 1997, le but était de faire sortir 250 000 jeunes chômeurs du cercle vicieux des allocations chômage et de les remettre au travail[417].

Un salaire minimum[418] fut créé et le gouvernement considérait (par les mots de Peter Mandelson[419]) qu'une flexibilité du travail pouvait rapporter plus de bénéfice qu'une nette amélioration des allocations chômage[420].

---

[412] "*The freedom to achieve*", dans *The Third way and its critics*, (2000), de Giddens, Cambridge: Policy Press.
[413] "*A passport to social and economic citizenship and the way out of social exclusion*", dans *Urban policy and politics in Britain*, (2000), de Hill, D., London, Macmillan, p. 105.
[414] "*The opportunity to achieve their full potential*", Department of Social Security, (1990), p.5.
[415] "*Work is the most important route out of low income",* Department of Social Security, (1999), p.4.
[416] "*There are over one million fewer jobs in Britain than in 1990", New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.18.
[417] *"250,000 young unemployed off benefit and into work", Ibid*. Et sont détaillées dans le même ouvrage de la page 18 à la page 20 les mesures que le parti envisage de prendre en faveur des chômeurs pour les aider à remettre le pied à l'étrier pour retrouver un emploi : « *We will get the unemployed from welfare to work* ».
[418] "*Every modern industrial country has a minimum wage, including the US and Japan (...). Introduced sensibly, the minimum wage will remove the worst excesses of low pay", Ibid*, p.18. Un Salaire Minimum (*National Minimum Wage)* fut créé en Grande Bretagne pour la première fois par le gouvernement Travailliste le 1er avril 1999, au taux horaire de £3,60 pour les travailleurs âgés de 22 ans ou plus. Ce taux est revu chaque année en octobre depuis 2000.
Voici la progression de ce taux :

Gordon Brown, alors Ministre du Cabinet Travailliste, affirma que l'intention de son parti était de rétablir l'éthique du travail au cœur du système de l'Etat Providence, et Peter Mandelson expliqua en 1998 plus abruptement que les gouvernants devaient « concentrer leurs efforts à aider ceux qui peuvent s'en sortir, en se rappelant que les capacités personnelles et le travail (étaient) les politiques pour combattre la pauvreté les plus efficaces sur le long terme »[421].

Pour eux, tout travail valait mieux que d'être au chômage, car il permettait à l'individu d'avoir une activité, une place dans la société, et de gagner (ou de recouvrer) celle de citoyen actif : pour le New Labour, le travail permettrait l'inclusion sociale (par opposition à l'exclusion sociale).

Mais il a été dit[422], alors que le « chômage crée l'exclusion sociale, (…) un emploi ne garantit pas l'inclusion sociale », et des adversaires de la politique gouvernementale ont

Taux Adulte (travailleurs ages de 22 ans et +)		**Travailleurs entre 18 et 21 ans**		**Taux pour les 16-17 ans**	
1 Apr 1999	£3.60	1 Apr 1999	£3.00	-	-
1 Oct 2000	£3.70	1 Oct 2000	£3.20	-	-
1 Oct 2001	£4.10	1 Oct 2001	£3.50	-	-
1 Oct 2002	£4.20	1 Oct 2002	£3.60	-	-
1 Oct 2003	£4.50	1 Oct 2003	£3.80	-	-
1 Oct 2004	£4.85	1 Oct 2004	£4.10	1 Oct 2004	£3.00
1 Oct 2005	£5.05	1 Oct 2005	£4.25	1 Oct 2005	£3.00
1 Oct 2006	£5.35	1 Oct 2006	£4.45	1 Oct 2006	£3.30
1 Oct 2007	£5.52	1 Oct 2007	£4.60	1 Oct 2007	£3.40
1 Oct 2008	£5.73	1 Oct 2008	£4.77	1 Oct 2008	£3.53
1 Oct 2009	£5.80	1 Oct 2009	£4.83	1 Oct 2009	£3.57

http://www.lowpay.gov.uk/

[419] Peter Benjamin Mandelson (né le 21 octobre, 1953) est un homme politique du Royaume-Uni, membre du Parti travailliste et député de Hartlepool. On le considère comme l'un des principaux architectes de la transformation du Parti Travailliste britannique en ce qu'on a appelé le New Labour. Il a été deux fois membre du gouvernement. Il fut député de Hartlepool de 1992 à 2004. Il intégra le gouvernement dirigé par Tony Blair en 1997 comme Ministre sans Portefeuille puis il occupa deux postes de Secrétaire d'Etat : au Commerce et à l'Industrie en 1998, puis à l'Irlande du Nord de 1999 à 2001. Il fut contraint deux fois de démissionner. Il a été nommé le 24 juillet 2004 Commissaire au Commerce de la Commission Européenne.

[420] Mandelson, P. (1998), extrait du discours fait par le Ministre sans Portefeuille fait le 14 août 1998 devant les membres de la Fabian Society. Disponible par le lien http://www.cabinet.gov.uk/seu/index.more.html.

[421] *Ibid.*

[422] « *Unemployment causes social exclusion but a job does not guarantee social inclusion* », Atkinson, T. (1998), discours devant le BAAS fait le 13 mai 1998, disponible par le lien http://www.res.org.uk/media/atkinsonl.htm.

d'ailleurs fait remarquer assez ironiquement, qu'on avait offert aux personnes les plus vulnérables de la société un nouveau choix : « être pauvre en étant au travail ou être pauvre en étant au chômage »[423].

Le citoyen devait s'attendre à prendre « des responsabilités avec sérieux, tout en reconnaissant les droits des autres »[424]. Il devrait saisir la chance si elle se présentait et s'il ne remplissait pas ses devoirs, le gouvernement pourrait retirer son aide, les droits sur les allocations, l'éducation ou la formation[425].

Mettre en avant les droits de l'individu tout en insistant sur ses responsabilités vis-à-vis de l'Etat et de la société, lui donner des outils pour agir et faire des choix quant aux options pour améliorer sa qualité de vie, sans fermer la porte aux initiatives qui proviendraient du secteur privé : voilà ce qui était au cœur de l'approche de politique sociale du gouvernement de Tony Blair[426], dite de la Troisième Voie.

Cette option politique consistait à utiliser des approches différentes provenant de différentes traditions politiques : en préconisant le maintien d'un Etat fort afin de faire respecter la loi (approche néo-conservatrice) et en préférant s'attaquer aux problèmes posés par les délits d'une manière onéreuse[427] par le biais de réseaux citoyens et des partenariats locaux (approche néo-libérale).

Pour combattre la pauvreté, le gouvernement de Tony Blair s'engageait sur des réformes à long terme. Peter Mandelson disait en 1998 que le gouvernement devait être jugé dans 10 ans lorsqu'une société plus équitable aurait été atteinte de diverses façons, « non pas seulement par la redistribution de la richesse des riches vers les pauvres, ce que certains choisissent de façon artificielle comme étant leur définition de l'égalité»[428].

---

[423] "Poverty at work or poverty on the dole", de Forrester dans « L'horreur, l'horreur », article paru dans le quotidien *The Guardian*, le mardi 26 octobre 1999, G2 pp.4-5, Londres.

[424] "*Take their responsibilities seriously, while recognising the rights of others*", *Ibid*, p. 102.

[425] "The new urban policy: towards empowerment or incorporation ? The practice of urban policy", article de Allan Cochrane dans *Urban renaissance?: New Labour, community and urban policy*, (2003), de Imrie, R., et Raco, R., The Policy Press, ISBN 1861343809, 9781861343802, 294 pages.

[426] "*Community is strongly linked to very particular notions of civic responsibility and citizenship, notions that informed Labour's attempt to overcome social exclusion and reform the welfare state",* dans *Modernising governance: New Labour, policy and society*, (2001), de Newman, J., London, Sage Publications.

[427] C'est à dire en n'hésitant pas à financer des programmes largement financés par l'Etat.

[428] "*When a more equal society will have been achieved by many different routes not just the redistribution of cash from rich to poor which others artificially choose as their limited definition of egalitarianism",*

Les Travaillistes, semblait-il, ne rejetaient pas l'idée de redistribution de richesses des plus riches vers les plus pauvres mais réagissaient plutôt par opposition aux dix-huit années de gouvernement Conservateur (1979-1997), c'est-à-dire une redistribution allant des plus pauvres vers les plus riches[429].

David Blunkett[430] parlait du « donnant-donnant »[431], contrat par lequel le citoyen s'engageait à agir, à retrouver une place dans la société à partir du moment où le gouvernement lui proposait des outils lui permettant de remettre le pied à l'étrier. Par exemple, on a noté que dans les propositions faites aux jeunes (*New Deal for 16-25's*), il n'y aurait pas « d'option permettant de continuer à vivre sur les allocations après 6 mois, ce qui représentait un changement total dans les principes du filet de sécurité mis en place par le système social britannique »[432].

I – 4 : les pivots de la politique de renouveau urbain des Travaillistes.

Richard Rogers, Lord Richard of Riverside[433], à la tête de *Urban Task Force*, avait eu pour mission d'établir « une nouvelle vision de la régénération urbaine fondée sur les principes de l'excellence de conception, du bien-être social et de la responsabilité environnementale, et cela, dans un cadre économique et législatif viable »[434]. Lui et son

---

Mandelson, Peter, extrait d'un discours du Ministre sans Portefeuille fait le 14 août 1998 devant les membres de la Fabian Society.

[429] "*Labour's rejection of redistribution from rich to poor is not, however, a rejection of redistribution in itself. Raher, it is a legitimation of the major redistribution from poor to rich which marked the 1979-1997 Conservative regime",* dans *The inclusive society? Social exclusion and New Labour,* (1998), de Levitas, R., Londres: Macmillan.

[430] David Blunkett est né le 6 juin 1947. Politicien Travailliste qui devint député de Sheffield Brightside en 1987. Aveugle de naissance, il est issu d'une famille pauvre d'un des quartiers les plus défavorisés de Sheffield. Il fut Ministre de l'Education de 1997 à 2001 puis Ministre de l'Intérieur de 2001 à 2004, poste duquel il dut démissionner. Après l'élection de 2005, il fut nommé Secrétaire d'Etat au Travail et aux Retraites. Là aussi, il démissionna quelques mois plus tard.

[431] "*Something for something*", dans *Social exclusion and the politics of opportunity: a mid-term progress check, (*1999), de Blunkett David, livret qui accompagne un discours de David Blunkett le 3 novembre 1999. Disponible sur le lien suivant : www.dfee.gov.uk/socialexcl.

[432] "*No fifth option of continued life on benefits after six months, a major change in the principles of the British social security safety net",* dans *Thatcherism, New Labour and the welfare state,* (1998), de Hills, J., CasePaper 13 August. London: Centre for Analysis of Social Exclusion, London School of Economics.

[433] Richard George Rogers, Baron Rogers of Riverside, est né à Florence le 23 juillet1933. C'est un architecte britannique connu pour ses travaux modernes et fonctionnels. Il publia en 2000, *Des villes pour une petite planète,* qui est un ouvrage nourri de l'expérience internationale de son auteur, et 'aux airs de manifeste pour la ville' (Stéphane Sadoux, Gilles Novarina et Charles Ambrosino dans leur article 'L'Urban Renaissance : la ville selon Richard Rogers' dans *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville,* (2008), de David Fée et Sylvie Nail, Presses Sorbonne Nouvelle, p.19.

[434] "*It will establish a new vision for urban regeneration funded on the principles of design excellence, social well-being and environmental responsibility within a viable economic and legislative framework", Ibid.*

équipe proposèrent clairement d'inclure dans leur réflexion la dimension sociale de la renaissance urbaine.

Leur volonté était de rendre l'espace urbain attractif pour les populations qui y travaillaient mais surtout pour celles qui y habitaient[435] : « la qualité de vie apparaît dès lors aussi importante que celle des infrastructures »[436].

C'est dans le Livre Blanc publié par le Ministère de l'Environnement, des Transports et des Régions - qui est en quelque sorte la réponse au rapport de la commission menée par Lord Riverside - qu'apparaissent des mots clés qui allaient servir de base, de piliers à la construction de la politique de renouveau urbain du gouvernement :

- le développement durable,
- la communauté.

I – 4 – 1 : le développement durable.

Le respect de l'environnement était la base du modèle urbain de Richard Rogers. Il disait à ce propos que « il faut veiller à transformer (les villes) et trouver un mode de croissance plus équilibré, plus respectueux de l'environnement »[437].

Pour lui, l'idée de développement durable « doit désormais guider la planification urbaine »[438] et il ajoute que le défi « consiste à rompre avec un système qui considère que la technique et l'argent sont les instruments du profit (…) plutôt que des moyens mis au service de la justice sociale et de la protection de l'environnement »[439] - ceci étant une attaque peu dissimulée contre la politique menée par les Conservateurs précédemment au gouvernement et

[435] « L'Urban Renaissance : la ville selon Richard Rogers », article dans *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, (2008), de David Fée et Sylvie Nail, Presses Sorbonne Nouvelle, p.20.
[436] *Ibid*.
[437] Richard Rogers cité dans *Richard Rogers : oeuvres et projets*, (1996), Burdett, R., Paris, Gallimard.
[438] *Ibid* cité dans « L'Urban Renaissance : la ville selon Richard Rogers », article dans *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, (2008), de David Fée et Sylvie Nail, Presses Sorbonne Nouvelle, p.20.
[439] *Ibid*, p.21.

en particulier contre Margaret Thatcher, période pendant laquelle la ville était considérée comme « une arène consumériste »[440].

Le développement urbain devait maintenant se faire en « répondant aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins »[441]. Pour illustrer cette vision urbaine à court terme basée sur le profit à tout prix et le retour sur investissement rapide, il prend l'exemple des Docklands, quartier de l'Est londonien qui eut pour résultat « une surabondance de bureaux agglutinés et un mélange, au petit bonheur, d'aménagements commerciaux s'entremêlant à des grappes de logements »[442].

Pour Richard Rogers, l'aménagement à court terme empêche « la possibilité de créer des quartiers vivants et des communautés durables »[443].

Dans l'introduction à la publication gouvernementale, le Vice-Premier Ministre, John Prescott[444], dit que « depuis le dernier Livre Blanc, nombre de nos villes ont été négligées et ont souffert d'un manque d'investissement, ont été mal gérées, ont reçu des services mal adaptés, et d'une vision à court terme »[445].

Dans ce rapport est développée une certaine vision de la vie urbaine renouvelée[446], d'une volonté de changer la perception de la ville pour réapprenre à bien y vivre et pour parvenir à cela, donner la possibilité aux résidants de donner leur avis.

Dans l'introduction de ce rapport, Lord Richard Rogers lui-même dit d'ailleurs que « depuis la révolution Industrielle, nos villes ne *nous* appartiennent plus et nous les avons

---

[440] *Des villes pour une petite planète*, (2000), de Rogers, R., et Gumuchdjian, P., p.31, Paris, Editions du Moniteur, cité dans *Ibid*, p.24.

[441] Sustainable development is "*(one) that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs"*, dans *Our Common Future*, (1987), Brundtland Commission, World Commission on Environment and Development, NewYork.

[442] *Des villes pour une petite planète*, (2000), de Rogers, R., et Gumuchdjian, P., p.137, Paris, Editions du Moniteur, cité dans *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, (2008), de David Fée et Sylvie Nail, Presses Sorbonne Nouvelle, p.24.

[443] *Ibid.*

[444] John Leslie Prescott, politicien gallois né le 31 mai 1938. Il occupe le siège de député Travailliste de Hull depuis 1970. Du 2 mai 1997 au 27 juin 2007, il fut Vice Premier ministre et occupa aussi le poste de Premier Secrétaire d'Etat à partir de 2001. Il a annoncé le 27 août 2007 qu'il ne se représentera pas au mandat de député à l'élection législative suivante.

[445] DETR, (2000), p 5.

[446] « Visions of 'urban renaissance': the Urban Task Force Report and the Urban White Paper », article de Loretta Lees, dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press.

gâchées par une mauvaise architecture, une dispersion économique et une polarisation sociale »[447]. Pour lui, l'âge de la Révolution Industrielle, avec l'émergence des taudis et de la pollution, a participé à la construction d'une aversion des Britanniques envers la vie en ville.

Il précise la vision et pose les jalons des actions à entreprendre, des buts à atteindre[448] :

- faire en sorte que les résidants prennent en main le futur de leurs communautés en ayant à leur tête de véritables meneurs,
- que les personnes vivent dans des villes agréables, bien tenues et qui font un usage réfléchi des bâtiments et des espaces verts,
- promouvoir une architecture qui simplifie la vie et qui prend en compte l'environnement, en polluant moins et en évitant les embouteillages routiers,
- rendre possible la création de richesse par les villes et le partage de la prospérité créée pour qu'elle profite à tous les citoyens afin que chacun puisse se réaliser,
- offrir des services de qualité (tels que la santé, l'éducation, le logement, les transports, les finances, les achats, les activités de temps libre, et la protection contre les délits) et qui répondent aux besoins des personnes.

« afin que la renaissance des villes profite à tous, faisant des cités des lieux pleins de vie et qui réussissent ».[449]

I – 4 - 2 : le capital social.

Il est primordial de nous attarder quelques instants sur la notion de capital social et d'essayer d'en donner une définiton.

L'OCDE[450] nous en donne la définition suivante : « … les réseaux ainsi que les normes, les valeurs et la compréhension communes qui facilitent la coopération au sein de groupes humains ou entre les groupes humains »[451].

---

[447] "*Since the industrial revolution**, we** have lost ownership of our towns and cities, allowing them to become spoilt by poor design, economic dispersal ans social polarisation*", DETR, (1999a), p 8, "*we*" en italique dans l'original.
[448] DETR, (2000a), p 7.
[449] "*This urban renaissance will benefit everyone, making towns and cities vibrant and successful*"', *Ibid.*

Certains définissent le capital social comme étant «les connections actives entre les personnes, dont la confiance, la compréhension mutuelle, les valeurs communes, ainsi que les attitudes qui lient les membres d'un même groupe, les réseaux et les communautés humaines rendant ainsi possible la coopération, ou bien prenant en compte les normes et les relations que l'on trouve dans les liens sociaux, rendent possible une action coordonnée afin d'atteindre les buts désirés »[452].

La notion de capital social telle quelle semble avoir été considérée par les Travaillistes incluait « les réseaux et les liens entre les personnes pouvant contribuer à la cohésion sociale »[453].

En tout cas, le capital social semble apparaître comme « la valeur et la coopération créées par le biais des relations ou les réseaux humains »[454].

Cette notion qui était chère au gouvernement de Tony Blair (il a souvent été séduit par la créativité qu'elle supposait)[455], est apparue comme une futilité aux yeux des populations concernées qui étaient plus préoccupées par une plus grande sécurité financière ou une amélioration des services publics[456] que par la création de liens sociaux.

Par capital social, le Premier Ministre et les Travaillistes entendaient, « les caractéristiques sociales (les réseaux, les normes et la confiance) qui permettent aux

---

[450] L'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), créée en 1961, a succédé à l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE), qui avait été instituée dans le cadre du Plan Marshall. L'OCDE regroupe 30 pays partageant les principes de l'économie de marché, de la démocratie pluraliste et du respect des droits de l'homme et constitue un forum unique visant à procéder à des échanges de vues et à élaborer et améliorer les politiques.
Dès sa création, l'OCDE a eu pour mission de renforcer l'économie de ses membres, d'en améliorer l'efficacité, de promouvoir l'économie de marché et de contribuer à la croissance des pays développés et en développement.
http://www.diplomatie.be/fr/policy/policynotedetail.asp?TEXTID=12977

[451] *"…networks, together with shared norms, values and understandings which facilitate cooperation within or among groups".*
www.parliament.vic.gov.au/SARC/E-Democracy/Final_Report/Glossary.htm

[452] *"Social capital represents the active connections between people; including trust, mutual understanding, shared values, and behaviours that bind together the members of groups, networks, and communities and make cooperation possible; or, comprises the norms and relations embedded in social structures that enable people to coordinate action to achieve desired goals",* http://www.quantum3.co.za/CI%20Glossary.htm#S.

[453] *"The networks and connections between people that contribute to social cohesion",* www.environment.gov.au/soe/2006/publications/integrative/coastal/glossary.html

[454] "*The value and cooperation created through social human relationships or networks*"', www.pfc.ca/cms_en/page1112.cfm

[455] « Social capital, regeneration and urban policy », article de Ade Kearns dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Raco, The Policy Press, p 59.

[456] *Ibid.*

participants de la société d'agir ensemble afin d'atteindre les mêmes objectifs… Ce capital, en bref, fait référence aux connections sociales et aux normes qui les régissent»[457] et l'accent fut mis sur sa valeur[458] qui allait être l'outil mis en avant par les Travaillistes pour faire participer les premiers intéressés.

Ce travail en commun entre les autorités locales et les usagers était censé donner une nouvelle logique et une forte dynamique dans la lutte contre les problèmes inhérents aux *Inner Cities* et lutter ainsi de façon plus efficace contre l'exclusion sociale.

La reconstruction des liens sociaux et du capital social était l'un des cinq principes envisagés pour redonner vie aux communautés concernées, dont les quatre autres étaient :

- redonner des valeurs et une culture civiques,
- créer de l'ordre et un contrôle sociaux,
- créer de la solidarité et réduire les disparités sociales,
- redonner un sens d'attachement et une identité au lieu.[459]

Dans le cadre de cette renaissance urbaine et dans l'optique de la réforme voulue par les Travaillistes qui consistait à donner le pouvoir à la communauté de prendre les rênes pour décider de quoi leurs besoins étaient faits, le capital social semblait présenter de nombreux avantages. En effet[460] :

- un membre individuel faisant partie d'une association peut servir de lien avec un autre groupe. De plus, un regroupement de personnes variées peut être utile en ce qu'elle va créer une multitude de réseaux différents les uns des autres.
- Des réseaux organisationnels peuvent faire se rencontrer les personnes.

---

[457] "*Features of social life – networks, norms ans trust regroupement*

[458] "Addressing urban social exclusion through community involvement in urban regeneration", article de Rob Atkinson, dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Imrie, R., et Raco, M., The Policy Press, p 101.

[459] "Social cohesion, social capital and the neighbourhood", article de Forrest, R. et Kearns, A., (1999), dans *Urban Studies*, vol 38, pp 2125-43.

[460] Donné dans l'article "Social capital, regeneration and urban policy", de Ade Keans, dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Rob Imrie et Mike Raco, The Policy Press, p 44.

- Le pouvoir des individus est décuplé s'il représente la communauté auprès des représentants politiques.
- Les organisations communautaires ont accès à des ressources qui peuvent être utilisées pour accompagner l'action collective et les activités sociales afin de créer plus de capital social.
- Dans un contexte de rénovation urbaine basée sur un travail de partenariats, les associations communautaires donnent accès aux réseaux institutionnels.

En effet, les contributions du capital social à la cohésion de la communauté sont nombreuses[461] :

- le capital social permet aux personnes de résoudre les problèmes plus rapidement,
- un meilleur travail est possible entre les transactions sociales et commerciales qui deviennent moins onéreuses si les gens se font confiance et interagissent constamment,
- le capital social élargit la prise de conscience des façons dont les destins de chacun sont mêlés,
- les réseaux facilitent la communication ce qui permet d'atteindre les buts communs plus aisément.

Il était vu par d'autres comme étant « les caractéristiques d'organisation sociale comme la participation civique, les normes de réciprocité et la confiance en d'autres, et qui facilite la coopération pour le bien mutuel »[462] ou tout simplement « les réseaux, les normes et les relations qui aident les communautés et les organisations à travailler de façon plus efficace »[463].

---

[461] *Home Office, (*2001c), group on public order, London: Home Office.

[462] *"Features of social organisation, such as civic participation, norms of reciprocity and trust in others, that facilitate cooperation for mutual benefit",* dans l'article "Social capital, income inequality, and mortality", de Kawachi, I., Kennedy, B., Lochner, K., et Prothrow-Stith, D., (1997), dans *American Journal of Public Health*, vol 87, pp 1491-8.

[463] "*The networks, relationships and norms that help communities and organisations work more effectively",* dans *The glue factory – Social capital, business innovation and trust,* (2002), de MacGillivray, A., London: New Economics Foundation.

Nous pouvons dire que ce concept est présent dans les relations qu'entretiennent les individus entre eux[464] mais qu'il se définit aussi par la capacité qu'ont les personnes de travailler ensemble en tant que groupes et organisations[465], les ponts (*social bridges*) étant primordiaux pour donner aux participants à la communauté un accès plus large aux réseaux d'affiliation[466].

Dans un contexte de rénovation urbaine, le capital social doit faire appel aux interactions entre les organisations communautaires et les partenariats[467], c'est-à-dire aux réseaux existant entre les différents groupes acteurs, d'autant plus que chaque acteur participant à la rénovation urbaine poursuit des buts différents.

Pour certains, ce sont les associations dans les quartiers qui vont être la passerelle indispensable entre les résidants et les politiques donneurs d'ordre[468].

C'est, en tout cas, un lien utile qui existe entre les individus[469], leur permettant de se rapprocher, de travailler ensemble et il peut être décomposé de la façon suivante :

- les réseaux utilisés par les personnes,
- les normes sociales adoptées par les personnes dans leur façon de se comporter et en particulier si celles-ci sont partagées par le plus grand nombre ou pas,
- les niveaux de confiance que les gens ont soit dans leurs voisins, ou dans les personnes en général, ou dans les institutions gouvernementales[470].

Même si la notion de confiance est difficile à définir, elle est pourtant nécessaire pour pouvoir engendrer de l'investissement de la part de la communauté dans les affaires civiques :

---

[464] *Endogenous social capital*, (1996), Routledge, B., et Amsberg, J., Washington: Graduate School of Industrial Administration/World Bank.
[465] *Trust: The social virtues and the creation of prosperity*, (1995), Fukuyama, F., New York: The Free Press.
[466] "Social capital, regeneration and urban policy", article de Ade Keans, dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy,* (2003), édité par Imrie, R., et Raco, M., (2003), The Policy Press, p 42.
[467] "Tackling social exclusion : the role of social capital in urban regeneration on Merseyside – from mistrust to trust?", article de Hibbitt, K., Jones, P., et Meegan, R., (2001), dans *European Studies*, vol 9, pp141-61.
[468] "Social capital and neighbourhood stability: an empirical investigation", article de Temkin K., et Rohe, W., (1998), dans *Housing Policy Debate*, vol 9, pp 61-88.
[469] "*Social capital is something useful that exists between people*", dans l'article "Social capital, regeneration and urban policy", par Ade Keans, dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy,* (2003), édité par Imrie, R., et Raco, M., The Policy Press, p 42.
[470] *Ibid*.

on peut parler de cercles vicieux ou même de spirales[471], la confiance que l'on a les uns envers les autres affecte notre façon d'être. L'une entraîne l'autre : mais dans quel ordre ?

Quoiqu'il en soit, il semble que ces deux notions soient réciproques et que cette réciprocité soit « la clé de voûte du capital social »[472].

C'est pourquoi les gouvernements Travaillistes successifs, celui de 1997, comme les suivants, y ont porté un certain intérêt, et il a été fréquemment intégré aux diverses politiques urbaines pour différentes raisons, pratiques ou idéologiques[473].

L'introduction de cette notion nouvelle dans la politique urbaine permettait à Tony Blair de tracer sa propre voie, d'innover par rapport aux politique passées.

En effet, la prise en compte de cet aspect humain a permis au gouvernement Travailliste d'adopter une position politique totalement opposée à celle des gouvernements Conservateurs ayant été au pouvoir dans les années 1980 et 1990 : la prise en compte du capital humain différait en tout de l'approche voulue par Margaret Thatcher (et dans une moindre mesure par son successeur, John Major) qui préconisait que la politique urbaine soit menée selon les lois du marché et initiée par le secteur privé[474].

Par exemple, même si le gouvernement de Tony Blair comptait s'attaquer au chômage, son approche en direction des chômeurs était plus « douce », plus centrée sur la communauté et évitait de mettre l'individu au banc de la société en le pointant du doigt.

Mais il a aussi voulu prendre ses distances, même si elles l'avaient inspiré, avec les politiques urbaines américaines qui n'avaient pas tenu compte des avantages que pouvait

---

[471] "*Vicious circles or vicious spirals*", dans l'article "Tuning in, tuning out: the strange disappearance of social capital", par Putnam, R. (1995), dans *America, Political Science and Politics*, vol 28, n 4, pp 664-83.
[472] "*The touchstone of social capital*", dans l'article "Social capital: a review and critique", dans *Social capital – Critical perspectives*, (2000), de Schuller, T., Baron, S., et Field J., (eds), Oxford, Oxford University Press, p. 38.
[473] "Social capital, regeneration and urban policy", article de Ade Keans, dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Imrie R., et Raco, M., (2003), The Policy Press, p 59.
[474] *Cities, economic competition and urban policy*, (1998), de Oatley, N. (ed), London: Paul Chapman Publishing.

apporter le capital social et qui, au lieu de créer de la cohésion et du travail en commun, avaient généré des divisions et des problèmes[475].

Et puis surtout, le rôle attribué au capital social est tout à fait révélateur de l'adoption de la politique de « la Troisième Voie », en ce qu'il ouvrait de nouveaux espaces d'intervention pour l'Etat en plus de l'intervention purement étatique et de celle du secteur privé[476] : au lieu de laisser les quartiers aux mains des entreprises du secteur privé et seuls face aux effets du libre-marché, la Troisième Voie supportait l'idée d'initiatives prises par les individus eux-mêmes au sein d'un marché existant et de mesures gouvernementales servant de cadre, de garde-fou et de facilitateur.

Par ce biais, Tony Blair tentait de s'éloigner de la doctrine post-Keynésienne de l'Etat Providence, permettant ainsi à l'Etat de se désengager de certains aspects qui étaient jusqu'ici sa priorité et de garder certains mécanismes spécifiques à la politique menée par le Conservateurs et qu'ils souhaitaient conserver (comme les privatisations ou la dérégulation)[477].

Par l'introduction du capital social, non seulement le rôle de l'Etat changeait, mais celui du citoyen était aussi modifié. Avec l'aide et l'éducation que lui offrait l'Etat, il allait pouvoir accroître ses chances[478].

Enfin le capital social faisait partie intégrante de la réforme du gouvernement central voulue par Tony Blair, de sa modernisation[479] : de nouvelles relations allaient être mises en place entre les différents agents du gouvernement, de nouveaux réseaux allaient être instaurés entre les diverses agences gouvernementales dont la feuille de route allait stipuler la nécessité de réorganiser les relations sociales dans les quartiers[480].

---

[475] "Tuning in, tuning out: the strange disappearance of social capital in America", article de Putman, (1995), dans *Political Science and Politics*, vol. 28, No 4, pp 664-83.
[476] *The third way and its critics*, (2000), de Giddens, A., Cambridge Policy Press.
[477] *Governance and public policy in the UK*, (2002), de Richards, D., et Smith, M., Oxford: Oxford University Press.
[478] *Ibid*, p 237.
[479] Le Livre Blanc du gouvernement de 1998 titrait *Modernising government*.
[480] *Governance and public policy in the UK*, (2002), de Richards, D., et Smith, M., Oxford: Oxford University Press, p 242.

Le capital social allait contribuer à cette nouvelle réorganisation du gouvernement de deux façons différentes : il allait permettre de travailler et d'agir sur des groupes humains en dehors de tout aspect communautaire et permettrait ensuite le travail croisé entre plusieurs ministères afin d'atteindre un objectif commun[481].

Les résultats positifs que peut apporter le capital social sont multiples, et on peut les résumer dans le tableau ci-dessous[482] :

Le capital social a de l'impact sur :	**Les mécanismes du capital social :**
La réduction du taux de délits	- Processus de socialisation accrus - Normes et sanctions locales plus fortes
L'amélioration de la santé	- Adoption de meilleurs comportements de vie - Meilleurs services de santé - Moins d'isolation sociale et meilleure estime personnelle
Meilleurs résultats sur le marché du travail	- Acquisition de qualification par le biais de réseaux - Liens offrant des informations et des opportunités d'emplois - Plus grandes attentes de la part des individus
Meilleurs résultats académiques	- Taux délictueux qui baissent - Parents qui jouent leur rôle d'éducateurs de façon plus efficace - Environnement propice à l'apprentissage
Une meilleure démocratie	- la communauté exprime ses besoins de façon plus efficace - les associations bénévoles forment les futurs politiciens - les citoyens sont plus susceptibles de s'engager en politique et de voter - les citoyens ont un sens civique plus développé et font en sorte que les programmes sont mis en oeuvre plus facilement.

[481] "Social capital, regeneration and urban policy", article de Ade Keans, dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Imrie, R., et Raco, M., (2003), The Policy Press, p 54.
[482] "Social cohesion, social capital and health", dans *Social epidemiology*, (2000), de Berkman, L. et Kawachi, I., (eds), New York: Oxford University Press, cité dans *Ibid*, p 55.

Le capital social était un maillon central de la nouvelle approche urbaine voulue par les Travaillistes car plus le pouvoir allait s'appliquer au plus proche des citoyens, de leurs préoccupations, plus le citoyen allait être sollicité et allait donc se sentir plus concerné par les affaires locales et s'y investir.

Ainsi, la gouvernance locale allait être positivement affectée par la distribution de capital social car les structures politiques concernant les localités produiraient des incitations, provoqueraient des attentes et des envies de la part des résidants de prendre part à la « chose publique »[483].

L'idée selon laquelle un citoyen responsable devait participer aux affaires de sa cité commençait à se répandre dès 1997.

Et le gouvernement Travailliste avait l'intention d'atteindre ce but, en tout cas la volonté de tendre vers lui, en utilisant la force publique, celle de l'Etat mais aussi de toutes les forces vives de la ville (associations bénévoles, organisations non gouvernementales, groupes communautaires, etc)[484].

I – 4 - 3 : la revitalisation du communautarisme[485] au cœur de la nouvelle politique urbaine.

Même si les gouvernements Travaillistes précédents avaient été préoccupés par le mal vivre des citoyens dans la ville et avaient tenté d'y apporter des remèdes, c'est l'arrivée du New Labour au pouvoir en 1997 qui a marqué le début de la prise en compte de la politique

[483] *Social capital and urban governance*, (1999), de Maloney, W., Smith, G., et Stoker, G., Mimeo, Glasgow: Department of Government, University of Strathclyde.

[484] "*They stress the role of a wide range of non-state organisations – voluntary associations – in generating forms of politics beyond, alongside and sometimes linked to the state",* dans l'article "The new urban policy: towards empowerment or incorproation? The practice of urban policy", article d'Allan Cochrane (2003), dans l'ouvrage *Urban Renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édited par Imrie, R., et Racco, M., The Policy Press.

[485] Article "Community", de Hugues, G. et Mooney, G., dans l'ouvrage *Imagining welfare futures*, de Hugues, G. et Mooney, T., (1988), (ed), London: Routledge, pp 55-102.

urbaine comme outil de politique sociale[486]. Les deux allaient de pair et d'ailleurs il a été dit que « la politique urbaine est la politique sociale parfaite pour le période actuelle »[487].

Les politiques néolibérales menées par les gouvernements Conservateurs précédents avaient commencé à ébranler les structures sur lesquelles reposaient les systèmes économiques et sociaux. Les rôles des gouvernements nationaux et locaux devaient être repensés, ils allaient ensuite être « transformés pour être plus socialement interventionnistes »[488] afin de pérenniser les programmes et les stratégies mises en place[489].

Même si l'accent avait depuis longtemps été mis sur la communauté renouvelée et la passation des pouvoirs vers les résidants qui en avaient été autrefois privés, de nombreux chercheurs ont souvent été critiques quant à l'usage qu'il a été fait du terme « communauté ». Certains ont même dit qu'il a souvent été utilisé comme « un aérosol qui serait propulsé sur n'importe quel programme social pour lui donner un cachet plus progressiste et compréhensif»[490].

Les politiques urbaines mises en place dès 1997 ont pris en compte la notion de la communauté renouvelée et Tony Blair en a été un ardent défenseur. Les Travaillistes comptaient sur les communautés qui seraient «le cadre compensateur des défauts du mécanisme du marché »[491] pour proposer, discuter, décider et aider à mettre en place les approches de renouveau[492], et en s'attachant à la mise en place d'une citoyenneté renouvelée.

---

[486] "Social policy and the city", article de Edwards, J. (1995), dans "Urban Studies", vol 32, pp 695-712. Edwards, J. (1997), *Urban policy: the victory of form over substance?*, Urban Studies, vol 35, pp 825-43.

[487] "*The perfect social policy for the present period",* dans "The new urban policy: towards empowerment or incorporation? The practice of urban policy", article d' Allan Cochrane, dans *Urban renaissance? New labour, community and urban policy*, (2003), édité par Imrie, R., et Raco, M., 304 pages, p.227.

[488] "*The aggressive neoliberal Thatcherite programmes of the 1980's have gradually metamorphosed into more socially interventionnist (...) forms"* de Peck, J. and Tickell, A. (2002), Neoliberalising space, *Antipode*, vol 34, p 384.

[489] Peck et Tickell écrivent qu'ils devaient être « *rolled out* » (déroulés, étendus), *Ibid*.

[490] Used as if it were "*an aerosol can, to be sprayed on to any social programme, giving it a more progressive and sympathetic cachet"*, Cochrane, A. (1986), *Community politics and democracy* in D. Held et C. Pollitt (eds), *News forms of democracy*, London, Sage Publications, p 51.

[491] Active communities as a "*flanking compensatory mechanism for the inadequacies of the matket mechanism*", dans "Liberalism, neoliberalism, and urban governance: a state-theoretic perspective", de Jessop B. (2002), *Antipode*, vol 34. pp 455.

[492] "*Community-led approaches*", par Robson et al, (2000), dans *The state of the English cities*, London: DETR.

La politique urbaine du New Labour était bien une branche de la nouvelle politique sociale voulue par le Gouvernement, et elle ne peut être comprise qu'en faisant référence à la modernisation des actions en faveur des plus démunis[493].

La communauté était au cœur de la politique sociale et urbaine dès 1997, et était même un maillon essentiel de celle-ci, donc au centre de la revitalisation et de la gestion des quartiers défavorisés par les populations elles-mêmes.

Dans le Manifeste du New Labour de 1997, le parti affirmait déjà que s'il arrivait aux affaires, au cours des 5 années de gouvernement, il s'attellerait à « bâtir des familles et des communautés fortes, et jettera les fondations d'un Etat Providence moderne »[494] et en 2000, le Ministère de l'Environnement, des Transports et des Régions réaffirmait dans un document que des communautés diverses et durables étaient vitales à la réussite des programmes d'amélioration de la vie urbaine[495].

En filigrane apparaissait l'idée de responsabilité partagée entre tous les acteurs de la communauté[496], pièce maîtresse de la nouvelle politique urbaine.

La ville contemporaine était vue « comme le lieu parfait pour le développement d'une citoyenneté démocratique »[497], comme « un endroit (…) où peut s'accomplir le potentiel social, l'expérimentation démocratique par le biais d'efforts entrepris par les citoyens eux-mêmes en tant qu'agents libres et socialisés »[498].

---

[493] "The new urban policy: towards empowerment or incorporation ? The practice of urban policy", article de Allan Cochrane dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Imrie, R., et Raco, M., 304 pages.

[494] *"Over the five years of a Labour Government, we will help build strong families and strong communities, and lay the foundations of a modern welfare state in pensions and community care*", *New Labour Manifesto*,(1997), New Labour Party, p.5-6.

[495] "Moving towards more mixed and sustainable communities is important to many of our plans for improving the quality of urban life", DETR, (2000), p.8.

[496] "*The shared responsibilitie of those who are members of communities*", dans "The new urban policy: towards empowerment or incorporation ? The practice of urban policy", article de Allan Cochrane dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Imrie, R., et Raco, M., 304 pages,

[497] *"The prime site for the development of democratic citizenship",* dans *Cities: Re-imagining the urban*, (2002), de Amin et Thrift, Cambridge: Policy Press.

[498] *"A place of (...) fulfilment of social potential, of democratic experimentation through the efforts of citizens themselves, as free and socialized agents*", *Ibid*, p 143.

La cité allait être l'outil qui devait permettre aux citoyens de devenir « quelquechose d'autre » et à « la mutualité d'être renforcée »[499], un «instrument »[500] puisque la mobilisation de la communauté n'était pas une fin en soi, mais un moyen d'atteindre un but[501]. Elle avait un rôle clé à jouer dans la rénovation en faisant participer plus les individus. La communauté mobilisée semblait être l'assurance d'inscrire les programmes de renouveau dans la durée[502].

Le gouvernement de Tony Blair s'était donc très tôt attaqué à une série de réformes visant à reconstruire la relation entre la société civile et l'Etat, basées sur des principes modernes de flexibilité, une faible intervention du gouvernement et un désengagement de l'Etat de certains domaines d'action qui devaient passer dans les mains du gouvernement local ou de la communauté.

Les différents acteurs de la communauté (autorités locales, sponsors d'entreprises, et associations bénévoles) avaient chacun leur partition à jouer et devaient s'assurer que les projets mis en place profiteraient aux résidants.

Pour que les programmes soient efficaces, des critères devaient être précisés et être étudiés. Il fallait définir [503] :

- le terme de communauté,
- quels étaient les besoins des résidants au sein des communautés et quels étaient les outils pour y répondre,
- les besoins particuliers de certains groupes communautaires,
- le développement des buts communs afin de promouvoir l'amélioration des conditions économiques et sociales,
- la représentativité des diverses communautés,
- le pouvoir donné à des communautés,
- les partenariats efficaces,

---

[499] (*The city has the potential of providing) "the opportunity for citizens to become something else and of mutuality to be strengthened", Ibid*, p 143.
[500] "*The rise of community has to be understood (...) in instrumental terms*", *Ibid*, p 235.
[501] "*A means to an end", Ibid.*
[502] Paragraphe "Community and the future of Britain's urban renaissance", dans l'article "New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance", de Mike Racco dans *Urban renaissance? New labour, community and urban policy,* édité par Rob Imrie et Mike Racco, p 246.
[503] "Social and Community Issues", par Brian and Clive Dutton dans *Urban Regeneration : A Handbook*, (2000), de Peter Roberts and Hugh Sykes, Sage Publications, p.109.

- et enfin tirer des leçons des expériences passées.

Un des problèmes posés par le terme de communauté locale est que les individus ou les membres de cette communauté qui n'auraient pas de visibilité, ou d'autres qui n'auraient pas de rôle actif dans la communauté, économique, social ou politique (on peut penser aux handicapés), risqueraient de ne pas être pris en compte.

En 1994, on avait déjà mis le doigt sur l'exclusion de certains groupes de la communauté en fonction de la race, du sexe ou de l'âge[504] et il est vrai que ces groupes ont des besoins particuliers générés par diverses formes de discrimination. La discrimination à l'encontre des minorités raciales et des groupes socialement démunis accentue les problèmes au sein des communautés. Il est difficile de répondre à des besoins divers lorsque les différents membres des communautés ont des valeurs et des intérêts divergents.

En termes de politique urbaine, ces groupes ont été qualifiés de « groupes désavantagés » au même titre que les minorités ethniques.

Pour pallier le déséquilibre entre ces groupes, il faut donc que toutes les communautés soient représentées dans les instances de décisions et de gestion[505] et « construire de la confiance au sein de la communauté et encourager les résidants à se prendre en main »[506].

Mais avant d'aller plus loin, voyons ce qui peut être entendu par le terme de communauté.

I – 4 - 4 : qu'est ce qu'une communauté en Angleterre ?

En 1997, le Ministère de l'Environnement, des Transports et des Régions (*DETR)* définissait le terme de communauté et qui servirait de base à toute politique visant le renouveau d ecelle-ci. Celle-ci serait composée des personnes qui vivent et travaillent dans des zones couvertes par des programmes de rénovation.

---

[504] *Local Democracy and the European Union : The Impact of Europeanisation on Local Governance,* (1994), Bennington, J., Commission for Local Democracy, London.

[505] "*The natural concern about places and services is a huge force for good. It is what motivates people to get involved in community activities and councillors to stand for election to represent their fellow citizens", dans Strong and prosperous communities, The Local Government White Paper*, (2006), Department for Communities and Local Government, p.25.

[506] *Ibid*, p 10.

Cette définition a été pratique car elle a permis de travailler sur les groupes humains compris dans des zones bénéficiant de programmes tels que le :

- *Single Regeneration Budget Challenge Fund,*
- *City Challenge,*
- *Tasks Forces,*
- *Housing Action Trust.*

Selon le même Ministère, tous les acteurs participant à la rénovation urbaine, c'est-à-dire les autorités locales, les partenaires privés et les associations bénévoles étaient compétents pour identifier les problèmes engendrés par le contexte de vie de ces groupes communautaires.

Cependant, la définition donnée plus haut peut être assez vague et *Local Government Management Board* a donné une liste de critères auxquels on peut faire référence pour préciser la notion de communauté :

- les attributs personnels (l'âge, le sexe ou la race),
- les croyances et les valeurs (religieuses, culturelles ou politiques),
- le statut économique (l'emploi, l'occupation, la richesse ou le salaire),
- les capacités (l'éducation et les qualifications professionnelles),
- les relations envers les services publics (locataires, patients, etc…),
- le lieu de résidence (attachement au quartier, à la ville, au village ou même au pays)[507].

Ces critères donnent de la communauté une approche basée sur une variété riche de perceptions et de valeurs.

En matière de politique urbaine, le terme « communauté » désigne un groupe délimité géographiquement qui partage une identité ou des intérêts. Cela peut être aussi lieu où l'on trouve un groupe ethnique identifiable ayant à sa tête des meneurs communautaires[508].

[507] DETR (1997), qui cite le *Local Government Management Board*.

En fait, les communautés peuvent être définies à partir de diverses caractéristiques : à partir du lieu où elles évoluent, des intérêts communs aux personnes qui la composent, de la classe sociale à laquelle les individus qui la forment appartiennent, à leur sexe, etc…

Voici un tableau récapitulatif de notions relatives à la communauté et les différents types répertoriés[509].

Construire des communautés capables	C'est un processus qui vise à s'assurer que les individus, les groupes ou les communautés puissent accéder au savoir, à la formation dont ils ont besoin pour jouer un rôle actif dans leur communauté.
Le développement de la communauté	Un processus qui vise à promouvoir l'implication active des personnes dans les questions qui affectent leur vie. Il est basé sur le partage du pouvoir, le savoir et l'expertise.
L'organisation communautaire ou le groupe communautaire	Ce sont des groupes informels ou des organisations plus formelles de personnes dans une communauté de lieu ou d'intérêt, afin de poursuivre un but ou un besoin commun ou faire campagne pour une cause commune.
Communauté de lieu	C'est une communauté dont les membres sont définis géographiquement par leur lieu de résidence, et non par des caractéristiques ou des intérêts communs
Communauté d'intérêts	C'est une communauté qui a des

[508] "New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance", article de Mike Racco dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Rob Imrie et Mike Racco, p 227.
[509] Dans "Funding community groups", (2001, annexe 1) publié par la *Active Community Unit*, London: HMSO, d'après Rheingold H. (1993), *The virtual community: Homesteading on the electronic frontier*, Reading: Addison Wesley et Stubbs (1998), *Conflict and co-operation in the virtual community: email and the wars of the Yugoslav Republic*, Sociological Research Online, (www.socresonline.org.uk/socresonline/3/3/7.html).

	caractéristiques ou des intérêts communs (l'origine raciale, les handicaps, le sexe…) et qui n'est pas définie par le lieu de résidence
Communauté virtuelle	C'est une communauté qui a vu le jour avec le développement d'Internet lorsqu'un nombre suffisant de personnes participent à la même discussion sans le besoin de se rencontrer physiquement
Organisation bénévole	C'est une organisation sans statut et à but non lucratif dont l'action vise à fournir ou rendre un service au public

Ce sont les idées que l'on se fait de la solidarité, de la fierté et de l'identité qui rassemblent les personnes[510]. Les communautés qui réussissent le mieux sont celles qui engendrent un sentiment d'appartenance à un groupe. Ce sentiment d'entraide n'est pas limité par des frontières physiques mais génère des rôles et des valeurs qui permettent aux individus de travailler et de prospérer ensemble.

La notion de communauté qui sous-tendait la nouvelle politique urbaine des Travaillistes promettait une nouvelle vision de la démocratie[511].

En s'écartant des traditionnelles formes de représentation électorale, elle impliquait une plus grande participation de ceux qui auparavant ne s'étaient pas investis dans les travaux de gouvernance urbaine. Cette « modernisation » qui serait atteinte par de nouvelles formes de gestion tendait à renouveler les relations politiques, où le contrôle ne viendrait pas toujours du haut mais dont l'auto-gestion et l'auto-régulation deviendraient les nouvelles formes[512].

La question centrale qui se posait était alors de savoir comment atteindre ce supplément de participation démocratique.

[510] *An Urban World*, (1974), de Tilly, C., Little Brown, Boston, MA.
[511] "A new vision of democracy", dans *The new urban policy : towards empowerment or incorporation ? The practice of urban policy*, article de Allan Cochrane, dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Imrie, R., et Raco, M., 304 pages..
[512] *Ibid*, p 231.

L'expansion de la communauté dans le cadre de la réforme de la politique urbaine n'allait pas être un processus secondaire, marginal. Les rênes du pouvoir, la prise de décision allait bien être transférée dans les mains des groupes et des organisations de résidants[513]. La volonté de refonte de la communauté qui vit le jour au cours des années 1990 et perdura jusque dans la décennie 2000, est une sorte de défi aux structures inflexibles et bureaucratiques de l'Etat Providence : on devait repenser les relations existant entre l'Etat et la société civile, la communauté pouvant agir en étant redessinée, activée et mobilisée[514].

Comme nous l'avons, les types de communauté sont multiples, ce qui complique d'autant plus la tâche consistant à délimiter les besoins, les problèmes rencontrés par chacune ainsi que les outils permettant de les résoudre[515].

Le gouvernement de Tony Blair était conscient de la difficulté de délimiter la notion de communauté et il préconisa aux autorités locales de développer des liens non seulement avec des communautés de quartiers, mais aussi avec les autres, celles liées par des intérêts communs par exemple, en respectant ou pas les frontières physiques[516].

Un document destiné à l'usage des gouvernements locaux a été publié en 2001, reconnaissant que « les individus appartiennent simultanément à des communautés d'intérêt, de lieu et se reconnaissent dans plusieurs communautés selon les circonstances et les questions posées. Les Stratégies pour la Communauté devraient refléter cette complexité et… la traiter en mettant en place différents outils pour susciter la participation »[517].

La définition suivante est simplifiée et elle permet de donner une bonne base de travail à partir de laquelle travailler : la communauté serait définie en termes de «réseau d'interactions sociales… et non par les sens subjectifs de communauté que peuvent avoir les

---

[513] Paragraphe "Neoliberalism, community and the new localism" dans "New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance", article Mike Racco dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Rob Imrie et Mike Racco, p. 242.
[514] *Ibid.*
[515] *Ibid*, p 239.
[516] *Ibid.*
[517] "*Individuals belong simultaneously to a number of communities of interest, of both place and interest, and will identify with different communities according to their circumstances and the issues under discussion. Community Strategies should reflect this complexity and... accomodate it by putting in place a variety of routes into particicpation"*, dans *Local Strategic Partenerships. Governement Guidance summary*, (2001), London: The Stationery Office, Department of the Environement, the Transports and the Regions, para 52.

individus »[518]. Ainsi, cela permettait que la communauté puisse fournir un moyen permettant la participation et l'investissement citoyen plus larges qui se développeraient entre plusieurs zones urbaines[519].

En fait, ce sur quoi allaient se baser les Travaillistes pour promouvoir le renouveau urbain, était la quelque peu utopiste « communauté idéale » dans laquelle « il existe une vision commune et un sentiment d'appartenance… où les antécédents de chacun et leur diversité sont appréciés… où ceux avec des passés différents ont des opportunités de vie semblables, (et où) des liens forts et positifs sont développés entre les gens d'horizons différents, sur le lieu de travail, à l'école, ou dans les quartiers »[520]

La solution semblait être de dépasser ces différentes façons d'appréhender la communauté ainsi que les définitions qui en avaient été données.

Ainsi, la communauté ne devait pas être délimitées par des frontières géographiques, celles-ci ne représentant pas forcément les limites de communautés locales et car il pouvait y avoir au sein d'un lieu géographiquement délimité une multitude d'intérêts différents[521].

Pour les Travaillistes, moderniser la Grande-Bretagne nécessitait de « réarticuler la citoyenneté active »[522] avec l'Etat qui devenait « facilitateur » après avoir été le pourvoyeur de services[523] et donc stimuler toutes les énergies des communautés pour les rendre actives. D'ailleurs, dans le premier rapport sur le renouveau des quartiers qui est paru en septembre

---

[518] "*The actual network of social interaction... not whether people have a sense of community in subjective terms",* dans *Urban policy and politics in Britain*, (2000), de Hill, D., London: Macmillan.

[519] "*While local community that is based around place may provide one means of enabling participation and involvement in policy, so might wider communities of interest that stretch across urban areas",* dans *Ibid*, p 232.

[520] *In which "there is a common vision and sense of belonging for all communities; the diversity of people's different backgrounds and circumstances are appreciated and positively valued (...), those from different backgrounds have similar life opportunities; and strong and positive relationships are being developed between different people from different backgrounds in the workplace, in schools and within neighhbouhoods*", *Draft guidance on community cohesion*, (2002), Local Government Association, London: The Stationery Office, p 6.

[521] "Space/power, identity/difference: tension in the city", par Massey, D. (1997), dans Merrifield, A. et Swyngedouw, E. (eds), *The urbanisation of injustice*, London: Lawrence & Wishart, pp 100-16.

[522] "*A rearticulation of active citizenship",* dans "New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance" article de Mike Racco dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Rob Imrie et Mike Racco, the Policy Press.

[523] "*With the state's role moving from that of a provider of (welfare) services to that of a facilitator*", *Ibid*, p 235.

1998, il est réaffirmé « l'importance de revitaliser la communauté et de lui donner des pouvoirs »[524] pour favoriser son investissement.

La citoyenneté active et directe allait devenir un outil central pour renverser la tendance au déclin dans les *Inner Cities*.

Qu'elle soit individuelle ou collective, la participation citoyenne retrouva un rôle important dans la création des politiques et la mise en place des procédures. On redécouvrait les communautés en tant que collectivités, et elles étaient prises en compte dans le diagnostic des situations mais aussi dans les remèdes à apporter. Comme le note le Livre Blanc de 2000, l'incapacité des plus pauvres à agir est la cause principale de leur situation : « trop souvent, les résidants pauvres se sentent impuissants à influer sur ce qui se passe dans la communauté »[525].

C'est pourquoi Tony Blair en 1997 affirma vouloir « renouveler la foi en la politique par le biais d'un gouvernement qui agira dans l'intérêt du plus grand nombre »[526] et pour ceux qui « se sentent délaissés par un système politique qui donne à une élite et où ceux en haut de l'échelle sont de plus en plus coupés du reste de la société»[527].

Se rapprocher des citoyens les plus démunis et de leurs préoccupations quotidiennes afin de pouvoir mieux y apporter des solutions : voilà la grande nouveauté initiée par les Travaillistes.

Attardons nous sur ce nouvel angle de la politique urbaine donné par le New Labour au pouvoir.

II - Investir dans les communautés des zones les plus pauvres.

II - 1 : le programme *Neighbourhood Renewal Unit.*

[524] "*To revive and empower the community*", dans *National srategy for neighbourhood renewal: National strategy action plan*, (2000), de Social Exclusion Unit, London: The Cabinet Office, p 5.
[525] "*Too often local people feel powerless to influence what happens in the community*", *White Paper*, Department for the Environment, Transport and the Regions, (2000a), p.33
[526] "*I want to renew faith in politics through a government that will govern in the interest of the many",* dans *New Labour Manifesto,* (1997), p.2.
[527] *"… (Those who) feel let down by a political system that gives (…) to an elite at the top increasingly out of touch with the rest of us", Ibid.*

Le programme *Neighbourhood Renewal Unit* a été lancé en janvier 2001 et s'est achevé en mars 2006. Son but principal était de redorer le quotidien des résidants des zones les plus dépourvues d'Angleterre et dont la capitale britannique a bénéficié, puisque 20 de ces quartiers ont reçu des aides émanant de ce programme.

Il est à noter que seules 7 zones (Manchester, Liverpool, Birmingham, Nottingham et les *borough*s londoniens de Newham, Hackney et Tower Hamlets) ont, à elles seules, bénéficié de 30% de ce budget[528], et les 20 zones de Londres ont représenté 22% de la totalité de l'investissement[529]…

Placé sous la responsabilité du Ministre des Communautés et du Gouvernement Local (*Secretary of State for Communities and Local Government*), il avait pour mission de favoriser le changement dans les pratiques gouvernementales, entre le gouvernement et les acteurs extérieurs et s'assurer que le gouvernement répondait à ses engagements.

Son but essentiel était de «fournir un support à certaines autorités locales anglaises afin de leur permettre, en collaboration avec les *Local Strategic Partnerships*, d'améliorer les services dans les zones les plus défavorisées, et de contribuer à atteindre les buts fixés par le gouvernement pour combler les écarts entre les zones les plus pauvres et le reste du pays »[530].

Les Travaillistes étaient décidés à faire en sorte que plus personne ne soit désavantagé par son lieu de résidence[531].

Par ce programme, le gouvernement initiait des aides spéciales en direction des 88 zones urbaines les plus pauvres[532] du pays en matière de :

- l'éducation,

---

[528] *Turning neighbourhoods around: making a difference with Neighbourhood Renewal Funding*, (juin 2004), Greater London Enterprise, 28 Park Street, London SE1 9EQ, p.7.
[529] *Ibid.*
[530] *"To provide support to certain local authorities in England to enable them, in collaboration with their Local Strategic Partnerships, to improve services in their most deprived areas, including contributing to the achievement of Government targets to narrow the gap between deprived areas and the rest of the country",* Special Grand Report to the House of Commons, cité dans *Ibid*, p.5.
[531] *"Within 10 to 20 years, no-one should be seriously disadvantaged by where they live", Ibid.*
[532] Ces 88 zones furent déterminées par leur niveau de pauvreté tel qu'il était fixé par l'Index de Pauvreté de 2000 (*Index of MultipleDeprivation 2000*)

- les emplois,
- la santé,
- les comportements délictueux,
- le logement,
- l'environnement,

car il était stipulé dans le document de référence que la croissance économique n'était pas suffisante pour s'attaquer à la pauvreté[533].

Le tableau suivant nous montre quels étaient les écarts, en 2003, entre ces quartiers et le reste du pays[534] :

Logement	41% des logements dans les 10% des *ward*s les plus pauvres n'étaient pas « décents » contre 32% dans le reste du pays
Délits	Les résidants des quartiers les plus pauvres du pays avaient 3 fois plus de chances d'être victimes d'agressions (10,7%) que ceux vivant dans les zones mieux loties (3,2%).
Emploi	En 2000/2001, le taux d'emploi était de 74,8% pour les personnes en âge de travailler ; pour la même période, le chiffre dans les 10 *ward*s les plus pauvres était proche de 60%.
Chômage	En 2000, le taux de demandeurs d'emploi dans les 10 *ward*s les plus défavorisés était 3 fois supérieur à la moyenne anglaise (19,5 comparés à 6,9).
Santé	A Manchester, l'espérance de vie des garçons étaient inférieure de 8 années, et celle des filles de 6,5 années par rapport à celle de Kensington et Chelsea, à Londres.
Education	En 2001/2002, une seule zone bénéficiant du *Neighbourhood Renewal Fund* a dépassé les 38% de réussite à 5 examens du GCSE.

Il était reconnu que des comportements néfastes et les nuisances sociales avaient un impact important sur la qualité de vie des personnes : ces désordres sont d'ailleurs une des préoccupations majeures des communautés locales[535].

[533] *Turning neighbourhoods around : making a difference with Neighbourhood Renewal Funding*, (juin 2004), Greater London Enterprise, 28 Park Street, London SE1 9EQ, p.11.
[534]D'après des chiffres de *Neighbourhood Renewal* Unit de 2003, dans *Ibid*, p.10.

De plus, il était noté qu'il existe une relation très étroite entre le fort taux de pauvreté et le fort taux de délits[536].

Il paraissait donc logique de s'attaquer aux causes de la pauvreté pour améliorer le bien-être des résidants dans les poches les plus défavorisés des cités britanniques.

Le budget du *Neighbourhood Renewal Unit* (qui pouvait être dépensé de quelque façon que ce soit[537]) était fixé par le Ministre des Affaires Etrangères[538] en accord avec la Loi sur le Gouvernement Local de 1992[539] qui remplaça la Loi sur les Finances Locales de 1988[540].

Entre 2001 et 2006, le financement se monta à environ £1 883 millions, répartis de la façon suivante[541] :

2001-2002	£ 200 millions
2002-2003	£ 300 millions
2003-2004	£ 400 millions
2004-2005	£ 450 millions
2005-2006	£ 525 millions

Cette stratégie nationale a réaffirmé qu'entre les décennies 1980 et 1990, l'écart entre les zones les plus pauvres et le reste du pays s'était creusé, au détriment bien sûr des zones les plus défavorisées[542] : il fallait corriger les politiques passées qui n'avaient pas su gommer les écarts et les avaient même creusés.

---

[535] "*Disorderly conduct, nuisance or anti-social behaviour can seriously impact on people's lives and quality of life", Ibid,* p.23.
[536] "*There is a close correlation between areas of high deprivation and high levels of crime and disorder*", *Ibid.*
[537] *"(The fund) can be spent in any way that will tackle deprivation*", *Ibid*, p.9.
[538] *Secretary of State*.
[539] *Local Government Act 1992.*
[540] *Local Finance Act 1988*.
[541] *Turning neighbourhoods around : making a difference with Neighbourhood Renewal Funding,* (juin 2004), Greater London Enterprise, 28 Park Street, London SE1 9EQ, p.6.
[542] "*The most deprived areas needed the best services, but tended to receive the poorest",* dans *Turning neighbourhoods around: making a difference with Neighbourhood Renewal Funding,* (juin 2004), Greater London Enterprise, 28 Park Street, London SE1 9EQ, p.7.

La nouvelle approche visait à faire bénéficier la totalité des quartiers[543] de meilleurs services publics et non plus seulement quelques zones.

A cet effet, et pour tailler des projets spécifiques à chaque zone, furent créés les *Local Strategic Partnerships* chargés de mettre en place des *Local Neighbourhood Renewal Strategies,* financées par le programme *Neighbourhood Renewal Fund.*

La philosophie de ce nouveau projet était qu'il pouvait évoluer selon les circonstances et les façons de considérer les problèmes qui se posaient[544], en analysant des statistiques faites régulièrement pour avoir une vision la plus juste possible de situations à un moment donné de leur déroulement[545].

Un thème central de ce programme national[546] était bien de promouvoir des communautés stables et sécurisées[547], et l'objectif d'améliorer la propreté des rues et des quartiers à l'horizon 2005/2006 était annoncé dès 2001[548], ainsi que réduire le taux de vols de véhicules de 30% entre 1999 et 2004, de violence domestique de 25% entre 1999 et 2005, et le taux de vols de 14% entre 2000 et 2005[549].

Tous les logements gérés par les services publics devaient être remis en état à l'horizon 2010 et l'objectif de rénover une grande partie des logements gérés par le secteur privé devait être atteint la même année[550].

L'idéal exprimé par Tony Blair était de « rassembler le pays pour faire face aux rudes et dangereux défis de la société en mutation dans laquelle nous devons vivre »[551] et pour cela,

---

[543] "*From regeneration programmes shoring up poor public services in only a few areas, towards ensuring high-quality public services in all neighbourhoods*", *Ibid.*

[544] "*Floor targets may change over time to reflect emerging issues and our insight into problems will improve over time with better small area data", Ibid,* p.9.

[545] *"It is difficult to know where improvements are being achieved. This should be improved by the establishment of Neighbourhood Statistics which will over time improve the understanding of change at neighbourhood level and the targeting of resources and effort", Ibid.*
D'ailleurs, un document fut publié en 2004 pour faire le bilan à « mi-chemin » et distingua deux grandes périodes dans la vie de ce programme : de 2001/2002 à 2002/2003 et à partir de 2003/2004, dans le chapitre « Lessons for the future », dans *Ibid,* p.43.

[546] Les autres thèmes auxquels le gouvernement voulait s'attaquer par le biais de ce programme étaient : 1) Renforcer l'économie locale, 2) Faire la promotion de bons services publics comme la santé et l'éducation, 3) Créer de nouveaux moyens de travailler et de fournir des services, *Ibid,* p.16.

[547] "*Theme 2: promoting safe and stable communities"* dans *Ibid,* p.22.

[548] *Ibid.*

[549] *Ibid.*

[550] *Ibid.*

gommer le plus possible les écarts entre les parties les plus pauvres et le reste du pays. Il voulait atteindre une certaine homogénéité de traitement et une plus grande égalité face aux difficultés sociales.

L'Etat devenait l'entité qui allait aider les communautés et les individus qui les composaient afin de leur permettre de « prendre plus de responsabilités pour la conduite de leur propre vie »[552]. Ceux qui « s'aideront eux-mêmes » (et seront donc des citoyens méritants) auront besoin de l'aide de l'Etat pour tirer le meilleur de leurs capacités et pour jouer un rôle plus actif en politique localement[553].

II – 2 : l'investissement des communautés comme gage de réussite de la rénovation urbaine.

La politique urbaine de cette époque a considéré que les citoyens étaient, individuellement ou collectivement, tous « potentiellement actifs dans leur propre gouvernance»[554]. Il fallait reconnaître que, plus l'investissement des résidants locaux dans les travaux menés par les secteurs public et privé était important, plus la qualité des prises de décisions était meilleure, et cet engagement était un point positif pour la réussite des programmes locaux mis en pratique. En effet, le succès des politiques menées dépendait du degré de cohérence des buts à atteindre et le degré d'investissement des résidants dans la bonne marche de ces projets. Le Livre Blanc de 2000 stipulait d'ailleurs « le gouvernement peut offrir un partenariat aux résidants, peut fournir des services minimums mais ne peut pas agir à leur place »[555].

Pour les Travaillistes, le déclin des quartiers avait souvent été dû à l'incapacité des gouvernements à maîtriser les savoirs et l'énergie des résidants ou à leur donner les pouvoirs

---

[551] "*And I want, above all, to govern in a way that brings our country together (...) in facing the tough and dangerous challenges of the (...) changed society in which we must live*", dans *New Labour Manifesto,* (1997), New Labour Party, p. 234.

[552] "*To take more responsibilities for the conduct of their own lives", Ibid*, p. 235.

[553] "*Those who help themselves (and are, therefore, deserving according to the government's criteria) require assistance to enhance their capacities and play a more active role in local politics*", dans l'article *New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance de Mike Racco* dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Rob Imrie et Mike Racco, the Policy Press, p 238.

[554] "The death of the social? Re-figuring the territory of government", de Rose, N., (1996), dans *Economy and Society*, vol. 25(3), pp. 327-356.

[555] *Our Towns and Cities: the Future – delivering an urban renaissance*, (2000), Department of the Environment, Transport and the Regions, London.

leur permettant de mettre en pratique leurs propres solutions[556]. Leur priorité, dès 1997, a été de pratiquer des politiques de mise en place des programmes et des structures de gouvernance permettant aux résidants de s'engager dans des partenariats afin de créer du changement, et rendre les communautés capables de jouer un rôle décisif dans leur futur. Ce crédo a été réaffirmé en 2000[557].

Des communautés stables étaient considérées comme la clé de voûte de cette société de l'inclusion que le gouvernement Blair préconisait.

La communauté allait être la base à cette nouvelle façon d'aborder la politique urbaine, et les programmes allaient être dirigés vers les quartiers à qui on demanderait de s'investir : la communauté ferait la promotion de l'efficacité gouvernementale[558].

Pour les ministres concernés, les délits étaient les produits des communautés désorganisées et donc remédier à ce manque de cohésion communautaire entraînerait une paix retrouvée dans les centres-villes.

La renaissance de la communauté était au cœur de la politique urbaine de Tony Blair et il allait falloir qu'elle s'investisse pour avoir un rôle, efficace, fonctionnel et opérationnel. L'Unité de Communauté Active répète d'ailleurs en 2001 qu' « une régénération réussie ne peut se faire qu'avec un investissement de la communauté »[559].

En fait, le gouvernement voulait donner le pouvoir de décision aux citoyens organisés (*community empowerment*) pour régler la pauvreté urbaine à laquelle ils étaient confrontés et qui les empêchaient de bien vivre, en insistant sur le fait que leurs comportements individuels étaient de leur propre responsabilité (*individual empowerment*).

---

[556] "*Government failed to harness the knowledge and energy of local people, or empower them to develop their own solutions",* dans *A New Commitment to Neighbourhood Renewal : National Strategy Action Plan* , (2001), Social Exclusion Unit, Cabinet Office, London.

[557] *"Our policies, progammes and structures of governance are about engaging local people in a partnership for change and enabling communities to take a decisive role in their future",* dans *Our Towns and Cities: the Future – delivering an urban renaissance*, (2000), Department for the Environment, Transport and the Regions, DETR, London, p.2.

[558] Paragraphe "Neoliberalism, community and the new localism" dans "New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance", article de Mike Racco dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Imrie, R., et Racco, M., p 248.

[559] *We know that "successful regeneration only happens with active community involvement*", dans *Funding Community Groups*, (2001), Active Community Unit, London: HMSO. para 1.4.

En 2002, lors d'une conférence du Parti Travailliste, Tony Blair précisa le concept nouveau en affirmant que « comme la production de masse s'est éloignée de l'industrie, la fourniture de services doit s'éloigner du secteur public. Exit l'Etat tout puissant et omniprésent[560]. Voici venu le temps de l'Etat qui va jouer le rôle de facilitateur»[561].

Gordon Brown, le Ministre des Finances de l'époque, dira lui qu' « une nouvelle ère, celle d'une citoyenneté active et d'un Etat facilitateur, est à notre portée. Et au cœur de cette nouvelle période on trouve un renouveau de la société civile où les droits à des services de qualité et les responsabilités du citoyen vont de pair»[562].

En d'autres termes, activer le réseau des communautés de quartiers (area-based communities), paraissait crucial pour la mise en œuvre des politiques, et le gouvernement Blair allait s'atteler à cette tâche, non seulement pour démocratiser le processus politique mais aussi pour lui donner une meilleure efficacité[563].

Plus de pouvoirs allaient être accordées aux communautés pour influer et prendre des décisions dans les diverses instances. Les autorités locales ainsi que le secteur privé allaient pouvoir jouer un rôle important en ce qu'ils pourraient assister les citoyens à « prendre le pouvoir » et faire des choix réfléchis en ce qui concernait leur futur.

En même temps, il était du devoir de l'Etat de donner aux individus de nouveaux outils après avoir appris de l'expérience vécue par ces derniers, et ceci pour qu'ils puissent gérer leur propre gouvernance[564]. Les deux parties en présence devaient apprendre comment se comporter dans cette nouvelle donne : les anciens dirigeants (l'Etat), comme les nouveaux détenteurs du pouvoir (les résidants).

---

560 "*The Big State".*

561 *"Just as mass production has departed from industry, so the monolithic provision of services has to depart from the public sector. Out goes the big state. In comes the enabling state",* Tony Blair, cité dans l'article de Wintour, P. (2002), "Parties consign welfare state to history – "new localism" seen as key to providing services", *The Guardian,* 12 Octobre, p 1.

562 "*A new era – an age of active citizenship and an enabling society where the rights to decent services and the responsibilities of citizenship go together",* Gordon Brown, (2002), discours fait à Hull lors de la présentation du projet *New Deal for Communities.*

563 Article "New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance", de Mike Raco, dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy,* édité par Imrie, R., et Racco, M.

564 *"Nearly all systems of governance in effect ackowledge that they are dealing in part with the unknown and ungovernable; they do not just tell their inhabitants what to do, they learn from them"*, dans *Cities: Re-imagining the urban,* (2002), de Amin and Thrift, Cambridge: Policy Press, p 129.

De nouvelles façons de considérer les tâches en matière de gestion urbaine devaient voir le jour, et il est rapidement apparu nécessaire d'avoir des exemples de pratiques ayant fait leur preuve et de solliciter les praticiens capables de les mener à bien.

Il allait falloir souligner l'importance d'identifier des « champions » montrant la voie à suivre[565] et de pointer les « meilleures techniques » pour gérer la rénovation des quartiers de gestion.

Pour atteindre ces buts, quatre techniques furent identifiées :

- le besoin de dessiner un plan d'action et les moyens de la mettre en pratique,
- le besoin d'avoir une équipe qui supervise les travaux (a champion team),
- le besoin de disposer d'un fond consacré au développement de la communauté,
- le besoin d'organiser des forums pour que les résidants s'impliquent[566].

Comme l'a suggéré l'Unité contre l'Exclusion Sociale[567] créée par Tony Blair, « à moins que la communauté ne soit totalement investie dans la création et la délivrance des programmes de rénovation, nous échouerons à mettre en pratique même les meilleurs projets sur papier »[568].

La volonté consistant à faire s'impliquer plus et mieux les résidants pour aider à un renouveau urbain n'était pas neuve. Déjà dans les années 1970, la commission Redcliffe-Maud[569]comme le groupe de travail Banham Boundary, avaient réfléchi sur la communauté où devaient être créées « des unités administratives cohérentes/appropriées… ce qui leur permettrait de se concentrer sur la qualité et l'efficacité des services qui y sont fournis »[570].

---

565 *"The identification of Champions",* dans *The new urban policy : towards empowerment or incorporation ? The practice of urban policy,* Allan Cochrane, p 229.

566 *The state of the English cities,* (2000), de Robson, B. Parkinson, M. Boddy, M. et McLemman, D., London: Department of the Environemnet, Transports and the Regions.

567 www.socialexclusionunit.gov.uk

568 *A New Commitment to Neighbourhood Renewal: National Strategy Action Plan,* (2002), Social Exclusion Unit, Cabinet Office, London.

569 Commission présidée par John Primatt Redcliffe Redcliffe-Maud, (1906-1982), Baron de Redcliffe-Maud of Bristol, haut fonctionnaire et diplomate. Ce groupe de travail fut chargé de faire un état des lieux du Gouvernement local en Angleterre couvrant la période 1966-1969, et de faire des recommandations pour le réformer. Le rapport qui en résulta fut nommé « *Redcliffe-Maud Report* » (Cmnd. 4040). La zone du *Greater London* fut exclue de l'étude car elle avait été réformée en 1965.

570 *"The commissions concerned themselves with community as an issue in the creation of appropriate administrative units... which allowed them to concentrate their attention primarily on issues of service delivery*

Au début des années 1990, des tentatives de renouveau des liens communautaires avaient aussi été lancées.

Par exemple, en 1994, avait été publié un Manifeste pour une Future Politique Démocratique et y était développée l'idée selon laquelle la société était faite d'une multitude d'associations par lesquelles les individus se rassemblent de mille façons (…) et aident à dessiner des lieux au sein des villes en terme de reconnaissance de la diversité locale plutôt que de l'homogénéité[571].

Il semblait nécessaire dès les mois suivants l'élection de 1997 de réformer les relations entre les divers acteurs de la politique urbaine et principalement de combiner les efforts de trois organisations. Cela était vrai dès la mise en place de nouvelles façons de penser la politique de la ville, et ce fut réaffirmé, précisé même, en 2006[572], pour redonner une impulsion vigoureuse après plusieurs années de pratique, et préparer peut-être l'après « période Blair » puisqu'à cette date on parlait déjà de sa démission pour céder son siège à son dauphin Gordon Brown.

Les trois organisations qui devaient combiner leurs efforts et travailler de concert étaient :

- les organisations publiques qui jouaient un rôle dans la rénovation urbaine, dont les autorités locales, les divers ministères gouvernementaux,
- le secteur privé et les organisations à but lucratif, comme les entreprises ou les institutions financières qui jouaient le rôle de sponsor par exemple,
- les organisations à but non lucratif de quelque forme que ce soit : privées, bénévoles ou les associations caritatives. (On s'attendait à ce que ces organisations soit le lien entre les individus et les ressources publiques ou privées, ainsi qu'une place de gestionnaire des programmes puisqu'elles étaient au plus près des besoins).

---

and efficiency", dans "Local government and community"', article de Barnett, N. and Chandler, J. (1997), dans *Contested community: Experience, struggles and policies,* (1997), de Hoggett, P., (ed), Bristol: The Policy Press, pp 144-62.

[571] *"Society is made up of plurality of associations through which individuals come together in a complex variety of ways (...) and help to define places within cities in terms that recognize the importance of local diversity rathetr than homogeneity",* dans *Associative democracy – New forms of economic and social governance,* (1994), de Hirst, P., Cambridge: Policy Press.

[572] *Ibid.*

Pour que les objectifs soient atteints, ces partenariats devaient être gérés d'une manière efficace et pour cela devaient[573] :

- permettre aux directeurs des projets de travailler avec les politiciens, les officiels représentant les services publics et des entreprises mais aussi des associations à but non lucratif,
- fournir des structures efficaces au sein desquelles les programmes allaient pouvoir être développés,
- créer des passerelles entre les divers programmes dans le cadre de plans stratégiques.

Les associations bénévoles étaient vues comme fournissant des services importants au sein des communautés[574] et elles portaient très souvent la parole d'individus qui n'avaient autrement pas droit au chapitre. Mais on pouvait être assez sceptique quant à la représentativité de certains groupes d'exclus qui n'auraient pas forcément droit à la parole et dont l'influence ne serait pas prise en compte dans les discussions affectant la vie des résidants[575].

Ainsi, tous les acteurs de la ville étaient invités autour de la table pour apporter leur expérience, leurs idées et dire quels étaient leurs besoins.

Cependant, dans ce cas, l'accès des communautés et leur représentativité à des partenariats peuvent être difficiles à atteindre si un ou des groupes prédominent sur d'autres. Les autorités risquent de ne répondre aux demandes que des représentants les plus charismatiques, et ceux ayant moins de présence risquent d'être désavantagés.

Pour pallier ce défaut, le Ministère de l'Environnement, des Transports et des Régions (*Department for the Environnement, Transports and the Regions - DETR*) publia en 1997 un guide insistant sur l'importance de mettre en place des assemblées représentatives pour gérer

---

[573] *Ibid.*
[574] *Charities and Government*, (1993), de Ware, A., Manchester University Press, Manchester and New York.
[575] *"Some justifiable scepticism about the extent to which excluded groups really will be given significant influence or involvement in the new arrangements",* dans *Partnership against poverty and exclusion?*, (1997), de Geddes, M., Bristol/York: The Policy Press/Joseph Rowntree Foundation.
Voir aussi *: Rich mix: Inclusive strategies for regeneration*, (1998), de Brownhill S. and Darke J. Bristol: The Policy Press, et "Managing change or coping with conflict? Mapping the experience of a local regeneration partnership", (2001), article de Diamond, J., dans *Local Economy*, vol 16, pp 272-85.

les programmes locaux, en insistant sur le caractère « crédible » des représentants qui parlaient au nom des résidants.

Et il devenait évident que sans cohésion au sein de la communauté, aucun projet ne serait mené à bien.

II – 3 : la cohésion au sein de la communauté.

Margaret Thatcher, lorsqu'elle était aux affaires, disait que dans les quartiers défavorisés où s'accumulaient les difficultés sociales qui engendraient de fort taux d'insécurité et d'incivilités, il n'existait pas de communautés en tant que telles, mais seulement des individus et leurs familles[576].

En 2003, le Ministère de l'Intérieur exposa clairement qu'il allait compter sur les liens existant dans les foyers et considérer les familles comme des partenaires de valeur, et il dit que « des communautés saines se construisaient sur des familles fortes »[577].

Un des outils permettant de faire s'intéresser les individus à la communauté était de renforcer la vie des familles et c'était là un engagement des Travaillistes dès 1997[578] puisque ceux-ci affirment dans le même ouvrage « les familles sont le cœur de notre société »[579].

Ainsi, ce sont des communautés composées de familles fortes et faites de citoyens actifs, responsables qui étaient en état de faire face aux minorités qui causent la misère et le désarroi[580].

Déjà dans leur Manifeste de 1997, les Travaillistes projetaient d'être « plus sévères face aux délits » mais étaient désireux de « s'attaquer aux causes de ces délits »[581] par des mesures pour « soulager la pauvreté sociale »[582].

---

[576] *The Downing Street Years: 1979-1990,* de Margaret Thatcher.
[577] "*Healthy communities are built on strong families"*, Home Office, (2003), p.21.
[578] "*We will strengthen family life*", *New Labour Manifesto,* (1997), New Labour Party, p.25.
[579] "*Families are the core of our society", Ibid*, p.26.
[580] "*The minority that cause misery and distress*", dans *Respect and Responsibility, Taking a Stand Against Anti-Social Behaviour, (2003),* Home Office, p.12.
[581] *"We will be tough on crime and tough on the causes of crime*", *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.23.
[582] "*We will attack the causes of crime by our measures to relieve social deprivation*", *Ibid*.

Cette approche du renouveau de la communauté fut nourrie par une vision de la société qui a été développée par, entre autres, l'aile Chrétien-Démocrate du New Labour. Ses partisans ont émis l'argument selon lequel une société du « Moi d'abord »[583] avait émergé dans les années 1990 et ils ont préconisé un inversement des attitudes en réactivant les institutions de la société civile : les communautés, les familles, l'école par le biais de l'acceptation des devoirs civiques.

Tout au long du premier mandat de Tony Blair, ce sentiment d'investissement civique a prévalu et en 2003, le Ministre de l'Intérieur notait : «Notre but est de (créer) une société dans laquelle nous comprenons que les droits dont nous jouissons sont basés sur le respect et les responsabilités que nous avons envers les autres et envers les communautés auxquelles nous appartenons »[584].

Cette « resocialisation » était préconisée avec plus d'insistance dans les quartiers les plus défavorisés, où les emplois étaient rares, et dépendant de l'aide de l'Etat. Et l'Etat imposait cette « inclusion » forcée à des populations qui n'avaient d'autre choix que de l'accepter.

Aux « durs d'oreille », c'est à dire à ceux n'ayant aucune envie de se remettre au travail pour subvenir à leurs besoins, à ceux tentés de se tourner vers des comportements criminels, le gouvernement disait d'accepter cette main tendue. En cas de refus, les autorités prendraient à leur encontre des mesures pour limiter leurs méfaits.

Le gouvernement Blair voulait faire comprendre qu'en cas d'échec de la manière douce, il pouvait être aussi sévère que n'importe quelle administration Conservatrice, et en appelait aux familles afin qu'elles prennent leurs responsabilités face à leurs enfants délinquants puisque d'après les Travaillistes « (les familles) devraient être la première défense contre les comportements anti-sociaux »[585] .

---

583 *Me First.*

584 *"Our aim is a society where we have an understanding that the rights we all enjoy are based in turn on the respect and responsibilities we have to other people and to our communities",* Home Office, (2003),

585 *"(Families) should be the first defense against anti-social behavior*", *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.26.

Certains politiciens Travaillistes ont même demandé que les allocations soient retirées aux parents qui ne rempliraient pas leurs obligations parentales[586], et par là ont demandé que des actions spécifiques soient lancées en direction des jeunes les moins socialisés et pour aider ceux le plus en difficulté.

La Loi sur la Preuve Criminelle et la Justice des Jeunes de 1999[587] imposait aux jeunes de non seulement s'excuser auprès de leurs victimes, mais aussi de réparer le mal fait à la communauté tout en recevant de l'aide de la part de tuteurs. La clé, ici, était de restaurer la justice en pardonnant, réhabilitant et réintégrant les jeunes délinquants dans la société. Des financements importants ont aussi été débloqués pour trouver des alternatives aux simples peines pour les plus jeunes : activités éducatives par exemple, fournissant des formations aux adolescents ayant entre 13 et 16 ans. Elles furent menées par l'action conjointe des écoles, de la police, des services sociaux et des Equipes pour les Jeunes Délinquants[588].

De nombreux programmes de renouveau participaient aussi au financement des Projets pour Inclure la Jeunesse[589] ou d'autres initiatives de ce genre pour prévenir la chute dans la délinquance de certains adolescents : tous visaient à écarter les jeunes d'un comportement délinquant, à organiser des activités de loisir, à les ramener sur le chemin de l'école, les faire accéder à une formation et même à atteindre la stabilisation des communautés par un renouveau du marché immobilier.

Il y a eu aussi la création des Fonds pour les Enfants[590] destinés aux enfants âgés entre 9 et 12 ans. Ces projets ont été surnommés les Yiplets. En effet, il paraissait important aux Travaillistes d'agir le plus tôt possible pour éviter que de jeunes enfants tombent de façon irréversible dans la délinquance. Il a été montré que, souvent à 13 ans, les délinquants étaient déjà des criminels aguerris.

Le gouvernement Blair a donné les règles de bon voisinage dans les quartiers dans la Loi sur les Comportements Anti Sociaux de 2003[591] qui instaura des réglementations sévères

---

586 *Neighbours from Hell*, (2003), de Field, F., Politicos, London.
587 *Youth Justice and Criminal Evidence Act*, (1999).
588 *Youth Offending Teams.*
589 *Youth Inclusion Projects.*
590 *Children's Funds.*
591 *Anti-Social Behaviour Act*, (2003).

pour les activités se déroulant dans les espaces publics, ceci afin de freiner le déclin des quartiers et de faire redémarrer leur renouveau.

Cette loi simplifia aussi les procédures d'éviction des voisins indésirables dans le cas où ceux-ci créeraient des problèmes au voisinage.

Pour restaurer les liens familiaux et les liens communautaires, la base de travail et d'intervention des Travaillistes a été le quartier. En partenariat avec les acteurs locaux, ils ont veillé à s'attaquer à des thèmes particuliers : les délits, l'éducation, la santé, le logement et l'inactivité et ceci à l'échelle du *borough*.

Par exemple, à travers les mesures du projet intitulé *New Deal for Communities* destiné à s'attaquer à des questions au niveau local s'applique à réduire les occasions de délits en instaurant par exemple des mesures préventives tels des circuits de caméras[592] et on a mis l'accent sur la sécurité des communautés en s'attaquant aux comportements nuisibles à la société. Ces mesures devaient aider à réduire la peur des résidants et améliorer ainsi la qualité de vie.

Cela impliquait bien sûr de recruter des policiers pouvant travailler auprès des communautés. Des gardiens de quartier[593] ont aussi été recrutés par le Ministère de l'Intérieur pour patrouiller dans des quartiers résidentiels, jouant le rôle de lien, de coordination entre la police et les résidents, assurant une présence destinée aussi à rassurer les citoyens et à décourager les plus jeunes.

En plus de contribuer de quelque façon que ce soit à la réduction du taux des délits et à la baisse du taux de désordres urbains, la politique urbaine fut aussi utilisée pour promouvoir l'utilisation qui était faite des millions de Livres Sterling dépensés chaque semaine pour améliorer l'utilisation que font les usagers des services publics. Les pourvoyeurs de services publics sont mis à l'épreuve et on leur demande de faire une meilleure utilisation des fonds mis à leur disposition.

---

[592] *Closed Circuit Television* ou *CCTV*.
[593] Neighbourhood Wardens.

Pour cela, ont été mises en place des “passerelles” entre les différents services afin de rendre les actions de chacun plus efficaces et de travailler en commun, et les inciter à joindre leurs efforts pour travailler dans le même sens (joined-up governance).

Le gouvernement central, dans un souci d’efficacité accrue, demanda aux collectivités locales de se fixer des objectifs pour réduire le fossé entre les *ward*s les plus défavorisés de Grande-Bretagne et le reste du pays, et de dire comment ils allaient être atteints, ceci dans le cadre de Stratégies pour le Renouveau des Quartiers[594].

Un des volets de la politique urbaine mise en place par les Travaillistes visait à réduire le taux des délits et du désordre urbain, et ceci par le biais de projets locaux et de partenariats entre l’administration centrale et les acteurs locaux.

Pour eux, c’est en :

- prévenant la délinquance,
- dissuadant les petits délits et les comportements peu civiques par l’utilisation de la vidéo surveillance,
- améliorant la qualité de vie des résidents qui ne se sentent plus en sécurité,
- reconstruisant le lien dans les communautés,
- luttant contre les problèmes économiques qui nourrissent la délinquance,

que l’on pouvait lutter plus efficacement contre les désordres urbains.

La politique urbaine voulue par les Travaillistes par le biais du travail entrepris sur le capital social, était en fait au centre d’une réforme plus ambitieuse qui était celle affectant la citoyenneté démocratique, ayant elle-même en son sein le renouveau communautaire. Ils allaient donner à cette idée de renouveau de la communauté une nouvelle teneur. Au-delà des possibilités données aux citoyens de s’auto-diriger, cette nouvelle approche proposait des nouvelles techniques et de nouveaux styles de gestion[595] des politiques et des programmes mis en oeuvre.

---

[594] *Neighbourhood Renewal Strategies.*

[595] *The new urban policy: towards empowerment or incorporation ? The practice of urban policy,* Allan Cochrane, p 229.

L'idée était que des individus se regroupant au sein d'une communauté seraient plus à même de réorganiser la société dans laquelle ils vivaient, et d'autant plus leurs quartiers, leurs lieux de vie[596].

Cependant, alors que l'on pourrait penser que la lutte pour l'amélioration de la qualité de vie pour les résidants et la réduction des taux de délits contribueraient directement à une bonne application du principe de renouveau urbain initié par la communauté, ça n'a pas toujours été le cas.

C'est après les émeutes raciales survenues entre groupes de blancs asiatiques, de jeunes et la police au printemps et à l'été 2001 dans trois villes du nord de l'Angleterre (Oldham, Burnley et Bradford), que le gouvernement de l'époque avait mis en place une équipe indépendante consacrée à la cohésion de la communauté (C*ommunity Cohesion Review Team)* dont la feuille de route était claire[597].

L'approche de cette équipe était d'« aider les micro-communautés à prendre forme ou à s'harmoniser en un tout intégré. Ces communautés divisées allaient devoir développer des buts communs et partager la même vision. Cela semble impliquer que de tels groupes devraient partager aussi un sens commun du lieu. Le fort degré de ségrégation résidentielle que l'on trouve dans de nombreuses villes anglaises va rendre difficile la cohésion communautaire »[598].

Ainsi, la promotion d'expériences entre les origines raciales mais aussi entre les différentes classes sociales devenait la priorité de l'équipe mise en place[599].

---

[596] "*If places are for people, then people must help make the places",* Lord Rogers of Riverside dans *Our Towns and Cities: The Future – Delivering an Urban Renaissance,* (2000), Department of the Environment, Transports and the Regions, London, p.2.

[597] "The *Community Cohesion Review Team adopted a framework for understanding cohesion",* article "Social capital, regeneration and urban policy", par Ade Kearns, dans *Urban Renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2003), édité par Imrie, R. et Raco. M., (2003), The Policy Press, p 49.

[598] *"Community cohesion is about helping micro-communities to gel or mesh into an integrated whole. These divided communities would need to develop common goals and a shared vision. This would seem to imply that such groups occupy a common sense of place as well. The high levels of residential segregation found in many English towns would make it difficult to achieve community cohesion",* dans *Community cohesion: A report of the independent review team,* présidée par Ted Cantle, Home Office, (2001*),* London: Home Office, p 70.

[599] "To use all available opportunities to promote cross-community and cross-cultural experience", dans *Neighbourhood Renewal,* (2001), Home Office, London: The Stationery Office, p 32.

Les émeutes avaient éclaté dans des zones d'habitations plutôt délabrées où vivaient des populations issues principalement du Pakistan et du Bangladesh où il existait peu de liens sociaux entre les individus. Pourtant la *Social Exclusion Unit* avait dit que personne ne devrait être désavantagé de façon importante par son lieu de résidence[600].

Recréer de la cohésion au sein des communautés par le capital social : voilà une des approches nouvelles voulues par le New Labour et caractéristique de la façon innovante d'aborder la rénovation urbaine[601].

III – Réduire le déclin urbain par le désengagement de l'Etat et la rénovation du gouvernement local.

Même si à la fin de la décennie 1990, « la mondialisation et la restructuration de l'économie ont accentué les difficultés économiques, sociales et physiques rencontrées dans de nombreuses villes tout en réduisant le contrôle opéré par les institutions publiques et privées sur les décisions économiques qui affectent le bien-être des communautés »[602], il était clair pour les membres du New Labour que le souci premier allait être de redynamiser la gestion locale en rénovant le gouvernement local.

Ils allaient lui accorder plus de prérogatives en dehors de la main mise du gouvernement national, afin qu'il puisse redonner vie à la participation des individus et des communautés dans la transformation de leur cadre de vie.

Ce chantier de renouveau des affaires locales a été un postulat et apparaissait indispensable au lancement d'autre grand chantier lancé par Tony Blair, celui de la rénovation urbaine.

---

[600] *Social Exclusion Unit*, (2001), p.14.
[601] Nous reviendrons plus précisément sur cette notion da capital social plus bas.
[602] "Strategic approaches for area regeneration: a review and a research agenda", (1996), de Parkinson, M., document rédigé pour le programme Area Regeneration programme pour le Joseph Rowntree Foundation.

III – 1 : l'impulsion de 1997 pour modifier le visage du gouvernement local.

Une arme de taille pour Tony Blair devait être le gouvernement local qui devait être profondément rénové après avoir perdu ses prérogatives tout au long des gouvernements Conservateurs[603].

Les gouvernements locaux devaient recouvrer leur vraie place d'interlocuteurs au plus près des besoins des populations, et donc les plus à même de traiter des politiques urbaines, dans l'initiative, ou même la gestion, des programmes visant le traitement de la pauvreté.

En effet, arrivés aux affaires, Tony Blair et son Cabinet étaient persuadés que les gouvernements locaux étaient le lien capable de produire une énergie formidable[604] pour redynamiser les quartiers et lutter contre la pauvreté[605].

Les conseils locaux occupaient une place unique pour apporter leurs contributions à de nombreuses questions qui concernaient la majorité des gens et il était prêt pour cela à tout faire « pour aider les instances locales à faire leur travail»[606] au service du citoyen[607].

La croyance en la force de la « Chose Publique » avait été mise à mal par les Conservateurs, et Tony Blair a voulu redonner aux citoyens la foi en la politique proche d'eux, affectant leur vie quotidienne : les Travaillistes ont été très tôt persuadés que les gouvernements locaux avaient un rôle crucial à jouer.

Cependant, même si un souci de plus de participation citoyenne a été dès 1997 la volonté des Travaillistes, cette bataille n'était pas gagnée d'avance.

---

[603] "*Ten years after the Conservatives promised to improve the inner cities, poverty and social division afflict towns and outer estates alike",* *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.39.

[604] « La renaissance urbaine est synonyme de meilleure gouvernance locale », dans « Introduction » de David Fée et Sylvie Nail à *Vers une renaissance urbaine ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, (2008), David Fée et Sylvie Nail (éds), Presses Sorbonne Nouvelle, p.11, qui citent Imrie, R., et Raco, M. (2003), *Urban Renaissance ? New Labour, Community and Urban Policy*, Bristol, The Policy Press, p.69.

[605] "*Local government is at the sharp end of the fight against deprivation",* dans *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.39.

[606] "*It is therefore essential for us to do everything we can to help local government do its job*", dans *Ibid*.

[607] "*The government's aim is to put people at the centre of public services",* dans *The Future of local government : Developing a 10 year vision*, (2004), Office of the Deputy Prime Minister, John Prescott, publié par les services du Vice Premier Ministre, p7, London.

L'investissement citoyen dans la bonne marche des affaires les touchant de près n'ayant pas été une priorité des gouvernements précédents, il allait falloir faire en sorte que les individus franchissent le pas les séparant de l'action locale.

Le crédo des Travaillistes avait d'ailleurs été fortement affirmé dans leur Manifeste de 1997[608].

Il allait falloir s'atteler à donner une nouvelle impulsion aux partenariats entre le gouvernement central et les acteurs locaux, et de cette façon un nouveau lien entre les entités centrales, régionales et locales allaient voir le jour afin que leurs relations soient plus cohérentes et plus stables[609].

Et ce fut entrepris dès 1997, date de début de la première vague d'actions en vue de la réforme du gouvernement local.

Le gouvernement Travailliste avait prévu que les dix ans qui allaient suivre son arrivée au pouvoir risquaient de voir émerger de nombreux changements qui auraient un impact sur la façon dont la société évolue.

Il prévoyait que les citoyens exprimeraient des attentes plus grandes envers des services adaptés à leurs besoins, qu'une population plus diverse entraînerait une plus grande variété des demandes et il envisageait aussi une hausse des secteurs de l'industrie qui délivrerait de l'aide aux personnes, et enfin, que des partenariats complexes entre localités allaient être créés nécessitant une nouvelle façon d'appréhender les rôles de chacun.

Il préconisa même que la gestion et la direction des autorités locales soient réformées[610] afin que les usagers comprennent tous les aspects des services (financiers, responsabilités, etc…) pour avoir une vision plus claire[611] de leurs rôles et actions.

---

[608] *"I want to renew faith in politics by being honest about the least 18 years*", *New Labour Manifesto,* (1997), New Labour Party.
[609] *The Future of local government : Developing a 10 year vision*, (2004), Office of the Deputy Prime Minister, John Prescott, publié par les services du Vice Premier Ministre,, p.12.
[610] "*We therefore propose three types of local authority leader: a directly elected mayor, a directly elected executive and an indirectly elected leader with a four year mandate",* dans *New Labour Manifesto,* (1997), New Labour Party, p.20.
[611] *Ibid*, p.13.

Dans tout le pays, pour que la gestion soit efficace, il fallait que des personnes qualifiées et motivées soient aux postes clés pour répondre aux attentes de la communauté, et que cette dernière puisse rendre compte de leurs actes. Pour cela, les rôles politiques et de gestionnaire des conseils devaient être clairement délimités.

Pour passer à l'acte, le gouvernement central était partisan de l'instauration d'un service de formation, fournissant aide et assistance aux personnes destinées à briguer des postes de gestionnaires ou des mandats d'élus au sein des communautés locales.

En effet, il était nécessaire de maîtriser une certaine expertise. Ainsi, le gouvernement préconisait de faire occuper ces différents postes dans le futur par plus de femmes, de jeunes, ou de personnes issus des minorités raciales.

Ainsi, le gouvernement s'est attaché à rendre plus clairs :

- les attributions de chacun,
- la façon dont les conseillers travaillent et leur rémunération,
- les rapports entre les conseils locaux et les autres partenaires,
- le rôle du gouvernement local afin de le rendre plus attrayant.

Par exemple, la séparation qui a été voulue entre la direction et les personnes chargées de vérifier le travail accompli était supposée faciliter la prise de décision en la rendant plus transparente, plus efficace : la séparation des rôles de direction et de ceux de surveillance allait être la base de la refonte des structures locales.

En effet, si les décisions étaient prises plus rapidement et étaient contrôlées, le processus serait plus clair et aurait donc un meilleur rendement.

De même, il y a eu séparation entre l'élection du Maire de certaines localités et celle des conseillers, en particulier pour plus de lisibilité des rôles de chacun. Et aujourd'hui le Maire est un personnage reconnu par le public.

En un mot, ce sont les conseils locaux qui devaient être à la base du développement des communautés. Pour les rendre compétents et efficaces, il fallait que les structures existantes soient viables et qu'elles soient dirigées par des personnes compétentes.

Au même moment, les autorités locales ont considéré qu'il fallait aussi faire en sorte d'attirer des équipes maîtrisant les outils permettant de fournir des services aux résidants afin de permettre le progrès. Il fallait également inciter les liens entre des conseils locaux qui avaient une bonne expérience de ces nouveaux services et ceux qui étaient novices en la matière.

Les autorités locales savaient que pour être efficaces, elles allaient devoir être soutenues par le gouvernement central, et non pas considérés comme des adversaires, et les Travaillistes étaient bien décidés à agir dans cette direction[612].

Ainsi, il fallait leur donner plus de liberté d'actions et cette volonté apparaissait dès 1997 dans le Manifeste du New Labour qui stipulait que « le gouvernement central devait moins gêner les prises de décisions au niveau local » tout en demandant que « les autorités locales soient plus redevables aux communautés locales »[613].

En ce qui concerne les finances des Autorités Locales, celles-ci étant le « nerf de la guerre » puisque ce sont elles qui fournissent une plate forme permettant aux rôles et aux responsabilités d'être viables, il fallait que les autorités locales soient seules maîtres des budgets alloués par le gouvernement central : cela leur donnerait plus d'indépendance et de crédibilité auprès des administrés[614].

Le côté négatif est que les inégalités entre les zones les plus riches qui fourniraient donc de meilleurs services publics, et les plus démunies seraient encore un peu renforcées, et que ces dernières risquaient d'être encore plus sollicités pour participer au financement des améliorations à apporter aux biens publics[615].

---

[612] *"We will place on councils a new duty to promote the economic, social and environmental well-being of their area",* dans *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.38, 39.
[613] *"Local decision-making should be less constrained by central government and also more accountable to local people",* dans, *Ibid*, p.38.
[614] *Ibid*, p.14.
[615] *Ibid*.

La première vague de réformes à partir de 1997 a surtout eu pour but d'assainir le financement des collectivités locales afin qu'elles aient une meilleure main mise sur la gestion et la direction des affaires les affectant.

Le gouvernement central devaient donc planifier ces dotations à long terme car en 1997 (et ce sentiment a perduré encore après l'arrivée de Tony Blair aux affaires), de nombreuses autorités locales se plaignaient souvent que le financement central, déterminé annuellement, les empêchait d'avoir une vision à plus ou moins long terme, pourtant nécessaire pour lancer des programmes destinés à se prolonger sur plusieurs années[616].

En effet, le gouvernement s'est attelé à remodeler le fonctionnement et le financement des autorités locales afin de les rendre autonome du pouvoir de Whitehall[617], c'est ce qui a entraîné des améliorations certaines.

Au cours des sept années allant de 1997 à 2004, le financement des instances locales par le gouvernement central a augmenté de 30%[618]. La grande majorité des autorités locales, et les conseils les plus performants en particulier, ont bénéficié de plus de libertés dans leur gestion, c'est-à-dire devant subir moins de contrôles, moins d'obligation de respecter les plans nationaux.

III – 2 : le Livre Blanc de 2004[619].

C'est à partir de 2004 que le Vice-Premier Ministre fut chargé de réellement s'attaquer à la réforme du gouvernement local dans le cadre de la rénovation. Cette date peut-être considérée comme le point de départ de la deuxième vague de réformes gouvernementales menées par les Travaillistes.

Une des idées majeures ressorties de ces débats fut que les problèmes qui se posaient aux zones les plus démunies devaient être traités par les communautés elles mêmes, ayant à

[616] *Ibid*. p.20.
[617] C'est à dire du Premier Ministre qui réside au 10, Downing Street Whitehall, London.
[618] Paragraphe "A vision for the future", dans *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p7.
[619] *The Future of local government : Developing a 10 year vision*, (2004), Office of the Deputy Prime Minister, John Prescott, publié par les services du Vice Premier Ministre.

leur tête des meneurs capables d'écouter, de discuter, de prendre en compte les désirs et besoins exprimés.

Les acteurs politiques locaux avaient bien sûr leur rôle à jouer pour promouvoir de nouvelles personnes et les mettre sur le devant de la scène en insistant sur leurs compétences, mais le gouvernement central devenait aussi un maillon crucial puisqu'il pourrait agir afin de[620] :

- prendre des mesures pour promouvoir une plus grande clarté dans le public à propos des responsabilités de chacun dans la délivrance des services aux citoyens,
- examiner les rôles des chargés de mission et leur nombre, la façon dont ils sont recrutés, la formation qu'ils reçoivent et leur rémunération,
- reconsidérer les relations entre les conseils et les autres formes d'engagement citoyen, ainsi que leur représentation et le rôle joué par chaque participant à leurs structures,
- réviser l'image et le statut du gouvernement local afin de le rendre plus attractif pour un plus grand nombre de personnes.

Il a été considéré dans le Manifeste du Parti Travailliste comme ayant un rôle vital à jouer en faisant participer les habitants afin d'élaborer et de mettre en place[621] :

- une économie locale florissante,
- des services publics de qualité,
- une culture locale vivante et créative,
- une cohésion du tissu communautaire,
- un sentiment de fierté partagé par tous les résidants d'une même zone.

Il ressortit des multiples rencontres, réunions, organisées à partir du début de l'année 2004, la parution, en juillet de la même année, d'un Livre Blanc intitulé *The Future of Local Government : Developing a 10 Year Vision*[622], qui allait être le premier d'une série d'études

[620] *The Future of local government : Developing a 10 year vision*, (2004), Office of the Deputy Prime Minister, John Prescott, publié par les services du Vice Premier Ministre.
[621] "A vision for the future", dans *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.8.
[622] http://www.communities.gov.uk/documents/localgovernment/pdf/146037.pdf

sur le même sujet[623] et destiné à clarifier les rôles et attributions des gouvernements locaux[624].

Ce document gouvernemental avait d'ailleurs pour ambition de « créer de meilleurs services et de meilleurs lieux (de vie) »[625] par le biais des autorités locales, l'importance du gouvernement local y étant réaffirmée et ses responsabilités détaillées.

A partir de cette date, le gouvernement local allait intervenir dans les domaines suivants[626] et avoir la responsabilité de leur gestion :

- l'éducation et les services aux enfants,
- les services sociaux,
- la gestion,
- les bibliothèques,
- la collecte des ordures,
- les normes commerciales,
- les services de secours et les sapeurs-pompiers,
- les espaces verts,
- les rues, les voies rapides et le transport,
- le nettoyage et l'éclairage des rues,
- le logement,
- la santé, …

Cette liste non exhaustive donnée dans le rapport montrait bien l'importance que prenaient les autorités locales dans la vie quotidienne des citoyens et justifiait le choix visant à renforcer le gouvernement local pour servir de base à cette réforme.

---

[623] *"The objective is to ensure that all those with an interest in local government have an opportunity to join a discussion about its future. There will be a series of papers on specific issues published over the next few months"*, dans "A vision for the future", dans *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.9.

[624] Conclusion de l'avant-propos du Vice-Premier-Ministre du document gouvernemental sur le futur du gouvernement local : "A clearer and more coherent approach towards local government will help to realise our shared ambition to create places where people want to live and to provide services that they value", Rt Hon John Prescott MP Deputy Prime Minister and First Secretary of State, *The Future of Local Government: Developing a 10 year Vision*, Crown Copyright, 2004.

[625] "*This White Paper is all about creating better services and better places*", dans *Ibid*, p.22.

[626] 'A vision for the future' dans "Introduction", *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.9.

Le gouvernement local devenait l'outil à rénover, la réforme prévue visant à[627] :

- établir une approche plus cohérente et plus stable entre le gouvernement central et le gouvernement local,
- clarifier les responsabilités à chaque niveau de délivrance des services,
- faire en sorte que les gestionnaires des communautés locales soient dignes de confiance[628],
- accroître l'engagement citoyen,
- permettre une amélioration des services publics,
- s'assurer que leur financement soit équitable et adapté aux besoins.

Ceci en créant une confiance mutuelle entre les différentes parties[629].

Le Vice-Premier Ministre avait une entière confiance dans le gouvernement local car cette entité administrative était considérée comme le maillon le plus proche des individus, comme étant le seul à pouvoir créer un sentiment d'appartenance au lieu de vie et à pouvoir créer une dynamique commune entre divers acteurs ayant un rôle à jouer dans le renouveau des quartiers[630].

C'est dans sa projection sur les finances de 2004 que le gouvernement revint sur le financement des autorités locales, et mit en place ce qui avait été annoncé dans le Manifeste de 1997. Des budgets sur trois ans seraient attribués et cela devait améliorer la gestion locale[631], accordant plus d'autonomie, de flexibilité d'action et donc plus de force pour agir.

A ce propos, les taxes locales avaient aussi été révisées pour pouvoir leur fournir un revenu sûr leur permettant une liberté de manœuvre plus importante[632].

---

[627] *Ibid*, p.9.
[628] Paragraphe "A vision for the future", dans *Ibid*, p.11. Dans cette optique, le document Livre Blanc du Vice Premier Ministre de 2004 a initié l'obligation de vérifier que les leaders locaux soient en même temps de bons leaders de la communauté locale, que le personnel politique ou de direction des services locaux soient efficaces et dignes de confiance et que les structures politiques et de direction permettent une bonne gestion,
[629] "*This agenda means building trust and confidence in the other as a partner*", dans *Ibid*, p.10.
[630] *Ibid.*
[631] Ibid, p.9.
[632] *Ibid.*

Ceci a participé à réduire la pression sur les gouvernements locaux. Par exemple, l'Etat s'est engagé à mener moins d'inspections des administrations locales. Ces contrôles étaient auparavant destinés à vérifier que les services fournis étaient de bonne qualité et correspondaient aux normes fixées nationalement.

Il fallait pourtant créer un cadre et des régulations au niveau du pays tout entier sans que cela risque de mettre en place un système rigide à l'excès. Alors que ceci pouvait être efficace dans certains domaines, une législation trop contraignante pouvait freiner certaines organisations et les empêcher de fournir des services de qualité.

D'où la conclusion à laquelle sont arrivées les autorités nationales : l'amélioration des services publics s'accélèrerait si les contrôles externes diminuaient, dont acte. De plus, cette situation donnerait aux différents services (écoles, hôpitaux, forces de police, autorités locales, etc…) plus de liberté et d'aisance pour répondre aux besoins des communautés.

Mais si les contrôles de la part du pouvoir central baissaient, il était encore plus nécessaire d'avoir aux postes de gestion des personnes compétentes et fiables.

Cela impliquerait donc de fixer un cadre de performances dans lequel s'inscriraient les autorités locales et qui guiderait leur implication dans l'amélioration de leurs services. Si elles s'engageaient à être plus performantes, cela entraînerait une approche plus individualisée et efficace dans la gestion des besoins propres à chaque communauté.

Il s'ensuivit de meilleurs résultats de la part des administrations locales, des rapports facilités et donc de meilleurs résultats, les contrôles ayant toujours été vécus comme des sanctions.

Pourtant, le gouvernement central gardait un œil sur la gestion des Conseils Locaux par des évaluations ponctuelles lui permettant de corriger d'éventuels écarts[633]. Le « régulateur » était toujours le gouvernement national et il comptait continuer à fixer un cadre aux politiques locales et intervenir en :

[633] *"The Audit Commission will be given additional powers to monitor performance and promote efficiency. On its advice, government will where necessary send in a management team with full powers to remedy failure"*, dans *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.39.

- fixant des normes nationales pour les questions touchant de près les citoyens pour s'assurer qu'ils profitaient tous, où qu'ils vivent, des mêmes droits et des services de même qualité,
- accordant plus de responsabilités aux élus locaux afin qu'ils puissent répondre au plus près aux besoins des communautés tout en leur demandant d'être redevables à la collectivité,
- donnant plus de flexibilité aux services publics et aux fonctionnaires pour répondre aux besoins des résidants,
- et en offrant un plus grand choix aux usagers des services publics.

Pour essayer d'être encore plus performantes, les autorités locales ont été incitées à consulter leurs résidants[634], ce qui a entraîné un changement dans la façon de fournir les services aux personnes, en se servant de la façon dont ils sont perçus pour les améliorer et les adapter aux besoins.

Pour cela, ils devaient pouvoir participer à la mise en forme et la mise en pratique des services afin que ceux-ci correspondent mieux à leurs besoins. Les usagers devaient aussi avoir le pouvoir de demander des alternatives si le service rendu ne leur convennait pas. Leur droit de regard serait crucial[635].

D'ailleurs, pour être plus performants, certains conseils locaux s'engagèrent dans des partenariats novateurs avec le secteur privé pour développer le concept de services fournis 24h/24h et favoriser l'accès par les usagers.

III – 3 : le Livre Blanc de 2006[636].

En 2006, est paru le Livre Blanc qui allait aussi principalement s'intéresser à renforcer les bases et les prérogatives des autorités locales, et qui préconisait de s'atteler à cette tâche sur une période de 10 ans.

---

[634] "*Local authorities also now routinely consult residents about services",* dans le paragraphe "A vision for the future", dans *Ibid*, p.7.
[635] *Ibid*, p.17.
[636] *Strong and Prosperous Communities, The Local Government White Paper,* (2006), Department for Communities and Local Government, Cm 6939-1, 2 volumes, London.

Les rôles des conseils locaux étaient plus que jamais considérés comme essentiels car ceux-ci étaient vus comme ayant le potentiel de[637] :

- gouverner en étant proches des préoccupations des résidants,
- impliquer les communautés locales afin d'ajuster les services fournis aux demandes des individus,
- trouver des solutions innovantes aux problèmes spécifiques qui se posaient à chaque lieu,
- coordonner la délivrance des services,
- combiner une bonne gestion avec la demande des citoyens, un travail en commun avec différents acteurs, tout en étant redevable auprès du public.

Le document gouvernemental de 2006 a expliqué la politique urbaine que le gouvernement Travailliste mènerait au cours de sa dernière mandature. Ce dernier était conscient que, malgré le travail accompli depuis son arrivée aux affaires neuf ans plus tôt, son ambition de réformes affichée devait continuer à être « claire, déterminée » et qu'elle allait « exiger de la pugnacité »[638].

L'accent était mis dans ce Livre Blanc sur le nouveau rôle[639] des Gouvernements Locaux à qui l'Etat attribuait la tâche de réorganiser les «services publics autour des citoyens et des communautés qui en sont les usagers, en les consultant, les impliquant et les encourageant à dire quelle sorte de services ils veulent »[640].

Cependant, l'accent fut mis cette fois ci sur leur rôle primordial des localités en tant qu'initiateur et facilitateur de l'investissement des communautés de quartiers.

---

[637] Paragraphe : "A vision for the future" dans *The Future of local government : Developing a 10 year vision*, (2004), Office of the Deputy Prime Minister, John Prescott, publié par les services du Vice Premier Ministre, p.9, London.

[638] "*A straightforward yet demanding ambition"*, dans *Strong and Prosperous Communities, The Local Government White Paper*, (2006), Department for Communities and Local Government, Cm 6939-1, 2 volumes.

[639] "*A new role for local government*", dans *Ibid*, p.17.

[640] "*Reshaping public services arouns the citizens and communities who use them – consulting, involving and encouraging thelm to have a say about the sort of services they want"*, dans *Ibid*, p.17.

L'Homme en tant qu'individu, ou en tant que membre de la communauté, était au centre de la politique urbaine voulue par Tony Blair, et ce voeu fut donc affirmé à nouveau dans le Livre Blanc de 2006 par le Premier Ministre lui-même.

En effet, il réaffirma «le gouvernement local est une partie vitale de (notre) démocratie »[641] et la préoccupation de son gouvernement était de placer les personnes au centre des préoccupations des services publics. Le gouvernement local, de par sa position de pivot était au plus près des préoccupations des résidants et donc le plus à même d'y répondre

Les autorités locales devaient continuer à jouer un rôle primordial dans la refonte des communautés et ce fut clairement dit dans ce même document de 2006 : « les autorités locales doivent jouer un rôle plus important dans la vie des communautés » et que pour cela il faut que leurs gestionnaires soient « visibles et forts »[642].

A partir de cette date, les gouvernements locaux auraient, entre autres missions, « à apporter de l'aide aux citoyens désavantagés et à supporter les communautés exclues socialement ou marginalisées afin qu'elles puissent avoir leur mot à dire »[643], qu'elles aient voix au chapitre.

Dans l'introduction du Livre Blanc, Ruth Kelly, alors Secrétaire d'Etat pour les Communautés et le Gouvernement Local, notait que depuis l'arrivée des Travaillistes aux affaires, en 1997, après des années de sous-investissement, les services publics s'étaient améliorés grâce à un financement massif[644], mais elle rajouta qu' « il (était) maintenant temps de montrer la confiance (que nous portons) dans le gouvernement local, les communautés locales et les autres pourvoyeurs de services locaux en leur donnant plus de libertés et de pouvoirs pour initier les changements qu'ils souhait(ai)ent »[645].

---

[641] "*Local government is a vital part of our democracy*", dans *Ibid*, p.2.
[642] "*If local authorities are to play a bigger role in the life of their communities they need to have strong and visible leadership",* dans *Ibid*, p.20.
[643] *"Local authorities (and other local agencies) must reach out to citizens who are disadvantaged, and support marginalised or socially excluded communities to have their say"*, dans *Ibid*, p.26.
[644] "*After decades of under-investment (...) we responded with massive investment",* Ruth Kelly, (2006), dans l'introduction de *Ibid*, p.4.
[645] "*It is now time to show our confidence in local government, local communities and other local public service providers by giving them more freedom and powers to bring about the changes they want to see",* dans *Ibid*.

C'est pourquoi le gouvernement se fixait comme tâche de mieux structurer les compétences des gouvernants locaux et de rendre plus claires les structures politiques, comme celles de gestion[646].

Des études avaient montré, depuis 2004, que des conseils avec à leur tête des leaders compétents avaient fait des choses très positives alors qu'au contraire, ceux ayant à leur tête une gestion inefficace avaient eu des résultats peu satisfaisants.

Une bonne gestion locale devenait le nouveau cheval de bataille[647] et se devait :

- de bien représenter la communauté et l'écouter pour en tirer des leçons et lui donner la possibilité de s'exprimer, même à ces membres les plus vulnérables,
- de se fixer des buts pour la communauté et s'assurer qu'ils sont atteints,
- de bien gérer les services publics,
- de créer des partenariats afin de pouvoir répondre aux attentes des résidants,
- de se fixer des priorités et savoir prendre des décisions.

Pour atteindre ce degré de compétence, le travail devait se faire sur trois niveaux [648]:

- le rôle des conseils locaux se devaient d'être celui de leaders des communautés,
- les moyens d'attirer des personnes qualifiées et les retenir aux postes politiques et de gestion au sein des gouvernements locaux,
- les structures politiques, de gestion et constitutionnelles pour atteindre un haut degré de compétence au niveau local.

Il était réaffirmé en 2006 que jusqu'au terme du mandat électif du gouvernement, la réforme des collectivités locales devait travailler dans 4 directions[649] :

- la gouvernance (leadership)[650],

[646] *Ibid*, p.12.
[647]*Ibid*, p.11.
[648] *Ibid.*
[649] *Ibid.*
[650] On allait demander aux élus locaux d'être capables de s'adapter aux nouvelles façon s d'appréhender leurs rôles : « *The ability to adapt and change* », dans *Ibid*, p.17.

- l'engagement citoyen,
- la fourniture des services,
- un nouvel engagement entre les gouvernements central et local.

Les fronts auxquels le gouvernement allait encore devoir s'attaquer étaient multiples et les réformer allait nécessiter[651] :

- que les agences publiques continuent à être réformées afin qu'elles puissent offrir aux individus et aux communautés un choix et une qualité des services auxquels des consommateurs modernes peuvent s'attendre,
- que les autorités locales relèvent le défi de travailler en partenariats pour être des meneurs forts et donner aux localités un sens de fierté civique,
- que les citoyens et les communautés reçoivent les pouvoirs de gérer les services publics, de demander des comptes à leurs autorités locales et qu'ils soient capables d'influencer les services fournis dans leurs zones d'habitation,
- que les partenaires puissent travailler ensemble et s'attaquer aux problèmes comme le changement climatique, l'exclusion sociale, et les comportements anti-sociaux qui empêchent le développement économique durable d'un lieu.

Les élus locaux allaient devoir être redevables aux citoyens[652] et de la clarté apparaissait nécessaire entre les rôles des différents intervenants dans la rénovation.

Le gouvernement central a promu le rôle des Conseil Locaux en faisant de ceux-ci les meneurs du renouveau économique, social et environnemental ainsi que de celui des communautés[653], même si pour apparaître comme tels, la confiance de la part des résidants devait se gagner[654].

---

[651] *Ibid*, p.11.
[652] *"Councils have a clear local democratic leadership role as the only body elected by and accountable to the whole community",* dans *Ibid*, p.17.
[653] *Ibid.*
[654] *"The community leadership (...) cannot simply be legislated for. It must be earned, not granted",* dans *Ibid*, p.11.

Et pour atteindre les buts visés, il fallait donc donner aux citoyens la capacité de s'engager en les formant par exemple, et cela ne pouvait être que positif pour la communauté en réduisant[655] :

- la criminalité,
- la peur de la violence,
- les comportements agressifs,
- le vandalisme,
- l'isolation sociale.

Il apparaissait urgent au gouvernement central de délimiter les priorités nationales, mais aussi les responsabilités de chacun tout en donnant aux localités la possibilité de faire des choix selon leurs besoins avec un minimum d'intervention de la part du gouvernement central[656].

Les autorités locales allaient devoir intervenir dans une variété de services, même ceux en direction des populations les plus nécessiteuses[657], tout en respectant les politiques nationales.

Pour bien jouer leur rôle, les gouvernements locaux se devaient d'être forts, de recevoir un mandat bien défini de la part des électeurs. Et ces derniers devaient pouvoir leur faire entièrement confiance afin qu'ils puissent agir en leur nom aux niveaux local, régional et national.

Et le travail en partenariat avec le secteur privé n'était plus à bannir.

En effet, dans le Livre Blanc gouvernemental de 2006, on peut lire que « les gens s'attendent à ce que le choix et le service personnalisé qui leur sont offerts dans le service privé leur soient aussi proposés dans le secteur public »[658] : une conception collant tout à fait à celle de Tony Blair dans le cadre de la « Troisième Voie »…

---

[655] *Ibid.*

[656] "*That means central government stepping back and allowing more freedom and flexibility at local level*", dans *Ibid*, p.17.

[657] "*Needs and preferences of vulnerable or marginalised groups",* dans *Ibid*, p.13.

[658] *"People expect the choice and personal service they get in the private sector to be part and parcel of how public services function",* dans *Ibid*, p.17.

Même si la partenariat public/privé existait en filigrane, par la force des choses, depuis que le gouvernement national s'était déchargé de certaines de ses prérogatives au bénéfice des autorités locales, un autre tournant de taille pris en 2006 fut l'accélération donnée à la décentralisation[659] pour accroître l'engagement et la participation des citoyens.

En général, les citoyens faisaient peu confiance aux institutions politiques, qu'elles soient nationales ou locales. D'ailleurs, le faible taux de participation aux élections locales en était la preuve.

Un sondage de la Commission Electorale (*NOP/Electoral Commission Survey*)[660] a été fait, posant la question suivante : « Pourquoi ne votez-vous pas ? ».

Les résultats étaient les suivants :

Je n'ai pas le temps	42 %
Le vote ne change rien	41 %
Je ne sais pas de quelle élection il s'agit	17 %

Il ressortait de ces résultats un sentiment de fatalisme quant aux décisions prises par les administrations, et d'incapacité à peser sur les autorités pour faire évoluer la vie quotidienne. Pour les résidants, le vote n'apparaissait plus comme un outil de poids pour que les autorités locales prennent en compte leurs volontés ou leurs désirs.

Pourtant, en même temps, les résidants étaient de plus en plus exigeants quant à la qualité des services fournis par les autorités locales et avaient tendance à s'en détourner lorsqu'elles ne répondaient pas à leurs attentes[661].

Ces mêmes personnes disaient qu'elles voteraient si les enjeux les touchaient de près ou si le vote était facilité, par exemple, par l'introduction du vote par courrier. De même, elles

[659] *Ibid*, p.13.
[660] Cité dans *Strong and Prosperous Communities, The Local Government White Paper,* (2006), Department for Communities and Local Government, Cm 6939-1, 2 volumes, p.13.
[661] *Ibid*, p.15.

voteraient aussi en plus grand nombre si elles étaient convaincues que les Conseils Locaux et les Conseillers pouvaient vraiment affecter leur vie.

Il est à noter que l'introduction du vote par courrier postal a montré que les personnes étaient plus portées à voter lorsque cet acte était pratique à réaliser, même si une réelle augmentation du taux de participation aux élections locales dépend, tout de même, de la capacité des autorités locales à faire réaliser aux citoyens que leur engagement est important[662].

Tous ces comportements et ces attitudes justifièrent en partie la volonté du gouvernement Travailliste de faire en sorte que les résidants se sentent plus concernés par la vie de leur lieu de résidence…

Il fut reconnu qu'une influence accrue du public sur les services serait vue comme l'assurance que ceux fournis correspondraient bien aux attentes et aux besoins des citoyens. Il fallait donc essayer d'accroître le degré de satisfaction. Une forte participation et un fort engagement citoyens étaient vus comme indispensables à la bonne santé du gouvernement local[663].

Au-delà des élections locales, il fallait proposer aux habitants plus d'occasions de participer et d'exercer leur influence sur les questions locales et les prises de décisions. La décentralisation et la dévolution pouvaient ainsi aider à répondre de façon plus appropriée aux attentes des habitants.

Pour cela, le gouvernement central pensa à de nouveaux outils tels que[664] :

- mettre en place de nouvelles parishes[665], donc un nouveau découpage électoral,
- faire gérer la décentralisation et la dévolution par des comités de quartiers au niveau local,

---

[662] *Strong and Prosperous Communities, The Local Government White Paper,* (2006), Department for Communities and Local Government, Cm 6939-1, 2 volumes.
[663] *Ibid*.
[664] *Ibid.*
[665] (Anglais britannique) : a parish : *British English* a small area, especially a village, that has its own local government.Définition du Longman Dictionary sur Internet : http://www.ldoceonline.com/dictionary/parish.

- créer des organisations de locataires,
- développer des initiatives de quartiers avec des fonctions de gestion,
- permettre à des individus de participer à la gestion de services, étendre le rôle des parents-relais des écoles vers d'autres domaines.

Et par dessus tout, rendre les services plus performants et plus accessibles a été un crédo pour les rapprocher des préoccupations des citoyens.

Cependant, d'autres domaines méritaient d'être encore améliorés et il a été montré que les résidants les plus défavorisés ne tiraient pas autant avantage des progrès que les plus aisés.

Ainsi le gouvernement central se fixait comme objectif de trouver de nouveaux moyens pour encourager les autorités locales à proposer une large gamme de services publics répondant aux attentes de leurs administrés et leur permettre de délivrer ces services de façons diversifiées et innovantes.

Au niveau national, on a relevé une forte volonté d'écouter les griefs des résidants et de les inclure dans la politique de rénovation des zones urbaines. Par exemple, le *Single Regeneration Budget Round 5 (SRB5*) mis en place en 1999 parallèlement à d'autres projets menés par différents services gouvernementaux, a inclus dans ses programmes les suggestions des citoyens.

III – 4 : le souci de redevabilité[666].

Au cours des dernières années de gouvernement Travailliste avec à sa tête Tony Blair, ce furent les buts fixés par la politique nationale qui ont permis d'améliorer les services publics au plus près des citoyens, au niveau local.

En effet, leur gestion venait d'être reprise en main pour qu'ils répondent à des normes nationales après une longue période au cours de laquelle peu d'investissements avaient été

[666] La redevabilité est le fait de se trouver en dette (généralement immatérielle) envers quelqu'un. Ce terme est rare et il désigne ici l'exigence que s'impose l'Etat qui veut avoir une attitude responsable envers les résidants et s'impose de répondre à leurs attentes afin que les programmes de rénovation affectent leur vie de façon positive.

faits et où l'efficacité n'avait pas été le souci premier. D'ailleurs, dans le pays tout entier, des voix s'élevaient demandant plus d'efficacité et le respect de régulations nationales.

Dans ce cas, le gouvernement aurait aussi besoin d'avoir un dialogue privilégié avec chaque autorité locale et cela pourrait se faire dans le cadre des *Local Area Agreements* (*LAA*)[667].

Ces entités étaient censées :

- fournir un financement plus important aux collectivités locales (dans ce cadre là, la question suivante se pose : doit-on donner aux collectivités locales le pouvoir de dépenser des budgets propres à chacune ? Le problème majeur posé par cette indépendance financière serait un éventuel déséquilibre qui se produirait entre les collectivités les plus riches qui se permettraient donc d'avoir des services plus performants et les collectivités les plus défavorisées qui seraient plus sollicitées financièrement pour bénéficier des services corrects).
- faire travailler ensemble les partenaires locaux pour de meilleurs résultats.

Pour viser une plus grande efficacité dans ses rapports avec les collectivités locales, le gouvernement était conscient qu'il devait lui-même faire en sorte que tous les services gouvernements mobilisés travaillent de façon cohérente et suivie.

Pour cela, un cadre de travail semblait indispensable afin de délimiter les tâches et les devoirs de chacun. Pour être efficace, le gouvernement devait[668] :

- viser une amélioration constante de la provision de services,
- rendre compte des performances au public et aux partenaires,
- s'assurer que les priorités nationales sont respectées,
- mesurer la contribution des partenariats pour une meilleure délivrance des services,

Mais pour cela, il fallait que :

[667] http://www.communities.gov.uk/localgovernment/performanceframeworkpartnerships/localareaagreements/
[668] *Strong and Prosperous Communities, The Local Government White Paper*, (2006), Department for Communities and Local Government.

- les degrés de performance d'alors soient remis en question. Moins de contrôle du gouvernement impose un plus grand soin apporté à la gestion locale.
- Pour obtenir de meilleures performances, il était nécessaire de s'attaquer de manière efficace à la contre-performance et que les services soient capable d'auto-critiques objectives et constructives.
- Un véritable dialogue soit instauré entre le gouvernement central et les autorités. Même si le gouvernement central peut et doit continuer à avoir un intérêt dans la façon dont sont délivrés les services et veiller à ce qu'ils correspondent à des normes nationales, il doit moins faire pression sur les collectivités locales et avoir moins d'exigences. En fait, les objectifs à atteindre doivent être fixés après concertation entre les gouvernements central et local.
- L'information en direction des organismes pourvoyeurs de services comme des usagers ou des corps régulateurs soit clairement définie et exposée.
- Que les gouvernements locaux n'hésitent pas à travailler à travers les frontières, non seulement celles qui délimitent les compétences de chaque service, mais aussi au-delà des frontières géographiques[669].

Un point important souligné par le gouvernement dans sa feuille de route de 2006 était que le principe de réformes devait s'appliquer à tous les services, sans exception[670] en tenant compte que la façon dont les réformes allaient être appliquées le soit, non pas de façon uniforme mais adaptée à chaque lieu ou communauté sur lesquels elles allaient intervenir.

Garder la spécificité et connaître le fonctionnement de chaque service permettrait de répondre aux besoins et aux attentes de leurs usagers.

Pour résumer, le gouvernement central allait devoir prendre en compte les diversités locales en veillant à ce que toutes bénéficient d'un minimum de normes nationales en adoptant une volonté de personnalisation des services et faire que ceux rendus correspondent aux besoins et aux préférences des usagers.

[669] *Ibid*, p.19.
[670] *Ibid*, p.17.

DEUXIEME PARTIE

LE *BOROUGH* D'ISLINGTON A LONDRES : LA CONSULTATION DE SES RESIDANTS ET LA PORTEE SOCIALE DES PROGRAMMES DE RENOVATION AYANT AFFECTE LA ZONE SUD DU *BOROUGH*.

A – ISLINGTON.

Nous avons choisi de prendre comme exemple le *Borough* d'islington à Londres pour illustrer l'application de la nouvelle politique du gouvernement des Travaillistes du New Labour sur la vie quotidienne des résidants des quartiers les plus nécessiteux.

Ce *borough* a des particularités sociales qui en font un objet d'étude intéressant. C'est le *Borough* de Londres qui a un taux de délits pour 1000 habitants important, et même si les chiffres des actes délictueux ont tendance à baisser, certainement grâce à une politique active de la part du Conseil du *Borough* pour le sécuriser, ils placent Islington à la dernière place des *borough*s londoniens en la matière[671].

	Nombres 2006/07	**Nombres 2007/08**
Vol à l'intérieur d'un véhicule	3 581	3 152
Dommages criminels	3 408	2 894
Attaques avec blessures	1 493	1 427
Cambriolages domestiques	2 450	2 113
Vol à l'arrachée	2 466	1 687
Vol d'un véhicule	1 192	838
Vol d'un cycle	1 682	1 301
Blessures sérieuses	2 668	2 199
Vols à la personne	1 381	1 119
Incidents impliquant des véhicules	113	88

On ne peut pas limiter les délits répertoriés dans le tableau ci-dessus à des zones précises du *Borough* d'Islington. En effet, il n'y a pas de démarcation nette entre les quartiers les plus dépourvues et celles abritant des populations riches[672].

Le niveau de pauvreté entre les différentes circonscriptions électorales d'Islington est très hétérogène et ceci n'est pas forcément visible au premier abord lorsqu'on se promène

[671] Types de délits répertoriés à Islington en 2006/07 et 2007/08, *The Islington Joint Needs Assessment*, Islington Primary Care Trust, NHS, (2008), p.87.
[672] Carte de la pauvreté à Islington, annexes, page 554.

dans les artères dites « branchées » de cette zone, c'est-à-dire autour de la station de métro Angel, le long de la rue très commerçante High Street, ou près du Barbican Centre.

Et la situation géographique du *Borough* d'Islington[673] dans la capitale britannique m'a semblé assez emblématique pour m'intéresser à l'observation des effets, positifs ou négatifs, de la politique sociale de la politique urbaine mise en action par les gouvernements successifs des Travaillistes pendant plus d'une décennie.

Mais tout d'abord, présentons ce *borough* londonien.

I - Le *Borough* d'Islington à Londres : l'un des 13 *Inner Boroughs* londoniens[674].

Islington est l'un des plus petits *borough*s de Londres et il est divisé en 16 *ward*s[675]. Il a une superficie d'environ 1 486 hectares[676].

On y trouve peu d'espaces verts et la plupart des logements datent du XIXème siècle, avec des rangées de maisons et de villas construites à l'époque Victorienne. Les années 1960 ont apporté de considérables réaménagements qui ont favorisé la conservation des logements anciens mais ont en même temps conduit à la « gentrification »[677] de nombreux quartiers, ce qui a causé des controverses et des divisions sociales.

Il s'étend sur 5,2 km du Nord-Ouest au Sud-Est et sur une largeur de 3,6 km.

---

[673] Carte des boroughs londoniens, annexes page 555.

[674] La plupart des informations suivantes concernant le Borough d' Islington sont issues du Recensement du 29 avril 2001 (le prochain sera organisé le 27 mars 2011) ou de l'étude *Health in Islington, the Facts : Update 2007*. Le recensement de 2001 a été réalisé par *Office for National Statistics (ONS),* qui est le bureau directeur de l'Autorité des Statistiques du Royaume Uni, créé le 1er avril 1996. C'est un service non gouvernemental depuis le 1er avril 2008 qui rend ses rapports directement au Parlement. Il est chargé de publier des statistiques en matières économique, sociale et sur la population, aux niveaux national et local, et celles-ci nous donnent une image plutôt contrastée de ce borough du nord de la capitale britannique.
Si la source est différente, ceci sera indiqué.
http://www.islington.gov.uk/
http://www.islingtonpct.nhs.uk/About-Us/FactSheet_dev3.pdf
http://www.statistics.gov.uk

[675] Annexes, carte des wards londoniens, page 556.

[676] *The Islington Joint Needs Assessment,* Islington Primary Care Trust, NHS, (2008), p.5.

[677] Les traductions de ce terme pourraient être « ennoblissement », « embourgeoisement » ou même « boboïsation », qui correspondrait plus au mouvement actuel de retour des populations qualifiées, jeunes, argentées, vers les anciens quartiers des villes aujourd'hui réhabilités. Cependant, nous garderons le terme anglais car les diverses traductions semblent affadir le terme d'origine. (A propos du parti-pris qui consiste à conserver le terme anglais, voir l'introduction générale de la thèse d'Yvette Marin, *Ravenscourt Road, une rue de Londres en cours de gentrification,* p.10).

Donnons en quelques caractéristiques qui soulignent le contraste qui existe entre ce qui est dit sur ce *borough*, et ce qu'il est réellement[678]. On y trouve :

- une haute proportion de résidents qualifiés,
- une haute proportion de personnes célibataires et de foyers à personne unique,
- un niveau très bas de possession d'automobiles,
- un grand nombre de résidants qui utilisent les transports publics,
- un grand nombre de résidents nés hors le Royaume-Uni et hors Europe,
- un grand nombre de résidants non Chrétiens,
- une population avec un mauvais niveau de santé,
- un fort taux de chômage de longue durée,
- peu de propriétés disponibles,
- peu de propriétaires de leurs logements,
- de nombreux logements surpeuplés,
- de nombreux foyers qui partagent des toilettes, une salle de bain.

Une autre particularité a rendu ce *borough* digne d'intérêt à mes yeux : bien que la partie Sud jouxte la City de Londres, malgré la proximité de ce quartier qui est la place financière du pays et une des plus importantes du monde, c'est une des zones les plus pauvres de la capitale et du pays. La population du *Borough* d'Islington ne semble pas profiter à plein de cette formidable manne financière.

Ainsi, le *Borough* d'Islington concentre un des taux de pauvreté les plus élevés de Londres. En 2008[679] :

- le *borough* arrivait à la 8ème place des *borough*s les plus pauvres du pays d'Angleterre, alors qu'en 2005, il était à la 4ème place[680],
- à la 4ème des *borough*s les plus pauvres de Londres, alors qu'en 2005 il était classé à la 2ème place[681].

---

678 http://www.statistics.gov.uk

679 *The Islington Joint Needs Assessment*, Islington Primary Care Trust, NHS, (2008), p.5.

680 Source : IMD (2007) - (*Index of Multiple Deprivation*), Deprivation Statistics, *Islington's comparative position, Islington Borough profile*. Les chiffres du IMD de 2007 datent de 2005. Ils permettent de comparer le niveau de pauvreté relative et les changements intervenus d'après les chiffres du IMD de 2004. L'Index de Pauvreté Multiple prend en compte plusieurs indicateurs choisis parce qu'ils couvrent une large gamme de caractères économiques, sociaux et ayant trait au logement. Ainsi ces critères permettent de classer les différentes zones comparées à partir de critères communs.

Et en 2005, il était au 2ème rang des *borough*s les plus densément peuplés[682].

Par exemple, à Islington, 37 % des foyers reçoivent des allocations contre 31 % pour le centre de Londres (*Inner London*), et 22 % pour l'Angleterre. 52 % des enfants vivent dans des foyers comparés à 47 % pour le centre de Londres et 33 % pour le reste du Royaume-Uni[683].

Vivent ainsi côte à côte des types de population très opposés[684] : les résidants du *Borough* d'Islington qui présentent de très nombreuses caractéristiques communes à tous les habitants d'*Inner Cities* britanniques (foyers pauvres, faible niveau d'éducation, formation professionnelle minimale qui leur ferme les possibilités d'être aisément embauchés et donc fort taux de chômage, etc…) et les populations jeunes, éduquées, qualifiées[685], très à l'aise financièrement qui travaillent dans le quartier proche de la City de Londres, tirant avantage de l'immense richesse qui y est produite tous les jours, et vivant dans les zones du *Borough* les plus huppées.

De par ces particularités sociales, et dans une certaine mesure géographiques, dans le cadre de la rénovation de la capitale britannique, des projets et des programmes de réhabilitation sociale et environnementale bien spécifiques ont été mis en œuvre par les gouvernements travaillistes successifs dès 1997.

Mais avant de voir ce qu'est le *Borough* d'Islington aujourd'hui, attardons nous sur ce qu'il a été au cours de l'histoire.

I – 1 : étymologie du nom Islington[686].

Son nom a subi de nombreuses modifications orthographiques au fil des siècles : Isendune, Isendon, Iseldon, Isleton, Yseldon ou même Eyseldon et plusieurs théories existent quant à l'origine ce nom.

---

[681] *Ibid.*

[682] La densité de population était en 2001 d'environ de 19 150 habitants au km2 : la deuxième plus élevée de Londres. C'était le borough de Londres avec la plus grande densité de population (1968 : 140 habitants aux 10 000 m2). En comparaison, Hackney en avait 104 et Camden 90, *National Survey*, (2001).

[683] http://www.homesforislington.org.uk/Antisocial%20Behaviour/Out%20of%20Hours%20Team/index.asp

[684] "*There is no distinct pattern in the geographical spread of (...) different types of people in Islington: at a street level, people with very different characteristics live side-by-side"*, *Health in Islington: The Facts* (Update 2009), NHS, Islington.

[685] Les jeunes gens éduqués et célibataires représentent 56% de la population totale du Borough d'Islington. *Health in Islington : The Facts*, Update 2009, NHS Islington, p.3

[686] *The history of Islington*, (1811), John Nelson, Summerfield Press.

Il viendrait (selon une théorie lui donnant des origines britanniques) de Ishel signifiant Bas (*Lower*) et de Don ayant le sens de enceinte fortifiée (*fortified enclosure*). Ainsi, Isheldon signifierait : fortification basse (*lower fortification*).

Une autre théorie donne à ce nom des origines saxonnes et le sens de « otage et ville » (*hostage and town*).

Le nom d'Islington apparaît pour la première fois dans une charte anglo-saxonne de l'an 1000 en tant que Gislandune qui signifie à peu près : la colline de Gisla (*Gisla's hill*). Cette orthographe est ensuite devenue Iseldon, et ce nom a été usité durant plusieurs siècles. En effet, dans le *Domesday Survey*[687], Iseldone dériverait soit de :

- « la colline de fer » (the hill of iron) en raison de la présence de sources dont l'eau contenait ce métal,
- « lower town ».

Le nom actuel, Islington, semble avoir été adopté à la fin du XVIème siècle. Il est important de noter que le *Borough* actuel est né en 1965, avec la réunion de deux *Borough*s Métropolitains londoniens.

I - 2 : topologie et histoire des deux *Borough*s Métropolitains de Londres à l'origine du *Borough* d'Islington[688].

Le *Borough* d'Islington[689] repose principalement sur de l'argile (*London Clay*) et dans les parties le plus à l'Ouest et à l'Est, cet argile est recouverte de terrasses de gravier et de brique. La déclinaison de la commune va de 20 mètres au sud-est à 100 mètres au Nord-Ouest.

Il est entouré des *borough*s suivants :

- la City de Londres au Sud,
- le *Borough* d' Hackney à l'Est,

---

[687] Recensement cadastral mené à l'initiative de Guillaume le Conquérant à la fin du XIème siècle.
[688] *Gazetteer* (1868) mise à jour le 9 octobre 2003 par David Hawgood.
http://www.islington.gov.uk/Leisure/LocalHistory/
[689] *A History of the County of Middlesex: Volume 8: Islington and Stoke Newington parishes*, (1985), de Baker, T. F. T., Elrington, C. R., (Editeurs), Baggs, A. P., Bolton Diane, K.., Croot Patricia, E., C., pp.1-3.
http://www.british-history.ac.uk/report.aspx?compid=8471

- le *Borough* de Camden à l'Ouest,
- le *Borough* d'Haringey au Nord.

Avec le Inner *Borough* d'Hackney et le Outer London *Borough* de Waltham Forest, le *Borough* d'Islington forme la Circonscription du Nord-Est pour l'Assemblée de la *Greater London Authority*.

Et c'est donc avec la réforme de 1965[690] que les deux *borough*s présentés ci-dessous ont été réunis pour former *Borough* d'Islington tel que nous le connaissons aujourd'hui.

*** Le *Borough* Métropolitain de Finsbury (*Metropolitan Borough of Finsbury*[691]).**

C'est la partie la plus proche de la City de Londres et le développement de ces deux zones s'est d'abord fait en parallèle, puis le *Borough* de Finsbury s'est ensuite étendu vers le Nord.

Le nom de Finsbury proviendrait du nom de la famille de Fiennes, famille dont le manoir et les terres étaient connus sous le nom de Vinisbir ou Vynesbury. Deux héritières de la famille léguèrent une partie de leur domaine situé au Nord de la limite de la City de Londres à la *Corporation of Lon*don pour le bénéfice de la population. Ces étendues de terre étaient pour la plus grande partie recouvertes de marais et portaient le nom de *Moorfields.*

Dès le XIIème siècle, Finsbury abritait de nombreux monastères. D'ailleurs sur le site occupé aujourd'hui par l'église St James, se trouvait le couvent St Mary construit vers 1100, et au début de ce siècle, William Fitzstephen[692] fit une description de ces terres :

"*and when that great fen or moor which waters the walls of the city on the north side, is frozen, many young men play upon the ice".*

Il continuait ainsi :

---

[690] http://www.genealogyinengland.com/Information/londonboroughs.htm

[691] *The history of Islington*, (1811), John Nelson, Summerfield Press, p.15.

[692] William Fitzstephen (mort en 1191) était un moine au service deThomas Beckett. Il assista à l'assassinat de ce dernier et écrivit sa biographie. William Fitzstephen écrivit aussi des témoignages très documentés sur le Londres du XIIème siècle, témoignages qui furent inclus dans la biographie précitée sous le titre *Latine Libellum se situ & nobilitate Londini*. Il fut nommé Shériff de Gloucester par le roi d'Angleterre Henry II.

"*There are also about London, on the north side, excellent suburban springs, which sweet wholesome and clear water hat flows rippling over the bright stones; among which Holy Well, Clerken Well... are held to be of most note ... these are frequented...by scholars and youth of the city when they go out for fresh air on summer evenings".*

Tout au long de son histoire, Finsbury apporta de nombreux avantages à la ville de Londres.

Déjà lors de la Peste Noire (*Black Death*) qui dévasta Londres au XIVème siècle, 3 acres (12 000 mètres carrés environ) des terres de Finsbury furent utilisés comme lieu de sépulture pour les morts de la peste de la capitale.

Même si en 1415 le Maire de Londres fit construire une chaussée à travers les marais afin d'établir un lien physique de communication entre sa ville et Finsbury, celle-ci était décrite, à la fin du XVIème siècle, comme étant « *waste and unprofitable* ».

Ce n'est qu'au XVIIème siècle que des arbres furent plantés, les marais asséchés et les terres transformées en lieu de plaisance pour les Londoniens.

En 1604, des efforts furent faits pour approvisionner la ville de Londres en eau potable, et on fit traverser Finsbury par un canal qui permettait de transporter de l'eau depuis les sources du Middlesex et de l'Hertfordshire jusqu'à la capitale. La construction de celui-ci, après maintes péripéties, fut terminée en 1613, et il prit le nom de *New River*.

Lors du grand feu de Londres en 1666, de nombreux habitants ayant perdu leurs logements allèrent s'installer à Finsbury, fuyant leurs maisons incendiées et le surpeuplement de la capitale. D'ailleurs des cabanes temporaires furent construites sur les marais afin d'abriter ces réfugiés, pour être ensuite remplacées par des constructions en briques. C'est en fait cette date qui marque le début de Finsbury comme zone résidentielle.

Les Londoniens venaient vivre à Finsbury mais l'endroit devint un espace prisé pour les loisirs : en 1675, deux pelouses furent aménagées pour accueillir des jeux de boules et à cette même époque, la découverte d'eaux aux valeurs curatives en fit une destination à la mode pour les curistes qui en plus d'y trouver de multiples sources, y appréciaient les divertissements proposés.

Cette période élégante vit aussi le développement des music-halls, activités que Finsbury se mit à partager avec le *Borough* Métropolitain d'Islington.

Au XVIIIème siècle, le développement urbain de la capitale britannique affecta directement Finsbury qui la jouxtait. Des maisons furent construites ainsi que des bâtiments publics : en 1716, le *French Hospital* fut bâti pour accueillir les français protestants. Il fut d'ailleurs utilisé jusqu'en 1886.

En 1807, la population de Finsbury était estimée à 23 000 âmes et au cours du XIXème siècle son développement s'accentua et de banlieue extérieure, Finsbury rejoignit le centre ville de la capitale : les maisons poussaient comme des champignons, accompagnées d'écoles, de magasins, de sites industriels.

L'arrivée du métropolitain (*Metropolitan Railway*) transforma le visage de Finsbury qui vit ses relations avec la capitale facilitées.

En 1861, la population était passée à 65 000 âmes parmi lesquelles on trouvait 877 horlogers, 725 orfèvres et bijoutiers, 720 imprimeurs, 578 cordonniers. L'aspect commercial du lieu prenait forme.

A la fin du XIXème siècle, Finsbury était surpeuplé et on bâtit des Logements Modèles (*Model Dwellings*), comme Coldbath Buildings, Peabody Buildings, Guinness Buildings et Farringdon Road Buildings. La bibliothèque publique de Finsbury fut construite en 1890, la mairie en 1895 et le *Borough* Métropolitain de Finsbury fut créé au tournant du XXème siècle.

Les bombardements massifs de la Deuxième Guerre Mondiale (*London Blitz*) changèrent de façon radicale l'image du *borough* : les taudis se développèrent et la population désertait alors que les bureaux de la City se déplaçaient vers le nord.

*** Le *Borough* Métropolitain d'Islington (*Metropolitan Borough of Islington*[693]).**

Situé plus au nord de la City de Londres, mais seulement à deux miles du cœur de Londres (environ 3,2 kilomètres), le *Borough* Métropolitain d'Islington fut souvent touché par

[693] *The history of Islington*, John Nelson, (1811), Summerfield Press.
http://en.wikipedia.org/wiki/Metropolitan_Borough_of_Islington

les changements urbains et industriels que connut la capitale et su profiter de son expansion. Cependant ce *borough* garda jusque tard dans le XIXème siècle son aspect rural.

Londres, en se développant au fil des siècles, a toujours fait profiter Islington des idées nouvelles, de l'esprit d'entreprise et des industries novatrices. Rapidement, la capitale et le *Borough* Métropolitain, ont tissé des relations d'interdépendance. Par exemple, les techniques nouvelles de culture agricole que Londres apportait permettaient à la zone d'Islington de profiter d'une forte production maraîchère, en produits laitiers ou en élevage de bêtes. Ainsi, ces deux entités eurent très tôt besoin l'une de l'autre.

Même avant qu'Islington ne reçoive le statut de commune, cette zone occupa une place commerciale importante, alors qu'elle était restée principalement rurale jusqu'à environ 1793.

Des fouilles ont révélé des traces d'un campement romain qui serait celui de Suetonius Pulinus ayant dressé les tentes de son armée près de l'endroit appelé aujourd'hui Barnsbury Park avant sa bataille contre les armées de la reine Boadicea qu'il vainquit à Battle Bridge.

On découvrit d'ailleurs en 1845 des pièces de monnaie (certaines portant la date 110) et des restes d'armes près de White Conduit House, preuve qu'un campement romain a existé à Highbury.

A l'ère saxonne, Islington connut une certaine importance et était le lieu qui fournissait les habitants de Londres en produits agricoles.

Les Saxons bâtirent Iseldon à l'endroit qui avait été un hameau et la majorité des terres était couverte de la verte forêt du Middlesex (dont il reste aujourd'hui Ken Wood et Highgate). Rapidement, les bois furent abattus pour permettre la culture de produits de la terre utiles aux londoniens voisins et ainsi Iseldon devint rapidement un centre rural travaillant à la production de denrées agricoles nécessaires à la population londonienne.

Dans les *Reliques* de Thomas Percy[694], celui-ci fait référence à Islington comme étant :

[694] Thomas Percy (né en 1729 et mort en 1811). Il s'intéressa aux origines de la littérature anglaise et remis au goût du jour la poséie anglaise médiévale. Les traces que laissèrent ses travaux eurent une influence marquante sur nombre de ses successeurs : Wordsworth avoua en avoir été influencé pour écrire ses *Lyrical ballads*). Il

« The merry country village ».

A la fin du XIIème siècle, William Fitzstephen en parlait ainsi :

« On the north side of London are fields for pasture and open meadows, very pleasant, into which the river waters do flow, and mills are turned about with a delightful noise. The arable lands are no hungry pieces of gravel ground, but like the rich fields of Asia, which plentiful bring forth corn and fill the barn of the owner with a dainty crop of the fruit of Ceres. Beyond them an immense forest extends itself, beautified with woods and groves, and full of the lairs and covers of wild beasts and game, stags, bucks, bears and wild bulls."

Au XIIIème siècle et jusqu'à la Réforme[695], de grands domaines d'Islington furent cultivés par des moines.

Au-delà des bénéfices agricoles qu'en tiraient les Londoniens, ils profitaient du bon air et de la beauté des étendues verdoyantes d'Islington : cet endroit était un lieu de villégiature particulièrement apprécié et dès le XVIème siècle, on comptait à Islington de nombreuses auberges et autant de débits de boissons. En 1716, on dénombrait 56 tenanciers de débits de *ale* (bière blonde légère). En 1466, Henry VI fut emprisonné à Islington après sa défaite à Hexham contre Lambert Simmel, et plus tard, de nombreux personnages d'état visitèrent le lieu, comme le Comte de Leicester, Sir John Spencer ou Robert Dudley.

C'est du XVIème siècle que date la première preuve de peuplement d'Islington avec une carte qui, autour de l'année 1550, montre une rangée de maisons bordant la rue principale, qui fut plus tard appelée Islington High Street. Ce sont les auberges qui ont favorisé la croissance d'Islington. En 1553, on y comptait 15 fournisseurs de nourritures : c'est à cette époque que le lieu commença à être connu pour ses tavernes, et à gagner son image de centre lié aux commerces de bouche.

Un siècle plus tard, au XVIIème, Henry VIII et Elizabeth I y venaient souvent, pour y chasser le gibier ou en villégiature. Plus tard, de nombreux résidants y souffrirent de la chasse contre les Protestants lors du court intermède de la reine Mary sur le trône et lors de la guerre

---

publia ses *Reliques of Ancient English Poetry*, en 1765 (London: J. Dodsley, 3 volumes). Il devint évêque de Dromore en 1782.

[695] La Réforme religieuse fut engagée par la Royauté et non par les hommes d'Eglise, au XVIème siècle, en Angleterre.
http://ilmsil.free.fr/branche6/les_grandes_religions/626Protestantisme/Pro4Lareformeenangleterre.htm

civile (vers 1643), des fortifications furent construites à Islington pour protéger la capitale. C'est d'ailleurs à cette époque que d'importants travaux de réhabilitation furent menés sur les routes qui étaient de voies de communication vitales pour la capitale. Au même moment, y furent construits des *turnpikes* (barrières douanières).

Lors du Grand Feu de 1666, Islington accueillit de nombreux Londoniens ayant fui le carnage et venus s'abriter là. Une panique générale se déclara dans les camps de réfugiés d'Islington et de Moorfields. Dans son journal[696], John Evelyn écrivit le 7 septembre 1666:

« I then went towards Islington (...) where one might have seen 2000,000 people of all ranks and degrees dispersed, and lying along by their helps of what they could save from the fire and (...) yet not asking one penny for relief, which to me appeared a stranger sight than any I had yet beheld..."

Il présenta au roi Charles II, le 13 septembre de la même année, un état des lieux et une proposition de reconstruction de la ville de Londres après les ravages dus au Grand Feu.

En 1725, dans la première moitié du XVIIIème siècle donc, on comptait une centaine d'auberges et ces établissements devinrent au XVIIIème siècle prisés par les Londoniens qui y profitaient de musique, venaient y danser ou consommer du thé en jouant aux quilles. Islington était très populaire pour y passer une journée de repos et profiter de la verdure de l'endroit.

De cette époque, des espaces verts ont subsisté. Les principaux parcs sont Cloudesley, Lonsdale, Milner, Gibson, Highbury, Barnsbury et on y trouve aussi Highbury Crescent et Canonbury. Dans la deuxième moitié du XVIIIème siècle, de nombreuses maisons y virent le jour.

A la fin du siècle, les services offerts à la population étaient devenus plus importants et de nombreux ateliers s'y installèrent : des coiffeurs, des entrepôts de thé, un marchand de vins ou une échoppe de jouets. On y bâtit aussi des rangées de maisons pour y loger des classes moyennes et, encore au début du XIXème siècle, Islington était un lieu ayant les faveurs des retraités ou de personnes travaillant à Londres mais y vivant pour profiter de son calme et de la nature environnante.

[696] *Diary and Correspondence of John Evelyn, F.R.S.*, (1854), de John Evelyn, Hurst and Blackett, Londres.

Au début du XIXème siècle, en 1811, la commune d'Islington avait pour nom complet St Mary Islington et au milieu du siècle, de nombreux débits de boissons, reçurent le droit d'offrir de la musique et de la danse à leur clientèle, possédant pour la plupart une salle de music-hall au premier étage de l'établissement. Même si un grand nombre d'entre eux dut fermer à cause de nouvelles législations de sécurité imposées en 1878, ce passe-temps connut un grand succès et se développa[697].

Citons l'exemple du *Lansdowne Tavern* où les clients désireux de chanter et danser étaient accueillis dans une pièce séparée du bar. Ce lieu fut racheté en 1862 par Samuel Thomas Collins Vagg, un artiste de music-hall très connu à l'époque, qui le rebaptisa *Lansdowne Music-Hall*. Cet endroit pouvait accueillir, dans une salle attenante au bar, plus de 600 personnes. En 1897, le bâtiment fut reconstruit pour pouvoir accueillir près de 1800 clients autour de 10 bars. Tout au long du XIXème siècle, les spectacles offerts par Islington furent très courus.

Pendant la Première Guerre Mondiale, une salle de spectacle fut particulièremenr renommée : *Islington Hippodrome* qui fut un théâtre jusqu'en 1932. Y étaient données des représentations de pièces musicales. Après la Deuxième Guerre Mondiale, le public se fit plus rare et la qualité des spectacles baissa. Puis, après un feu en 1958, le bâtiment fut vendu et il fut démoli en 1963. Au même moment, commencèrent à se développer des taudis.

I – 3 : le profil politique du *Borough* d'Islington de 1965 à aujourd'hui.

Depuis 1965, le *Borough* d'Islington est composé de 16 *ward*s. Il est divisé en deux circonscriptions parlementaires qui sont représentées à la Chambre des Communes par :

- Jeremy Corbyn pour Islington North, député Travailliste,
- Emily Thornberry pour Islington South and Finsbury, Travailliste aussi[698].

Chacun des 16 *ward*s[699] d'Islington est représenté au Conseil du *Borough* (*Borough Council*) par trois conseillers (*Councillors*). Le Conseil d'Islington est donc composé de 48

[697] *A History of the County of Middlesex: Volume 8: Islington and Stoke Newington parishes*, (1985), de Baker, T., F., T., Elrington, C., R., (Editeus), Baggs, A., P., Bolton, Diane, K., et Croot, Patricia, E., C., pp.1-3.
[698] Tous les deux ont été réélus et reconduits à leur poste à l'élection du 6 mai 2010.
[699] http://www.islington.gov.uk/Council/Political/Councillors/default.asp

Conseillers[700]. Le découpage en *ward*s facilite l'organisation électorale mais permet aussi de recenser les besoins spécifiques à chaque secteur, les besoins pouvant différer d'un quartier à un autre[701].

I – 3 - 1 : les rôles du Conseil du *Borough*

Les rôles des Conseillers Municipaux ont changé sous l'égide du *Local Government Act de 2000*[702]. Ces élus ont aujourd'hui un rôle de direction et de surveillance.

Le Conseil est géré de façon similaire à celui du gouvernement central avec un corps exécutif qui décide de la politique principale et des conseillers qui examinent en détail les mesures prises.

Les membres du Conseil Municipal sont élus pour une période de 4 ans pour représenter la zone par qui, et pour laquelle, ils ont été élus.

Voici, à la page suivante, la liste des Conseillers élus lors de l'élection du 4 mai 2008[703] et [704].

Nom	***Ward***	**Parti Politique**
George Allan	Clerkenwell	Libéral Démocrate
Paula Belford	Canonbury	Libéral Démocrate
Anna Berent	Mildmay	Libéral Démocrate
Donna Boffa	Bunhill	Libéral Démocrate
Janet Burgess	Junction	Travailliste
Wally Burgess	St. Georges	Travailliste
Natasha Chatterjee	Holloway	Travailliste
Jilani Chowdhury	Barnsbury	Travailliste
Paul Convery	Caledonian	Travailliste

[700] http://www.islington.gov.uk/Council/political/Councillors/
[701] Sont données à la page 557 les zones électorales.
[702] http://www.opsi.gov.uk/acts/acts2000/ukpga_20000022_en_1
[703] http://www.islington.gov.uk/Council/political/Councillors/listcouncillorname.asp
[704] http://www.directory.londoncouncils.gov.uk/directory/islington/councillors/

Andrew Cornwell	St. Georges	Libéral Démocrate
Joan Coupland	St. Marys	Travailliste
Shelley Coupland	St. Peters	Travailliste
Katie Dawson	Highbury West	Vert
Theresa Debono	Highbury West	Travailliste
Gary Doolan	St. Peters	Travailliste
Fiona Dunlop	Hillrise	Libéral Démocrate
Meral Ece	Mildmay	Libéral Démocrate
Barry Ed*ward*s	Holloway	Travailliste
Emily Fieran-Reed	St. Marys	Libéral Démocrate
Greg Foxsmith	Hillrise	Libéral Démocrate
John Gilbert	Highbury East	Libéral Démocrate
Richard Greening	Highbury West	Travailliste
Mouna Hamitouche	Barnsbury	Travailliste
Daniel Hulls	Tollington	Travailliste
Tracy Ismail	St. Georges	Libéral Démocrate
Rhodri Jamieson-Ball	Mildmay	Libéral Démocrate
Stefan Kasprzyk	Junction	Libéral Démocrate
Phil Kelly	Finsbury Park	Travailliste
James Kempton	St. Marys	Libéral Démocrate
Martin Klute	St. Peters	Travailliste
James Murray	Barnsbury	Travailliste
Michael O Sullivan	Finsbury Park	Travailliste
Kelly Peasnell	Clerkenwell	Libéral Démocrate
Rupert Perry	Caledonian	Travailliste
Ruth Polling	Bunhill	Libéral Démocrate
Marisha Ray	Clerkenwell	Libéral Démocrate
Barbara Sidnell	Finsbury Park	Travailliste
Barbara Smith	Canonbury	Libéral Démocrate
Paul Smith	Holloway	Travailliste
Lisa Spall	Caledonian	Travailliste
Terry Stacy	Highbury East	Libéral Démocrate
Jyoti Vaja	Bunhill	Libéral Démocrate
Lucy Watt	Canonbury	Libéral Démocrate
Richard Watts	Tollington	Travailliste
Catherine West	Tollington	Travailliste
Julia Williams	Hillrise	Libéral Démocrate
Laura Willoughby,	Highbury East	Libéral Démocrate
Ursula Woolley	Junction	Libéral Démocrate

Le seul conseiller Conservateur avait perdu son siège en 1998.

Les Travaillistes ont perdu la majorité au Conseil en décembre 1999. Ils avaient eu la majorité pendant la plupart des 30 années qui avaient précédé mais les Libéraux Démocrates ont tiré partie de la déception des classes ouvrières, en particulier sur la politique qu'avaient eu les Travaillistes en matière de logements sociaux.

Le Libéraux Démocrates gagnèrent 3 sièges en 1990, 12 sièges en 1994, 26 sièges en 1998, pour finalement remporter la majorité en 1999.

A l'issue des élections locales du 4 mai 2008, la composition du Council fut donc la suivante, sans majorité nette[705] :

- 24 Libéraux Démocrates,
- 23 Travaillistes,
- 1 Vert.

Les Conseillers élus sont au service des électeurs en :

- les aidant dans le cas où ceux-ci sont mécontents d'un service rendu par le Conseil, ou en les dirigeant vers un service susceptible de les aider à résoudre leurs problèmes,
- tenant une permanence et en étant à leur disposition afin de répondre à leurs questions,
- leur rendant visite chez eux ou résolvant des problèmes par téléphone,
- participant à l'amélioration du *ward* pour lequel il a été élu en faisant des propositions visant à rassembler les diverses communautés,
- aidant à prendre des décisions quant aux services du Conseil.

Les Conseillers veulent se rendre disponibles pour répondre aux questions que se poseraient les résidants et c'est en tout cas l'image qui est renvoyée à ces derniers. D'ailleurs, un numéro de téléphone est disponible pour les contacter : 020 7527 2000.

[705] http://news.bbc.co.uk/1/shared/bsp/hi/vote2006/locals/html/au.stm
http://www.islington.gov.uk/council/Political/democracy_islington.asp

C'est le *ward* de Clerkenwell, celui étant le plus au Sud du *Borough* et jouxtant la City de Londres qui a été l'objet du début de cette recherche. J'ai d'ailleurs contacté deux des trois conseillers de ce *ward*, élus du Parti Libéral Démocrate pour commencer mon travail :

- Allan George Edwin,
- Ray Marisha Priyanka[706].

J'ai ensuite élargi mon champ d'étude, et les deux Conseillers sont devenus mes interlocuteurs privilégiés[707].

I – 3 - 2 : les Services du *Borough* et le Maire.

Le *Borough* d'Islington est administrativement divisé en sept services, chacun géré par une Commission :

- services aux adultes,
- services aux enfants,
- services aux usagers,
- service environnement et rénovation,
- service des finances,
- service du logement, de la performance et des propriétés,
- service droit et services publics.

Un Président (*Chairman*) qui est élu pour chaque Commission.

Chaque commission est, bien sûr, responsable auprès du Maire qui est le premier citoyen du *borough* et il a un rôle bien défini à jouer durant son mandat qui dure un an à partir du mois de mai de chaque année. Il est élu par les membres du Conseil Municipal et il représente le Conseil à de nombreuses cérémonies civiles que ce soit au sein du *borough* ou même dans le cadre d'autres cérémonies en dehors de celui-ci.

[706] Ce sont George Allan et Marisha Ray qui ont répondu positivement à mes sollicitations au début de mes recherches, et je les ai, par la suite, rencontrés à plusieurs reprises. C'est par leur intermédiaire que j'ai eu accès à certains documents du Council qui m'ont aidé à rédiger mes travaux.

[707] Il est à noter qu'aux élections du 6 mai 2010, Mme Marisha Ray a perdu son siège au bénéfice de Raphael Anslen Andrews du Parti Travailliste. D'ailleurs, à cette date, c'est le New Labour qui a remporté la majorité des sièges au détriment du Parti Libéral Démocrate.
http://www.islington.gov.uk/Council/councilinvolved/involvedvoting/votingelection/votingend/er_clerkenwell.asp

Il participe en moyenne à quelques 500 évènements chaque année. Parmi les cérémonies auxquelles il prend part, on peut citer :

- l'inauguration de fêtes ou de foires,
- la visite d'écoles ou de centres d'accueil,
- la prise de parole lors de dîners ou de diverses réceptions,
- la visite de résidants du *borough* lors de leur centième anniversaire afin de présenter les hommages au nom du Conseil,
- la présidence de toutes les réunions du Conseil Municipal.

En plus de ses attributions d'officier municipal, le Maire joue un rôle important dans la promotion de nombreuses charités à travers le *borough*.

La page du site du *Borough* d'Islington[708] propose d'ailleurs à n'importe quel résidant d'inviter le maire à un évènement et si celui-ci peut se rendre à la cérémonie, son cabinet en informera le demandeur par courrier.

Il suffit de le contacter à l'adresse suivante :

The Mayor's Parlour, Town Hall, Upper Street, London, N1 2UD.

Ou même par Internet[709].

Voici la liste des maires de 1997 à 2010[710] :

2009:2010: Councillor Anna Berent (Libérale Démocrate)
2008/2009: Councillor Stefan Kasprzyk (Libéral Démocrate)[711].
2007/2008: Councillor Barbara Smith (Libérale Démocrate)
2006/2007: Councillor Jyoti Vaja (Libérale Démocrate)
2005/2006: Councillor Jonathan Dearth (Libéral Démocrate)

[708] www.islington.gov.uk
[709] the.mayor@islington.gov.uk
[710] Le Maire pour la période 2010-2011 est la Conseillère Mouna Hammitouche du Parti Travailliste, élue après les élections du 6 mai 2010 au cours desquelles le New labour est devenu majoritaire avec 35 sièges contre 13 pour le parti Libéral Démocrate. http://www.islington.gov.uk/council/councilinvolved/councilmeetings.asp
[711] http://www.islington-libdems.org.uk/news/001274/islington_council_elects_new_lib_dem_mayor.html

2004/2005: Councillor Joan Coupland (Libérale Démocrate)
2003/2004: Councillor Doreen Scott (Libérale Démocrate)
2002/2003: Councillor Margot Dunn (Libérale Démocrate)
2001/2002: Councillor Joe Trotter (Libéral Démocrate)
2000/2001: Councillor Mary Powell (Libérale Démocrate)
1999/2000: Councillor Jenny Sands (Travailliste)
1998/1999: Councillor Meg Hillier (Travailliste)
1997/1998: Councillor Rupert Perry (Travailliste)

I – 4 : le facteur humain dans le *Borough* d'Islington.

Donnons maintenant quelques généralités sur les mouvements de population en Grande-Bretagne[712] pour nous attarder sur celle d'Islington ensuite.

Au début du XIXème siècle, les zones du pays ayant le taux de croissance de population le plus fort étaient celles des districts industriels du Lancashire et du Sud du Pays de Galles, où les industries textiles à base de coton s'étaient rapidement développées au cours du XVIIIème siècle.

Cependant, d'autres régions se développèrent rapidement dans les années 1810-1820 : les marais de l'East Anglia furent asséchés et attirèrent des fermiers sur ces terres devenues fertiles. Et les côtes de l'Ouest se développèrent en zones touristiques bien avant l'arrivée des chemins de fer.

Au milieu du XIXème siècle, l'expansion du Nord-Est du pays fut fulgurante grâce aux mines et aux nouvelles industries lourdes.

Dans la seconde moitié du XIXème siècle, les chantiers navals qui construisaient des navires de bois sur la Tamise ou la Medway furent totalement remplacés par de nouveaux

[712] *London : A social history,* (1994), de Roy Porter, Penguins Books.
Voir aussi : *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne de 1945 à nos jours*, (1996), de Paul Vaiss, Armand Colin.

chantiers sur la Tyne et la Wear où l'on se mit à construire des navires en acier avec des moteurs à vapeur.

Le cœur même de Londres commençait à se dépeupler, tendance qui devint tout à fait claire en 1900.

Les zones minières du Sud du Pays de Galles et des East Midlands connurent une formidable expansion aussi : les techniques d'excavation des minerais devenaient meilleures

Ce schéma fut complètement modifié à partir de 1930 car l'expansion fut concentrée principalement autour de Londres. Ceci se poursuivit jusqu'aux années 1950-1960 mais à partir des années 1970, elle fut ralentie à l'Est car l'expansion commença à se faire vers le Sud-Ouest et l'East Anglia.

Le centre du Pays de Galles et les Scottish Highlands bénéficièrent de cette migration interne au pays due aux forces économiques mais aussi au choix d'un style de vie car l'activité économique devenait moins liée aux ressources naturelles.

Au cœur de Londres[713], la nouvelle expansion du centre ville qui commença au début des années 1980 et connut son apogée dans les années 1990 fut engendrée par le choix d'un style de vie plus citadin mais aussi par l'explosion des services financiers.

Ce développement fut évident au long de la Tamise et le déclin des vieilles industries se poursuit.

I – 4 – 1 : la population du domaine d'Islington[714].

En 1086, on répertoriait 26 âmes sur le domaine d'Islington et au XVIème siècle (en 1548 exactement), 440 personnes étaient recensées à Islington.

Mais c'est au XIXème siècle qu'Islington a connu la plus forte explosion démographique[715]. A la fin de 1830, l'arrivée de l'omnibus a permis aux employés et aux artisans d'aller habiter en dehors de la capitale puisqu'ils avaient un moyen de locomotion

[713] *Inner City London.*
[714] http://www.british-history.ac.uk/report.aspx?compid=6734
[715] *A History of the County of Middlesex: Volume 8: Islington and Stoke Newington parishes*, (1985), de Baker, T., F., T., Elrington, C., R., (Editeus), Baggs, A., P., Bolton, Diane, K., et Croot, Patricia, E., C.,*The history of Islington*, (1811), de John Nelson, Summerfield Press.

facile pour rejoindre leurs lieux de travail à Londres. Avec l'arrivée du chemin de fer, la construction de logements neufs se multiplièrent.

Et le tableau suivant montre les pourcentages d'augmentation d'habitants jusqu'à la moitié du XIXème siècle[716].

Périodes	**1821-31**	**1841-51**	**1851-61**
Pourcentages	67%	71 %	63 %

Chaque décennie suivante, la croissance a été d'environ 49 % par an.

En 1841, la population était majoritairement pauvre, vivant dans des maisons surpeuplées, des immeubles (*blocks of flats*) et des cours délabrés.

En 1848, on utilisait des maisons dans Swan Yard pour loger des clochards et des caves accueillaient des gens qui y dormaient.

Après 1861, la croissance de la population se ralentit[717].

Décennies	**1861-71**	**1871-81**	**1880-89**	**1890-99**
% de croissance	38%	32%	13%	5%

La partie Sud d'Islington commença à devenir moins recherchée et on préféra bâtir plus au Nord à Highbury, Tollington Park et Tufnell Park à partir de 1860. De plus en plus de familles pauvres arrivaient aussi, déplacées par la destruction de logements à cause de l'arrivée du chemin de fer. De nombreux pauvres vinrent s'installer dans des rues attenantes à Tufnell Park (Somers Town) ce qui réduisit l'attractivité du lieu pour les mieux lotis.

L'une des caractéristiques essentielles après 1860 fut la construction de logements ouvriers et ceci apporta des changements profonds à Islington qui commença à perdre son aspect rural et à se peupler de travailleurs.

[716] *Ibid*.
[717] *Ibid.*

D'ailleurs, à partir de 1865, des efforts furent faits pour remplacer les pires taudis par des logements ouvriers. Le premier immeuble fut le Peabody Trust construit dans Greenman's Lane (aujourd'hui Greenman Street) en 1865, dessiné par H.A. Darbishire[718].

En 1874, le délégué médical pour Islington visita les 110 rues courtes de la municipalité et nota trois lieux particulièrement malfamés, avec 78 maisons impropres à l'habitation.

On déplaçait les populations pour détruire et on les relogeait dans des habitations neuves.

A partir de 1890, la partie Nord du *Borough* actuel commença à perdre ses habitants appartenant à la classe moyenne qui allaient plus loin dans le Middlesex laissant derrière eux de vastes maisons inoccupées. De plus, les maisons mitoyennes bâties loin de la rue principale n'attiraient plus les familles et elles commencèrent à être louées chambre par chambre.

Islington n'était plus un lieu de résidence prisé mais par contre devenait un lieu où il était de bon ton de faire ses courses, ses achats, et ceci à partir de la première moitié du XIXème siècle. On trouvait, en particulier dans High Street et Upper Street, des drapiers et des bijoutiers. La plupart des façades des beaux bâtiments datant du XVIIIème siècle dans Hedegrow et Upper Street furent transformées en devantures de boutiques.

En 1903, Islington ressemblait à un lieu vide (*a dreary place*) et déprimant, avec moins d'animations mais il devint le *borough* de Londres le plus peuplé, avec peu d'espaces verts et des familles entassées dans des logements exigus. Peu de familles aisées restaient et les rangées de petites maisons remplaçaient les vastes maisons spacieuses, ceci pour pouvoir loger les travailleurs arrivant en grand nombre.

[718] Henry Astley Darbishire (1825-1899), fut l'architecte du Peabody Trust de 1864 à 1885. Parmi ses travaux, on compte Holly Village, Highgate, au Nord de Londres, la Victoria ou Burdett-Coutts Memorial Drinking-Fountain et une partie du Peabody Estate, dans Lawrence Street

Après 1918, de nouvelles tentatives furent lancées pour construire des logements ouvriers, principalement par la municipalité même si l'Eglise vendit quelques uns de ses terrains pour bâtir des logements ouvriers.

En 1921, Islington était moins peuplé qu'il ne l'avait été en 1911 bien que pour près de 20 % des foyers, 2 personnes vivaient dans une seule pièce.

Le premier projet aidé par l'Etat fut Halton Mansions à l'est de Halton Road, et mis en œuvre en 1922. Terminé en 1923, il proposait 168 appartements en trois blocs de quatre étages chacun.

En 1931, les maisons n'accueillaient plus le style d'habitants pour qui elles avaient été construites. A cette époque, on observa qu'Islington était mal entretenu, avait des rues malfamées, des logements surpeuplés et les conditions de vie y étaient mauvaises.

Cette zone fut largement bombardée par les troupes allemandes pendant la Deuxième Guerre Mondiale. Plus de 3200 maisons avaient été détruites pendant la guerre et, la paix retrouvée, il fallut reconstruire. Islington vit alors fleurir de nombreux *Housing Estates* et les sites bombardés accueillirent de nouvelles constructions municipales.

Les chiffres de la population à Islington de 1971 à 2008 sont les suivants :

1971	**1981**	**1991**	**2002**	**Janv. 2005**	**2008**
197 916	157 522	164 686	175 787	179 000.	191 302[719]

En 2006, la population d'Islington se composait de la façon suivante[720] :

Nombre Total d'habitants	190 548
Hommes	92 798 (48,7%)
Femmes	97 750 (51,3%)
Tranches d'âges	
0 à 15 ans	32 241
16 à 74 ans	135 661

[719] *The Islington Joint Needs Assessment*, Islington Primary Care Trust, NHS, (2008), p.5.
[720] *Health in Islington : the Facts :* http://www.islingtonpct.nhs.uk/publications/health%20in%20islington%20-%20the%20facts%202006.pdf

75 ans et plus	7 395

La population du *Borough* d'Islington a connu une augmentation de 8,4% (environ 14 751 personnes) entre 2001 et 2006, croissance principalement due à un excès de naissances par rapport au nombre de décès.

Le tableau ci-dessous nous donne les chiffres de 2007 et de 2009 :

	Population	**Hommes**	**Femmes**
Chiffres 2007[721]	193 949[722]	48,6%	51,4%
Chiffres 2009[723]	195 489	49%	51%

Une projection prévoit une augmentation de la population d'environ 9% entre 2009 et 2019, pour qu'elle atteigne à cette date 213 371 personnes. Une augmentation similaire est prévue pour la ville de Londres[724]. A l'horizon 2020, il est prévu que la population soit de 206 294 âmes[725].

La population de ce *borough* est plus jeune que celle d'Angleterre et du Pays de Galles, avec une large proportion de jeunes adultes âgés entre 20 et 39 ans : ils représentent 44% de la population totale, c'est-à-dire 19% de plus que la proportion des jeunes adultes en Angleterre et au Pays de Galles[726]. En effet, les personnes âgées de plus de 65 ans ne représentent que 9% de la population du *Borough* d'Islington contre 15% pour l'Angleterre et le Pays de Galles.

Donnons maintenant la classification de la population par tranches d'âges[727].

Tranches d'âges	**Total**
0 – 4	11 110

[721] Source *Greater London Authority* population projections, 6 novembre 2006 parue dans *Demography*, *Health in Islington, (*update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[722] Augmentation de 14 562 personnes entre 2001 et 2007.
[723] *Health in Islington: The Facts*, (Update 2009), NHS, Islington, p.2.
[724] *Ibid*.
[725]*The Islington Joint Needs Assessment*, Islington Primary Care Trust, NHS, (2008), p.5.
[726] Source *Office of National Statistics*, estimation de la population moitié à la moitié de l'année 2005, paru dans *Demography*, *Health in Islington, (*update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[727] *National Census*, (2001).

5 – 9	9 827
10 – 14	9 636
15 – 19	9 202
20 – 24	15 136
25 – 29	21 429
30 – 34	20 503
35 – 39	17 401
40 – 44	12 226
45 – 49	9 278
50 – 54	8 784
55 – 59	7 120
60 – 64	6 150
65 – 69	5 333
70 – 74	4 750
75 – 79	3 793
80 – 84	2 272
85 – 89	1 251
90 et plus	586
	175 797

En 2008, 32% de la population était nés en dehors du Royaume-Uni[728], et en ce qui concerne les mouvements démographiques[729], en 2005, 23 000 personnes sont venues habiter le *Borough* alors que 21 800 autres l'ont quitté. Ce qui est à remarquer est que parmi ces départs, seuls 20 à 30% environ se sont faits vers le Royaume-Uni ou en provenance du Royaume-Uni : ce qui est une première indication selon laquelle les nombreux habitants du *Borough* seraient issus de l'étranger.

Un chiffre à noter aussi est que 80% des migrations se font dans le groupe d'âge entre 16 et 44 ans, personnes en âge de travailler donc.

[728] *The Islington Joint Needs Assessment*, Islington Primary Care Trust, NHS, (2008), p.5.
[729] *National Census*, (2001).

I – 4 - 2 : ethnicité[730] et pauvreté.

Le *Borough* d'Islington est un des *borough*s de Londres qui a la plus grande diversité ethnique et sociale : 74% de la population est d'origine blanche[731] (environ 145 000 personnes). On peut en déduire que les noirs et les minorités ethniques[732] représentent 26 % de la population.

Cependant, dans l'étude menée en 2005[733] à la demande des autorités du *Borough*, les résidants sondés ont cependant dit, à 18%, qu'Islington était un endroit où les personnes de milieux différents pouvaient vivre ensemble, et 59% ont répondu qu'ils étaient plutôt d'accord, contre 5% qui étaient en total désaccord avec cette affirmation[734].

Parmi les quelques 50 000 résidants d'Islington disant appartenir à un groupe Noir et Minorité Ethnique (*Black and Ethnic Minority – BME*), 20% sont Noirs Africains, 17% Noirs des Caraïbes, 12% d'autres groupes de Noirs et 11% sont Bangladis[735].

En effet, la population noire est relativement jeune, avec 26% des résidants ayant moins de 15 ans alors que la proportion est de 14% pour la population blanche.

Voyons sur la page suivante quelques chiffres sur le pourcentage des différents groupes raciaux dans la population totale[736].

Groupes Raciaux	**% de la population du *Borough* d'Islington**
Noirs Africains	6,0
Noirs Caribéens	4,9
Irlandais	5,7

[730] Source: *Greater London Authority*, (2005), Round Interim Ethnic Group Projections – Sc.07 for 2007, paru dans le paragraphe "Ethnicity", dans *Health in Islington: The Facts*, (update 2009), NHS, Islington.
[731] Contre 70% de la population de Londres et 89% anglaise totale.
[732] «Les minorités ethniques sont des groupes de gens dont la race est différente de celle du groupe dominant de la société », définition donnée par Goodwin, M., dans *Off the Map : the Social Geography of Poverty in the UK*, de Philo, C., London, CPAG, (1995), 188p, p.65.
[733] *Measuring Customer Perceptions 2004/5*, London Borough of Islington, June 2005, TNS Westgate London, WS 1UA. Copyright 2005, p.71.
[734] Les chiffres du sondage précédent de 2003/4 (*BVPI Survey*)[734] étaient, respectivement : 12%, 64% et 4%.
[735] *Health in Islington: The Facts*, (update 2009), NHS, Islington.
[736] *National Census*, (2001).

Bangladis	2,4
Chinois	1,8
Indiens	1,6
Pakistanais	0,5
Autres Blancs	7,4
Total	30,3

Un chiffre remarquable en ce qui concerne la diversité raciale du *Borough* d'Islington est qu'en mars 2007, on y trouvait 235 demandeurs d'asile qui étaient soutenus par les Services Sociaux du *Borough*[737].

Une des caractéristiques principales de ce *borough* est qu'il semble y avoir un lien entre sa grande diversité raciale et les nombreuses difficultés sociales auxquelles des groupes sont confrontés.

Des *borough*s les plus petits de Londres, Islington est celui qui a le plus grand nombre de causes de pauvreté.

En ce qui concerne le taux de pauvreté dans le *Borough* d'Islington, la totalité de ces *ward*s sont dans les 40% des *ward*s les plus défavorisés d'Angleterre[738].

D'après l'Index de Pauvreté de 2007, 52 467 personnes à Islington n'ont pas de revenus[739] et 37% des foyers reçoivent des allocations contre 31% dans les zones du Inner London et 22% en Angleterre.

En matière de foyers sans revenus, il arrive à la 14ème place des *borough*s de Londres. Sa situation s'est améliorée par rapport à 2004 où il était à la 11ème place[740].

En 1997, déjà, Tony Blair stipulait dans le Manifeste du New Labour qu'il fallait cesser d'avoir « une classe de personnes pauvre au chômage et vivant à la marge de la société » et son objectif à long-terme était « des niveaux d'emploi élevés et stables »[741].

---

[737] Source: Ministère de l'Intérieur (*Home Office*, Asylum Seekers), paru dans *Asylum Seekers, Health in Islington, (*update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[738] *Ibid*.
[739] *Income deprived*.
[740] Deprivation *Statistics, Islington Borough profile, Index of Multiple Deprivation,* (2007).

Il est à noter que d'après les chiffres de 2007, 62% des résidants d'Islington habitent dans des zones classées parmi les 10% les plus pauvres du pays[742]. Ce chiffre s'est amélioré par rapport aux statistiques précédentes datant de 2004 car à cette date le pourcentage était de 75%.

I – 4 - 3 : les familles mono-parentales[743].

C'est un véritable problème social car il y a souvent un rapport entre la situation des parents isolés et les difficultés à trouver un emploi ou la précarité imposée par le manque d'emploi.

Les Travaillistes dénonçaient la politique des gouvernements passés en matière de gestion de ce phénomène : aucune aide particulière n'était apportée aux parents isolés voulant retrouver un emploi, et Tony Blair proposa d'offrir à de tels foyers des services sur mesure une fois que le plus jeune enfant était dans sa deuxième année de scolarité[744].

Voyons quelle est la proportion des foyers du *Borough* d'Islington qui sont dirigés par un parent isolé par rapport à Londres et à l'Angleterre.

	% du total des foyers
***Borough* d'Islington**	20% (la moitié au chômage)
Londres	13%
Angleterre/Pays de Galles	10%

Le *Borough* d'Islington connaît le taux le plus élevé du pays en ce qui concerne les enfants pris en charge par les services sociaux : il est légitime de nous demander s'il n'y aurait pas une relation de cause à effet entre le fait que le taux de familles monoparentales est très

[741] "*We are determined not to continue down the road of a permanent have-not class, unemployed and disaffected from society. Our long-term objective is high and stable levels of employment*", dans *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.18.
[742] *Deprivation Statistics, Islington Borough profile, Index of Multiple Deprivation*, (2007).
[743] Source: "Neighbourhood Statistics, Lone Parent Households with Dependent Children*",* (2001), paru dans "*Lone Parents, Health in Islington", (*update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[744] "*Once the youngest child is in the second term of full-time school, lone parents will be offered advice by a proactive Employment service to develop a package of job search, training and after-school care to help them off benefit*", dans *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p. 19.

élevé et le fort taux d'enfants pris en charge par les services sociaux[745]. D'ailleurs, 18% des foyers mono-parentaux à Islington sont dirigés par des femmes seules et 1,4 % par des hommes seuls[746].

I – 4 - 4 : la santé[747].

Il est clair que la précarité engendrée par les difficultés fiancières a un impact sur le bien-être des personnes : plus les individus sont mal logés, doivent faire face au chômage et vivent dans un environnement pollué, et plus ils sont confrontés à des conditions de vie peu propices à une vie saine.

Les Travaillistes étaient déterminés à reconnaître l'impact négatif des conditions de vie sur les populations les plus pauvres et à s'attaquer aux défauts de gestion du système public de santé britannique. Ils ont développé un plan pour sauvegarder le *National Health Service,* créé en 1947 par un gouvernement Travailliste, système de santé qui avait été « menacé par les Conservateurs »[748]. Un paragraphe du Manifeste du New Labour de 1997 est d'ailleurs intitulé « Nous sauverons le Service National de Santé»…[749] en promettant une nouvelle façon de gérer[750] pour « proposer des services de meilleure qualité aux patients »[751] en « consacrant l'argent investi en priorité aux soins pour les patients »[752].

Les besoins sont criants en Grande-Bretagne et dans le *Borough* d'Islington, que ce soit au Nord ou au Sud, les autorités doivent faire face aux mêmes problèmes en ce qui concerne la santé publique ou les difficultés auxquelles doivent faire face les familles à très bas revenus.

Comme nous le montrent les données ci-après, la santé des personnes à Islington n'est pas la plus florissante de Londres et c'est pourquoi le Conseil du *Borough* a lancé plusieurs

---

[745] Réflexion personnelle.
[746] *Health in Islington: The Facts*, Update 2007.
[747] *Ibid.*
[748] "*Labour created NHS 50 years ago. It is under threat from the Conservatives*", dans *New Labour Manifesto,* (1997), New Labour Party, p.20.
[749] "*We will save the NHS*", *Ibid*.
[750] "*A new public health drive*", *Ibid*.
[751] "*Higher-quality services for patients*", *Ibid*, p.21.
[752] "*We will put the money towards patient care*", *Ibid*, p.22.

programmes en relation avec le gouvernement central qui donnent au bien être et à la santé des résidants une place prioritaire[753].

Le Conseil du *Borough* a publié en 2003 un plan de gestion et d'amélioration des aspects sanitaires : le *Local Delivery Plan* qui fixait des objectifs à atteindre entre 2003 et 2006[754].

Ce programme était dirigé par le *Islington Primary Care Trust*[755] (*Islington PCT*) et respectait les directives du plan national *National Health Service Plan* (*NHS Plan*).

Voyons quelques points de santé publique qui posent problème dans le *Borough* d'Islington.

D'abord le nombre d'admissions à l'hôpital en 2005-2006 : 10 000 hommes et 21 000 femmes, ce qui donne 22 309 personnes pour 100 000 alors que le taux pour la ville de Londres est de 23 115 pour 100 000[756].

17,6% des femmes du *Borough* et 17,2% des hommes ont dit avoir une longue maladie, et ici les chiffres sont semblables à ceux de l'Angleterre et du Pays de Galles[757].

Cependant, le pourcentage des personnes atteintes une longue maladie dans la totalité des *ward*s du *Borough* d'Islington est supérieur au pourcentage national[758].

En 2006, environ 12 400 personnes (6,5% de la population totale) ont reçu des allocations pour incapacité et 9 800 personnes (5% de la population) des allocations pour handicap. Les chiffres pour Londres sont respectivement de 4,2% et 3,7%[759].

L'exercice physique en général est peu pratiqué à Islington puisque 32% des hommes et 27% des femmes (population adulte) disaient avoir une activité physique alors que le pourcentage en Angleterre pour les hommes est de 38% et de 25% pour les femmes.

---

[753] http://www.idea.gov.uk/idk/aio/4607703, http://www.idea.gov.uk/idk/core/page.do?pageId=175387
[754] http://www.nclha.nhs.uk/publications/local_delivery_plan_2003-2006.pdf
[755] http://www.islingtonpct.nhs.uk/
[756] Source : "London Health Observatory" paru dans *Health Services*, *Health in Islington*, (update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[757] Source *Census (2001)* publié dans le chapitre *'General Health', Ibid.*.
[758] *Ibid*.
[759] Source : "Neighbourhood Statistics, Benefits Data" paru dans *Ibid.*

- **<u>Le surpoids dans le *Borough* d'Islington.</u>**

L'obésité est associée à un bon nombre de problèmes de santé, plus ou moins sérieux et en particulier une réduction de l'espérance de vie d'une moyenne de 9 ans[760]. Mais on peut aussi parler de l'obésité chez la femme qui freine la fertilité[761] ou chez l'enfant chez qui, au-delà de l'impact psychologique qu'il peut subir (railleries ou rejet de la part de ses camarades), peut souffrir de maladies telles que l'asthme ou même l'hypertension[762].

Dans le *Borough* d'Islington[763], 16,8% des adultes, hommes et femmes, sont en surpoids ou obèses[764]. Ce pourcentage ne dépasse pas le pourcentage national[765], qui est de 21,4%[766]. Dans les chiffres du recensement national de 2001, les personnes obèses représentaient 22,3% de la population totale du pays[767].

Cependant, l'évaluation de 2008 estime que 26,3% des résidants d'Islington consomment au moins 5 légumes ou légumes frais par jour alors qu'en Angleterre le pourcentage est de 26,9%[768] et la proportion des enfants âgés de 10 et 11 ans qui sont obèses dans le *Borough* d'Islington est de 23,6%, alors que les chiffres pour Londres et l'Angleterre sont respectivement de 20,8% et 17,5%[769].

Le taux d'obésité et la faible consommation de produits frais sont un bon révélateur du niveau de détresse sociale : en effet, moins on gagne bien sa vie, plus on est tenté (ou obligé) d'avoir un mauvais régime alimentaire, riche en glucides, lipides et peu équilibré.

Le *Borough* d'Islington intervient auprès des personnes atteintes de surpoids, en leur facilitant l'accès à des activités sportives, en les conseillant sur les régimes alimentaires

---

[760] *The Islington Joint Needs Assessment,* Islington Primary Care Trust, NHS, (2008), p.75.
[761] *Ibid,* p.76.
[762] *Ibid.*
[763] Chapitre "Obesity and Healthy Diet", dans *Health in Islington,* (update 2007), NHS, Primary Care Trust. Le chiffre publié dans *The Islington Joint Needs Assessment,* Islington Primary Care Trust, NHS, (2008), p.75, est le même.
[764] *Ibid.*
[765] *2001 Census.*
[766] *The Islington Joint Needs Assessment,* Islington Primary Care Trust, NHS, (2008), p.76.
[767] *2001 Census.*
[768] *The Islington Joint Needs Assessment,* Islington Primary Care Trust, NHS, (2008), p.77.
[769] *Ibid,* p.78. Ce pourcentage a été obtenu sur un échantillon de 89% des enfants de cette tranche d'âge dans le Borough d'Islington.

adaptés à leurs conditions, ou en faisant en sorte que les repas servis dans les cantines des groupes scolaires soient équilibrés[770].

- **L'espérance de vie dans le *Borough* d'Islington.**

Dans le *Borough* d'Islington, les hommes ont l'espérance de vie la plus faible de tous les *borough*s londoniens et celui des femmes arrive en 3ème position[771].

Mais ces chiffres correspondent à la tendance nationale où les hommes vivent moins longtemps que les femmes.

Comparons, à la page suivante, les chiffres de l'espérance de vie des femmes à Islington et ceux des zones les plus pauvres du pays et de l'Angleterre[772] :

	1996/98	**1997/99**	**1998/00**	**1999/01**	**2000/02**	**2001/03**	**2002/04**	**2003/05**
***Borough* d'Islington**	**79,5**	**79,3**	**79**	**78,8**	**79,1**	**79,5**	**79,3**	**79,6**
Zones du *Neighbourhood Renewal Fund (NRF)*[773]	78,9	79	79,3	79,5	79,7	79,7	79,9	80,1
Angleterre	79,8	80	80,2	80,4	80,7	80,7	80,9	81,1

Voyons ceux de l'espérance de vie des hommes[774] :

	1996-98	**1997-99**	**1998-00**	**1999-01**	**2000-02**	**2001-03**	**2002-04**	**2003-05**
Borough	**72,6**	**72,9**	**73,4**	**73,3**	**73,5**	**73,3**	**73,9**	**74,6**

[770] *Ibid*, p.79.
[771] "London Health Observatory, Life expectancy by ward", dand le paragraphe "*Life Expectancy*", paru dans *Health in Islington*, (update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[772] *PSA Floor Targets, Local Auhority Profile, Islington*, (août 2006), Department for Communities and Local Government .
[773] Le *Neighbourhood Renewal Fund* (NRF) est un fonds local de financement lancé par le Bureau du Vice-Premier Ministre en juillet 2000. Il est alimenté par plusieurs organismes locaux et subventionne les 88 zones locales jugées les plus démunies du pays par l'Indice de Pauvreté Multiple de 2000. Il est destiné à la rénovation sociale de ces zones et intervient dans des domaines tels que les inégalités face à la santé, l'échec scolaire et les taux de criminalité.
[774] *Ibid*.

d'Islington								
Zones du *Neighbourhood Renewal Fund*	73,4	73,6	73,9	74,2	74,6	74,8	75,1	75,5
Angleterre	74,8	75,1	75,4	75,7	76	76,2	75,6	76,9

Comme le montrent ces tableaux, le *Borough* d'Islington est parmi les *borough*s londoniens ayant les taux de mortalité les plus hauts, que ce soit pour les femmes ou les hommes. Et le rapport *Health in Islington : The Facts* de 2009 nous dit que Islington arrive 2ème sur la liste de tous les *borough*s de la capitale en ce qui concerne l'espérance de vie la plus courte[775].

- **les naissances dans le *Borough* d'Islington[776].**

2 727 naissances en 2006[777], et le taux de fertilité est de 52/1000 pour les femmes entre 15 et 44 ans. Ce taux est inférieur à celui de Londres qui est de 63/1000 et celui pour l'Angleterre et le Pays de Galles est de 58/1000. On s'attend à ce que le nombre des naissances augmente de 17% entre 2006 et 2016[778].

En 2003-2005, 7,8% des bébés sont en sous-poids (moins de 2500 gr), même si la proportion entre les *ward*s varie entre 4,5 et 9,5%[779]. Ces taux varient d'un *ward* à l'autre, avec 4,5% de bébés pesant moins de 2 500 grammes à la naissance dans le *ward* de Barnbury contre 9,5% dans celui de Junction.

En Angleterre, le pourcentage de bébés pesant moins de 2500 grammes à la naissance est 7,6%. A Londres, le chiffre est de 8,1%[780].

Un taux assez révélateur de l'indice de pauvreté matérielle et intellectuelle est celui du taux de naissances pour les filles de moins de 18 ans.

[775] *Health in Islington : The Facts* , (Update 2009), NHS, Islington, p.5.
[776] Sources générales tirées de *National Centre for Health Outcomes Development.*
[777] "*Islington Child Health Information Team*", dans le paragraphe *"Births and Deaths",* paru dans *Health in Islington,* (update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[778] "*Greater London Authority population projections 2005*", (scenario 8.07), paru dans le paragraphe *"Births and Deaths",* paru dans *Health in Islington,* (update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[779] "*London Health Observatory*", (2002-2004).
[780] Dans le paragraphe "Low Birthweight Overweight", dans *Health in Islington,* (update 2007), NHS, Primary Care Trust.

Voici celui dans la *Borough* d'Islington en 2004 et la carte en annexe nous montre la répartition des naissances chez les filles âgées de moins de 18 ans par *ward*[781].

	Naissances chez les filles de moins de 18 ans
Islington	54,5/1000
Londres	48,1/1000
Royaume-Uni	41,7/1000
***Ward*s où la proportion dépasse 70/1000**	Tollington, Bunhill
***Ward*s avec une proportion inférieure aux chiffres nationaux**	Holloway, Clerkenwell.

Voyons maintenant le tableau suivant qui donne la même information mais d'un point plus précis puisqu'il présente la moyenne des naissances, entre 2003 et 2006, chez les filles âgées de moins de 18 ans pour 1000 femmes entre 15 à 17 ans[782] :

	1998-00	1999-01	2000-02	2001-03	2002-04	2003-05
Islington	**59.7**	**61.8**	**63.2**	**62**	**58.6**	**56.5**
Zones du NRF	56.8	55	54.2	53.8	53.7	53.2
Angleterre	45	43.6	42.9	42.4	42	41.6

Nous devons préciser que malgré des taux de conception avant l'âge de 18 ans plutôt plus importants en moyenne que ceux des zones touchés par les fonds du *Neighbourhood Renewal Fund* et de l'Angleterre, d'autres *borough*s londoniens (comme Camden, par exemple) sont encore plus mal placés[783].

Et en annexe[784], la carte du nombre d'avortements pour 100 femmes selon leur âge dans le *Borough* d'Islington, celui de Camden, à Londres et en Angleterre. Nous nous apercevons que la situation à Islington dans ce domaine est plutôt dramatique…

- **<u>Les addictions[785] dans le *Borough* d'Islington.</u>**

[781] Annexes, page 558, Office of National Survey,
[782] "*PSA Floor Targets, Local Authority Profiles, Islington*", dans *Department for Communities and Local Government*, (août 2006).
[783] *Ibid.*
[784] Annexes page 559, Office of National Survey.

- **la cigarette.**

L'étude de 2006 a montré que environ 33,5% de la population adulte du *Borough* d'Islington sont des fumeurs contre 26,8% à Londres et 26,5% en Angleterre.

Le Manifeste des Travaillistes de 1997 stipulait que la cigarette était « la principale cause de maladies qui pouvaient être évitées et de morts prématurées » et voulait donc « interdire toute publicité sur le tabac »[786].

Le tableau suivant montre les chiffres du sondage de 2001 mais ceux-ci permettent de comparer le taux des fumeurs hommes avec celui des femmes.

	***Borough* d'Islington**	**Royaume Uni**
Fumeurs hommes (+ de 16 ans)	35% du total	28% du total
Fumeurs femmes (+ de 16 ans)	29% du total	25% du total

Environ 314 personnes pour 100 000 âgées de plus de 35 ans sont mortes entre 2003 et 2005 dans le *Borough* d'Islington à cause du tabac ou de causes liées au tabac.

Ce taux est plus élevé que celui de l'Angleterre : 234 pour 100 000[787].

- **les drogues.**

En 2004-2005, 1 495 personnes étaient en traitement contre la drogue, un taux de 14,6/1000 pour les personnes âgées de 15 à 44 ans. Le pourcentage pour Londres était de 7,7/1000 et les 2/3 de ces personnes étaient des hommes[788].

Plus des 2/3 des personnes traitées pour usage de drogues sont des hommes, et 80% de ces personnes appartiennent au groupe de la population blanche.

En moyenne, on compte 20 morts par an dues à la consommation de drogue.

- **l'alcool[789].**

[785] Source: *Health Survey for England*, (2000), publié par le *National Centre for Social Research (NatCen*) et le *Health Survey for England*, (2003-2005), pour les données concernant l'Angleterre.
[786] "*Smoking is the greatest single cause of preventable illness and premature death in the UK. We will therefore ban tobacco advertis*ing", dans *New Labour Manifesto*, (1997), New Labour Party, p.22.
[787] Source : *Community Health Profile for Islington*, (2007).
[788] Source : "London Health Observatory" paru dans *Drug Misuse*, *Health in Islington*, (update 2007), NHS, Primary Care Trust.

La recommandation hebdomadaire d'alcool, qui est de 21 « unités » pour les hommes et 14 « unités » pour les femmes, est dépassée à Islington.

18% des adultes à Islington se saoulaient en 2000-2002 et le pourcentage national était de 24%.

En 2003-2004, Islington était le premier *borough* londonien pour les admissions hospitalières à cause des méfaits dus à l'alcool : 124 pour 100 000 adultes[790].

Le taux de mortalité à cause de l'alcool est de 14 pour 100 000 dans le *Borough* d'Islington alors que les chiffres pour Londres et l'Angleterre sont, respectivement, 12 pour 100 000 et 11 pour 100 000[791].

- **la santé mentale[792].**

En 2005, 925 personnes ont été admises à l'hôpital pour être soignées psychologiquement et en 2008/09, 660 résidants d'Islington inscrits auprès d'un médecin généraliste ont une forme de démence[793], 2 986 ayant été diagnostiqués comme ayant une forme de schizophrénie[794].

Entre 2002 et 2004, environ 30 résidants du *Borough* d'Islington se sont suicidés chaque année : c'est 77% de plus que pour l'Angleterre et le Pays de Galles réunis, la proportion étant de 15,41/100 000 pour Islington et 8,69/100 00 pour l'Angleterre.

D'après le *Mental Health Needs Index (MHNI)* Islington a les besoins de service d'aide à la santé mentale les plus élevés de Londres (22 % au dessus de la moyenne nationale).

Le taux d'admission pour schizophrénie est 2,5 fois plus élevé que la moyenne nationale, 190 cas pour 100 000 admissions.

---

[789] Source : "London Health Observatory", paru dans *Alcohol, Health in Islington: The Facts,* (update 2009), NHS, Primary Care Trust, p.4.
[790] London Health Observatory, *Admissions in 2003-2004 for alcohol related conditions*.
[791] Source : *Alcohol, Health in Islington*, (update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[792] Source : Dr Foster, (2005). Le Comité d'Ethique Dr Foster est une société à responsabilité limitée, qui évalue les données sanitaires et vérifie qu'elles coïncident avec le *Code of Conduct*.
http://www.drfoster.co.uk/ethics/
[793] *Health in Islington: The Facts*, (Update 2009), p.7.
[794] *Ibid.*

- **la santé sexuelle[795].**

Il y a dans le *Borough* d'Islington 1100 résidants porteurs du VIH, ce qui équivaut à un taux de 8 personnes porteuses du virus sur 1 000 âgées entre 18 et 59 ans, la moyenne à Londres étant de 5 pour 1 000. Et ce sont les hommes homosexuels qui sont infectés de façon disproportionnée par rapport au reste de la population.

- la mortalité.

*** la mortalité infantile.**

En 2003-2005[796], la mortalité des nourrissons de moins de 1 an était supérieure de 13% à la moyenne nationale (17 morts par an) et elle est aussi supérieure à celle de Londres.

	Entre 0 et 1 an	**Moins de 28 jours**	**Morts nés ou moins de 7 jours**
***Borough* d'Islington**	6,9/1000	4,3/1000	9,2/1000
Londres	5,2/1000	3,4/1000	8,9/1000
Angleterre/Pays de Galles	5/1000	3,5/1000	8,2/1000

* **la mortalité des adultes[797].**

Le taux de mortalité des personnes de plus de 65 ans est aussi supérieur à la moyenne de Londres.

En 2006, 1 159 résidants du *borough* sont décédés, et 300 morts pour les personnes âgées entre 15 et 64 ans, 75 décès de plus que ce qui est prévisible (ou 33%).

Le sondage de 2006 rapporte les causes des décès suivantes[798] :

Maladies circulatoires (dont cœur)	**Cancers (360 décès par an dont 100 cancers du poumon)**	**Diabète**	**Accidents mortels ou suicides**	**Autres causes**

[795] *Health in Islington: The Facts*, (Update 2009), NHS, Islington, p.8.
[796] Source : "National Centre for Health Outcomes Development", paru dans le chapitre "Infant Mortality", dans *Health in Islington*, (update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[797] Chapitre "Deaths", dans *Health in Islington*, (update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[798] Source: "*Primary Care Mortality Database*", dans *Ibid.*

33%	29%	1,1%	8%	32%

Le taux de mortalité dans le *Borough* d'Islington suit la tendance nationale et a baissé de 24% entre 1993 et 2005.

Sur la période 2003-2005, les morts toutes causes confondues représentent 890 pour 100 000 chez les hommes et 607 pour 100 000 chez les femmes.

En Angleterre la proportion est de 762 pour 100 000 pour les hommes et 534 pour 100 000 pour les femmes.

*** le cancer.**

En 2004-06 ont été répertoriés 590 cancers[799], ce qui correspond à un taux de 388 cancers pour 100 000 personnes, taux supérieur à celui de Londres qui est de 347 pour 100 000[800].

27% des morts à Islington en 2005-07, étaient dus à un cancer.

Le cancer touche plus la population du *Borough* d'Islington que celle d'Angleterre. Voyons les rapports (chiffres de 2004)[801].

	Islington	**Angleterre/Pays de Galles**
Hommes morts de cancer	177/100 000	137/100 000
Femmes mortes de cancer	140/100 000	109/100 000

On peut certainement imputer ces mauvais chiffres à la mauvaise hygiène de vie dans le *Borough* d'Islington, un régime alimentaire peu équilibré (environ 7 530 personnes ont été répertoriées comme ayant du diabète[802], en partie du à une alimentation trop riche en sucre et on s'attend d'ailleurs à ce que ce chiffre augmente de 5% entre 2001 et 2011), le peu d'exercice physique ou la haute consommation de tabac ou de produits illicites : des maux affectant les populations pauvres. Il est intéressant de noter qu'en 2004, sur 336 morts par cancer, 92 étaient des cancers du poumon.

[799] *Health in Islington: The Facts*, (Update 2009), NHS, Islington, p.6.
[800] *Ibid.*
[801] *Ibid.*
[802] *Ibid*, p.7.

- **<u>les délits et les prisons.</u>**

En 2005-2006, 70% des délits commis à Islington concernaient les :

- vols,
- attaques contre véhicules,
- violences contre des personnes,
- cambriolages[803].

Le nombre de délits dans le *Borough* d'Islingon est d'environ 200 pour 1 000 personnes alors que le chiffre pour l'Angleterre est de 100 pour 1 000[804].

Le taux de délits y est le 6ème le plus important de tout le pays[805].

Les deux prisons du *Borough* d'Islington sont[806] :

- *Holloway* : prison pour femmes avec 12 000 entrées par an.
- *Pentonville* : prison pour hommes avec 40 000 entrées par an.

Ces deux centres de détention ont tous les deux une forte proportion de détenus en attente d'être jugés et la majorité des détenus dans ces deux centres ont entre 20 et 40 ans. Les problèmes de santé majeurs dans les prisons sont[807] :

- l'usage de drogues (80 % de classe A), et cela représente la moitié des nouvelles entrées à la prison de Pentonville,
- les maladies mentales,
- les désordres de la personnalité,
- les maladies transmissibles comme l'hépatite B et l'hépatite C.

Les chiffres que nous venons de voir nous donnent du *Borough* d'Islington l'image d'un endroit présentant des caractéristiques sociales inhérentes à celles de toute population de quartier démuni, avec, par exemple, des conditions de vie précaires dans un environnement

---

[803] "*Crime Statistics*", paru dans *Crime, Health in Islington*, (update 2007), Home Office, NHS, Primary Care Trust.
[804] *Ibid*.
[805] http://www.islington.gov.uk/DownloadableDocuments/CommunityandLiving/isp_boroughprofile_cp9_deprivation.pdf
[806] *Prisons, Health in Islington*, (update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[807] *Ibid*.

peu agréable, et dont la population, submergée par des difficultés quotidiennes pour vivre correctement, font passer leur bien-être et leur confort au deuxième plan.

Confrontée à des questions touchant leur subsistance, une grande proportion des habitants du *Borough* d'Islington ne font pas de l'hygiène de vie leur préoccupation première.

Les autorités locales sont conscientes de ces difficultés et s'attachent à rester à l'écoute des demandes et des besoins de leurs administrés afin d'être plus à même d'y apporter des solutions. Voyons comment.

II - La prise en charge des aspects sociaux par les autorités du *Borough* d'Islington et les priorités[808].

L'histoire dit que c'est dans un restaurant du *Borough* d'Islington, le *Granita* [809], que Tony Blair réunissaient certains de ses proches amis. Lui-même et Gordon Brown, (alors son plus proche collaborateur), y ont apparemment jeté les bases de leur nouveau parti, le New Labour[810], un soir de l'année 1994, assis à la table 13[811]…

Cette anecdote participe à donner du *Borough* d'Islington l'image d'un lieu recherché par les classes de la société les plus aisées, financièrement ou intellectuellment.

Et c'est vrai : certaines rues du *Borough* ont été « gentrifiées » mais au-delà de l'image d'Epinal concernant ce lieu, la vérité semble être tout à fait différente.

Il y a toujours dans le *Borough* d'Islington de nombreux problèmes économiques : en 2007, 33,3 % de la population active du lieu était au chômage, ce qui était supérieur au pourcentage en Angleterre qui était de 25,4 %, et cependant inférieur à celui des pires *ward*s de la capitale, égal à 40,6 %[812].

---

[808] *"No-one should be disadvantaged by where they live",* dans *Strong and Prosperous Communities, The Local Government White Paper,* (2006), Department for Communities and Local Government, p.26.
[809] « *Granita* » était situé au 127 Upper Street et a fermé en 2004. Il a été remplacé par le restaurant Tex-Mex "*Desperados*".
[810] http://www.guardian.co.uk/politics/2003/jun/06/labour.uk
[811] http://www.guardian.co.uk/politics/2007/may/11/uk.tonyblair1
[812] "Worklessness", dans *PSA Floor Targets, Local Authority Profiles,* Islington, août 2007, Department for Communities and Local Government.

Mais le *Borough* d'Islington fait partie du groupe des 13 *borough*s de la capitale qui ont un taux d'emploi situé entre 55,2 % et 67,4 %, alors que les *Borough*s les mieux lotis enregistrent un taux d'emploi situé entre 77 % et 88,2 %[813]. Et il va s'en dire que chômage et pauvreté sont inextricablement liés[814].

Le revenu annuel brut des actifs par foyer (en excluant les diverses allocations) est de £23 621 alors que dans la région de Londres il est de £27 000[815].

Voici, entre autres, des facteurs qui ont accru la polarisation dans les inégalités sociales, au sein de la population d'Islington, mais aussi entre Islington et les autres *borough*s londoniens, et enfin entre Islington et le reste du pays.

En tous cas, le Conseil du *Borough* tente d'apporter des solutions et des remèdes aux difficultés vécues par les résidants en étant à l'écoute de leurs avis et besoins.

Voyons comment.

II – 1 : la consultation des résidants pour mieux prendre en charge leur bien-être.

L'amélioration de l'accès aux services du logement et du bien vivre des résidants est une des préoccupations des élus du *Borough*. Ceci est d'ailleurs réaffirmé dans la stratégie pour l'habitat du Conseil du *Borough*[816].

Pour que les services offerts par le Service du Logement du *Borough* d'Islington soient les plus efficaces possibles, il est indispensable que les résidants s'investissent dans la vie de leur lieu d'habotation et que les autorités sachent précisément quels sont leurs besoins et leurs attentes.

Un groupe de résidants a été formé (*residents initiative unit*) pour leur permettre de participer davantage à la gestion de leurs habitations et à la vie de la communauté.

---

[813] *Ibid*.
[814] "Poverty and unemployment are inextricably linked", *The Islington Joint Needs Assessment,* Islington Primary Care Trust, NHS, (2008), p.51.
[815] *Housing Strategy, 2004-2007*, London Borough of Islington, Islington Council Housing Services, p. 16.
[816] "*We are resolute about making a step change in service delivery, which means getting it right first time and striving for excellence through improved performance*", *Housing Strategy, 2004-2007*, London Borough of Islington, Islington Council Housing Housing Services, avant-propos, p.5.

Les méthodes mises en place par le Conseil du *Borough* pour augmenter la participation d'une majorité de résidants est d'abord de les tenir informés des actions entreprises.

Un des outils efficace en la matière est le magazine *Islington.* Il est distribué trimestriellement[817] gratuitement aux locataires ainsi qu'aux personnes sans-abris dans des logements temporaires mais aussi aux propriétaires. Ces bulletins contiennent des indications sur des questions locales, touchant à la vie de la communauté et aux services qui lui sont disponibles.

D'après l'étude faite en 2005 auprès des résidants du *Borough*, ce bulletin trimestriel est lu par 31% des personnes interrogées et 63% le trouvent « plutôt intéressant »[818] (*fairly interesting*) même si elles émettent le souhait de pouvoir y trouver plus d'informations[819].

L'accès à Internet est aussi un bon moyen pour garder les résidants informés et 2/3 d'entre euxy ont accès alors que le pourcentage national est de 59%[820].

Ici encore, l'accès à cet outil moderne de communication va dépendre de la zone de résidence et alors que 82% des habitants des *ward*s les plus aisés du *Borough* d'Islington y ont accès, seuls 52% des zones les plus dépourvues l'ont[821]. L'étude montre que plus d'hommes que de femmes utilisent Internet (72% et 63% respectivement)[822] ainsi que les personnes âgées entre 18 et 34 ans (79% des utilisateurs sont dans cette tranche d'âge).

Le site du Conseil[823] est aussi un moyen pour garder les résidants informés des actions de celui-ci. 51% des sondés en 2005 ont dit l'avoir visité, les 18-34 ans étant la tranche d'âge l'ayant fait le plus[824] et sur ces utilisateurs, 59% disent le trouver plutôt intéressant[825].

---

[817] *"Measuring Customer Perceptions 2004/5"*, London Borough of Islington, (juin 2005), TNS Westgate London, WS 1UA, Copyright 2005. 64% des sondés dans cette même étude disent qu'ils ont reçu, au cours des trois mois précédents, une copie de cette revue : le Conseil s'attache donc bien à ce que la distribution soit faite.
[818] *Ibid*, p.36.
[819] *Ibid*, p.35.
[820] *Ibid*, p.37.
[821] *Ibid*.
[822] *Ibid*, p.38.
[823] www.islington.gov.uk
[824] *Measuring Customer Perceptions 2004/5*, London Borough of Islington, June 2005, TNS Westgate London, WS 1UA. Copyright 2005, p.39.

Le Conseil du *Borough* utilise aussi les sondages et celui qui est fait annuellement, permettant d'évaluer la satisfaction des locataires (*Annual Tenant Satisfaction Survey)* est un outil majeur pour connaître les besoins et les avis des résidants. Par exemple, lorsque lors d'un tel sondage 75% des résidants interrogés ont exprimé leur mécontentement face aux déchets jonchant leur quartier, le Conseil du *Borough* a incité les enfants à jeter leurs ordures dans les poubelles placées à cet effet en leur offrant des places de cinéma.

II – 1 – 1 : les sondages[826].

Le Conseil du *Borough* d'Islington a mis au point cette stratégie de consultation des résidants afin de mieux cerner leur attitude face aux services fournis et la façon dont ils les perçoivent.

Les opinions et vues exprimées par les sondés sont prises en compte et contribuent à la prise de décision des responsables du Conseil. D'ailleurs, une fois que ces mesures sont prises, le Conseil s'attache à les présenter et les expliquer de façon claire.

Le Conseil mène cette stratégie afin de :

- affirmer sa position de meneur, d'organisateur de la communauté,
- permettre aux participants de se sentir partie prenante dans le processus de prise de décisions par le Council,
- permettre aux administrations locales d'améliorer les services qu'elles fournissent à la communauté.

Pour cela, il s'engage à questionner le plus de groupes communautaires possibles, afin de donner au sondage la meilleure représentativité.

---

[825] *Ibid*, p.40.

[826] Les informations suivantes proviennent de "*The research methods toolkit, Commissioning Research - A template for commissioning surveys, Customer satisfaction survey toolkit*": documents publiés par le Service du Conseil "*Communications and Consultation*" **(**Room G12, Town Hall, Upper Street, London N1 2UD).

Les échantillons choisis peuvent comprendre des groupes difficiles à interroger ou ayant des caractéristiques particulières. Ils se composent de la façon suivante :

- les jeunes,
- les personnes âgées,
- les femmes,
- les personnes présentant difficultés à se déplacer ou d'apprentissage,
- les sans abris,
- les communautés noires ou les minorités raciales,
- les demandeurs d'asile ou les réfugiés,
- les communautés transsexuelle, bisexuelle ou homosexuelle,
- les communautés religieuses.

Les sondés sont bien sûr informés sur les services ou les questions affectant leur vie et sur la façon dont ils seront interrogés afin que les méthodes soient utilisées au mieux de leur efficacité.

De plus, ils seront consultés au moment le plus approprié, c'est-à-dire :

- lorsqu'ils sont le plus disponibles pour répondre au sondage,
- au moment où leurs réponses seront le plus utiles au Council pour la prise de décision.

Tout au long du déroulement du sondage, un dialogue ouvert et clair est instauré entre le Conseil et les personnes interrogées afin que les tenants et les aboutissants de l'étude soient le plus clairs possibles.

Quelle que soit la raison pour laquelle le sondage est fait, le Conseil du *Borough* doit se poser des questions en amont, dont les réponses vont lui permettre de mener le travail de façon raisonnable et efficace, comme :

- que voulons-nous trouver ?
- que devons nous demander ?
- quels types de questions devons-nous nous poser ?

- comment les questions seront elles poser ?
- combien de temps consacrerons-nous aux entretiens ?
- quel en sera le prix et pouvons nous nous le permettre ?
- devons nous sous-traiter ou réaliser le sondage nous mêmes ?
- comment les résultats seront-ils utilisés pour améliorer nos services ?

Une fois que la décision de mener à bien un sondage a été prise, des questions plus pratiques doivent trouver des réponses rapides comme :

- qui aura la responsabilité de ce sondage ?
- disposons-nous d'assez de personnel pour mener à bien ce sondage ?
- disposons-nous du budget nécessaire ?
- combien de temps y consacrer ?
- quand et comment utiliser les résultats ?

Et il doit bien sûr se fixer des objectifs qui peuvent être de deux sortes :

- bien définis dès le début de la consultation,
- ou bien évoluer en même temps que le projet.

Mais pour que les résultats puissent être efficacement traités, les sondeurs doivent savoir exactement ce qu'ils cherchent, ainsi que comment vont être utilisées les données.

Ils doivent donc répondre exactement aux questions suivantes :

- que cherchons-nous ?
- comment utiliserons-nous les résultats ?

Il faut pour cela définir de façon précise :

- la portée du sujet : être sélectif et ne travailler que sur un aspect de la question globale,
- les paramètres : si le projet est très général, des informations importantes peuvent être noyées sous les données et réduire ainsi les chances d'utiliser au mieux les résultats.

Un des derniers points devant être clair est le choix de classer les résultats selon les catégories suivantes :

- essentiels : ceux qui fourniront des informations qui aideront à l'amélioration des services du Conseil,
- hautement nécessaires : réponses qui permettront d'améliorer les servics si les fonds nécessaires sont disponibles,
- intéressants : ceux ayant un certain intérêt mais ne pouvant pas être utilisés pour améliorer les services fournis.

Enfin, le choix de la cible est primordial : choisir l'échantillonnage de la population de qui ont va vouloir l'avis. Et bien sûr différentes méthodes sont utilisées pour obtenir des données les mieux utilisables possibles.

II – 1 – 2 : les études qualitatives.

Elles sont destinées à donner au sondeur les raisons qui sous-tendent les opinions des personnes interrogées, en d'autres mots pourquoi les sondés expriment telle ou telle opinion. Ces études sont la plupart du temps présentées sous forme écrite, comme par exemple un script ou un entretien.

Il existe différentes méthodes pour mener des études qualitatives :

- les entretiens non structurés ou semi-structurés.

Ici, le sondeur permet aux sondés d'exprimer leurs sentiments, leurs expériences au lieu de leur imposer de choisir parmi une gamme de réponses pré-établies.

Des entretiens peuvent aussi être menés par petits groupes (entre 6 et 12 participants) autour d'une question précise,

<u>- Avantages.</u>

Cette méthode a un avantage principal en ce qu'elle permet d'explorer à fond des questions avec des groupes particuliers. Elle permet aussi de mettre à jour et d'étudier des points auxquels on n'aurait pas pensé.

- Inconvénients.

Le problème est que mener un sondage par cette méthode est relativement cher.

De plus, les débats doivent être menés par un régulateur avisé afin de ne pas tomber dans les travers d'une discussion en grand groupe où l'on s'éloigne du sujet principal. Enfin, certaines personnes peuvent avoir des réticences à s'exprimer devant d'autres.

- les ateliers.

Ils sont menés à partir d'informations données aux participants leur permettant de se forger des opinions. Le sujet de la discussion ainsi que des détails sont donnés au groupe en amont de la rencontre afin que chacun arrive en ayant à sa disposition des informations lui permettant de se forger une opinion étayée.

Les sondeurs peuvent aussi observer une situation et font ensuite un rapport sur ce qui est vu ou dit.

Une autre méthode est celle des interviews approfondis.

- Avantages.

Là peuvent être abordées des questions sensibles lors des entretiens individuels et peuvent donc être la solution à adopter lorsque des personnes ne veulent pas s'exprimer devant un grand groupe.

- Inconvénients.

La personne interviewée peut se laisser influencer par l'intervieweur lors du « face à face ».

II – 1 – 3 : les études quantitatives.

Elles ont destinées à fournir au sondeur des données chiffrées sur les opinions ou points de vue exprimés, en d'autres termes COMBIEN de personnes sondées ont répondu QUOI. Il existe différentes méthodes pour mener des études quantitatives.

- **Le sondage postal** : il consiste à envoyer un questionnaire par courrier qui sera complété par le destinataire. Bien sûr, le questionnaire doit être accompagné d'une lettre d'explication, plutôt succincte, sur la raison de ce sondage, la date d'envoi de la réponse et le nom d'une personne à contacter en cas de difficultés. Il faut de plus joindre une enveloppe pré-payée. Les personnes n'ayant pas répondu en temps voulu doivent être relancées par courrier.

Ce type de sondage a tendance à ne produire que peu de réponses ce qui peut gêner la représentativité des résultats.

De simples détails peuvent faciliter la prise en compte du sondage par les personnes sondées et les inciter à participer à l'étude de façon plus volontaire, comme :

- glisser la consultation dans une enveloppe timbrée (cela rajoute à l'aspect individuel du geste) et blanche (elle aura plus de chances d'être ouverte qu'une enveloppe marron).
- adresser l'enveloppe au destinataire nominativement,

Il peut être aussi utile d'organiser une tombola ou un quelconque jeu pour inciter les sondés à répondre.

<u>Avantages</u> :

- un grand nombre de personnes peuvent être sondées en même temps pour un prix raisonnable,
- nécessité d'un nombre minimal de personnel,
- distribution efficace : la délivrance par la poste garantit une bonne réception des courriers,

- les sondés ont tout le loisir de répondre au questionnaire à leur guise.

Inconvénients :

- faible taux de réponses : les destinataires peuvent être peu enclins à répondre. Il faut veiller à ce que la consultation ne coïncide pas avec un autre évènement majeur (par exemple des élections ou des vacances),
- certain destinataires peuvent se révéler incapables de répondre aux questions, c'est pour cela qu'il faut s'assurer que les questions posées soient claires et compréhensibles par tous, ne présentant pas de jargon particulier. Il peut être aussi utile de joindre à la consultation une lettre traduite,
- les informations récoltées peuvent être limitées : plus le questionnaire est long, moins les destinataires y répondront,
- difficultés à atteindre la cible : sans adresses précises, les questionnaires ne parviendront jamais.

- **Le sondage individuel** : ici, le sondeur, nettement identifiable par un badge, lit des questions pré-définies au sondé et enregistre les réponses. Le sondeur doit annoncer aux autorités clairement sa présence aux abords du lieu où aura lieu le sondage. Il peut aussi le faire savoir aux résidants qui seront ainsi moins suspicieux en assurant la confidentialité et le sérieux de son action. Quant au libellé des questions, en aucun cas le sondeur ne peut le modifier. On peut penser à des sondages menés de cette façon :

  - à la sortie des bureaux de vote,
  - dans la rue,
  - au domicile des sondés.

Avantages :

- fort taux de réponses,
- pourvoyeur d'informations précieuses,
- permet d'atteindre des groupes qui autrement ne répondent pas.

Inconvénients :

- nécessitent de nombreuses personnes afin de mener à bien les entretiens individuels.

- **Le sondage téléphonique :** comme pour le sondage « face à face », le questionnaire est proposé par un sondeur, mais au téléphone. On peut, pour faciliter le taux de réponses, envoyer avant une lettre d'explications pour avertir le sondé.

Avantages :

- meilleur marché que les sondages « face à face »,
- les questionnaires peuvent être réalisés avec rapidité.

Inconvénients :

- fort taux de refus : l'acceptation va dépendre de la longueur du questionnaire et du savoir-faire du sondeur,
- disponibilité des sondés : il faut que les sondeurs contactent l'échantillon en dehors des heures de travail ce qui peut être peu compatible avec leur propres heures de travail,
- coût élevé pour former les sondeurs et vérifier leurs rôles,
- les personnes ne sont pas forcément toutes équipées de téléphones ou peuvent ne pas apparaître sur l'annuaire.

- **Le sondage par courrier électronique** : de plus en plus pratique pour récolter des informations. Bien sûr, les consultations menées par le biais d'Internet utilisent des logiciels spéciaux.

Avantages :

- faible coût,
- les données peuvent être rapidement traitées par des données par des spécialistes en informatique,
- les jeunes, qui sont souvent réticents à participer à des enquêtes, sont accessibles,

Inconvénients :

- toutes les personnes ne possèdent pas une adresse électronique,
- problème de compréhension si l'échantillonnage choisi comporte des personnes dont la langue maternelle est différente de celle utilisée dans le sondage,
- nécessitent du temps pour interroger les sondés et noter leurs réponses,
- les sondeurs, pour obtenir des réponses de valeur, doivent être rompus à l'exercice. On s'aperçoit que des sondeurs maîtrisant peu la méthode obtiennent des réponses peu fiables et un faible taux de réponses.

- **Le sondage par Internet** : une telle consultation est postée sur un site Internet et permet à n'importe qui d'y répondre.

Avantages :

- faible coût et grande rapidité d'utilisation.
- les résultats sont rapidement mis à disposition des analystes en étant traités par des spécialistes en informatique,
- facilité d'accès des jeunes dont beaucoup utilisent Internet.

Inconvénients :

- la représentation de l'échantillonnage n'est pas toujours respectée car n'importe qui peut avoir accès à la consultation,
- et les personnes visées n'ont pas forcément accès à Internet.

II – 1 – 4 : comment les résidants perçoivent la gestion du *Borough* d'Islington par les autorités.

- **L'étude qualitative de 2004.**

Le Conseil d'Islington a donc décidé de consulter régulièrement les résidants afin de mesurer leur perception de la gestion par le Conseil du *Borough*, mettre à jour les difficultés vécues par les résidants et donc les besoins que ces derniers expriment. Traiter les résultats

permet d'avoir de bons indicateurs de la situation et donc d'affiner les politiques à élaborer et à mettre en place pour répondre aux attentes des résidants.

Le rythme de ces consultations est biennal et la première étude qualitative a été menée par *TNS Global*[827] en février et mars 2004[828].

Les points mis à jour lors de cette étude qualitative de 2004 et qui semblaient être des domaines prioritaires pour les résidants, ont été :

- l'image et les priorités[829].

- De tous les services proposés par le Conseil, ceux ayant trait à l'environnement paraissent présenter la plus grande prise en compte par les résidants et ils sont considérés comme les plus importants,
- peu de résidants connaissent la large gamme de services que le Council propose. Ils veulent que le Conseil ait un rôle accru,
- les résidents ne veulent pas d'un Conseil paternaliste mais veulent plutôt d'un Conseil ouvert qui les garde informés sur ses actes et veulent pouvoir intervenir sur les décisions prises qui affectent leur quartier. Ainsi, être pris en compte par le biais de consultations paraît être une chose importante chez les résidants.

- les services[830].

---

[827] http://www.tnsglobal.com/tns/what-we-do/
TNS Global est un des groupes de recherches de marchés les plus importants au monde. Il fournit des informations précises sur des secteurs industriels donnés ainsi que des solutions innovantes pour être les plus performantes possibles aux entreprises sollicitant ses services, certaines parmi les marques les plus connues du monde.
[828] *Measuring Customer Perceptions 2004/5*, Borough d'Islington, (juin 2005), TNS Westgate London, WS 1UA. Copyright 2005, p.5. La première étude qualitative avait mis en évidence des domaines revêtant une importance particulière pour les habitants du Borough d'Islington et ayant donc un fort impact sur la perception qu'ils avaient du Conseil et de ses actions.
[829] *Ibid*, p.6.
[830] *Ibid*.

- Les services de l'environnement sont vus comme étant performants. Le parking et les trottoirs sont deux choses qui doivent être améliorées,
- la sécurité publique a été la seule priorité considérée comme la plus importante par les participants,
- le besoin de s'occuper de la jeunesse : des centres de loisirs sont certainement la seule façon pour le Conseil d'entrer en contact avec les jeunes,
- le logement reste le service principal au travers duquel les locataires jugent le Conseil,
- l'opinion polarisée à propos de l'éducation :

    - ceux qui scolarisent leurs enfants dans les écoles du *Borough* et en sont satisfaits,
    - ceux qui disent qu'ils feraient n'importe quoi pour ne pas scolariser leurs enfants dans des écoles du *Borough*,

- les indicateurs de performance[831].

Les priorités et les préoccupations des résidants ont permis de lister quelques critères de performance :

- améliorer les mesures pour assurer la sécurité des personnes (par la biais de partenariats avec la Police, par exemple),
- améliorer la satisfaction de ce qui est fait pour la jeunesse,
- apporter la preuve que le Conseil inclus les résidants dans les prises de décisions en les tenant informés[832], en les écoutant et en prenant en compte ce qu'ils disent. Les résidents veulent d'un Conseil qui leur soit redevable.
- améliorer la connaissance des services que le Conseil fournit,
- répondre aux critiques émises à propos des règles de parking,
- améliorer l'état des trottoirs,
- poursuivre la rénovation des logements.

- **<u>L'étude quantitative de 2005.</u>**

[831] *Ibid*, p.7.
[832] Ceci même si lors de l'étude de 2005 près d'1/3 des résidants étaient d'accord pour reconnaître que le Conseil les tenait informés, prenait en compte leurs demandes et les impliquait dans les prises de décisions, *Ibid*, p.12.

Les informations contenues dans l'étude qualitative de 2004 ont servi de base à l'étude quantitative commandée par le Conseil du *Borough* d'Islington à *TNS Global.*

Celles-ci ont été utilisées pour élaborer le questionnaire de l'étude de 2005 qui a porté sur la perception qu'avaient les résidants des actions spécifiques du *Borough* sur la période 2004/2005. Elle a été menée entre le 12 janvier et le 21 février 2005[833].

Les motivations à la base de cette consultation ont été de[834] :

- donner au service *Improvement Planning* du *Borough* une vision la plus claire possible du *Borough* afin de mieux attribuer les budgets, et à quels services selon les améliorations à y apporter,
- se rendre compte des priorités à donner dans la marche des projets menés, de la perception, de la satisfaction des différentes communautés du *Borough* vis-à-vis des politiques et des actions menées,,
- pouvoir pointer quels services ont particulièrement besoin d'être améliorés afin d'augmenter la satisfaction des résidants selon leurs groupes d'appartenance. Pour cela, il pouvait être intéressant de développer des Indicateurs de Performance.

Le sondage qui a abouti aux résultats quantitatifs été mené sur un échantillon de 1004 personnes résidant dans divers quartiers du *Borough* selon la méthode du questionnaire de 20 minutes avec la technique du « face à face ». Les questionnaires se sont, pour la plupart, chez les résidants[835]. Ils l'ont été en utilisant l'Entretien Personnel Assisté par Ordinateur (*Computer Assisted Personal Interviewing - CAPI*).

On a veillé à ce que l'échantillon des personnes sondées soit représentatif des quatre zones d'Islington : Nord, Sud, Est et Ouest[836] afin que l'analyse soit menée à un niveau local.

---

[833] *Measuring Customer Perceptions 2004/5*, London Borough of Islington, (juin 2005), TNS Westgate London, WS 1UA. Copyright 2005.
[834] *Ibid*.
[835] Dans les annexes, des pages 561 à 572, nous avons un exemplaire du questionnaire.
[836] Les wards du Borough d'Islington furent regroupés en 4 zones géographiques qui sont les suivantes. Zone Nord : Hillrise, Tollington, St Georges, Junction. Zone Sud : Canonbury, St Peters, Bunhill, Ckerkenwell. Zone Est : Finsbury Park, Highbury East, Highbury West, Mildway. Zone Ouest : Caledonian, Holloway, Barnsbury, St Marys, *Measuring Customer Perceptions 2004/5*, London Borough of Islington, (juin 2005), TNS Westgate London, WS 1UA. Copyright 2005, p.106. .

Les quatre zones sont représentatives des divisions d'Islington en Comités de Zones (*Area Committe)*[837].

Les quotas ont pris en compte[838] :

- le sexe,
- l'origine raciale,
- et le statut professionnel de la femme.

Voici d'ailleurs le profil détaillé de l'échantillon choisi comparé avec celui du recensement de 2001.

Profil de l'Echantillon	**Recensement 2001**	**Consultation 2005 (%)**	**Nombre 2005**
Hommes	48	47	489
Femmes	52	53	535
18-34 ans	43	30	302
35-69 ans	39	47	475
Plus de 60 ans	17	23	227
Blancs	75	77	773
Noirs et autres minorités raciales	25	23	231
Propriétaires	64	64	643
Locataires du Conseil	36	36	361

[837] Carte des zones : voir annexes, page 555.
[838] *Measuring Customer Perceptions 2004/5*, London Borough of Islington, (juin 2005), TNS Westgate London, WS 1UA. Copyright 2005, p.8.

La consultation menée a mis à jour un certain nombre de domaines qui étaient des priorités pour les résidants et qui ont semblé jouer un rôle important dans la perception qu'ils avaient du Conseil.

II – 1 – 4 - 1 : interprétation des résultats de l'étude quantitative de 2005[839].

56% des résidants du *Borough* se disent satisfaits de la façon dont le Conseil est géré[840]. 6% sont très satisfaits, les plus satisfaits étant les femmes, les individus issus des minorités raciales et les personnes âgées de plus de 60 ans[841].

Ce sont les résidants de la zone Ouest du *Borough* qui étaient les plus satisfaits (61%) alors que les plus mécontents étaient ceux de la zone Nord du *Borough*[842] (49%).

Ici, le niveau de satisfaction a beaucoup dépendu du niveau de pauvreté de la zone de résidence.

Ce sont les habitants des zones, soit les moins dépourvues, soit les plus dépourvues du *Borough*, qui ont exprimé un degré de satisfaction de la gestion du Conseil le plus moyen (52% et 52% de satisfaction respectivement) par rapport à celui exprimé par les résidants des zones médianes (61% de satisfaction)[843].

Il est à noter que les résultats de l'étude de 2005 ont été en nette progression par rapport à ceux du sondage postal mené par le Conseil du *Borough* d'Islington en 2001/2 (*BVPI Postal Survey*[844]), par exemple en ce qui concerne :

- la volonté d'impliquer les administrés,

---

[839] *Ibid*, p.10 à 88.
[840] *Ibid*, p.10.
[841] *Ibid*, p.11.
[842] *Ibid*, p.10.
[843] *Ibid*, p.11.
[844] http://www.islington.gov.uk/downloadabledocuments/councilanddemocracy/pdf/bvpisurvey2001.pdf
L'échantillon de 4400 résidants du Borough d'Islington fut pris dans les listes électorales en veillant à ce que la représentativité de chaque ward du Borough soit respectée. Les questionnaires furent envoyés par courrier postal le 9 octobre 2001 et un rappel suivit le 16 octobre. Un second questionnaire fut envoyé le 20 novembre et le taux de réponse fut de 28,52% (1255 questionnaires renseignés et renvoyés). Les données furent traitées en prenant en compte le sexe, l'âge, l'origine raciale, le statut professionnel et la zone de résidence.

- la prise en compte de leurs doléances,
- l'écoute de la part des services du Conseil
- la réponse apportée.

Il est d'ailleurs à noter que dans ces quatre domaines, le Conseil du *Borough* d'Islington affichait des chiffres meilleurs que ceux de Londres en général[845].

A Islington, il y avait là encore des variations entre les zones Nord (où les personnes étaient moins satisfaites de l'écoute apportée à leurs problèmes) et ceux du Sud du *borough*[846].

Quant aux rôles des Conseillers élus et à leurs fonctions, un peu plus de la moitié des sondés savaient comment contacter leurs élus (51%)[847], même si ce pourcentage était plus bas chez les personnes âgés de 28 à 34 ans (42%)[848].

64% savaient où trouver les bureaux du Conseil, et une majorité des habitants a répondu savoir quels étaient ses attributions[849]. La préoccupation principale de 42% des sondés[850] était de savoir comment le Conseil dépensait l'argent des contribuables.

Tous ces résultats varient selon la position sociale et le niveau de pauvreté : il semble logique d'être moins préoccupé par la façon dont est dépensé l'argent public lorsque sa propre situation financière ne pose aucun problème.

Par contre, des familles ayant du mal à joindre les deux bouts sont plus intéressées par la façon dont les autorités locales dépensent ses budgets, quelles sont leurs priorités et si celles-ci sont à teneur sociale[851].

II – 1 – 4 – 2 : les plaintes.

[845] *Measuring Customer Perceptions 2004/5*, London Borough of Islington, (juin 2005), TNS Westgate London, WS 1UA. Copyright 2005, p.13.
[846] *Ibid*, p.14.
[847] *Ibid*, p.16.
[848] *Ibid*.
[849] *Ibid*.
[850] *Ibid*, p.18.
[851] Remarque personnelle.

Si l'on regarde les pourcentages des personnes habitant dans le *Borough* qui se sont plaintes (pour quelque raison que ce soit d'ailleurs), on s'aperçoit que le chiffre de 34% de plaintes au cours des douze mois précédant l'étude (entre février 2004 et février 2005), est à peu près équivalent à celui des années précédentes : 36% en 2003/4 et 31% en 2001/2[852]. Le moyen le plus utilisé pour le faire est le téléphone (21% des résidants l'ont fait ainsi), puis par écrit (13%), en venant se plaindre en personne (7%) et enfin par courrier électronique (3%)[853].

Il est intéressant de noter que plus les résidants sont aisés et plus ils sont susceptibles de se plaindre aux autorités locales : 40% de plaintes pour les résidants les plus aisés contre 27% pour les plus défavorisés (d'après les critères de classification du *Index of Multiple Deprivation)*. Sans doute la classe aisée revendique-t-elle davantage son exigence[854].

Les besoins, emplois mis à part, sont pressants dans le *Borough* d'Islington. C'est dans les domaines suivants que les problèmes semblent poser le plus de difficultés et les plus urgents : la qualité de l'environnement et le logement.

Ce sont d'ailleurs les sujets qui ont engendré le plus de plaintes comme nous le montrent les pourcentages mis à jour dans l'étude de 2005.

Voici les services du Conseil du *Borough* d'Islington qui ont reçu des plaintes de la part des usagers[855] :

Environnement	31%
Logement	43%
Allocations logement	10%
Finance	7%
Services Sociaux	5%
Services de loisirs	2%
Education	2%
Autres	18%

[852] *Measuring Customer Perceptions 2004/5*, London Borough of Islington, June 2005, TNS Westgate London, WS 1UA, Copyright 2005, p.31.
[853] *Ibid*.
[854] *Ibid*.
[855] *Ibid*, p.32.

Ces chiffres sont intéressants en ce qu'ils nous montrent que les préoccupations des résidants du *Borough* d'Islington concernent leur vie quotidienne, ce qui affecte leur routine, leur cadre de vie.

Les résultats suivants viennent soutenir cette constatation : il a été demandé aux habitants d'exprimer leur satisfaction ou leur mécontentement vis-à-vis de certains services du Conseil du *Borough* dans des domaines bien précis. Et une fois encore ce sont les aspects qui touchent leur bien être qui sont mis en exergue[856] comme nous le montre le tableau à la page suivante :

Evaluation des services offerts par le Conseil.

% de mécontents	**Services**	**% de satisfaits**
17	Collecte des déchets	**72**
12	Services locaux de santé	**70**
22	Nettoyage des rues	**69**
19	Eclairage des rues	**69**
14	Recyclage	**66**
18	Espaces ouverts/parcs	**64**
8	Bibliothèques	**59**
23	Police locale	**55**
10	Sports et loisirs	**55**
43	Rues et trottoirs	**44**
9	Allocations logement	**30**
4	Education pour adultes	**26**
6	Education primaire	**25**
8	Services sociaux	**23**
24	Activités pour les jeunes	**22**

[856] *Ibid*, p.41.

5	Education maternelle	**22**
13	Education secondaire	**19**

Si nous regardons les données dans le tableau ci-dessus, les services d'éducation semblent emporter l'adhésion d'un grand nombre d'administrés.

Les questions sociales que posent l'éducation et le logement sont en général prépondérantes dans la gestion de toute ville, et encore plus dans les zones les plus défavorisées des centres urbains.

Ces aspects sont très vifs dans le *Borough* d'Islington et en particulier dans la partie Sud de celui-ci.

Aussi, il peut être intéressant de nous attarder sur l'état de l'éducation dans le *Borough* d'Islington avant de nous arrêter sur les deux aspects de la vie de ce lieu : la situation du logement et de l'environnement ainsi que sur les actions qui ont été menées ou lancées par le Conseil Local dans ces domaines, toujours dans le cadre de la politique nationale de rénovation urbaine et d'aide aux zones défavorisées.

Nous détaillerons aussi la perception qu'ont les résidants du *Borough* d'Islington des actions menées par le Conseil du *Borough* pour améliorer la situation dans les domaines qui viennet d'être cités et qui touchent au plus près leur vie quotidienne.

II - 2 : l'éducation.

Avoir de l'instruction, c'est avoir en main les atouts pour réussir, et prendre des décisions, faire des choix de vie pour en améliorer les conditions. C'est aussi avoir la faculté de prendre part à des débats, participer à des discussions et émettre des avis réfléchis.

En effet, avoir reçu une bonne éducation est un outil primordial pour pouvoir mettre de son côté de bonnes chances de s'intégrer dans la société, y avoir un rôle actif et pouvoir subvenir à ses besoins. C'est donc un des meilleurs outils de politique sociale puisqu'être éduqué c'est être plus assuré d'être autonome et de pouvoir faire face aux difficultés sociales qui peuvent exister.

C'est pourquoi il est intéressant d'aborder ici cet aspect de la vie sociale et de voir comment le *Borough* d'Islington travaille à l'amélioration de ce moyen de promotion individuelle qui peut permettre aux plus démunis d'avoir une plus grande maîtrise de leur vie.

Dans les *Inner Cities*, de nombreuses personnes sont, ou ont été, en échec scolaire ce qui accroît la hausse du taux de pauvreté car en effet, l'absence de qualification ne facilite pas l'accès à l'emploi et gêne donc l'autonomie financière.

Il est aussi à noter que les familles dépourvues d'un minimum d'instruction n'ont, ni de moyens financiers, ni une ouverture d'esprit permettant aux enfants de s'ouvrir sur le monde : peu de sorties culturelles (musées, cinéma…), et encore moins de voyages.

On peut penser que dans les quartiers défavorisés, il y a une certaine fatalité à l'échec scolaire[857] et dans ces zones, le manque d'instruction est la plupart du temps un cercle vicieux duquel il est difficile de s'extraire : si un enfant grandit dans une famille avec un faible niveau d'éducation, le contexte dans lequel il évolue n'est pas favorable à sa réussite scolaire. Son entourage ne sera pas susceptible de l'aider à faire ses devoirs par exemple, à comprendre des points des leçons qui n'ont pas été saisis en classe.

Nombre des personnes qui habitent les quartiers défavorisés des grandes villes anglaises sont parfois même illettrées, incapables de comprendre ou de s'exprimer en bon anglais.

Aussi, les enfants vivent souvent dans des logements avec peu d'espace vital (beaucoup sont même logés avec leurs familles dans des chambres d'hôtel) et leur environnement physique et psychologique peuvent les gêner à développer leur personnalité et exacerber la violence. Il est très courant de voir de tels jeunes obligés d'avoir recours à un emploi afin de subvenir aux besoins de la famille.

Pour illustrer le manque de revenus des familles, le taux d'élèves bénéficiant de repas gratuits est assez révélateur : en 2006, environ 41 % des élèves d'écoles primaires à Islington

[857] *The Challenge : a Profile of Poverty in Hackney*, (1996), de Griffiths, S., England, London Borough of Hackney, 152p, p.91.

ont bénéficié de tels repas alors qu'en Angleterre et au Pays de Galles ce taux était de 13%, et environ 70% des écoles primaires et secondaires du *Borough* d'Islington participent à ce programme de repas « offerts ».

Et en 2003, environ 60 % des écoles primaires et secondaires de Islington participaient au projet *Healthy Schools*[858] : ce pourcentage est plutôt logique… Accablées par des difficultés financières qui les empêchent de répondre à leurs besoins les plus rudimentaires, on peut comprendre que les habitants du *Borough* d'Islington ne soient pas préoccupés par la qualité de leurs repas et ne veillent pas nécessairement à ce que ceux-ci soient équilibrés…

Dans les quartiers les plus pauvres du pays, les résultats aux examens (*GCSE* et *A-Levels*)[859] sont très inférieurs à la moyenne nationale. Ces endroits n'attirent pas les enseignants qui préfèrent travailler dans des lieux mieux équipés, où ne règne pas une violence quotidienne et où ils ne sont pas obligés de faire autre chose que d'instruire les élèves (dans de nombreuses établissements difficiles des zones défavorisées, les enseignants sont aussi baby-sitters, assistantes sociales ou éducateurs de rue).

Dans le *Borough* d'Islington, les résultats aux examens sont aussi inférieurs aux résultats de Londres en général, déjà au niveau élémentaire (*SATs – Standard Assessment of Teaching*) et à la fin du collège (*Comprehensive Education*) pour le *GCSE :* au cours de l'année scolaire 2005/2006, 47% des élèves âgés de 15 ans ont obtenu 5 *GCSEs* ou plus avec des notes allant de C à A.

Le tableau suivant permet de comparer les chiffres de 2005/2006 avec ceux de 2003/2004[860] pour Londres et Islington :

---

[858] Le programme national *Healthy Schools Programme* est une initiative à long terme qui est destinée à aider les jeunes et leurs communautés scolaires à être en bonne santé.
Des milliers d'écoles anglaises font partie du programme mis en place pour aider les élèves à se bâtir physiquement en bonne santé et ainsi à être en meilleure condition pour apprendre.
Il ne se contente pas de maintenir les jeunes en bonne santé physique, mais aussi mentale. Les parents et les éducateurs sont inclus dans ce programme pour faire en sorte que toute la communauté de l'enfant tire le meilleur de la vie.
http://www.healthyschools.gov.uk/Default.aspx

[859] *General Certificate of Secondary Education* : examen que passent les élèves à la fin de leur « *4th year* » d'enseignement secondaire (équivaut à notre classe de 3ème en France). Le *Advanced Levels* est l'examen équivalent au Baccalauréat français.

[860] Source : Department for Education and Skills, paru dans *Education, Health in Islington*, (update 2007), NHS, Primary Care Trust

	***Borough* d'Islington**	**Londres**
2003-2004	38,5%	Non Disponible
2005-2006	47%	57%

Au cours de cette même année scolaire (2005/2006), 100% des écoles avaient au moins 30 % de leurs élèves qui réussissaient à obtenir 5 *GCSEs* ou plus[861]. Il est aussi intéressant de comparer les chiffres pour Islington avec ceux des zones les plus défavorisées du pays (*NRF Areas*) et de l'Angleterre.

Et le pourcentage des écoles du *Borough* d'Islington qui atteignent les buts fixés par le test *Key Stage 3*[862] était en 2002/2003 de 55,6% alors qu'il était pour l'année scolaire 2006-2007 de 77,8%[863].

Cette hausse montre que l'éducation et la réussite des élèves du *Borough* a été une préoccupation des autorités. Si on compare ces résultats avec ceux des zones du NRF[864] et d'Angleterre, on s'aperçoit que le *Borough* d'Islington a encore des efforts à faire même si l'écart s'amenuise[865].

Il est à noter qu'à Islington, 56 % des élèves ont l'anglais comme langue maternelle et que les 44 % restant parlent environ 140 langues différentes à la maison[866]. Parmi ces derniers, plus d'un tiers des enfants qui parlent d'autres langues parlent des langues du sous-continent indien et d'Afrique.

---

[861] *PSA Floor Targets, Local Authority Profiles*, Islington, août 2006.

[862] Le *Key Stage 3* est un test que passent les élèves anglais dans les matières que sont les mathématiques, l'anglais et les sciences. Les résultats permettant de classer les écoles selon leurs performances et les professeurs, d'après les scores atteints par leurs élèves. Ces critères sont définis dans la loi *Education Act 2002*.
http://www.opsi.gov.uk/acts/acts2002/ukpga_20020032_en_1

[863] Tirée du document *PSA (Public Service Agreement) Floor Targets*, Local Authority Profile, Islington, (août 2007), Department for Communities and Local Government.
http://www.fti.neighbourhood.gov.uk/document.asp?id=173c

[864] Le *Neighbourhood Renewal Fund (NRF)* est une allocation accordée par l'Etat à 86 zones faisant partie des autorités locales les plus pauvres afin d'améliorer les services qui y sont offerts, et réduire ainsi la différence avec les zones mieux loties et le reste du pays. Ce programme a été détaillé dans le rapport gouvernemental : *A New Commitment to Neighbourhood Renewal- National Strategy Action Plan*.
http://www.dcsf.gov.uk/rsgateway/DB/SFR/s000711/index.shtml
http://www.neighbourhood.gov.uk/page.asp?id=611
http://www.neighbourhood.gov.uk/page.asp?id=613

[865] *PSA Floor Targets, Local Authority Profiles*, Islington, (août 2006).

[866] Source : Department for Education and Skills, paru dans *Education, Health in Islington*, (update 2007), NHS, Primary Care Trust.

L'école que nous venons de décrire est une école qui exacerbe la fracture sociale au lieu de la gommer. Les enfants de l'école primaire sont influencés par leur environnement familial tandis que les enfants de l'école secondaire sont influencés par la rue. Cette situation souligne l'importance des programmes et de la politique scolaire mis en place pour favoriser l'insertion professionnelle. Ces actions apparaissent comme la dernière chance pour de jeunes adultes, qui ont connu échec sur échec au cours de leur parcours scolaire, d'accéder au marché de l'emploi.

Dans le Manifeste New Labour de 1997, les Travaillistes accusaient les Conservateurs d'avoir laissé le chantier de l'éducation pour compte et affirment leur volonté de faire de l'éducation leur priorité numéro 1[867] en détaillant leurs buts de la façon suivante[868] :

- appliquer une tolérance zéro en ce qui concerne les sous performances de certaines écoles avec la possibilité de reconstruire des bâtiments scolaires sur le même site si les anciens étaient vétustes ou la possibilité qu'une école aux bons résultats en gère une moins favorisée,
- fournir une éducation de qualité garantie pour tous les enfants de 4 ans,
- lancer une nouvelle approche pour la maîtrise des savoirs de base à l'école primaire,
- s'attaquer aux désavantages auxquels certaines écoles font face, en recrutant les meilleurs enseignants et apporter des aides particulières aux élèves les plus en difficulté,
- utiliser au mieux le potentiel des nouvelles technologies pour les mettre au service des enseignants et des apprenants,
- donner plus de pouvoir aux parents afin qu'ils remplissent leur rôle,
- définir de nouvelles attributions pour le *LEA (London Education Authority),*
- une redéfinition du contrôle gouvernemental auprès des écoles qui reçoivent des financements de l'état, avec l'assurance de ce dernier de leur laisser une liberté de gestion,
- alors que les professeurs sont un maillon essentiel pour assurer un bon enseignement, ceux-ci allaient recevoir une meilleure formation, bénéficier d'une année de stage en début de carrière et l'assurance qu'une valorisation du métier sera à l'ordre du jour,
- remanier l'administration de l'enseignement supérieur,

[867] "*We will make education our number one priority*", *Ibid,* p.6.
[868] *Ibid,* p. 6, 7, 8, 9, 10, 11.

- permettre de se former tout au long de sa vie[869] afin d'offrir une mise à jour et une mise à niveau des connaissances pour être compétitif sur le marché de l'emploi,

II – 2 – 1 : éducation et apprentissage dans le *Borough* d'Islington.

Dans leur Manifeste de 1997, les Travaillistes étaient donc persuadés de la force que représente l'éducation et ils donnaient des chiffres alarmants qui allaient servir de base à leur politique de retour à la qualification pour accéder à des emplois : 1/3 des jeunes de 19 ans n'avaient aucune qualification de niveau 2[870] et les propositions qu'ils faisaient voulaient offrir à tous les jeunes de moins de 18 ans une formation à temps plein ou à temps partiel afin de se qualifier[871].

A la page 18 du Manifeste, un des engagements est que chaque jeune au chômage depuis plus de six mois devrait retrouver un emploi ou recevoir une formation[872], la « meilleure façon de s'attaquer à la pauvreté (étant) d'aider les personnes à retrouver un emploi, un véritable emploi »[873] et ils ont annoncé en 1997 qu'ils donneraient à 250 000 jeunes de moins de 25 ans des opportunités pour s'éduquer, qui était le meilleur moyen d'accéder à un emploi, mais aussi de se former, en leur proposant des cours et des stages conduisant à une qualification[874].

En effet, l'apprentissage était l'un des outils favoris pour lutter contre le chômage de longue durée, et tous les acteurs de la vie économique allaient être sollicités pour lutter contre ce fléau : le gouvernement et les entreprises, avec l'aide active des autorités locales et du secteur bénévole[875].

---

[869] *Lifelong learning*.

[870] "*Nearly a third of young people do not achieve an NVQ level two qualification by age 19*", dans *New Labour Manifesto,* (1997), p.19, New Labour Party. Les *National Vocational Qualifications (NVQs*) sont des diplômes à vocation professionnelle qui sont obtenus par des évaluations et des stages pratiques qui ouvrent l'accès à un emploi. Il y a cinq niveaux qui vont de la maîtrise des bases nécessaires (*Level 1*) jusqu'à la capacité à gérer des affaires (*Level 5*). Le niveau 2 (*Level 2*) vise les compétences nécessaires à la maîtrise de capacités variées dans une large gamme de contextes. De la plus basique à la plus complexe, elles visent à atteindre une certaine autonomie de travail. De plus, elles s'attachent à favoriser le travail en équipe.

[871] *Ibid.*

[872] "*Every young person unemployed for more than six months in a job or training*", dans *New Labour Party Manifesto,* (1997), New Labour Party, p.18.

[873] "*The best way to tackle poverty is to help people into jobs – real jobs*", *Ibid.*

[874] "*We will give 250,000 under 25s opportunities for work, education and training*", dans *Labour Party Manifesto,* (1997), New Labour Party, p.19.

[875] "*New partnerships between government and business, fully involving local authorities and the voluntary sector*", *Ibid,* p.19.

Le Conseil du *Borough* d'Islington est très attaché à fournir une gamme de services complète à tous les résidants, quelle que soit leur origine, leur âge et de nombreux besoins sont pris en compte.

Un site Internet permet d'ailleurs à tout individu de consulter les offres de formation ou les accès à des services dont il a besoin[876]. Il fait la promotion de l'apprentissage par tous, des plus jeunes enfants jusqu'aux personnes âgées, en passant bien sûr par les enfants en âge d'être scolarisés.

Dans le même esprit que les volontés de l'Etat, les services proposés par le Conseil d'Islington s'adressent aux individus de tous âges et certains sont spécifiquement créés pour répondre aux besoins de la famille.

Le site Internet du *Borough* d'Islington propose des liens par le biais desquels les résidants peuvent trouver des informations ou se renseigner sur les possibilités qui leur sont offertes. Tous les services s'adressant aux enfants, aux jeunes et aux familles[877].

Les catégories sur ce site sont :

- l'aide aux parents,
- les loisirs et les jeux,
- les besoins particuliers,
- le support des familles,
- les soins à apporter aux enfants,
- les services de santé,
- le logement.

II – 2 - 2 : l'apprentissage pour la communauté et les adultes[878].

[876] http://www.islington.gov.uk/Education/learning.asp
[877] http://www.islington.gov.uk/Education/ChildrensDirectory.asp
http://www.islington.gov.uk/Education/EarlyYears0to5Years/
http://www.islington.gov.uk/Education/SchoolYears/
[878] http://www.islington.gov.uk/Education/AdultEducation/

Sans distinction d'âge, les services du *Borough* proposent aux adultes des cours par Internet, dans des collèges communautaires ou même à l'université.

Lors du sondage sur la satisfaction des usagers quant aux politiques sur l'environnement et la rénovation mené par *ORC International* en 2005[879], les résidants ont été interrogés sur leur perception des cours pour adultes organisés par le Conseil du *Borough*.

La question était : « Etes vous au courant de l'existence de cours pour adultes organisés par le Conseil d'Islington ? »

Et les résultats sont ceux-ci :

OUI	NON	NE SAVENT PAS
66%	28%	5%

On peut supposer que ce sont les personnes en demande de tels services qui sont le plus informées de leur existence ainsi que de la possibilité qui leur est offerte d'en profiter.

Dans ce cas, le fort pourcentage de personnes connaissant ce service, nous révèle l'énorme besoin d'éducation des adultes et donc, par ricochet, nous pouvons imaginer le faible niveau de qualification de ces individus[880].

Sur les 66% de réponses positives, 74% étaient des personnes âgées entre 45 et 59 ans et 73% étaient des demandeurs d'emplois…[881].

Même s'il donne une image plutôt inquiétante quant à la capacité de ces personnes à être qualifiées et à trouver un emploi, ce chiffre est encourageant puisque les résidants en

[879] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, (document commandé à l'ORC International, (www.orc.co.uk), par le Conseil du Borough d'Islington), (janvier 2006), p.30.
[880] Réflexion personnelle.
[881] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, ORC International, (janvier 2006), p. p.31.

demande ont, en grande partie, entendu parler de cette aide et que donc le Conseil parviendrait à faire circuler l'information auprès de sa population[882].

Le Service d'Apprentissage pour les Adultes et la Communauté d'Islington[883] travaillent en partenariat avec le secteur bénévole et communautaire pour offrir une gamme de cours gratuits aux résidants d'Islington qui veulent améliorer leurs connaissances. De tels centres sont disséminés dans tout le *Borough* et il est intéressant de lire les résultats sur la connaissance de l'existence de tels cours par zones géographiques[884].

	Total	**Nord**	**Est**	**Ouest**	**Sud**
Connaissez-vous les cours pour adultes proposés par le *Borough* ?	66%	66%	71%	73%	55%

Le pourcentage à remarquer est celui donné par les résidants de la zone Sud, celle qui jouxte la City de Londres : nous pouvons supposer que la population qui y vit est celle du *Borough* qui a le moins besoin de formation continue, ayant reçu l'éducation nécessaire plus tôt.

Il est aussi à noter que le taux de résidants immigrés est inférieur dans cette partie du *Borough* et qu'il y a une forte relation entre l'origine raciale et le niveau d'éducation.

Ces programmes bénéficient, entre autre, des financements alloués par le gouvernement dans le cadre du programme *Learning and Skills Council* à hauteur de £80 millions[885].

Sont proposés des cours sur :

[882] Remarque personnelle.
[883] *Islington's Adult and Community Learning Service.* http://www.islington.gov.uk/Education/Adult_and_Community_Learning/default.asp
[884] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, ORC International, (janvier 2006), p.31.
[885] *Local Government White Paper*, (2006).

- les techniques de communication et d'information (*Information and Communication Technologies – ICT*).
- la lecture et l'écriture,
- l'apprentissage de l'anglais comme 2ème langue,
- une bonne hygiène de vie,
- la photographie digitale.

Sont aussi proposées des formations diplômantes en écriture, lecture et techniques de communication.

Chaque centre est équipé des dernières nouveautés informatiques, de tableaux interactifs, d'imprimantes et d'accès à Internet. Et tous les centres sont reliés par un réseau interne ce qui permet aux apprenants d'aller d'un centre à un autre tout en continuant leur formation.

C'est un partenariat entre divers acteurs qui a permis de développer ces centres d'apprentissage, en l'occurrence entre :

- le secteur bénévole d'Islington,
- le *City and Islington College*,
- la *City University*,
- le *Islington Training Network*,
- le *Finsbury Park Partnetship*,
- le *EC1 New Deal for Communities*,
- l'*Arsenal Football Club*.

Voici quelques exemples de centres d'éducation pour adultes :

- *Arsenal Red Zone Lifelong Learning Centre.*

C'est un petit centre d'apprentissage qui propose des formations informelles à diverses matières comme l'utilisation de logiciels informatiques ou au traitement de textes, mais aussi

des qualifications diplômantes plus formalisés sur les techniques de communication et d'information.

- Le centre d'apprentissage mobile. (*Mobile Learning Centre*).

C'est un bus qui se déplace et donne un accès gratuit à l'outil informatique, à Internet aussi bien qu'à des messageries personnelles. Il offre aussi des possibilités aux adultes d'étudier dans le cadre de qualifications formalisées. Il est intéressant de noter que le Conseil d'Islington n'hésite pas à mettre en place des unités de formation mobiles pour faciliter le passage à l'acte de certaines personnes qui n'ont, ni la possibilité matérielle de se déplacer, ni la motivation suffisante pour le faire.

Le bus circule du lundi au vendredi dans différents quartiers du *Borough*, ses horaires s'étalant en général de 10h à 16h30.

- *City and Islington College Local*.

C'est un centre d'apprentissage dédié à l'éducation pour adultes qui propose principalement des cours de techniques de l'information, du niveau débutant au plus compétent, d'anglais comme langue étrangère, d'écriture et de mathématiques.

Des conseils sont proposés pour savoir quelle formation choisir et ce centre se concentre sur les formations permettant d'accéder à un emploi.

- *Finsbury Park Learning Centre.*

Ce centre offre un accès gratuit à Internet, propose des formations aux techniques de communication et d'information, des cours de graphisme, une assistance pour rechercher un emploi, et des formations pour accéder à des certifications en informatique (*CLAIT – Computer Literacy and Information Technology Certificates)*.

- *First Steps Learning Centre*.

Il se situe dans la bibliothèque centrale d'Islington (Holloway Road) et fait partie du réseau des centres d'apprentissage des quartiers du *Borough*.

Il propose une gamme de services d'apprentissage aux personnes adultes âgés de 18 ans et plus. Il est équipé en ordinateurs fixes et portables, imprimantes couleurs, caméras digitales, accès à Internet haut-débit et graveurs de Compacts Discs.

Chaque individu peut participer aux séances de formations ouvertes dans une atmosphère détendue, ce qui lui permet d'apprendre à son rythme. Un membre du personnel est toujours disponible pour une éventuelle aide et tous les services sont entièrement gratuits aux résidants du *Borough* d'Islington.

Le centre est aussi ouvert à la location pour des entreprises ou des associations qui désireraient organiser des séances de formation pour leurs personnels, avec accès à Internet ainsi qu'à tous les outils d'information et de communication.

- *Hanley Crouch Lifelong Learning Centre.*

Il fait partie de l'Association Communautaire de Hanley Crouch (*Hanley Crouch Community Association).*

- *Hargrave Park Learning Centre.*

Il propose des cours d'apprentissage et des aides à la recherche d'emplois. Encore une fois, c'est un centre qui offre des bases d'éducation (lecture, écriture, calcul) ainsi que des rudiments d'utilisation de l'outil informatique.

- *Islington Computer Skills Centre.*

Situé dans la bibliothèque de Finsbury, il est ouvert aux personnes âgées d'au moins 50 ans et se trouvant au chômage ou travaillant pour des entreprises de moins de 250 employés.

Tous les cours sont dispensés par des formateurs qualifiés et chaque apprenant dispose d'un ordinateur dans une classe d'au maximum 12 élèves.

- *Market Online*.

  Propose des cours gratuits pour les résidants du quartier de Market Estate.

- *Mayville Learning Centre.*

  Propose des services gratuits dans les domaines suivants :

  - accès à Internet,
  - cours d'apprentissage formels dont des qualifications reconnues,
  - dessin informatique,
  - photographie digitale,
  - accès aux services de la communauté comme les groupes de conseils ou des groupes de garde d'enfants.

L'atelier *VET (Video, Engineering and Training*) propose des cours assez techniques principalement dans l'industrie du film et de l'édition. Il offre des formations courtes, et les cours dispensés qui requièrent du matériel assez spécialisés et donc onéreux ne sont pas toujours accessibles aux résidants. C'est pourquoi par le biais de la *London Development Agency*, des bourses sont proposées aux participants nécessiteux.

Islington fait partie du programme *4LB (4 London Boroughs*) qui permet aux résidants de la zone d'accéder à ces formations en leur facilitant l'accès, et nous voyons d'après ces quelques exemples de cours financés par le Conseil du *Borough* que celui-ci tente de toucher une large gamme de personnes sans faire aucun distinction d'origine sociale, de race ou d'âge.

L'éducation supérieure[886] est aussi prise en compte dans le *Borough* d'Islington.

Le Service de Support aux Etudiants est responsable du financement de quelques 2000 étudiants. Il fait preuve d'une certaine efficacité et il a reçu en 1999 les remerciements du Conseil du *Borough* pour « excellent service rendu au public ».

[886] http://www.islington.gov.uk/Education/StudentSupport/

Ce service s'attache à être efficace et depuis la rentrée universitaire 1997-1998, 100% des étudiants boursiers ont reçu le paiement de leurs allocation dès le premier jour du trimestre.

- **Collèges d'enseignement supérieur et universités[887].**

Le *Borough* d'Islinton abrite de nombreux établissements post *A-Levels* offrant une large gamme d'enseignements aux jeunes diplômés mais aussi aux étudiants plus âgés.

II – 2 - 3 : l'éducation pour les minorités raciales et les familles.

C'est une des priorités du Conseil puisque les résidants issus de minorités raciales forment une grande part de la population du *Borough*.

- *Arachne Greek Cypriot Women's Group*.

Il est géré par un groupe de bénévoles qui est situé dans Seven Sisters Road. Il propose une gamme de services et d'activités permettant d'améliorer la vie des femmes grecques et/ou chypriotes.

Il leur offre, entre autre, des cours de techniques de communication et d'information et des cours d'anglais langue étrangère.

Sont aussi disponibles des aides à l'emploi et à la formation ainsi que des conseils sur les droits auxquels elles ont accès.

- *Turkish Education Group*.

[887] http://www.islington.gov.uk/Education/Colleges

Il possède une expérience de 20 ans au service de la communauté turque du *Borough* et les aide à dépasser les barrières posées par la langue en ce qui concerne l'éducation, l'emploi, la santé, le logement et le bien être en général.

Il se concentre sur des formations en anglais comme langue étrangère, de maîtrise de l'outil informatique et de langue turque pour femmes ou enfants.

L'apprentissage pour les familles est destiné aux parents avec leurs enfants (ou responsables de jeunes) et leur permet d'étudier ensemble. Ce dispositif crée aussi des possibilités offerts aux parents de s'informer sur les programmes scolaires afin qu'ils soient plus à même de suivre l'apprentissage de leurs enfants.

La famille est reconnue comme étant un lieu idéal pour l'apprentissage : après tout, l'enfant apprend à parler et à marcher dans le cocon familial comme d'autres activités qui nous paraissent innées !

Voici quelques activités que les membres de la famille peuvent pratiquer ensemble :

- Garder le contact avec le système scolaire : qui permet aux parents d'être informés des cours suivis par leurs enfants et donc être plus aptes à les aider.
- Ateliers de travail sur la langue, la numération et la lecture en famille : permet aux enfants comme aux parents de consolider leurs compétences en écriture, lecture, numération et en mathématiques. La langue outil peut être l'anglais ou la langue maternelle de la famille.
- Faire connaître aux familles les services à leur disposition dans leur quartier, ce qui leur permet d'accéder à d'autres programmes d'apprentissage ou à un engagement bénévole.
- Jeu et langage : pour aider les parents à innover dans leur rôle auprès de leurs enfants. Cet atelier les fait chercher de nouvelles façons de jouer avec eux, de leur parler et même de les écouter, tout en développant une meilleure compréhension du langage des plus petits.

- Enfin des ateliers de maîtrise de compétences d'activités à réaliser en famille comme pratique d'activités culturelles, de self-défense, informatique, etc…

.

II – 2 - 4 : le soin apporté à l'enfance.

- **Le *Children's Information Service*[888].**

Une attention toute particulière est portée au bien-être des enfants dans le *Borough* d'Islington et en particulier celui des enfants dans le besoin.

Ci-dessous sont listés les critères définissant ce qu'est un enfant dans le besoin par les Services des Enfants du *Borough* (de A à G du plus important au moins important) :

A – Enfant exposé à des ordres judiciaires ou policiers,
A – enfant inscrit sur le Registre de la Protection Enfantine,
B – enfant susceptible d'être pris en charge par les services sociaux,
B – enfant dont les parents ont des difficultés liées à la drogue ou à l'alcool,
B – enfant subissant de la violence domestique,
C – enfant dont les parents sont en âge d'être scolarisés,
C – enfant ayant subi des abus dans le passé,
C – enfant placé en famille d'accueil,
C – enfant sans–abri,
C – enfant logé temporairement (bed and breakfast ou hôtel),
D – enfant seul, réfugié ou demandeur d'asile,
E – enfant dont les parents ont un lourd handicap physique ou mental,
E – enfant souffrant d'une longue maladie,
E – enfant souffrant d'un handicap, tel que mental, visuel, auditif, difficulté d'apprentissage, à communiquer, ou ayant un frère ou une sœur handicapé.

Ces critères ont été définis comme correspondant à la loi *Children Act* de 1989. Le service *Children in Need*[889] apporte par le biais d'une équipe spécialement créée de l'aide à ces enfants et à leurs parents.

---

[888] http://www.islington.gov.uk/DownloadableDocuments/EducationandLearning/Pdf/fis_islington_children_centre_french.pdf
[889] http://www.islington.gov.uk/Education/EarlyYears0to5Years/ChildrenInNeed/

Ce service *(CIS)* donne des informations objectives, des conseils sur les services destinés aux enfants (même les bébés par le service « les jeunes années de 0 à 5 ans »), aux jeunes et aux familles résidant dans le *Borough* d'Islington. Un livret a été édité : *Things to do : babies and children under 5.*

Les services proposés par le *CIS* sont les suivants :

- conseils pour élever des enfants,
- aide aux familles pour assumer les frais d'éducation,
- conseils pour travailler avec des enfants,
- aides pour des besoins spécifiques,
- support familial,
- conseils de santé,
- idées de loisirs,
- conseils en matière d'éducation.

Un livret intitulé *Festive things to do*[890] a été publié par le *Borough* pour donner des idées d'activités à faire en famille.

Une vidéo a aussi été produite par le Conseil du *Borough* pour expliquer aux familles quels services leur sont proposés et comment y accéder. Cette vidéo est visible dans divers lieux de la municipalité.

- **Les assistantes maternelles.**

Ce site donne des réponses que les individus se posent pour employer une assistante maternelle. Un livret a été édité par les services sociaux du *Borough* à ce propos :

[890] *Festive things to do* (pdf – 130KB).

Childminders in Islington, ou comment devenir assistante maternelle[891].
.

Celles-ci ne doivent pas avoir un diplôme particulier mais doivent participer à des cours et avoir un brevet pour pouvoir porter les premiers secours. Elles peuvent, après avoir débuté leur carrière, passer des qualifications nationalement reconnues : *Diploma in Home Based Childcare (DHC), Child Care Learning and Development (CCLD).* Un service (*Speed Minding*) propose aux parents à la recherche d'assistantes de rencontrer celles répertoriées dans le *Borough*.

Puisque travailler avec des enfants demande une certaine disponibilité, flexibilité et une attention de tous les instants, un livret a été édité pour sensibiliser les futures assistantes à ce métier passionnant mais exigeant : *Working with Children in Islington*[892].

Un réseau a été créé par les services du *Borough* pour répertorier les assistantes maternelles ayant reçu l'aval des services sociaux, les recruter, et s'assurer que les normes de la fonction sont respectées en les inspectant (*l'Ofsted : Office for Standards in Education)* en vérifiant aussi que leurs aptitudes répondent aux normes nationales qui ont été fixées par la loi de *1989 Children Act*.

Ce réseau est administré par un coordinateur et fait partie de ce réseau est l'assurance pour les assistantes maternelles de :

- être reconnues car elles respectent les normes imposées,
- participer à des formations spécifiques afin de faire progresser leurs compétences. Elles sont d'ailleurs régulièrement informées des nouvelles dispositions (livret qui est entré en vigueur en septembre 2008 : *Early Years Foundation Stage*).
- recevoir l'aide du coordinateur si nécessaire,
- être aidée à trouver des employeurs.

[891] http://www.islington.gov.uk/Education/ChildrensInformationService/Chilminding/becoming_childminder.asp
[892] http://www.islington.gov.uk/careers/workingwithchildren/default.asp

L'assistante doit fournir :

- une garde de qualité à son domicile,
- des situations d'apprentissage appropriées à l'âge et au développement de l'enfant,
- des soins permanents.

Un des avantages de ce système est que les horaires de prise en charge des enfants sont adaptés aux besoins des parents.

Un livret guidant les parents dans leur choix de l'assistante maternelle a été édité par l'Association Nationale des Assistantes Maternelles (*NCMA – National Childminding Association)* auquel on peut accéder par Internet sur le site du *Borough*.

Le *Borough* propose d'ailleurs une bourse (*Childminder Start Up Grant* de £350) pour aider les assistantes maternelles qui ont reçu l'aval du corps d'inspection, à s'installer.

Mais on s'aperçoit que tous les efforts qui sont faits par l'Institution scolaire aussi bien que par les enseignants (dont certains sont totalement dévoués à la réussite de leurs élèves) resteront vains si l'environnement humain (relations entre communautés, familiales, etc…) et physique (bon état des bâtiments et équipement matériel) ne connaissent pas des améliorations notables.

Envisager la place de l'Etre humain dans la société sous divers aspects touchant directement à la vie des habitants, comme le logement ou l'environnement devenait une priorité des Travaillistes.

Voyons maintenant quel est l'état du parc immobilier dans le *Borough* d'Islington.

II – 3 : le parc immobilier dans le *Borough* d'Islington[893] et [894].

Après la reconstruction d'après-guerre, dans les années 1960, les autorités municipales du *Borough* d'Islington poursuivirent leur politique de destruction des logements insalubres

[893] http://www.homesforislington.org.uk/
[894] *Islington Housing Needs Survey*, (2003).

pour construire des logements neufs. Elles continuèrent aussi à réserver des terres pour en faire des jardins publics et grâce à ses actions, le visage du *Borough*, plus particulièrement le Sud.

La popularité de cette partie du *Borough* a grandi auprès de nouvelles familles appartenant à la classe moyenne qui sont venues s'installer dans des maisons acquises en *leasehold*[895] ou en *freehold*[896] et qui les ont réhabilitées.

La tendance fut accélérée par les agents immobiliers et les spéculateurs qui incitèrent les locataires des classes laborieuses occupant des maisons mitoyennes bien situées à déménager (en les forçant ou en les encourageant). La hausse de la valeur des propriétés rendit la réhabilitation de certaines rues peu désirées, profitable.

En 1967, Islington était le *borough* de Londres qui avait le plus de maisons peuplées par plusieurs familles : 59 % du total et 77 % du total des maisons du *Borough* n'étaient pas équipées du matériel de base : cuisinière, évier, salle de bain et toilettes.

Aussi, le Conseil du *Borough* continuait sa politique de destruction des vieux logements pour reconstruire jusqu'à ce que la résistance accrue de certains locataires (ceux de Upper Holloway, par exemple) incite les autorités à réhabiliter en faveur des locataires des lieux. Les impératifs financiers de la fin des années 1970 incitèrent aussi à réhabiliter au lieu de démolir.

Voici, à la page suivante, quelques exemples de travaux menés dans le *Borough*.

---

[895] Le *leasehold* : ce système permet à l'acheteur du bail de s'installer dans un logement et d'en être propriétaire pour une durée limitée. Par contre, le sol ne lui appartient pas et il paye au propriétaire légal un loyer (ground rent). L'existence de cette formule si typiquement britannique remonte au Moyen-Age car les sols qui appartenaient traditionnellement aux nobles ou au clergé, ne se vendaient pas. Au XVIIème siècle, le *leaseholder* se portait donc acquéreur d'une maison avec un bail généralement de 31 ans et au XVIIIème, pour une durée de 99 ans. Quoiqu'il en soit, la durée du bail reste fixée par le propriétaire, et celui-ci a tout intérêt à fixer la durée à quelques années seulement s'il souhaite récupérer son sol rapidement. Par contre, s'il désire faire monter le prix du *leasehold*, il peut étendre démesurément la durée du bail.
On peut comprendre que la durée des baux ait été allongée car posséder une habitation pour une durée trop courte n'incitait en aucun cas le *leaseholder* à l'entretenir, à la faire fructifier. Et c'est là l'intérêt du propriétaire : céder sa propriété afin qu'en la récupérant à la fin du bail, il puisse la louer plus cher.
Cette situation existe toujours aujourd'hui car il paraît logique aux britanniques de ne pas diviser la terre qui, psychologiquement parlant, leur semble indivisible.

[896] Le *freehold* est un autre système qui permet à l'acheteur d'entrer en possession des murs et du sol. Bien sûr, dans ce cas, les 'freeholders' ne connaissent pas la précarité de la formule précédente et se sentent plus libres de modifier ou d'entreprendre des travaux dans leur habitation.

DATES	TRAVAUX REALISES
1953	Barrat House près de Compton Flats avec 22 appartements
1960	Un bloc dans Florence Street
1967-1969	Hume Court près de Hawe Street avec 36 appartements
1967-1975	L'état rénova le lotissement Compton Flats qu'il avait acheté alors que celui-ci avait été construit par une entreprise privée en 1936-37. Il comprenait 153 appartements dans des blocs de cinq étages.
1968-1970	Réhabilitation de vieux appartements dans Queen's Head Street
Début des années 1980	Nombreux travaux dans High Street
1983	Boutiques détruites et reconstruites

Dans certaines zones dépourvues du *Borough*, on trouve encore aujourd'hui de nombreux logements sociaux, un fort taux de chômage, de bas revenus, un mauvais niveau de santé et des résultats scolaires assez bas. On trouve aussi dans ces zones un fort taux de minorités raciales, et bien sûr, si on ne prend pas en compte tous ces aspects des quartiers défavorisés, il est impossible d'y régler la situation du logement.

Le taux de demande de logements sociaux accessibles est bien supérieure à l'offre, et pour une grande partie de la population qui n'a pas accès à des logements sociaux vu le faible nombre de logements sociaux proposés, acheter un bien immobilier est impossible : en 2003, le prix moyen d'un appartement de 4 chambres était de £410 000 (environ 605 000 Euros).

A la fin de la décennie 1990, le parc immobilier d'Islington avait besoin d'un investissement significatif pour pouvoir s'approcher des normes fixées par le gouvernement central.

Celui-ci comptait sur les autorités locales pour trouver des solutions aux besoins grandissants en logements sociaux[897], mais aussi pour repérer les problèmes à régler et lancer les programmes appropriés pour y remédier[898]. En effet, les gouvernements locaux étaient considérés comme les plus proches du terrain et donc les plus aptes à avoir une vision globale[899].

Et en 2003, toujours selon le sondage sur les besoins en matière de logements[900], 36,4% de ces habitations étaient occupées par des personnes vulnérables. Le coût estimé pour remédier à ces défauts est de £51 millions.

Voici les chiffres sur l'évolution du nombre de foyers répertoriés à Islington[901] :

1991	**1996**	**2003**	**2007**	**2011 (Prévision)**
76 000	80 000	82 281	86 300	85 516

En 2007, 35% étaient occupés par leurs propriétaires, 16% sont loués par des propriétaires privés, et 49% le sont soit par le Conseil du *Borough* soit par des associations[902]. On peut dire que le Conseil du *Borough* est donc le plus gros propriétaire d'Islington.

Dans le parc immobilier du *Borough*, 61% n'avaient pas les normes fixées et en 2010, il est prévu que 20% de logements en plus ne devraient plus être habitables *(non decent homes*).

En 2006, le pourcentage des logements sociaux non décents était de 50,4% ayant été de 61,8% en 2002[903]. Ainsi, même si de gros efforts ont été faits pour rendre le parc immobilier habitable et correspondant aux normes nationales, il restait encore à faire.

---

[897] "*Local authorities need to play their part in achieving the major increase in new homes to meet demographic change*", chapitre E15, *Ibid*.
[898] "*Local authorities' work in producing housing strategies has been a lever for economic and social change in many areas*", chapitre E12, *Ibid*.
[899] *"Local authorities are in a unique position to take an overview of the economic needs of their area and manage or ensure delivery of services and infrastructure"*, chapitre E17, *Ibid*.
[900] *Housing Needs Survey*, (2003).
[901] *Housing Strategy, 2004-2007*, Council Housing Services, London Borough of Islington.
[902] *Housing Strategy, 2004-2007*, Islington Council Housing Services, p.16.

La plupart des logements sociaux gérés par le Conseil le sont par l'organisation *Homes for Islington*, dans laquelle les locataires ou les propriétaires à bail peuvent siéger. Cette organisation étend son domaine d'action vers les maisons privées n'étant pas gérées par le Conseil, en offrant des conseil aux propriétaires, recevant des dossiers pour obtenir des subventions et s'occupant des propriétés vides afin de reloger des nécessiteux. Cette organisation traite aussi des demandes d'exemption de taxes, d'allocations, etc…

La prise en compte des besoins en matière de logements est importante aussi[904] pour le *Borough* d'Islington[905] car loger les sans-abris[906], s'occuper des mal-logés et permettre aux habitants de vivre dans des appartements rénovés, dans un environnement sain et sécurisé est un des outils permettant le renouveau des quartiers et des relations humaines qui s'y déroulent[907].

Aujourd'hui, dans ce *borough*, il y a un contraste frappant entre les plus pauvres (55% de la population vivait, en 2005, dans des HLM) et les plus aisés (certaines maisons valent plus de £3 millions)[908].

Le *Borough* étant le 2ème *borough* londonien le plus peuplé[909], la demande en logements sociaux est, aussi, importante. Rappelons le pourcentage des actifs au chômage qui est de 5,8% alors qu'il est de 3,4% pour le pays[910] : un *borough* densément peuplé et une population dépourvue.

Et le parc de logements privés du *Borough* d'Islington est un des plus vieux du pays avec 72 % des habitations ayant été construites avant 1919.

---

[903]PSA, Floor Targets, Local Authority Profiles, Islington, Department for Communities and Local Government, (août 2007).
[904] *Housing Needs in Islington*: *Ibid*, p.16.
[905] "*The Council's vision is to make a real difference by improving the quality of community life, the well being of Islington's residents and the state of our environment with the housing strategy forming a core component in meeting these aspirations*", Jyoti Vaja, Executive Member for Housing and Community Safety, préface à la *Housing Strategy, 2004-2007*, Islington Council Housing Services,
[906] En 2004-2005, on comptait 1 130 foyers sans-abris à Islington, ce qui représentait 18% de la totalité des foyers de l'Autorité locale. Le pourcentage pour Londres est de 7,8%. Source : Neighbourhood Statistics paru dans Housing and Homelessness, *Health in Islington*, (update 2007), NHS, Primary Care Trust.
[907] "*This strategic housing role is at the heart of achieving the social, economic and environmental objectives that shape a community and create a sense of place*", chapitre E12, "Economic development, housing and planning" dans *Strong and Prosperous Communities, The Local Government White Paper*, vol. 2, octobre 2006.
[908] "*Islington is a borough of extremes*", dans *Ibid*, p.16.
[909] *Ibid.*
[910] *Ibid*.

De plus, on estime les foyers sans-abri ou vivant dans des logements temporaires à 1 500 dans le *Borough*. En 2005, on trouve 5 000 personnes en attente d'un logement et 7 000 attendent que leur soit attribué un logement plus grand. 1/3 de ces personnes sont logées en dehors du *Borough*.

Voilà qui rend vive la question du logement à Islington et comme nous le montre le tableau à la page suivante, ce sont les personnes handicapées qui sont le plus en attente de logements, suivies par les personnes âgées[911].

Catégories à besoins particuliers	**% de tous les foyers**	**% des foyers à besoins**
Personnes âgées vulnérables	3,5%	17,7%
Handicapés physiques	13,8%	70,6%
Handicapés mentaux	3%	15,3%
Atteints de troubles sensoriels graves	2%	10%
Autres	2,7%	13,9%

II – 3 – 1 : le marché immobilier et l'accessibilité au logement dans le *Borough* d'Islington.

Au 23 mars 2005, 32% des habitants étaient propriétaires de leur habitation, qu'ils les aient achetées en *leasehold* ou en *freehold*, au comptant ou ayant contracté un crédit immobilier. Ainsi, l'accessibilité au logement est un problème très vif à Islington car les prix sont parmi les plus élevés du marché national, et bien que la gamme des prix à l'achat ou à la

[911] *Ibid*, p.16.

location soit étendue dans le *Borough*, même le prix des propriétés les moins chères est hors d'atteinte pour la majorité des résidants.

Le sondage de 2003 a donné les loyers et les prix minimums des propriétés dans le *Borough* d'Islington[912] :

Taille du logement	**Loyer minimum en 2003 (par semaine)**	**Augmentation moyenne (1999/2003)**	**Prix d'achat minimum (2003)**	**Augmentation moyenne (1999-2003)**
1 chambre	£ 175	37,8%	£ 140 500	84,9%
2 chambres	£ 250	54,3%	£ 174 500	76,3%
3 chambres	£ 300	34,5%	£ 211 500	45,9%
4 chambres	£ 450	46,6%	£ 279 000	38,1%

Il est à noter que les prix avaient doublé depuis le sondage précédent qui datait de 1999.

Il a été calculé que pour acheter un appartement d'une pièce, un revenu de £41 100 par an était nécessaire, l'acheteur empruntant 95% de la somme totale. Encore faut-il que l'acheteur soit capable de donner les 5% restant, donc qu'il ait pu économiser.

Pour un logement valant £140 500, le résidant moyen ne pourrait emprunter que 23 621 x 3,75 = £88 579, ce qui est loin de pouvoir le faire accéder à la propriété… En effet, la banque ne prêtera à l'emprunteur que 3,75 fois son revenu annuel, et donc beaucoup de résidants à Islington sont donc dans l'incapacité d'emprunter autant !

[912] "Islington Housing Needs Survey", (2003), cité dans *Housing Strategy, 2004-2007*, Islington Council Housing Services, p.16.

Cependant, le prêt sera un peu plus généreux si deux personnes empruntent puisque dans ce cas là, le principal acheteur se verra prêter 3 fois le montant de son revenu annuel et l'emprunteur secondaire pourra recevoir un prêt équivalant à 1 fois le montant de son salaire annuel.

Ce même sondage dit que le revenu brut moyen des ménages à dans la *Borough* d'Islington est de £23 621 : ce qui nous montre le faible pouvoir d'achats des résidants…

Ainsi, on assiste à Islington à une forte demande pour tous types de logements et cette forte demande a fait augmenter les prix.

Voici quelques comparaisons de prix entre le *Borough* d'Islington et cinq autres *borough*s du Nord de Londres[913] :

Westminster	**Camden**	**Islington**	**Haringey**	**Hackney**	**Barnet**
164,2%	128,9%	100%	69,3%	68,3%	64,4%

Le prix des loyers avait aussi augmenté mais dans une moindre mesure. Le loyer d'un logement avec une pièce était en 2003 de £175 par semaine (nécessitant pour cela un revenu hebdomadaire de £584, puisque le loyer ne doit pas excéder 30% du revenu) et de £450 pour 4 pièces, la hausse ayant été de 43% si on les compare aux prix des loyers de 1999.

Dans le *Borough* d'Islington, le prix élevé des logements et la nécessité de gagner des salaires au dessus de la moyenne régionale pour pouvoir accéder au marché immobilier signifie que la demande de logements locatifs accessibles par le plus grand nombre se fait de plus en plus pressante.

Parmi les demandeurs de logements, on trouve de nombreux professeurs, des professionnels de la santé et d'autres faisant partie de secteurs clés de la société.

Pour ce genre de personnes, le besoin de logements « intermédiaires » (*Intermediate Housing*) est très important pour répondre au projet gouvernemental *Sustainable Communities*

[913] *Islington Housing Needs Survey 2003*.

– *Building for the Future* où il est stipulé « qu'il faut répondre au besoin immédiat et urgent de logements plus accessibles, que ce soit pour les travailleurs des secteurs clés ou pour ceux qui se retrouveraient, autrement, sans-abris»[914].

Au-delà de l'achat de propriétés, les loyers du secteur privé sont aussi hors d'atteinte pour bon nombre de personnes : un salaire hebdomadaire minimum de £584 est nécessaire pour pouvoir se permettre le loyer minimum de £175 par semaine[915]…

Pour que les logements soient accessibles au plus grand nombre[916], les besoins sont donc importants. Ils ont été évalués à 1 815 nouveaux logements par an, et ce jusqu'en 2009[917], car, et nous l'avons déjà dit, le parc immobilier à Islington n'est pas en très bon état[918]. Par exemple, dans le secteur privé[919], 31,7% des habitations n'avaient pas les normes fixées par le gouvernement du *Decent Homes Standards*, 36,4% de celles-ci étant occupées par des personnes vulnérables. Le coût estimé pour les mettre aux normes serait de £51 millions…

La somme évaluée par le *Housing Register Association*[920] (*HRA)* pour les rénover serait de £596 468 sur une période de 7 ans[921].

II – 3 – 2 : la demande de logements accessibles par le plus grand nombre et la prise en compte de la diversité.

La situation des personnes étant dans des situations précaires et nécessitant donc des aides spéciales, est assez criante à Islington.

---

[914] "*Addressing the immediate and urgent need for more affordable housing both for key workers and those who would otherwise be homeless*", dans *Sustainable Communities : Building a better future,* (2006).
[915] *Ibid*, p.17.
[916] http://www.homesforislington.org.uk/New%20Council%20Housing/index.asp
[917] Source : "Islington Housing Needs Survey", (2003), cité dans *Housing Strategy, 2004-2007*, Islington Council Housing Services, p.17.
[918] *Ibid*, p.20.
[919] Islington a un pourcentage de logements loués par des propriétaires privés plus élevé que les chiffres à Londres ou même en Angleterre, *Ibid* :

Logement	Islington	Londres	Angleterre
Loué par des propriétaires privés	16%	15,2%	10%

[920] Une association qui tient à jour la liste des personnes à la recherche d'un logement fourni par le Conseil du Borough ou les associations, *Ibid*, p.82.
[921] "The conditions of Housing in Islington", dans *Ibid*, p.20.

Quelques chiffres[922] :

- 875 foyers se sont déclarés au Conseil comme étant sans abris[923].
- 1397 foyers sans abris ont été acceptés comme étant dans une situation prioritaire.
- 1421 foyers sont logés temporairement.
- 8566 foyers sont inscrits su la liste de demande de logement.
- 18% des locataires ont demandé à changer de logement entre 2002 et 2003.

Les résidants particulièrement vulnérables.

Les chiffres suivants nous rappellent la situation critique de quelques sections de la société résidant à Islington[924] :

- 14,8% des foyers répertoriés comme étant sans-abris ont des problèmes mentaux.
- 650 personnes avec des difficultés d'apprentissage ont fait des demandes d'aide.
- Le taux de naissances chez les adolescentes dépasse de 10,3% la moyenne nationale.
- Islington est le 2ème *borough* de Londres ayant le plus de résidants alcooliques ou drogués.

Et le tableau ci-dessous nous informe sur la proportion des personnes à besoins particuliers par rapport à la population totale du Borough, et parmi ceux-ci, ceux pour qui le logement est une des difficulutés à surmonter.

Catégories à besoins particuliers	**% de tous les ménages**	**% des foyers à besoins particuliers**

[922] *Islington Housing Needs Survey 2003*.
[923] *Health in Islington: The Facts*, (Update 2009), NHS, Islington, p.3.
[924] Islington Housing Needs Survey, (2003), dans *Housing Strategy, 2004-2007*, Council Housing Services, London Borough of Islington.

Personnes âgées vulnérables	3,5%	17,7%
Personnes avec un handicap physique	13,8%	70,6%
Personnes avec un handicap empêchant l'apprentissage	0,7%	3,7%
Personnes à la santé mentale défaillante	2,3%	11,6%
Défaillance sensorielle sévère	2%	10%
Autres	2,7%	13,9%

Et bien sûr, les revenus de ces ménages posent aussi un problème : ne pouvant pas, pour des difficultés physiques ou mentales, occuper des emplois leur permettant de s'assumer financièrement, leurs revenus sont généralement insuffisants[925] : nous pouvons le voir si nous les comparons avec ceux des autres ménages du *Borough*.

	Revenu Brut Moyen Annuel (hors allocations)	**Revenu Hebdomadaire Net Moyen (dont allocations sauf allocations logement)**
Ménages à besoins particuliers	£ 4 295	£ 171
Tous ménages	£ 23 621	£ 385

Afin de répondre aux besoins des résidants particulièrement vulnérables, le Conseil du *Borough* a mis en place un programme de soutien spécialement dirigé vers ces personnes, qui a vu le jour le 1er avril 2003.

[925] *Ibid.*

Ce programme agit principalement sur le logement de ces personnes (par le biais de son agence *Home Improvement Agency*)[926] mais d'autres aspects pouvant poser problème y sont traités, la santé, l'accès à des services administratifs clés, la marche à suivre pour entrer en contact avec le bon interlocuteur au sein du *Borough*.

Il a tenu un rôle clé dans la réduction de l'exclusion sociale, en partenariat avec les Services de Santé, Sociaux, les Pourvoyeurs d'Aides, les Associations pour le Logement et le Secteur Bénévole.

Au sein des Services du Logement d'Islington, la cellule chargée du soutien aux personnes (*Islington Supporting Team*)[927] est financée à hauteur de £16,5 millions par an.

Cette cellule a obtenu des résultats dans des domaines clés en fixant les priorités sur lesquelles agir ou en veillant à ce que le programme soit fidèlement suivi.

Ce service a, entre autre, agi avec le *Borough* de Camden pour aider :

- les détenus nouvellement sortis des prisons de Holloway et Pentonville pour leur redonner accès à des logements et leur délivrer des conseils.
- les jeunes gens vulnérables, leur facilitant l'accès à des formations et à des emplois, mais aussi à des habitations.

Les mal logés et les sans-abris.

En ce qui concerne l'éradication des places en *Bed and Breakfast* et leur remplacement par des habitations temporaires, le *Borough* d'Islington a reçu Trois Etoiles de la part du *Homelessness Directorate*[928] et a été jugé efficace pour reloger les familles en difficulté de logement mais aussi pour s'être attaqué à des mesures pour prévenir la perte de logement.

---

[926] http://www.housingcare.org/home-improvement-agencies/hiarea-greater-london-pg2.aspx

[927] http://www.islington.gov.uk/directories/page.aspx?dir=council_services&dir_name=LTSP&docid=0901336c8044d296

[928] *Homelessness Directorate* est une cellule installée fin 2003 et elle a pour objectif de traiter et de prévenir l'itinérance plus efficacement et offrir une meilleure qualité de vie pour les personnes vulnérables afin qu'elles puissent vivre plus décemment dans leur logement. Ces objectifs se concentrent aussi bien sur les gens et les problèmes auxquels ils sont confrontés que sur les endroits où ils vivent. La direction a prévu d'allouer plus de £ 260 millions de 2003 à 2006 pour aider les autorités locales à lutter contre les difficultés rencontrées par la situation des sans –abris. Se rajouteront à cela environ £ 1,7 milliards dans chacune des deux années suivantes pour le programme de soutien populaire pour aider les personnes vulnérables à rester dans leurs propres maisons. Les principaux objectifs de la Direction sont:

- renforcer l'aide aux personnes qui sont sans-abri,

Voici les mesures mises en place par le *Borough* d'Islington pour prévenir la fatalité frappant les sans-abris. Ces mesures font partie de la *Homelessness Strategy*[929] qui date de 2003.

- En décembre 2003, a été réalisé un sondage auprès des bénéficiaires de logements temporaires sur leur accès aux soins et à l'emploi.
- En juin 2003, a été ouverte une maison d'accueil pour les victimes de violences domestiques.
- S'attaquer à l'évaluation de l'étendue du phénomène de la perte de logements à répétition pour le limiter.
- Lister les services offerts aux sans-abris isolés afin de développer la prévention et les rapprocher de projets leur permettant de rencontrer d'autres personnes.
- En mars 2004, a été appliqué un protocole pour l'attribution d'allocations permettant d'empêcher certains résidants de devenir sans-abris.

Mais les sans-abris ne sont pas les seuls à demander à bénéficier de logements : c'est le cas de toute une frange de la population, dite à besoins spécifiques.

Dans le *Borough* d'Islington, ce que demandent de nombreux locataires, c'est du logement social. Cependant, ni des logements à prix bas, ni des propriétés partagées ne peuvent répondre aux besoins exprimés.

Le Conseil du *Borough* a mis en place des actions pour résoudre les problèmes, comme l'offre de logements pour déficients mentaux avec du personnel à disposition, des

---

- développer de nouvelles approches plus stratégiques et lutter contre l'itinérance de façon efficace.
- maintenir le succès dans la réduction de l'utilisation des *Bed & Breakfast Hotels* pour les familles avec enfants
- offrir une meilleure qualité de vie et de l'indépendance aux personnes vulnérables.
- fournir des services de soutien de haute qualité, une meilleure planification stratégique, efficace et compléter les services de soins existants.
- travailler avec d'autres ministères pour offrir une stratégie transversale sur les sans-abri,
- continuer à développer un solide partenariat de travail du gouvernement local, les organisations bénévoles, les associations de logement, le soutien des organismes et des usagers des services.
- assurer la possibilité d'un logement décent pour tous.

http://www.neighbourhood.gov.uk/page.asp?id=634

[929] La loi *Homelessness Act 2002* exigea que toutes les autorités locales réalisent et publient une stratégie, *Homelessness Strategy*, en direction des sans-abri pour leur district.

logements spécialement aménagés pour accueillir des adolescentes devenues mères et leur permettant de se former afin d'obtenir une qualification, ou un projet supportant les parents isolés et victimes de maltraitances physiques.

Le développement de services en direction des noirs et des minorités ethniques (*Black and Minority Ethnic Community – BME).*

Il y a bien sûr une relation très proche entre l'origine raciale et les difficultés sociales, et le sondage de 2003 a montré que les foyers issus des minorités raciales étaient majoritairement mécontents de leurs logements.

Islington accueillant plus d'une centaine de groupes ethniques différents, on peut imaginer comme il est très difficile de répondre aux besoins spécifiques à chacun. La situation est d'autant plus compliquée que la composition change continuellement, et avec elle les services attendus.

La population d'Islington est très métissée et le recensement de 2003 a montré que 30,3 % de la population du *Borough* se considéraient comme appartenant à des groupes ethniques autres que blanc[930].

Le tableau à la page suivante nous rappelle la composition raciale du *Borough* d'Islington.

Groupe Ethnique	**% de la population d'Islington**
Noir Africains	6%
Noirs des Caraïbes	4,9%
Irlandais	5,7%
Bangladais	2,4%
Chinois	1,8%
Indiens	1,6%
Pakistanais	0,5%
Autres Blancs	7,4%

[930] *Housing Strategy, 2004-2007,* Council Housing Services, London Borough of Islington, p.16.

Total	30,3%

Nous voyons qu'aucun groupe ethnique dans le *Borough* d'Islington ne prévaut sur les autres. Parmi ces minorités raciales, on y trouve le huitième taux le plus élevé de résidants se situant dans « autres groupes raciaux », (7,4%) pour être précis, ce qui inclut une large proportion de résidants d'origine turque.

La publication du *BME Strategy* (Programme à Destination des Minorités Raciales) en 2003 (publication qui a suivi une très large consultation de tous les acteurs, les principes suivants ont été décidés :

- mieux comprendre la situation de logement de ces minorités et les questions qui y sont liées pour permettre d'y apporter des réponses appropriées,
- construire des liens efficaces et des axes de travail avec les différentes communautés formant ce groupe humain, ceci afin de mieux les prendre en compte dans les structures de consultation et le processus de décision,
- s'attaquer au racisme en promouvant l'égalité, plus de sécurité dans les quartiers et en combattant de façon efficace le harcèlement dont elles font l'objet,
- promouvoir un accès égal au logement ainsi qu'aux services administratifs, et ceci sans distinction raciale,
- favoriser les liens entre les services du logement et d'autres services qui s'occupent de politique sociale afin de promouvoir l'inclusion sociale, la cohésion communautaire et ceci durablement,
- enfin assurer l'égalité face à l'emploi.

Voyons maintenant plus précisément comment les Services du Logement ont proposé de répondre aux besoins spécifiques au logement de ces minorités.

Des initiatives spécifiques ont été mises en place comme :

- la Stratégie pour le Logement des Minorités Noires et autres Ethnies, sur la période 2000-2003,
- des partenariats entre la *BME* et les associations principales ont signé un protocole pour le développement d'associations pour le logement,
- un forum se tenant tous les trimestres en partenariat avec le Conseil de *Borough* afin d'aborder les questions qui affectent la communauté *BME*, en priorité : comment lutter contre le harcèlement et proposer des outils pour qu'il soit pris en compte, répondre aux besoins des demandeurs d'asile, et bien sûr traiter la question du logement pour ces minorités.

Les chiffres des sans-abris selon leurs provenances raciales donnent des informations supplémentaires[931].

Groupe Ethnique	**Nombre de sans-abris demandant un logement**	**Pourcentages de tous les demandeurs**
Blancs	406	34%
Africains/Caribéens	376	32%
Indiens/Pakistanais	96	8%
Autres races	302	25%

Et bien sûr, pour pouvoir rester au plus près des attentes et des besoins des résidants, il faut que le Conseil fasse en sorte que les informations qu'il utilise soient constamment à jour. Pour cela, il a mis en place une source d'informations mises à jour tous les trimestres (an in-house database) où sont listées des données fournies par des sociétés d'investissement et de crédits immobiliers, du cadastre, des agents immobiliers locaux, des services du recensement et du Bureau National des Statistiques (*National Office of Statistics*), tout ceci afin de gérer de façon la plus correcte possible les variations des loyers et des prix de l'immobilier.

II – 3 – 3 : le secteur public et ses besoins.

[931] "Islington Housing Needs – 2003", dans *Housing Strategy, 2004-2007*, Council Housing Services, London Borough of Islington, p.19.

Ce sont les normes de salubrité fixées par le Gouvernement (*Decent Homes Standard*)[932] qui fixent le cadre des programmes d'investissements du Conseil du *Borough* d'Islington.

Un sondage réalisé en 2003 par le *Fordham Research*[933] sur l'état du parc immobilier privé réalisé sur 1 084 propriétés du *Borough*, a montré quelques failles dans l'état de ces habitations :

- 7% de ces logements sont considérés comme insalubres,
- 67,7% des logements à locataires multiples ne sont pas aux normes pour accueillir autant de locataires,
- 18,2% sont considérés comme habitables mais présentant des défauts,
- le coût des travaux est estimé à £54,2 millions,
- on estimait à £90,2 millions la somme nécessaire pour conduire des travaux de base,
- 15,1% n'ont pas de cuisine et 8,4% n'ont pas de salle de bain.

En matière de vétusté du parc immobilier social, le *Borough* d'Islington a sa place dans le groupe des *borough*s les plus mal lotis.

On peut voir que la plupart de ces zones se situent à l'Est de la capitale, non loin du Centre, et que les quartiers les mieux fournis en logements de bonne facture sont à l'Ouest de

[932] http://www.knowsley.gov.uk/housing/housing_improvements/decent_standard.html

[933] Fordham Research est une organisation unique en son genre. Depuis près de deux décennies, c'est la seule organisation dédiée au soutien du secteur public en ce qui concerne, à la fois la base de données et la fourniture de logement. Les services qu'elle fournit comprennent:

- des bases de données complet (en utilisant des enquêtes auprès des ménages et d'autres données),
- un support pour accéder à des logements abordable,
- l'obtention de conseils sur la planification et des infrastructures,
- des conseils sur une gamme de sujets spécifiques tels que les enquêtes auprès des Tziganes et Gens non sédentaires ou d'autres groupes.

http://translate.google.fr/translate?hl=fr&sl=en&u=http://www.fordhamresearch.com/&ei=sLvcSeGvNua6jAeqvPChDg&sa=X&oi=translate&resnum=1&ct=result&prev=/search%3Fq%3Dfordham%2Bresearch%26hl%3Dfr%26rlz%3D1T4ACEW_frFR311FR311

Londres, zone historiquement plus aristocratique et présentant un minimum de problèmes sociaux[934].

La politique concernant le logement du *Borough* d'Islingon qui présente ses priorités dans ce domaine pour la période 2004-2007[935], donne d'ailleurs en première place l'amélioration des logements gérés par le Conseil afin que tous correspondent aux normes fixées par le gouvernement. L'objectif est de mettre tous les logements aux normes nationales d'ici 2015[936].

Le tableau suivant présente les cibles à atteindre fixées par le service du *Borough* chargé du dossier de l'amélioration des logements (*Homes for Islington*)[937] :

% de logements remplissant les critères fixés par les normes nationales							
	2004/05	**2005/06**	**2006/07**	**2007/08**	**2008/09**	**2009/10**	**2010/11**
Projection	38	42	50	60	75	95	100
Chiffres atteints	45	51	55	60	75	95	(100)

Les projections ont souvent été atteintes et même dépassées, ce qui nous montre qu'en ce domaine, le Conseil du *Borough* est plutôt actif et fait preuve d'une grande efficacité.

Nous pouvons donc supposer que la projection de 2010/11 a de grandes chances d'être atteinte[938].

Les services concernés sont conscients qu'il reste des efforts à faire, des améliorations à apporter : le tableau suivant nous montre les besoins existants dans le parc immobilier

934 "Islington Housing Needs – 2003", dans *Housing Strategy, 2004-2007*, Council Housing Services, London Borough of Islington, p.19.
935 *Housing Stategy, 2004-2007*, Islington Council Housing Services, London Borough of Islington.
936 *Ibid*, p.26.
937 http://www.homesforislington.org.uk/index.asp
938 Réflexion personnelle.

appartenant au *Borough* d'Islington[939] et les pourcentages révèlent quels sont les éléments sur lesquels il faut agir en priorité :

ELEMENTS DES CONSTRUCTIONS	**%**
Fenêtres/portes/toitures/structures	39%
Cuisines	22%
Chauffage et matériel électrique	18%
Espaces communs	8%
Salles de bain	7%

L'investissement est bien sûr primordial pour maintenir les installations existantes en bon état ou même pour assurer la sécurité des résidants, mais aussi pour prévenir des défaillances ou anticiper le futur. Voici un tableau, à la page suivante, qui présente le programme d'investissement du *Borough* d'Islington en matière de logement pour la période 2004-2007[940] :

Programme de travaux	**2002/03**	**2003/04**	**2004/05**	**2005/06**	**2006/07**
Maintenance	14 310	14 310	7 580	8 200	8 200
Fenêtres, toitures, structure, chauffage…	14 498	14 680	13 663	30 003	29 943
Réservoir d'eau	550	50	0	50	50
Ascenseurs	1 500	1 500	1 215	1 500	1 500
Adaptations pour les handicapés	1 000	1 000	810	800	800
Sécurité de la communauté	1 600	1 600	481	800	800
Tenant Compact	1 500	1 500	1 215	1 500	1 500
Energie	100	100	81	100	100
Bourses accordées aux associations de logements	1 052	1 282	1 500	0	0

[939] *Housing Stategy, 2004-2007*, Islington Council Housing Services, London Borough of Islington, p. 26.
[940] Programme d'investissement pour la période 2004-2007, en milliers de Livres Sterling, dans *Ibid*.

Réparations pour les grands immeubles	2 000	2 000	6 120	6 100	6 100
Capital pour futurs travaux	500	500	405	400	400
Subventions aux particuliers	450	0	0	0	0
TOTAL	**39 060**	**38 522**	**33 070**	**49 453**	**48 393**

En 2004, les programmes promus par *Homes for Islington* avaient lancé les travaux en ce qui concerne la rénovation de :

• 7 499 cuisines,
• 4 864 salles de bain,
• 8 273 améliorations des installations électriques,
• 6 110 améliorations mécaniques,
• 4 930 rénovations et/ou améliorations de fenêtres,
• 4 770 propriétés bénéficiant de travaux concernant les toitures.

En 2003, la somme estimée pour mettre aux normes le parc immobilier public à Islington a été de £266,9 millions, devant s'étaler sur une période de 7 ans.

Les besoins urgents et la somme mise en jeu nécessitent que les programmes et les projets mis en place soient très efficaces. Aussi, une gestion précise et rigoureuse est indispensable, et les services du logement du Conseil du *Borough* sont très sollicités. Ils ont d'ailleurs été rénovés en 1998 afin d'être plus performants et de correspondre aux attentes des utilisateurs.

II – 3 – 4 : les besoins du parc immobilier privé et les actions menées par le *Borough* d'Islington pour le rénover.

Voici la caractéristique des baux du parc immobilier du *Borough* d'Islington.

Baux	**Islington**	**Londres**	**Angleterre**
Occupés par leurs propriétaires	35%	56,4%	68,4%

Loués par les propriétaires	16%	15,2%	10%

Et le *Borough* d'Islington intervient aussi dans la rénovation de ces logements privés (c'est d'ailleurs une des priorités que le Conseil s'est fixée, à la 3ème place dans l'ordre d'attribution des budgets publics).

Pour pouvoir intervenir sur la rénovation du parc immobilier privé, le *Borough* d'Islington a mis en place un programme spécifique intitulé *Private Sector Housing Renewal Strategy* (le Programme de Rénovation du Logement Privé) et le *Empty Property Strategy* (le Programme visant les Propriétés Vides) et c'est en partenariat avec le Groupement des Propriétaires (*Landlords Forum*) et l'Association du logement d'Islington (*Islington Housing Association Group*) que cette démarche est menée à bien.

Les objectifs du Conseil du *Borough* qui sont assez clairs, visent à :

- maintenir les habitations salubres en bon état,
- rendre les logements vides aptes à la location,
- assister les propriétaires indigents pour qu'ils maintiennent leurs logements en bon état,
- faire en sorte qu'existent à Islington des logements adéquats pour satisfaire la demande.

Là encore, le *Borough* d'Islington travaille en partenariat avec des *borough*s voisins (en l'occurrence Haringey et Hackney) pour mener à bien cette politique.

Le premier programme visant la rénovation des logements privés a été publié en avril 2003. Ce projet a été financé à hauteur de £3,26 millions entre 2003 et 2005 alors que le premier programme visant à ramener les logements vides sur le marché de la location, date du 17 novembre 2003[941].

Il a aussi été décidé de permettre aux propriétaires d'obtenir conseil et aide de la part du *Borough* pour faciliter les rapports entre eux et leurs locataires ou pour mieux connaître

[941] www.islington.gov.uk/housing

quels sont leurs droits en matière d'aides. Là aussi, les normes de qualité sont communes aux trois *Borough*s cités plus haut dans un souci de cohérence et d'efficacité.

Devant l'état alarmant du parc immobilier privé, des priorités ont été décidées :

- améliorer et maintenir une bonne qualité dans tous les logements,
- fournir un plus grand nombre de logements accessibles,
- fonder des communautés durables,
- améliorer les services fournis aux citoyens,
- donner le choix pour accéder au logement, et ceci de façon équitable[942].

Pour atteindre ces buts, le Conseil a décidé d'adopter une approche d'économie mixte (*mixed economy approach*), où les fonds privés seraient acceptés. Pour mener à bien cette entreprise de rénovation du parc immobilier dans le *Borough* d'Islington, le Conseil du *Borough* s'est fixé des axes de travail :

- évaluer les besoins existants dans le parc immobilier du *Borough* et l'état de ce dernier, afin de connaître les investissements à faire,
- lister les priorités,
- identifier les manques existants en matière d'actions prioritaires, mais aussi dans le dialogue avec les locataires, les propriétaires, afin de pallier ces manques.

Et les priorités du *Borough* d'Islington en matière d'amélioration du parc immobilier privé sont les suivantes[943] :

- le besoin d'investir,
- donner la possibilité aux résidants de choisir où ils veulent vivre,
- lutter contre la concentration des facteurs de pauvreté,
- rejoindre les objectifs fixés par les Gouvernements Central et Régional,

[942] *Housing Strategy, 2004-2007*, Islington Council Housing Services
[943] "Priorities for Action", dans *Housing Strategy, 2004-2007*, (2002), Islington Council Housing Services, p.22.

- financer les mesures prises.

Ces critères ont conduit à prendre les résolutions suivantes, classées par ordre de priorités :

- améliorer et maintenir une haute qualité d'habitation dans tous les types de logements,
- accroître l'offre de logements accessibles par tous,
- construire des communautés durables,
- fournir des services de qualité aux usagers,
- donner le choix et permettre un accès équitable au logement pour tous.

Tout en prenant en compte :

- la nécessité d'avoir des conseils et une évaluation des pratiques d'observateurs extérieurs,
- la nécessité de consulter les locataires ainsi que les propriétaires,
- le besoin d'écouter les divers avis qu'a la population sur les choix faits par le Conseil,
- le besoin d'évaluer les options choisies par rapport aux priorités fixées par le Stratégie du Logement (*Housing Strategy*) et leur faisabilité.

Ainsi, même si la priorité du *Borough* est de maintenir et de financer les logements du secteur qu'il contrôle, le parc du secteur privé n'est pas laissé à l'écart et son amélioration est la troisième priorité du *Borough* en matière d'investissement.

En effet, les propriétaires immobiliers privés reçoivent aussi des aides ou des conseils de la part des autorités locales.

Quoi qu'il en soit, les secteurs privé et public sont partenaires en ce qui concerne la fourniture de logements. Le tableau ci-dessous nous montre les montants des aides accordées au secteur privé entre 2003 et 2007[944] :

Année	**Rénovation du secteur immobilier privé**
2002/03	£1,96 millions

[944] "*Residential environmental health*" cité dans *Ibid*, p.31.

2003/04	£1,66 millions
2004/05	£1,80 millions
2005/06	£1,80 millions
2006/07	£1,80 millions

En plus d'accorder des aides financières aux propriétaires désireux de rénover des logements avec de grandes surfaces afin de les remettre sur le marché, le *Borough* finance aussi les propriétaires qui ne rechignent pas à accueillir d'anciens sans-abris ou des travailleurs clés (*key-workers*).

Bâtir des communautés où règne la sécurité et qui permettent aux individus les composant d'être autonomes, améliorer les services fournis aux usagers, leur donner le choix et fournir un accès équitable pour tous au logement, sont des priorités considérées comme importantes auxquelles le *Borough* accorde aussi des financements[945].

Ces aides sont accordées en priorité aux zones les plus défavorisées du *Borough*. Un travail de partenariat avec les services sociaux et de santé est instauré.

Traiter la question du logement est donc apparu comme une tâche essentielle pour les Autorités élues du *Borough* d'Islington comme elle l'a aussi été pour les Travaillistes. Cette volonté s'est inscrite dans un élan plus général qui consistait à redorer la qualité du bien être.

II – 3 – 5 : le logement comme promoteur du bien-être social dans le *Borough* d'Islington[946].

Nous avons vu plus haut quelques chiffres précisant la situation du *Borough* d'Islington en ce qui concerne les niveaux de pauvreté de sa population par rapport au reste du pays, et qui montrent que cette zone de la capitale britannique en est une particulièrement dépourvue, devant faire face à bon nombre de difficultés sociales.

En tant que tel, le *Borough* d'Islington nécessite donc des programmes spécifiques en matière de logement des populations qui y résident et améliorer leur bien-être.

[945] *Housing Stategy, 2004-2007*, Islington Council Housing Services, London Borough of Islington, p.32.
[946] http://www.housingnet.co.uk/housingnet-html-la/Islington_London_Borough489.html

Le lieu d'habitation est considéré par les autorités comme un outil favorisant le mieux vivre, tout comme les lieux de vie et l'environnement proche qui fera l'objet d'une étude ensuite.

Après avoir évalué les résultats des politiques précédemment menées, l'Assemblée élue du *Borough* d'Islington a lancé sa vision en 2004 pour le rénover et en faire un *borough* de Londres où des changements s'opèrent afin d'améliorer la qualité du logement social. Ceci va de paire avec l'amélioration de la vie communautaire, le bien être des résidants du *Borough* et l'état de l'environnement.

La politique de l'Assemblée du Conseil du *Borough* est contenue dans le plan intitulé *One Islington*[947], ce qui montre bien qu'elle est la première volonté des Autorités Locales : faire en sorte que les services administratifs s'occupant du logement mais aussi du parc immobilier travaillent tous ensemble pour atteindre les buts recherchés, en prenant en compte les besoins et les attentes des résidants et faire du *Borough* un lieu où tous se sentent à égalité.

Le but du Conseil est aussi de servir de pivot entre les différents acteurs de la politique du logement, des secteurs privé, public mais aussi bénévole.

En ce point, le Conseil a réaffirmé qu'il partageait entièrement le point de vue du gouvernement quand ce dernier se donnait comme priorité de s'assurer que chacun devait vivre dans une habitation décente et bien équipée.

Cette priorité est exprimée dans un document concernant la prise en compte de l'habitat sur la période 2004-2007[948], celui-ci, par la voix de sa directrice du Logement et de la Sécurité Communautaire, Jyoti Vaja. En mai 2002, celle-ci affirmait que le nouveau Conseil élu avait « entrepris un travail d'amélioration du bien-être des résidants, de la qualité de vie de la communauté et de celle de l'environnement » dans le *Borough*, le programme détaillant la stratégie concernant l'habitat étant « au coeur de ses aspirations »[949].

---

[947] http://www.islington.gov.uk/council/CouncilStructure/policy_performance/policy/one_islington.asp
[948] *Housing Strategy 2004-2007*, London Borough of Islington, Islington Council Housing Services, (2004).
[949] *"In May 2002, the new Council set out its vision to make a real difference by improving the quality of community life, the well-being of islington's residents and the state of our environment with the housing strategy formaing a core component in meeting these aspirations",* avant-propos de Jyoti Vaja dans *Ibid*, p. 5.

Dans ce même document, le *Borough* fixait ses priorités en matière d'investissement financier. Elles étaient au nombre de quatre[950] :

- améliorer les maisons gérées par le Conseil du *Borough* afin qu'elles correspondent aux normes fixées par le gouvernement[951], ce qui est en accord avec la politique gouvernementale et qui répond aux priorités fixées par les résidants,
- accroître l'offre de logements accessibles au plus grand nombre, en prenant en compte des prix élevés du marché immobilier et la forte demande de logements meilleur marché,
- améliorer la qualité des logements du secteur privé et la faire perdurer en reconnaissant le rôle important joué par le secteur privé locatif qui fournit un grand nombre de logements dans le *borough*. En faisant ceci, le *Borough* s'assure que chacun vit et se loge décemment,
- bâtir des communautés qui inclut tous les individus et dans lesquelles il fait bon vivre, en offrant des services de qualité aux usagers, locataires comme propriétaires, et en favorisant un accès équitable aux logements : ceci reflète la préoccupation des élus du *Borough* qui vise à réduire le taux de pauvreté et à s'assurer que ceux-ci reçoivent le support nécessaire.

Même si des efforts ont été entrepris et des buts atteints, en particulier en ce qui concerne la lutte contre l'exclusion et la baisse (jusqu'à la diminution, idéalement) du nombre des sans-abris, elle poursuit en disant que les services « continueront à améliorer la qualité et le nombre des logements dans le *Borough* »[952].

Le but fixé par le gouvernement de ne plus avoir de familles habitant le *Borough* placées dans des *Bed and Breakfast* a été atteint avec un an d'avance[953] et le programme pour lutter contre la difficulté de se loger a été mis en place[954].

---

[950] *Ibid*, p.23.
[951] *Decent Homes Standard*.
[952] "*We will continue to improve the quality and quantity of all tenures of housing in the borough*", *Ibid.*
[953] *"...the Government's targets of having no families in bed and Breakfast hotels (has been achieved) a year early"*, *Ibid.*
[954] *"(We have completed) our Homelessness Strategy and (put it) into place*", *Ibid.*

C'est pourquoi le *Borough* s'est fixé en 2004 des priorités à atteindre dans les quatre ans qui suivaient, c'est-à-dire[955] :

- améliorer et maintenir la qualité des logements dans tous les types d'habitat,
- accroître le nombre de logements accessibles par une majorité de résidants,
- bâtir des communautés saines, qui intègrent tous les individus et sont pérennes,
- fournir des services de haute qualité aux usagers,
- donner le choix et un accès équitable au logement.

En 2008, le Conseil du *Borough*, a présenté sa nouvelle stratégie en matière de politique du logement pour la période 2009-2014[956]. Elle a été révélée le 16 juillet 2008 par la Conseillère Barbara Smith[957] après qu'un sondage sur les attentes et les besoins des résidants a été commandé en 2007[958].

Cinq priorités ont été fixées :

- faire en sorte que le logement soit la base rendant possible l'amélioration des vies des habitants,
- fournir de nouveaux logements,
- bâtir des maisons de meilleure qualité ainsi que des quartiers où il fait bon vivre,
- fournir des services du logement mieux gérés,
- s'engager de façon plus efficace.

Le Conseil d'Islington est donc plutôt actif en matière de gestion du parc immobilier er de son amélioration pour permettre à ses résidants de vivre dans un evironnement salubre et agréable. Ses actions nécessitent parfois d'être étendues à d'autres organisations ou d'autres partenaires afin d'être plus efficaces, c'est pourquoi le *Borough* d'Islington s'est attaché à créer des liens avec d'autres entités administratives.

---

[955] *Housing Strategy 2004-2007*, (2002), London Borough of Islington, Islington Council Housing Services, p.7.
[956] http://www.islington.gov.uk/DownloadableDocuments/Housing/Pdf/hsg_strat_2009.pdf
[957] *Executive Member for Housing and Community Safety*.
[958] *Housing Needs Assessment 2007*. Environ 2000 questionnaires ont été envoyés aux résidants et aux propriétaires.

II – 3 – 6 : les contextes local et régional.

Ils s'inscrivent bien sûr dans les directives nationales qui préconisent des partenariats les plus divers possibles.

Les mesures principales prises par le *Borough* pour créer des passerelles entre divers acteurs, que ce soit des associations locales, des individus, ou d'autres entités administratives visent toutes à :

- rénover le *Borough*,
- travailler pour un développement durable et plus écologique,
- améliorer les compétences des services administratifs,
- mettre l'accent sur les besoins des citoyens.

Et pour répondre à ses priorités, le *Borough* doit bien sûr faire en sorte que ses politiques soient conformes aux directives nationales mais aussi régionales. Donnons ici quelques exemples de groupes de travail destinés à être des lieux d'échanges, de paroles et de propositions face aux autorités.

- le Réseau pour le Logement à Islington (*Islington Housing Network)*[959] qui est composé des principaux partenaires qui travaillent à Islington,
- le Groupe Associatif du Logement d'Islington (*Islington and Shoreditch Housing Association Group)*[960],
- le Forum des Locataires (*Leaseholders Forum*)[961],
- des Groupements de Propriétaires (*Tenant Management Organisation/Tenant Management Co-operative Review Group*),
- des échantillons issus des zones d'habitation (*Area Housing Panels)*[962],
- des consultants privés sur le logement (*Housing Consultative Panel),*

[959] http://www.islington.gov.uk/DownloadableDocuments/CouncilandDemocracy/Pdf/housing_network_feedback_pack_jul05.pdf
[960] http://www.isha.co.uk/documents/EqualOpportunitiesStatement2006_000.doc
[961] http://www.leaseholderassoc.f9.co.uk/
[962] http://www.homesforislington.org.uk/Consultation%20And%20Involvement/Area%20housing%20panels/index.asp

- la Commission du Conseil (*Joint Board*),
- le Directeur du Conseil (*Council's Executive*).

Ainsi les membres de ces commissions se rassemblent et discutent de questions concernant la politique du logement, voient comment elles peuvent influencer l'application de la stratégie, le choix des priorités ou des buts.

Le niveau local.

Au niveau local, tous les acteurs doivent se retrouver autour de la table afin de mener à bien les programmes destinés à améliorer le bien être des résidants (police municipale, associations, divers services administratifs…).

Par exemple, dans les quartiers de logements Holland Walk et Central Street, ont été instaurés des partenariats au sein d'une *MAGPI*[963] (*Multi Agency Panels in Islington*) à l'initiative des deux services suivants : le Partenariat pour la Réduction des Incivilités (*Crime Reduction Partnership*) et les Services du Logement, afin de s'attaquer aux problèmes sociaux, aux nuisances sonores et aux comportements antisociaux.

Divers acteurs prennent part à ces réunions : des représentants de la police, d'autres des résidants, des services éducatifs, des délégués des services sociaux, des services du logement et de la jeunesse. Ce sont les discussions entre les divers partenaires qui permettent de trouver des solutions adaptées aux quartiers concernés.

Le niveau régional.

La qualité des liens initiés entre le *Borough* et l'extérieur est indispensable, par exemple au niveau régional, pour mettre en commun des outils afin de régler des questions auxquelles tous les *borough*s voisins doivent faire face : relations propriétaires/locataires,

963 https://www.islington.gov.uk/directories/page.aspx?dir=childrensdirectory&dir_name=LTCDP&sectionid=&sectionName=&sectionTitle=&docid=0901336c803cebbb&title=Childrens%20Directory&Search=true&docName=Multi%20Agency%20Panels%20In%20Islington&searchType=Keyword&Keyword=Learning&

actions menées par les *borough*s pour rénover le parc immobilier, utilisation commune de matériel, développement de zones de résidence communes, etc…

Des liens privilégiés existent dans la région du Nord de Londres (dont fait partie Islington) pour des partenariats en matière de politique du logement, comprenant les zones de :

- Westminster,
- Camden,
- Islington,
- Haringey,
- Barnet,
- Enfield[964].

Par exemple, le *Borough* d'Islington a travaillé avec les *Borough*s de Lambeth et Haringey à l'identification des besoins et des priorités des délinquants pour le Programme de Londres d'Aide aux Personnes (*London Supporting People Strategy*)[965] en ayant à l'esprit la volonté de combler les manques.

Le *Borough* d'Islington a décidé de développer encore plus ses liens avec le *Islington Strategic Partnership (ISPS)*[966] afin de développer le bien être social, économique et environnemental, et ceci par le biais du *Community and Neighbourhood Renewal Strategy (CNRS)*[967].

---

[964] Les trois derniers sont des *Outer London Boroughs* et ne sont pas dans la ville de Londres à proprement dit, faisant partie de sa périphérie. Ils font cependant partie des Boroughs londoniens gérés par la *Greater London Authority*.

[965] Ce programme (*London Supporting People Strategy 2005-10)* a été lancé à Londres pour inciter les Boroughs, les agences partenaires et les pourvoyeurs de services à travailler ensemble afin de fournir, dans la capitale britannique, des services de qualité et un accès équitable pour tous. http://www.londoncouncils.gov.uk/HealthAndAdultServices/publications/londonsupportingpeoplestrategy200510.htm

[966] L'*Islington Strategic Partnership (ISP)* est le partenariat stratégique local (*LSP)* pour le Borough d'Islington. Des *LSPs* ont été mis en place dans toutes les régions du pays. Ils regroupent au niveau local les différentes parties du secteur public, ainsi que le secteur privé, les entreprises, les collectivités et le secteur bénévole afin de soutenir les uns les autres et travailler ensemble pour améliorer la qualité de vie pour les populations locales. http://www.islington.gov.uk/Community/islingtonstrategicpartnership/

[967] *Our Vision for 2020 – the Islington we want to be*, Islington's Sustainable Community Strategy. http://www.ivac.org.uk/files/downloads/compact/ISP%20sustainable_community_strategy.pdf

Ce programme « Stratégie du Renouveau du Voisinage et de la Communauté » est à même d'identifier les projets, s'assurer qu'ils correspondent aux buts définis par le *Islington Strategic Partnership* et de les expliquer aux services du logement afin qu'ils soient finalisés.

Et divers partenaires participent à l'élaboration des réponses :

- des associations de locataires,
- les services du logement du *Borough*,
- des responsables d'associations de propriétaires,
- des résidants, etc…

Il est important de noter que la politique du logement menée par Islington est incluse dans d'autres projets plus vastes, comme *New Deal for Communities – EC1* ou *City Fringe Partnership* (voir plus bas). Là aussi, il existe des partenariats primordiaux pour la rénovation du *Borough* d'Islington.

Par-dessus tout, c'est l'engagement des communautés qui semble primordial et le développement de la Stratégie pour le Logement à Islington implique que les différents acteurs soeint largement consultés et que les besoins qu'ils expriment ou les commentaires qu'ils font sur les actions menées par le Conseil doivent être écoutés et pris en compte.

Par exemple, en avril 2003, les réunions et les discussions ont eu pour cadre l'implication que pouvait avoir le Projet de la Communauté sur la Stratégie décidée par le Conseil du *Borough*.

Et les commentaires et les discussions menés par les délégués lors des réunions plénières ou lors d'ateliers ont conduit à reconsidérer et à redéfinir certaines priorités.

Les cinq priorités étaient les suivantes :

- améliorer la qualité des logements en général, et de façon pérenne,
- accroître l'offre de logements accessibles par tous,

- bâtir des communautés qui intègrent l'individu et qui soient durables,
- améliorer la qualité des services,
- permettre un accès au logement équitable pour tous.

II – 3 – 7 : améliorer la gestion des Services du Logement.

Près de 30 000 locataires et près de 9 000 propriétaires comptent sur les Services du Logement d'Islington afin ceux-ci soient efficaces et de bonne qualité. Sur ce point, le Service du Logement a fait des efforts notables ces dernières années.

Pour améliorer encore l'offre faite aux résidants, le Conseil du *Borough* a décidé de développer :

- les indicateurs permettant d'évaluer ses performances, et pour cela des points précis sont évalués (*Best Value Indicators* – voir tableau ci-dessous).
- Les réparations, et là aussi la gestion des réparations du parc immobilier est suivie de près. Le *Borough* ouvre les chantiers à des appels d'offre et fait ainsi marcher la concurrence grâce aux services d'une entreprise sous-traitante, *Caxton Islington Ltd*.

Sur la période 2002/2003, des améliorations ont été apportées par exemple en matière de mise sur pied d'un service téléphonique pour les réparations d'urgence *(Repair Line Call Centre).* Il a été étendu au samedi matin et il a vu le nombre de ses employés augmenter pour répondre plus facilement aux réparations d'urgence ainsi qu'aux interventions en dehors des heures ouvrables.

Il y a aussi eu, en novembre 2002, le financement du *Public Service Agreement (PSA*) à hauteur de 1 820 000 Livres Sterling pour lancer des travaux dans 320 logements sociaux gérés par le Conseil du *Borough* afin que les critères voulus soient atteints en 2005 /2006 :

- la collecte des loyers, avec la mise en place d'un service de paiement par téléphone,
- les Services d'Acquisition des Logements appartenant au Conseil du *Borough*,
- la lutte contre la fraude : une équipe spéciale (*Housing Investigation Team*) a pour but de s'attaquer à l'occupation illégale de logements. Cette lutte permet de rendre disponibles certains appartements à la location et de réduire ainsi la liste d'attente pour s'en voir attribuer un. En 2002/2003, 80 propriétés ont été rendues au Conseil pour être louées.

Les efforts du *Borough* d'Islington semblent avoir porté leurs fruits puisque les chiffres de la Performance des Services du Logement sur la période 1998-2003[968] ont tous été positifs comme nous le montre le tableau suivant[969].

	1998/99	1999/2000	2000/01	2001/02	2002/03
Taux de Satisfaction des Locataires (tous services du *Borough*)	-	-	41%	41%	50%
Réparations urgentes faites selon les critères gouvernementaux	53%	66%	84%	88%	88%
Jours écoulés avant qu'un logement soit reloué	162	114	63	42	29
Dossiers de sans-abris traités en 3 jours	-	-	71	84	85

Tout le travail qui a été lancé pour rénover le parc immobilier du *Borough* d'Islington l'a été par les services du logement du *Borough* d'Islington qui ont une grande expérience

[968] *Islington Survey*, (2003).
[969] Et comme nous le verrons plus bas par rapport aux chiffres d'un sondage mené plus tard, les résidants du Borough d'Islington sont aussi satisfaits des actions du Conseil en matière de logement.

dans le domaine de la gestion de la vie communautaire. Ils ont développé maints projets visant à :

- faire s'impliquer davantage la communauté,
- rénover la vie dans le *Borough*,
- réduire les comportements anti-sociaux,

tout cela en conformité avec les buts visant à construire des communautés équilibrées et durables, et dans le cadre de programmes nettement définis.

Par exemple, *Neighbourhood Renewal Fund*[970], et *Islington Strategic Partnership* avaient pour but d'améliorer non seulement le logement mais aussi :

- l'éducation et apprentissage tout au long de la vie,
- la santé et le bien-être,
- les emplois et la formation,
- l'environnement,
- la sécurité et le taux de délits.

Dans ce cadre, des sous-groupes de travail avaient été formés pour s'attaquer plus précisément à chacun de ces 6 thèmes avec, pour la période 2003-2004, un budget de £362 000[971].

Par exemple, dans le sous-groupe de travail traitant du logement, les Services du Logements du *Borough* ont décidé sur la même période de consacrer les sommes leur étant alloués à des projets concernant[972] :

- la lutte contre les sans-abris,
- le développement des communautés locales,
- les gardiens de lotissements,

[970] http://www.fti.neighbourhood.gov.uk/document.asp?id=173

[971] *Ibid.*
[972] *Ibid.*

- l'amélioration de la sécurité,
- l'accroissement de l'offre de logements.

Quoiqu'il en soit, au cœur de ces projets résidait toujours la volonté d'améliorer la vie des résidants des quartiers les plus défavorisés du *Borough* d'Islington.

Pour promouvoir le bien-être des résidants, la politique visant à lutter contre les incivilités et les attitudes pouvant nuire à une bonne vie en communauté, était centrale. Une équipe spéciale, *Islington's Antisocial Behaviour Team*[973] a été créée, qui est un partenariat entre les Services Sociaux du *Borough* et les Services de Police (*Metropolitan Police*), dont la feuille de route était de travailler de concert afin de réduire les comportements causant du trouble à la communauté en général.

Parmi les actions menées par cette équipe, on peut citer entre autre :

- la signature de contrats entre les services municipaux et les parents d'enfants causant des troubles dans le voisinage,
- la production de cartes permettant de situer les lieux du *Borough* susceptibles d'être le théâtre d'actes de malveillance, afin d'y diriger plus spécialement des patrouilles de maintien de l'ordre,
- l'obtention d'une aide financière de £ 336 130 par le Ministère de l'Intérieur afin d'équiper certains lieux de matériel en vidéo-surveillance,
- l'information aux enfants qui participent à des camps de vacances sur les effets d'un comportement anti-social.

Le programme *EC1 New Deal for Communities*, dans sa troisième année (2003-2004) a aussi proposé des initiatives visant à combattre les comportements délinquants et à aider les jeunes.

Après avoir eu un aperçu des conditions de logement dans le *Borough* d'Islington il est à noter que les progrès apportés aux conditions d'habitat ne sont pas suffisantes pour améliorer le cadre de vie des populations les plus démunies.

[973] http://www.homesforislington.org.uk/Antisocial%20Behaviour/Out%20of%20Hours%20Team/index.asp

Il faut aussi que ces personnes se sentent bien dans leur quartier, dans les espaces qui entourent leur lieu d'habitation. C'est pourquoi la qualité de l'environnement a été aussi une priorité dans la politique de rénovation des *Inner Cities* par le gouvernement de Tony Blair.

Nous allons maintenant aborder cet aspect de la rénovation urbaine des gouvernements Travaillistes, qui dans leur Manifeste de 1997, affirmaient la nécessité de prendre en compte l'environnement et de faire en sorte qu'il soit protégé afin d'être légué en bon état aux générations futures[974]. Pour eux, c'était là la responsabilité de tous les acteurs de la société en général[975], et de tous les ministères[976].

Mais puisque nous avons décidé de traiter la prise en compte de l'environnement et du bien être des résidants dans la partie la plus au Sud du *Borough* d'Islington, donnons d'abord des informations sur cette zone et sur deux de ces *ward*s qui vont servir d'illustration à la politique gouvernementale en direction de la rénovation des lieux urbains, ceci afin d'en avoir une vision la plus claire possible et d'en montrer les caractéristiques sociales de la population qui y réside.

III - Le Sud du *Borough* d'Islington.

Cette zone est composée de quatre *ward*s. Voici leurs noms :

- Bunhill,

- Canonbury,

- Clerkenwell[977],

- St Peters.

---

[974] *"The millennium is the time to reaffirm our responsibility to protect and enhance our environment so that the country we hand to our children and our grandchildren is a better place in which to live",* dans *New Labour Manifesto,* (1997), New Labour Party, p.31.

[975] "*We must act together to tackle them (the problems that affect us)", Ibid.*

[976] "*The foundation of Labour's environmental approach is the protection of the environment cannot be the sole responsibility of any on department of state. All departments must promote policies to sustain the environment*", *Ibid.*

[977] Les wards de Bunhill et de Clerkenwell sont le plus au Sud du Borough d'Islington, jouxtant la City de Londres.

Le *Greater London Authority* a estimé la population de cette partie du *Borough* à 88 917 personnes en novembre 2000.

Par rapport au Nord, la zone d'Islington Sud a depuis longtemps dû faire face à de réelles inégalités entre les familles : par exemple, elles ont toujours été plus importantes en ce qui concerne les revenus, et le taux de mortalité.

Et cette différence s'est accrue au fil des ans, c'est une des raisons pour laquelle les autorités nationales ou même locales ont décidé de s'y attaquer.

Composés d'une population variée mais cumulant les difficultés sociales, cette partie du *Borough* d'Islington présente des caractéristiques communes aux quartiers pauvres des centres villes britanniques.

Donnons ci-dessous quelques informations sur les résidants qui la peuplent.

III – 1 : la population dans le Sud d'Islington.

Le Ministère de l'Environnement estimait en novembre 2000 que 45,27% des 88 917 personnes qui vivaient dans le *Borough* étaient dans une certaine forme de pauvreté.

Un grand nombre de foyers sont à faibles revenus et des sondages nationaux et internationaux menés sur les déséquilibres face à la santé ont été menées et ont conclu que des interventions ciblées dans certains domaines de la vie sociale pourraient atténuer l'impact des inégalités face à la santé.

Ces préconisations générales visant à éviter que les différences trop importantes perdurent dans des zones dépourvues des villes sont :

* faire baisser les impôts et augmenter les allocations,

* améliorer l'éducation,

* favoriser l'emploi,

* améliorer le logement et l'environnement,

* agir en faveur de la petite enfance.

Déjà, le Rapport Acheson de 1998[978] sur les Inégalités face à la Santé fit des recommandations pour agir sur des quartiers pauvres afin que soient gommées les inégalités, et celles-ci pourraient donc être appliquées sur la zone Sud du *Borough* d'Islington.

. Ce rapport préconisait :

- une distribution des revenus plus équitable et plus d'opportunités d'emploi, avec des incitations économiques pour créer des emplois bien payés disponibles au sein des communautés,
- l'accent mis sur l'impact qu'ont le logement, l'éducation, la nourriture, l'activité physique, l'emploi et le transport sur la santé,
- de s'attaquer au stress chronique engendré par la faiblesse psycho-sociale, comme la perte de contrôle raisonnable, le support social, la sécurité d'emploi et une meilleure estime personnelle.

Ces recommandations ont souligné le fait que le statut social de l'individu est influencé par une gamme de facteurs autres que l'usage de soins purement médicaux et ont démontré comment les facteurs sociaux et environnementaux influencent négativement la santé.

Au cours de l'année 2000, 23 779 personnes (c'est-à-dire 35,2 % de la population du Sud d'Islington), bénéficiaient d'allocations telles que :

* Allocation pour Travailleur ayant un Handicap (*Disability Working Allowance*)[979],

* Allocation pour Demandeur d'Emploi (*Job Seekers Allowance*)[980],

* Aide aux Faibles Revenus ou aux Contracteurs de Crédits (*Family Credit or Income Support*)[981],

---

[978] Rapport Indépendant sur les Inégalités en matière de Santé (*Independent Inquiry into Inequalities in Health Report*). Président : Sir Donald Acheson, novembre 1998.

[979] http://www.islington.gov.uk/directories/page.aspx?dir=faq_details&dir_name=refugees&docid=0901336c80449241&title=Refugee%20Services%20Directory&sectionName=Disability%20and%20Care&showALL=false&top10=true&docName=What%20is%20Disability%20Living%20Allowance%20(DLA)%20and%20can%20I%20receive%20it?

[980] http://www.jobcentreplus.gov.uk/JCP/Customers/WorkingAgeBenefits/Jobseekerallowance/index.html

[981] http://www.opsi.gov.uk/si/si1988/Uksi_19880999_en_1.htm

Tous les âges sont plus ou moins touchés par une certaine forme de précarité.

Les adultes, d'abord, avec en l'an 2000, un taux de chômage du *Borough* de 11,1 % avec 22,1 % des travailleurs vivant dans une relative pauvreté.

Les enfants, ensuite, avec environ 18 996 d'entre eux qui, la même année, étaient considérés comme vivant dans diverses formes de pauvreté.

La santé de la population se détériore dans les circonscriptions les plus démunies et le taux de mortalité a moins baissé à Islington Sud que dans le reste de l'Angleterre ou du Pays de Galles.

III – 2 : la santé dans le Sud d'Islington.

Ces mêmes résidants ne sont pas satisfaits des services de santé et se plaignent des listes d'attente chez leurs généralistes qui peuvent les faire patienter jusqu'à 6 semaines avant d'être reçus en consultation.

De plus, dans le Sud d'Islington, les taux pour les maladies parasitaires, de maladies sexuellement transmissibles, de désordres endocriniens, mentaux, de blessures mineures et d'accidents y sont plus élevés que la moyenne pour l'Inner et Greater London.

Les résidants de la zone pensent que les facteurs environnementaux suivants agissent négativement sur leur santé[982] :

	Pollution	**Qualité des logements**	**Fumée**	**Régime alimentaire**	**Stress (travail/ maison)**
% de résidants du Sud du *Borough* qui pensent que ces facteurs agissent sur leur santé	24	20	20	15	15

Voyons, dans la même idée, quelles sont les causes de mortalité pour les 0-50 ans[983] :

[982] http://www.islington.nhs.uk/publications.htm
[983] *Healthy Islington*, (1999).

Cancer	26 %
Maladie du cœur, du système respiratoire	11 %
Causes externes/Morts accidentelles	11 %

Les taux de morts par cancer ou maladie cardiaque représentent :

- ¼ des cas dans les hôpitaux d'Islington,
- 51 % de l'occupation des lits de jour,
- 47 % des demandes d'allocations pour invalidité.

Les maladies mentales sont un autre problème à Islington Sud : c'est la cause de 21 % des consultations de médecine générale et les séjours hospitaliers pour difficultés mentales à Islington Sud sont supérieurs de 50 % à la moyenne de Londres.

Les circonscriptions d'Islington les plus démunies, donc celles du Sud du *Borough*, ont aussi un taux d'enfants morts nés et d'enfants en sous-poids à la naissance plus forts que la moyenne nationale[984] .

Ces tendances peuvent aussi se voir dans le nombre de résidants du Sud d'Islington qui souffrent, au-delà de maladies mortelles, de longues maladies :

Maladies cardiaques	13 % de la population en souffre.
Tension artérielle	12 % de la population en souffre (32 % des personnes n'ont aucune activité physique régulière).
Asthme	29 % des résidants en souffrent (35 % de la population fument).
Cancer	Islington a le 2ème taux le plus élevé de morts par cancer en dessous l'âge de 65 ans. Environ 4/5 de ces morts étaient dues à des cancers du poumon causés par le tabac : 40 % des hommes fument[985].
Dépression et Stress	22 % des résidants en souffrent. Les causes sont : le manque et la pauvreté (faibles qualifications, bas salaires) et le stress est causé par l'endettement et le peu de confiance en soi[986].
Maladies Sexuellement Transmissibles	il y a plus de risques de contracter le SIDA dans le centre ville de Londres qu'à l'extérieur[987].

[984] *C&I – Health Authority*, (2000).
[985] *C&I Health Authority*, 2000.
[986] *Healthy Islington*, 1999.
[987] *Ibid.*

III – 3 : agir pour la communauté dans le Sud d'Islington.

A Islington Sud, trois partenariats de réhabilitation spécifiques à la zone ont été lancés, et tous les trois sont plus axés sur la rénovation du bien-être des résidants.

***** *New Finsbury New Deal*[988],

* *Northside and Hyde Regeneration* qui s'occupe de rénovation du parc immobilier locatif et de l'accession à la propriété en particulier par le biais du *Private Finance Initiative (PFI)*[989] et de rénovation de la communauté par le biais de son association *Hyde Plus*[990].

* *The Mildway Neighbourhood Renewal Project*[991].

---

[988] Ce programme et financé et géré par le *Government Office for London*. Il touche le coeur des wards de Bunhill et Clerkenwell. Les buts principaux de ce programme visent l'accroissement des revenus des résidants, le maintien dans le système scolaire des jeunes de plus de 16 ans, la promotion de la santé et l'amélioration de la qualité de vie ainsi que la réhabilitation des logements et de l'environnement. Enfin, un des pivots de ce programme est la prise en compte de la communauté pour mener à bien ces projets afin que les habitants puissent donner leur avis sur les réformes concernant les services et qu'ils en soient satisfaits.

[989] Le PFI est un programme gouvernemental destiné à investir dans le parc immobilier que possède les Conseils de Boroughs. Il existe un tel programme dans le Borough d'Islington depuis 2003 et il a été le premier de ces programmes. Il intervient sur 2 340 maisons des époques georgienne et victorienne faisant partie de 990 propriétés.

Les contrats sont délivrés par un consortium *Partners* comprenant les gestionnaires immobilier *Hyde, United House and Rydon Property Maintenance* avec un financement effectué par la Banque d'Ecosse (*Bank of Scotland).*

En septembre 2006 après trois première années ayant été un succès (un audit a été mené par le Conseil du Borough), Partners a signé le deuxième contrat pour rénover 4 100 logements de plus à travers le borough. Ainsi, les deux projets mis en place font que la totalité des propriétés immobilières du Borough d'Islington est gérée par *Partners* et ce dernier s'engage à maintenir le parc immobilier, à y apporter des améliorations, et à en assurer la gestion pour le reste du contrat. La première phase a une durée de vie de 30 ans et la deuxième a été signée pour 16 ans.

http://www.homesforislington.org.uk/About%20us/Audit%20Commission/HFI%20Inspection%20Report%20(Final).pdf,

[990] Hyde Plus est le bras économique et communautaire de *Hyde Group* qui travaille à améliorer la qualité de vie et les opportunités offertes aux résidants de Hyde, ceci en proposant et supportant des activités, des programmes à destination des individus mais aussi des quartiers. Son travail est fait en partenariat avec les autorités locales, le secteur bénévole ou éducatif entre autres, tout en restant à l'écoute des besoins et des souhaits des résidants. Ses priorités sont les enfants, les jeunes, et les familles, la bonne santé financière et le retour vers l'emploi.

http://hydeplus.hyde-housing.co.uk/

[991] *MCP* est une organisation pour le renouveau de la communauté et travaille principalement dans le ward de Milday (Borough d'Islington). Elle existe depuis 2004 en tant qu'association bénévole. Le bureau directeur est élu par les adhérents et pour y participer le seul critère est de résider et travailler dans le ward de Mildway.

L'organisation gère le *Mayville Community Centre* dans le quartier de Mayville qui abrite nombre d'associations communautaires et qui est ouvert sept jours sur sept. Elle a initié des projets en direction du lien humain et communautaire, *comme Football4estates, Mayville Community Garden Project, Mildmay Table Tennis Club, and Historic Newington Green*.

http://www.mildmaycp.org.uk/

Ces partenariats aveint pour but de satisfaire aux politiques nationales mais en se fixant des cibles au plan local. Ils adoptent en priorité des stratégies pour évaluer les besoins de la communauté en matière de santé et de bien-être.

Les initiatives sont nombreuses, surtout en matière de travail et entreprise[992], éducation et formation.

Aussi, l'accent est mis sur la promotion et le renouveau des entreprises locales, afin que la richesse reste dans le *Borough* au lieu de s'en éloigner. Pour favoriser ce renouveau dans le *Borough*, on a décidé d'insister sur l'éducation et la formation en augmentant :

- le niveau d'éducation des enfants,
- le nombre de femmes qui travaillent,
- le degré de bien-être sur le lieu de travail,
- les programmes d'éducation aux adultes.

On incite aussi les entreprises à employer des résidants locaux, même si le niveau de créations d'emplois est encore faible par rapport aux besoins[993].

Selon une étude menée par *New Finsbury New Deal* (2000), 65 % des chômeurs auraient identifié ce dont ils auraient besoin pour retrouver un emploi :

* aide à la garde d'enfants âgés de moins de 4 ans (19 %),

* garde d'enfants scolarisés (16 %),

* un choix d'emplois plus vaste (14 %),

* meilleur salaire (11 %).

Ceci suggère que les employeurs devraient développer une approche plus paternaliste et offrir des politiques plus propices aux familles...

[992] Les caractéristiques du Sud d'Islington en matière de travail et d'entreprise sont un faible taux d'emploi et de dépendance aux allocations gouvernementales.
[993] Réflexion personnelle : ceci est peut être explicable par le faible taux de qualification des résidants de la zone, ce qui les rend inaptes à occuper les emplois proposés, et en particulier ceux offerts par les entreprises de la City de Londres, qui jouxte le Sud d'Islington.

Pourtant, la plupart des emplois du *Borough* d'Islington étant des emplois de service, qui lorsqu'ils ne nécessitent pas de hautes qualifications sont souvent mal payés, travailler ne permet pas toujours d'avoir un bon niveau de vie et de subvenir aux besoins croissants d'une famille.

De plus, lorsqu'ils demandent beaucoup de temps passé en dehors du foyer et beaucoup d'énergie, ces emplois ne permettent pas d'en avoir un autre qui permettrait de « joindre les deux bouts »…

IV – Bunhill et Clerkenwell : deux *wards* du *Borough* d'Islington[994].

Ces deux *wards* sont des endroits particulièrement dépourvus dans la ville de Londres.

Nous allons présenter succinctement les populations, le logement et l'industrie présents dans ces deux *wards* pour avoir une vision globale de ce qu'ils représentent au sein de l'agglomération londonienne.

Les données ci-dessous proviennent du Sondage de 2001[995] dont les résultats pour le *Borough* d'Islington ont été publiés et largement diffusés par les services locaux[996].

Il nous a semblé intéressant de présenter en parallèle les statistiques sur Bunhill et celles sur Clerkenwell puisque ces deux *wards* font partie de la même zone géographique et bénéficient des mêmes projets de rénovation puisqu'ayant des caractéristiques très proches les unes des autres.

---

[994] Bunhill a une superficie de 109 hectares, Il est bordé au Nord par le ward de St Peter's, à l'Est par le ward de Haringey, à l'Ouest par le ward de Clerkenwell, et au Sud par le Borough de la City de Londres.
Clerkenwell est bordé à l'Ouest par Farringdon Road, à l'Est par le ward de Bunhill, Goswell Street, au Sud par le Borough de la City of London, et au Nord par le ward de Bansbury. Sa superficie est relativement petite.
Les données sur les wards de Bunhill et de Clerkenwell proviennent des sites suivants du recensement de 2001.
Pour le ward de Bunhill :
http://www.neighbourhood.statistics.gov.uk/dissemination/LeadTableView.do?a=3&b=5941978&c=EC2A+1DX&d=14&e=16&g=338679&i=1001x1003x1004&m=0&enc=1&dsFamilyId=890
Pour le ward de Clerkenwell :
http://www.neighbourhood.statistics.gov.uk/dissemination/LeadAreaSearch.do?a=7&c=EC2A+1DX&d=14&r=0&i=1001&m=0&s=1239470345090&enc=1&areaSearchText=clerkenwell&areaSearchType=14&extendedList=false

[995] *2001 Census* : ce recensement a été mené au niveau national au Royaume-Uni le dimanche 29 avril 2001. C'était le 20ème recensement du genre.

[996] Islington Council Environment and Conservation Service, *2001 Census*, Key Statistics tables KSO1 to KS24, Crown Copyright.

IV – 1 : la population dans les *ward*s de Bunhill et Clerkenwell[997].

Leurs populations respectives sont les suivantes :

	Bunhill	**Clerkenwell**	**Londres**	**Angleterre**
Population	10 055	9 773	7 172 091	49 138 831
Hommes	4 977 (49,5%)	4 693 (48,8%)	3 468 793	23 922 144
Femmes	5 078 (50,5%)	5 080 (52%)	3 468 793	25 216 687

Ce sont des *ward*s majoritairement peuplés d'adultes en âge de travailler puisque la population de 16 à 60 ans représente pour Bunhill 66,8% et pour Clerkenwell 71,2%.

Ceci peut-il s'expliquer par la proximité de la City de Londres, zone où l'on trouve de nombreuses industries du secteur tertiaire, du secteur des services, gros consommateur de main d'oeuvre, qui attireraient les nouveaux arrivants en quête d'emplois ?

La répartition par classes d'âge se fait de la façon suivante :

	Bunhill	**Clerkenwell**
0-4	615 (9,5%)	492 (8%)
5-15	1 079 (10,7%)	942 (9,6%)
6-24	1 333 (13,3%)	1 629 (16,7%)
25-29	1 333 (13,3%)	1 183 (12,1%)
30-44	2 771 (27,6%)	2 882 (29,5%)
45-59	1 269 (12,6%)	1 264 (12,9%)
60-64	343 (3,4%)	290 (3%)
65-89	1 312 (13%)	1 091 (11,2%)
90+	29 (0,3%)	43 (0,4%)

La population blanche de Bunhill représente 76,1% de la population totale alors qu'à Clerkenwell, la population blanche représente 78,8%.

[997] *2001 Census.*

Ainsi, les minorités ethniques à Bunhill forment 23,9% de la population totale et à Clerkenwell 21,2%. Dans les deux cas, ce sont les Noirs qui sont le plus représentés : 10,2% de la population à Bunhill (1 022 personnes) et 8,4% à Clerkenwell (817 personnes), le plus grand groupe étant celui des Noirs Africains (701 et 508 personnes respectivement).

Les résidants (52,9% sont célibataires à Bunhill contre 57,6% à Clerkenwell) sont en bonne santé (66,3% contre 69,1%), et les couples mariés représentent pour Bunhill 24,9% et pour Clerkenwell 22,5% des populations respectives de ces deux *ward*s.

Les habitants de Bunhill et de Clerkenwell ne sont pas en bonne santé, et particulièrement ceux de Bunhill : le *ward* de Bunhill a un taux de mortalité supérieur de 50 % à ce qui serait prévisible, et un taux de maladies coronariennes supérieur de 60 % au chiffre auquel on pourrait s'attendre.

Bunhill a un taux de décès par cancer qui est élevé de plus de 70 % que ce qui est prévisible.

Le nombre de foyers à Bunhill est de 5 028 et à Clerkenwell de 4 632 et si nous regardons plus précisément le nombre de foyers qui ne possèdent aucun véhicule (ni voiture, ni camionnette), nous nous apercevons que ces chiffres sont assez révélateurs de la faible position sociale des familles : entretenir un véhicule (réparations, assurance, carburant) représente une part non négligeable du budget familial et peu de personnes peuvent se le permettre.

	Aucun véhicule	**% des foyers**	**Nombre total de véhicules dans le *ward***	**Véhicules par foyer**
Bunhill	3 345	66,5%	1 925	0,38
Cletkenwell	2 829	61,1%	2 116	0,46

Il est intéressant de relier à ce tableau les pourcentages d'habitants utilisant tel ou tel moyen de locomotion pour se rendre à leur travail, qui nous donnent une vision claire de la façon dont les résidants de cette zone sont mobiles :

Se rendent au travail en	Bunhill	Clerkenwell
Transport public	1 661 (38,1%)	1 685 (38,1%)
Métro	862 (19,8%)	796 (17,9%)
Train	147 (3,4%)	133 (3%)
Bus	652 (14,9%)	766 (17,2%)
Motocyclette	51 (1,2%)	43 (1%)
Voiture	523 (12%)	565 (12,7%)
Taxi	74 (1,7%)	109 (2,5%)
Bicyclette	163 (3,7%)	146 (3,3%)
A pied	1 518 (34,8%)	1 525 (34,3%)
Autres	40 (0,9%)	36 (0,8%)

Ainsi, plus d'un tiers de la population des deux *ward*s comptent sur les transports en commun pour se rendre au travail.

Il est intéressant de noter que sur le nombre de personnes utilisant les transports publics (1 661 à Bunhill et 1 685 à Clerkenwell), plus de 60% n'ont pas de voitures du tout à Bunhill (1 008) et 55% environ n'en ont pas à Clerkenwell (933).

Bien sûr, les résidants au chômage ne rentrent pas dans ces statistiques. Voyons leur nombre :

	Chômeurs
Bunhill	458 (283 hommes et 175 femmes : 5,3% des actifs.
Clerkenwell	396 (237 hommes et 159 femmes) : 5,1% des actifs

Les inégalités tout au long de la vie[998] est un terme générique utilisé pour décrire comment et pourquoi les personnes envisagent les chaînes de causalité qui gênent les

[998] *Life course inequality*

opportunités auxquelles ils pourraient avoir accès[999]. Etudier cette méthode est pertinent pour trois raisons :

- les trajectoires sociales et économiques ont des impacts différents sur la santé,
- les relations entre groupes et entre classes sociales affectent ces trajectoires et ont un impact différent sur comment est perçue et vécue l'inégalité,
- la politique de santé et les stratégies mises en place peuvent s'attaquer à ces inégalités tout au long du parcours de vie (*life course inequality*) et se doit donc d'inclure une large notion analysant comment l'inégalité agit sur le vécu des personnes.

Une grande part de la population est donc très dépourvue et l'accès à l'emploi n'est pas chose facile dans le *Borough*.

Voyons d'abord les chiffres de la population active.

	Actifs
Bunhill	4 881 : 63,1% de la population (39,5% à temps plein).
Clerkenwell	4 889 : 62,5 % de la population (38,2% à temps plein).

Et les caractéristiques des emplois occupés par la population de Bunhill et de Clerkenwell, classés par industrie.

	Bunhill	**Clerkenwell**
Agriculture, pêche	11 (0,3%)	6 (0,1%)
Mine	7 (0,2%)	7 (0,3%)
Industries de transformation	319 (7,3%)	340 (7,6%)
Electricité/Gaz	4 (0,1%)	10 (0,2%)
Construction	146 (3,3%)	143 (3,2%)
Distribution	475 (10,9%)	399 (9%)
Restauration/Hôtels	264 (6%)	231 (5,2%)
Transports	330 (7,6%)	299 (6,7%)
Finance	521 (11,9%)	496 (11,2%)

[999] "Life course inequalities and priorities for policies to tackle health inequalities", (2000), article de Graham, H., dans Forbes, I., (ed.) dans *Health Inequalities: Poverty and Policy*, London: Academy of Learned Societies for the Social Sciences.

Immobilier	1 053 (24,1%)	1 235 (27,8%)
Administrations publiques	157 (3,6%)	167 (3,8%)
Education	254 (5,8%)	269 (6,1%)
Santé	400 (9,2%)	339 (7,6%)
Autres	423 (9,7%)	499 (11,2%)

Nous voyons que dans ces deux *ward*s la population est peu éduquée puisque près d'un tiers des résidants de Bunhill (29,3% exactement) disent n'avoir aucune qualification alors que cette proportion à Clerkenwell est de 22,7%.

IV – 2 : le logement dans les *ward*s de Bunhill et Clerkenwell.

Voici les types de logements existants à Bunhill et à Clerkenwell, et le tableau suivant permet de les comparer avec ceux que l'on trouve à Islington et en Angleterre[1000].

	Bunhill	**Clerkenwell**	**Islington**	**Angleterre/ Pays de Galles**
Total logements occupés	5 028	4 632	82 281	21 660 475
Occupés par les propriétaires	980 (19,49%)	1 333 (28,8%)	26 451 (32,15%)	14 676 860 (68,86%)
Partagées[1001]	30 (0,6%)	40 (0,9%)	864 (3,37%)	139 605 (0,94%)
Locations sociales	3 151 (62,67%)		40 488 (49,21%)	4 157 251 (19,19%)
Louées au Conseil Local	2 273 (45,2%)	2 152 (46,5%)	29 320 (72,42%)	2 868 529 (69%)
Louées à des particuliers	727 (14,5%)	670 (14,5%)	13 821 (16,8 %)	2 141 322 (9,89%)

Voyons maintenant les types de logements que l'on trouve à Bunhill et à Clerkenwell.

[1000] National Statistics Website : www.statistics.gov.uk.
[1001] Que ce soit avec le loyer ou le crédit partagés.

Type de logement	Bunhill	Clerkenwell
Total logements	5 143	4 789
Maisons individuelles	22 (0,4%)	20 (0,4%)
Maisons jumelées	21 (0,4%)	54 (1,1%)
Maisons alignées	107 (2,1%)	407 (8,5%)
Appartements	4 991 (97%)	4 304 (89,9%)
Caravanes	0	4 (0,1%)

Les chiffres des résidants logeant dans des appartements à Bunhill comme à Clerkenwell sont particulièrement élevés (respectivement 97% et 89,9%) dans un pays ou la maison individuelle représente pour chaque britannique un idéal de vie.

Pour souligner cette idée, voyons maintenant dans quel type de logements habitent les résidants.

Hauteur maximale	Bunhill	Pourcentage de la totalité des logements	Clerkenwell	Pourcentage de la totalité des logements
Sous-sol	203	4%	736	15,9%[1002]
Rez de chaussée	1 020	20,3%	1 078	23,3%
1er au 4ème étage	2 627	52,2%	2 302	49,7%
5ème étage ou +	1 178	23,4%	516	11,1%

Si nous rapprochons ces chiffres de ceux des types d'occupations (2 278 logements sont loués au Conseil du *Borough* à Bunhill et 2 152 à Clerkenwell), nous avons alors une vision plus nette de faible budget que les résidants de ces deux *ward*s peuvent consacrer au logement.

[1002] Nous pouvons estimer, au vu de ce chiffre, que dans le ward de Ckerkenwell on trouve plus de maisons victoriennes typiques à sous-sol.

Le logement, et plus particulièrement l'environnement, sont des aspects prioritaires de la vie du *Borough* pour les autorités locales.

Dans Caledonian Road, les travaux dans le cadre de l'Eurotunnel ont entraîné un développement commercial qui a un peu augmenté la qualité ainsi que les prix car ils ont, entre autre, permis d'accroître une clientèle de *commuters*[1003]

A Finsbury[1004], un projet appelé *Spa Fields Healthy Living* et destiné à réhabiliter un parc aux environs de Finsbury, a rassemblé parents, personnes jeunes et plus âgées autour d'une consultation commune. On a demandé à chaque participant de donner une bouteille de plastique et on a ensuite réalisé, avec les récipients récoltés, des sculptures. En invitant les résidants autour de ces œuvres, on a recueilli leurs commentaires et leurs suggestions pour d'autres idées applicables au parc.

Voilà un exemple de projet qui implique tous les résidants d'un quartier : les diversités du quartier sont mises en commun et les liens entre les différents acteurs sont renforcés.

Les initiatives lancées dans la zone vont bientôt être regroupées dans le plan *Local Strategic Partnership,* qui vise à améliorer les zones les plus pauvres ainsi que les services qui y sont disponibles.

Des *Neighbourhood Managers* ont été nommés par les *Regeneration Projects* qui vérifient que les buts sont atteints, qui offrent leurs services, leurs conseils, se font les relais entre les plaignants et les corps concernés, et coordonnent les services.

Tous ces services visent à fournir des services sur mesure aux familles dans le besoin et visent à intégrer les familles dans ce réseau d'aides apportées, en faire des acteurs principaux afin d'être plus près des préoccupations des personnes et mieux répondre à leurs préoccupations et à leurs besoins.

[1003] Voir plus bas *Kings Cross Partnership Program*.
[1004] Voir plus bas *Finsbury Park SRB Program*.

Nous avons eu maintes occasions de marcher dans les rues de ces *ward*s, et la première chose qui nous a frappé est qu'elles sont habitées par une population très mélangée, racialement mais aussi socialement[1005].

Ainsi, des rues sont littéralement coupées en deux, le trottoir de droite étant occupé par de modestes c*ouncil houses*, petites maisons basses, de plain-pied, disposant d'un jardin devant ou tout simplement d'une cour goudronnée, avec des portes toutes semblables puisque équipées par les autorités locales, alors que le trottoir de gauche est bordé de maisons victoriennes aux larges fenêtres et à l'aspect cossu. Au centre d'une pelouse bien entretenue, dans l'allée menant à la résidence de plusieurs millions de Livres Sterling est garé un véhicule 4/4 de prix.

IV – 3 : la prise en compte de l'environnement dans les *ward*s de Bunhill et Clerkenwell.

Dans le Manifeste du New Labour on peut lire que la question de l'environnement sera mise au cœur de la politique au cas où le parti reviendrait au pouvoir, qu'elle ne sera plus considérée comme secondaire mais sera prise en compte par la totalité du gouvernement, que ce soit le logement, la politique énergétique ou le réchauffement climatique[1006].

Richard Rogers, Lord of Riverside, qui fut à la tête de *Urban Task Force* où il avait été placé par Tony Blair, avait d'ailleurs souligné «le caractère impérieux du maintien et de la protection de l'environnement dans toute entreprise prospective d'aménagement et de réflexion sur l'espace »[1007].

La volonté nationale d'agir sur l'environnement pour améliorer la vie des individus et atteindre un certain progrès social[1008] par le biais d'interventions opérées des conseils locaux[1009] a trouvé un écho dans la politique locale du *Borough* d'Islington.

[1005] Remarque personnelle.

[1006] "*We will put concern for the environment at the heart of policy-making, so that is not an add-extra, but informs the whole of government, from housing and energy policy through to global warming…", New Labour Manifesto,* (1997), New Labour Party, p.5.

[1007] Richard Rogers dans *Richard Rogers : oeuvres et projets*, de Burdett, R., (1996), cité dans « L'Urban renaissance : la ville selon Richard Rogers », de Stéphane Sadoux, Gilles Novarina et Charles Ambrosino dans *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, (2008), de David Fée et Sylvie Nail, Presses Sorbonne Nouvelle, p.21.

[1008] *"To combine environmental sustainability with (...) social progress*", dans *New Labour Manifesto,* (1997), New Labour Party, p.31.

Déjà, dans les années 1980, lorsque la rénovation de certaines zones était décidée, elles étaient réhabilitées pour les rendre plus vertes et plus sûres[1010].

L'argument des Travaillistes lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir en 1997 était de faire de ces quartiers des endroits où les personnes auraient envie de vivre ou même envie de revenir après les avoir quittées.

Et ce qui suit porte sur les programmes d'embellissement de l'environnement, de sécurisation des zones les plus dangereuses et de remodelage du paysage, avec toujours l'idée de favoriser le bien-être social des résidants et de rendre ces zones stigmatisées plus attrayantes.

IV – 3 – 1 : les espaces publics ouverts à Bunhill et Clerkenwell.

Le plan *Play Strategy Policy*[1011] fournit un cadre dans lequel s'inscrit l'amélioration des espaces publics découverts[1012] de la zone *EC1*[1013] durant la période d'application du programme *New Deal for Communities*, et qui est destiné à être pérennisé.

L'amélioration des parcs et jardins de la zone a été, et est encore, une priorité du Conseil du *Borough* et lors de l'un de nos derniers séjours à Londres, nous avons eu à nouveau l'occasion de nous promener dans les quartiers de Bunhill et Clerkenwell où nous avons aperçu de nombreux chantiers de rénovation de tels lieux[1014].

Avant d'aller plus loin dans ces programmes de rénovation de la zone *EC1* (il faut rappeler qu'elle englobe la totalité des *ward*s de Clerkenwell et de Bunhill), il peut être intéressant de donner quelques caractéristiques environnementales :

[1009] *"(The policies designed to combine sustainability with economic and social progress) extend from commitments at local levels to give communities enhanced control over their environments"*, dans *Ibid*.

[1010] "*The development is designed to create a "village green" atmosphere, with extensive landscaping, underground carparking, and a 24-hour security system. Only one entrance remains, and everyone going in and out will need secuity clearance"*, (à propos de la réhabilitation d'une cité de logements dans le quartier de Toxteth à Liverpool après les émeutes sociales de 1981). Article intitulé *Toxteth sees a renaissance*, paru dans *The Times* du 5 mars 1983.

[1011] http://www.ncb.org.uk/cpis/play%20strategies/greater%20london/islingtonplaystrategy.pdf

[1012] Ces espaces comprennent les parcs, les rues, les trottoirs et les espaces publics ouverts dont ceux au sein des lotissements sociaux dont l'accès est libre.

[1013] La zone comprise sous le code postal (Eastern Central) est située dans le centre de Londres. Elle inclut la City de Londres, et des parties des boroughs londoniens d'Islington, Camden, Hackney et Tower Hamlets.
La zone EC1 est délimitée au Nord par la City Road, à l'Est par Aldersgate Street, au sud par Chiswell Street et Newgate Street, et à l'Ouest par Roseberry Avenue.

[1014] Annexes : photos 1 et 2, page 560.

- il y a un fort manque d'espaces verts et ceux existant sont de piètre qualité,
- les piétons sont laissés pour compte et il y a peu d'espaces où se rencontrer (en particulier pour les jeunes) ou tout simplement s'asseoir,
- de larges espaces sont destinés à accueillir des autos et sont recouverts d'asphalte mais comme ils sont peu utilisés (le nombre de foyers d'Islington possédant un véhicule est très bas, et ce taux est encore plus bas dans la zone *EC1*), ces espaces sont souvent déserts, laissés à l'abandon.
- de larges espaces inclus dans les lotissements sociaux où règne un fort taux de délits, de la délinquance dus à une mauvaise organisation et gestion de l'espace[1015], sont en très mauvais état. C'est le cas de la zone bordant le *Borough* de la City de Londres.

Les sondages menés auprès des résidants par le Conseil du *Borough* ont montré que la qualité de l'environnement touchant de près les logements affectait de façon importante le sentiment des résidants quant à leur bien être et donc leur qualité de vie. Aussi, le programme *New Deal for Communities-EC1* préconise un embellissement dans diverses zones, mais avec une exigence de qualité et de sécurité, ceci pour un meilleur bien être des résidants.

La prise en compte de la qualité est un pré-requis qui, s'il n'est pas inclus dans tout projet de rénovation, ne peut conduire qu'à une vue partiale des projets à mener et ne peut avoir qu'un impact limité.

Par exemple, le même sondage mené par le Conseil du *Borough* auprès des résidants d'Islington a montré que les personnes âgées déploraient le mauvais état des trottoirs et du revêtement des chaussées ce qui les inquiétait quant à d'éventuelles chutes.

Aussi, la rénovation des rues autour des lotissements est une des priorités pour en faire des endroits agréables où les personnes aiment flâner et passer du temps. Il est aussi important, et les autorités insistent sur ce point, de sécuriser ces zones afin que les résidants, les personnes qui y travaillent et les visiteurs de tous âges et de toutes conditions s'y sentent à l'aise pour s'y promener ou y faire du vélo.

[1015] *Estate Security*, 2003, (Building Solutions for Islington).

Certaines zones jouxtant les cités de logements sont encore peu engageantes, sombres et certains résidants ont exprimé leur souhait que celles-ci soient rénovées et rendues plus accueillantes[1016].

Certains quartiers ont été désignés comme prioritaires et devant donc bénéficier d'une attention particulière. Ce sont ceux manquant d'espaces verts, et une *Green Chain* a été tracée pour maximiser l'impact d'un environnement plus vert sans bâtiments délabrés.

IV– 3 - 2 : la *Green Chain.*

C'est un réseau piéton et cyclable reliant les rues, les parcs et les espaces publics de la zone *EC1* afin de répondre au besoin d'espaces verts de qualité ainsi qu'à la présence plus abondante de tels espaces dans un environnement majoritairement urbain.

La création de nouveaux parcs n'est apparemment pas envisageable et ne le sera pas tant que ceux existant ne seront pas utilisés au mieux de leurs capacités. Malgré le manque d'espaces verts, ceux existant sont peu ou mal utilisés par les résidants, en particulier à cause de leur peu d'entretien, du peu de sécurité qu'ils inspirent, certains comportements délinquants des personnes les fréquentant (graffitis, vandalisme), et le peu d'activités qui y sont praticables. Tous ces aspects doivent être retravaillés par le Conseil du *Borough* s'il veut parvenir à la création d'une véritable « chaîne verte ».

Améliorer les parcs existant et les relier entre eux est la solution adoptée pour faire naître dans la population un sentiment d'être entouré de plus de verdure.

Voici la liste des espaces verts au sein de la zone *EC1* faisant partie de cette *Green Chain :*

- *Spa Fields,*
- *Northampton Square,*
- *King Square,*
- *St Luke's Gardens and Square,*

[1016] Annexes : photos 3 et 4, page 561 et photo 5, page 562.

- *Radnor Street Gardens,*
- *Quaker Gardens,*
- *Bunhill Fields,*
- *Finsbury Square,*
- *Fortune Street Square.*

Et les rues ou chemins qui relient ces espaces verts entre eux sont les suivants :

- *Northampton Street,*
- *Finsbury Estate,*
- *St John's Street,*
- *Northampton Square,*
- *Goswell, Road,*
- *Kings Square*[1017],
- *Percival Street,*
- *St Luke's,*
- *Radnor Street,*
- *Bath Street,*
- *Old Street,*
- *Whitecross Street,*
- *Dufferin Street,*
- *Bunhill Row,*
- *City Road.*

Ce réseau a donc pour but de créer une aire continue de verdure, ceci entre les bâtiments, les parcs, les écoles et les magasins, pour faire naître un sentiment de bien-être mais aussi pour que ces endroits aient un aspect fonctionnel. C'est pourquoi le Conseil s'attelle aussi à améliorer l'éclairage, la signalétique dans les rues et aux croisements pour y faciliter la circulation piétonne et des vélos.

Cependant, la zone couverte par cette « chaîne verte » est vaste et ce projet doit prendre en compte les particularités de chaque quartier, leurs besoins spécifiques, mais en

[1017] Annexes, photo 6, page 562.

gardant toujours à l'esprit le caractère unificateur qu'elle doit avoir afin que tous les résidants en retirent des bénéfices. Et c'est le souci des autorités du *Borough* qui a planifié cette volonté.

IV – 3 - 3 : la stratégie de rénovation des espaces verts et ses objectifs[1018].

La stratégie elle-même est basée sur un travail de partenariat entre le programme *New Deal for Communities-EC1* et le Conseil du *Borough* d'Islington.

Il paraissait indispensable, dès le début du projet, que les deux acteurs principaux soient d'accord sur les directions prises et ces accords ne pouvaient se faire que sur la base d'un partenariat fort qui inclurait une participation et une consultation mutuelles.

Comme dans tout travail commun, les rôles et devoirs de chaque partenaire ont du être clairement définis. En effet :

- en tant que propriétaire responsable des rues et des espaces publics, c'est le *Borough* d'Islington qui gère la délivrance des travaux et le programme *New Deal for Communities-EC1* est à l'origine des projets, les finançant[1019]. Ce dernier s'est assuré, en tant qu'association gérée par les résidants, que ceux-ci participent au déroulement des programmes, en leur donnant même accès aux sources de financement. Ainsi, la rénovation a été menée au plus près de leurs souhaits pour répondre au mieux aux attentes des résidants.
- Un travail interdisciplinaire a été important car du point de vue des résidants et des usagers, c'est le Conseil du *Borough* qui est propriétaire des espaces ouverts et en est donc responsable. Il est vrai que ceux-ci sont cependant gérés par différents départements dont celui de la maintenance, la gestion, etc… Il a donc fallu que ces différents services travaillent ensemble pour mener à bien les projets initiés par le *New Deal for Communities-EC1*.

[1018] De nombreux documents et travaux ont été utilisés par le Conseil du Borough d'Islington pour mettre en place cette stratégie. La liste est donnée dans la bibliographie à la page 535.
[1019] Annexes : photo 7, page 563.

- Des plans précis pour chaque zone à rénover ont dû être définis (limitations de la zone à rénover, participants, représentants, recommandations à prendre en compte) et les lignes budgétaires détaillées. En effet, aucun projet n'a pu être mis en place sans que sa viabilité financière n'ait été assurée en amont. Par contre, le *New Deal for Communities-EC1* a d'ailleurs fait appel aux compétences des personnels du *Borough* pour mener à bien l'élaboration des projets.

L'objectif principal a été de s'assurer qu'à la fin de la période d'application du projet *New Deal for Communities-EC1,* la qualité des espaces publics de la zone aura été améliorée de façon notable et durable, même s'il apparaissait difficile d'achever tous les chantiers envisagés avant 2011[1020].

Pour atteindre ces objectifs de viabilité sur le long terme, il fut indispensable de connaître les attentes des résidants[1021] mais aussi de considérer les zones comme un ensemble de structures qu'il faut toutes traiter en prenant en compte divers aspects de la vie du quartier : l'économie, la vie communautaire, sociale, etc…

S'attaquer à la rénovation des espaces publics et insister sur la qualité de cette rénovation devait permettre de :

- accroître le sentiment de sécurité et donc réduire le taux de délits. Le postulat est que dans des espaces bien utilisés, les résidants vivent bien dans un sentiment de sécurité.
- Encourager les individus à passer du temps dans ces espaces publics pour s'y asseoir, y faire des rencontres et donc faire naître un sentiment de convivialité, de proximité.
- Créer un réseau de rues accueillantes pour inciter les habitants à marcher, faire du vélo, etc… ce qui est des exercices favorables à une bonne hygiène de vie.
- Donner un meilleur accès à des installations sportives, des magasins et ainsi accroître leur viabilité en y créant des opportunités d'emploi.
- Encourager le tourisme en attirant les visiteurs dans cette zone historiquement riche.
- Améliorer l'éducation des enfants, leur développement intellectuel et physique en leur permettant de se déplacer seuls dans des rues sûres.

[1020] Comme le montrent certaines photos de l'annexe prises en 2009, à cette date des travaux étaient encore en chantier.
[1021] D'où le sondage qui a été mené par les Autorités du Borough et qui est présenté dans cette étude.

- Améliorer l'espace environnant les foyers pour inciter les habitants à sortir de chez eux, à répondre favorablement aux opportunités offertes par leur quartier, offres culturelles, de formation, etc…
- Créer un effet « boule de neige » : plus un espace public est sûr, plus il est utilisé, et ainsi de suite…

L'effort est en partie récompensé puisqu'une une majorité des parcs est à nouveau utilisée et fréquentée par les résidants[1022]. Il a fallu que ces espaces publics soient reliés entre eux par des rues aménagées et sûres. Par exemple, que les trottoirs conduisant aux maisons, aux écoles, permettant d'accéder aux magasins soient praticables par tous, jeunes ou vieux, à pied, à vélo ou en fauteuil roulant.

Le financement de la stratégie.

Au début du projet (2004), les financements n'étaient pas encore finalisés. Il fallait non seulement trouver des fonds pour les travaux à engager mais aussi à la réorganisation de ces espaces publics afin que les objectifs de qualité soient atteints et donc financer le réagencement.

£6 millions étaient prévus pour le budget affectant les espaces publics ouverts et cette somme provient de divers programmes : *Neighbourhood Renewal Unit*, *London Development Agency* (qui, sous l'impulsion du Maire de Londres a prévu de rénover plus de 100 espaces publics de la capitale), *Greater London Authority* (qui propose de financer des aménagements pour piétons et aussi pour réduire la circulation des autos en utilisant les fonds que génère la *Congestion Charge*), *Transport for London* et le *Borough* d'Islington.

Cette somme était destinée à financer des projets définis comme le montre le tableau qui suit :

[1022] Nous pourrons voir plus loin le taux de satisfaction des habitants du Borough d'Islington en ce qui concerne les travaux entrepris par le Conseil du Borough pour réhabiliter ces espaces. Lles photos prises dans divers parcs du Borough d'Islington, visibles dans l'annexe, montrent aussi que ceux-ci sont fréquentés.

Zones bénéficiant du financement du New Deal for Communities EC1	**Sommes allouées (Livres Sterling)**
Spa Fields	500 000
Old Street	600 000
Northampton Square dont Brunswick Estate	400 000
Whitecross Street	200 000
St John Street	100 000
St Luke's	1 500 000
Rénovation des rues	1 100 000
Lotissements	1 500 000
Signalétique	100 000
Total	**6 000 000**

Ces sommes sont indicatives et certaines zones ont reçu plus ou moins de fonds, les besoins évoluant au fil des travaux.

Par exemple, le budget alloué à la cité de logements Finsbury Estate[1023] n'apparaît pas dans ce tableau alors que de vastes rénovations y ont été menées.

Le financement émanant du *Borough* d'Islington provenait de plusieurs lignes budgétaires.

[1023] Annexes : photos 8 et 9, page 564.

- Le Plan des Dépenses du *Borough* (*Borough Spending Plan – BSP*) pour les transports et les rues : £1,4 million a été disponible pour améliorer les rues et les espaces piétons, les pistes cyclables par le biais du transport for London.
- La Section 106 pour le développement qui finance des projets avec un budget de £4 millions à répartir sur les 4 zones administratives du *Borough* (Nord, Sud, Ouest et Est).
- L'association *Homes for Islington* qui gère le parc de logements du *Borough*, et dont l'objectif premier est de l'améliorer de façon notable et lui faire atteindre les normes nationales.

Et il y avait aussi d'autres sources de financement :

- les revenus engrangés par la manne des panneaux publicitaires dans *Old Street* peuvent être utilisés pour financer des travaux du sens giratoire au même endroit.
- *Corporation of London* : elle finance des travaux précis dans certains quartiers de la zone : Bunhill Fields, Fortune Park ….
- *English Heritage* : cette association finance des travaux sur des sites historiques : *Whitecross Street, Northampton Square*, etc…
- *Lottery* finançant des projets visant la communauté et les espaces de vie.
- Les entreprises privées qui sont sollicitées.
- *Sport England* et le *Arts Council* pour le développement des activités sportives et culturelles.

Quoi qu'il en soit, les gestionnaires et les responsables des programmes lancés savaient que pour utiliser au mieux les ressources financières disponibles et atteindre les objectifs, il faudrait tout au long de l'existence des projets :

- utiliser les résultats des sondages effectués auprès des résidants de la zone et qui reflètent leurs attentes et leurs besoins ainsi que leurs priorités,
- s'assurer de la participation de ceux-ci tout au long de la mise en œuvre des projets,
- s'assurer que les projets sont tous viables, et que toutes les composantes du *Borough* d'Islington y adhèrent,
- s'assurer du bon usage des sommes engagées,

- planifier un programme de travaux avec un budget précis,
- et enfin être sûr que les améliorations apportées seront durables.

Les priorités ont été répertoriées dans un *Masterplan* qui a été nourri par des réactions moins formelles de la part des résidants : des conversations, des observations ou même des évaluations visuelles de la zone. De nombreuses réunions ont eu lieu entre les agents du *New Deal for Communities-EC1,* ceux du *Borough* d'Islington pour arriver à une définition la plus précise possible des besoins et des projets.

Enfin, grand cas est fait de l'aspect durable de ces travaux et l'éclairage va être remis en état et l'entretien plus soigné. D'ailleurs, de nombreuses zones donnent l'apparence d'être négligées et délabrées car elles n'ont pas été entretenues avec assez d'attention.

Un grand soin est apporté à l'aspect pratique et financier de l'entretien de ces rénovations, ainsi que sur un cahier des charges de la maintenance.

Pour conclure, nous pouvons dire que cette stratégie pour l'amélioration des espaces publics est destinée à atteindre les buts qui ont été définis par le programme *New Deal for Communities EC1* qui sont :

- en ce qui concerne l'environnement :
    - une nette amélioration de la qualité de l'environnement local et du niveau d'entretien afin que la majorité des résidants en soient satisfait.
    - La création d'un réseau d'espaces verts publics sûrs, agréables à fréquenter, comprenant les rues et les parcs pour permettre aux résidants et aux visiteurs de marcher, de faire du vélo et de rencontrer des personnes.
- en ce qui concerne la sécurité :
    - 60% des résidants doivent se sentir en sécurité dans le quartier.
    - Plus de 50% des résidants ne doivent plus considérer les délits comme un problème dans la zone qu'ils habitent.
- en ce qui concerne la santé :
    - améliorer l'accès à un mode de vie sain et ceci pour le plus grand nombre, en offrant une large gamme d'activités et de projets destinés à se sentir mieux, à

mieux manger et à vivre de façon plus équilibrée, visant une augmentation de 3% par an.

IV– 3 - 4 : le contexte dans lequel s'inscrit la politique pour la rénovation des aires de jeux du *Borough* d'Islington.

La politique de rénovation des aires de jeux et des activités ludiques du Conseil s'inscrit dans celle plus vaste de rénovation du *Borough* d'Islington. Certaines aires de jeux sont encore peu ou mal équipées[1024] et le Conseil vise à remédier à cela.

Les objectifs prennent en compte les lignes politiques des programmes de rénovation dont la liste suit :

- *Children Act* de 2004 et l'agenda intitulé *Every Child Matters* qui fournissent la cadre légal dans lequel s'inscrivent les rénovations apportées. Le but est que les services soient être organisés autour des besoins à atteindre plutôt qu'autour des délimitations traditionnelles de chacun d'eux,
- *Local Area Agreement* qui organise la façon dont les gouvernements local et national vont planifier et financer les services. Ceux-ci doivent être organisés autour de 4 grands blocs dont celui s'occupant des Enfants et des Jeunes. Des inspections menées par *Joint Area Review* seront chargées d'évaluer comment les autorités locales répondent aux besoins et attentes des jeunes,
- *Childcare Act* qui remet au centre du jeu l'apprentissage et le développement au cours des premières années de vie et qui donne un nouveau rôle aux autorités locales. Celui-ci est de pourvoir aux soins à apporter aux enfants entre 0 et 14 ans (16 ans pour ceux atteints d'infirmité),
- *Youth Matters – Next Steps* qui propose aux jeunes un programme leur permettant de « savoir que faire, savoir où aller, rencontrer quelqu'un à qui parler » et attribue un nouveau rôle aux autorités locales. Dorénavant, elles vont devoir organiser des activités accessibles par tous les enfants et leur accorder des réductions sur leurs achats faits dans les commerces de la zone *EC1*,

[1024] Annexes : photos 10 et 11, page 565.

- l'allocation de *Big Lottery Fund Children's Play* qui nécessite une stratégie transversale afin de s'assurer que l'argent est correctement dépensé et que les travaux vont continuer à être entretenus[1025],
- *London Plan*, programme qui organise la planification urbaine des équipements destinés aux enfants et facilement accessibles par eux, à pied ou en transport en commun,
- *Children and Young People's Plan* qui s'assure que les cinq recommandations du programme *Every Child Matters* soient respectées,
- *Unitary Development Plan (UDP*) qui fournit le cadre dans lequel s'inscrivent les décisions et évalue l'impact qu'ont les constructions sur les aires de jeux. Le *Local Development Framework* qui complète le précédent et contient des points supplémentaires quant à l'implication de la communauté et la rédaction d'un rapport annuel sur la politique menée,
- Et enfin, la Stratégie pour la Rénovation des Espaces Publics du programme *New Deal for Communities-EC1* fournit le cadre pour apporter des améliorations substantielles à la zone pendant la durée de vie de ce programme (2001-2011) et après. Le but principal de ce projet est de gérer l'impact que les travaux ont sur les résidants issus des groupes les moins favorisés dont ceux faisant partie des minorités raciales, les handicapés, les parents isolés, les personnes âgées et les jeunes.

IV – 3 – 4 – 1 : politique et gestion des aires de jeux dans la zone *New Deal for Communities - EC1*[1026].

« Chaque enfant a le droit de se reposer et de se détendre, de prendre part à des jeux et des activités distrayantes correspondant aux besoins de son âge ainsi que de profiter gratuitement à des activités culturelles et artistiques. Il a aussi le droit d'exprimer ses idées et ont doit lui donner le poids qu'elles méritent : les enfants handicapés ont les mêmes droits » [1027].

[1025] L'allocation du *Big Lottery Fund Children's Play* représentait un investissement de £606 433.
[1026] http://www.sportdevelopment.org.uk/leisurestrategyislington2002.pdf
[1027] *"Every child has the right to rest and leisure, to engage in play and recreational activities appropriate to the age of the child and to participate freely in cultural life and the arts; the right to express their views and for these to be given due weight; and disabled children have the right to effective access",* The United Nations Convention on the Rights of the Child, Articles 12, 23 et 31.

C'est la convention sur les Droits de l'Enfant édictée par les Nations-Unis qui précise ceci. Il est aujourd'hui reconnu que les enfants ont besoin de jouer car cela les aide à apprendre, à grandir, à se développer depuis leur plus jeune âge jusqu'à l'âge adulte à partir du moment où l'enfant contrôle ses jeux.

Jouer est donc une nécessité biologique, psychologique et sociale.

La majorité des individus reconnait l'importance du jeu pour les enfants et les différents sondages menés auprès des résidants de la zone *EC1,* adultes ou plus jeunes, ont montré que les personnes interrogées désignaient comme une priorité l'équipement des aires de jeux et important de pouvoir y pratiquer des activités qui y sont liées en toute sécurité[1028].

En misant sur une rénovation des espaces de jeux et de détente mis à la disposition des enfants et des familles[1029], le Conseil du *Borough* et ses partenaires ont misé sur une meilleure qualité de vie dans les zones d'habitations et donc à de meilleures relations entre les enfants.

Le but est de faire baisser le taux de vandalisme dans le *Borough* mais aussi de créer une meilleure harmonie au sein des communautés afin que les résidants vivent mieux leur quotidien, aient du plaisir à déambuler le long des allées aménagées et des espaces verts[1030], mais aussi envisagent de façon plus généreuse leurs relations aux autres, pour le bien de tous.

La rénovation des aires de jeux dans les parcs de la zone *EC1.*

Certains espaces des cités de logements du Sud du *Borough* d'Islington sont mal entretenus, souvent à cause de comportements négligeants des résidants[1031].

Une étude menée dans la zone du *New Deal for Communities - EC1*[1032] et dans d'autres quartiers de Londres a montré que c'est la disparition des emplois de gardiens de parcs et des patrouilles qui a fait que les usagers de tous âges se sentent peu à l'aise et peu en

[1028] Annexes : photos 12 et 13, page 566.
[1029] Annexes : photos 14 et 15, page 567.
[1030] Annexes : photos 16 et 17, page 568.
[1031] Annexes : photo 18, page 569.
[1032] *Spa Fields Framework Plan* (2005, Parklife) Public parks assessment (2001, Urban Parks Forum), *Start with the Park – creating sustainable green spaces in areas of housing growth and renewal*, (2005, CABE Space) and several other CABE Space publications.

sécurité. Les usagers déplorent le comportement anti-social de certains, les déjections canines, le manque de toilettes ou de buvettes.

La rénovation des parcs semble être une préoccupation principale des résidants de la zone *EC1* :

« Il faut d'abord s'occuper des aires de jeux dans les parcs pour pouvoir y conduire nos enfants et que nous puissions nous sentir à l'aise lorsque ils y jouent. Les adolescents ont besoin d'endroits qui leur soient destinés car ils « traînent » sur les aires de jeux jusque tard dans la nuit et les vandalisent car ils sont désoeuvrés. Les familles ont des enfants de tous âges et doivent s'organiser autour d'eux mais personne ne semble comprendre cela ». [1033]

Les parents disent ici qu'ils veulent des aires de jeux dans les parcs de bonne qualité[1034] où peuvent cohabiter des enfants d'âges différents. Même si chaque âge a des équipements qui lui sont destinés, l'installation peut se faire de telle façon à ce que les parents ou les gardes d'enfants pourront surveiller leurs progénitures de l'endroit où ils sont postés. Les assistantes maternelles déclarées comptent en particulier sur des aires de jeux agréables et fonctionnelles car nombre d'entre elles n'ont pas de jardins et doivent pouvoir accéder à des espaces de jeux pour répondre aux normes imposées par l'inspection *Ofsted*. Elles demandent aussi que soient construits des lieux où changer les couches des nourrissons dans de bonnes conditions d'hygiène.

Les adolescents qui vont au collège, se font souvent des amis qui résident en dehors de leur quartier et cela implique un nouvel afflux d'enfants qui viennent fréquenter les aires de jeux de la zone *EC1*.

Pour prendre en compte les désirs des résidants, le Conseil du *Borough* a veillé à faire de ces endroits des destinations de choix que la communauté entière aime fréquenter. Et plus les projets de rénovation ont été, et continueront à être, aboutis, plus les financements seront faciles à trouver.

[1033] *"The playgrounds in parks need to be sorted out first, so we can bring the little ones and feel ok about older kids playing too. The teenagers need their own areas, because they'll just hang out in the playing grounds late on and thrash them because they get bored. Families have kids of all ages and hace to organize life around them but nobody seems to understand that".* (Propos de parents dans un atelier de paroles *Three Corners*, octobre 2005).

[1034] Annexes : photos 19 et 20, page 570.

Enfin, une attention particulière a du être portée à l'accès à ces parcs de n'importe quel côté que l'on habite, avec la création de multiples portes permettant aux résidants, aux écoliers ou aux centres de loisirs d'y entrer facilement.

Tous ces travaux de rénovation doivent se faire en concertation avec les diverses associations concernées, les groupements des Amis des Parcs, les groupes de gestion des parcs et des espaces verts, et ce par l'intermédiaire des Agences Locales (*Local Area Boards*) toujours dans le souci de prendre en compte les vœux des résidants, à qui on demande souvent leur avis lors de réunions organisées dans la *Unity Room* des cités de logements[1035].

La rénovation des aires de jeux dans les cités de logements de la zone *EC1*.

On trouve dans la zone *EC1* une forte concentration de logements à étages et cette proportion est d'ailleurs la plus élevée du *Borough* d'Islington.

La plupart de ces blocs d'habitations est caractérisée par une architecture peu originale, de vastes espaces recouverts d'asphalte et de terrains laissés à l'abandon, comme des parkings.

La frontière entre les espaces publics et privés n'est pas nette, et la rénovation de ces espaces au sein des lotissements est une préoccupation très clairement stipulée dans le programme. La zone manque cruellement de jardins privés. Le peu d'espaces publics n'a pas été le résultat d'une volonté planifiée, mais ce sont des espaces restés vides après que les constructions aient été achevées, et qui ne correspondent à aucun aménagement réfléchi.

Les jeux que l'on y trouvait avaient été construits à moindre coût et bien sûr, les enfants s'en lassaient rapidement car les installations ne fournissaient pas des occasions très tentantes. Le résultat fut qu'ils se dégradaient assez rapidement, n'étaient pas réparés, étaient finalement supprimés et lorsqu'ils étaient maintenus et entretenus, ils ne correspondaient plus aux attentes des enfants, en particulier ceux ayant des handicaps ou les plus âgés.

[1035] Annexes : photo 21, page 571.

Un habitant de la zone *EC1* a protesté au cours d'une réunion de concertation avec les habitants :

« Tout semble être fait pour les petits et les jeunes enfants[1036] : et les plus âgés, les adolescents, alors ? Les parcs et les terrains de sport sont fermés beaucoup trop tôt et les plus grands se retranchent dans les cités le soir – ils ne savent pas où aller et c'est un problème pour tout le monde »[1037].

Un peu partout dans les cités de la zone *EC1* on trouve des petites poches d'espace ouvert et des aires de jeux laissées à l'abandon car trop étroites, trop proches des logements ou hors d'accès des enfants. Les résidants les utilisent pour y jeter leurs poubelles ou pour y faire uriner leurs chiens.

De plus, certaines filles se plaignent que peu d'aires soient aménagées pour elles, la priorité étant donnée aux garçons :

« Il n'y a pas assez de lieux pour les filles. Les garçons ont de terrains de foot, mais il n'y a pas grand chose pour nous »[1038].

La question du renouvellement des équipements fixes sur ces aires de jeux est un problème : les budgets alloués à ce genre de travaux ne sont pas très important et le Conseil du *Borough* préfère souvent utiliser les matériaux naturels (souches, arbres, mottes, etc…) pour créer des jeux qui ont comme principal avantage de coûter peu à la collectivité et de ne pas nécessiter un gros entretien. Ils permettent de créer aussi un environnement « sauvage » qui plaît aux enfants et ces derniers peuvent construire des cabanes dans les arbres, des ponts sur des ruisseaux filant entre des galets, jouer dans des grottes, sur des toboggans ou des balançoires, « explorer » les environs…[1039]

[1036] Annexes : photos 22 et 23, page 572. Jeux pour de très jeunes enfants.

[1037] *"Everything seems to be for toddlers and little children – what about the older ones and teenagers? Parks and pitches are locked up too early and that pushes the older ones back on to the estates in the evenings – they've nowhere else to go, and that can be a problem for everyone",* (Propos d'un résidant lors d'un atelier sur la politique à mener pour rénover les aires de jeux, octobre 2005).

[1038] "*There's not enough good places for girls. There's football pitches for the boys but not much for us",* (Propos d'adolescentes au cours d'un atelier *Youth Forum* de la zone *EC1*, novembre 2005).

[1039] Le Borough d'Islington s'est inspiré d'initiatives positives menées par le Conseil de Stirling en Ecosse ou même par Frieberg en Allemagne. Ces installations sont faites, en veillant, bien sûr, à ce qu'elles soient conformes aux normes de sécurité.

Dans le cas des petits lotissements à faible population enfantine, l'accent est mis, au-delà des jeux, sur l'attrait naturel des espaces (pelouse, plate-bandes, etc…) avec quelques aires de jeux de balles qui ne nécessitent pas un gros investissement et peuvent facilement être réaménagées pour accueillir d'autres activités.

Et pour les lotissements très peuplés et à forte population enfantine, le Conseil du *Borough* s'engage à trouve un équilibre entre les aires de jeux, les parkings, les zones plantées, les activités pour adultes, tout cela dans le respect du bien-être et de la sécurité de tous.

Cette préoccupation du *Borough* est l'écho à celles de certains parents dont voici un témoignage :

« J'aime assez l'idée de voir les routes et les espaces inutilisés changer de fonctions, ainsi les enfants peuvent jouer dehors et les gens apprécieraient d'aller s'asseoir à l'air libre pour voir ce qui s'y passe. Les gens veulent avoir la possibilité de voir où sont leurs enfants, ou bien voir leur automobile, simplement en se penchant à leur fenêtre. Par ici, nos gosses s'amusent dans les garages et nos voitures sont partout sauf là où elles devraient se trouver ! » [1040].

Mais un évènement va peut être accélérer l'équipement sportif des aires de jeux : le fait que la capitale britannique ait remporté la course à l'organisation des Jeux Olympiques d'été de 2012[1041] va être utilisé comme un catalyseur pour développer la pratique des sports au Royaume-Uni. A ce propos, un fond spécial, le *Sport England* spécialement destiné aux jeunes, a été créé pour donner une impulsion aux sports, particulièrement féminins et la zone *EC1* a décidé de promouvoir des sports tels que le hockey et le net-ball.

[1040] "*I like the idea of changing around roads and bits and pieces of useless areas on estates so children can play out and people could be happy sitting out and see what's going on. People want to be able to look out their windows to see where the kids are and where their cars are parked. Round here the kids are in the garages and the cars are anywhere but!"*. (Un parent à l'atelier de concertation Three Corners, octobre 2005).
[1041] http://news.bbc.co.uk/sport2/hi/front_page/4655555.stm

Les autorités de la zone ont pris en compte qu'il fallait qu'elles fassent un effort en ce qui concerne les installations sportives pour les rendre plus agréables et fonctionnelles et doivent par exemple :

- prévoir au minimum deux entrées sur les terrains de sport pour accroître la sécurité et réduire les possibilités de menaces (une seule entrée est vue par les enfants et les jeunes comme les empêchant da s'enfuir en cas de problèmes en les enfermant comme dans un piège),
- les éloigner des zones habitées pour réduire le bruit subi par les résidants,
- revoir les capacités d'accès et les horaires d'ouverture des aires de jeux (un adolescent s'est plaint à ce propos de la façon suivante : « Les terrains de foot sont toujours réservés, sauf le dimanche et tard le soir et, de toute façon, on n'a pas l'argent pour payer le droit d'utilisation »,
- engager des concertations avec les filles à propos de l'agencement de ces aires de jeux et leur permettre de recevoir les conseils d'entraîneurs sportifs.

La réfection des aires de jeux dans d'autres lieux de la ville.

On note, à travers toute la zone *EC1*, une faible fréquentation des aires de jeux par les enfants ou les jeunes en général, et peu d'entre eux sont vus dans la rue.

Une des raisons est sans doute que la politique des transports et des routes du *Borough* d'Islington vise à aménager en priorité les routes à fort trafic, ou les trottoirs, les passages piétons…

L'effet pervers de cette politique a été que les rues les plus calmes sont les moins sûres et les moins agréables pour les enfants qui s'y promènent, y font de la bicyclette, du skate-board ou du roller.

A part sur les grandes artères, et même si le Conseil a entrepris de les rénover, la plupart des trottoirs de la zone *EC1* est en très mauvais état : ils sont étroits, les bornes y fleurissent de façon aléatoire et les entrées des blocs d'habitations, des bureaux ou même des espaces publics sont inaccessibles, souvent obstruées par des objets.

Les résidants s'en plaignaient, comme ce parent :

« Je ne peux me permettre d'utiliser la voiture à cause des taxes et quand vous avez des jeunes enfants ou des bébés dans une poussette, les accompagner à l'école ou au parc, est un véritable cauchemar. Avec le trafic routier, les trottoirs abimés, les déjections canines, les morceaux de verre et les poubelles, il faut constamment être sur ses gardes »[1042].

Apparemment, il faut prendre en compte la réfection des trottoirs, des rues et des allées avec autant d'importance que celle des aires de jeux dans les parcs ou les cités si l'on veut que les familles en profitent pleinement.

Les résidants protestent aussi du peu de cas avec lequel on prend en compte leurs souhaits alors qu'une plus grande attention est portée aux bien être des personnes qui n'y vivent pas.

«Beaucoup de travaux semblent être faits pour les personnes qui viennent ici pour y travailler dans la journée – et nous alors, et nos enfants qui y vivons en permanence ? »[1043].

Le Conseil envisage même de rendre piétonnes certaines rues qui ne sont pas indispensables à une bonne circulation, comme Lizard Street, reliant St Luke's School et Radnor Street Gardens.

D'autres rues qui accueillent les véhicules doivent voir leurs trottoirs élargis pour permettre aux piétons et en particulier aux enfants et aux personnes âgées, d'y marcher plus aisément.

Sur les chaussées, le Conseil du *Borough* envisage aussi de surélever des passages piétons, sur Skinner Street entre le Finsbury Estate et le Brunswick Estate (cités de Finsbury et de Brunswick) pour obliger les véhicules à réduire leur vitesse.

[1042] *"I can't afford to run the car any more because of all the charges, and when you've got young kids and a baby in a buggy it's a nightmare getting them to and from school and the park and so on. With the traffic, broken pavements, dog mess, glass and rubbish, you name it, you have to be watching out for them all the time",* (Propos d'un parent à l'atelier de concertation Three Corners, octobre 2005).

[1043] "A lot of what goes on seems to be for people who come into our area to work during the day – what about us and our kids who have to live here all the time?", (Un résidant à l'atelier *Three Corners*, octobre 2005).

On voit que le souci du Conseil du *Borough* et des responsables des programmes de rénovation de la zone *EC1* est bien de donner la parole aux résidants pour comprendre quelles sont leurs attentes et d'y répondre en prenant en compte leur bien être et leur sécurité. En agissant en faveur de la population, les actions auront aussi un impact positif sur les commerces de la zone, comme les magasins ou les cafés de ces quartiers qui gagneront en fréquentation.

La gestion, l'entretien, la sécurité et le financement.

La responsabilité du développement, de la gestion, de l'entretien et de la sécurité des parcs et des aires de jeux comme des espaces publics, incombe à une multitude de services. Il s'ensuit une complexification des procédés et les résidants ne savent pas toujours à qui s'adresser pour faire part d'un problème ou régler une question.

Par exemple, lors de la réfection des *Spa Fields*, une étude menée a montré que les trois services concernés avaient des rôles qui se chevauchaient.

- *Islington Greenspace* était responsable du service des gardes-forestiers,
- *Glendale* gérait les gardiens du parc,
- *Parkguard* s'occupait des patrouilles de surveillance.

Cela entraîne une complexité des processus de décisions et de gestion. Ceci est très visible dans la myriade de projets initiés par le gouvernement et qui sont alimentés par de multiples sources de financement. Cependant, tous ces fonds sont destinés à la réfection des espaces publics...

Reprendre à leur compte la rénovation des parcs et des espaces publics est une priorité des administrations locales. Pour cela, la gestion et l'évaluation se font d'abord par le biais d'un groupe composé de résidants locaux, de représentants du programme *New Deal for Communities EC1,* (et donc spécifique aux zones les plus pauvres), à d'autres représentants du *Borough* d'Islington, du service *Greenspace*.

Les enfants et les jeunes sont consultés au fil du déroulement des projets[1044] et ils sont invités à les évaluer. Un an après la fin des travaux de réfection et chaque année ensuite, les résidants sont sollicités pour passer en revue les réussites ou les échecs et leurs conclusions sont utilisées pour alimenter les projets à venir.

Enfin, des rapports sont régulièrement publiés dans le bulletin de la zone *New Deal for Communities-EC1*.

Le budget d'entretien des 2500 parcs et espaces de loisirs que l'on trouve à Islington était en 2006, d'environ, £48 000[1045].

Ainsi, même si le *Borough* d'Islington considère comme important la maintenance des espaces verts et de détente pour le bien des résidants, le financement n'est pas jugé prioritaire par rapport à d'autres lignes budgétaires.

La réfection des aires de jeux dans les cités est plus complexe. Le budget de la politique du logement au *Borough* d'Islington est géré par *Homes for Islington* par le biais de son service *Housing Performance to Greenspace*. La plupart des associations de locataires ont retenu ce service pour être le gestionnaire de l'entretien des aires de jeux et des espaces publics au cœur des cités mais le budget qui est consacré à ces travaux (£96 000) n'est pas adéquat.

Après avoir payé les frais de personnel, il reste environ £40 000 pour l'entretien et les réparations des aires de jeux au sein des cités, ce qui laisse peu de marge pour financer les améliorations. En comparaison, en 2005, le *Borough* de Camden à Londres a consacré £170 000 à l'entretien des aires de jeux dans les cités.

Le problème à Islington est que la gestion des projets est fragmentaire et qu'on ne trouve pas une seule agence qui en ait la responsabilité, qui la prenne du début à la fin, de la consultation des résidants pour évaluer les besoins jusqu'à l'aboutissement des travaux.

[1044]La participation des enfants et des jeunes doit, quoi qu'il en soit, répondre aux exigences de la Charte pour la Participation des Enfants (*The Participation Charter*) qui a été développée par *Children Now* et d'autres associations. Ell est intitulée *2006, Children Now* et est disponible sur www.participationworks.org.uk)

[1045] Au même moment, le Borough d'Hackney consacrait £96 000 à la même rénovation et le Borough de Tower Hamlets consacrait £ 130 000.

Une des recommandations de la stratégie du Conseil du *Borough* en cette matière est de confier les différentes étapes de la réfection à un seul service qui pourra ainsi avoir une vision d'ensemble et sera davantage capable de la mener à bien.

En effet, même si de nombreuses associations de locataires de la zone (*Tenant and Resident Associations – TRAs*) ont travaillé dans chaque cité pour définir les budgets ou même pour récolter des fonds extérieurs afin de financer les travaux sur ces aires de jeux, certains projets lancés ont été peu efficaces ou certains débuts de travaux ont été retardés de plusieurs années. Les procédures de gestion, de réalisation et de suivi des travaux de réfection doivent être clarifiées, ainsi que doit l'être la coordination entre les différents intervenants tout au long du processus.

Les normes doivent être celles imposées par la Municipalité de Londres et les gestionnaire locaux doivent les prendre en compte en s'assurant que les attentes et les besoins des résidants sont respectés.

Au cours de l'année 2006, un projet pilote concernant la réfection des aires de jeux et des espaces publics a été adopté. Dans celui-ci, les jeunes étaient concernés par le biais du projet *Youth Matters*, les impliquant dans les choix à faire et leur demandant de s'engager à suivre le bon entretien des équipements. Cette initiative a répondu aux exigences du *Delivery Plan* visant à former les résidants à la prise en charge des questions affectant la communauté.

La sécurité est une préoccupation essentielle pour les familles avec des enfants mais aussi pour les résidants qui peuvent ressentir de l'insécurité vis-à-vis de certains groupes d'adolescents, et cette question de la sécurité dans le jeu a souvent été discutée, et une étude commandée par le Directeur de la Santé et de la Sécurité (*Health and Security Executive*) [1046] a montré que si les enfants ne peuvent se confronter à la notion de défi et de danger dans les aires de jeux, ils iront les chercher ailleurs où le danger peut être plus grand.

Il faut donc proposer ces défis aux enfants tout en encadrant les activités, en les séucrisant. C'est d'ailleurs une demande des enfants eux-mêmes.

[1046] "Playgrounds – risks, benefits and choices", (2002), du Professeur David Ball, contract research report 426, Health and Safety Executive.

Par exemple, voici l'avis d'une jeune enfant, opinion récoltée lors d'un groupe de paroles organisé dans la zone :

« Mettez des lumières dans des espaces sombres, comme dans les allées. Embellissez nos lieux de vie et où nous rencontrons nos amis. Il serait bien d'avoir plus de verdure et de couleurs. Entretenez mieux les parcs : parfois on trouve des aiguilles et des couteaux dans les plates-bandes »[1047].

Trois groupes de paroles organisés par des associations s'occupant de sécurité et de prévention des accidents ont produit un document qui a été repris par le programme *EC1* et qui stipule :

«Les enfants ont besoin et veulent prendre des risques. Il faut, pour fournir des opportunités de jeu, offrir des environnements stimulants, permettant d'explorer et de développer leurs capacités. En faisant cela, il faut évaluer le risque afin que les enfants ne soient pas exposés à des dangers de mort inacceptables ou à des blessures graves»[1048].

Le taux des accidents survenant sur les aires de jeux entraînant des blessures sérieuses est relativement bas au Royaume-Uni si on les compare à d'autres pays. Par contre, le nombre des accidents sur la chaussée est plus élevé.

Dans des sondages menés auprès de la population de la zone *EC1*, le trafic routier est donné comme étant une des raisons principales à la désertion des trottoirs et des rues comme terrains de jeux. Dans la zone *EC1*, la « Taxe sur le Trafic » (*Congestion Charge* imposée par la Municipalité de Londres) a réduit le trafic routier mais le sentiment de sécurité n'a pas progressé auprès des enfants.

[1047] *"Put lights where it's dark, like in the alleys. Make it nicer round where we live and see our friends. More greenery and colours would be good. Look after the parks better – sometimes there's knives and needles in the flowerbeds",* Témoignage d'une fille de 10 ans, atelier de paroles de St Luke's (St Luke's Framework workshop), juillet 2005.

[1048] *"Children need and want to take risks when they play. Play provision aims to respond to these needs and wishes by offering stimulating, challenging environements for exploring and developing their abilities. In doing this, play provision aims to manage the level of risk so that children are not exposed to unacceptable risks of death or serious injuries",* dans "Managing Risk in Play Provision", (2002), Children's Play Council, Health and Safety Executive, RoSPA and others.

Pour une zone à haute densité d'habitations comme la zone *EC1,* et donc à fort trafic humain et routier, la question est de savoir où et comment doivent être aménagées les aires de jeux.

Nombre de politiques de planification à Islington prennent en compte les jeux d'enfants, que ce soit par le biais des programmes pour améliorer le logement, l'environnement ou le transport. Une politique globale permettra d'aider les résidants et les agences locales à travailler ensemble pour s'assurer que les besoins des enfants et des jeunes sont bien entendus et pris en compte.

Même si la zone *EC1* possède une large gamme de jeux et d'activités à destination des populations jeunes, des améliorations étaient nécessaires dans de nombreux parcs, espaces publics ouverts mais aussi dans des lotissements sociaux où il manque des jardins privés et où des aires de jeux sont délabrées. Un effort notable a été fait dans ce sens[1049].

L'amélioration de l'équipement de ces espaces est donc la préoccupation de tous, y compris des plus jeunes. Une telle entreprise nécessite des investissements substantiels. Il faut également financer leur entretien, en particulier dans les lotissements sociaux où des équipements ont été ôtés pour des raisons de sécurité.

Il faut que le Conseil du *Borough* et les responsables de la zone *EC1* prennent mieux en compte les besoins des enfants présentant un handicap, physique ou mental[1050], ainsi que les demandes des enfants issus des minorités ethniques.

IV – 3 – 4 – 2 : études de cas.

- *Fortune Street Park.*

La plupart des participants aux ateliers de concertation de la population pense que les réfections ont été un succès certain. Bien que les améliorations aient affecté des aires au-delà

[1049] Annexes : photos 24 et 25, page 573.
[1050] La stratégie d'amélioration des espaces de jeux d'Islington prend en compte les enfants entre 0 et 19 ans, mais l'âge peut être repoussé à 25 ans pour les jeunes présentant des difficultés physiques ou mentales comme le préconise le *Children Act* de 2004.

des lieux d'habitation de la majorité des participants, tous en avaient entendu parler, et ont pensé que cela pouvait servir de modèle de réfection des parcs.

Les raisons principales de cette réussite sont les suivantes :

- il y a eu un partenariat très efficace entre les différents intervenants parmi lesquels on trouvait les autorités du programme *New Deal for Communities-EC1*, la *Corporation of London*, ou *Greenspace*, le service gestionnaire des espaces verts de la zone. Tous on travaillé de concert à l'organisation des travaux de réfection, leur mise en place et leur suivi.
- Divers travaux ont été menés, comme des plantations, l'installation de sièges, d'espaces verts, tous répondant aux besoins des usagers, et ceci a plu à une majorité de résidants qui fréquentent ces lieux.
- Des jeux pour les jeunes enfants et d'autres pour les plus grands ont été installés, à proximité les uns des autres, ce qui facilite la surveillance par les parents.
- La location de la buvette servant des boissons sans alcool est gratuite : en contrepartie, le gérant s'engage à entretenir les toilettes. Tous ont à y gagner : le concessionnaire, les gestionnaires du parc et les usagers. La propreté des toilettes dans un parc public étant une priorité pour les enfants et les familles !
- Malgré certaines interrogations sur le prix des équipements de jeux pour les enfants plus âgés et sur la rentabilité de l'accord passé pour l'entretien des toilettes, les résidants ont plutôt réagi positivement face à ces nouveautés.
- Enfin, des séances organisées par l'association *Sure Start*[1051] ont permis à des enfants handicapés ou faisant partie de minorités ethniques de fréquenter ces aires de jeux.

[1051] *Sure Start* est une association financée par l'Etat et qui permet aux familles résidant dans le sud du Borough d'Islington de profiter de toute une gamme de services à la demande. Par exemple, les familles sont invitées à visiter les différents centres leur proposant des activités répondant aux besoins de la population locale. En 2004, le Conseiller local James Kempton disait à propos de cette association : « Soutenir les familles et aider les enfants (de moins de 5 ans) à prendre un bon départ dans la vie est vital. En travaillant en partenariat avec *Sure Start*, le Conseil du Borough propose un nouvel endroit où les personnes peuvent se rencontrer et accéder à des services bénéfiques aux parents comme aux enfants… Le Conseil a aujourd'hui six centres dans le Borough (Islington South, Copenhagen, Highview, Hillmarton, Holloway, Midway and Canonbury East) où les résidants peuvent se rendre pour obtenir des conseils, se renseigner sur la marche à suivre pour retrouver un emploi, participer à des séances pour apprendre à gérer le stress, ou suivre des cours de remise à niveau scolaire, etc… » (Site Internet du Conseil du Borough de Islington – Council News - Press Office - 2004).

- *St Luke's High Rise* : ce programme a été positif mais il est à déplorer quelques problèmes.

La particularité de cette cité est que sa place centrale est très fréquentée par les adolescents du quartier.

Les raisons de cette forte fréquentation sont les suivantes :

- l'espace ouvert central est plus accueillant que dans d'autres cités et on y accède par des chemins clairement dessinés, les appartements le surplombent, et la vue qu'il offre n'est pas encombrée de grillages, de voitures garées, etc…
- un audit mené dans le quartier a révélé un taux de vandalisme et de saleté relativement bas, ceci en grande partie du à la prise en charge par les résidants eux-mêmes de la zone qui les entoure. Ils sont aidés en cela par le travail permanent d'un concierge, un éclairage public de bonne qualité la nuit, la participation active des associations de locataires et celle de généreux donateurs.
- Une motte de terre surmontée d'un arbre a été depuis longtemps un lieu de rencontres prisé des adolescents.
- Alors que les équipements pour les plus jeunes sont fixés dans un coin de l'aire de jeux comme dans de nombreuses autres aires de ce type, à St Luke's elle inspire un sentiment de sécurité car elle est entourée de murs bas, elle est bien reliée aux chemins d'accès et permet aussi aux plus grands de s'y distraire.
- Les travaux de réfection ont isolés les habitants du bruit.

Le seul problème est qu'elle est fermée assez tôt et que les enfants ont tendance à se rapprocher des habitations pour rester entre eux. Mais ils y font du bruit, créent du désordre et les habitants ont demandé à plusieurs reprises aux autorités de les déloger.

La leçon à retirer des travaux menés à St Luke's est que, même si tout n'a pas fonctionné comme prévu, les réfections apportées ont été positives : les enfants et les moins jeunes s'y sentent à l'aise.

- *King Square* : une aire posant problème.

Sa position est très particulière car il est entouré sur trois de ces côtés par les plus grands blocs d'habitations de la zone *EC1* qui représentent 471 appartements. Des aires de jeux ont été rénovées (celle près de *Rahere House* et celle qui touche la *Moreland School*) mais rien ne les relie.

Bien que les diverses aires de jeux soient assez populaires auprès des jeunes, il y a souvent des rixes entre ces derniers et les gardiens.

Les raisons de cette situation sont multiples :

- les chemins menant à certaines de ces aires de jeux ne sont pas clairement indiqués et peu accessibles, ce qui empêche une fréquentation plus importante,
- certains chemins d'accès conduisent à des impasses, et ne sont pas très attrayants (en comparaison avec *Fortune Park*),
- de nombreux enfants pensent que peu de choses leur sont proposées dans ces parcs, qu'ils sont souvent réprimandés par les gardiens et que les toilettes sont toujours fermées,
- de nombreux enfants de l'extérieur viennent profiter des installations et portent peu d'attention au bon état des jeux (ils s'en sentent moins responsables).

Ainsi *Kings Square* est un espace qui a un gros potentiel pour devenir un lieu fréquenté par un maximum de résidants mais des modifications doivent être apportées à la situation actuelle.

- *Triangle Estate et Cyrus House*[1052] : un exemple de ce qui n'a pas marché.

Un espace entre les deux cités a été rénové : il est situé entre deux écoles primaires, *St Peter* et *St Paul*. Il n'est pas plus utilisé qu'avant, ni par les enfants qui résident dans le quartier, ni par ceux qui sont scolarisés dans les deux établissements.

Peu d'adultes y ont été vus d'ailleurs…

[1052] Annexes : photos 26 et 27, page 574.

Les raisons de cette faible fréquentation sont nombreuses :

- la cité du *Triangl*e est un mauvais exemple de ce que peut être l'agencement d'aires de jeux dans la zone EC1, avec une aire centrale difficile d'accès et des équipements de jeux qui ont été enlevés. Si l'aire reste sous sa forme actuelle, il y a peu de possibilités d'y apporter des améliorations.
- Le *Cyrus House* a un agencement plus classique et les tours sont bâties autour d'une cour que surplombent des balcons, et un chemin permettant d'accéder à une aire de jeux à l'air libre. Cependant, l'architecture des blocs d'habitations et de la cour obscurcit la vue à partir de la plupart des balcons[1053].
- Les écoles *St Peter* et *St Paul* sont des établissements catholiques et la plupart des élèves ne vivent pas dans le quartier, ce qui fait qu'ils ne fréquentent pas les aires de jeux jouxtant les écoles, ne la traversant même pas pour aller prendre le bus.
- L'audit sur les espaces à l'air libre et les aires de jeux mené en 2003 (*Groundwork Play Areas and Open Spaces)* n'a pas désigné cette zone comme devant bénéficier de travaux de réfection,
- L'aire de jeux apparaît comme un *no man's land* entre les blocs d'habitations et les nouveaux équipements ne font pas l'unanimité des jeunes usagers.

B – LES PROGRAMMES POLITIQUES DE RENOVATION.

Nous allons maintenant présenter les programmes de rénovation majeurs dont a bénéficié le *Borough* d'Islington, en nous attardant sur les deux grands programmes que sont :

- *New Deal for Communities EC1,*
- et *City Fringe Partnership,*

projets de grande envergure qui ont eu un impact important sur les *ward*s de Bunhill et Clerkenwell et ont tenté d'en modifier l'image.

[1053] Annexes : photo 28, page 575.

Ainsi, le financement des programmes de rénovation est divers, provenant de multiples agences, mais qui sont toutes financées par le *Single Regeneration Budget* que nous présentons ci-dessous.

I - *Single Regeneration Budget*[1054].

Le *Single Regeneration Budget* a vu le jour en 1994, sous le gouvernement Conservateur de John Major. Il finance des projets de rénovation urbaine en Angleterre. En même temps, d'autres programmes ayant pour but de simplifier et de restructurer les fonds disponibles furent créés.

Un budget de £5,7 milliards fut voté pour les années de vie du *Single Regeneration Budget* (2001-2007) et près de 1 027 projets furent approuvés. On a prévu que près de £8,6 milliards supplémentaires seraient investis par le secteur public et que par le biais de ce programme, des fonds européens seraient aussi engagés. Au total, le *Single Regeneration Budget* a bénéficié d'un financement équivalant à £23 milliards provenant de sources diverses.

Le 9 mars 2001, le Premier Ministre Travailliste Tony Blair annonçait de nouvelles mesures concernant les Agences Régionales de Développement (*Regional Development Agencies)* et leur accordant plus de flexibilité dans leur gestion du *Single Regeneration Budget* et la façon d'utiliser les fonds.

A partir de cette date, il n'y a plus eu de programme national régissant le *Single Regeneration Budget*, chacune de ces agences régionales en ayant eu la gestion.

A Londres, par exemple, c'est la *London Development Agency* qui a obtenu la gestion du *Single Regeneration Budget*.

[1054] http://www.communities.gov.uk/citiesandregions/regeneration/singleregenerationbudget/221229

Les priorités du *Single Regeneration Budget* ont été d'améliorer la qualité de vie des résidants des quartiers en réduisant le fossé existant entre les quartiers pauvres et les autres zones de la ville, mais aussi entre les résidants eux-mêmes.

Bien sûr, les projets soutenus par ce programme n'ont pas été les mêmes dans les divers endroits où ils ont été mis en œuvre et ils ont dépendu des caractéristiques locales.

Par exemple, les priorités de l'année 6 (*Round 6*, donc année 2007) visaient le financement de projets et d'initiatives ayant eu pour but de :

- soutenir les perspectives d'emploi, l'éducation et les compétences des résidants des quartiers défavorisés,
- régler le problème de l'exclusion sociale et accroître les chances des plus désavantagés,
- faire la promotion d'une rénovation durable, améliorer l'environnement et les infrastructures, dont l'habitat,
- supporter les entreprises et les commerces locaux,
- réduire le taux de délits et rendre les quartiers plus sûrs.

Quoi qu'il en soit, tous les projets initiés par le programme *Single Regeneration Budget* ont tous eu les aspects suivants en commun :

- s'attaquer au chômage,
- réduire le taux de délits et les comportements anti-sociaux,
- améliorer la santé des personnes,
- atteindre de bons résultats scolaires.

Les partenariats se devaient d'inclure diverses organisations locales qui participaient à l'élaboration et la gestion des dossiers. Elles devaient également guider les différentes initiatives en prenant en compte l'expérience de chacun ainsi que leurs talents.

Cinq programmes faisant intervenir de nombreux partenaires ont été lancés dans le *Borough* d'Islington. Ils ont tous été financés par les fonds du *Single Regeneration Budget*, et tous ont été inspirés des études et des principes de la *City Growth Strategy*.

Certains sont déjà terminés mais d'autres agissent toujours sur les zones qu'ils touchent.

Ils ont donné naissance, ou ont inspiré, des initiatives destinées à résoudre des problèmes spécifiques à tel ou tel espace urbain, à apporter des réponses sollicitées par les résidants des quartiers concernés.

Ils ont été initiés par le gouvernement, correspondent tout à fait aux normes et aux volontés politiques nationales, mais le Conseil du *Borough* d'Islington les a adaptés aux besoins du lieu ainsi qu'aux attentes de la population.

Ils ont la particularité de toucher au premier critère de la politique de rénovation urbaine voulue par les Travaillistes, c'est-à-dire le renouveau social des zones défavorisées. Ce but est parfois atteint par le biais d'une action sur la vie économique de ces zones, et en particulier de certaines artères qui ont, grâce à l'action raisonnée du Conseil du *Borough*, retrouvé une santé commerciale et sont redevenues vivantes et agréables à fréquenter[1055].

Nous allons les présenter, succintement pour les trois premiers, puis nous nous attarderons sur les deux derniers qui ont eu une ampleur beaucoup plus importante, ont inclus de nombreux aspects de la vie du *borough* et ont affecté une multitude de résidants.

Mais voyons d'abord qu'elle est la stratégie qui en est à l'origine et qui a été leur source de financement.

II – *City Growth Strategy*[1056] et son approche.

City Growth Strategy est dirigé par le *Small Business Service (SBS*) et il a été basé sur le programme américain *Initiative for a Competitive Inner City (ICIC*)[1057].

[1055] Annexes : photo 29, page 576.

[1056] http://www.cityfringe.org.uk/html/citygrowthstrategy.asp
http://www.cityfringe.org.uk/cms/images/1%20City%20Growth%20Strategy%20City%20Fringe.pdf

[1057] Cette stratégie a été établie sur le modèle américain *Initiative for the Competitive Inner City* qui met en avant les avantages des Inner Cities en tant que :

- proximité des activités économiques fructueuses,
- creuset de main d'œuvre,
- marchés inexploités.

et cela en se concentrant sur le développement ou le renforcement des niches commerciales (clusters), dans

C'est aussi le travail du professeur Michael Porter de l'Ecole de Commerce d'Harvard (*Harvard Businesss School*) qui est à l'origine de sa création[1058].

Un de ces buts est de réunir, dans les *Inner Cities*, les conditions nécessaires pour lancer et mener à bien des projets commerciaux, créer des emplois, de la richesse et des exemples montrant la voie afin d'améliorer l'environnement physique, social, d'accroître les opportunités et la qualité de vie des résidants.

Michael Porter en parle ainsi :

« Nous devons arrêter d'essayer de résoudre les problèmes des *Inner Cities* en investissant sans arrêt dans le social et en espérant que l'activité économique suivra. Au contraire, le modèle économique doit poser comme postulat que les entreprises des *Inner Cities* doivent engendrer des profits et entrer en compétition sur le marché régional, national et même international. Ces entreprises doivent être capables, non seulement de servir la communauté des résidants mais aussi d'exporter des biens et des services aux économies voisines. La clé de voûte d'un tel modèle consiste à identifier et exploiter l'atout économique des *Inner Cities* qui deviendra un commerce véritablement profitable ».[1059]

Ainsi, ce programme cherche à se concentrer sur les atouts économiques et la compétitivité des zones démunies plutôt que de s'attarder sur ses désavantages sociaux. Il préconise donc de rechercher, d'analyser avec précision quels sont les contextes économiques des marchés locaux et sur quelle base ils sont fondés.

City Growth Strategy représente une nouvelle approche sur la façon de résoudre la pauvreté en s'attaquant à sa cause, c'est-à-dire le manque de revenus.

Même si à la base, cette approche n'est pas d'intervenir sur des leviers sociaux, de les actionner pour améliorer la vie des résidants et revivifier les zones urbaines, elle a aussi un

---

City Growth Strategy, London City Fringe – Main strategy: Purpose, Vision and Strategy., p.4.

[1058] *Ibid.*

[1059] *"We must stop trying to cure the inner city's problems by perpetually increasing social investment an hoping for economic activity to follow. Instead, an economic model must begin with the premise that inner city businesses should be profitable and positioned to compete on a regional, national, and even international scale. These businesses should be capable not only of serving the local community but also of exporting goods and services to the surrounding economy. The cornerstone of such a model is to identify and exploit the competitive advantage of inner cities that will translate into truly profitable businesses",* Professor Michael E. Porter. Harvard Business School cité dans *Ibid*, p.11.

aspect social. En agissant sur la capacité des populations à subvenir à leurs besoins les plus basiques, elle s'adresse à l'amélioration de leur niveau de vie et de leur bien-être.

Cette stratégie encourage les villes les plus démunies à placer au centre de leur rénovation, l'entreprise et le commerce. Son approche est de se concentrer sur les atouts économiques et qui favorisent la compétitivité, ainsi que sur les potentiels existant au cœur des *Inner Cities*, au lieu d'axer le renouveau autour des difficultés engendrées par les désavantages sociaux.

Elle compte beaucoup sur les capacités des hommes qui doivent subvenir à leurs besoins par le travail et non pas en devant compter sur l'assistance de la société.

Les stratégies sont uniques puisqu'elles font agir les entrepreneurs, les commerçants et les investisseurs pour participer au renouveau, avec bien sûr le support des secteurs public et privé.

Ses principes clés sont destinés à :

- créer des liens sur le terrain entre le développement économique et la régénération, en mettant au centre de la stratégie l'entreprise et le commerce,
- lier les stratégies pour le développement économique de la région et de l'*Inner City*,
- faire se rencontrer tous les acteurs clés qui sont engagés dans la promotion de la liberté d'entreprendre,
- lister les atouts et les inconvénients de chaque ville,
- développer des plans d'action gérés localement afin de développer le commerce et de favoriser la croissance.

Voici le principe résumé de cette approche :

« En clair, nous préconisons le développement de stratégies de marché basés sur des faits réels, concrets, visant des secteurs et des groupements d'entreprises clés, et en assurant la complète implication du secteur privé »[1060].

III - Les grands programmes de rénovation ayant affecté le *Borough* d'Islington.

Tous sont des émanations de *City Growth Strategy* et ce sont :

- le *Finsbury Park Single Regeneration Budget,*
- le *Kings Cross Single Regeneration Budget,*
- *Arsenal,*
- le *City Fringe Partnership,*
- le *New Deal for Communities EC1,*

et tous les cinq ont pour buts principaux :

- l'amélioration et l'aspect durable d'un logement de haute qualité,
- l'accroissement de l'offre de logements abordables par le plus grand nombre, tout en fournissant un accès équitable pour tous,
- la construction de communautés durables et dans lesquelles il fait bon vivre,
- l'amélioration des services publics.

Ils sont d'organisation complexe et ont bénéficié d'un lourd investissement. Ils ont touché à l'amélioration de la vie des résidants, que ce soit de leur environnement, de leurs lieux d'habitation, ou des liens qui unissent les individus ainsi que ceux qui existent entre les individus et les services fournis par l'Etat.

Les trois premiers ont été plus spécifiques à certaines zones d'Islington et étaient donc destinés à régler des questions particulières.

[1060] *"Specifically, we advocate the development of fact-based market strategies, targeting key business clusters and sectors, and ensuring genuine private sector involvement",* Professor Michael E. Porter cité dans *Ibid*.

C'est pourquoi nous allons les présenter succintement. Parmi eux, le projet *Arsenal* qui, même s'il a été spécifique au *Borough* d'Islington, n'a pas du tout affecté le Sud, puisqu'il est destiné à la rénovation de la zone Nord avec la réhabilitation du stade d'*Arsenal* et du quartier environnant.

Nous reviendrons plus longuement sur *City Fringe Partnership* et *New Deal for Communities-EC1* qui ont apporté des changements notables à l'apparence et à l'embellissement de la zone qui est l'objet de ce travail[1061].

- ***Finsbury Park Partnership - SRB (Single Regeneration* Budget) :**

Il a été lancé en 1999 et s'est achevé en 2006. Il a été mené par le *Borough* d'Islington en partenariat avec les *Borough*s Londoniens d'Hackney et Haringey qui le jouxtent à l'Est et au Nord.

Il a été géré par une entreprise de rénovation composée de personnes faisant partie de la communauté locale, une société ayant été créée pour poursuivre le travail à la date de fin du programme.

Il a bénéficié d'un budget de départ de £25 millions et a reçu une aide supplémentaire de £52 millions.

Les différents acteurs de la communauté ont été impliqués dans ces projets. Même si ceux-ci ont affecté principalement la rénovation du *ward* de Finsbury Park, le programme n'a pas agi sur la totalité du *Borough* d'Islington.

Les buts de ce programme ont été de revitaliser la zone de Finsbury Park en favorisant l'entreprise et l'environnement physique. Les aspects communautaires n'ont pas été une priorité de ce programme.

[1061] Ces deux programmes ont été voulus par le gouvernement national sur des modèles semblables lancés dans d'autres parties du pays. L'accent a été mis sur le développement de zones spécifiques, prenant en compte leurs particularités.

Les buts ont principalement portés sur :

- la remise à neuf du parc de Finsbury Park,
- un programme de soutien aux entreprises (*Enterprise Support Programme)* ayant délivré des aides financières permettant de développer des commerces de proximité dans la zone,
- la remise à neuf de la gare Finsbury Park.

- **Le projet *Kings Cross Single Regeneration Budget*[1062] :**

Il s'est achevé en 2003. Ici aussi, il s'est concentré sur une petite zone du *Borough* d'Islington qu'est le quartier de Kings Cross, et les travaux ont affecté :

- la ligne ferroviaire *Kings Cross Rail Link*,
- des améliorations sur l'environnement dont le square Ed*ward*s.

Donc des améliorations principalement environnementales et non pas d'actions sur les résidants eux-mêmes.

- **Le projet *Arsenal.***

Il avait pour but le renouveau physique d'une zone allant de la Caledonian Road jusqu'à l'ouest de Finsbury Park et de fournir :

- 2045 nouvelles habitations, dont 315 logements sociaux loués, 121 habitations à propriété multiples (co-propriétés), 458 studios avec des facilités partagées,
- 1820 nouveaux emplois,
- 2 nouveaux centres de santé,
- de nouvelles garderies,
- des bureaux,
- des magasins,

[1062] http://www.lda.gov.uk/server/show/ConWebDoc.901

- une déchetterie.

Les trois programmes que nous venons de présenter n'ont pas eu une portée globale sur les zones qui en ont bénéficié, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas affecté tous les domaines de rénovation qui avaient été définis comme prioritaires par le gouvernement central.

Pour résumer, nous pouvons dire qu'ils ont touché en priorité :

- la rénovation des bâtiments pour le *Finsbury Park Single Regeneration Budget*,
- le développement des infrastructures dans le cadre de la construction du nouveau terminal pour la ligne ferroviaire Eurostar pour le programme *Kings Cross Single Regeneration Budget*,
- et de même pour le projet Arsenal qui a eu pour but essentiel la reconstruction du stade d'Arsenal au Nord du *Borough* d'Islington, nouveau bâtiment qui fut inauguré le 22 juillet 2006.

et ont donc eu en priorité des actions sur les infrastructures physiques des zones affectées.

Par contre, les deux programmes restant (*New Deal for Communities EC1* et *City Fringe Partnership*), ont eu un impact beaucoup plus larges sur différents aspects sociaux de la vie du *Borough* d'Islington, que ce soit la vie de sa communauté humaine, la prise en compte de son environnement et de son parc de logement.

Ils correspondent davantage à la vision de rénovation urbaine telle que définie par le Parti Travailliste en prenant en compte les intérêts économiques que peut engendrer la réhabilitation d'une zone urbaine en mettant l'accent sur les valeurs humaines et le renouveau social.

C'est pourquoi nous allons les présenter en détail et en décrivant l'idéologie qui est à la base de leurs stratégies.

III – 1 *: City Fringe Partnership*[1063] et *City Fringe*.

City Fringe Partnership (CFP) est un partenariat[1064] établi en 1996 entre :

- *London Development Agency,*
- les *Boroughs* d'Islington, Hackney, et Tower Hamlets,
- *Corporation of London.*

Corporation of London agit au nom de ce Partenariat pour gérer le personnel ainsi que les fonds et signer en son nom les contrats. Y siègent des représentants de tous les *boroughs* ainsi que de *Corporation of London*, de *London Development Agency* qui y a le rôle d'observateur, et d'autres agences.

A l'origine, la vision était de « bâtir une zone d'industries prospères et compétitives qui participent à accentuer la place de la City de Londres en tant que centre financier européen, et un espace dont les résidants tirent de ce succès de la prospérité »[1065].

Le *Borough* de Camden les a rejoint en 1998 et le but de ce partenariat se précisa, devenant le suivant : *« soutenir et maintenir une base économique diversifiée, ainsi qu'une base résidentielle variée et une variété dans les emplois offerts »*[1066].

La vision s'attache à développer et soutenir l'activité des secteurs de l'économie suivants et s'assure que les résidants de la zone en tirent bénéfices :

- la mode
- les services financiers et professionnels
- le design des meubles et des produits,
- la santé et les soins apportés aux individus,
- les bijoux,

[1063] http://www.cityfringe.org.uk/

[1064] *City Growth Strategy, London City Fringe* – Main strategy : Purpose, Vision and Strategy, p.4.

[1065] "*Build an area of thriving competitive industries supporting and enhancing the position of t he City of London as the financial centre of Europe, and an are whose residents prosper from the success of the region", Ibid*.

[1066] "*Our aim is to support and maintain a diverse economic base, a diverse residential base and diversity in employment",* But de la City Fringe Partnership dans *Ibid*.

- l' édition et l'imprimerie,
- le tourisme,

en mettant l'accent sur ce que les communautés pouvaient apporter de positif à la rénovation.

Siân Slater, membre du Forum du *City Fringe Partnership* dit, à propos de ce partenariat, qu'il :

« … comprend et valorise ce que les représentants des communautés peuvent lui apporter. Il nous traite tous sur un même pied d'égalité et fait la promotion du rôle vital que nous pouvons jouer dans la régénération, c'est-à-dire créer le lien entre la réalité du terrain, la politique et les services proposés »[1067].

La vigueur économique de la zone concernée par le Partenariat s'appelle *City Fringe* et correspond à la zone regroupant les *Borough*s touchant le quartier de la City de Londres.

Le postulat était que la proximité de la City, centre financier d'envergure internationale contenant l'une des concentrations les plus denses d'activités et d'emplois commerciaux dans le Royaume Uni, devrait fournir des bénéfices économiques gigantesques aux résidents de la *Fringe*, qui font partie des communautés les plus pauvres de Londres[1068].

Cependant, tous les résidants n'ont pas accès à ces bénéfices et la City elle-même ne profite pas de ce que les habitants de la *Fringe* ont à lui offrir.

C'est un lien très étroit entre les secteurs public et privé qui était censé donner les outils pour atteindre le but suivant : développer économiquement cette zone en facilitant

[1067] "*The City Fringe Partnership's unique is that it understands and values the input from community representatives. It treats us as equal around the table, and promotes the vital role we can play in regeneration – linking grass-roots reality to policy and service provision",* Siân Slater, Membre de la City Fringe Partnership Forum.

[1068] *"The Eastern City Fringe contains some of London's most deprived communities as well as affluent new quarters", City Growth Strategy, London City Fringe* – Main Strategy: Purpose, Vision and Strategy, p.55.

l'accès des populations aux emplois générés par la City et de freiner, par la même occasion, le dépérissement de ces quartiers[1069].

III – 2 : historique.

A l'origine, les fonds provenaient du programme de la phase 2 du *Single Regeneration Budget (SRB)* intitulé *Revitalizing the City Fringe* qui fut suivi de 1998 à 2003 par un programme plus ambitieux : la phase 4 du SRB intitulée *Bridging the Gap.* Ce programme seul a reçu £8 millions, somme provenant des fonds du *Single Regeneration Budget*, afin qu'il soit mis en place et qu'il puisse fonctionner.

De 1996 à 1997, £8 millions provenant du fonds du *Single Regeneration Budget* ont financé de nombreux projets imaginatifs destinés à combler le fossé entre la richesse de la City et la pauvreté des communautés résidant à ses abords. Nombre de ces projets étaient spécifiquement dirigés vers le développement du secteur des petites entreprises ainsi qu'au règlement des difficultés rencontrées par les habitants de ces *borough*s en matière de chômage et de manque de qualifications.

Les fonds ont aussi servi à attirer d'autres financements provenant des secteurs public et privé, accentuant ainsi l'impact de la zone de la *Fringe* et oeuvrant comme un catalyseur pour s'attaquer aux barrières freinant la croissance.

En 2001, *London Development Agency (LDA*) désigne *City Fringe Partnership (CFP)* comme étant un projet prioritaire dans sa stratégie. La Stratégie pour un Développement Economique de cette agence reconnaît d'ailleurs les regroupements d'entreprises comme étant « un des ingrédients clés pour la réussite des entreprises urbaines… Depuis la révolution industrielle, les concentrations locales de types particuliers d'activité économique ont eu une importance vitale dans la croissance de l'économie de Londres… Londres abrite les regroupements d'entreprises les plus pourvoyeurs d'emplois du pays»[1070].

[1069] "*Perhaps the most significantcompetitive advantage of the City fringe is its proximity to the City of London, the square mile, which is one of the most successful financial and professional service clusters in the world", City Growth Strategy, London City Fringe* – Main strategy : Purpose, Vision and Strategy, p.54.

[1070]"*one of the key success ingredients for urban economies… Since the industrial revolution, local concentrations of particular types of economic activity have been of central importance in driving economic growth… London supports some of the densest clusters of employment in the country*", London Development Agency.

La zone qu'elle englobe offre de multiples possibilités tout en présentant des problèmes bien définis. A cette date, *City Fringe Parthnership* est désignée comme zone « pilote » pour mener à bien l'initiative de *City Growth Strategy* dont elle était censée appliquer les buts et statégies.

Ainsi, dès cette époque, les promoteurs de *City Fringe Partnership* ont commencé à travailler en étroite liaison avec *London Development Agency* afin de développer leurs stratégies futures et leurs activités opérationnelles en parallèle avec la Stratégie de Développement Economique.

Le but premier était de mettre en avant les avantages économiques que présentait la zone et en faire donc profiter les résidants des quartiers du Sud du *Borough* d'Islington, tout en s'assurant que le secteur privé allait complètement s'impliquer.

Pour cela, un audit a été lancé sur les structures et les procédures de *City Fringe Partnership* afin de mieux les adapter au dessein de *City Growth Strategy* et de mieux porter les idées de *London Development Agency*.

Ces regroupements dans *City Fringe* comprennent divers secteurs : celui des finances, les industries créatives, dont les Technologies de l'Information et de Communication (*Information and Communication Technologies – ICT*), les industries de transformation et les secteurs des services.

City Fringe Partnership utilise aussi les financements du programme de *City Growth Strategy* pour améliorer ses connaissances de base par des audits sur les industries locales, les demandes et offres d'espaces de travail.

City Growth Strategy, basée sur une approche commerciale, reflète celle de *City Fringe Partnership* visant à développer des secteurs d'activités commerciales, et à personnaliser la formation par rapport aux besoins économiques et aussi ceux des particuliers.

III – 3 : les forces du partenariat.

La revitalisation de la participation des individus à la mise en place de ce programme dans le cadre de groupes communautaires organisés est une nouveauté et une particularité de *City Fringe Partnership.*

En effet :

- il fait se rencontrer des initiatives ou des besoins communs à différents *ward*s et permet de dépasser les simples limites administratives des *borough*s.
- Le contexte économique de la zone est envisagé dans son ensemble et l'analyse commune des caractéristiques de chaque *ward* permet d'avoir une vue plus globale.
- L'approche est tournée vers une stratégie commerciale.
- Le Conseil d'Administration, composé de personnes expérimentées et qualifiées, a une vision constructive et menée par le secteur privé.

III – 3 – 1 : le Conseil d'Administration[1071] et la Direction de *City Fringe Partnership.*

C'est le Conseil d'Administration qui décide de la stratégie et supervise les programmes qu'il met en oeuvre.

Il est composé de personnes issues :

- des secteurs financiers et professionnels,
- des secteurs de commerce au détail et de création,
- de représentants des 5 autorités locales,
- de *Business Link 4 London (BL4L),*
- et du Conseil de l'Est Londonien pour l'Apprentissage et la Qualification (*Learning and Skill Council London East – LSCLE*).

[1071] http://www.cityfringe.org.uk/html/boardmembers.asp

London Development Agency y a un statut d'observateur, et le Président du Conseil d'Administration est un représentant du secteur privé, son adjoint étant élu par les agences du secteur public.

Ce Conseil d'Administration est assisté par un groupe d'officiels composé de représentants des 5 autorités locales, de *London Development Agency,* de *BL4L,* et de *LSCLE.*

L'Equipe de Direction est responsable devant le Conseil d'Administration et gère les activités décidées par celui-ci : développer les projets, commander des recherches, etc…

III – 3 – 2 : la stratégie *City Fringe Partnership* : les travaux du Professeur Porter.

La stratégie de ce partenariat aborde le développement commercial en le divisant en secteurs d'activités[1072] et en *clusters*[1073].

Le Professeur Michael Porter précise ainsi ce que sont les *clusters* :

« … ce sont des concentrations géographiques d'entreprises ayant un lien entre elles, des fournisseurs spécialisés, des fournisseurs de service, des entreprises intervenant dans des secteurs interconnectés et des institutions associées (comme par exemple des universités, des agences et des associations commerciales), ceci dans des domaines particuliers qui sont en compétition mais aussi coopèrent (…) »)[1074].

Le travail du Professeur Porter a été primordial en ce qui concerne l'adoption des stratégies de regroupements d'entreprises spécifiques à tel ou tel secteur. Il met en avant l'idée selon laquelle aujourd'hui, sur le marché mondialisé, la situation géographique ne doit plus être un critère favorisant la compétitivité. Les marchés ouverts, le transport rapide et la

---

[1072] Un secteur est un regroupement de commerces poursuivant la même activité.

[1073] Le *cluster* est un regroupement plus complexe composé, soit d'entreprises, soit d'organisations liées entre elles par leurs clients, leurs fournisseurs ou ayant des liens communs.

[1074] *"…(They are) geographic concentrations of interconnected companies, specialised suppliers, service providers, firms in related industries, and associated institutions (for example, universities, standards agencies, and trade associations) in particular fields that compete, but also cooperate (…)", On Competition,* Harvard Business School Press, (1998), (pp. 197-198).

facilité de communication relient chaque entreprise au reste du monde, où qu'elle soit située, à n'importe quel moment.

Il affirme aussi que tout ce à quoi une entreprise peut avoir accès même à distance (comme l'information, les services, etc…), n'est plus un avantage favorisant sa compétitivité, puisque n'importe quelle entreprise y aura accès.

En même temps, il dit que :

« La proximité géographique, culturelle et institutionnelle fournit aux entreprises un accès et des relations privilégiés, une meilleure information, des incitations puissantes, et d'autres avantages qu'un éloignement ne permet pas… C'est l'accès local à certains avantages qui est un atout favorisant la compétitivité : la connaissance, les relations et la motivation. Les concurrents lointains ne peuvent entrer en compétition avec ceci »[1075].

Pour résumer, le Professeur Porter dit que c'est le degré d'interaction entre les divers éléments caractérisant le regroupement d'entreprises et les avantages que propose l'emplacement qui peut accentuer la compétitivité régionale.

Accentuer cette interaction : voilà le but essentiel de *City Fringe Partnership*.

Secteurs et entreprises profitent de leur emplacement afin de prospérer mais les groupes bénéficient en plus de structures de formation des personnes, d'éducation supérieure ainsi que d'associations commerciales. Celles-ci prennent d'ailleurs en compte les besoins particuliers de chaque regroupement. Ainsi, « il n'y a pas de preuve que telle ou telle intervention soit meilleure qu'une autre… Au lieu de cela, les recherches ont montré qu'une approche taillée « sur mesure », basée sur une analyse des besoins spécifiques d'un regroupement particulier est beaucoup plus appropriée »[1076].

[1075] *"Geographical, cultural and institutional proximity provides companies with special access, closer relationships, netter information, powerful incentives and other advantages, that are difficult to tap from a distance… Competitive advantage lies in local things – knowledge, relationships, and motivation – that distant rivals cannot replicate", Ibid.*

[1076] "*There is no evidence that any one intervention is more successful than another… Instead, the findings suggest that a tailored analysis of the needs of a particular cluster will prove most effective", Criteria for Success in Cluster Development,* DTI 2003 (ECOTEC Research and Consulting).

Des secteurs ainsi que des regroupements « clés » sur lesquels intervenir ont été identifiés par des audits et ceci selon les critères suivants.

- leur taille et leur croissance.

Les secteurs ont été analysés selon leur taille, leur croissance et leur concentration. Cette analyse provient de deux sources : une base de données founie par *Dun and Bradstreet*[1077] et *Annual Business Inquiry (ABI 2001*).

L'analyse a confirmé que les secteurs les plus importants de *City Fringe* en termes d'emplois étaient :

  - les services financiers et professionnels,
  - les industries de création (les plus gros pourvoyeurs d'emplois étant : la mode et l'édition. La zone est d'ailleurs particulièrement riche en commerces d'artisanat).

- l'importance dans l'économie de la région et la prévision du développement démographique,

City Fringe Partnership a noté que certains commerces, bien qu'ils ne soient pas particulièrement importants, ni très concentrés dans la zone, ont un rôle crucial à jouer dans le développement de l'économie de Londres. Trois de ces secteurs sont en relation avec la demande qui sera engendrée par la forte croissance prévue de la population londonienne :

  - le secteur de la construction,
  - le secteur des services,
  - le secteur de la santé.

- leur capacité à fournir des emplois sans formation préalable.

[1077] L'Entreprise *Dun & Bradstreet Corporation* est basée à Short hills, dans le New Jersey, aux Etats Unis et founit des informations sur plus de 100 millions d'industries et entreprises commerçant à l'échelle mondiale.

L'étude a révélé un décalage assez significatif entre les qualifications des résidants, leurs aspirations et les emplois proposés, ceci malgré le taux d'emplois offerts dans la zone qui est de 4 pour 1 actif. Ceci met l'accent sur la nécessité de cibler les secteurs offrant des emplois sans formation préalable, comme ceux mentionnés ci-dessus tout en y combinant un programme de développement de la main-d'oeuvre et des stratégies de progression. Cependant, de tels emplois ne se trouvent pas facilement dans le secteur des services professionnels et financiers qui existent dans la City de Londres.

- leur rôle au sein du regroupement d'entreprises.

Certains secteurs connaissent un fort taux de regroupement dans la zone, en particulier dans le secteur des industries de création. Ainsi, l'interactivité est accrue comme dans l'industrie du bijou et elle est accrue par la présence dans la zone des meilleurs établissements éducatifs de création (universités, écoles, et…).

Cela incite les jeunes diplômés en stylisme, par exemple, à pénétrer le marché, mais cela génère aussi une envie d'innover et d'investir.

On trouve dans *City Fringe* quelques uns des talents les plus prometteurs en matière de stylisme. Pourtant de nombreuses entreprises de la zone ont du mal à trouver des jeunes motivés et porteurs de stratégies innovantes dirigées vers des produits à haute valeur ajoutée.

City Fringe abrite aussi nombre d'agences spécialisées pouvant fournir des conseils avisés aux entreprises et le Partnership a mis en place une action visant à accroître les rapports entre stylistes et fabricants, et entre les agences-conseils et les commerces.

Quoi qu'il en soit, la stratégie se divise en des secteurs de production clés autour desquels sont proposés des projets.

III – 3 – 3 : les domaines d'intervention.

Trois domaines d'intervention ont été définis, englobant les différents secteurs d'activités afin d'atteindre les objectifs généraux.

Ces trois domaines d'intervention ont disposé pour la période 2003-2007 d'un budget de £35 millions.

- ***Pathways to jobs***[1078].

Ce programme a été créé afin d'améliorer les compétences et l'éducation des résidants de *City Fringe* et fournir aux secteurs clés des employés correspondant à leurs besoins.

Très tôt, *City Fringe Partnership* et *London Development Agency* ont identifié ce besoin comme étant une priorité. En effet, il a été mis en place afin d'identifier les barrières auxquelles sont confrontés les résidants pour accéder à l'emploi.

Dès le début, il a d'ailleurs été mis en évidence la nécessité pour les projets qui allaient être mis en place, de s'attaquer aux problèmes, non seulement dans la zone composant *City Fringe*, mais aussi dans le reste des *borough*s, les priorités étant :

- la formation spécifique pour certains secteurs d'activité et qui ne serait pas gérée par le secteur public mais plutôt par le secteur concurrentiel. Pour cela, on doit proposer des formations correspondant à chaque emploi afin de faire correspondre les besoins des résidants avec ceux des employeurs,
- une aide structurelle pour ceux qui s'engagent dans une formation ou qui pénètrent le marché du travail,
- une formation continue et de l'aide sur le lieu de travail pour les résidants ayant des besoins particuliers : cibler les chômeurs, les personnes peu qualifiées, les groupes raciaux minoritaires, les personnes handicapées et les jeunes.

[1078] http://www.cityfringe.org.uk/html/employment.asp

- permettre aux résidants qui rencontrent des difficultés particulières de progresser afin de libérer des emplois subalternes pour les nouveaux entrants sur le marché du travail,
- une formation pour les secteurs clés de l'économie locale,

- ***Business development.***

Il a été monté afin de maximiser les degrés de productivité et la compétitivité des entreprises en s'assurant qu'ils disposent d'espaces suffisants et abordables, d'augmenter les conseils particuliers à certains secteurs et encourager les industries à forte valeur ajoutée.

Business Development vise à :

- travailler avec les autorités de planification, les entrepreneurs et les agences spécialisées dans le développement,
- renforcer le conseil de spécialistes et soutenir le développement à long terme d'agences spécialisées,
- s'assurer que les entreprises présentes dans *City Fringe* aient accès aux produits de la technologie numérique,
- aider les commerces, particulièrement ceux tenus par les minorités noires ou ethniques, à avoir un accès plus facile à des aides financières.

- ***Managing the Impact.***

Ici, on s'adresse à des politiques de gestion de l'espace afin de s'assurer que les buts des programmes ci-dessus puissent être atteints.

Ce projet vise à :

- travailler étroitement avec les autorités locales, les entrepreneurs et les communautés pour profiter au maximum des effets de la zone en partageant le savoir et l'expérience,

- faire en sorte que les plans destinés à la zone soient correctement appliqués,

- fournir aux divers partenaires des ressources pour la recherche et une meilleure pratique dans le respect des objectifs identifiés par *City Fringe* en matière de hauteurs des immeubles, de développement mixte et de rétention d'espaces,

- faciliter la promotion et le partage des informations quant à la planification voulue par les différents partenaires, l'usage des terrains, et les investissements lorsqu'ils touchent aux objectifs de *City Fringe Partnership*.

III – 3 – 4 : les secteurs de production « clés ».

- **Les industries de création**.

L'atout de ce secteur réside, non plus dans la production des matières premières, mais plutôt dans l'esprit de création des résidants et leur savoir-faire.

On peut y classer les industries suivantes :

- la bijouterie,
- la mode,
- l'ameublement et produits de décoration,
- l'imprimerie et édition,
- les média numériques,
- l'audio-visuel.

Elles représentent 17 % de la totalité des emplois de *City Fringe* avec environ 42 000 personnes y travaillant. Elles représentent 15 % de la totalité des emplois de l'Inner London, c'est-à-dire environ 570 000 personnes.

Industries de création	
% des emplois de la *City Fringe*	17 % (environ 42 000 personnes)
% des emplois du *Inner London*	15 % (environ 570 000 personnes)

- **Leurs forces**.

Londres est une garantie pour ce secteur et dès qu'une entreprise s'y installe, elle tire avantage de son emplacement qui est synonyme de savoir-faire et de professionnalisme.

De plus, les consommateurs sont proches, ainsi que la main d'oeuvre et les services d'assistance.

Enfin, les entreprises qui viennent s'implanter bénéficient du côté attractif de Londres en tant que centre culturel et économique mondial.

Cependant, il faut comprendre encore mieux quelles sont les relations qui existent entre la création et la fabrication des produits à haute valeur ajoutée pour pouvoir améliorer la compétitivité, des artistes et des fabricants.

- **Leurs faiblesses**.

Ce secteur est fragmenté et les réseaux sur lesquels il peut compter sont peu organisés : il est composé d'une myriade de très petites entreprises qui dépendent beaucoup des fluctuations du marché et sont parfois victimes de fermetures inopinées.

Il souffre d'un manque de qualification en matière de gestion et n'exploite pas les marchés régional, national et international comme il le pourrait.

Enfin, il promeut insuffisamment les nouveaux talents et ne propose que trop peu de formation continue.

L'étude menée par *City Fringe Partnership* souligne l'importance de découper ce secteur en d'autres plus spécifiques et de prendre en compte les besoins propres à chacun.

- **L'imprimerie et l'édition.**

C'est l'imprimerie et l'édition qui fournissent le plus d'emplois (30 % des emplois) et ensuite vient la mode (16 %). L'imprimerie et l'édition ont toujours été présentes dans cette

zone et ceci en partie grâce à sa proximité de secteurs fort demandeurs dans la City de Londres.

Il y avait, selon *Dun and Bradstreet* en 2001, 526 commerces d'imprimerie et d'édition dans les *ward*s de la *City Fringe*, ce qui représente 5 % de tous les commerces et environ 5 % du total des emplois (à peu près 12 000 personnes).

- **Les Services Financiers et Professionnels.**

Ils sont d'une importance primordiale au sein de l'économie londonienne : ils représentent 31 % des emplois de *City Fringe* et 22 % de la totalité des emplois du centre de Londres. De plus, 14 % des emplois de l'industrie présente à Londres sont situés dans *City Fringe.*

- **Leurs forces.**

La croissance des services professionnels ou financiers présents dans *City Fringe*, entre 1995 et 2001, a été de 24 % alors que celle de Londres en général a été de 21 %. Les secteurs qui ont le plus progressé ont été ceux de :

- l'assurance,
- des caisses de retraites,
- l'administration des marchés financiers,
- recherches de marchés,
- experts-conseils en gestion.

Ce secteur est un gros pourvoyeur d'emplois de services professionnels ou commerciaux qui sont cruciaux à la bonne marche du secteur des services financiers. Ainsi, une croissance continue est prévue.

- **Leurs faiblesses.**

Le prix élevé des emplacements commerciaux ainsi que la faible qualité des moyens de transport sont des menaces au bon développement de ce secteur.

De plus, de nombreuses entreprises ne sont pas prêtes à déménager et à quitter le centre de Londres pour aller s'installer dans *City Fringe*, le choix d'une adresse « bien placée », c'est-à-dire dans le centre de Londres, méritant bien un effort financier quant au loyer.

City Fringe Partnership se propose d'intervenir car ce secteur a un grand potentiel d'emplois à offrir aux *borough*s voisins.

Cependant, il est à noter que près de la moitié de tous les emplois (45 % exactement) sont des emplois de direction, d'administration, de techniciens professionnels, et qu'ils requièrent une haute qualification. En même temps, les résidants sont désavantagés puisqu'ils n'ont pas le niveau nécessaire.

C'est donc au vu de ces besoins qu'a été lancé le projet *Pathways to Jobs.*

- **Le secteur public, dont la santé, l'aide sociale et aux enfants.**

Des études ont été commandées pour identifier les opportunités d'accroître l'emploi local et le développement commercial dans le domaine de la santé et du bien–être aux personnes.

Nombre de ces domaines sont des secteurs créateurs d'emplois et qui, pour certains, (comme la restauration, certains métiers de la santé et de l'aide sociale et de la construction) demandent peu de qualifications et offrent donc des opportunités d'emplois aux résidants de *City Fringe.*

III – 3 – 5 : les quatre programmes du Partenariat[1079].

Dans le cadre de sa stratégie, *City Fringe Partnership* a défini quatre programmes qui ont vu le jour en 1998 et ont été financés jusqu'en 2003.

Il est intéressant de les présenter brièvement ici car tous ont été lancés en direction des personnes, idividus ou groupes communautaires, pour les aider à s'insérer, s'intégrer plus facilement ou même demeurer dans le tissu social et économique des quartiers.

1) : *City Bridges*[1080].

Le but de ce programme a été d'améliorer les atouts, la motivation et les possibilités d'emplois pour les résidants, en particulier les jeunes et les défavorisés sur le plan social afin de leur permettre d'entrer en compétition pour obtenir des emplois dans la City et la zone la bordant, ainsi que promouvoir l'égalité des chances sur le marché du travail.

- ***City Jobs for Local People*[1081].**

Fonds alloués à ce projet par *City Fringe Partnership* entre 1998 et 2003 : £298 400.
Résultats : 220 résidants ont obtenu un emploi. **150 semaines de formation ont été données.**

Il y a une énorme différence entre les activités professionnelles de la City et les quartiers qui la jouxtent. Une des conséquences de ces différences est que pratiquement personne habitant à l'extérieur de la City n'y travaille.

C'est pour combler ce fossé dans les quartiers alentour qu'a été lancé *The Brokerage,* pour inciter les jeunes résidents de *City Fringe* faisant preuve d'intelligence, de motivation, a obtenir un emploi par leur mérite. Ceci a été possible grâce à un large éventail de projets

[1079] Les tableaux chiffrés ci-dessous donnent des détails sur les quatre programmes du partenariat sont tires de *Bridging the Gap : City Fringe Partnership Review 1998-2003,* City Fringe Partnership, Corporation of London.
[1080] *Ibid,* p.12-17.
[1081] *Ibid,* p.12-13.

informant les jeunes des possibilitéss d'emplois offerts par la City de Londres, les incitant à postuler à de tels emplois et pour pouvoir y arriver, à leur offrir des conseils et de l'aide.

- ***East London Advanced Technology Training (ELATT)*[1082].**

Fonds alloués par *City Fringe Partnership* à ce projet entre 1998 et 2001 : £65 000.
Résultats : 110 personnes ont été formées et ont obtenu une qualification. **70 résidants de *City Fringe Partnership* ont obtenu un emploi.** **1874 semaines de formation ont été données.**

Une des initiatives pour combler ce fossé est *East London Advanced Technology Training* et qui est financée par les fonds de *City Fringe Partnership*.

En effet, il y une demande constante de personnel hautement qualifié pour diriger des réseaux et des systèmes au sein des industries de la City de Londres.

En même temps, le taux de chômage et de personnes sous employées est très élevé dans *City Fringe*, surtout au sein des minorités raciales. Il est très difficile pour des personnes possédant des capacités mais n'étant peu ou pas qualifiées d'avoir une progression de carrière satisfaisante.

Le but de *ELATT* a donc été de faire se rencontrer les besoins du marché du travail avec les résidants de la zone en faisant en sorte qu'elles acquièrent des formations leur permettant de s'y intégrer, de participer ainsi à la croissance économique tout en en tirant bénéfice.

ELATT a travaillé aussi avec des particuliers pour les aider à développer chez eux des facultés essentielles en relation avec le monde du travail, c'est-à-dire la communication, la résolution de problèmes, la gestion du temps, etc… Il a aussi organisé pour eux des stages dans des entreprises afin de leur faire toucher du doigt la réalité du monde du travail.

[1082] *Ibid*, p.14-15.

Ce projet a obtenu de bons résultats et près de 75 % des jeunes l'ayant intégré (dont 80% proviennent de minorités raciales) ont obtenu le diplôme pour lequel ils s'étaient investis. Bon nombre d'entre eux ont trouvé un emploi dans des entreprises dans la *Fringe* ou même dans la City de Londres.

- ***Giving Age a Chance*[1083].**

Fonds alloués par *City Fringe Partnership* à ce projet entre 1998 et 2001 : £110 000
Résultats : 242 personnes ont obtenu un emploi. **131 semaines de formation ont été offertes.**

Ce bureau a été mis en place existe un service pour les chômeurs de plus de 50 ans car il est très difficile de rester dans le marché de l'emploi après cet âge.

Son but est d'aider de telles personnes à retrouver une vie active et de les assister dans une telle démarche. Ces individus ont souvent des talents et de l'expérience qui peuvent être mis à profit par les employeurs.

Deux sortes de personnes sont concernées :

- celles qui sont au chômage,
- les retraités qui veulent continuer à rester actifs et jouer un rôle ou amener un supplément à leur retraite.

La première étape a été de faire une étude précise de la carrière de toute personne qui a approché ce service. Ceci révèle souvent un savoir-faire et une expérience dans un domaine particulier qui peuvent être transférés dans un autre domaine de compétences.

[1083] *Ibid*, p.16-17.

2) : *Thriving Industries*[1084].

Le but de ce programme a été de porter assistance aux commerces locaux, en particulier les industries de création et travaillant avec la City de Londres afin d'accroître leur compétitivité par le biais de conseils, en leur permettant d'avoir un accès plus aisé à des lieux où installer leur industrie, tout ceci dans un environnement agréable.

- ***Support for designer-maker*[1085].**

Fonds alloués par *City Fringe Partnership* à ce projet entre 2000 et 2002 : £142 000
Résultats : 42 emplois créés. **116 semaines de formation données.** **23 nouveaux commerces ont été soutenus.** **76 commerces ont reçu des conseils.** **1920 visiteurs sont venus aux expositions.**

En général, les difficultés s'accumulent pour les jeunes artisans ou créateurs de mode qui veulent créer leur propre affaire.

Les bijoutiers, les céramistes, les créateurs de mode, ou de luminaires se doivent de trouver une niche spéciale et une part de marché porteuses s'ils veulent réussir. Il faut aussi qu'ils soient capables de comprendre les différents aspects commerciaux de leur entreprise :

- marketing et relations publiques,
- comptabilité et liquidités,
- les technologies d'information,
- développement commercial à long terme.

Des fonds en provenance de *City Fringe Partnership* a permis à *Clerkenwell Green Association*[1086] de développer toute une gamme d'aides destinées plus particulièrement au petit artisanat et aux commerces de design.

[1084] *Ibid*, p.18-23.
[1085] *Ibid*, p.18-19.

Au milieu des années 1990, cette association a transformé un immeuble délabré en 80 studios et petits ateliers. Ceci a favorisé une ambiance propice à la création dans le quartier et Tina Searle, alors Administratrice de l'Association, expliquait quel était le but de l'Association :

« Les cours de gestion traditionnels n'étaient pas adaptés aux créateurs locaux, ils étaient trop longs et leur contenu ne correspondait pas aux besoins de commerces ne fonctionnant qu'avec une personne[1087]. Des formations spéciales ont été créées, plus courtes, portant sur des sujets plus précisément définis (…). Elles ont eu l'avantage de faire se rencontrer des créateurs et des artisans locaux qui se sont regroupés, et ont tiré bénéfice les uns des autres ».[1088]

Tous les cours étaient dispensés dans les locaux de l'Association *Pennybank Chambers* [1089] et on y a construit un espace d'exposition où ont eu lieu des accrochages réguliers afin que les artisans présentent leurs travaux.

- ***Environmental and Economic Regeneration*[1090].**

Fonds alloués par *City Fringe Partnership* entre 1998 et 2003 : £164 000.
Résultats : 50 emplois créés. **6 000 m2 d'espaces commerciaux ont été améliorés.** **30 semaines de formation ont été données.** **50 résidants ont obtenu des qualifications et des emplois.**

A l'entrée de Hoxton Street, deux sculptures monumentales accueillent le visiteur : une arche et une mère avec ses deux enfants.

[1086] **www.cga.org.uk**.
[1087] C'est à dire une entreprise individuelle, n'ayant qu'un employé qui est l'entrepreneur lui même.
[1088] "*...general business management courses were unsuitable – their content tends to be irrelevant to a one-person craft-based business (...). So we developed a suite of tightly focused short courses on important but narrow topics (...). They have added benefit of bringing local designers ande craftspeople together (...) with all the benfits that can result from networking",* Tina Searle, Administratrice de l'Association, *Bridging the Gap: City Fringe Partnership Review 1998-2003,* p.18.
[1089] Ce lieu tire son nom d'un immeuble qui abritait jadis une banque où les artisans déposaient leurs économies qui leur servaient à acheter leurs outils. Ils y recevaient aussi des conseils individualisés d'ordres économique et familial.
[1090] *Ibid*, p.20-21.

Ces marques donnent à la rue son identité en même temps qu'elles symbolisent sa rénovation. Elles font partie d'une stratégie planifiée avec soin pour améliorer la prospérité des commerçants de Hoxton Street ainsi que ses habitants.

C'est dans les années 1970 que la rue a commencé à se dégrader. Elle a gardé les caractéristiques d'un marché du East End de Londres, c'est-à-dire un lieu proposant des marchandises avec un bon rapport qualité/prix et une atmosphère conviviale et vivante. Cependant, le commerce commença à baisser car de nombreux clients commençaient à déserter l'endroit en raison de la détérioration des bâtiments, mais aussi de l'environnement.

De nombreux quartiers voisins (par exemple South Shoreditch) avaient été transformés en lieux salubres et où il faisait bon être, tandis qu'Hoxton Street restait à la traîne. En 1977, la nécessité de travaux devint urgente.

Sept organisations locales aidées par le *Hoxton Trust* ainsi que par des Conseillers du *Borough* ont rassemblé leurs efforts et ont créé le *Hoxton Street Partnership* qui se mit à travailler en étroite collaboration avec des commerçants locaux et le Conseil du *Borough* d'Hackney afin de développer et de mettre en pratique des programmes destinés à améliorer la zone.

Une concertation fut menée auprès des commerçants, des résidants, des écoliers pour échanger des idées quant à la rénovation.

C'est à Kevin Harrison, un artiste du quartier, que furent commandées les sculptures installées sur le rond point de Whitmore et les lustres métalliques accrochés à l'arche. Il y travailla en collaboration avec quatre écoles primaires du quartier. Ce sont d'ailleurs les élèves qui eurent l'idée des lustres. Ils donnèrent aussi leur avis sur la sculpture.

Afin de redonner envie aux clients de fréquenter le marché et pour faire recouvrer la fierté Hoxton Street, les artères furent garnies de nouveaux panneaux indicateurs, de nouveaux lampadaires et d'un nouveau mobilier urbain. En même temps, les façades des magasins furent redécorées.

On a voulu refaire de Hoxton Street un endroit convivial et attirant. Et cela a été efficace : la clientèle revenait[1091].

Karina van der Merwe, Directrice du *Hoxton Trust* qui présida les projets de renouveau du *Hoxton Street Partnership* de 1998 à 2003 s'exprimait en ces termes :

«*City Fringe* nous a permis d'attirer des fonds accordés par le Conseil du *Borough* d'Hackney et ainsi de débloquer d'autres subventions plus importantes. Le Conseil d'Hackney a compris très tôt qu'il était important de redonner envie à la clientèle de venir fréquenter Hoxton Street et d'y consommer : ce fut la raison qui débloqua les premières subventions. Ainsi, le commerce se développant, les commerçants devinrent plus réceptifs à nos projets pour développer et promouvoir les commerces et le marché lui-même »[1092].

- ***Sustaining Creative Businesses*[1093].**

Fonds alloués par *City Fringe Partnership* à ce projet entre 1998 et 2003 : £184 000.
Résultats : 60 emplois créés. **279 entreprises ont reçu des conseils.** **13 nouvelles entreprises ont été aidées.**

L'agence de développement des industries culturelles[1094] fut créée en 1999 pour fournir des conseils aux entreprises et aux associations bénévoles qui jouent un rôle important dans le soutien des industries touchant à la création. Elle a apporté des aides telles que :

- comment obtenir des conseils sur la commercialisation ainsi que sur le financement,
- la formation et l'information,

[1091] Voilà un exemple de renovation du tissu économique d'un lieu en agissant sur l'embellissement et donc l'attrait de l'environnement. (Remarque personnelle).
[1092] *"The City Fringe grant enabled us to attract match funding from Hackney Council, and these two grants together proved the all-important stepping-stone to obtaining other larger grants. City Fringe Partnership clearly understood the need to start by making Hoxton Street a more attractive place to shop, which is the reason they funded environmental improvements. As that happened, and as trade increased, retailers were more receptive to our plans for developing and promoting their individual businesses and the market as a whole"*, Karina van der Merwe, Director of Hoxton Trust, gestionnaire du Hoxton Street Partnership's Regeneration de 1998 à 2003, *Ibid*, p.21.
[1093] *Ibid*, p.22-23.
[1094] Cultural Industries Development Agency, 7-15 Greatorex Street, London, E1 5NF.

- la mise en réseau commerciale,
- l'agencement de vitrines pour attirer les acheteurs et de nouveaux marchés.

Il y a plus de 9 000 entreprises culturelles et créatrices dans *City Fringe* et ce chiffre croît tous les jours. Elles interviennent dans les arts visuels, la mode, le dessin, les médias, dans la danse, la musique, et la télévision. De plus, elles sont parfois transdisciplinaires.

La diversité des talents est enrichie par la variété ethnique de ceux qui y participent et par le caractère varié de l'endroit où se déroulent ces activités.

La plupart de ces entreprises sont composées d'individus y travaillant seuls ou accompagnés de deux ou trois employés. Ainsi, les problèmes rencontrés sont communs à toutes ces « micro-industries ».

3) : *Confident communities*[1095].

Le but de ce programme a été de faire la promotion de quartiers plus forts abritant des résidants ayant confiance en eux, ceci par le biais de projets rendant plus sûrs les lotissements ainsi que permettant aux jeunes d'avoir accès à des projets éducatifs.

- ***Community Renewal*[1096].**

Fonds alloués par *City Fringe Partnership* entre 1998 et 2003 : £233 000.
Résultats : 1525 bénéficiaires des initiatives pour des communautés plus sûres. **1440 jeunes ont assisté à des projets pour prévenir les délits.** **322 écoliers ont été bénéficiaires en obtenant des bons résultats.** **1760 jeunes ont bénéficié du développement social.** **250 personnes ont eu accès à des opportunités culturelles.**

[1095] *Bridging the Gap: City Fringe Partnership Review 1998-2003*, p. 24-29.
[1096] *Ibid*, p.24-25.

Le but principal a été d'améliorer le cadre de vie des résidants et donc leur qualité de vie, ceci en menant des travaux sur l'éclairage public, par exemple, ou en organisant des excursions pour les gens du quartier ainsi que des feux d'artifice.

Les bénéficiaires ont surtout été les enfants pour qui des activités spécifiques ont été mises en place après les heures d'école ou pendant les vacances scolaires[1097]. Les adultes de tous âges n'ont pas été oubliés et ils ont pu bénéficier de cours de yoga ou de Tai-Chi[1098].

Une présidente d'association de quartier, Beryl Allen, résume l'idée à la base de ce programme : « Tout ce qui était mis en place visait à faire tomber les barrières»[1099].

- ***Working with Disaffected Young People*[1100].**

Fonds alloués par *City Fringe Partnership* entre 1998 et 2001 : £50 000.
Résultats : 2000 jeunes ont bénéficié des programmes de développement social. **212 personnes ont assisté à des initiatives de prévention de la délinquance.**

Finsbury n'est pas un endroit où il fait bon grandir à cause d'un taux de chômage élevé, de la rare présence d'espaces verts et d'aires de jeu et d'un parc de logements exigus, de piètre qualité. De plus, le taux de pauvreté est le plus élevé de toutes les *Inner Cities* de Londres.

C'est en partant de ce postulat qu'a été créé le *Finsbury Detached Youth Project*[1101].

Le désespoir des jeunes quant à leur futur fait qu'ils peuvent facilement basculer dans un comportement violent envers la société, les délits de toutes sortes et la dépendance à la drogue.

[1097] Catch Up and New Horizon Club, *Ibid*, p.24.
[1098] *Ibid*.
[1099] *"This was all about breaking down the barriers", Ibid*, p.25.
[1100] *Ibid*, p.26-27.
[1101] http://www.cityfringe.org.uk/cms/images/3%20CFP%20Review%201998-2003.pdf

C’est pourquoi les travailleurs sociaux investis dans ce projet passent du temps à arpenter les rues, allant à la rencontre des adolescents dans des lieux où ceux-ci se retrouvent (au bas de leurs immeubles, dans les lotissements, …). Ils veulent créer un contact informel basé sur la confiance mutuelle leur permettant de fonder leur approche sur un travail individualisé et d’être plus à même de :

- s’attaquer aux problèmes,
- identifier les centres d’intérêts des jeunes,
- bâtir des solutions en s’appuyant sur leurs points positifs.

Très souvent, ces jeunes ont une faible estime d’eux-mêmes et n’ont pas confiance leurs capacités. Cela les empêche d’affronter les difficultés avec optimisme. Le projet (qui est maintenant géré par *London City YMCA*) organise des activités variées destinées à élargir leurs perspectives et leur permettre d’atteindre des objectifs personnels.

Les voyages hors de Londres, vers des centres de loisirs ou des parcs à thèmes, ont connu un grand succès car de nombreux enfants n’avaient pratiquement jamais quitté Finsbury. Ces sorties leur permettent de se lancer un défi à eux-mêmes tout en favorisant la rencontre des jeunes de cultures et de traditions différentes des leurs.

Par le biais de projets vidéo et photos, ils présentent l’environnement dans lequel ils vivent et un forum leur donne la parole en matière de prises de décisions pour organiser un programme d’activités estivales.

Sont organisées des visites régulières à Coldingly Prison dans le cadre du projet *Better Out Than In* lancé par des détenus afin d’éloigner les jeunes de tout comportement délictueux ou de les sensibiliser aux méfaits de la prise de drogues… Cette action est aussi destinée à montrer la réalité de la vie en prison et de la privation de liberté.

Sont aussi organisées des séances à la Central Foundation School pour parler de la violence et les jeunes, seuls ou en groupes, y participent fréquemment, venant y chercher des échanges et conseil auprès des travailleurs sociaux.

Tout ceci a eu pour résultat un changement dans les vies des individus, que ce soit pour les jeunes eux-mêmes ou pour la communauté.

Les jeunes (dont certains occupent maintenant un emploi), reconnaissent la valeur et le bien-fondé d'un tel programme. Ils se rendent compte qu'ils en ont tiré profit, qu'ils ont reçu de l'aide pour apprendre, pour se développer.

- ***Widening Educational Horizons*[1102].**

A 11 ans, entrer au collège est une expérience importante et il faut s'assurer que le passage se fait le mieux possible afin que la bonne installation dans la nouvelle école et la confiance personnelle soient au rendez-vous.

Les différences entre les écoles primaire et secondaire sont énormes et c'est pour cela qu'a été créé ce programme. En effet :

- le collège est plus grand et plus bruyant,
- il y a plus de professeurs à connaître,
- il y a plus de nouvelles matières auxquelles il faut s'habituer,
- le trajet pour se rendre à l'école est parfois plus long.

et tout ceci crée de l'appréhension de la part des élèves.

Les écoles reçoivent des fonds afin que le passage se fasse le mieux possible en aidant les adolescents dans la transition. Pour cela, ils sont invités à visiter le collège alors qu'ils sont encore au primaire, en leur faisant voir les côtés stimulants du collège

4) : *Managing the Impact*[1103].

Le but de ce programme est de faire bénéficier les résidants et les commerces de *City Fringe* du développement de la City de Londres en travaillant avec les promoteurs, les autorités en charge du plan et les communautés.

[1102] *Bridging the Gap: City Fringe Partnership Review 1998-2003,* p.28-29.
[1103] *Ibid,* p. 30-31.

Le but essentiel était de prendre en compte la multiplicité des personnes et de leurs statuts afin qu'il en tire des avantages pour toute la communauté de la zone.

Avant de passer au programme suivant qui est le *New Deal for Communities-EC1* et de le détailler, présentons maintenant un tableau récapitulatif des différents projets initiés dans le cadre du Partenariat *City Fringe Partnership*.

Projets	Buts	Financement
CITY BRIDGES	Des emplois pour les résidants de la zone	Entre 1998 et 2003 : £298 400
	East London Advanced Technology Training (ELATT) et *Giving a Chance.*	Entre 1998 et 2001 : £175 000
THRIVING INDUSTRIES	Porter assistance aux créateurs de mode	Entre 2000 et 2002 : £142 000
	Renouveau environnemental	Entre 1998 et 2003 : £164 000
	Soutenir les entreprises de création	Entre 1998 et 2003 : £184 000
CONFIDENT COMMUNITIES	Renouveau des communautés	Entre 1998 et 2003 : £223 000
	Finsbury Detached Youth Project et Elargir les Horizons Educatifs	Entre 1998 et 2001 : £50 000
MANAGING THE IMPACT	Faire en sorte que tous les acteurs de la rénovation (résidants, commerces, promoteurs, autorités) puissent travailler ensemble pour plus d'efficacité.	

Il est intéressant aussi de présenter en guise de résumé la liste des financements les plus marquants et des réussites de ce programme entre 1998 et 2003 telle qu'elle apparaît dans les premières pages du livret publié par la *Corporation of London*[1104]. Cette période de cinq

[1104] *Bridging the Gap: City Fringe Partnership Review 1998-200,* p.1

ans a d'ailleurs été qualifiée par Archie Galloway, Président du *City Fringe Partnership Forum*, de « hautement productive et frutueuse »[1105].

£25,2 millions de dépenses supplémentaires destinées au service public.
£53 millions de dépenses supplémentaires en direction du secteur privé.
550 nouveaux emplois créés.
8 500 élèves ont eu de meilleurs résultats scolaires
2 400 personnes ont obtenu des qualifications professionnelles.
3 560 résidants de la Fringe ont reçu de l'assistance pour accéder à un emploi
1 600 personnes précédemment au chômage ont bénéficié de stages et ont par la suite obtenu un emploi définitif.
150 employeurs se sont investis dans l'amélioration de l'éducation dispensée aux étudiants.
150 nouveaux commerces ont vu le jour grâce aux projets financés par *City Fringe Partnership*.
2 200 commerces ont reçu soutien et assistance.
9 300 personnes ont tiré bénéfice d'initiatives pour la sécurité de la communauté.
2 200 logements ont vu leur sûreté améliorée.
2 500 personnes ont participé à des projets visant à prévenir la délinquance juvénile.
1 100 personnes se sont investies dans des actions bénévoles
970 places de garde d'enfant ont été créées.

III – 4 : les programmes *New Deal For Communities*.

Ils ont été lancés par le Gouvernement Travailliste et ils ont émergé des travaux qui avaient été menés par le gouvernement dans sa Stratégie pour le Renouveau des Quartiers (*Neighbourhood Renewal Strategy*[1106]) qui fut publiée en 2001.

[1105] *"(The past five years' work) has been a highly productive and successful time for City Fringe Partnership"*, Archie Galloway, *Ibid*, p.4.

Il en existe 39 dans le pays, dont 10 à Londres.

Le postulat qui est la base des programmes *New Deal for Communities* est le suivant :

« sur une période allant de 10 à 20 ans (à partir de 2001), plus personne ne doit être désavantagé par son lieu de résidence. Les personnes ayant de faibles revenus ne devraient pas souffrir de mauvaises conditions de vie ou de services défaillants, qui sont donc différents de ce dont le reste de la population bénéficie »[1107].

Ces programmes ont été lancés par le gouvernement afin de combler le fossé qui existe entre les zones les plus pauvres et les plus démunies de Grande-Bretagne avec le reste du pays.

Ils répondent à une approche qui inclut trois dimensions :

- appliquer de nouvelles politiques, de nouveaux financements et se fixer de nouvelles cibles,
- favoriser une meilleure coordination locale et donner plus de pouvoirs à la communauté,
- donner un support national et régional à ces politiques.

Il est clair que les buts de ce programme ne sont pas simplement d'améliorer la qualité de vie des résidants des quartiers défavorisés mais aussi d'atteindre, à l'horizon 2011, des améliorations significatives en matière de lieu de vie, d'organisation des communautés et des relations humaines. Le but ultime est que ces zones ne soient plus, au plus tard en 2021, considérées comme des zones pauvres.

Les £52,9 millions de son financement étaient destinés à apporter des solutions durables dans les domaines suivants[1108] :

[1106] A New Commitment to Neighbourhood Renewal – National Strategy Action Plan, Cabinet Office, 2001.
[1107] *"Within 10 to 20 years [from 2001], no-one should be seriously disadvantaged by where they live. People on low incomes should not have to suffer conditions and services that are failing, and so different from what the rest of the population receives"*, "A New Commitment to Neighbourhood Renewal, National Strategy Action Plan", Janvier 2001.
[1108] *Ibid.*

- les comportements délictueux et anti-sociaux,
- l'éducation et les mauvais résultats aux examens,
- le mauvais niveau de santé,
- le logement et l'environnement,
- le chômage et l'inactivité.

Pour cela, l'accent allait être mis sur des partenariats entre différents acteurs :

- les résidants,
- les pourvoyeurs du service public (dès le départ, les Autorités Locales furent invitées à être parties prenantes dans ces projets),
- les bénévoles,
- les communautés ainsi que les organisations religieuses,
- les entreprises.

Dès 2001, les services gouvernementaux ont fait le bilan de la politique urbaine au cours des vingt cinq années qui venaient de s'écouler. Un des constants les plus frappants a été que les résidants des quartiers défavorisés y souffraient d'une détérioration de leur qualité de vie et étaient de plus en plus isolés du reste de la société, n'ayant accès ni à la prospérité, ni à des chances de vivre mieux.

Ces quartiers défavorisés avaient été pris dans une spirale de déclin, et avaient acquis une très mauvaise réputation. Les personnes quittaient leurs logements, les commerces de proximité fermaient et ces espaces restés vides se détérioraient à vive allure, attirant toutes sortes de délits comme le vandalisme et la consommation ou la vente de drogues.

Géographiquement parlant, on pouvait trouver ces zones à divers endroits du pays au Nord aussi bien qu'au Sud, mais aussi à la campagne ou dans divers lieux des centres urbains.

Il est considéré comme essentiel de coordonner le travail de chaque acteur autour des besoins de chaque zone visée si on veut que les moyens mis en place amènent un véritable changement. Les politiques menées antérieurement, malgré leur fort financement, n'avaient

pas, à leur tête, de meneur apte à s'attaquer de front aux problèmes. C'est là une cause majeure de leur échec.

Les programmes *New Deal for Communities* venaient en complément de ceux déjà mis en place, comme les *Local Strategic Partnerships (LSPs)* qui avaient pour mission de faire se rencontrer et travailler ensemble diverses associations bénévoles locales, des agences publiques mais aussi privées, pour mener des politiques cohérentes et éviter que leurs démarches respectives ne se contredisent.

Enfin le rôle du gouvernement devait être essentiel en ce qu'il allait initier et soutenir le progrès au sein des communautés locales, jouer le rôle de messager pour faire la promotion des projets réussis.

III – 4 – 1 : *New Deal for Communities–EC1*.

Le *New Deal for Communities-EC1*[1109] est l'un des trente neuf programmes et cette zone est située au sein des circonscriptions administratives des *ward*s de Bunhill et Clerkenwell[1110].

C'est un programme de £50 millions destiné à perdurer jusqu'en 2011. Il a pour but principal de sortir 4 000 foyers de la précarité sociale dans laquelle ils sont.

Ce programme vise des améliorations dans les domaines suivants :

- les délits,
- la sécurité au sein de la communauté,
- la santé,
- l'éducation,
- le chômage,
- l'environnement physique.

[1109] La plupart des informations ci-dessous ont été prises sur des livrets publiés par le Islington Council mais peuvent être retrouvées sur le site suivant : http://www.yourec1.com/
Le site Internet du programme propose aussi une carte de la zone EC1 : http://www.yourec1.com/map.html
[1110] La zone *EC1* comprend la majorité du ward de Bunhill et une petite partie du ward de Clerkenwell.

C'est le Conseil du *Borough* qui en a la présidence pour la politique du logement et le Directeur du *New Deal for Communities-EC1*[1111] en est un membre.

Il a créé (entre autre):

- un centre pour l'emploi et la formation aux techniques technologiques de communication,
- des aires de jeu dans des lotissements et a mené un audit sur les espaces ouverts,
- un service d'écoute aux questions sur la sexualité des jeunes,
- une formation proposée aux résidants pour acquérir le permis de conduire (*Passenger Carrying Vehicle – PCV*),
- un cadre permettant la mise en place de projets dirigés vers la communauté.

Des liens ont été créés entre *EC1* et le programme *City Fringe* pour bénéficier du financement accordé par *London Development Agency*.

La zone qu'*EC1* englobe est assez dépourvue mais ce n'est pas la plus pauvre du *Borough* ! On peut alors se demander pourquoi on a choisi cette zone plutôt qu'une autre qui serait plus défavorisée.

D'après Monsieur Andy Murphy[1112], lorsque le choix a été pris, en 2000, par le Gouvernement en concertation avec les autorités du *Borough* d'Islington (majorité Travailliste à l'époque), le Député Travailliste de la circonscription (South Islington and Finsbury) était Chris Smith[1113] depuis 1983, qui était aussi Secrétaire d'Etat à la Culture, aux Médias et aux Sports du premier gouvernement Blair de 1997[1114].

[1111] En 2007, le Directeur Général (*Chief Executive*) du programme *New Deal for Communities – EC1* était Andy Murphy, et celui-ci m'a reçu dans ses bureaux étant au 104-110 Goswell Road, London EC1V 7DH, Borough d'Islington, Londres, pour répondre à mes questions.

[1112] Entretien qui m'a été accordé par Mr Andy Murphy (Directeur du programme *New Deal for Communities-EC1*) le 7 mars 2007, dans ses bureaux.

[1113] Chris Smith, né le 24 juillet 1951, a la particularité d'avoir été le premier député du parti Travailliste à annoncer ouvertement son homosexualité. Avant d'occuper le poste de Secrétaire d'Etat à la Culture, il occupa plusieurs postes à responsabilité dans l'opposition. Il fut élevé au rang de Pair du Royaume le 22 juin 2005 et reçut le titre de Baron Smith of Finsbury.

[1114] Il fut remplacé à ce poste par Tessa Jowell en 2001.

Celui-ci aurait usé de tout son poids pour faire en sorte que le *New Deal for Communities-EC1* soit composé des zones choisies pour des raisons électoralistes : il fallait satisfaire les habitants concernés pour que ceux-ci continuent à voter pour le Parti Travailliste…

Il faut aussi préciser que la loi créant les programmes *New Deal for Communities-EC1* stipule que le nombre des foyers dans les zones concernées ne doit pas dépasser 5 000, et donc certains lotissements très peuplés ont dû être exclus.

III – 4 – 1 – 1 : le Bureau.

Le Bureau est composé des membres suivants :

- 9 résidants choisis[1115],
- 2 représentants du *Islington City Council*,
- 1 représentant de *HEATH (*fond privé de santé),
- 1 représentant de la police,
- 1 représentant des écoles de la zone,
- 1 représentant du bureau gouvernemental de l'emploi,
- 1 représentant des pourvoyeurs privés de logement,
- 1 représentant des entreprises locales,
- 1 représentant des associations bénévoles.

Il est intéressant de noter que ce sont les membres représentant les résidants qui, avec la voix du président, ont la majorité.

[1115] Auparavant les résidants étaient élus par la communauté pour les représenter dans les instances du *New Deal for Communities - EC1* mais il a été décidé, quelques mois avant que Mr Murphy ne m'accorde cet entretien, que dorénavant ceux-ci seraient choisis parmi une liste de résidants après qu'on les ait invités à postuler. En effet, les élections étaient difficiles à organiser, coûteuses, et les résultats ne donnaient pas forcément une légitimité démocratique aux élus : peu de candidats se présentaient et étaient parfois élues des personnes qui avaient une certaine aura dans le quartier mais n'étaient pas les plus appropriées pour occuper ces postes.

III – 4 – 1 – 2 : la Présidence, les structures de direction et la stratégie.

Le Groupe chargé de l'Exécution des projets lancés par le *New Deal for Communities–EC1* (*Performance Management Group – PMG*), a noté qu'il fallait renforcer les capacités de gestion des structures en supportant de façon plus franche le Bureau Directeur en l'informant sur les décisions prises, les éventuels partenariats extérieurs, et les résultats obtenus.

Un nouveau Directeur a été nommé en septembre 2006, secondé par une structure comprenant trois directeurs qui travaillent avec les représentants des résidants au sein des sous-groupes pour s'assurer de la bonne application des projets.

Vu la nature pauvre de la zone concernée, sa position dans la ville de Londres et sa démographie, il était nécessaire de mettre en place une stratégie concertée afin de pallier les difficultés rencontrées.

Les stratégies mises en place visaient l'amélioration dans les domaines suivants :

- l'aspect physique de l'endroit et la réduction du taux de délits afin que l'endroit soit plus attractif et devienne une destination prisée par les résidants,
- les aspirations, les qualifications et la santé des personnes qui y vivent et agir pour leur remettre le pied à l'étrier en matière d'emploi,
- l'investissement des citoyens dans la vie de leur quartier et les mécanismes démocratiques pouvant avoir un rôle sur leur vie quotidienne. Pour cela, de nouveaux mécanismes de participation des individus à la vie du quartier doivent être installés et coordonnés par une autorité locale. Il a été noté que plus les résidants avaient droit au chapitre en matière de vie locale, mieux ils exerçaient leurs droits de parole, et ainsi les services publics offerts s'en trouvaient améliorés,
- les relations et la compréhension mutuelle entre les différents groupes d'âge, raciaux, religieux. Il était considéré qu'une communauté plus forte était plus à même de se battre pour ses besoins collectifs et que cela entraînait de meilleurs services publics,

- des infrastructures publiques comme les écoles, les centres de santé, les crêches, les garderies, les services de loisirs, les magasins, etc… afin que les personnes ayant un salaire et ayant la capacité de consommer aient envie de venir vivre dans le quartier,
- les logements proposés, à caractère social ou privé, en veillant à ce que le parc immobilier soit suffisant et moderne.

Pour tendre vers ces buts, le programme *New Deal for Communities-EC1* a décidé qu'à l'horizon 2011 :

- la zone *EC1* devait être plus verte, plus propre et plus attractive pour y vivre, y travailler et y faire du commerce,
- que ses résidants devaient être en meilleure santé, plus riches et mieux formés,
- que la communauté composant la zone *EC1* devait être plus forte, avec un sentiment de civisme accru pour prendre sa destinée à bras le corps,
- et enfin que les buts atteints soient pérennes bien au delà de la fin du programme.

L'approche adoptée pour atteindre ces buts a été la suivante : le gouvernement a décidé de financer le *New Deal for Communities-EC1* à hauteur de £52,9 millions sur une période de 10 ans, avec une stratégie centrale (*core strategy*) qui montre la volonté claire d'atteindre les buts fixés. Cette stratégie est une combinaison de plusieurs facteurs :

- développer des partenariats durables, autour de stratégies claires avec (et entre) les pourvoyeurs de services,
- améliorer la délivrance des services afin que ceux-ci répondent aux besoins de la zone,
- investir dans les infrastructures locales comme par exemple l'amélioration des parkings, des rues, des lotissements de logements sociaux et tout autre service communautaire,
- développer des interventions ciblées, taillées « sur mesure » et qui rassemblent tous les acteurs en présence : les individus, les familles, les groupes d'intérêts et les localités,

- créer de nouveaux services pour résoudre les difficultés du lieu,
- gérer de nouvelles formes de gestion des services fournis,
- créer de nouveaux mécanismes pour faire s'investir les résidants dans la gestion et les projets en encourageant la prise active de responsabilités au sein des communautés,
- agir pour modifier les relations entre citoyens et les services fournis afin de créer un respect mutuel, de la compréhension et une confiance retrouvée,
- s'assurer que les processus mis en place soient pérennes.

III – 4 – 1 – 3 : la gestion financière.

En ce qui concerne la gestion financière, le programme *New Deal for Communities-EC1*, dépend des régulations *Financial and Procurement Regulations* mises en place par l'Autorité Locale du *Borough* d'Islington et par le Ministère pour les Communautés et le Gouvernement Local (*Department for Communities and Local Government*). D'ailleurs, des rapports leur sont remis régulièrement par le Bureau de Direction du programme *EC1*.

Le tableau suivant nous montre quelles sont les sommes totales qui doivent être allouées sur la durée de vie du programme *New Deal for Communities-EC1*.

	Total sur la durée de vie du programme (2001-2011) en Livres Sterling
Capital	23 594 147
Revenu (fourni par l'Etat)	24 015 853
Gestion/Administration	5 290 000

Voyons maintenant, dans ce deuxième tableau, de quels budgets a profité le programme jusqu'en 2007, et les sommes qui y seront consacrées jusqu'à la fin, prévue en 2011[1116] :

[1116] *Building a strong, sustainable and prosperous community*, Delivery Plan for 2007-2008, *EC1 New Deal for Communities.*

	Dépenses 2001-2006	Dépenses 2006-2009 (par années et en £)			Dépenses à venir	
	Années 1 à 5	**2006-07**	**2007-08**	**2008-09**	**2009-10**	**2010-11**
Capital	4 804 319	2 529 828	4 010 000	4 100 000	4 100 000	4 050 000
Revenu (Etat)	11 164 092	3 996 698	2 830 192	3 250 000	1 759 408	1 015 463
Gestion	2 662 887	539 600	509 808	587 705	570 000	420 000

Cependant, les dépenses ont souvent été très mal gérées et seuls £18 millions ont été investis au cours des cinq premières années du programme (2001-2006) sur les £52,9 millions qui étaient prévus sur les dix ans.

III – 4 – 1 – 4 : les priorités de la 7ème année du programme.

Le tableau ci-après détaille les dépenses faites en 2006 (6ème année de vie du programme) et les postes auxquels les budgets ont été affectés[1117] (en £).

Postes visés	Sommes affectées
L'emploi et l'entreprise	570 915
L'éducation	686 609
Les délits (dont la jeunesse)	563 726
La santé	623 981
L'environnement et le logement	3 528 813
La construction de la communauté	552 488
La gestion et l'administration	539 596
Total	**7 066 128**

[1117] *Ibid.*

En voyant la somme destinée au renouveau de l'environnement et du logement, on s'aperçoit qu'elle représente la moitié du financement total et cela montre bien l'importance portée à ces aspects du renouveau des zones pauvres.

D'ailleurs, pour l'exercice suivant, en 2007, les priorités ont été les suivantes[1118] :

- **<u>1 - Améliorer la qualité de vie</u>.**

C'est un élément clé de la politique de rénovation des quartiers voulue par le programme *New Deal for Communities-EC1*, étant tout à fait en accord avec les volontés nationales.

Les zones pauvres ont souvent des espaces publics délabrés, peu de zones de jeu pour que les enfants y jouent paisiblement, un taux d'insécurité élevé et un entretien des espaces qui laisse à désirer. Ces endroits n'encouragent pas les habitants ayant des perspectives financières et d'emploi à y rester. Et rien n'incite non plus de nouveaux locataires à venir s'y installer, comme non plus les nouveaux commerces.

Le cercle vicieux de la pauvreté est accentué par cette situation qui semble inextricable car les seules familles qui viennent habiter dans ces quartiers ont de multiples problèmes sociaux, sont des individus qui ne peuvent pas réellement choisir leur lieu d'habitation, ne peuvent pas ensuite y consommer, y trouver un emploi, ou y bénéficier des services publics rudimentaires (poste, etc…).

En 2006, le programme *New Deal for Communities-EC1* s'est occupé de la rénovation du Parc *Spa Fields*, de *Promenade of Lights* dans *Old Street* et du marché de *Whitecross Street*. C'est là un exemple parmi d'autres des travaux de rénovation qui ont été menés.

De gros efforts ont été faits pour améliorer les espaces publics, en particulier les parcs, les rues et les blocs de logements sociaux.

[1118] En majorité des aspects touchant la vie quotidienne des résidants des zones visées ainsi que leur formation.

Tous ces travaux ont :

- augmenté les taux de satisfaction des résidants,
- eu un impact positif sur les comportements anti-sociaux, la perception que les individus ont de ces attitudes violentes et la crainte qu'ils ont des délits.

Mais ils ont aussi amélioré les rapports entre les générations qui les fréquentent, et les groupes minoritaires y ont un meilleur accès ainsi que les résidants isolés.

D'importantes améliorations ont aussi été faites pour la collecte des ordures et la propreté des espaces publics.

En 2006, 15% des résidants pensaient que les ordures et les déchets dans les rues étaient un problème contre de 31% en 2002 (sondage *MORI*)[1119].

La sécurité a été améliorée et seuls 7% des résidants se disent inquiets d'éventuelles effractions commises contre leur domicile alors que le chiffre moyen national est de 12%[1120].

- **2 - Améliorer les perspectives de vie offertes aux résidants.**

Cette amélioration devait se faire en matière de santé, d'emploi et d'éducation, ceci dans la zone *EC1* qui est un lieu où s'additionnent les difficultés sociales et la pauvreté.

Par exemple, une mauvaise santé physique et une santé mentale défaillante chez les adultes ont des impacts négatifs sur les compétences de ceux-ci à travailler et même sur leur volonté d'obtenir un emploi. De plus, des parents en mauvaise condition physique ou psychologique ne sont pas capables de s'occuper correctement de leurs enfants et de subvenir à leurs besoins. Lorsque ces enfants délaissés tombent dans la consommation de drogues, l'absence de repères, de garde-fous familiaux ne peut que faire empirer leur situation et les conduire vers des délits plus graves et passibles d'amendes ou d'emprisonnement.

[1119] Chiffres donnés dans *Building a strong, sustainable and prosperous community. Delivery Plan for 2007/08, EC1 New Deal for Communities*, page 12.
[1120] *Ibid*.

Aborder tous ces problèmes de façon simultanée permet d'y travailler conjointement et d'y trouver des réponses qui peuvent se nourrir les unes des autres.

- **<u>3 - Les résultats scolaires</u>.**

Les enfants et les jeunes résidants de la zone *EC1* continuent à avoir des résultats scolaires inférieurs à la moyenne nationale même si dans certains domaines, les résultats obtenus par les écoliers de cette zone sont meilleurs que ceux du *Borough* d'Islington, comme ceux du *KS2*[1121], par exemple. Et pour les résultats aux *GCSEs (General Certificate of Secondary Education* – équivalent du Brevet français), peu de collégiens de la zone *EC1* sont susceptibles d'obtenir plus de cinq matières.

Des améliorations ont été apportées en matière d'éducation : les résultats sont meilleurs et le taux d'absentéisme a été réduit, que ce soit à l'école primaire ou au collège. Les taux de réussite aux examens *KS2* et *KS4*[1122] ont augmenté depuis 2002.

Le financement plus flexible des écoles, en particulier grâce aux fonds débloqués par le programme *New Deal for Communities-EC1* pour des projets spécifiques, a permis de motiver les élèves et de les faire participer aux activités organisées par les écoles avec plus d'enthousiasme.

Les projets éducatifs mis en place ont permis aux écoles de cibler les élèves en difficulté et ainsi de les aider de façon plus efficace.

[1121] *KS2 Languages (Key Stage 2 Framework*) est l'examen proposé aux élèves des écoles primaires qui évalue leurs compétences en anglais oral, écrit et en lecture. Il a été initié par le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Enfance, de l'Ecole et de la Famille, Andrew Adonis (né le 22 février 1963), qui, bien qu'il n'ait jamais été élu comme député, a pu occuper ce poste ministériel à partir de 2005, après qu'il ait été nommé à la Chambre des Lords, prenant le titre de Baron Adonis, le 16 mai de la même année. Du 5 juin 2009 au 11 mai 2010, il fut Secrétaire d'Etat aux Transports.

[1122] *KS4 (Key Stage 4)* définit les deux dernières années d'éducation obligatoire (10ème et 11ème années) et impose au groupe des adolescents entre 14 et 16 de suivre les cours dans les matières définies par le programme National anglais (*National Curriculum*), qui sont : anglais, mathématiques, sciences, techniques de l'information et de communication, éducation physique, éducation à la citoyenneté, éducation sexuelle, éducation religieuse, connaissance du monde du travail. Les écoles sont tenues de proposer les options suivantes : arts, technologie, humanités et langues étrangères. A la fin de l'éducation obligatoire, les élèves passent divers examens (*GCSEs, NVQs*, etc…)

Enfin, des assistants d'éducation ont été affectés dans les écoles où les élèves étaient le plus en demande d'aide et de soutien scolaire, ou étaient atteints de handicaps physiques. Les familles de ces enfants ont aussi reçu de l'aide.

- **4 - Les naissances chez les adolescentes.**

Le taux des naissances chez les adolescentes est élevé dans le *Borough* d'Islington et plus particulièrement dans la zone *EC1*…

Les adolescents sont aussi touchés par les méfaits causés par les maladies sexuellement transmissibles et cela se traduit par des comportements sociaux violents de certains ou par un taux particulièrement élevé de dégradations des espaces publics.

Pour lutter contre les incivilités des jeunes, le programme *New Deal for Communities-EC1* a mis en place des structures pour faire s'investir les adolescents et les faire plus participer à la vie de leurs quartiers.

- **5 - L'emploi et les compétences pour y accéder.**

En 2006, le sondage *MORI* réalisé auprès des habitants de la zone *EC1* a révélé que 26% des adultes en âge de travailler n'avaient pas de qualifications, contre 14% nationalement.

Une initiative avait été lancée en 2005 par le biais du projet *EC1 Connect*[1123].

Elle consistait à rendre visite à chaque foyer de la zone *EC1* vivant dans les logements sociaux et les consulter sur leur satisfaction des services concernant l'emploi et la formation à disposition dans la zone. Des questions étaient aussi posées sur leurs attentes, pour les renseigner sur les actions mises en place dans la zone et aider les demandeurs d'emploi à se réinsérer.

[1123] http://www.helponyourdoorstep.co.uk/Aboutus.asp

A partir des résultats, des projets spécifiquement dirigés vers les populations les plus défavorisées ont pu être décidés, comme ceux dirigés vers les jeunes ou les plus âgés, car les besoins sont différents.

Les individus faisant partie des groupes des noirs ou des ethnies minoritaires (*Black and Minority Ethnies)* ont plus de difficulté à trouver des emplois même s'ils sont plus qualifiés. D'ailleurs, les projets destinés à leur favoriser cet accès accueillent de nombreuses personnes issues de ces groupes.

Depuis la naissance de ce programme d'accès à l'emploi, dans la zone *EC1*, et grâce aux financements du programme *New Deal for Communities-EC1*, 4 205 personnes ont pu retravailler.

Toutes ces initiatives sont destinées à réduire le fossé entre les minorités ethniques.

- **6 - Les revenus par foyer.**

De nombreux foyers de la zone vivent avec un revenu de £100 par semaine. D'ailleurs, dans toutes les zones couvertes par des programmes *New Deal for Communities,* beaucoup d'habitants ne survivent que grâce aux allocations qui leur sont versées par le gouvernement.

- **7 - La santé.**

Les résidant de la zone *EC1* sont plus susceptibles de mourir jeunes de maladies qu'on pourrait éviter[1124], comme celles liées au tabagisme par exemple.

Il y a un taux important de cancers du poumon et de maladies cardiovasculaires qui sont liées au fort taux de tabagisme, au manque d'activités physiques et à une alimentation peu équilibrée.

Des projets de santé ont été mis en place, en particulier pour lutter contre les besoins spécifiques des personnes à risques, comme par exemple :

[1124] Cette information est à rapprocher des chiffres des personnes atteintes de maladie dans la zone Sud du Borough d'Islington (voir partie sur les caractéristiques des résidants de la zone Sud d'Islington).

- des conseils pour personnes âgées,
- des conseils pour les jeunes,
- une aide pour arrêter de fumer à destination des personnes originaires du sous-continent indien (chez qui le taux de tabagisme est particulièrement élevé),
- des tests pour la santé cardiaque des hommes,…

On a aussi tâché d'apporter une aide aux sans-abris et aux personnes souffrant de dépendance à l'alcool ou à la drogue.

Et la santé mentale a aussi été améliorée au sein de la zone *EC1* : ces bons résultats peuvent, en partie, être attribués aux efforts pour réduire l'isolation des plus âgés, améliorer la qualité de vie dans les quartiers, accroître les services aux jeunes dans les écoles, etc…

- **8 - Donner le choix et permettre un accès équitable au logement.**

Fournir des services de qualité à tous les résidants et répondre à leurs besoins nécessite de moderniser l'approche en ce qui concerne l'offre de services et il a fallu s'assurer qu'ils étaient accessibles à toutes les sections de la communauté. Disposant de tous les outils nécessaires, les résidants vont ainsi pouvoir faire les choix correspondant à leurs besoins de logement.

Pour cela, trois actions principales ont été menées par le *Borough* d'Islington en partenariat avec *New Deal for Communities- EC1*.

La première action visait à moderniser la communication et améliorer la satisfaction des usagers.

C'est là un des principes fondateurs de la vision voulue par le Conseil du *Borough* et qui apparaît dans son programme *One Islington*.

Et pour cela, Islington a mis en œuvre un lien de communication appelé *E-CF (Electronic Customer Focus*).

Une partie de cette stratégie est de mettre en place un centre de contact *Contact Islington* avec des horaires rallongés pour y accéder, des services interactifs disponibles en ligne, et un numéro de téléphone unique.

L'Internet et l'Intranet sont aussi utilisés pour améliorer l'accès au Service du Logement, mais donner plus de possibilités pour les usagers d'intervenir sur ces services est aussi une priorité.

Le site Internet du Conseil a été classé à la première place de la liste des sites de Londres.

Un accès à un bureau virtuel de services est possible par tous les usagers et ils peuvent obtenir un formulaire de dépôt de demande d'allocations logement comme, par exemple, une demande de permis de stationnement.

La deuxième action consistait à donner des conseils et combattre le problème des sans-abris.

Voici, à la page suivante, quelques chiffres sur la situation des personnes sans-abris dans le *Borough* d'Islington[1125] :

[1125] *Housing Strategy* – 2004.

	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003
Foyers reconnus sans-abris et prioritaires	1298	1556	1387	1397
Dont familles avec enfants dépendants ou une femme enceinte	699	855	780	602
Foyers sans-abris en attente d'un logement temporaire (au 31 mars 2004)	878	1041	1069	1421
Dont familles avec des enfants dépendants ou une femme enceinte	705	873	750	916
Dont familles logées en Bed and Breakfast	71	126	46	85
Durée moyenne de séjour en Bed and Breakfast				25 semaines

En 2004, le Conseil a atteint le but fixé par le gouvernement de ne plus avoir une seule famille logée dans un *Bed and Breakfast* aux frais du Conseil (et ceci un an avant l'échéance qui avait été fixée).

Ce sont des initiatives de prévention lancées par le Conseil qui ont permis d'obtenir d'aussi bons résultats, comme par exemple fournir des conseils plus efficaces sur le logement.

Voici des exemples de telles initiatives[1126] :

[1126] *Islington Homelessness Strategy 2003*.

SERVICE	DESCRIPTION
Alone in London	Service de médiation entre le Conseil et l'Association *Alone in London* pour les jeunes adultes de 16/17 ans.
Médiation Familiale	Initiative lancée par les Bureaux du Vice-Premier Ministre proposant une médiation aux personnes renvoyées du foyer familial par des parents.
Agents de Relations entre Locataires	Ces agents interviennent au nom des locataires lorsqu'il y a un risque qu'ils soient renvoyés de leur logement par les propriétaires de façon illégale. Entre novembre 2002 et mars 2003, 22 usagers susceptibles de perdre leur logement ont pu le réintégrer grâce à l'intervention de ces agents.
Home Shelter Project	Projet en partenariat entre le Conseil et le *Islington Women's Aid* et financé par les Services du Vice-Premier Ministre.

Les principes de la politique du *Borough* d'Islington pour combattre le problème des sans–abris sont [1127] et [1128] :

- prévenir les situations délicates chaque fois que c'est possible,
- empêcher que les problèmes aient un impact trop fort sur le reste de la communauté,
- faire en sorte que les problèmes ne laissent pas trop de traces indélébiles sur les personnes qui en souffrent.

[1127] *Ibid*.
[1128] Les chiffres concernant la stratégie du Borough d'Islington en matière de logement pour la période 2009-2014 peuvent être trouvés sur le site suivant : http://www.islington.gov.uk/Housing/housingpublications.asp

La troisième action, lancée en novembre 2002, proposait de faire déménager 300 locataires de plus que ce qui avait été prévu entre avril 2003 et avril 2005. Pour cela :

- le nombre des échanges de logements a été augmenté.
- Des familles ont été déplacées dans des zones moins demandées et ceci sous les auspices du *Inter Regional Mobility Scheme (IRMS*). Des accords avec les Conseils du Lancashire, du Yorkshire et des Midlands ont été signés et cela va continuer. On propose aux locataires plusieurs choix de déménagements.
- Le projet *Home Connections* a été poursuivi : c'est un partenariat qui a été initié en janvier 2003 entre les *Borough*s d'Islington, Barnet, Camden, Kensington et Chelsea ainsi qu'avec des associations de logement. Il couvrait le Nord Ouest du *Borough* d'Islington et était destiné à être développé dans le reste du *Borough*. Les propriétés disponibles paraissaient dans la presse locale, sur Internet et dans des livrets disponibles dans les antennes du bureau local du logement.
- Le partenariat *Getting London Moving* entre 11 fournisseurs de logements (autorités locales et associations de logement) a permis à des locataires désireux de changer de lieu d'habitation de faire paraître une annonce sur un site Internet où ils pouvaient aussi consulter d'autres offres. Plus les demandes ou les offres étaient publiées, plus le choix était vaste et le nombre de locataires susceptibles de voir leur vœux réalisés important.

III – 4 – 1 – 5 : le programme *New Deal for Communities-EC1* pour 2007-2008.

En 2007, lorsque nous avons rencontré Mr Andy Murphy[1129], celui-ci nous a précisé qu'à ce stade de l'évolution du programme *EC1*, les idées étaient claires, des leçons avaient été tirées des expériences passées et certaines façons de faire avaient été modifiées, pour bien aborder les quatre dernières années d'existence.

Un point primordial était alors de ne plus considérer le programme *New Deal for Communities-EC1* comme seulement une source financière mais plutôt comme un catalyseur d'idées entre les différents partenaires favorisant la discussion et l'élaboration de projets et

[1129] Voir note de bas de page n° 1111.

visant à apporter des changements substantiels sur les lieux de vie des résidants, sur leurs vies propres et sur leurs communautés.

Il nous a aussi dit qu'au cours de l'année qui avait précédé, en 2006/2007, des liens privilégiés avaient été créés entre le Bureau Directeur du programme *EC1* et les partenaires du *Borough* d'Islington.

- Avec le Conseil du *Borough* de Islington, l'engagement avec les conseillers élus des *ward*s a été accru, ainsi qu'avec les Directeurs du Conseil, en particulier les responsables du service pour les enfants et celui chargé de la rénovation et de l'environnement.
- Avec l'association *Homes for Islington (HFI)* qui est chargée des travaux de mise en sécurité, ont été définies des questions concernant les relations pouvant exister entre l'association et le personnel du programme *New Deal for Communities-EC1*.
- Cependant, les relations avec le secteur bénévole se sont limitées à des rapports avec la Fondation Cripplegate (*Cripplegate Foundation*), mais d'autres sont en train d'être initiées avec le Conseil d'Acions Bénévoles d'Islington (*Islington Voluntary Action Council – IVAC*), et le Comité du Réseau Communautaire d'Islington (*Islington Community Network Committee – ICNC).*
- Le directeur du Bureau est membre associé du Partenariat Stratégique d'Islington (*Islington Strategic Partnership*) et il participe à leurs réunions. Des liens précis ont été créés entre les différents pour faciliter la délivrance des projets et des stratégies.
- En ce qui concerne la santé des résidants de la zone, les relations instaurées avec le *Islingon Primary Care Trust (PCT)* ont été très positives et la stratégie en ce qui concerne la santé du *EC1* est maintenant décidée en prenant en compte les objectifs de cette association.
- Des liens commerciaux sont développés comme, par exemple, ceux avec la Whitecross Street pour que les commerçants de cette artère embauchent des résidants par le biais du contrat *EC1 Connect*.

Pour la période 2007-2008, le programme se proposait de décider de la répartition et de la destination des sommes pour que les buts fixés soient atteints.

Ce projet était basé sur le sondage *MORI* qui a été réalisé auprès des résidants de la zone *EC1* et sur la volonté qu'avaient les officiels du programme EC1 de travailler de façon plus proche avec les autres partenaires de la rénovation de la zone, autorités locales ou entreprises privées.

Depuis l'année 2001, la délivrance du programme *New Deal for Communities-EC1* avait souvent été freinée par des questions impliquant l'attitude des membres des bureaux de gestion. Ceux-ci ont souvent été assez réticents à s'engager dans un travail constructif avec les partenaires extérieurs, comme les autorités locales, par exemple.

Pour répondre à ces dysfonctionnements, des décisions ont été prises, comme par exemple la mise en place d'un Bureau dont la tâche est de veiller à ce que les décisions qui sont prises le soient dans l'intérêt des résidants et surtout de manière durable.

Au cours des quatre dernières années d'existence du programme *New Deal for Communities–EC1,* (2007-2011), un Sous-Groupe a été formé pour seconder les travaux du Bureau, et pour traiter plus particulièrement les points suivants :

- les conditions d'habitat, et l'environnement, les délits ainsi que les comportements anti-sociaux,
- les opportunités offertes aux résidants en matière d'éducation, d'emploi et de santé,
- les communautés : en insistant sur leur investissement et leur participation,
- l'aspect durable des projets menés, en considérant leur impact à long terme et leur continuité après la fin du programme *EC1*.

Le financement pour 2007/2008 a été réduit : les investissements dans de nouveaux projets ont été limités.

Cependant, cette période a été mise à profit pour améliorer les relations avec les entités administratives et renforcer les liens afin de classer par ordre de priorité les questions auxquelles apporter des réponses de façon urgente et en particulier celles touchant à l'éducation.

Les responsables du programme *New Deal for Communities-EC1* ont aussi été désireux de réfléchir à des approches sur de nouvelles politiques plus « humaines » comme la santé, l'emploi et l'éducation et plus particulièrement celles concernant les minorités ethniques dont la population a évolué de façon assez significative depuis 2001.

Cette évolution a eu un impact important sur les questions de santé, d'éducation et d'emploi de ces groupes.

De plus, certains projets initiés au cours des deux ou trois ans passés (2004-2007) ont été interrompus par manque de ressources financières.

Ainsi, une nouvelle redistribution des financements a été mise en place, certaines priorités ayant été revues, des contrats renégociés et les buts à atteindre rediscutés, tout cela dans un souci d'efficacité accrue.

Pour les dernières années de vie du programme *New Deal for Communities–EC1*, les autorités gestionnaires du programme se sont fixé des priorités dans les domaines suivants :

- **La qualité de vie.**

A ce propos, la priorité a été de poursuivre la rénovation des parcs, dont les espaces verts au sein des quartiers d'habitations et celle des rues. Un travail de concertation a été mené auprès des résidants afin qu'ils prennent part aux décisions en cas de travaux (par exemple, les enfants ont été questionnés quant à la rénovation des aires de jeux dans la cour de leurs écoles). Les adultes, eux, ont été consultés sur l'aménagement des espaces publics, sur la façon de gérer les travaux.

L'idée était de trouver des solutions pérennes aux comportements délictueux et au trafic de drogue dans les parcs, les cités de logements sociaux, et améliorer la sécurité, des personnes et des biens.

En effet, même si les sondages récents avaient montré une baisse du taux de criminalité dans le *Borough*, les résidants se disaient toujours inquiétés par le trafic de drogue et le bruit causé par les jeunes.

Afin de régler ces problèmes de voisinage, le travail avec les partenaires que sont les associations de lutte contre la drogue, les autorités du Conseil du *Borough*, fut poursuivi, et le sera encore, afin d'identifier les besoins et les manières d'y répondre.

Le but était de changer les attitudes de tous les acteurs de la vie des quartiers (jeunes, adultes, personnes âgées) et que tous apprennent à vivre ensemble, et pour cela créer des passerelles entre les différents programmes éducatifs et d'engagement communautaire.

Enfin fut soulignée l'exigence de fixer des normes d'excellence dans la propreté urbaine (nettoyage des rues et des pelouses, collecte des ordures, etc…).

On a visé une meilleure gestion de la propreté et ceci grâce à un investissement financier mesuré. Dans ce domaine, les bénéfices peuvent se noter à court terme.

Les gestionnaires du programme *New Deal for Communities-EC1* ont toujours été conscients que pour cela, il fallait travailler en partenariat avec le Conseil du *Borough* et avec les associations de résidants, en particulier avec *Homes for Islington* : l'investissement des résidants étant un gage de réussite que ce soit dans la prise de décisions de lancement des travaux ou dans la gestion de ceux-ci.

Développer le sens civique des habitants de la zone *EC1* a aussi été très tôt une volonté affichée, et cela a pu se faire en développant le projet *Eyes for Islington*[1130] auprès des adultes ou des enfants dans les écoles, tout cela pour réduire les inciter les personnes à se comporter de façon responsable vis-à-vis de l'environnement (utiliser les poubelles sur la voie publique, ne pas couvrir les murs de graffitis, etc…).

[1130] *Eyes for Islington* est un projet lancé par le Conseil du Borough d'Islington au début de l'année 2003. Les autorités demandent aux résidants de participer au maintien de la propreté, de la sécurité des rues d'Islington en rapportant aux services municipaux toute dégradation, tout danger auquel les habitants peuvent être confrontés, matériel ou physique. Les autorités s'engagent alors à régler la question le plus rapidement possible pour le bien de la communauté. Les personnes intéressées peuvent se renseigner auprès de la coordinatrice au Conseil : Fatma Mehmet (au 020 7527 2334), et deux adresses sont mises à disposition des bénévoles afin de rapporter tout problème : eyes@islington.gov.uk ou contact@islington.gov.uk. A la fin de l'année 2007, plus de 1000 habitants s'étaient engagés à jouer le rôle de 'gardiens du bien être de la communauté' en donnant leurs coordonnées aux services du Conseil du Borough.

- **<u>Les opportunités offertes aux résidants</u>**.

Dans ce domaine aussi, les financements à venir ont été revus à la baisse par rapport à l'exercice 2006-2007. Des choix ont été faits afin de revoir quelles étaient les priorités. Les projets faisant l'objet de contrats ont été honorés, même s'ils ont été réévalués afin de, éventuellement, en favoriser d'autres.

Une des priorités du Programme d'Education de la zone *EC1* (*EC1 Education Programme)* a été d'obtenir de meilleurs les résultats aux examens et de tout faire pour le bien-être des élèves.

En même temps que la prise en compte de ce bien-être en créant des partenariats entre les écoles et les centres pour la jeunesse, on a traité aussi celui des familles. D'ailleurs, ce ne sont plus seulement les enfants de 0 à 5 ans qui ont été l'objet d'attention mais ceux de 0 à 19 ans.

La politique pour l'enfance de la zone EC1 a pris en considération les cinq points soulignés par le programme *Every Child Matters (ECM)*[1131] qui sont :

- aider les enfants à être heureux et à réussir,
- les protéger,
- les aider à être en bonne santé,
- les aider à réaliser des actions positives,
- les aider à vivre correctement.

[1131] Victoria Adjo Climbié (2 novembre 1991-25 février 2000) a été maltraitée et assassinée à Londres par sa tante (Marie-Thérèse Kouao née le 18 juillet 1956 à Bonoua, Côte d'Ivoire) et l'ami de celle-ci (Carl Manning né le 31 octobre 1972). Après sa mort qui survint dans des conditions horribles, l'opinion publique fut fortement émue et cela conduisit à l'ouverture d'une enquête publique, et dans la foulée le gouvernement lança une consultation sur la condition des enfants. Il proposa un décret, *Every Child Matters: Change for Children* qui envisageait une nouvelle approche visant à améliorer le bien-être des enfants de 0 à 19 ans. Suivit une loi, le *Children Act* votée en novembre 2004 qui stipule que chaque enfant, quels que soient ses antécédents familiaux ou sociaux, doit obtenir le soutien dont il a besoin. Cela implique que les organisations pourvoyeuses de services à l'enfance (hôpitaux, écoles, associations bénévoles mais aussi police) partagent des informations pour travailler ensemble à la protection des enfants et à les aider à réussir leur vie. Fut aussi créé un Commissariat à l'Enfance. Les deux tortionnaires de la jeune victime furent reconnus coupables de meurtre et condamnés à la prison à perpétuité le 12 janvier 2001.
http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/2062590.stm

Dans la mesure où des financements supplémentaires ont été disponibles, la priorité a été donnée aux projets destinés aux enfants de 14 à 19 ans, et environ £100 000 ont été investies dans des travaux de rénovation d'écoles de la zone.

Les jeunes ont été au cœur du programme de rénovation voulu par le *New Deal for Communities–EC1*. Pour s'assurer que la parole des jeunes serait bien prise en compte dans la mise en place d'initiatives de rénovation, et afin qu'ils en bénéficient bien, le *EC1 Youth Forum* a été créé, donnant aux jeunes la possibilité de s'exprimer sur les questions les touchant.

Des initiatives ont été menées localement, dans les quartiers où elles étaient le plus attendues, comme la construction du Club des Jeunes dans le *ward* de Clerkenwell (*Three Corners Youth Club)*[1132].

Les différents outils permettant d'accéder à des formations ou à des emplois recevront une aide appuyée en 2007-2008 : d'importants efforts ont été faits pour veiller à ce que les formations dispensées conduisent effectivement à des qualifications et des emplois durables. Les stagiaires ont reçu aides et conseils personnalisés.

Ce marché répond aux besoins locaux et entraîne un certain renouveau des magasins du quartier, des cafés, en relançant la consommation. Le quartier en est devenu plus vivant et agréable à fréquenter et cela a donc aidé à fixer la population résidante, redonnant ainsi au quartier et à des habitants une identité propre, un sens d'appartenance.

La stratégie visant à améliorer la santé a été révisée et sera dorénavant alignée sur les priorités nationales.

L'accent a été mis en 2007-2008 sur l'aide apportée aux individus pour les rendre capables de faire les bons choix quant à leur santé (usage du tabac, activités physiques, consommation d'alcool ou de drogue et comportements sexuels), tout en s'assurant qu'ils disposent de toutes les aides et conseils pour faire des choix raisonnés.

[1132]Annexes : photo 30, page 577.

Le programme s'est appuyé aussi sur les services nationaux afin d'améliorer le niveau de santé des résidants de la zone. Le financement qui a souvent fait défaut a été fourni.

- **Soutenir la participation et l'engagement de la communauté.**

L'engagement de la communauté et sa participation à la vie de la zone *EC1* du *Borough* d'Islington est une condition qui peut sortir cet endroit de sa situation critique. En effet, les communautés prospères sont caractérisées par une nette implication des individus dans les structures bénévoles ou associatives. Elles y créent des activités, du lien et rendent l'espace de vie agréable, ce qui permet, entre autre, aux personnes les plus vulnérables d'être prises en compte.

Cependant, cette zone est caractérisée par un faible investissement des jeunes mais aussi des personnes issues des minorités ethniques et l'accent a été mis sur la participation de ces catégories de la population.

A Islington, ce sont toujours les mêmes personnes qui s'engagent dans la vie du *Borough* et en particulier dans des questions concernant le logement par le biais d'associations de locataires (*Tenant and Resident Association*). La zone est caractérisée par un faible taux de participation bénévole et de création de liens associatifs.

Il faut aussi noter qu'il y a peu de commerces qui s'impliquent dans la zone, que ce soit des commerces qui répondent aux besoins locaux (alimentation, commerces de proximité) ou d'entreprises plus importantes qui sont implantées autour de l'espace *EC1*.

Dans le développement des commerces de la zone et donc des capacités d'emploi que cela entraînera, réside un point clé du renouveau de ces quartiers : à l'avenir, des liens nouveaux devront être créés entre les instances gérant la rénovation et les acteurs économiques, et par là même, un travail devra être mené auprès des jeunes pour leur donner envie d'accéder aux postes offerts, les former à être compétitifs.

Pour lutter contre ces états de fait qui ne créent pas dans la zone *EC1* la cohésion nécessaire à une véritable identité et un sens d'appartenance des résidants, l'accent a été mis

sur une meilleure utilisation des outils déjà mis en place pour réveiller l'esprit communautaire (le budget n'a cependant pas été accru).

On a aussi insité sur la lutte contre la fragmentation sociale définie par la situation économique et par l'âge, au cours de l'exercice 2007-2008. Les résidants, de tous âges et de toutes conditions, ont été incités à se côtoyer et à prendre part de façon plus active dans la prise de décisions, que ce soit au sein des instances du programme *New Deal for Communities- EC1* ou dans la vie communautaire du *Borough*.

L'équipe chargée du Développement de la Communauté (*Community Development Team*) a vu la création du nouveau poste de directeur, responsable des outils permettant aux résidants de se tenir au courant du développement des projets initiés par le *New Deal for Communities – EC1* afin de veiller à la bonne qualité des services dispensés.

- **L'aspect durable des politiques menées.**

Deux thèmes majeurs sont inclus dans cet engagement.

- S'assurer que les bénéfices engrangés par le programme *New Deal for Communities- EC1* perdurent et continuent à être pérennes après la fin de vie du projet.

- Nécessité de développer un schéma de gestion des quartiers pour s'assurer que la coordination et l'investissement de la localité perdurent.

En ce qui concerne la rénovation des lieux et leur « remodelage » comme il était inscrit dans le *Local Government White Paper* de 2006, il faut agir de façon à ce que la stabilité de la zone concernée soit assurée.

Employer un *Neighbourhood Manager* a permis de coordonner les actions des différentes agences fournissant des services qui répondent aux attentes, aux besoins des résidants et s'assurant de l'engagement de la communauté.

Deux points clés ont capté toute l'attention des autorités lors des dernières années de développement du programme EC1, et en particulier au cours de la période 2007-2008.

D'abord améliorer l'infrastructure des services locaux comme :

- ceux dirigés vers les plus jeunes. Pour cela, le projet *Three Corners Youth* a été maintenu et développé afin d'accroître leur investissement en matière de gestion et de suivi des projets lancés,
- ceux touchant à la rénovation des écoles de la zone et de nombreux travaux ont été engagés,
- ceux visant à améliorer les sports et les loisirs, le *Finsbury Leisure Centre* comme les *Ironmonger Row Baths* ont été rénovés,
- ceux à destination de la communauté locale et des équipements supplémentaires ont été mis à la disposition des habitants,
- ceux délivrant des conseils à la population, et un travail de partenariat avec le Bureau de Conseil pour les Citoyens d'Islington (*Islington Citizen's Advice Bureau*) ainsi que le Centre Législatif d'Islington (*Islington Law Centre*) a été instauré pour identifier les besoins et les façons de les améliorer dans le futur,
- ceux de l'entretien des équipements de la zone, par exemple la bibliothèque de Finsbury (*Finsbury Library*) a été rénovée,
- enfin, ceux travaillant au développement des commerces locaux. Par exemple, les travaux menés dans Whitecross Street ont servi de modèle à de futurs projets profitant aux résidants.

L'accent a été mis sur l'augmentation de l'offre de logements accessibles. Un tel manque est une question essentielle pour la majorité des habitants de la zone *EC1*, un très grand nombre d'entres eux ne pouvant accéder à la propriété privée.

Il est à noter qu'en ce qui concerne le prix de l'immobilier, la zone *EC1* arrive en première place dans la liste de toutes les zones profitant du programme *New Deal for Communities* du pays : des appartements ayant été rachetés par leurs locataires par le biais du programme *Right to Buy*[1133] peuvent atteindre aujourd'hui £250 000. Cet état de fait gêne les

[1133] Le programme *Right to Buy* donne la possibilité à des résidants louant leur habitation au Conseil du Borough de s'en porter acquéreur à un prix préférentiel. Peuvent en bénéficier les locataires occupant le logement depuis au moins 2 ans (ou 5 ans si la location a débuté après le 18 janvier 2005). Les locataires d'associations de logement ayant obtenu la propriété des mains du Conseil et qui ont conservé le droit d'acheter (Preserved Right To Buy) peuvent aussi en faire l'acquisition. Il faut cependant avoir occupé le même logement avant et après le transfert de propriété.

actions de la zone *EC1* pour promouvoir des améliorations durables, comme par exemple, pour la cohésion sociale (car peu de résidants se sédentarisent).

En matière de politique du logement, les priorités ont été celle-ci au cours de l'année 2008 :

- mener des actions pour innover en matière de politiques du logement social et locatif,
- encourager une meilleure coordination entre les besoins locaux et les offres de logements privées accessibles,
- commander des sondages pour quantifier et analyser les aspirations et les besoins en logement de la zone.

- **<u>La gestion des finances et de la performance</u>.**

Le but pour les années à venir sera de fournir une gestion appropriée et efficace des projets initiés par la zone et de s'assurer que l'argent est bien utilisé.

C'est le *Borough* d'Islington qui est responsable de la gestion financière et l'accent est mis sur les outils de vérification comme des audits, une assurance-qualité et des moyens qui évaluent la faisabilité des projets, leur déroulement ainsi que le respect des objectifs visés.

Au cours de l'année 2006, des outils visant à améliorer la performance de la gestion ont été mis en place. Par exemple, un système de gestion des finances et davantage de rigueur en matière de payement des travaux, ont été instaurées de meilleures relations entre les différentes étapes de la mise en œuvre des travaux :

- les intentions affichées pour l'amélioration des quartiers visés,
- les objectifs définis et précis pour pouvoir atteindre ces buts,
- les résultats, les conséquences sur la vie des résidants.

Des aspects de la vie de la zone ont été améliorés de façon notable, comme la gestion de l'environnement, l'engagement des jeunes et l'éducation, et pour les années à venir,

jusqu'à la fin de la durée de vie du programme *New Deal for Communities EC1*, l'accent devra être mis sur certaines priorités comme la santé, l'emploi ou la qualification des adultes qui sont encore des domaines où les performances sont minimales.

Pour atteindre ces objectifs, les dirigeants du programme *New Deal for Communities - EC1* ont dû :

- améliorer les cadres dans lesquels s'inscriront les actes des directeurs de projets afin d'approfondir les liaisons avec les acteurs de la mise en oeuvre de ceux-ci,
- mettre en place un audit systématique au cours de la progression des projets par rapport aux buts à atteindre à la fin de la huitième année,
- un système plus performant d'analyse de la gestion financière qui sera remise au sous-groupe en charge de la Direction de la Performance (*Performance Management*), au *Borough* d'Islington et au *Government of London*.

A aussi été mis sur pied un service de l'Evaluation, de l'Examen et de la Recherche[1134] qui fournira une meilleure vision d'ensemble des besoins de la zone et des bilans positifs obtenus.

Nous avons vu plus haut quels étaient les aspects de la zone qui méritaient que l'on y porte une attention plus particulière au cours de l'exercice suivant.

Et les instances dirigerantes du *New Deal for Communities – EC1* (en partenariat avec Conseil du *Borough* d'Islington) poursuit son travail en ayant lancé des initiatives destinées à :

- rendre pérenne la viabilité de la communauté, en proposant, entre autres, une nouvelle politique de locations des logements,
- parvenir à des solutions durables aux problèmes de drogues et de dépendance dont souffre la jeunesse et qui affectent les lotissements ainsi que les parcs,

[1134] *Research, Review and Evaluation Function.*

- accroître la participation des groupes raciaux sous représentés dans les instances de décisions (en particulier les personnes issues des groupes minoritaires (*Black and Minority Ethnies)*, les jeunes et les locataires),
- favoriser le travail en équipe pour être encore plus performant.

Nous voyons que dans les dernières années d'existence du programme *New Deal for Communities-EC1*, l'accent sera mis sur les aspects touchant à la qualité de vie des résidants dans un environnement sain et rénové, tout en donnant aux groupes communautaires les outils leur permettant de s'investir et d'agir pour améliorer leur bien-être. La santé financière sera aussi primordiale afin de ne pas pénaliser les générations futures.

Le travail se poursuit donc mais la façon dont les résidants perçoivent les tâches déjà accomplies est une donnée importante que le Conseil du *Borough* veut absolument prendre en compte. C'est pourquoi de nombreux sondages sont réalisés tout au long du déroulement des dernières phases, dans le but d'affiner les efforts menés et d'assurer leur pérennité.

IV – La satisfaction des résidants face à la politique de rénovation et les actions menées par le Conseil du *Borough* d'Islington pour améliorer l'environnement.

L'environnement dans lequel réside chaque individu a bien sûr des effets sur sa santé, sa qualité de vie. Si les résidants ne sont pas satisfaits de l'espace dans lequel ils évoluent, leur bien-être physique et mental peut en pâtir.

Un sondage[1135] a été mené par l'*ORC*[1136] entre le lundi 31 octobre et le lundi 5 décembre 2005, et publié en janvier 2006 afin de connaître les attentes des résidants sur l'espace dans lequel ils vivent.

[1135] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, soumis à Steve Wills, Directeur de la Politique et des résultats (Policy and Performance Manager) par ORC International, Angel Corner Street, London N1 9AH, janvier 2006.

[1136] http://www.orc.co.uk/

C'est l'unité opérationnelle de recherches de *l'Opinion Research Corporation*, institut de sondages fondé en 1938 dont le quartier général est à Princeton, aux Etats-Unis, dans l'Etat du New Jersey.

C'est une entreprise publique depuis 1993 et à l'origine, elle fut créée afin d'appliquer les techniques d'étude de l'opinion publique sur des sujets commerciaux.

Le Conseil du *Borough* a demandé à cet organisme d'utiliser la technique *CHAID*[1137] afin d'aboutir à des relations statistiques entre la cible variable et les variables géographiques ou comportementales, ceci afin d'avoir une vision claire des variations dans les résultats entre les zones du *Borough* d'Islington ainsi qu'entre les différents groupe raciaux.

L'analyse *CHAID* se présente sous la forme d'un arbre illustrant les réponses.

L'arbre commence avec la question, la variable cible, et se découpe ensuite en diverses sous-branches qui présentent les attitudes comportementales par rapport à la question.

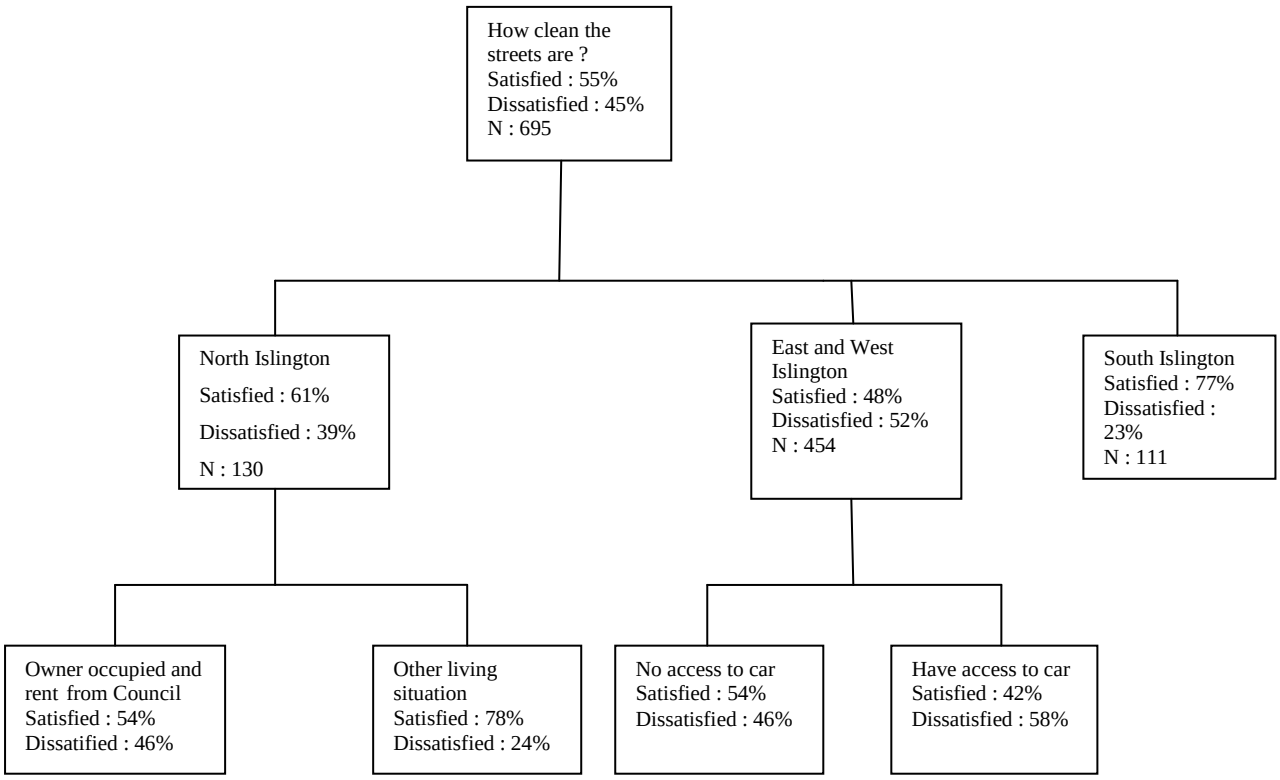
A chaque niveau, l'arbre se divise en sous-groupes et cesse de se développer lorsque les données ne présentent plus d'informations significatives ou lorsque le nombre dans chaque sous-groupe est trop petit pour pouvoir donner naissance à un nouveau sous-groupe.

Ci-dessous, un exemple d'arbre utilisé pour exploiter les différences de perception quant à la proprété des rues[1138]. La question posée était : « Dans quelle mesure êtes vous satisfaits ou pas de la proprété des rues » ?

Depuis cette date, elle a toujours été pionnière dans la recherche de nouvelles méthodes de recherches et dans leur mise en pratique. Tout un travail est fait pour que les sondeurs puissent utiliser les outils les plus performants.
Les façons de mener à bien une étude de l'opinion sont en constante évolution, et la maîtrise de *l'ORC e*n matériel de haute technologie lui permet de fournir à ses clients des approches nouvelles tout en les assurant d'une gestion des dossiers ainsi qu'une collecte des opinions efficaces, et un respect des délais pour fournir les résultats attendus.

[1137] *CHAID (Chi-squared Automatic Interaction Detector)* : méthode qui permet de mettre en évidence les combinaisons catégorielles qui mettent en exergue la différence la plus significative d'avec le variable cible. Cette méthose utilise des données non pondérées.

[1138] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington,* ORC International, janvier 2006, p.37.



L'étude a été menée auprès de 699 personnes âgées de 18 ans et plus, qui devaient résider depuis plus de 6 mois dans le *Borough* afin de s'assurer qu'elles étaient familières des lieux et des services sur lesquels elles allaient être questionnées.

Des précisions ont été demandées aux personnes composant l'échantillon quant à leur statut professionnel[1139], l'accès qu'elles avaient ou pas à un véhicule[1140], si elles souffraient ou pas de problèmes de santé[1141] et enfin le type de logement qu'elles occupaient[1142].

[1139] Plus d'1/3 des sondés travaillaient plus de 18 heures par semaine (38% exactement, soit 263 personnes), et 16% étaient retraités (soit 112 personnes sur les 699), *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, ORC International, janvier 2006, p.44.

[1140] D'ailleurs, sur les 699 personnes interrogées, 364 d'entre elles ont dit ne pas avoir accès à un véhicule (soit 52%) contre 335 affirmant le contraire (soit 48%), *Ibid*.
Ces résultats sont une bonne indication de la précarité sociale vécue par plus de la moitié des résidants. (Réflexion personnelle).

[1141] A ce propos, il est intéressant de noter que sur les 699 personnes sondées, 81% ont dit ne souffrir d'aucune maladie (ni longue maladie, ni handicap, ni problème dû à l'âge), *Ibid*, p.45, ce qui montre la relative bonne santé des résidants àIslington (sur un total de 175 797 résidants dans le Borough, 86 695 d'entre eux ont entre 20 et 44 ans, soit plus de 50% de la population), http://www.islington.gov.uk/community/412.asp

[1142] *Ibid*.
Cette volonté d'interroger les résidants formant l'échantillon en posant des questions sur le statut professionnel et d'éventuelles difficultés sociales, montre la volonté du Conseil du Borough d'obtenir une image la plus précise possible de la population d'Islington, et donc d'être â même d'apporter des solutions 'sur mesure' aux besoins ou récriminations exprimés. (Réflexion personnelle).

La méthode de sondage fut celle du « Face à Face » au domicile des personnes interrogées, et c'est le Département du *Borough* chargé de l'Environnement et de la Rénovation qui en a été le commanditaire, afin d' :

- identifier quels services étaient prioritaires selon le groupe d'appartenance des résidants,
- évaluer la satisfaction quant aux services fournis,
- évaluer les services méritant d'être améliorés,
- identifier les différences de perception selon les groupes communautaires,
- évaluer la prise de conscience des projets majeurs par la population[1143].

Le *Borough* a été divisé en quatre zones (Nord, Sud, Est et Ouest)[1144] afin de constituer l'échantillon le plus représentatif possible, en prenant en compte l'âge, l'origine raciale et le lieu d'habitation[1145]. Le tableau suivant[1146] nous montre combien d'entretiens ont été menés et combien de réponses ont été enregistrées dans chaque zone.

	Sondage de 2001	**Prévisions du nombre d'entretiens sur 700**	**Nombres d'entretiens Réalisés**	
	%	**Nombre**	**%**	**Nombre**
Nord	26%	182	19%	130
Est	23%	161	37%	258
Ouest	26%	182	28%	199
Sud	25%	175	16%	112

Les regroupements raciaux ont été précisément définis par le Conseil du *Borough* afin d'avoir une vision claire de la perception par les groupes communautaires.

[1143] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington, ORC International*, janvier 2006, p.5.
[1144] Les quatre zones définies par l'ORC International, Annexes, page 557.
[1145] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington, ORC International*, janvier 2006, p.42.
[1146] *Ibid*, p.6.

Les groupes raciaux ont été les suivants[1147] :

- les Blancs britanniques (*White British*),
- les autres Blancs (dont les Grecs, les Grecs Chypriotes, les Turcs et les Turcs Chypriotes, sans les Irlandais),
- les Indiens, Pakistanais et Bangladais,
- les Noirs (toutes populations noires, des Caraïbes ou autres),
- autres (toutes origines confondues, dont Chinois, Irlandais ou autres).

Les populations faisant partie des minorités raciales étant plus concentrées dans les parties Est et Ouest du *Borough*, un plus grand nombre d'entretiens ont été menés dans ces zones afin d'avoir un retour significatif sur les actions de rénovation perçues[1148].

Le tableau suivant nous donne le nombre d'entretiens obtenus par groupes raciaux[1149]

	Sondage 2001	**Prévision de réponses sur 700**	**Nombre d'entretiens réalisés**	
	%	**Nombre**	**%**	**Nombre**
Blancs britanniques	56,8%	398	43,7%	305
Autres Blancs	12,9%	90	16,6%	116
Noirs	11,9%	83	17,6%	123
Indiens, Pakistanais, Bangladais	5,4%	38	8%	56
Autres	13,1%	92	14%	98
Refus				1

[1147] *Ibid*.
[1148] Ce point nous montre que la perception qu'ont les membres des communautés les plus défavorisées sur les politiques menées par le Conseil du Borough est de première importance pour les autorités locales. Non pas que le Borough travaille en priorité pour les résidants les moins favorisés, mais cette volonté de prendre en compte les besoins et les attentes des plus pauvres est à remarquer. (Réflexion personnelle). D'ailleurs, *CHAID*, l'institut ayant conduit le sondage, a réalisé une analyse des résultats par zone géographique (les quatre définies) et par groupes raciaux, sur demande expresse du Conseil du Borough, *Ibid*, p.8.
[1149] *Ibid*.

Voici maintenant le nombre de personnes ayant répondu au questionnaire par groupes raciaux[1150].

	Résultats non pondérés		**Résultats pondérés**	
	Nombre de réponses	**%**	**Nombres de réponses**	**%**
Blancs Britanniques	305	44	405	58
Blancs Irlandais	37	5	30	4
Grecs/Grecs Chypriotes	16	2	11	2
Turcs/Turcs Chypriotes	25	4	25	4
Autres Blancs	75	1	60	9
Blancs et Noirs Africains	11	2	8	1
Blancs et Noirs Antillais	9	1	7	1
Blancs et Indiens	3	*	3	*
Autres origines mixtes	9	1	7	1
Indiens	14	2	9	1
Pakistanais	12	2	9	1
Bangladais	17	2	10	1
Autres origines	13	2	14	2
Africains	48	7	31	4
Antillais (Caraïbes)	57	8	30	4
Autres origines noires	18	3	12	2
Chinois	3	*	2	*
Autres	26	4	25	4
Refus	1	*	1	1

[1150] *Ibid*, p.43.

IV – 1 : le sondage et ses résultats.

L'*ORC International* a travaillé avec le *Borough* d'Islington pour rédiger le questionnaire qui allait être proposé aux résidants. On trouvera un exemplaire de ce questionnaire en annexe[1151].

Les enquêteurs ont tous été équipés de matériel informatique et munis d'un ordinateur portable leur permettant de mener à bien les entretiens[1152].

La population entière d'Islington n'ayant pas été interrogée, mais les réponses étant celles d'un échantillon, une marge d'erreur a été prévue : elle est de + ou – 3,7%, c'est-à-dire que si 50% des sondés ont répondu qu'ils étaient satisfaits de la délivrance de tel ou tel service, on peut considérer qu'entre 46,3% et 53,7% de tous les résidants (dont ceux qui n'ont pas participé au sondage) partageaient cette opinion[1153].

Enfin, certains résultats ont été arrondis au pourcentage le plus proche, ce qui explique que certains totaux peuvent dépasser 100%, ce qui est le cas aussi lorsque plusieurs réponses étaient acceptées.

Voyons maintenant quelles ont été les réponses apportées par les résidants d'Islington à propos de domaines affectant la vie quotidienne et leur bien-être dans leurs quartiers. Ceci nous permettra d'avoir une vision la plus objective possible de la perception des actions menées par le Conseil du *Borough* en direction des habitants.

IV – 1 – 1 : la satisfaction concernant les services de la voirie[1154].

L'entretien des rues, qui est un aspect essentiel de la vie d'un quartier puisqu'il touche à la santé publique mais aussi au confort quotidien des résidants, semble être une de leurs précoccupations essentielles.

[1151] Annexes pages 578 à 589, exemplaire du questionnaire mené par *l'ORC International*.
[1152] Ils ont tous utilisé du matériel *MCAPI (Mobile Computer-Assisted Personnal Interviewing).*
[1153] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, *ORC International*, janvier 2006, p.7.
[1154] *Ibid*, p.9.

Un grand soin est apporté à la propreté des allées qui longent les résidences et les artères des zones d'habitations car c'est un exemple visible de ce que peuvent entreprendre les autorités pour rendre agréable l'environnement des citadins.

Une question a été posée quant au degré de satisfaction de la proprété des rues, et voici les réponses obtenues :

	Très Satisfaits	**Plutôt satisfaits**	**Ni satisfaits ni mécontents**	**Plutôt mécontents**	**Très mécontents**	**Ne savent pas**
Eclairage des rues	16%	58%	11%	11%	4%	*
Etat des rues	4%	42%	15%	21%	15%	3%
Etat des trottoirs	2%	43%	14%	23%	18%	*
Sablage en hiver	2%	34%	23%	14%	9%	19%

L'éclairage des rues a recueilli des pourcentages de satisfaction relativement élevés, ce qui pourrait être un début de reconnaissance des travaux engagés par le Conseil du *Borough* pour sécuriser les rues et les rendre plus agréables[1155].

De même, les résidants les plus âgés ont été satisfaits à 78% de la qualité de l'éclairage des rues[1156] ce qui montre tout de même que ces personnes éprouvent un certain sentiment de sécurité.

Dans la même idée, les rues sont considérées comme propres et 58% des résidants interrogés sur les services de nettoyage ont été satisfaits de la propreté des artères, seuls 9% étant très mécontents[1157].

[1155] Chapitre 8.31 dans : http://www.islington.gov.uk/DownloadableDocuments/TransportandStreets/Pdf/final_sustainable_transport_strategy/ch_08_walking_2009.pdf

[1156] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, ORC International, janvier 2006, p.10.

La collecte des feuilles en automne a rassemblé 62% de satisfaction et celui des poubelles de rues 58%[1158].

Ici encore, les résidants les plus âgés étaient ceux qui étaient le plus satisfaits (65% des sondés)[1159] et les résidants du Sud du *Borough* étaient à 74% satisfaits de la propreté des rues alors que ceux du Nord ne l'étaient qu'à 61%[1160].

Serait-ce la proximité de la City de Londres, dans la partie Sud, qui fait que les autorités veillent au maintien de la propreté de ses rues par rapport au reste du *Borough* ? Cela serait compréhensible, cette partie étant le cœur financier de la capitale britannique, et en tant que tel, une sorte de vitrine[1161]…

Pour poursuivre sur la même idée, voyons à la page suivante les pourcentages de satisfaction quant au ramassage des ordures[1162] :

[1157] *Ibid*, p.11.
[1158] *Ibid*.
[1159] *Ibid*.
[1160] *Ibid*, p.12. Il est vrai que certaines rues du Nord du Borough d'Islington comme par exemple Holloway Road, rue longue et très populaire, est très commerçante, et qui accueille une population nombreuse et multiraciale, est particulièrement sale. Dans le cas de cette artère, et cela a été le cas à chaque fois que je m'y suis promené, la chaussée est jonchée de détritus : papiers gras, paquets de cigarettes ou canettes de boissons gazeuses. (Remarque personnelle).
http://www.londontown.com/LondonStreets/holloway_road_077.html#MAP
Il est intéressant de noter que la décharge publique du Borough d'Islington se trouvait d'ailleurs près de cette artère, non loin du Arsenal Football Stadium. Cependant, dernièrement ce stade a été reconstruit grâce à des fonds privés et il a pris le nom de Emirates Stadium, la décharge ayant été déplacée plus à l'Ouest, à laquelle on accède en traversant un bloc de nouveaux appartements. (Remarque personnelle).
[1161] Réflexion personnelle.
[1162] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, *ORC International*, janvier 2006, p.13.

	Très satisfaits	Plutôt satisfaits	Ni satisfaits ni mécontents	Mécontents	Très mécontents	NSP
Assurance que les poubelles soient vidées	33	51	5	7	4	1
L'état des poubelles après	19	44	9	18	8	1
Collecte des ordures à recycler	24	41	10	8	8	9
Collecte des déchets devant restaurants et commerces	3	34	25	17	9	12

Les chiffres ci-dessus nous donne une vision plutôt positive de la façon dont les résidants appréhendent les actions du Conseil du *Borough* en ce qui concerne leur bien-être et le soin apporté aux services de voirie.

Au-delà de l'aspect sanitaire qu'un entretien attentif apporte, le Conseil semble aussi soucieux de veiller à ce que l'environnement soit respecté et compte faire des divers quartiers d'Islington des lieux où les habitants seront heureux de vivre.

C'est pourquoi les actions sur l'environnement, les espaces verts et les loisirs proposés aux résidants ont aussi été une priorité des autorités locales comme nous l'avons vu dans les programmes mis en place dans le cadre des différents projets ayant affecté le *Borough*.

Voyons maintenant quels sont les pourcentages de satisfaction des résidants en ce qui concerne les actions du *Borough* dans ces domaines.

IV – 1 – 2 : la satisfaction concernant la rénovation des espaces verts et des activités de loisirs.

Il y aurait, dans le *Borough* d'Islington, 50 000 arbres dont 38 000 seraient plantés sur des terres appartenant au Conseil du *Borough*[1163].

Voyons tout d'abord les pourcentages de satisfaction pour les domaines suivants[1164].

	Très satisfaits	**Plutôt satisfaits**	**Ni satisfaits ni mécontents**	**Plutôt mécontents**	**Très mécontents**	**NSP**
Nombre de parcs et espaces ouverts	10	48	13	19	8	2
Qualité des parcs et espaces ouverts	8	52	16	13	6	4
Activités proposées par le Conseil et équipements sportifs	7	38	22	10	8	16
Nombre d'arbres dans les rues	13	51	15	14	5	2

Il est à noter que 16% des personnes interrogées ne se sont pas prononcées sur les activités proposées par le Conseil du *Borough* et les équipements sportifs. Nous pouvons supposer que c'est une méconnaissance de ce genre de propositions faites par les autorités locales : un effort doit peut-être être fait afin d'informer la population à ce propos[1165].

Les résultats suivants récapitulent la satisfaction des personnes interrogées quant aux espaces verts et les activités de loisirs[1166].

[1163] *The Islington Joint Needs Assessment*, Islington Primary Care Trust, NHS, (2008), p.100.
[1164] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, *ORC International*, (janvier 2006), p.17.
[1165] Remarque personnelle.
[1166] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, ORC International, janvier 2006, p.17.

	% de satisfaction
Nombre d'arbres dans les rues	65
Qualité des parcs et espaces ouverts	63
Quantité des parcs et espaces ouverts	59
Loisirs proposés par le Conseil et équipements sportifs	53

Cependant, il est intéressant d'envisager les résultats ci-dessus selon les réponses apportées par les différents groupes raciaux.

Ce sont les résidants immigrés d'origine indienne et noire qui sont les moins satisfaits du nombre d'arbres dans les rues du *Borough* : ils le sont à 50% et 51% respectivement alors que le pourcentage de satisfaction dans le *Borough* est de 65[1167].

Nous pouvons peut être expliquer ces résultats par le fait que ces personnes proviennent de pays majoritairement ruraux, la plus grande partie de la population de ce pays vivant d'agriculture, et où la nature occupe une place prépondérante dans la vie quotidienne des habitants[1168].

Et même si le Conseil du *Borough* fait des efforts pour refleurir divers endroits d'Islington, ces personnes semblent penser qu'ils sont encore insuffisants[1169].

C'est le même cas pour la qualité des espaces verts : 70% des personnes issues du groupe Blanc britannique ont été satisfaits, mais 45% des personnes appartenant au groupe des Noirs et 35% des Indiens l'ont été[1170].

Ici, le mécontentement quant à a pauvre qualité des parcs et des espaces verts est aussi exprimée par les résidants ayant des problèmes de santé ou un handicap, avec 54% de

[1167] *Ibid*, p.18.
[1168] Remarque personnelle.
[1169] Remarque personnelle.
[1170] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, ORC International, janvier 2006, p.18.

satisfaction, les griefs essentiels concernant essentiellement le manque d'accessibilité de ces endroits.

Ces différences entre groupes raciaux se retrouvent aussi en ce qui concerne la quantité des parcs disponibles dans le *Borough* : 53% des personnes appartenant aux groupes raciaux minoritaires en sont satisfaits, contre 64% pour les Blancs britanniques[1171].

57% des résidants âgés entre 25 et 44 ans (rappelons que cette tranche d'âge compose plus de 50% de la totalité des habitants du *Borough*), se disent satisfaits des équipements sportifs et de loisir du *Borough*[1172].

Nous pouvons expliquer ces bons résultats par le fait que ce sont des personnes en âge d'avoir des enfants, et de fonder une famille. Il est à noter que le *Borough* a fait de gros efforts pour équiper les parcs attenants aux lotissements d'habitations en jeux d'enfants, rendant ces espaces attrayants et agréables à fréquenter, par les enfants comme par leurs parents[1173].

Des zones dédiées aux jeux de ballon ont aussi été aménagées, permettant ainsi aux enfants de jouer en toute sécurité.

Par zones, les résultats sont aussi intéressants, et peuvent être expliqués par les caractéristiques urbaines et géographiques.

Au Nord du *Borough*, les résidants sont plus satisfaits de la quantité et de la qualité des parcs et des espaces verts (69% pour la quantité et 68% pour la qualité), alors qu'au Sud, seule une personne sur deux l'est (50% pour la quantité et 55% pour la qualité)[1174].

En effet, le Sud, jouxtant la City de Londres, est une zone urbaine densément bâtie avec un fort taux de circulation automobile, et donc un taux de pollution élevé[1175].

[1171] *Ibid*.
[1172] *Ibid*.
[1173] Remarque personnelle.
[1174] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, ORC International, janvier 2006, p.18.
[1175] Il est intéressant de noter que le gouvernement de Londres, alerté de ce taux de pollution de l'air et donc des effets négatifs qu'il a sur la santé des personnes mais aussi sur l'environnement, a instauré la taxe Congestion

De même, les résidants du Sud du *Borough* sont moins satisfaits des équipements sportifs et de loisirs que ceux du Nord : 49% et 62% respectivement[1176].

IV – 1 – 3 : la satisfaction concernant les actions du Conseil sur la qualité de l'environnement.

Les personnes sondées, avant de répondre à des questions précises sur les services bien définis de la gestion urbaine par le Conseil du *Borough*, ont donné quels étaient, selon elles, les domaines devant être gérés prioritairement par les services compétents.

Voici les résultats[1177] :

	Pourcentages sur 699 personnes
Déjections canines	42
Réfection des trottoirs	38
Détritus	30
Embouteillages	25
Sécurité routière	25
Travaux d'entretien des routes en cours	23
Décharge sauvage dans les rues	19
Pollution de l'air	17
Faible éclairage public	13
Graffitis	11
Chewing-gum	8
Véhicules abandonnés	6
Affichage illégal	4
Aucune de ces propositions	5
Ne savent pas	2

Charge pour limiter la circulation des automobiles à moteur, prioritairement dans une zone comprenant la City de Londres. (Remarque personnelle).

[1176] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, ORC International, janvier 2006, p.18

[1177] *Ibid*, p.22.

On a demandé aux résidants quelle était leur perception concernant de nombreuses questions touchant à l'environnement en général.

Voici leurs réponses[1178].

	Approuvent fortement	**Oui**	**Ni approbation ni désapprobation**	**Désapprobation**	**Forte désapprobation**	**NSP**
Le Conseil travaille pour l'environnement	5	54	20	12	5	5
Il vise à améliorer l'environnement	5	51	24	8	2	9
Il traite les questions d'environnement [1179]	2	22	32	10	4	31
Il travaille à garder le *Borough* propre	5	55	19	13	7	1
La qualité de vie s'améliore à Islington	4	39	25	13	6	12

La question posée aux résidants composant l'échantillon a été la suivante : « Quel est votre degré de satisfaction de la façon dont le Conseil d'Islington traite les questions touchant à l'environnement ? », et 65% des sondés ont répondu qu'ils étaient très ou plutôt satisfaits.

Voici les résultats détaillés en pourcentages des 699 personnes interrogées[1180] :

[1178] *Ibid*, p.21.
[1179] Comme les énergies renouvelables et la réduction de l'effet de serre.
[1180] *Ibid*, p.20.

	Très satisfaits	Plutôt satisfaits	Ni satisfaits ni mécontents	Plutôt mécontents	Très mécontents	NSP
Satisfaction de la façon dont le Conseil s'occupe de l'environnement	8	57	14	13	9	*

Encore une fois, une disparité assez notable entre les résidants du Sud et ceux du Nord : respectivement, 74% de satisfaction pour les premiers et 58% pour les seconds[1181].

Il semble évident que la proximité de la City de London incite les autorités locales à veiller à la qualité environnementale dans cette zone du *Borough* avec plus d'attention[1182].

Et ceux-ci en sont conscients : lorsqu'on leur demande s'il leur semble facile ou pas de contacter les services compétents pour rapporter un problème touchant à l'environnement, les résultats en pourcentages sont les suivants[1183] :

	Très facile	Plutôt facile	Ni facile ni difficile	Plutôt difficile	Très difficile	NSP
Rapporter au Conseil un problème touchant à l'environnement	7	33	26	9	5	19

Les 19% de personnes qui « ne savent pas », nous montrent tout de même que 81% des sondés s'expriment sur cette question touchant l'environnement et que ceci est donc une préoccupation de premier ordre, 40% considérant qu'il est facile de contacter le Conseil.

[1181] *Ibid.*
[1182] Remarque personnelle qui est vérifiable en se promenant tout simplement dans les rues du Sud d'Islington.
[1183] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, ORC International, janvier 2006, p.21.

IV - 2 : recommandations et conclusions du sondage de 2005.

Même s'il y a, selon les points abordés, des différences de résultats qui dépendent de la zone du *Borough*, la gestion des services par le Conseil semble recueillir une majorité d'opinions favorables de la part des résidants d'Islington, avec 3/5ème des sondés disant que les équipes travaillaient correctement pour garder le *Borough* propre[1184].

Malgré cela, il y a des variations dans la perception qu'ont les résidants en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de vie.

A la question suivante :

« Avez-vous l'impression que la qualité de vie dans le *Borough* d'Islington s'améliore ? », les réponses par groupes d'âge étaient les suivantes[1185] :

	Pourcentages de réponses positives
18-24 ans	55
25-44 ans	49
45-59 ans	36
60 ans et plus	59

Nous pouvons relier les résultats pour les plus jeunes à l'image qu'a Islington de *borough* londonien « branché », offrant des loisirs disponibles aux plus jeunes (restaurants, bars,…).

[1184] *Ibid*, p. 25. Il y a cependant une différence d'appréciation entre les propriétaires de leur logement (68%) et les locataires (57%), ce qui laisse penser que la propreté dans les lotissements est un aspect sur lequel les autorités ont encore à améliorer. J'ai pu m'apercevoir que dans certains lotissements, en particulier dans le bloc d'appartements Finsbury Estate, des détritus avaient été abandonnés dans le jardin et n'avaient pas été collectés par les services de nettoyage.
De même, les propriétaires de leur logements disent, à 78%, que le Conseil fait du bon travail en ce qui concerne l'environnement, contre 61% pour la totalité des sondés, et avec 54% des locataires pensant que l'environnement n'est pas une priorité du Conseil du Borough, *Ibid*. p.25.
[1185] *Ibid*.

Le pourcentage positif de la classe la plus âgée est à lier plutôt aux améliorations faites par le Conseil sur la qualité de l'environnement comme l'élargissement ou la réfection des trottoirs, l'installation de bancs publics ou l'aménagement des espaces verts.

En effet, le Conseil a nettement agi en direction de la sécurité et du bien-être des résidants[1186].

Cependant, à peine un peu plus d'un tiers (34%) étaient d'accord pour reconnaître que le Conseil s'attaquait aux questions environnementales telles que les énergies renouvelables ou la réduction de l'effet de serre[1187].

Apparemment, les résidants d'Islington semblent déplorer que le Conseil ne s'attaque pas aux problèmes posés par le réchauffement atmosphérique et qu'il ne s'engage pas dans des politiques innovantes, faisant cas des problèmes climatiques.

En effet, ces politiques sont, non seulement coûteuses, mais n'ont surtout pas de grande visibilité aux yeux du public[1188]…

La vie quotidienne et le confort des résidants ne seraient pas modifiée ou améliorées par l'équipement de la zone en panneaux solaires, en éoliennes, ni par la construction d'équipements publics produisant peu de gaz carbonique, par exemple…

Par contre, le ramassage des ordures ou la construction de jeux dans les jardins d'enfants, même s'ils ne pèsent en rien dans la bataille contre les défis climatiques que les dirigeants, locaux ou nationaux d'ailleurs, sont pourtant supposés prendre en compte, sont des améliorations visibles apportées à la vie quotidienne des citoyens et des atouts électoralistes certains[1189]…

Réalistes et exigeantes quant aux devoirs des autorités envers le citoyen, les personnes interrogées, lorsqu'on leur a posé la question suivante :

[1186] Remarque personnelle.
[1187] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, ORC International, janvier 2006, p.25.
[1188] Remarque personnelle.
[1189] Remarque personnelle.

« S'il y avait une chose que vous pourriez changer dans la façon dont le Conseil gère ou rénove l'environnement dans Islington, quelle serait-elle ? », ont fait des suggestions. Voici les plus fréquemment données [1190] :

	Pourcentages sur 699 personnes sondées
Meilleur nettoyage des rues, collecte des déchets	9
Réduction du trafic routier	5
Plus d'équipements de recyclage	5
Agir contre les délits, plus de sécurité, installer des caméras de surveillance, sécuriser les rues	5
Plus de policiers dans les rues	5
Agir contre les déjections canines, éduquer les propriétaires, proposer des sacs à déjections	4
Créer plus d'espaces verts, de parcs	4
Equiper les rues de plus de poubelles	3
Améliorer les places de parking pour les résidants, limiter les interdictions de parking	3

Encore une fois, les préoccupations essentielles des résidants concernent leur vie, leur santé et leur confort quotidiens.

Il est d'ailleurs intéressant de lire les pourcentages suivants quant à la satisfaction des résidants en ce qui concerne la conservation du patrimoine historique.

A la question suivante, « Quel est votre degré de satisfaction en ce qui concerne la façon dont le Conseil agit pour préserver les bâtiments historiques d'Islington ? », l'échantillon de 699 personnes a répondu de la façon suivante[1191] :

[1190] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, ORC International, janvier 2006, p.23.
[1191] *Ibid*, p.27.

Très satisfaits	Plutôt satisfaits	Ni satisfaits ni mécontents	Plutôt mécontents	Très mécontents	NSP
5%	42%	23%	9%	5%	16%

Plus de quatre personnes sur dix étant satisfaites, on peut s'apercevoir qu'à peu près quatre résidants sur dix, soit n'ont pas d'avis sur la question, sont mécontentes (à des degrés divers), soit ne savent pas (23% d'entre eux ne sont ni satisfaits, ni mécontents et 16% ne savent pas).

Pour conclure sur ces résultats, nous pouvons dire que la préservation des bâtiments historiques ne semble pas être une préoccupation des résidants qui paraissent moins concernés par la préservation des vestiges du passé que par leur vie quotidienne et l'évolution de leur cadre de vie [1192]…

En ce qui concerne la croissance du *Borough*, les résidants se virent présenter, en guise de préface, le texte suivant : « Islington est un lieu de plus en plus populaire pour y vivre et y travailler, et qui se développe sans cesse »[1193] avant que leur soit posée une question sur la façon dont il considérait la gestion du *Borough* par le Conseil.

Les résultats, pour le *Borough* et par zones, sont les suivants :

[1192] Remarque personnelle.
[1193] *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington*, ORC International, janvier 2006, p.27, "Islington is an increasingly popular place to live and work, and more and more new development is happening all the time".

	Pourcentages sur 699 personnes	Nord	Est	Ouest	Sud
Le Conseil du *Borough* doit exercer plus de contrôle	31%	32%	32%	35%	25%
La gestion de la croissance par le Conseil ne semble poser aucun problème	23%	19%	24%	15%	36%
La gestion par le Conseil aide la compétitivité d'Islington	23%	15%	25%	33%	20%
N'ont pas d'opinion	23%	35%	19%	17%	19%

Nous pouvons voir que près d'1/3 des résidants interrogés pense que le Conseil d'Islington fait un travail constructif et aide à la croissance de l'endroit, avec des différences notables entre le Nord et le Sud.

Peut-on expliquer le fait que les résidants du Sud pensent moins que ceux du Nord que le Conseil doit exercer un contrôle plus fort par la proximité de la City de Londres, centre de la Libre Entreprise s'il en est, et préconisant toujours moins de contrôle de la part des autorités[1194] ?

Dans la même idée, au Sud, 36 % des sondés pense que la gestion du conseil pose un problème, gênant peut-être la libre initiative, alors qu'au Nord, seuls 19 % pensent cela.

V – Les priorités futures pour les résidants.

Une consultation des résidants du *Borough* d'Islington a été menée en 2008 afin de clarifier leurs attentes à l'horizon 2025 en ce qui concerne le logement, les espaces verts ouverts et l'emploi[1195].

[1194] Remarque personnelle.
[1195] The Core Startegy Consultation 'Your Neighbourhood, Your Islington' disponible sur le site Internet : http://www.islington.gov.uk/DownloadableDocuments/Environment/Pdf/ldf_pack/core_strat_io_sec1_sep08.pdf

La majorité des foyers de la zone fut contactée et 2 211 réponses furent traitées.

Les personnes interrogées notèrent que les travaux menés par le Conseil du *Borough* d'Islington sur l'environnement bâti (par exemple sur le stade *Arsenal Emirates*, sur Lough Road, Hornsey Road entre autres) ont réellement apporté un mieux quant aux possibilités d'emploi, la qualité des logements et les services accessibles aux résidants.

En ce qui concerne la réduction des délits et des comportements néfastes à la communauté, celle-ci a baissé, en partie grâce à un investissemnt financier important[1196], et en 2009, le nombre des délits a baissé de 6% par rapport aux chiffres de l'année précédente[1197].

Par contre, certains chiffres ont augmenté comme ceux des délits de haine[1198] (*hate crime)* (+8%), ceux contre les automobiles à moteur (+7%), et les vols à l'arrachée (3%)[1199] : les rédacteurs de l'étude attribuent cette hausse à la situation économique actuelle. Des mesures sont prévues pour justement s'attaquer à cette hausse[1200].

Le Conseil veille à ce que les résidants s'investissent plus dans les programmes visant à améliorer la sécurité de la communauté[1201] et ceux-ci ont d'ailleurs exprimé, lors des sondages menés par les autorités locales, leur satisfaction quant aux progrès du sentiment de sécurité dans les rues du *Borough*[1202].

Le logement reste une question clé dans le *Borough* d'Islington et celle-ci doit être conjointement avec d'autres points comme la prospérité économique, l'éducation, la santé, et l'aspect durable des changements[1203]. D'ailleurs, le Conseil du *Borough* a l'intention pour les années à venir de[1204] :

[1196] *"There has been significant effort and money invested in addressing these issues",* dans la partie *Community Safety* dans *Islington Strategic Partnership, Islington, Area Self Assessment 2009/2010*, p.4.
[1197] *Ibid.*
[1198] *Hate Crime* : les délits de haine se produisent lorsque l'auteur attaque une victime en raison de son appartenance apparente à un certain groupe social , généralement définie par la religion, l'orientation sexuelle, le handicap physique, la classe sociale, l'origine raciale, la nationalité, l'âge, le sexe, ou l'appratenance à un groupe politique.
[1199] *Community Safety* dans *Islington Strategic Partnership, Islington, Area Self Assessment 2009/2010*, p.4.
[1200] *Ibid.*
[1201] *Ibid.*
[1202] A ce propos, voir la partie sur les taux de satisfaction des résidants en ce qui concerne le sentiment de sécurité dans le Borough, et en particulier les chiffres concernant les personnes âgées.
[1203] *Community Safety* dans *Islington Strategic Partnership, Islington, Area Self Assessment 2009/2010*, p.9.
[1204] *Ibid.*

- faire du logement une base solide pour améliorer les vies des résidants,
- construire plus de logements,
- améliorer la qualité des logements,
- améliorer la gestion du parc immobilier.

Depuis 2006, et pour qu'il y ait une adéquation totale entre les travaux menés et les attentes des résidants, l'investissement de ces derniers dans la politique de rénovation a été un point sur lequel le Conseil du *Borough* a insisté : l'engagement de la communauté a été au cœur de tout projet[1205]. Ainsi, les habitants ont le sentiment que leurs intêrets sont pris en compte et que les services répondent à leurs besoins, que leurs avis sont entendus et enfin, ils considèrent que la qualité des services mis à leur disposition est excellente[1206].

VI – L'évaluation interne des performances du Conseil du *Borough* d'Islington.

En 2008, le *Borough* d'Islington a mené un audit interne afin d'évaluer les politiques de rénovation[1207] : dès les premières lignes de celui-ci, les buts de l'étude sont précisés : faire l'état des lieux et identifier les besoins restant à combler[1208] pour la période suivante 2010-2015[1209].

Comme l'étude le précise, des efforts ont été faits pour développer des programmes permettant de lier entre eux divers aspects de la rénovation urbaine, c'est-à-dire les aspects concernant les bâtiments et les infrastructures, l'économie, le social et les questions affectant l'environnement[1210]. Il est précisé que la stratégie retenue traite ces différents aspects de la vie de la ville d'une façon globale et les intègre dans la politique de rénovation de la ville de Londres tout en prenant en compte le contexte local[1211].

[1205] *"Community engagement and empowerment (has been placed) at the heart of everything we have done", Ibid*, p.16.
[1206] *Ibid.*
[1207] *Islington Strategic Partnership, Islington, Area Self Assessment 2009/2010.* Disponible sur le site web : http://www.islington.gov.uk/DownloadableDocuments/CommunityandLiving/Pdf/isp/caa_self_assessment_mar10.pdf
[1208] *Ibid, Introduction*, p.1.
[1209] *Draft Islington Regeneration Strategy 2010-2015, Ibid.*
[1210] *"We have made progress in developping an overaching stategy framework that links the physical, economic, social and environmental aspects of regeneration", Regeneration Strategy*, Islington Strategic Partnership, Islington, Area Self Assessment 2009/2010, p.1.
[1211] *"The Regeneration Strategy sets Islington firmly within the wider London context and will provide a framework for building on the existing regeneration activity", Ibid.*

Un audit a aussi évalué la qualité[1212] :

- des directions de travail,
- de l'utilisation des moyens financiers,
- des services forunis par le Conseil,
- de l'évalution menée,

et a été attribuée la note de 4 sur l'échelle d'évaluation suivante[1213] :

Note attribuée	Niveau attendu
1	Prestations insuffisantes - sous les exigences attendues
2	Prestations suffisantes – correspondent aux exigences attendues
3	Bonnes prestations – au dessus des exigences minimum
4	Très bonnes prestations – très au dessus des exigences attendues

VII – Les directions de travail.

Le Conseil du *Borough* d'Islington a fait de gros progrès en la matière, et a fait mieux que les résultats nationaux[1214].

Les secteurs clés sur lesquels les efforts ont porté sont[1215] :

- réduire le taux de délits,
- l'amélioration des résultats scolaires,
- l'environnement,
- aider les personnes âgées à rester indépendantes.

Les inégalités face à la santé restent un projet sur lequel il faut travailler ainsi que la rénovation et le recyclage[1216].

[1212] http://cpa.audit-commission.gov.uk/STCCScorecard.aspx?TaxID=104331
[1213] *Ibid*, p.1.
[1214] *Ibid*.
[1215] *Ibid*.
[1216] *Ibid*, p.2.

La gestion des finances est aussi considérée comme positive puisque la note de 3 a été attribuée, l'échelle de notation étant la même que celle présentée plus haut.

Les services principaux ont été évalués dans le cadre de ce même audit et les résultats sont les suivants[1217] :

Services du *Borough* d'Islington	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**
Allocations versées aux personnes (évaluation par le Ministère de l'Emploi et des Retraites).	3	4	4	4
Enfance et jeunesse (évaluation par l'Inspection de la Santé – Commission for Social Care Inspection - et l'Ofsted).	3	3	3	3
Culture (comme les bbliothèques et les loisirs).	3	2	2	3
Environnement (comme les transports, le recyclage).	2	3	2	3
Logement	3	3	2	3

Les résultats et les notes attribuées nous montrent qu'en général la population d'Islington est nettement satisfaite des services rendus.

[1217] Les notes attribuées sont à prendre en compte par rapport à l'échelle ci-dessus, p.465.

TROISIEME PARTIE

CONCLUSION : BILAN DE LA POLITIQUE DE RENOVATION URBAINE DES TRAVAILLISTES DEPUIS 1997.

C'est Tony Blair qui a incarné la politique menée en Grande-Bretagne pendant les dix ans de gestion du pays allant de 1997 à 2007, et même si Gordon Brown lui a succédé à la tête du gouvernement, ce sont les politiques urbaines et sociales voulues par son prédécesseur qui ont été poursuivies jusqu'à la fin des années de gestion Travailliste.

Tony Blair a voulu incarner le mouvement politique qu'il avait lui-même contribué à fonder sur les restes du Parti Labour. La victoire du New Labour aux élections générales de 1997 avait été possible grâce à sa figure charismatique et tout au long de la décennie où il resta aux commandes du pays.

Sa prise de fonctions avait mit fin à un règne sans partage du Parti Conservateur. Il avait été, dès son élection, conscient de la responsabilité qui reposait sur ses épaules[1218] car sa victoire marquait le retour aux affaires des Travaillistes[1219] après tant d'années passées dans l'opposition.

Dix ans plus tard, lorsqu'il quitta ses fonctions le 27 mai 2007[1220], il s'excusa, dans son discours de départ, « pour tous les objectifs qu'il n'avait pas atteints »[1221] et de nombreux journalistes commencèrent à évaluer l'héritage qu'il laissait derrière lui.

Au niveau national, unes de ses grandes réussites fut qu'il rendit le New Labour capable d'être élu à nouveau[1222], car il s'éloigna des idéologies très à gauche du vieux Parti Labour.

Il insuffla, entre autre, au nouveau parti une culture du compromis et ceci fut très présent dans sa politique dite de la Troisième Voie, compromis entre les politiques ultra libérales et une politique plus à gauche et donc plus préoccupée par la prise en compte de la place de l'Homme au sein de la société.

[1218] *"A new dawn has broken. Isn't it wonderful? We always said that if we had the courage to change we could do it and we did it. The British people have put their trust in us. It is a moving and humbling experience*", *Ibid.* *"I feel a deep sense of responsibility and humility. You put your trust in me and I intend to repay that trust. I will not let you down"*, Tony Blair, discours le soir de son élection le 2 mai 1997.

[1219] *"We have been elected as New Labour and we will govern as New Labour*", *Ibid.*

[1220] http://www.guardian.co.uk/politics/2007/may/10/tonyblair.labour

[1221] ***"****I give my thanks to you, the British people, for the times I have succeeded, and my apologies to you for the times I have fallen short",* dans 'The Legacy: Tony Blair, Prime Minister, 1997-2007', article de Andrew Grice, Political Editor, paru dans *The Independent*, le vendredi 11 mai 1997.

[1222] http://www.voanews.com/english/archive/2007-05/2007-06-03-voa28.cfm?moddate=2007-05-24

Avant de conclure sur la politique Travailliste en matière de politique urbaine, tentons de tirer un bilan de 31 ans de politique urbaine telle qu'elle a été voulue d'abord pendant 18 ans par les gouvernements Conservateurs Margaret Thatcher de 1979 à 1992, puis avec John Major de 1992 à 1997, et Travaillistes ensuite, à partir de 1997, par Tony Blair et son successeur jusqu'en 2010.

I – Les gouvernements Conservateurs et Travaillistes : trente et un ans de politique urbaine.

I – 1 : la politique des Conservateurs de 1979 à 1997.

En Angleterre, comme dans toutes les autres nations industrialisées, les années 1970 ont marqué un changement économique massif avec une redistribution du travail du secteur industriel vers le secteur des services, un redéploiement des anciennes régions industrielles vers les nouvelles zones à forte croissance (Sud de l'Angleterre, par exemple), et à une forte hausse du nombre des emplois à temps partiel[1223].

Ainsi, ces années furent marquées par une crise à la fois économique et culturelle, et en ce qui concerne les difficultés sociales, les Conservateurs désignèrent le secteur public comme la cause des problèmes de centre-ville, le secteur privé étant donc la solution[1224].

La période de gestion du pays par le Parti Conservateur a été profondément marquée par la figure de son chef, Margaret Thatcher qui avait été Ministre de l'Education Nationale sous le gouvernement d'Ed*ward* Heath de 1970 à 1974 avant de lui succéder, un peu par surprise, à la tête du parti Conservateur[1225].

Elle s'était appuyée sur quelques principes fondamentaux théoriques qui différaient de ce que l'on a coutume d'appeler « le consensus d'après-guerre » c'est-à-dire consensus avec

[1223] Dans l'article *New Labour's Anti-Poverty Strategy 1997-2010*, mai 2010, http://www.ceri-sciences-po.org
[1224] Molin, A., (Stagiaire Mission Europe et International, Délégation Interministérielle à la ville), *Etude de la politique de la ville en Grande-Bretagne et plus particulièrement en Angleterre*, janvier 2003.
[1225] Chassaigne, P., *Margaret Thatcher*, communication devant l'Académie des Sciences Morales et Politiques, séance du 5 mai 2003.

les syndicats, sur le maintien des prérogatives de l'Etat dans l'économie et autour de la protection sociale par le biais de l'Etat Providence[1226].

Elle recentra l'Etat sur ses fonctions naturelles : garantie de la monnaie, maintien de l'ordre public et défense nationale. Ainsi, les dépenses de l'Etat furent diminuées[1227], et l'Etat Minimal se désinvestit de son rôle de protecteur des populations les moins favorisées.

Ses principes allaient aussi être à la base de sa politique urbaine en direction des quartiers les plus pauvres des agglomérations anglaises.

En matière de politique urbaine, Thatcher mit en place la centralisation des procédures en imposant les mécanismes du marché et en mettant à l'écart le rôle des autorités locales, considéré comme néfaste. Ainsi, il avait fallu réduire l'importance des politiques publiques en faveur des *Inner Cities*[1228] et les remplacer par les forces du marché dans une optique de régénération économique. Les Conservateurs avaient tenté de redorer le lustre des zones urbaines les plus pauvres et de leurs résidants en favorisant l'implantation d'entreprises. Ils avaient misé sur le fait que seule l'Entreprise pourrait redynamiser ces espaces en créant des emplois, et donc du pouvoir d'achat, de la richesse.

La période Thatcher fut celle de l'ultra-libéralisme[1229] qui laissait pour compte les moins aptes à se défendre contre les forces du marché : la proportion des familles vivant au dessous du seuil de pauvreté (correspondant à 50% du salaire moyen) était passée de 8% en 1979 à 22% en 1990[1230].

I – 2 : la politique des gouvernements Travaillistes de 1997 à 2010.

Tony Blair avait aussi surtout voulu se différencier nettement de la politique qui avait été menée par les Conservateurs de 1979 à 1997. Son désir était de recentrer les

---

[1226] Ibid.
[1227] Dans la même optique de désengagement de l'Etat, les 2/3 du parc immobilier de logements sociaux furent vendus à leurs locataires, *Ibid*.
[1228] *Etude de la politique de la ville en Grande-Bretagne et plus particulièrement en Angleterre*, de Molin, A., Délégation Interministérielle à la ville), janvier 2003.
[1229] Ibid.
[1230] *Margaret Thatcher* de Chassaigne, P., communication devant l'Académie des Sciences Morales et Politiques, séance du 5 mai 2003.

préoccupations de l'Etat autour du bien-être de l'individu et de replacer l'Homme à la première place de la pratique politique, ce qui est la caractéristique essentielle des partis de gauche par rapport à ceux de droite qui favorisent l'Entreprise.

Après avoir passé de longues années dans l'opposition entre 1979 et 1997, les Travaillistes étaient extrêmement critiques envers la politique sociale des Conservateurs et ils s'employèrent rapidement à appliquer une politique sociale qui allait les différencier de leurs prédécesseurs, en ciblant les individus pauvres et en leur offrant des formations professionnelles pour qu'ils redeviennent compétitifs sur le marché du travail ou en appliquant une politique anti-inflationniste en matière macro-économique, par exemple[1231]. Et la politique sur la ville et de rénovation des quartiers les plus dépourvus allait être aussi un outil pour sortir les plus démunis de leur situation.

En 1997, les indicateurs sociaux étaient presque tous dans le rouge et par exemple, 1/3 des personnes entre 50 ans et l'âge de la retraite était sans emploi, les demandes d'allocations chômage avaient triplé depuis les années 1970 avec un chiffre de 2 500 000, la proportion des enfants vivant dans une pauvreté relative était passé de 1/10 en 1979 à 1/3[1232].

La rénovation urbaine n'avait pas été une priorité des Travaillistes lors de leur arrivée au pouvoir en 1997[1233], mais leur volonté d'axer leurs grandes impulsions politiques autour de l'individu, du citoyen et de son bien-être a fait que, logiquement et presque inexorablement, la prise en compte de la ville et de ses composantes humaines est rapidement devenue un « passage obligé » de la politique du premier gouvernement de Tony Blair et a été poursuivie par la suite.

Le crédo des théoriciens du New Labour sembla être que ce n'est qu'en agissant sur la ville, son environnement physique et son organisation humaine qu'on pourrait améliorer la place de ceux qui y résident. Et par ces mêmes leviers, ayant regagné un statut de citoyen à

[1231] *Ibid.*
[1232] *Ibid.*
[1233] « Alors que les Travaillistes avaient assuré les Britanniques dans leur programme électoral qu'ils satisferaient 'les besoins spéciaux de ceux qui travaillent et vivent dans les zones rurales' (*the special needs of people who work and live in rural areas)*, ils étaient demeurés muets sur la question urbaine », Introduction à *Vers une renaissance urbaine ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, de David Fée et Sylvie Nail (éds), (2008), Presses Sorbonne Nouvelle, p.11.

part entière, ils joueraient un rôle plus actif et plus investi dans les affaires touchant à la gestion de la ville.

En ce qui concerne le bilan de sa politique de rénovation urbaine, celle-ci apparaît, par certains aspects, typique de l'adoption par le gouvernement des principes mêlant les forces de l'Etat et celles du secteur privé pour faire agir ensemble les différents acteurs du renouveau urbain (des entreprises aux résidants), et là les avis sont partagés par les observateurs. Ils émettent des doutes quant à la réussite du mouvement voulu par Tony Blair pour redynamiser l'image de la ville britannique et surtout pour redonner aux habitants des zones les plus démunies des agglomérations du pays plus d'espoir et de meilleures conditions de vie.

La pléthore de programmes et de financements destinés à la rénovation urbaine qui a été instaurée à partir de 1997 a, pour la plupart, atteint son but premier : rapprocher les politiques locales de leurs usagers les plus proches et les plus concernés, c'est-à-dire les résidants, qui ont été incités à s'engager plus dans leur bonne marche.

Ceci a été atteint en redonnant à l'individu ou aux groupes organisés, voix au chapitre au sein d'un gouvernement local repensé.

Cependant, sur le terrain, des années après la mise en place des premières actions de rénovation de la ville, certains aspects de cette politique sont toujours aussi peu clairs, voire incompréhensibles, pour le citoyen lambda qui leur reproche essentiellement d'être trop bureaucratiques et de manquer de flexibilité. Nombre de ces actions lancées ont été opaques, difficiles à comprendre car utilisant un vocabulaire complexe, un style très spécialisé, et visant des buts peu clairs.

Pourtant dans le Manifeste du New Labour pour l'élection générale de 2010, le candidat affirme que les «politiques de rénovation ont transformé les communautés auparavant laissées pour compte, et nos plus grandes villes sont parmi les plus performantes au monde »[1234].

[1234] *"Our regeneration policies have transformed previously neglected communities, and our great cities are among the best in the world", Living Standards* dans A future fair for all : The Labour Party Manifesto 2010, 2:6.

Il y aurait donc un décalage entre la perception des gouvernants (qui s'autosatisferaient[1235]) et celle des citoyens pour qui ces politiques ont tout de même été lancées…

Ces critiques sont d'ailleurs souvent relayées par les élus locaux de l'opposition qui se plaignent d'un traitement manquant de clarté, coupé des réalités du terrain[1236]. C'est le cas dans le *Borough* d'Islington à Londres dont le Conseil avait jusqu'en mai 2010 une majorité libérale démocrate.

Lors de mon entretien avec Mr George Allan (un des trois conseillers libéraux démocrates du *ward* de Clerkenwell du *Borough* d'Islington), celui-ci m'a exposé le décalage qui existait entre les politiques décidées à Whitehall et les besoins locaux.

Mr George Allan a reproché au gouvernement d'interférer avec les questions locales et il l'a jugé inapte à s'occuper des questions qui préoccupent les habitants, et encore moins à les régler. De nombreux élus locaux auraient voulu que le gouvernement finance la rénovation mais laisse aux autorités locales l'entière liberté d'utiliser les fonds comme elles le souhaitaient, dans des actions qu'elles seules jugeaient nécessaires et utiles.

En effet, les processus de partenariats entre le gouvernement central et les autres entités entrant en jeu (gouvernements locaux, entreprises ou même associations de résidants) ont été caractérisés par de nombreux conflits entre tous les acteurs impliqués et une des raisons majeures est que toutes ces initiatives étaient lancées en direction des communautés mais n'étaient pas dirigées par elles ou leurs représentants.

Ainsi, alors que la nouvelle politique urbaine voulue par Tony Blair était censée être un renouveau de la démocratie locale, elle a été vue comme un relatif échec.

[1235] Réflexion personnelle.

[1236] Entretien que m'a accordé Mr George Allan, le 27 octobre 2005, dans ses bureaux du Islington Council, Upper Street, London.

I – 3 : la politique urbaine comme outil de politique sociale ?

Dans l'article "The Scaling of 'Urban' Policy: Neighbourhood, City or Region?", la question suivante est posée :

« Les mesures voulus par les Travaillistes à partir de 1997 faisaient-elles réellement partie d'une politique urbaine destinée à être menée à long terme, ou étaient-elles simplement des outils sociaux pouvant éventuellement avoir un impact sur les zones urbaines[1237] et destinées à apporter des remèdes ponctuels, définis pour correspondre à la zone à laquelle elles étaient censées s'appliquer ? »[1238].

Là est le cœur du problème et cette question révèle peut être l'échec relatif de la politique en direction des espaces urbains conduites par les Travaillistes : la ville n'a pas été l'objet même des politiques menées mais c'est une action sur la place et les rôles de l'Homme dans la cité auxquels on a voulu s'attaquer.

Et le contraste entre la démocratie traditionnelle et la démocratie moderne voulue par Tony Blair a été bien illustré dans les pratiques de politique urbaine : celle-ci semble avoir été un outil plus qu'un but à atteindre.

La démocratie traditionnelle, par le biais de la politique sociale Keynésienne, développait des interventions à différents niveaux, voulues par l'Etat et le législateur, et destinées à régler des problèmes précis, entremêlés, vus comme spécifiquement urbains, alors que la démocratie sociale moderne voulue par Tony Blair était supposée régler des questions sociales de façon fragmentée, très peu étant menées à l'échelle urbaine, mais plutôt à l'échelle régionale, du *ward* ou du quartier[1239].

[1237] "Urban policy or policy which impacts upon urban areas? The Scaling of 'Urban' Policy: Neighbourhood, City or Region?", article de Mark Goodwin, chapitre 11 dans *New horizons in British urban policy: perspectives on New Labour's urban* par Craig Johnstone, Mark Whitehead.

[1238] On peut aussi lire, à propos de cette politique, le qualificatif de « Première Voie » en ce qui concerne la politique urbaine menée par Clement Attlee, par contraste à la « Troisième Voie » voulue par Tony Blair.

[1239] En 2000, après la publication du Livre Blanc *Our Towns and Cities : The Future*, les Services du Vice Premier Ministre a listé 96 programmes de première importance à mener et qui ont un lien avec la politique urbaine.
www.odpm.gov.uk/stellent.groups/odpm_control/documents/contentsservertemplate/odpm_index.hcst?n=2914&1=2

Tous les programmes touchaient à divers aspects de la vie urbaine, comme le commerce et l'investissement, les communautés, la sécurité publique et les délits, l'éducation et la formation, l'environnement, la santé, le logement, le sol et la planification, les loisirs et les sports et les transports. C'est comme si « tout aspect de la politique publique pouvait être considéré comme faisant partie de la politique urbaine », et c'est la critique qui a souvent été lancée contre cet angle d'approche de la politique urbaine[1240].

Au cœur de la politique urbaine des Travaillistes, on trouve l'idée que tout projet, une fois qu'il a été approuvé par le gouvernement central, doit être suivi par toutes les Autorités Locales[1241]. Cependant, un problème se pose si la majorité politique du *Borough* est différente de la majorité gouvernementale : les conseillers locaux peuvent ne pas être désireux, voire réticents, réfractaires, à mener à bien la politique dessinée par le Premier Ministre, ou, puisqu'ils doivent de toute façon appliquer les directives nationales, peuvent être amenés à le faire de mauvaise grâce…

Entre autres difficultés, une masse énorme de formulaires a été utilisée, rendant la moindre action pesante et difficile à gérer par les autorités locales qui héritaient de cette lourde charge administrative.

D'ailleurs, le gouvernement central, après quelques années de pratique, conscient de cette charge, pour permettre une plus grande souplesse dans l'utilisation des budgets alloués par le gouvernement, a décidé de faire signer des chartes, les *Local Area Agreements*[1242], entre lui-même et les *borough*s afin de donner plus de flexibilité aux fonds provenant du gouvernement : le *Borough* d'Islington a signé l'engagement qui le lie au gouvernement de Londres en 2008[1243] et il court jusqu'en 2011.

Jusque là, des fonds attribués aux autorités locales pour une action spécifique délimitée avant l'obtention ne pouvaient pas être utilisés pour un autre objectif : plus de souplesse est maintenant instaurée.

[1240] "*As if almost any aspect of public policy could become part of urban policy"*, de Cochrane, A. (2003), *The new urban policy; towards empowerment or incorporation? The practice of urban policy*, dans R. Imrie and M. Raco (eds), *Urban Renaissance? New Labour, Community and Urban Policy*, The Policy Press, Bristol.

[1241] '*Once a course of action is accepted as proven then all local government is expected to follow',* Martin Dutch, Working Paper 10, *Central and Local Government Policies and Social Exclusion*, (2000).

[1242] http://www.communities.gov.uk/localgovernment/performanceframeworkpartnerships/localareaagreements/

[1243] http://www.islington.gov.uk/DownloadableDocuments/CommunityandLiving/Pdf/laa/feb_submission.pdf
http://www.islington.gov.uk/community/islingtonstrategicpartnership/laa.asp

Déjà, au cours de leur mandat, des mises au point avaient été faites. Par exemple, après les critiques exprimées à l'encontre de la politique et des programmes urbains lancés par les Travaillistes, ceux-ci s'étaient engagés dans la cinquième phase du *Single Regeneration Budget (SRB5*) afin qu'il diffère des précédents.

Il devait veiller à :

- utiliser les moyens financiers de façon active afin de lutter contre l'exclusion et les inégalités,
- développer et soutenir des partenariats dans lesquelles les résidants des zones défavorisées[1244] et les associations bénévoles ont droit au chapitre.
- agir de façon pratique pour s'assurer que la participation de la communauté soit prise en compte en utilisant les propositions émises par les communautés,
- inviter de façon explicite les populations à présenter leurs projets,
- évaluer les progrès, les avancées faites à partir d'un point de départ (*Year Zero*),
- encourager l'implication des minorités ethniques ainsi que leurs associations bénévoles.

Il faut aussi préciser que la mauvaise volonté des élus locaux à défendre les politiques gouvernementales a peut être aussi été, comme c'est souvent le cas, une tactique politique pour manipuler l'électorat, et d'ailleurs, à ce propos, lors d'un autre entretien que m'a accordé Mr Mc Nab du *Government for London*[1245], ce fonctionnaire, pourtant peu proche du terrain, a insisté sur la fréquente inadéquation entre les nécessités imposées par les projets gouvernementaux et les préoccupations électoralistes des dirigeants locaux.

Il a rajouté que les autorités locales désiraient que le financement du gouvernement joue le rôle de levier pour faciliter la mise en place des projets dessinés par chaque *borough* afin qu'ils voient le jour. Le gouvernement se défendait de vouloir imposer ses dictats en

---

[1244] « Le gouvernement s'engage à assurer que les besoins et les priorités des communautés soient au centre du renouveau des quartiers, et à fournir aux résidents des zones défavorisées les outils pour s'impliquer de quelque façon que ce soit », *Social Exclusion Unit*, (2001), p.51. *("The Government is committed to ensuring that communities' needs and priorities are the fore in neighbourhood renewal and that residents of poor neighbourhoods have the tools to get involved in whatever way they want").*

[1245] Rencontre avec Mr Mc Nab le 5 mars 2007, dans ses bureaux du Government for London, Queen's Way, London.

même temps qu'il finançait les projets, sauf que ceux-ci devaient correspondre à la ligne politique votée par le Parlement…

C'est bien l'arrivée du New Labour au pouvoir en 1997 qui a marqué le début de la prise en compte par l'Etat de la politique urbaine comme outil de politique sociale[1246], mais il semble y avoir un antagonisme entre l' « urbain » et la politique sociale, comme si la ville ne pouvait être l'endroit où mettre en place des programmes destinés à améliorer la vie des habitants[1247], même si « dire que les politiques sociales ont un impact sur les résidants des villes est un truisme : il ne peut pas en être autrement »[1248].

Dans ce cas, la ville ne pourrait être que le lieu où se déroulent les tentatives de règlement des problèmes sociaux auxquels on s'adresse, et dans ce cas on ne pourrait parler de politique urbaine à proprement dit[1249]…

Cependant, le lien entre les politiques sociales et la ville ne semble pas couler de source : il semblerait que ce n'est pas parce que tel ou tel gouvernement décide d'agir sur le tissu de la ville afin d'y apporter des solutions aux problèmes sociaux que ceci va se faire de façon harmonieuse[1250].

Dans cette volonté de redonner le droit à la parole et le libre choix aux résidants, il semblerait donc logique de dire que c'est un désir de justice sociale, de règlement des problèmes sociaux les plus handicapant qui a justifié la politique de la ville des gouvernements Travaillistes successifs de 1997 à 2007[1251].

Mais revenons sur les piliers qui ont été à la base de toute tentative de renouveau urbain.

[1246] "Social policy and the city", de Edwards, J. (1995), dans *Urban Studies*, vol 32, pp 695-712.
Edwards, J. (1997), "Urban policy : the victory of form over substance ?", dans *Urban Studies*, vol 35, pp 825-43.

[1247] *"The city or the urban provide little focus for consideration of social policy or social problems or welfare problems in Britain"*, Ibid.

[1248] *Ibid.*

[1249] Comme, par exemple, les solutions ponctuelles apportées aux questions concernant la conformité de l'habitat, la violence urbaine, ou celles touchant à la dégradation de l'environnement. (Réflexion personnelle).

[1250] *"Cities have social problems; social policies are constructed to deal with social problems: the link is axiomatic",* John Edwards dans l'article : Social Policy and the City: A Review of Recent Policy Developments and Literature, (1995), *Urban Studies Journal Limited*, Vol.32, n°4-5, p. 695-712, Sage Editions.

[1251] *Ibid*, p.14.

II - Réflexions sur la durabilité, la diversité, le capital social et la communauté.

Lorsque la politique en direction des zones les plus pauvres des villes est devenue le cheval de bataille du gouvernement et en quelque sorte son fer de lance en matière de renouveau social, pour lutter contre les divers maux de la ville en matière d'environnement, d'exclusion sociale, de communautés désagrégées ou même de perte de sens d'appartenance à un lieu, ces notions ont été la fondation de la construction de la politique urbaine des Travaillistes.

Cependant, la mise en pratique de ces principes ne fut pas aussi simple qu'il y paraissait et il est intéressant de s'y attarder pour voir quelles sont les questions qui se sont rapidement posées dans l'élaboration des programmes basés sur ces mots clés, et qui ont fait que le passage à l'acte du gouvernement ne s'est pas toujours déroulé comme la théorie l'avait prévu[1252].

II – 1 : la durabilité[1253].

Le Livre Blanc du gouvernement de 2000 fait largement référence à l'environnement. De même, alors qu'il était maintenant pris en compte, il était aussi envisagé sous son aspect durable[1254].

Le rapport de la *Urban Task Force*, donne les critères que l'on doit trouver dans une ville pour que son aspect durable soit atteint[1255], et pour être « durable », la ville :

- doit avoir une forme compacte,
- doit pouvoir accueillir une diversité d'habitants,
- doit proposer une large variété d'activités,

[1252] "Visions of 'urban renaissance': the Urban Task Force report and the Urban White Paper", par Loretta Lees dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 75-80.

[1253] La durabilité est un concept qui vise à préserver le capital économique, social et naturel de manière à répondre aux besoins du présent, sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs. http://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/prin/dedu/index.cfm

[1254] A ce propos, voir l'ouvrage de Redclift, M. (1987), *Sustainable development : Exploring the contradictions*, London : Methuen.

[1255] "The Sustainable City: a compact form, a diversity of people, a variety of activities, connectivity, economic strength, ecological awareness, good governance, social inclusion, good design". http://www.rsh-p.com/Asp/uploadedFiles/Image/2832_urban_task_force_research/RSHP_A_JS_2832_L_E_MP.pdf

- doit pouvoir avoir des connections avec l'extérieur,
- doit être économiquement forte,
- doit prendre en compte l'aspect écologique,
- doit être correctement gouvernée,
- doit favoriser l'inclusion sociale,
- doit être correctement planifiée.

Même si on a cherché à étendre cette notion d'aspect durable aux autres questions liées à la renaissance urbaine que sont le social et l'économique, on a plutôt fait référence à ces deux dernières questions en termes de communauté et de compétitivité[1256].

Pour le gouvernement, un renouveau environnemental était supposé fournir une bonne base, même la base indispensable et solide sur laquelle se construirait une renaissance sociale et économique, c'était donc le préalable à tous les projets de renouveau urbain.

Et l'idée salvatrice mise en avant était la densification de la ville, par opposition à l'extension de celle-ci. Le fait de maintenir le développement de la ville devait permettre de maîtriser les maux environnementaux et sociaux de celle-ci[1257] :

- réduire le trafic routier et donc la pollution,
- réduire la pression opérée sur les espaces verts, l'habitat et les terres agricoles dans la ceinture verte des villes,
- et enfin réduire le réchauffement climatique.

Les Travaillistes étaient arrivés à ces conclusions bénéfiques sur l'environnement en comparant l'extension des villes américaines avec la densification des villes européennes ainsi que les effets que ces deux approches opposées de croissance urbaine avaient sur les économies d'énergie et les marques écologiques : les villes européennes, en adoptant une extension maîtrisée et un resserrement du tissu urbain, consomment moins d'énergie[1258].

[1256] "Visions of 'urban renaissance': the Urban Task Force report and the Urban White Paper", de Loretta Lees dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 75.
[1257] Ibid.
[1258] *Ibid*.

Pour les Britanniques, une ville contenue et compacte est une ville viable[1259], et le gouvernement disait « que la forme urbaine compacte souligne la valeur portée à la proximité et à la facilité de contact entre les personnes. La priorité est de fournir des espaces publics pour que les gens se rencontrent et agissent les uns sur les autres, apprennent les uns des autres, et se rassemblent dans la diversité de la vie urbaine »[1260].

Une des difficultés à laquelle cette volonté de densification de la ville s'est confrontée, a été d'inciter les résidants à adopter cette façon de vivre et d'aller à l'encontre de leur désir de vivre à la campagne, de leur souhait de retour au monde rural ou en tout cas loin des villes[1261].

Ensuite venait la tentative de ralentir l'usage que font les Britanniques de leur véhicule et la réflexion sur les solutions à trouver pour que le gouvernement les incite à adopter une attitude moins consommatrice d'essence. Les travaux de *Urban Task Force* et ceux du Livre Blanc qui a suivi ont ignoré les sentiments individuels ressentis par les citoyens et se sont plutôt concentrés sur les problèmes à plus grande échelle posés par la consommation d'énergie et les émissions de gaz néfastes[1262]. La voiture est un outil de déplacement apprécié par les Britanniques et la préconisation était d'aller à l'encontre de leur peu d'enthousiasme à l'idée de changer leur comportement en la matière[1263].

La municipalité de Londres aussi, avec à sa tête Ken Livingstone, commençait à se préoccuper du fort taux de pollution dans la capitale britannique et avec la volonté de réduire la propagation de gaz carbonique rejeté par les véhicules, fut instaurée la *Congestion*

[1259] "*The compact city is a liveable city*", *Ibid*, p 76.

[1260] *"The compact urban form highlights the value placed upon proximity and ease of contact between people. It gives priority to the provision of public areas for people to meet and interact, to learn from one another and to join in the diversity of urban life", DETR*, (1999), p 41.

[1261] A propos de ce sentiment négatif qu'ont les Anglais de l'habitat urbain et leur volonté de retour à une vie plus verte, on peut lire Champion et al, (1998), *Popular Housing Forum*, (1998) p 58, URBED et al, (1999), pp 4-6.

[1262] A ce sujet, on peut lire les travaux suivants : *Energy transport and urban form*, (1986), de Owens, S., London: Pion Press, *The compact city: A sustainable urban form?*, (1996), de Jenks, M., Burton, E., et Williams, K., London: Spon..

[1263] A propos du manque de prise en compte par les études gouvernementales de cette attitude des Britanniques envers leurs véhicules, de leur incapacité à s'en passer ou du peu de volonté qu'ils y mettent, et du point de vue plus global sur la consommation d'énergie, et les émissions néfastes envisagée par les auteurs de ces rapports, on peut lire « *Helping the earth begins at home: the social construction of socio-environmental responsibilities* », (1996), dans *Global Environmental Change*, Vol. 6., de Hinchcliffe, et 'Cultures of mothering and car use in suburban Sidney: a preliminary investigation', (2000), de Dowling dans *Geoforum*, vol. 31.

Charge[1264]. Cette taxe entra en application le 17 février 2003 pour la zone de Central London et elle fut étendue à certaines zones du West End le 19 février 2007.

Les véhicules roulant entre 7 heures et 18 heures, du lundi au vendredi, dans une zone clairement délimitée[1265] doivent s'acquitter d'une taxe de £8[1266].

Dès que le véhicule pénètre dans la zone, un système de caméra repère sa plaque d'immatriculation[1267] et si celui-ci n'apparaît pas sur le listing des conducteurs ayant réglé le droit d'entrée (le payement se fait par téléphone ou même par Internet), le propriétaire du véhicule peut être verbalisé et encourt une amende allant de £60 à £180.

S'être acquitté de cette somme signifie que l'automobiliste peut entrer et sortir de l'espace autant de fois qu'il veut pendant la journée.

Au-delà de la réduction des gaz nocifs à la santé, la volonté affichée était de réduire les embouteillages qui étaient un des points noirs de la circulation dans Londres[1268].

Le système est géré par *Capita Group*[1269], une entreprise privée sous contrat, et les bénéfices recueillis par *Transport for London*[1270] vont droit à l'amélioration du système de transport public de Londres (bus et métros)[1271].

La politique du gouvernement a misé sur le fait que les citoyens épouseraient la cause du « Tout Ecologique » et seraient prêts à modifier leurs habitudes de consommation. Cependant, de nombreux individus ne sont pas forcément interpelés par les problèmes touchant l'environnement, se sentant souvent impuissants face à ces questions et ne réalisent

---

[1264] http://www.tfl.gov.uk/roadusers/congestioncharging/
[1265] http://www.tfl.gov.uk/tfl/roadusers/congestioncharge/whereandwhen/#section-1
[1266] Le nouveau Maire de Londres, Boris Johnson, a annoncé que la taxe augmenterait de 25% en 2010, en même temps que les tarifs des transports en commun.
http://news.icm.ac.uk/business/london-fares-congestion-charge-rise-in-2010/4168/
[1267] *Automatic Number Plate Recognition.*
[1268] http://www.tfl.gov.uk/roadusers/congestioncharging/6723.aspx
[1269] http://www.capita.co.uk/Pages/Default.aspx
[1270] *Transport for London* est l'organisme public local responsable des transports en commun de la ville de Londres et du grand Londres, http://www.tfl.gov.uk/
[1271] "*By law, revenue raised has to be invested in improving transport in London*", dans *Ibid.*

pas que ce sont les gestes de chacun qui, mis bout à bout, pourraient être l'amorce d'une solution à la crise de l'environnement[1272].

Ce manque de prise de conscience de la nécessité de s'investir dans la lutte contre la dégradation de l'environnement et donc le déficit de participation des citoyens à la cause écologique est une question qui peut mettre à mal les volontés gouvernementales, aussi justes et sincères soient-elles.

Mais il serait faux de croire que le peu de réactivité des citoyens britanniques aux volontés du gouvernement en matière de politique environnementale est dû à une mauvaise grâce ou à une tactique pour contrer l'adversaire politique ! Cette attitude est souvent due à des conditions de vie subies (éloignement du lieu de travail qui rend l'usage du véhicule indispensable, quartiers mal desservis par les transports publics, traditions culturelles, manque de confiance envers les autorités…)[1273].

Le peu de réactivité des citoyens britanniques aux problèmes environnementaux peut donc être expliquée par la prépondérance d'autres problèmes les touchant au plus près, affectant leur vie quotidienne.

II - 2 : la diversité[1274].

C'était le mot clé qui ressortait des travaux commandés par le gouvernement Travailliste de Tony Blair à la *Urban Task For*ce dirigée par Lord Roger of Riverside et on a aussi pu le lire en filigrane dans tous les projets de renaissance urbaine voulus par le Livre Blanc qui suivit en 1999 : il fallait que toutes les initiatives de revitalisation urbaine prennent en compte ce concept.

Pour le gouvernement, cette diversité d'usage des lieux, des personnes vivant et travaillant ensemble au sein d'un même lieu était sensée renforcer l'intégration sociale et la vie civique[1275], comme devaient être encouragées les diversités culturelle et économique[1276].

[1272] Réflexion personnelle.
[1273] *Contested natures*, (1998), Macnaughten et Urry, London: Sage Publications.
[1274] Pour le gouvernement britannique, le mot diversité implique une large gamme de différences d'ordre culturel, racial, économique qui sont toutes prises en compte pour travailler sur l'intégration des groupes humains définis par telles ou telles caractéristiques, et ainsi renforcer la cohésion sociale.

Cette diversité (ou plutôt ces diversités) avait des bénéfices variés : culturels, sociaux, économiques, et les travaux de 1998 et 1999 sur la rénovation urbaine, ont pris cette aspect comme devant devenir la caractéristique essentielle pour dépasser l'homogénéité des zones urbaines qui n'avaient été porteuses que de maux et étaient synonyme de « banlieues abrutissantes et stériles »[1277].

En 2001, le Vice-Premier Ministre proclamait d'ailleurs que « la division entre les zones d'habitations exclusivement occupées par les propriétaires et celles occupées par des locataires, est une création du XXème siècle, et n'a pas été une réussite à nos yeux car elle a conduit à la polarisation et à l'exclusion sociales »[1278].

Il fallait donc faire se mélanger les résidants, quel que soit leur race ou leur statut social.

Mais le désir de diversités a été mis en avant sans prendre en compte une caractéristique très britannique, qui est que les citoyens ne se mélangent pas forcément, même s'ils habitent dans le même quartier, si leurs enfants fréquentent la même école ou se font face dans la même rue !

Des personnes habitent la même artère, mais dans deux mondes différents, opposés même, et ne se fréquentent apparemment jamais, ni à l'extérieur, ni dans le pub, lieu de détente de prédilection des Britanniques, puisque chacun retrouve « les siens », la « fratrie » à laquelle il appartient dans un bar qui correspond à la place qu'il occupe dans la société.

Les Britanniques évoluent dans des cercles sociaux, économiques et culturels qui sont propres à chaque classe de la société à laquelle ils appartiennent ou disent appartenir.

[1275] *"The mixing of different activities within an area should serve to strengthen social integration and civic life",* Department for the Environment, Transports and the Regions, (1999), p 40.

[1276] *"The diversity of cultures attracts many people to city living… In the future, we must develop on the basis of a mix of tenures and income groups", Ibid*, p 45.

[1277] "In the pursuit of difference: representation of gentrification", (1996), de Loretta, Lees, dans *Environment and Planning*, vol. 28, (1996).

[1278] John Prescott devant le Comité sur l'Environnement, les Transports et les Affaires Régionales (*Select Committee on Environment, Transports and Regional Affairs*), (2001), p 2.

Les résidants d'un même lieu de la ville semblent vivre à côté les uns des autres, en parallèle : et ceci est visible dans certaines rues d'Islington, *borough* où le contraste entre les riches et les plus pauvres est flagrant…

La diversité, le mélange des cultures et des expériences ne vont pas de soi ! D'ailleurs de telles tentatives visant le brassage des populations ont été lancées dans plusieurs quartiers de Londres, dont certains sont très connotés culturellement et racialement, comme Brixton au Sud de Londres[1279], et n'ont pas toujours été fructueuses.

A propos de la tentative de rénovation urbaine par le biais d'une renaissance de la diversité devant entraîner une inclusion sociale, il a été dit qu'« il semble y avoir un fossé entre la théorie favorisant l'expérience multiculturelle et les réseaux sociaux des personnes sur le terrain (…). Les relations entre les divers groupes raciaux et sociaux dans cette zone sont parallèles plutôt que de nature à favoriser l'intégration : les gens restent entre eux »[1280].

Atteindre cette diversité n'est donc pas chose aisée et il ne faut pas se contenter des discours : le gouvernement de Tony Blair en a fait l'expérience, ne serait-ce qu'à Brixton ! Il fallait que soit entreprise une grande rénovation des concepts de tolérance et de justice[1281].

Un autre exemple est celui du quartier de Soho où l'on trouve côte à côte des appartements gérés par des associations de logements[1282], d'autres appartenant à des « jeunes cadres dynamiques »[1283], des restaurants, des bars ou des sex-shops, et cette promiscuité n'est pas sans créer des tensions entre les différentes populations qui se côtoient : de plus en plus de frictions ont vu le jour et le nombre de plaintes de résidents va en s'accroissant[1284].

[1279] A ce propos, on aussi peut lire l'expérience de rénovation urbaine prenant en compte la diversité dans le Queens Market, dans le Borough de Newham, à l'Est de Londres.
http://www.feem.it/NR/Feem/resources/EurodivPapers/ED2007-048.pdf

[1280] *"There appears to be something of a gulf between a (...) preference for multicultural experience and people's actual social networks (...). Relations between different social and ethnic groups in the area are of a parallel rather than integrative nature: people keep (...) to themselves",* 'Visions of 'urban renaissance' : the Urban Task Force report and the Urban White Paper', Loretta Lees in *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 78.

[1281] "The ambivalence of diversity and the politics of urban renaissance: the case of youth in downtown Portland, Maine", article de Loretta Lees, (2003) dans *International Journal of Urban and Regional Research*.

[1282] *Housing associations.*

[1283] *Yuppies.*

[1284] Article "Visions of 'urban renaissance': the Urban Task Force report and the Urban White Paper", de Loretta Lees dans l'ouvrage *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 78.

Soho semblait, dès le début de l'an 2000, être devenu un lieu où il devenait impossible de vivre pour certains[1285] et donc un exemple de ce qui ne marche pas dans la mise en pratique des principes fixés par le gouvernement[1286].

II – 3 : le capital social.

Les Travaillistes s'étaient persuadés que ce concept allait influencer la politique urbaine et le renouveau de la communauté tels qu'ils les envisageaient.

Mais les citoyens ne se sont pas forcément emparés des nouveaux outils démocratiques qui leur étaient offerts pour prendre part à la vie de leurs quartiers, comme ne l'ont pas fait les communautés qui étaient au cœur de la réforme de la politique urbaine lancée par les Travaillistes.

La faiblesse de cette politique a aussi été l'inadéquation à faire se rencontrer la nécessité de rendre la communauté plus autonome vis-à-vis de l'Etat (*community empowerment*) vis-à-vis du pouvoir afin d'utiliser les finances à des fins locales, et la nécessité de responsabiliser l'individu pour qu'il agisse sur sa propre destinée, pour qu'il se « prenne en main » (*individual empowerment*)[1287].

Il semble exister toujours un fossé entre les populations les plus pauvres de certaines zones urbaines et les structures de gouvernance au sein des régions[1288]. Ce sont les structures de pouvoir et les questions qui se posent à ce propos comme « qui le détient ? », « sur qui s'applique-t-il ? » et « comment s'applique-t-il ? », qui n'ont pas été suffisamment réfléchies.

La notion de capital social implique aussi la notion de sens civique, ce qu'Ade Keans appelle dans son article *« civicness »* et qu'il qualifie de vision « nostalgique »[1289], mais il

---

[1285] *"As a place to live, Soho has become intolerable for some",* Beckett, A., (août 2000), Colonising the night, article dans le quotidien *The Guardian*, Saturday Review, p 1-2. .

[1286] "*If Soho cannot balance city-centre living and late-night pleasure, then perhaps the mixing will ultimately fail elsewhere in Britain too", Ibid.*

[1287] Communities at the heart? Community action and urban policy in the UK, article de Peter North, (2005), dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p128.

[1288] *Ibid.*

[1289] *Ibid*, p 60.

poursuit en rappelant qu'elle ne comporte pas forcément l'adhésion à un lieu par tous les gens qui y habitent, le partage de valeurs communes, ou la division en groupes ethniques[1290].

Ainsi, il y aurait ambigüité entre la volonté de se baser sur le capital social et celle de redorer le blason de la communauté.

Le capital social peut se mesurer en termes de résultats alors que les conditions sociales ne sont pas toujours quantifiables, et là réside un autre problème : le gouvernement peut se satisfaire de critères en hausse en ce qui concerne l'investissement citoyen alors que les conditions sociales ne sont pas forcément meilleures dans les quartiers défavorisés[1291].

Le capital social semble être, comme toute autre forme de capital, un moyen pour atteindre un but, un outil mis à la disposition des citoyens pour améliorer leur vie au quotidien : en l'ayant considéré comme un but en soi, le gouvernement ne l'a pas envisagé comme un outil permettant aux communautés d'améliorer leur vie.

On semble en être resté à la théorie qui n'a pas répondu aux attentes pratiques des populations les plus démunies[1292].

II – 4 : la communauté[1293].

Redonner vie aux communautés et donner aux individus les composant une part active dans les politiques de rénovation des zones urbaines, telle a été une des grandes batailles de Tony Blair en matière de renouveau urbain.

En 1968, Amitaï Etzioni[1294], un des penseurs les plus importants de la gauche américaine avait défini la pensée communautariste dans un ouvrage *The Active Society. A Theory of Societal and Political Processes*, qui est à la fois un ouvrage sociologique et un

---

[1290] *Ibid.*
[1291] *Ibid.*
[1292] *Ibid.*
[1293] La communauté, ou groupe communautaire, désigne un groupe de personnes ayant une ou des caractéristiques en commun, que ce soit la religion, les repères culturels ou l'appartenance à un lieu de vie.
Dans le cas de la politique de rénovation urbaine, la communauté désigne les résidants du lieu accueillant les programmes de réhabilitation, et donc étant l'objet des politiques sociales.
[1294] Amitai Etzioni (né Werner Falk, le 4 janvier 1929 à Cologne en Allemagne), est un sociologue américain d'origine germano-israelienne.

manifeste politique. Il dit que la société post-moderne est centrée sur des valeurs individualistes qui entraînent la dissolution, et que pour y remédier il faut rendre vie aux communautés « organiques » : famille, communauté locale, religion, identité ethnique.

Il est vrai que la notion de communauté avait connu depuis les années 1980 une certaine renaissance puisque dès le début de cette décennie, les programmes urbains des Conservateurs avaient compté sur la communauté pour qu'elle se prenne en main afin de régler les problèmes la touchant[1295].

Et à partir de 1997, il devenait évident pour les Travaillistes qu'un va-et-vient devait s'opérer entre les communautés et les politiques de la ville. Il va sans dire que les principes développés par Etzioni ont largement inspiré les idées du New Labour sur le renouveau des communautés comme gage d'une bonne rénovation urbaine.

Les groupes humains organisés devaient jouer un rôle actif dans la définition des programmes destinés à rénover leur vie et l'environnement dans lequel ils vivaient, mais c'est aussi par le biais d'une nouvelle façon d'envisager l'organisation urbaine, de façon compacte et durable, que la communauté serait refondée, et ceci de façon naturelle[1296].

La vision de la communauté que donnent le Livre Blanc de 1999 et le rapport de la *Urban Task Force* en est une d'harmonie, de mélange culturel et d'idéal social, où la rue devenait le moyen de créer des échanges entre les personnes[1297], qui, en se concertant, décideraient des politiques urbaines pour améliorer leurs lieux d'habitation.

[1295] Tableau d'après Stöhr, W., (1989), Regional policy at the crossroads: an overview, dans L. Albrechts, F. Moulaert, P. Roberts et E. Swyngedlouw (eds.) *Regional Policy at the Crossroads: European Perspectives,* Jessica Kingsley, London et Liechfield, D., (1992), *Urban Regeneration for the 1990's*, London planning Advisory Committee, London, cité dans Peter Roberts, *The Evolution, Definition and Purpose of Urban Regeneration,* dans *Urban Regeneration: a Handbook,* (2000), édité par Peter Roberts et Hugh Sykes, SAGE Publications, p.14.

[1296] *"Community is to be created naturally through the sustainable compact urban form that will densify people together",* Visions of 'urban renaissance': the Urban Task Force report and the Urban White Paper, article de Loretta Lees dans l'ouvrage *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 78.

[1297] *"The traditional street plays a key role in the formation of community. It is where people of all ages come together... The continuous presence of passers-by as well as informal surveillance combine to create the blend of urban vitality and safety that is characteristic of many successful urban areas",* DETR, (1999a), p57.

La volonté d'organiser la nouvelle politique urbaine autour du renouveau de la communauté a pu générer ce qu'on peut appeler « la solidarité basée sur l'espace »[1298], organisée autour de la conscience que la « communauté dérive d'une expérience spatiale partagée et rendant désireux d'agir collectivement »[1299].

L'urbanisation moderne a aussi été attaquée comme étant néfaste au développement d'une rénovation urbaine basée sur la communauté car les communautés, dans la ville post-moderne, ont été « fragmentées et désorganisées »[1300].

Les caractéristiques de la ville qui sont vues par les plus optimistes comme étant celles pouvant aider à créer de nouvelles possibilités de participation démocratique sont les mêmes qui sont identifiées comme empêchant les défis politiques basés sur la communauté[1301].

L'ambigüité entourant le potentiel démocratique de la nouvelle politique urbaine réside dans la perspective d'auto-discipline accrue et l'espoir que les résidants vont s'investir dans la marche de leur quartier, de leur ville. On attendait surtout la participation de ceux qui n'avaient traditionnellement pas droit au chapitre et étaient laissés pour compte, avaient été marginalisés.

Et ici c'est la participation des autorités locales à ce mouvement citoyen qui devait servir de déclencheur : c'est en créant de nouveaux outils permettant aux individus de prendre part aux discussions, de donner leur opinion, que le débat pouvait s'installer et que l'échange pouvait se créer. Si le gouvernement ne se réformait pas, les résidants n'auraient pas droit au chapitre et l'investissement de certains groupes de la population ne se ferait pas.

D'ailleurs, même avant que les premiers principes de rénovation apparaissent dans le projet New Labour, la participation citoyenne, dès 1997, était au cœur de leurs objectifs sociaux, et le gouvernement Travailliste, en agissant sur les liens sociaux, a tenté

[1298] "*Area based solidarity*", Byrne, D. (1999), *Social exclusion*, Buckingham: Open University Press.
[1299] *Ibid*, p.119.
[1300] *Communities that are "so fragmented and disorganised", Ibid*, p 123.
[1301] *Ibid*, p 233.

d'encourager les populations locales à s'approprier les processus de régénération et à augmenter leur investissement personnel dans la vie de leurs cités[1302].

En consultant les populations concernées par les besoins de rénovation et en les faisant participer à ce processus, les Travaillistes ont pensé répondre aux attentes de façon plus efficace.

Ce postulat semblait réaliste et atteignable mais comme l'a noté Allan Cochrane dans son article de 2003, « au lieu de tenter de construire un nouvel espace pour la communauté comme alternative à l'Etat, une démarche plus complexe qui ferait se rencontrer ces deux entités (aurait été) nécessaire pour développer un processus plus démocratique de gouvernance urbaine »[1303].

Le gouvernement Travailliste de Tony Blair était persuadé que la communauté devait jouer un rôle crucial dans la rénovation urbaine puisque les programmes lancés l'avaient été pour s'inscrire dans la durée. Mais, dès 2002, des voix pessimistes se sont élevées contre cette volonté de créer une communauté idéale faite de groupes raciaux divers et ayant des préoccupations, des intérêts divergents. Il n'allait pas suffire de « mélanger » toutes les races pour obtenir des communautés hétérogènes et qui répondraient comme un seul homme, d'une seule voix !

Souvent, « les quartiers où les communautés raciales sont mélangées sont des communautés sans communauté… Les interventions politiques doivent travailler avec la réalité de ces quartiers mélangés en tant que zones ouvertes sur l'espace, culturellement hétérogènes, et des espaces socialement variés, et non pas les imaginer comme des communautés qui seront dans le futur intégrées les unes aux autres. Il y a des limites à ce que la cohésion communautaire, qui est ancrée dans des valeurs communes, un sens partagé de

[1302] Introduction à *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, (2008), de David fée et Sylvie Nail, Presses Sorbonne Nouvelles, p.15.

[1303] *"Instead of attempting to construct a new space for community as an alternative to state, a more complex process, which brings them together, is a necessary basis for the development of a more democratic process of urban governance",* par Allan Cochrane dans l'article The new urban policy: towards empowerment or incorporation? The practice of urban policy, dans l'ouvrage *Urban Renaissance? New Labour, community and urban policy,* (2003), édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press.

l'endroit et des réseaux locaux de confiance, puisse servir de base à une façon de vivre avec la différence dans de tels quartiers »[1304].

Donc, la notion de communauté devait être plus clairement définie pour qu'on puisse agir dessus et que puissent être modelés des projets correspondant à ses besoins précis.

Dans ce cas, la vision qu'a eue le gouvernement de la communauté n'aurait-elle pas été purement idéale et utopique ? Certains l'ont vue comme une simple « vision morale communautaire » qui serait engendrée par un désir de justice sociale[1305]. On peut aussi considérer cette vision comme «irréaliste »[1306] et même «qui ne peut être atteinte en pratique et donc résultant d'une intention anti-démocratique »[1307].

Trop peu de cas semble avoir été fait des différents sens et formes que peut prendre la communauté et des manières de la mobiliser afin d'agir sur le changement social.

La notion de communauté ne semble avoir été qu'un « gadget » pour que les autorités reprennent le contrôle sur la ville et son développement, ainsi qu'un outil pour ramener dans le droit chemin, re-socialiser, redonner un sens moral à certains citoyens[1308].

Les communautés semblent avoir été prises comme prétexte pour mener à bien le renouveau de la ville mais ont été loin d'être partie prenante dans les prises de décisions, et n'ont certainement pas été aux commandes des programmes de rénovation urbaine[1309].

[1304] *"Mixed ethnic neighbourhoods are communities without community... Policy interventions need to work with the reality of mixed neighbourhoods as spatially open, culturally heterogeneous, and socially variegated spaces, not imagine them as future integrated communities. There are limits to how far community cohesion – rooted in common values, a shared sense of place and local networks of trust – can become the basis of living with difference in such neighbouthoods"*, (p 14), Amin, A., (2002), Ethnicity and the multicultural city: living with diversity, Environment and Planing A, vol 34, pp 959-80.

[1305] Chapitres 1 et 12 de 'article Visions of 'urban renaissance': the Urban Task Force report and the Urban White Paper, article de Loretta Lees dans l'ouvrage *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press,

[1306] *"An unrealistic vision",* dans Visions of 'urban renaissance': the Urban Task Force report and the Urban White Paper, par Loretta Lees in *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 78.

[1307] *"Unattainable in practice and undemocratic in intent",* Amin, A., Massey, D., et Thrift, N., (2000), *Cities for the many not for the few*, Bristol: The Policy Press.

[1308] *"Community is used (...) in the Urban White Paper as a way of us gaining control over our cities again and as a way of resocialising and remoralising certain 'citizens' in society*", dans Visions of 'urban renaissance' : the Urban Task Force report and the Urban White Paper, par Loretta Lees in *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 78.

En fait, une des difficultés essentielles qui a fait que la renaissance urbaine voulue par les Travaillistes en redorant le blason de la communauté n'a pas tout à fait été synonyme de renouveau social, est le fait que la mise en œuvre de ces politiques et des programmes de rénovation urbaine ont fait apparaître des « tensions entre des priorités difficilement conciliables et des conflits entre des populations aux intérêts opposés »[1310].

Une autre nouveauté qui a été un frein à la politique urbaine des Travaillistes, a été l'apparition de nouveaux types de communautés, « virtuelles » celles-ci[1311], ou les communautés qui voient le jour par le biais d'Internet lorsqu' « assez de personnes prennent part à une discussion publique»[1312].

Le développement des communautés qui n'ont pas besoin d'être localisées dans un lieu précis[1313] a connu une popularité grandissante et certains ont vu cette forme de communication virtuelle comme des « précurseurs » d'un futur qu'ils prévoient plus ouvert, plus démocratique et interactif. Au sein de ce nouveau schéma, la communication en face à face laissera le champ libre à des interactions virtuelles qui seront conduites par des réseaux de technologies de l'information[1314].

Les gouvernements Travaillistes successifs ont pourtant tenté de faire la promotion de ces communautés virtuelles et pour cela ont largement promu l'accès aux nouvelles techniques de communication, à Internet en particulier, afin de favoriser l'émergence de nouveaux groupes humains au sein desquels le dialogue, la discussion s'installeraient[1315], entre les résidants, les participants aux communautés, mais aussi avec les autorités locales pour permettre la mise en forme de projets.

[1309] Communities at the heart? Community action and urban policy in the UK, article de Peter North, (2005), dans l'ouvrage *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 124.
[1310] Introduction à *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, (2008), de David fée et Sylvie Nail, Presses Sorbonne Nouvelles, p.16.
[1311] Paragraphe Community and the future of Britain's 'urban renaissance', dans New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance, article de Mike Racco dans l'ouvrage *Urban renaissance? New labour, community and urban policy,* édité par Rob Imrie et Mike Racco, p 247.
[1312] Rheingold, H. (1993), *The virtual community: Homesteading on the electronic frontier,* Reading : Addison Wesley, p 5.
[1313] "*Placeless communities*" , Paragraphe: Community and the future of Britain's urban renaissance, dans l'article New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance, Mike Racco dans l'ouvrage *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy,* édité par Rob Imrie et Mike Racco, p 247.
[1314] *"The precursors of a more open, democratic and interactive future in which face-to-face communication gives way to virtual interactions conducted through information technology networks", Ibid*, p 247.
[1315] *Ibid.*

Mais même si cette tentative a été menée, elle n'a pas atteint le succès escompté.

A ceci il existe plusieurs raisons, et avant toute autre le fait que tous les groupes communautaires n'ont pas la même utilisation d'Internet et des nouveaux moyens de communication.

Par exemple :

- les hommes en font un usage plus fréquent que les femmes,
- les membres des classes moyennes de la population en sont plus familiers que ceux des classes manuelles,
- et les personnes qui utilisent ces outils pour leur profession en font un usage plus automatique que les autres[1316].

Mais il est faux de croire que ces communautés peuvent voir le jour sans qu'il y ait de lieu de rencontre : les utilisateurs ont besoin de lieux pour interagir, avec des réseaux de communication ainsi que des infrastructures. La communauté de lieu[1317] est loin de disparaître et le gouvernement Blair a compris l'importance de ces rassemblements humains en les prenant comme modèle pour la mise en place de ses programmes de rénovation[1318].

On a dit que l'accent mis par le gouvernement de Tony Blair sur la communauté et l'effort qui a été fait sur la promotion de nouvelles formes de dialogues, d'échanges entre citoyens et aussi entre citoyens et autorités a plus été un véhicule pour la promotion de l'efficacité gouvernementale qu'un but politique en lui même[1319].

[1316] Dietrich, D. (1997), (Re)-Fashioning the techno-erotic woman : gender and textuality in the cyberspace matrix, in Jones, S. (ed) *Virtual culture: Identity and communication in cyberspace, London: Sage Publications*, pp 65-84. Watson, N. (1997), Why we argue about virtual community: a case of the phish.net Fan Community, in Jones, S. (ed) *Virtual culture: Identity and communication in cyberspace*, London: Sage Publications.
[1317] *Area-based community.*
[1318] Bromberg, H., (1996), "Are MUDs communities? Identity, belonging and consciousness in virtual worlds", dans Shields, R. (ed), *Cultures of the Internet – Virtual spaces, real histories, living bodies*, London: Sage Publications, pp 143-52. Stubbs, P. (1998), *Conflict and co-operation in the virtual community/email and the ards of the Yugoslav Republic*, Sociological Reasearch Online, (www.socresonline.org.uk/socresonline/3/3/7.html), cités dans "Placeless communities", Paragraphe : Community and the future of Britain's urban renaissance, dans "New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance", de Mike Racco dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, p 247.
[1319] *Ibid*, p 248.

Le défi qu'ont relevé les Travaillistes a été de créer des communautés pro-actives plutôt que des communautés réactives, qui feraient naître de nouvelles formes d'engagement dans lesquelles la participation, les droits et les responsabilités des citoyens pourraient être développés[1320].

A propos de la prise en compte de la communauté, des études précises ont été menées sur des expériences d'implication des communautés dans des projets de rénovation à Londres, dans le *Borough* de Soutwark[1321] et celui de Lambeth[1322].

II – 5 : la rénovation d'autres quartiers de Londres avec les exemples de Southwark et de Lambeth : l'échec de la participation de la communauté ?

- **Le projet *Elephant and Castle* (*Borough* de Southwark).**

Le premier projet est celui de *Elephant and Castle*, *Challenge Process*, qui vit le jour à la fin de la décennie 1990. Il a encouragé les zones urbaines à postuler à des aides après avoir pointé les degrés de pauvreté et les actions qu'il serait nécessaire de mener pour pallier ces difficultés.

Apparemment, la zone concernée par ce projet présentait des critères qui correspondaient parfaitement à ceux prévus par les autorités pour que le lieu profite des programmes et des financements de rénovation.

Cette zone du sud de Central London, longeant Westminster, le quartier du West End et celui de la City pouvait compter sur les avantages envisagés par la revitalisation de la berge Sud de Londres avec les constructions novatrices et attractives du musée Tate Modern, du Millenium Bridge et de la grande roue London Eye. C'est un quartier dont les perspectives de développement étaient grandes…

[1320] *Ibid*, p 249.
[1321] http://en.wikipedia.org/wiki/London_Borough_of_Southwark
http://www.southwark.gov.uk/YourCouncil/
[1322] http://en.wikipedia.org/wiki/London_Borough_of_Lambeth
http://www.lambeth.gov.uk/home.htm

Finalement, certains observateurs ont analysé la situation de ce quartier quelques années après le lancement de projets de rénovation, et sont arrivés à la conclusion qu'il était le lieu où les délinquants avaient prospéré[1323], où résidait une population très variée, composée aussi bien de parlementaires, d'architectes, que de personnes faisant partie de la classe la plus démunie de la société, et où ces individus vivaient côte à côte plus qu'ils ne vivaient ensemble.

Des projets architecturaux avaient été envisagés comme des améliorations routières pour désengorger la circulation et rendre le trafic plus fluide, ainsi que et la construction d'une place commerciale (*a plaza*) qui aurait été vue comme le Piccadilly Circus de Sud de Londres [1324] !

Cette zone semblait donc le lieu parfait qui allait permettre au gouvernement Travailliste de mettre en application ces nouvelles volontés et théories en matière de renaissance urbaine : c'était un quartier qui avait des besoins évidents et qui présentait des opportunités sur lesquelles se baser pour mettre en application les nouveaux préceptes politiques, et celui très dans le vent de donner à la communauté tous les outils lui permettant de jouer un rôle actif, de choix et de décision dans les travaux qui allaient s'engager.

Le Conseil de Southwark décida que le cœur du financement du projet serait assuré par un partenariat public-privé pour le redéveloppement du centre commercial et du Heygate, et que la somme de £25 millions serait allouée sur une période de 7 ans à la renaissance environnementale, ce qui incluait le renouveau du bâti, une bonne utilisation des terrains de la zone et des programmes pour s'attaquer à l'exclusion sociale[1325].

Single Regeneration Budget s'occupait lui de planifier des projets à portée plus sociale :

- le premier visant à apporter de l'aide aux chômeurs pour retrouver un emploi, en leur donnant accès à des conseils personnalisés par le biais de personnels qualifiés,

[1323] *Elephant Boys*, Mc Donald. (2000), London : Mainstream Publishing.
[1324] Communities at the heart? Community action and urban policy in the UK, article de Peter North, (2005), dans l'ouvrage *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 126.
[1325] *Ibid*, et Birch, A., (2000), *A new face for the Elephant*, Building Design, pp 16-19.

- le second étant un projet d'information de la communauté à travers Internet donnant accès à l'information plus facilement.

Ces initiatives lancées furent décrites comme « un projet démontrant quelles sont les idées du gouvernement en ce qui concerne l'exclusion sociale »[1326].

La question qui s'est posée aux observateurs a été de savoir dans quelle mesure les résidants et donc la communauté du quartier ont été impliqués dans la vision de renouveau du quartier de Elephant ! Il allait donc devenir l'exemple sur lequel envisager les réussites ou les faiblesses de cette politique « sociale » voulue par les Travaillistes.

Dans le quartier Elephant, les résidants n'ont guère eu le droit au chapitre en matière de conception des programmes de rénovation de la zone visée[1327].

Un Groupe de Résidants en vue de la Rénovation[1328] s'était réuni sur une période d'environ 18 mois et ont été consultés sur les travaux qui allaient être menés sous l'égide du *Single Regeneration Budget.* Il en ressortit que les préoccupations principales des personnes concernaient le logement, l'environnement et qu'elles souhaitaient la construction de nouvelles installations bénéficiant à la communauté.

Le donneur d'ordres (*Single Regeneration Budget*) organisa lui aussi des concertations composées des représentants des associations bénévoles des représentants des pouvoirs publics locaux et d'agences privées. Les habitants y furent conviés mais trop tard et il avait fallu qu'ils menacent de s'opposer à tout projet pour l'être[1329] !

[1326] *"A demonstration project of government thinking on social exclusion",* (1999), Elephant Links: A Bid for Single Regeneration Budget Funding, London: London Borough of Southwark.

[1327] *"Residents had little say in the design of the regeneration of the Elephant and Castle",* Communities at the heart? Community action and urban policy in the UK, de Peter North, (2005), dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 126.

[1328] A Residents' Regeneration Group (RRG).

[1329] Communities at the heart? Community action and urban policy in the UK, article de Peter North, (2005), dans l'ouvrage *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 126.

Finalement, les thèmes de travail furent décidés par les officiels du Conseil du *Borough* de Southwark et les habitants ne prirent pas part aux décisions : elles leur furent imposées[1330].

Une des caractéristiques du Conseil du *Borough* de Soutwark est qu'il mettait souvent en cause, lors de discussions qui ne tournaient pas en sa faveur, la légitimité des représentants de la communauté des résidants[1331]. (Dans le *Borough* de Lambeth à Londres, au sein des instances du projet Vauxhall, ce sont les représentants de la communauté urbaine qui ont mis en question la légitimité du Conseil et doutait de la confiance qu'ils pouvaient avoir en eux[1332]).

Les habitants sortirent de ce processus déçus et désabusés : ils eurent l'impression d'avoir participé à une consultation purement formelle où ils avaient été manipulés, avaient servi d'alibi lors de consultations où les décisions avaient été prises ailleurs, par d'autres[1333]. Les officiels répondirent à ces plaignants que les projets émanant de la communauté n'étaient pas appropriés, ne correspondaient pas à la vision du programme général qui visait à planifier des initiatives devant être comprises par les résidants et comprises par eux. D'ailleurs, les autorités alloueraient une somme de £2 à 3 millions aux programmes voulus par la communauté alors que ceux gérés par les autorités ayant une vision plus globale recevraient £25 millions…

Les résidants ne l'entendirent pas tous de cette oreille : certains refusèrent de jouer le jeu en arguant de l'approche autoritaire et non consensuelle choisie[1334].

Les représentants se battirent pour que leur légitimité soit reconnue et que leur voix le soit. Ils voulaient de la mixité des groupes prenant part aux discussions sur l'avenir de leur quartier. En effet, y participaient des groupes divers : des propriétaires et des locataires, des individus liés par la même obédience religieuse, des personnes issues des minorités raciales,

---

[1330] *Ibid*, p 127.

[1331] *"The Council systematically undermined the legitimacy of community representatives",* Communities at the heart? Community action and urban policy in the UK, de Peter North, (2005), dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 136.

[1332] *"At Vauxhall, community activists opposed to development systematically undercut the legitimacy and trustworthiness of the council", Ibid*, p 136.

[1333] *"The themes appeared as a* fait accompli*", Ibid*, p 127.

[1334] *"Then they rang me up the day before and said, 'Come and sign the bid", and I said "No". I wouldn't sign something I had nothing to do with and didn't understand",* Community Representative.

etc… Il leur fallut se fédérer pour parler d'une seule voix et calmer leurs ardeurs : ce fut là la principale pierre d'achoppement avec les autorités qui voulaient avancer plus lentement afin que l'organisation trouve son rythme propre[1335].

Tout au long du processus, même si on donna aux résidants la possibilité de s'exprimer et qu'ils furent tenus informés des suites données, jamais le pouvoir décisionnel ne fut partagé et il demeura dans les mains des officiels.

Ceux-ci tentèrent parfois de limiter l'influence des représentants des résidants aux bureaux directeurs, et décidaient même quelles informations concernant l'avancée des travaux devaient être transmises, ou pas, à la communauté[1336]…

C'est finalement une décision unilatérale du Conseil du *Borough* qui mit un terme à ce projet.

- **Le projet *Vauxhall (Borough* de Lambeth).**

C'est le deuxième projet qui illustre la prise en compte de la communauté dans la rénovation urbaine.

Cette fois ci, c'est le *Borough* londonien de Lambeth qui lança l'initiative en 1996, et celle-ci devait bénéficier de financements pour promouvoir la partie Nord, au sud de la Tamise entre Vauxhall Bridge et Waterloo touchée par d'innombrables problèmes sociaux.

Le Conseil décida de travailler en partenariat avec une organisation privée pour mettre en valeur les terrains très onéreux et en tirer le meilleur parti possible[1337].

L'intention était de développer la mixité sociale, et d'introduire pour cela une plus large variété de types de logements. Pour cela, il allait falloir dessiner des projets en direction des locataires mais dont les propriétaires tireraient aussi bénéfice.

[1335] *"Officers (felt) that a slower (...) process would be best to help the organisation find its feet*", Communities at the heart? Community action and urban policy in the UK, de Peter North, (2005), dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Rob Imrie et Mike Racco, The Policy Press, p 127.
[1336] Ibid, p 128.
[1337] *Ibid*, p 130.

Des assemblées de locataires furent convoquées au cours de l'année 1997 et des réunions se tinrent avec 11 partenaires pouvant potentiellement participer au redéveloppement de la zone[1338] et au sein des diverses réunions, les rôles des autorités consistaient à observer et à supporter les représentants des communautés dans leurs discussions avec les chargés des travaux : c'était là un souci de faire en sorte que la communauté soit remise au cœur des pourparlers et que sa parole soit entendue[1339].

Certains résidants s'opposaient à certains projets, comme par exemple à celui visant à démolir le bloc de logements Ethelred[1340] pour le reconstruire. Des négociations furent entreprises entre les promoteurs et les opposants aux travaux. Un vote fut décidé. La campagne pour le Non aux travaux fut très active, et il remporta le scrutin. Le projet *Vauxhall* était mort né…

Vauxhall est donc un exemple de projet où la communauté a été prise en compte en tant que partenaire participant aux discussions et dont les choix ont pesé dans la décision.

III – Le futur de la rénovation urbaine.

Lorsque Gordon Brown est arrivé au pouvoir en 2007, la crise financière mondiale n'a pas tardé à cristalliser toute tentative de poursuivre le travail entamé plus tôt : la rénovation urbaine des quartiers des villes britanniques les plus défavorisés n'était plus une priorité dans l'agenda du gouvernement britannique.

Le bilan qu'il fait sur la ville dans son introduction au Manifeste du New Labour pour l'élection de 2010 est très positif puisqu'il dit : « nos plus grandes villes sont sorties chancelantes de deux récessions ; aujourd'hui, malgré la crise économique mondiale, elles jouissent d'une prospérité retrouvée et de fierté civique »[1341]. Le travail qui a été fait au cours

[1338] *Ibid*, p 131.
[1339] *Ibid.*
[1340] Les opposants au projet de démolition de ce bloc se réunirent au sein de l'association Save Ethelred Homes, Ibid.
[1341] "*Our large cities were reeling from two savage recessions; today, despite the global economic crisis, they have a renewed prosperity and civic pride", Introduction* à *A future fair for all*, The Labour Party Manifesto 2010, 0:3.

des dix années qui ont précédé est relevé[1342], et la volonté de continuer ce qui a été entamé est réaffirmée[1343].

Lorsque nous lisons les Manifestes électoraux des trois grands partis qui étaient en lice pour l'élection de mai 2010, à aucun moment n'apparaît un projet clairement défini pour la rénovation des centres urbains

Nous pouvons donc supposer qu'à nouveau, une véritable politique de la ville, une rénovation réfléchie et raisonnée sur le futur des cités les plus dépourvues n'est pas une préoccupation des partis qui ont brigué le pouvoir.

Cependant, chaque parti, dans son programme, consacre un chapitre à la protection et au bien-être de la société, en détaillant les mesures qu'il mettrait en place dès son arrivée au pouvoir pour renforcer les liens sociaux et donc permettre à chaque individu de trouver sa place au sein de son quartier, de sa ville et donc de la société.

III – 1 : les manifestes politiques pour l'élection générale de 2010.

Il est d'abord à noter que dans les Manifestes Politiques de tous les partis au cours des élections générales qui ont précédé depuis 1979, une partie était consacrée à la rénovation urbaine.

En 1979, les Travaillistes avaient écrit qu'ils étaient décidés à sauver les Inner-Cities[1344] et au même moment les Conservateurs avaient la même position face aux problèmes des quartiers anglais les plus pauvres.

Dans le Manifeste Politique de 1983[1345], cependant, ces derniers donnaient une approche plus libérale à l'approche gouvernementale en disant « notre approche pour raviver

---

[1342] "*Britain's towns and cities have undergone a renaissance in the last decade", Ibid*, 7:4.
[1343] *"We will continue to promote excellence in architecture and design, helping to foster civic pride and build world-class places in which people want to live", Ibid.*
[1344] "*Labour is committed to save our inner-cities", The Labour Way is the Better Way*, Labour Manifesto, (1979).
[1345] *The Challenge of Our Times*, Conservative Manifesto, (1983).

les zones délabrées de nos grandes villes est de limiter l'argent public pour stimuler un plus grand investissement de la part des entreprises privées »[1346].

En 1987, les Conservateurs annonçaient «il va falloir s'attaquer au renouveau des Inner-Cities»[1347] et en 1992 l'accent était mis sur la coordination entre les régions et l'entreprise[1348].

En 1997, les Conservateurs virent l'importance que revêtait la question urbaine et annoncèrent qu'ils allaient « rénover les logements publics dégradés (…), les pires blocs d'habitations et changer la vie de ceux qui y vivent »[1349], et les Travaillistes s'étaient emparés du thème en disant « que le gouvernement central se joindrait aux gouvernements locaux pour s'attaquer aux multiples causes du déclin social et économique »[1350].

En 2001, les Travaillistes voulaient mettre l'accent sur l'exclusion sociale et le renouveau des quartiers en investissant £900 millions dans les zones les plus pauvres, tout en voulant que la rénovation soit menée par les résidants[1351].

En 2005, les Travaillistes réaffirmaient leur volonté d'aller de l'avant en tirant avantage de l'amélioration des services publics et en s'attaquant au chômage, au faible taux de qualification, aux délits, à la mauvaise santé et à la dégradation de l'environnement des quartiers les plus pauvres[1352].

[1346] *"Our approach to reviving the rundown areas of our great cities is to use limited public money to stimulate much larger investment by private enterprise", Ibid.*

[1347] *"The regeneration of the inner cities must be tackled*", The Next Moves Forward, Conservative Party Manifesto, (1987).

[1348] *"We will strengthen the machinery fot co-ordination in the regions (...). Our focus is not just on physical regeneration. We want (...) more encouragement to enterprise" The Best Future for Brita*in, Conservative Party Manifesto, (1992).

[1349] "*We will regenerate the worst housing estates and transform the lives of those who live in them", You can only be sure with the Conservatives, Conservative Party Manifesto, (1997).*

[1350] *"A Labour government will join with local government (...) against the multiple causes of social and economic decline", New Labour because Britain deserves Better,* Labour Party Manifesto, (1997).

[1351] *"Over the next three years Labour is pledged to back reform, with £900 million of investment in deprived neighbourhoods. We want local people to lead renewal", Ambitions for Britain,* Labour Party Manifesto, (2001).

[1352] *Britain forward, not back,* Labour Party Manifesto, (2005).

Et cette année, tout au long de la campagne politique pour les élections générales du 6 mai 2010, l'absence de propositions en matière de politique urbaine dans les manifestes politiques contraste avec la place qu'elles occupaient dans les précédents[1353].

On peut s'apercevoir qu'à aucun moment, dans aucun des documents des trois partis principaux, la question de la rénovation urbaine n'a été une question mise au débat[1354].

Les questions sociales lui ont damé le pion, comme la communauté, le bien-être des résidants dans un environnement agréable et sécurisé. Ceci apparaît d'ailleurs clairement dans les propositions et engagements des différents manifestes politiques des principaux partis pour l'élection…

Ils ont axé leur discours sur la communauté[1355] et sur les préoccupations concrètes des citoyens comme les délits, le logement, les communautés ou les services publics, comme les transports ou les postes. Dans leur Manifeste, les Libéraux Démocrates ont égratigné au passage leurs adversaires Travaillistes et Conservateurs, les renvoyant dos à dos[1356] …

Dans l'introduction du Manifeste du New Labour, Gordon Brown donnait le ton. Il situait le contexte de cette élection nationale dans un contexte international[1357].

Tout en voulant faire ressentir par les Britanniques un sentiment de fierté en leur pays[1358], il s'engageait à favoriser les Britanniques[1359], à « renouveler la société (…), renforcer les communautés qui rassemble le pays »[1360].

[1353] *"The three main parties have unveiled their respective Manifestos but the lack of focus on Regeneration contrasts sharply with previous campaigns",* BURA (The British Urban Regeneration Agency) response to Labour, Conservative and Liberal Democrat Manifestos. www.bura.org.uk/BURA+People/Manifesto+Response, 19 avril 2010.

[1354] *"The non-existent regeneration policies", Ibid.* D'ailleurs cette agence a publié aussi ses solutions pour rénover les villes en 6 points. Ces propositions peuvent être consultées sur : www.bura.org.uk/BURA+People/BURA+Framework

[1355] "*Liberal Democrats believe in strong communities, where local people can come together to meet local needs, enjoy a pleasant local environment, and feel free from the threat of crime. We want every community to be safe and fair, and offer opportunities to people of every background*", Introduction dans *Change that works for you, Change that works for you, Building a fairer Britain,* Liberal Democrat Manifesto 2010.

[1356] *"Under Labour and Conservative rule, communities have been let down. Governments have talked tough on crime but failed to take effective action. Lack of affordable housing has driven many young people out of the communities where they were born. Public transport is expensive when it is there at all. Key local services like the Post Office have declined dramatically",* dans *Ibid.*

[1357] "*This General Election is fought as our troops are bravely fighting to defend the safety of the British people and the security of the world in Afghanistan. They bring great pride and credit to our country: we honour and will always support them", Avant-Propos* dans *A future fair for all,* The Labour Party Manifesto 2010, 0:2.

Il répétait que l'intervention de l'Etat serait toujours un des outils qu'utiliserait son gouvernement pour le bien de tous et en cela il notait sa différence d'avec les Conservateurs qui préconisent, comme ils l'avaient déjà fait dans la décennie 1980, l'égoïsme de chacun[1361]. Pour assurer la croissance, il se démarquait aussi des Conservateurs en annonçant que l'Etat continuerait à puiser dans les dépenses publiques pour supporter les emplois et les familles car, pour lui, réduire le budget public ne ferait que creuser le déficit[1362].

A la lecture de ses mots, on peut supposer que l'Etat Travailliste se place toujours en défenseur des plus faibles et de l'Etat Providence[1363].

En effet, dans le chapitre *Living Standards* de leur Manifeste, les Travaillistes rappelaient que les « citoyens veulent voir leur niveau de vie s'améliorer »[1364] et ils affirmaient qu'ils seraient là pour y veiller.

Il est intéressant de noter que dans le Manifeste du Parti Conservateur pour l'élection générale 2010[1365], la partie consacrée à l'économie[1366] (et en particulier à la macro-économie) comptait une trentaine de pages.

Pour eux, c'est le manque d'entreprises du secteur privé dans certains lieux qui pouvait expliquer le déséquilibre entre les régions du pays malgré les financements publics[1367] et c'est aussi l'économie qui pouvait entraîner des améliorations dans de nombreux aspects

---

[1358] *"…Coming to Britain is a privilege and not a right", Ibid,* 5:6.

[1359] Lors de la champagne pour l'élection générale de 2010, le British national Party semble rassembler les voix des britanniques mécontents de la situation économique du pays et des divers scandales financiers qui ont éclaté mettant en cause des parlementaires. De plus en plus confrontés à des difficultés pour vivre et gagner leur vie, de nombreux britanniques se disent prêts à donner leur voix au BNP qui mène campagne pour un retour aux valeurs traditionnelles, un strict contrôle de l'immigration, une sévère maîtrise des délits et une sortie de l'Union Européenne. Le titre du manifeste politique de ce parti est d'ailleurs assez clair : *Democracy, freedom, culture and identity,* the Manifesto of the British National Party, 6 May 2010.
http://www.general-election-2010.co.uk/2010-general-election-manifestos/BNP-Manifesto-2010.pdf

[1360] "*We will renew our society to further strengthen the communities that bind our country together",* dans *A future fair for all,* The Labour Party Manifesto 2010, 5:6.

[1361] *"We changed our country because we rejected the philosophy of the 1980s which said that government should just get out of the way and that we were in it just for ourselves",* Ibid.

[1362] *"The Tories argue that public spending should be cut immediately. (…). If governments do not provide support when families and businesses most need help, growth is set back. (…). To cut now would push the economy back into recession",* Ibid, 1:4.

[1363] Réflexion personnelle.

[1364] *"People want to know that their living standards and quality of life will improve", A future fair for all,* The Labour Party Manifesto 2010, 2:2.

[1365] *Invitation to join the Government of Britain,* The Conservative Manifesto, 2010.

[1366] *"We believe in enterprise and aspiration",* dans *Avant-Propos, Ibid.*

[1367] *« Too many areas of the UK lack a vibrant private sector and are too dependent on public spending", Ibid.*

sociaux comme le chômage, la consommation des ménages ou même l'éducation (en favorisant le financement par des entreprises privées). Tout cela en réduisant la régulation[1368], les changements opérés dans l'économie pouvaient faire profiter au pays entier de la prospérité retrouvée[1369].

Par contre, la partie dédiée à la société faisait une dizaine de pages de moins. A ce propos, les Conservateurs, fidèles aux fondamentaux idéologiques de leur politique, préconisaient un changement du rôle de l'Etat qui au lieu de diriger la société devrait la renforcer et faire en sorte que les services publics servent au mieux les usagers[1370].

Cependant, les trois partis ont tous abordé les questions sociales qui sont les suivantes.

III – 1 – 1 : l'éducation[1371].

Dans le Manifeste de 2010 du New Labour, nous pouvons lire que « l'éducation est la clé pour atteindre l'accomplissement personnel, la prospérité économique et la mobilité sociale »[1372]. La volonté de favoriser l'éducation pour le plus grand nombre était donc réaffirmée, avec pour cela la promesse de faire passer l'âge de fin de scolarité obligatoire de 16 à 18 ans[1373].

Ces mêmes Travaillistes se satisfaisaient de leur bilan en disant qu'un investissement soutenu dans les zones les plus défavorisées avait permis d'y améliorer les résultats. Depuis 1997, les réformes ont apparemment fait passer la part des écoles au dessous des résultats nationaux d'une école sur deux à une école sur douze[1374].

L'accent était aussi mis sur l'apprentissage, avec une approche plus pragmatique face aux problèmes d'embauche[1375].

1368 *"Reduce regulation", Ibid.*
1369 *"Make sure the change in the economy ensure the whole country shares in rising prosperity", Ibid.*
1370 *"From the idea that the role of the state is to direct society to the idea that the role of the state is to strengthen society and make public services serve the people who use them", Ibid.*
1371 Chapitre *Education* dans *A future fair for all*, The Labour Party Manifesto 2010, 3:2.
1372 *"Education is the key to personal fulfillment, economic prosperity and social mobility", Ibid.*
1373 *"All young people will stay on in learning until 18", Ibid,* 3:6.
1374 "*In 1997, half of our secondary schools were below the basic minimum standard. Now, because of sustained investment and reform, it is just on in twelve, with standards rising fastest in disadvantaged areas", Ibid*, 3:2.
1375 *Ibid*, 3:3.

Les Libéraux Démocrates étaient aussi conscients que l'école est une chose importante pour tous[1376] et que leur pays a besoin d'une école forte pour donner à chacun un bon départ dans la vie[1377] et surtout pour les jeunes issus des familles les plus pauvres[1378]. Les adultes n'étaient pas laissés de côté et ceux désirant se remettre aux études étaient aussi pris en compte[1379].

En ce qui concerne l'éducation, les Conservateurs insistaient sur la nécessité de donner à chaque parent accès à une bonne école[1380], de donner plus de liberté aux écoles pour innover[1381] et de créer des liens entre la formation professionnelle et le monde du travail pour éviter que trop de jeunes se retrouvent sans emploi après avoir quitté l'école[1382].

III – 1 – 2 : la société, les familles et les communautés.

Les Conservateurs, en disant que la société britannique était en pièces[1383], voulaient se baser sur les familles pour redonner vie. Ils voulaient faire de leur pays le leader en Europe du bien-être des familles[1384], tout en déléguant des pouvoirs du gouvernement central vers les localités[1385].

Le New Labour mettait l'accent sur les valeurs que les personnes veulent protéger et qui pour elles sont : les familles, des communautés fortes et les administrations locales[1386].

[1376] *"Liberal Democrats believe that education is important for all young people"*, Chapitre *Your life* dans *Change that works for you, Change that works for you, Building a fairer Britain*, Liberal Democrat Manifesto 2010, p.38.
[1377] *"A fair start for all children", Ibid*, p.33.
[1378] *"Increase the funding of the most disadvantaged pupils", Ibid*, p.34.
[1379] *"We will ensure that adults who wish to study, including those wanting to return to education later on in life, are able to do so", Ibid*, p.39.
[1380] "*Give every parent access to a good school",* Chapitre *Improve skills and strengthen higher education* dans *Invitation to join the Government of Britain*, The Conservative Manifesto, 2010.
[1381] *"Give all schools the freedom to innovate", Ibid*, page 37
[1382] *"Improving the skills of Britain's workforce (...) thousands of young people leave school every year without the skills they need to get a good job", Ibid.*
[1383] *"Our society is broken",* Chapitre *Change society* dans *Ibid.*
[1384] *"The most family-friendly country in Europe", Avant-Propos Ibid.*
[1385] *"Redistribution from the central to the local", "We will redistribute power from the central state to individuals, families and local communities",* dans *Ibid.*
[1386] *"We will protect the things people value: families, strong communities, local institutions"*, *Introduction* à *A future fair for all*, The Labour Party Manifesto 2010, 0:5.

Cependant, la revitalisation des familles[1387], la protection des communautés[1388] et des lieux où celles-ci peuvent se rencontrer sont des principes qui apparaissaient aussi clairement dans les Manifestes des Libéraux Démocrates[13891390].

Le Manifeste du New Labour de 2010 réaffirmait que les lieux où vivent les gens est de première importance[1391].

Les groupes humains devraient être capables de déterminer les priorités en matière de politique locales et à ce propos, des réunions mensuelles devraient se tenir dans les quartiers et les communautés, à qui les Libéraux Démocrates voulaient redonner le pouvoir d'agir[1392], pour que ces dernières y discutent de leur vie et y prennent des décisions concernant leur quotidien[1393].

Etait réaffirmée la volonté de régler les comportements anti-sociaux de certains individus en agissant sur la famille[1394] et en permettant à celles-ci de bien vivre en ayant un travail pour avoir un rôle dans la société et pouvoir subvenir à leurs besoins[1395].

L'accent était mis aussi par Gordon Brown sur le formidable effort financier qui a été fait par son parti au cours des années de pouvoir en direction des autorités locales : le financement de celles-ci a augmenté de 45% depuis 1997 pour donner plus de pouvoir aux autorités locales afin de gérer les affaires des quartiers et améliorer le bien-être des résidants, des groupes humains[1396].

[1387] "*Strong families are the bedrock of our society. Secure and stable relationships between parents, their children, grandparents and other family members are foundation on which strong communities are built", Ibid,* 6:2.

[1388] Chapitre *Protecting community life* dans *Ibid*, 7:4.
"We want every community to be safe", Chapitre *Your Community*, dans *Change that works for you, Change that works for you, Building a fairer Britain*, Liberal Democrat Manifesto 2010, p.71.

[1389] *"Liberal democrats will improve life for your family",* Chapitre *Your Family*, dans *Ibid*, p.49.

[1390] *"Liberal democrats believe in strong communities", Ibid,* p.71.

[1391] *"The nature of the places in which we live matters enormously",* dans *A future fair for all*, The Labour Party Manifesto 2010, 7:4.

[1392] "As Liberal democrats, we are committed to handing power back to local communities, Chapitre *Your Community*, dans *Change that works for you, Change that works for you, Building a fairer Britain*, Liberal Democrat Manifesto 2010, p.84.

[1393] "*To ensure that communities can determine local policing priorities, neighbourhood police teams will hold monthly beat meetings", ", dans* A future fair for all, The Labour Party Manifesto 2010, 5:3.

[1394] "*We will expand Family Nurse Partnerships to all vulnerable young mothers and (...) we will provide family Intervention Projects for the 50,000 most dysfunctional families who cause misery to their neighbours", Ibid*.

[1395] *"In the next Parliament, we will focus on helping families into jobs and out of poverty", Ibid*, 6:3.

[1396] *"We have increased funding for local government by 45 per cent in real terms since 1997", Ibid*, 9:5.

Le Parti Travailliste s'engageait à travailler pour créer un gouvernement local plus fort[1397] avec un droit de regard démocratique des citoyens sur tous les services publics[1398] et les Conservateurs insistaient sur le fait que des communautés qui se rassemblent sont plus à même de répondre aux questions qui se posent aux localités[1399].

Le lieu de résidence et le bien-être des résidants devait aussi être pris en compte.

III – 1 – 3 : le logement et la santé.

C'était une priorité de tous. Les Libéraux démocrates voulaient de « meilleurs logements, plus accessibles»[1400] à la location, que ce soit dans le secteur public ou privé.

Les Travaillistes s'engageaient à réformer le système des allocations logement afin de s'assurer qu'elles ne soient pas versées à des personnes pour vivre dans des logements privés non accessibles à des citoyens ordinaires[1401]. De plus, ils redisaient que la propriété immobilière est une aspiration de la plupart des familles, et une de leurs ambitions était de donner accès à chacun à un logement décent[1402] mais en n'oubliant pas le rôle des collectivités locales dans la distribution des allocations logement afin de promouvoir la mixité raciale et communautaire[1403].

[1397] Les Libéraux Démocrates ont même l'intention de permettre aux communautés locales d'intervenir sur les services de santé pour fournir aux résidants des soins adaptés à leurs besoins.
"*Empowering local communities to improve health services"*, chapitre *Your life* dans *Change that works for you, Change that works for you, Building a fairer Britain*, Liberal Democrat Manifesto 2010, p.43.

[1398] *"Stronger local government, with increased local democratic scrutiny over all local public services",* dans *A future fair for all*, The Labour Party Manifesto 2010, 11;5.

[1399] *"To empower communities to come together to address local issues",* Chapitre *Neighbourhood Groups* dans *Invitation to join the Government of Britain*, The Conservative Manifesto, 2010.

[1400] *"Better and more affordable homes", "There should be quality social and private rented housing",* chapitre *Your Community* dans *Change that works for you, Change that works for you, Building a fairer Britain*, Liberal Democrat Manifesto 2010, p.77.

[1401] *"Housing benefit will be reformed to ensure that we do not subsidise people to live in the private sector on rents that other ordinary working families could not afford"*, chapitre *Living Standards* dans *A future fair for all*, The Labour Party Manifesto 2010, 2:3.

[1402] "*Owing your own home is the aspiration of most families. (...). That everyone has access to a decent home at a price they can afford is a central Labour ambition. (...). We will widen home ownership",* dans *Ibid*, 2:5.

[1403] "*Local authorities now have greater flexibility over the allocation of social housing in order to promote mixed and sustainable communities", Ibid*, 2;5.

La sauvegarde du système de sécurité sociale (NHS) était à nouveau le fer de lance des Travaillistes[1404] en matière de politique de santé, mais les Conservateurs étaient aussi décidés à tout faire pour améliorer l'efficacité de ce service de santé[1405].

Pour les Travaillistes, le NHS symbolise l'équité et la justice sociale[1406] et ils étaient prêts à tout faire pour relever le niveau des services fournis[1407], au service de familles et de plus âgés[1408].

Les Libéraux Démocrates affirmaient aussi leur volonté de défendre le système de sécurité sociale ainsi que de l'améliorer, le réformer pour le faire fonctionner efficacement[1409] en supprimant toute la bureaucratie qui engendre des pertes financières[1410].

III – 2 : les nouveaux défis auxquels les villes britanniques doivent faire face.

Les villes doivent aujourd'hui s'adapter aux changements qui affectent leurs populations qui sont de plus en plus composées de différentes communautés. Alors que cette variété peut être une richesse, il existe d'importantes pressions qui font que le développement urbain et sa gestion ne peuvent pas être envisagés comme un processus linéaire. Les centres urbains vont devoir prendre en compte les défis à venir.

En 1999, était publiée une projection par le *Department of the Environment, Transports and the Regions* qui prévoyait une augmentation du nombre des foyers de 3,8 millions entre 1996 et 2021[1411].

1404 *"We will put the NHS first",* chap. *Health* dans *A future fair for all*, The Labour Party Manifesto 2010, 4:2.
1405 *"We will back the NHS"* dans *Invitation to join the Government of Britain*, The Conservative Manifesto, 2010.
1406 *"The NHS embodies our values of fairness and social justice",* chapitre *Health* dans *A future fair for all*, the Labour Party Manifesto 2010, 4:2.
1407 *"We will be uncompromising in expecting high standards from all NHS services", Ibid*, 4:3.
1408 *"Across the NHS we will improve and personalize care for the elderly and their families", Ibid,* 6:6.
1409 *"We will make changes to ensure it works as effectively as possible",* chapitre *Your life* dans *Change that works for you, Change that works for you, Building a fairer Britain,* Liberal Democrat Manifesto 2010, p.40.
1410 *"We are proud of the NHS", "We believe we can improve the NHS, "We all know that too much precious money is wasted on bureaucracy", Ibid.*
1411 http://www.statistics.gov.uk/articles/population_trends/householdpop_pt99.pdf

	1981	1991	1996	2001	2006	2011	2016	2021
Foyers	17 306	19 213	20 186	20 992	21 733	22 519	23 313	24 000
Population des foyers privés	46 137	47 490	48 342	49 131	49 783	50 413	51 076	51 704

La multiplication des foyers peut s'expliquer par la réduction de leur taille : alors qu'en 1996 les couples mariés représentaient 50% de foyers, le Ministère de l'Environnement, des Transports et des Régions établit le pourcentage de foyers de cette catégorie à 38% en 2021[1412]. De même, en 1996, 29% des foyers étaient composés d'une personne vivant seule et on prévoit un pourcentage de 35% en 2021[1413].

Mais l'immigration va aussi être une raison à l'augmentation des foyers et va donc agir sur le logement : une projection sur le logement et l'immigration[1414] indique que cette l'afflux de ressortissants étrangers va avoir un impact sur les lieux d'habitation. Par exemple, il est prévu que près d'un tiers des nouveaux foyers créés le seront par l'immigration[1415] et qu'entre 2003 et 2026, il faudra fournir à ces nouveaux arrivants 1,5 millions de logements supplémentaires[1416]. Bien sûr, ces constructions nouvelles auront un impact sur les transports, la fourniture d'eau et l'environnement, particulièrement dans le Sud de l'Angleterre.

Dans les plus grandes villes, la qualité de vie est faible et les habitants peuvent difficilement espérer une amélioration de leur situation, ce qui peut expliquer l'exode des conurbations[1417]. D'ailleurs, dès qu'ils sont arrivés aux affaires en 1997, les Travaillistes ont cherché à limiter le départ des habitants des villes et il a voulu que ceux-ci soient fiers de leurs lieux de résidence. Cette volonté apparaissait d'ailleurs dans le Livre Blanc *Our Towns and Cities : The Future.*

Il y a aussi d'énormes différences entre les quartiers d'une même ville, certains étant recherchés par une population aisée et d'autres tombant en décrépitude. A Londres, par exemple, des zones électorales appartenant aux zones les plus dégradées du pays (le *Borough* londonien de Tower Hamlets pour ne citer que celui-ci), coexistent avec les zones les plus favorisées (comme le *Borough* de Chelsea).

[1412] http://www.statistics.gov.uk/articles/population_trends/householdpop_pt99.pdf
[1413] Ibid.
[1414] Household projections and immigration: http://www.migrationwatchuk.org. Les données ayant servi à cette étude proviennent d'informations récoltées par le Bureau du Vice-Premier Ministre et publiées le 14 mars 2006.
[1415] *"Immigration will account for nearly one in three new households", Ibid*, p.1.
[1416] *Ibid.*
[1417] Entre 1991 et 1997, l'exode des conurbations était estimé à 90 000 personnes par an, dans *Etude de la politique de la ville en Grande-Bretagne et plus particulièrement en Angleterre*, de Molin A., Délégation interministérielle à la ville, janvier 2003.

La ville va aussi devoir faire face aux dérèglements économiques qui ont été imposés par la crise financière de la fin de la décennie 2000 et ayant vu le jour aux Etas Unis[1418].

Le nouveau gouvernement de coalition[1419] devra faire face à ces nouveaux défis mais dans son programme, il n'y a aucune référence précise à la rénovation urbaine[1420].

Le programme de gouvernement des Conservateurs alliés aux Libéraux Démocrates a été édité et le Premier Ministre l'a décrit comme étant « historique dans l'histoire de la politique britannique»[1421], et nous pouvons constater que la rénovation urbaine, qui n'a donc pas une place, ne sera donc pas une priorité du nouveau gouvernement.

Une des premières actions voulue est l'abolition des stratégies régionales et la passation des pouvoirs qu'elles détenaient en matière de gestion du parc de logements et de planification dans les mains des autorités locales. Ces dernières recevront de plus la capacité d'établir des partenariats avec des entreprises locales, partenariats qui pourront couvrir les zones d'influence des régions actuelles[1422].

IV – Après trente et un ans de rénovation urbaine, la fin d'un cycle ?

En matière de politique urbaine, la période de 31 ans qui s'achève, allant de 1979 à 2010, semble être la fin d'un cycle.

[1418]La crise financière de l'automne 2008 est la seconde phase de la crise financière de 2007-2010, après la crise des sub-primes de l'été 2007. Cette seconde phase, marquée par un accroissement de la crise de liquidité et de la crise de confiance et un renchérissement supplémentaire du crédit par une augmentation du taux interbancaire, touche tous les pays du monde. Elle s'est rapidement répercutée sur les marchés boursiers par une chute des cours (certains parlent du krach de l'automne 2008), tandis que le resserrement du crédit pour les entreprises et les ménages pèse sur l'activité économique mondiale. Un journaliste a parlé de « panique financière » : Guillaume Duval, *La crise jusqu'où ?*, dans Alternatives économiques n°275, décembre 2008.

[1419] http://programmeforgovernment.hmg.gov.uk/communities-and-local-government/index.html

[1420] Sur le site de Brownfield Briefing (site Internet publiant des articles traitant de la rénovation des terrains industriels en friche), nous pouvons lire dans un article intitulé *Coalition shows no sign of urban policy or rural protection* : "*The new coalition government has issued its full programme for government but the 36-page document contains little or no reference to urban regeneration or countryside protection", http://www.brownfieldbriefing.com/content/welcome*

[1421] Dans le document présentant le programme du gouvernement de coalition et intitulé *The Coalition: Our programme for Government* que David Cameron qualifie de "*An historic document in British politics"*,

[1422] http://www.brownfieldbriefing.com/news/coalition-shows-no-sign-urban-policy-or-rural-protection

En effet, les deux approches politiques qui se sont succédées, celles des gouvernements Conservateurs puis celle des Travaillistes, sont si opposées, que les solutions les plus radicales semblent avoir été tentées au cours de ces trois décennies.

De 1979 à 1997, la démarche adoptée par les Conservateurs en direction des quartiers les plus défavorisés, a été sous-tendue par la croyance en la libre-entreprise, la foi en la force du marché pour régler les problèmes se posant aux individus et par un désengagement massif de l'Etat alors que de 1997 à 2010 l'Etat est redevenu omniprésent, en agissant comme le donneur d'ordre et l'organisateur des programmes de renouveau urbain qui ont tous été lancés en visant le bien-être des résidents.

Et en ce qui concerne la période 1997-2010, le bilan que l'on peut faire de la politique urbaine menée par les gouvernements Travaillistes successifs dirigés par Tony Blair et Gordon Brown, est très mitigé.

Des effets de la réussite des programmes et des projets mis en place sont visibles et sont la preuve que la rénovation urbaine a été tentée, parfois avec bonheur. Mais au-delà des effets de façade, peu de choses ont profondément modifié la vie des quartiers qui étaient la cible des politiques gouvernementales. Ces espaces vers lesquels des sommes faramineuses ont été investies afin de les réhabiliter et de rénover les liens humains sont aujourd'hui toujours touchés par des difficultés sociales et au-delà des outils physiques mis en place pour reconstruire et les effets visibles sur l'environnement (le *Borough* d'Islington en est un exemple flagrant), peu de choses ont changé dans la vie quotidienne des habitants de ces quartiers[1423].

Les résidants des quartiers défavorisés des centres villes sont toujours pauvres, sinon plus à cause de la crise qui a éclaté ces dernières années. D'après les Travaillistes, les habitants ont vu une amélioration dans leur vie quotidienne et un grand nombre d'entre eux a

[1423] Dans le document *Living Places, Cleaner, Sarer, Greener* publié par les Services du Vice-Premier Ministre, en octobre 2002 et qui reprenait les recommandations du travail dirigé par Lord Rogers, président de la *Urban Task Force*, le gouvernement affirmait cependant sa volonté de raviver l'environnement urbain et d'améliorer la qualité de vie dans les villes.

eu accès à la propriété de leur logement[1424], mais les individus ne semblent pas se contenter de ces améliorations.

Ces derniers sont souvent reconnaissants car dans ces zones auparavant laissées pour compte, les jardins et les zones de jeux s'embellissent, et les enfants y jouent avec plaisir. Les rues ont été sécurisées, embellies, et les personnes âgées les empruntent plus librement, s'y sentent plus en sécurité.

Mais les artères commerçantes ne sont pas plus actives qu'auparavant, même si elles ont été réaménagées, les façades nettoyées et si des efforts ont été faits pour y revitaliser le commerce…

Les personnes qui les fréquentent ont toujours les mêmes difficultés à vivre leur quotidien, accablées par les problèmes engendrés par la précarité de leur statut social : la rénovation urbaine entreprise par les gouvernements Travaillistes ne s'est pas attaquée aux difficultés inhérentes à ces quartiers pour lesquels un énorme travail reste à faire.

A vouloir englober dans une approche nationale et étatique toutes les questions que pose le développement urbain, les Travaillistes ont échoué dans leur volonté de les régler.

On a également reproché le manque de clarté des actions menées par le gouvernement visant la rénovation urbaine : la théorie est souvent restée très rhétorique et n'a pas donné une vision assez limpide et assez pratique. Par exemple, Mike Racco qualifie le Livre Blanc du Ministère de l'Environnement, des Transports et des Régions de 2000 de « législation sans influence (…) de rhétorique longue mais sans substance »[1425].

On peut se demander ici si Tony Blair, son cabinet ministériel et son gouvernement n'ont pas été excessivement confiants quant à leur capacité de modifier la façon d'envisager la ville et les relations qui la régissent.

[1424] *" Over 160,000 households have been supported into ownership through government action since 1997",* chapitre *Living Standards* dans The Labour Party Manifesto 2010, 2:5.

[1425] *"The Urban White Paper (DETR 2000) … is a relatively toothless piece of legislation – long on rhetoric, but short on substance",* Mike Racco, (2005), paragraphe : "Community and the future of Britain's urban renaissance, dans New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance", de Mike Racco dans *Urban renaissance? New labour, community and urban policy,* édité par Rob Imrie et Mike Racco, p 247.

Ils semblent avoir voulu s'attaquer en même temps à divers aspects de la politique et n'en ont fait aboutir aucun.

En intervenant sur les bâtiments et sur l'environnement, les Travaillistes ne se seraient-ils pas contentés de saupoudrage ? En effet, les immeubles et les alentours sont rénovés, reconstruits mais la vie qui se déroule à l'intérieur n'est pas vraiment meilleure qu'avant…

N'auraient-ils pas favorisé le contenant par rapport au contenu ? Comme nous l'avons dit plus haut, la politique urbaine a été sous-tendue par une rhétorique et des principes souvent aboutis sur le papier mais qui n'ont pas eu les effets escomptés auprès des premiers intéressés, au sein des quartiers…

N'auraient-ils pas mis l'accent sur la présentation par rapport à la mise en œuvre ? De nombreux observateurs ou même certains utilisateurs locaux leur ont reproché la lourdeur administrative des procédures pour obtenir des aides de l'Etat ou même pour mettre en place et gérer les programmes…

Il ne découlerait de cette volonté de réhabilitation profonde de la ville et des relations humaines qui s'y déroulent qu'une tentative qui n'a pas abouti et dont les premiers à souffrir seraient encore les résidants.

V – Un projet inachevé.

Le gouvernement Travailliste a voulu redynamiser les centres villes urbains et en faire des lieux où il fait bon vivre[1426] pour des jeunes travailleurs des classes moyennes. Il a aussi voulu faire disparaître tout signe de dégradation physique afin de rassurer les entreprises, les faire revenir s'installer et donc favoriser la relance économique.

Cependant, malgré ces volontés de replacer l'homme au centre des préoccupations de renouveau urbain, le gouvernement n'a pas forcément favorisé l'inclusion sociale.

[1426] *"The city has to appear as an innovative, exciting, creative, and safe place to live, to play and consume in"*, Harvey, (1989), "The Transformation in urban governance in late capitalism: from managerialism to entrepreneurialism", dans *Geograpiska Annaler*, vol 71B(1), pp.3-17.

Au contraire, les personnes qui ne correspondent pas à l'image nouvelle qui a été donnée à cet idéal urbain, que ce soit par leur statut, leur comportement ou leur façon de s'habiller ou leur âge, sont exclues de ces enclaves[1427] .

Et ce sont les conseils locaux qui se sont souvent substitués au gouvernement central pour jouer ce rôle de promoteur de bien-être pour les résidants de ces zones dépourvues. Peut-être par ce que ce sont ces entités qui sont au plus près des problèmes quotidiens des habitants des quartiers difficiles et donc plus à même d'y répondre.

Mais l'explication se trouve aussi dans des raisons électoralistes : nous avons vu que tous les programmes mis en place et menés à bien à Islington, au-delà de l'attrait que peut avoir un lieu rénové et réhabilité pour les commerces et les entreprises désireuses de venir s'y installer, ceci permettant de relancer l'emploi et donc l'appareil économique, le Conseil du *Borough* a cherché à satisfaire les résidants et améliorer leur quotidien, leur environnement.

D'ailleurs, l'analyse des réactions des habitants que nous avons présentées montre bien que ceux-ci ont apprécié les actions du Conseil du *Borough* et que peu d'entres eux ont émis des réserves.

En effet, les habitants du *Borough* d'Islington semblent satisfaits : il suffit de questionner des passants habitant les quartiers pour recueillir leurs réponses empreintes de reconnaissance pour les actions des autorités locales[1428].

Créer une sorte d'idéal urbain dans lequel il fait bon vivre, un espace sûr[1429] et confortable a aussi été une volonté des Travaillistes : les délits et les désordres urbains pouvant nuire au renouveau urbain, les hommes politiques au pouvoir ont fait de cette lutte

---

[1427] Ainsi, ne sont plus tolérées les personnes ou les activités créant du désordre comme les sans-abris, la mendicité ou la consommation d'alcool en public qui deviennent des troubles à l'ordre public et sont passibles de contraventions.

[1428] Lors de mes séjours à Hackney, j'en ai profité pour me promener dans les rues d'Islington et pour questionner les résidants sur leur perception des travaux menés par le Conseil Local, et la plupart d'entre eux ont exprimé une certaine satisfaction. J'ai recueilli en particulier l'avis de plusieurs mères de famille accompagnant leurs enfants sur l'aire de jeu jouxtant le Finsbury Estate et qui se sont dites ravies de la propreté et du nouvel agencement de la zone de jeux. (Remarque personnelle).

[1429] Dans le manifeste du New Labour pour l'élection générale de mai 2010, les Travaillistes se targuent d'avoir fait baisser le taux de délits depuis 1997 : « Britain is safer now than when the Tories left office. Crime is down by over 40 per cent, and the risk of being a victim of crime is the lowest since 1981", dans *A future fair for all,* Labour Party Manifesto 2010, 5:2.

une priorité politique, et par exemple, les réseaux de caméras installés dans les rues (*CCTV* ou *Closed Circuit Television*) ont été très utiles pour veiller au respect des ces règles[1430] mais le problème soulevé par certains est que, même si ces systèmes peuvent détecter des attitudes inhabituelles, ils ne montrent pas forcément en quoi ces comportements sont néfastes à la société !

Mais l'accusation majeure portée contre ce système de surveillance est que la « suspicion catégorielle »[1431] est souvent pratiquée. Ainsi, les jeunes filles sont moins surveillées que les garçons et le comportement d'un homme blanc debout dans la rue en train de téléphoner sera considéré comme normal, alors que la même attitude d'un homme noir sera considérée comme suspecte.

Ainsi donc, cette gentrification de certains quartiers de centre ville qui ont été rénovés exclut des groupes de population et les problèmes rencontrés par certains groupes communautaires, déjà laissés pour compte, sont exacerbés. Les désordres sont déplacés et ceux qui en souffrent le plus sont les résidants des lotissements les plus pauvres.

L'objectif premier des Travaillistes à partir de 1997 fut d'améliorer la vie des plus pauvres et c'est pour cela que les programmes de rénovation ont principalement été menés.

Cependant, la privatisation de nombre de services dont les communautés les plus dépourvues ont le plus besoin fait que les politiques gouvernementales, aussi généreuses soient-elles, n'ont eu qu'un impact limité sur la vie des plus pauvres[1432]. Par exemple, la privatisation du réseau ferroviaire qui avait commencé sous le gouvernement Thatcher a entraîné une fragmentation des services offerts et donc une augmentation des tarifs pour les usagers.

Nous pouvons aussi citer un exemple dans le cadre de la modernisation des réseaux de transports londoniens : la privatisation du Métro londonien qui a entraîné une hausse assez

---

[1430] Des caméras ont été installées dans quelques 700 zones où le taux de délinquance est élevée, dans *A future fair for all*, Labour Party Manifesto 2010, 5:3.
[1431] *Categorical suspicion*
[1432] Paragraphe : Community and the future of Britain's urban renaissance, dans l'article « New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance »,de Mike Racco dans *Urban renaissance? New labour, community and urban policy*, edité par Rob Imrie et Mike Racco, p 246.

importante du ticket de métro, et bien que cet outil de communication soit efficace et pratique à utiliser, les moins fortunés l'empruntent peu…[1433].

Un autre exemple est l'inflation qui a touché le marché de l'immobilier rendant difficile l'accès à des logements décents pour les plus démunis : là encore la course au profit des propriétaires privés s'est révélée être un frein à la volonté affichée des Travaillistes de régler la condition des plus pauvres[1434].

Il y a aussi la détermination du gouvernement à faire la promotion des emplois du secteur tertiaire, celui des services, et les populations des zones les plus pauvres du pays n'ont pas forcément accès à ces types d'emplois, composant pour la plupart le gros des emplois à cols bleus. Ainsi, les politiques urbaines menées par les Travaillistes n'ont pas réussi à compenser les pertes d'emploi et la perte de pouvoir d'achat qui s'en est suivie[1435].

Les difficultés des plus démunis n'ont pas été solutionnées[1436]…

En effet, comment les Britanniques les plus pauvres, ceux rencontrant des difficultés quotidiennes car incapables ne serait-ce que d'accéder aux besoins les plus fondamentaux et primaires par manque de revenus, pourraient-ils retrouver un sentiment de reconnaissance et de bonne estime d'eux mêmes si leurs besoins les plus élémentaires ne sont pas comblés ?

En ce qui concerne l'attitude des individus au sein de la société et de leurs besoins, ainsi que leurs motivations, il peut être intéressant de citer la théorie d'Abraham Maslow[1437],

---

[1433] Commentaire personnel : en octobre 2010, un aller simple sur la ligne 1du Métro londonien (*The Tube*) pour un voyage dans la zone 1, coûtait £2.

[1434]La crise nationale du logement a d'ailleurs été un des moteurs de la mise en place de la politique de rénovation urbaine : selon le gouvernement Travilliste, en 1997, 'les villes détiennent les clés de la crise… et elles peuvent (offrir) de quoi bâtir 3,8 millions de logements supplémentaires d'ici 2021', Introduction à *Vers une renaissance anglaise ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, (2008), de David Fée et Sylvie Nail, Presses Sorbonne Nouvelle, p.13.

[1435] Paragraphe : Community and the future of Britain's urban renaissance, dans New Labour, community and the future of Britain's urban renaissance, Mike Racco dans *Urban renaissance? New labour, community and urban policy*, 2dité par Rob Imrie et Mike Racco, p 246.

[1436] Dans l'introduction à un ouvrage collectif, Anne Daguerre Professeur de Civilisation Britannique écrit « Just after the Parliamentary elections of May 6, 2010, how can one review the New Labour government after thirteen years in power (1997-2010) ? The voters' verdict is simple: it could have done better", Anne Daguerre, Introduction, *New Labour's Social Policies 1997-2010; A Mixed Assessment*, juin 2010, http://www.ceri-sciences-po.org .

[1437] Abraham Maslow (1er avril 1908 - 8 juin 1970) fut un psychologue célèbre considéré comme le principal meneur de l'approche humaniste, surtout connu pour son explication de la motivation par la hiérarchie des besoins, qui est souvent représentée par une pyramide des besoins.

psychologue américain de renom, qui a pu grâce à ces nombreuses études, établir une sorte de règle de priorité des désirs et des comportements.

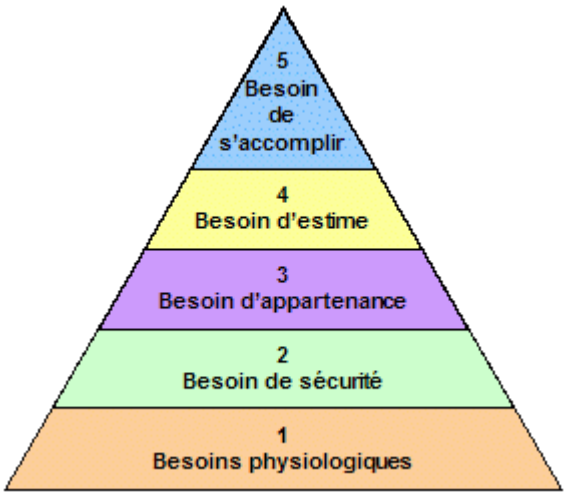
Les conclusions de son étude sont une généralité mais si nous les rapprochons de l'environnement étudié ici, celui des politiques urbaines menées en faveur de l'Homme par les Travaillistes, nous pouvons en partie expliquer pourquoi celles-ci n'ont pas abouti à des résultats plus concrets.

VI – 1 : la pyramide de Maslow.

En examinant son concept de la pyramide des besoins on peut comprendre et approfondir la relation de l'individu avec lui-même, mais aussi avec ses semblables et son environnement[1438].

Avant tout, nous avons besoin de respirer pour vivre. Puis très rapidement nous avons besoin de boire, de manger. Vient ensuite le besoin de mobilité, de se reposer tranquillement, de se sentir libre et en sécurité.

Lorsque ces besoins sont comblés apparaissent les besoins affectifs, la reconnaissance des autres, de leur amour et de leur estime. Apparaît enfin le besoin de réalisation personnelle. Le tout est représenté sous la forme d'une pyramide découpée en 5 tranches.



[1438] Ce qui semble avoir été la priorité des Travaillistes dès leur arrivée au pouvoir en 1997 : redonner confiance à l'individu, lui donner l'occasion de se réaliser afin d'être plus fort, mieux installé dans la société et ainsi plus disponible pour participer à la communauté. Réflexion personnelle.

Partons du principe implacable que les étapes dessinées ici sont à gravir une à une, en commençant obligatoirement par la première pour arriver, lorsque l'individu a de la chance, au faîte de sa réussite.

La pyramide d'Abraham Maslow est présentée ci-dessus et c'est une base de réflexion bien pratique dans le monde des affaires et dans celui des études. Rappelons qu'il ne s'agit que d'une proposition qui par sa simplification est forcément schématique.

Adaptons donc le commentaire de cette pyramide à la politique urbaine telle quelle a été menée par les Travaillistes.

Niveau 1 : Au plus bas, respirer, boire et manger sont les besoins indispensables. Il faudra que l'individu se protège des intempéries et se reproduise. Ces divers éléments ont leur propre ordre de priorité.

Ramené aux besoins des résidants des quartiers les plus défavorisés, il faudra que ceux-ci puissent se loger convenablement, subvenir à leur besoins vitaux comme pouvoir se nourrir, eux et leurs familles, se déplacer ou profiter un peu de leur temps libre.

Les Travaillistes ont tenté de répondre aux besoins les plus basiques des citoyens en agissant par exemple sur le logement ou les transports publics.

Niveau 2 : la seconde étape, une fois la première atteinte, est celle de la sécurité. On peut espérer que celui qui arrive à respirer, boire et manger suivant ses besoins peut enfin se reposer sans le risque de se faire dévorer à son tour. Nous n'en sommes ici toujours que dans le périmètre étroit du bien-être de l'individu, même si celui-ci vit dans une curie, un clan ou une tribu, et donc au sein de sa communauté dans le cadre de la ville.

Il attend de l'environnement la sécurité, celle que l'on trouve dans la force d'un groupe, mais il n'est pas forcément - pas encore du moins - reconnu comme individu par ses proches.

Cette étape correspond à la politique de renouveau des groupes humains menée par les Travaillistes et prenant en compte les besoins, les particularités de chacun.

Ce point était central dans leur nouvelle politique sociale : revivifier les groupes humains en faisant en sorte qu'ils soient composés d'individus satisfaits de leur situation.

Niveau 3 : l'appartenance au groupe, l'individu la trouvera dans la troisième étape. S'installer, être décemment accepté comme composant d'un ensemble où il trouve refuge, sérénité. Il y cherche une preuve de sa propre existence dans le regard des autres, par la crainte ou par l'amour.

La peur de la solitude apparaît ici. On s'y marie, on s'attache à un groupe, on fait partie d'un club.

Tony Blair et les Travaillistes ont très tôt compris la nécessité de combler ce besoins et cette compréhension apparaît dans le travail, qui a été lancé pour redorer le blason de la communauté en tant que groupe organisé. Ils ont aidé l'individu à créer une dynamique de groupe communautaire et l'ont aussi incité à briguer une place à la tribune. En effet, ils ont tenté de lui donner les outils pour s'exprimer en créant des groupes de paroles dans les quartiers, participer à la politique qui le touche au plus près et prendre part à la rénovation de ses lieux de vie.

Niveau 4 : dans la quatrième étape, on parle d'estime, d'identification, de reconnaissance de l'autre par sa force, ses compétences. Abraham Maslow y précise ici deux appétences. La première témoigne d'une attente de reconnaissance, d'un statut, d'une gloire. On y parle aussi de dignité et de réputation. La seconde est plus centrée sur l'individu, sa propre reconnaissance qui accompagnera son indépendance, sa liberté. Notons que dans ce second cas, la régression éventuelle est très douloureuse.

C'est ici que la tentative des Travaillistes semble ne pas avoir abouti… Les résidants des zones les plus pauvres des villes britanniques et en particulier ceux des centres villes défavorisés n'ont pas spécialement gagné de liberté sociale par rapport aux plus nantis.

Niveau 5 : le cinquième et dernier niveau est celui abordé lorsque l'individu a pleinement dépassé ses objectifs.

L'individu n'a plus les mêmes motivations signifiées dans les étapes précédentes. Ici, il a ici besoin de maîtriser et se dépasser devient son credo. Moins sensible à la pression sociale, il est autonome et fait preuve de créativité. Ce besoin de se réaliser est parfois si fort

qu'il devient prioritaire, prenant le pas sur un ou plusieurs des éléments situés plus bas dans la pyramide. Cette étape est celle de l'épanouissement, et avec la précédente, elle n'a certainement pas été atteinte par les politiques Travaillistes.

La défaite du New Labour était annoncée aux élections générales de 2010, au bénéfice du Parti Conservateur mené par son jeune et charismatique chef, David Cameron[1439] qui souhaitait mettre fin à plus de treize ans de pouvoir du duo *B and B*[1440]. Nick Clegg, leader du Parti Libéral Démocrate devait venir jouer les trouble-fêtes dans un pays où le bipartisme est, depuis des décennies, la règle dans toute élection.

Tout au long de la campagne pour l'élection, Gordon Brown a essayé de défendre son mandat et ses actions pour le peuple britannique mais il a du faire face à la déception énorme de sa base électorale, c'est à dire des citoyens les moins nantis.

Le 7 mai 2010 à 20h, les résultats nationaux du scrutin de la veille étaient publiés. Ce sont les suivants[1441] (sont donnés en note de bas de page les résultats locaux pour le *Borough* d'Islington)[1442].

[1439] David William Cameron est né le 9 octobre 1996. Il est leader du Parti Conservateur et chef de l'opposition au Royaume Uni.
[1440] B and B : la presse britannique a ainsi surnommé la paire Tony Blair et Gordon Brown.
[1441] Source : *The Independent*, vendredi 7 mai 2010.
[1442] Dans le Borough d'Islington les résultats sont les suivants. Pour Islington South and Finsbury : http://www.islington.gov.uk/Council/councilinvolved/involvedvoting/votingelection/votingend/er_islingsouth.asp

Candidat	Parti	Nombre de votes
COX Antonia	Conservateur	8449
DEBOO Richard	Animals Count	149
DODDS John	English Democrats "Putting England First!"	301
FOX Bridget	Libéral Démocrate	14 838
HUMPHREYS James	Green Party	710
MCDONALD Rose-Marie	UK Independence Party	701
THORNBERRY Emily	**New Labour**	**18 407**

	Conservateurs	Travaillistes	Libéraux Démocrates	Autres[1443]
Sièges à la Chambre des Communes	306	256	57	28
Nombre de votes	10,71 millions	8,6 millions	6,83 millions	3,51 millions
Pourcentage	36%	29%	23%	12%

Comme nous le montrent les résultats, aucun parti n'a eu la majorité absolue à la Chambre des Communes, celle-ci étant de 326 voix sur 650 sièges. Le prochain Parlement, si aucune majorité nette n'avait été trouvée, aurait été qualifié de *Hung Parliament*.

Ainsi, comme le prévoit la Constitution, le Premier Ministre en place au moment de l'élection, Gordon Brown, allait rester aux affaires et essayer de former un gouvernement de coalition. Il se trouve que son Parti, le New Labour, et le Parti Libéral Démocrate ne pouvaient pas non plus avoir une majorité et dans ce cas, le gouvernement serait minoritaire.

Gordon Brown, tentant de maintenir à tout prix son parti aux commandes du pays, a essayé de trouver un compromis avec le chef du parti Libéral Démocrate afin de former un gouvernement.

La participation a été de 64,62%.

Pour Islington North, voici les résultats. La participation était de 64,1%. http://www.islington.gov.uk/Council/councilinvolved/involvedvoting/votingelection/votingend/er_islingnorth.asp

Candidat	Parti	Nombre de votes
BERRILL-COX Adrian	Conservateur	6339
CORBYN Jeremy	**New Labour**	**24276**
DIXON Emma	Green Party	1348
JAMIESON-BALL Rhodri	Libéral Démocrate	11,875
LENNON Dominic	UK Independence Party	716

[1443] Pour la première fois, une députée du Green Party a été élue à la Chambre des Communes. C'est Caroline Lucas qui devient députée de la circonscription Royal Pavilion à Brighton.

Toutes ses tentatives ont échoué, même lorsqu'il a mis sa place de chef du New Labour en jeu[1444] afin de faciliter une coalition entre son Parti et les Libéraux Démocrates.

Il a donc présenté sa démission à la Reine[1445] le 11 mai 2010. Après que celle-ci lui ait demandé qui était en mesure de former un nouveau gouvernement, l'ancien Premier Ministre a logiquement donné celui de David Cameron, qui est donc devenu le nouveau Premier Ministre britannique[1446] et a monté un gouvernement de coalition[1447] avec le Parti Libéral Démocrate même si de nombreux observateurs britanniques qualifient cette union d'improbable[1448].

Le nouveau Ministre chargé des Communautés et du Gouvernement Local est Eric Pickles[1449], un fidèle du Parti Conservateur, ayant occupé divers postes lorsqu'il était dans l'opposition. Un autre ministre qui occupe un poste clé dans la politique que mènera le nouveau gouvernement en direction des villes est Caroline Spelman[1450], Ministre de l'Environnement.

Nous donnons ces quelques informations pour montrer que la vie politique risque d'être très chaotique dans les semaines, les mois à venir, en Grande-Bretagne et que les questions urbaines ne vont certainement pas être centrales. La politique en direction des villes et des quartiers les plus nécessiteux semble devoir passer au second plan…

Cette étude s'achève sur de multiples points d'interrogation : de quelle façon le nouveau gouvernement Britannique prendra-t-il en compte la politique de la ville ? Cette question sera-t-elle traitée comme une véritable question politique ou les solutions apportées aux problèmes urbains ne seront-ils considérés que comme des outils de politique sociale ?

S'il s'attaque à la rénovation urbaine, l'Etat abordera-t-il la question sous l'angle du Libre Marché au détriment des aspects sociaux comme cela avait été le cas pour les

---

[1444] http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/8674132.stm
[1445] http://www.timesonline.co.uk/tol/news/politics/article7123319.ece
[1446] http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/election_2010/8675265.stm
[1447] http://www.direct.gov.uk/en/Nl1/Newsroom/DG_187687
[1448] http://www.24heures.ch/depeches/monde/grande-bretagne-gouvernement-travail-presse-ironise-mariage-improbable
[1449] http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/election_2010/8675705.stm
[1450] http://www.direct.gov.uk/en/Nl1/Newsroom/DG_187687

gouvernements Conservateurs ayant précédé les Travaillistes ? Son approche sera-t-elle plus proche de la politique dite de la Troisième Voie, compromis tiède entre le Libre Marché et l'interventionnisme de l'Etat ?

Et si on assistait, au contraire, à une reprise en main de ces préoccupations, après treize années de gestion Travailliste, à un changement radical pour traiter les enjeux posés par le développement urbain et le traitement de la misère urbaine ?

Le nouveau gouvernement pourrait axer sa politique sur le bien-être des populations résidant dans les quartiers les plus défavorisés des grandes agglomérations. Dans ce cas il faudra qu'il évite, comme cela a souvent été le cas à partir de 1997 à cause de tentatives globales et non ciblées sur des problèmes particuliers de groupes humains précis, de laisser pour compte des pans entiers de la population.

Quoi qu'il en soit, les contingences économiques et financières actuelles vont lourdement peser sur le budget de la Grande-Bretagne. Une des premières tâches que se fixe d'ailleurs le gouvernement de coalition est de réduire le déficit et l'endettement publics de façon drastique[1451].

On peut donc supposer que la politique urbaine ne sera pas une priorité dans les mois à venir, et que l'on s'éloignera de la grande idée des Travaillistes qui fut de réformer la gouvernance locale, d'être à l'écoute des désirs, des besoins des résidants et de leur redonner droit au chapitre afin de choisir de quoi le futur de leur lieu de vie sera fait.

[1451] http://www.guardian.co.uk/politics/2010/may/12/lib-dem-tory-deal-coalition

BIBLIOGRAPHIE.

(Classement par ordre thématique et alphabétique).

Sources primaires.

I – Autobiographies.

- HESELTINE, M., (2000), *Life in the Jungle. My autobiography*, Hodder and Stroughton, London.

- THATCHER, M., (1995), *The Downing Street Years : 1979-1990*, New York, HarperPerennial.

II – Manifestes politiques.

- *Conservative Manifesto*, Conservative Party Manifesto, (1979).
- *The Labour Way is the Better Way*, Labour Party Manifesto, (1979).
- *The Challenge of Our Times*, Conservative Party Manifesto, (1983).
- *The New Hope for Britain*, Labour Party Manifesto, (1983).
- *The Next Moves Forward*, Conservative Party Manifesto (1987).
- *Britain will win with Labour*, Labour Party Manifesto, (1987).
- *The Best Future for Brita*in, Conservative Party Manifesto, (1992).
- *It's Time to get Britain Working Again*, Labour Party Manifesto, (1992).
- *You can only be sure with the Conservatives*, Conservative Party Manifesto, (1997).
- *New Labour because Britain deserves Better*, Labour Party Manifesto, (1997).

- *Time for Common Sense*, Conservative Party Manifesto, (2001).
- *Ambitions for Britain*, Labour Party Manifesto, (2001).
- *The British Dream*, Conservative Party Manifesto, (2005).
- *Britain forward, not back*, Labour Party Manifesto, (2005).
- *Invitation to join the Government of Britain*, Conservative Party Manifesto, (2010).
- *Help Shape Britain's Progressive Future*, Labour Party Manifesto, (2010).
- *Change that works for you: Building a fairer Britain*, Liberal Democrat Party Manifesto, (2010).

III - Publications gouvernementales.

Publications, discours gouvernementaux, nationaux ou locaux.

- London *Borough* of Southwark, (1999), *Elephant Links: A bid for Single Regeneration Budget Funding*, London.
- London Development Agency, (2002), *City Growth Strategy – London City Fringe – Main Strategy*.
- Urban Task Force, Rapport, (juin 1999), *Towards an Urban Renaissance*, commission présidée par Lord Rogers of Riverside, Routledge, UK, 328 pages.
- Urban Task Force, (1999), rapport *But would you live there? Shaping attitudes to urban living*, par URBED (Urbanism, Development and Design), MORI and the School for Policy Studies, University of Bristol.
- Livrets publiés par la Greater London Authority, (2005), City Hall, The Queen's Walk, London SE1 2AA :

  - *London assembly,*
  - *The Greater London Authority,*
  - *How London Works,*
  - *Influence London,*

- *Redcliffe-Maud Report*, (1969), sous la direction de Maud, John Primatt Redcliffe (1906-1982), Baron Redcliffe-Maud of Bristol, civil servant and diplomat

Publications du gouvernement central.

- BROWN, G., (2002), discours fait à Hull lors de la présentation du projet New Deal for Communities.

- Greater London Authority population projections, (2005), scenario 8.07.

- MANDELSON, P., (1998), extrait d'un discours fait par le Ministre sans Portefeuille fait le 14 août 1998 à la Fabian Society.

- PRESCOTT, J., Vice Premier-Ministre, *Lessons from the past to guide our future*, (2002), p 1.

- Education et Emploi.

- DEPARTMENT FOR EDUCTION AND EMPLOYMENT, (2000), *Jobs for all: national strategy for neighbourhood renewal*, Her Majesty Stationery Office, London.

- DEPARTMENT FOR EDUCATION AND EMPLOYMENT, *Towards full employment in a modern, society*, (Cm 5084), Her Majesty Stationery Office, London.

- Environnement.

- Select Committee on Environment, Transports and Regional Affairs, (2001), discours de John Prescott, p.2.

- DEPARTMENT FOR THE ENVIRONMENT, White Paper, *Policy for the Inner Cities*, (1977), London, Her Majesty Stationery Office.

- DEPARTMENT FOR THE ENVIRONMENT, (1994), *The Robson Report: Assessing the Impact of Urban Policy*, Robson, B., Bradford, B., Deas, M., Hall, I., Harrisson, E., Parkinson, M., Evans., Garside, P., et Robinson, F., London, Her majesty Stationery Office.

- DEPARTMENT FOR THE ENVIRONMENT, TRANSPORTS AND THE REGIONS, (DETR), (1998), *Modernising Government*, White Paper, London: The Stationery Office.

- DEPARTMENT FOR THE ENVIRONMENT, TRANSPORTS AND THE REGIONS, (DETR), (1998), *Action for Cities*, London.

- DEPARTMENT FOR THE ENVIRONMENT, TRANSPORTS AND THE REGIONS, (DETR), (1999), *A better quality of life: A strategy for sustainable development for the United Kingdom*, Her Majesty Stationery Office, London.

- DEPARTMENT FOR THE ENVIRONMENT, TRANSPORTS AND THE REGIONS, (DETR), (2000), *New Deal for Communities: Gathering baseline information*, London: Her Majesty Stationery Office.

- DEPARTMENT FOR THE ENVIRONMENT, TRANSPORTS AND THE REGIONS, (DETR), (2000), *Our Towns and Cities: The Future – delivering an urban renaissance*, London.

- DEPARTMENT FOR THE ENVIRONMENT, TRANSPORTS AND THE REGIONS, (2000), *The State of English Cities*, de Robson, B. Parkinson, M. Boddy, M. et McLennan, D., London.

- DEPARTMENT FOR THE ENVIRONMENT, TRANSPORTS AND THE REGIONS, (2005), *The Future of Air Transport.* White Paper, London.

- Santé et Exclusion Sociale.

- *Independent Inquiry into Inequalities in Health Report*, (novembre 1998), Président : Sir Donald Acheson.

- *Report to the Parliament on Social Insurance and Allied Services*, (publié le 2 décembre 1942), Commission Beveridge,

- *Respect and Responsibility, Taking a Stand Against Anti-Social Behaviour*, (2003), Home Office.

- *Something for something*, par Blunket David (1999), 'Social exclusion and the politics of opportunity: a mid-term progress check'. Livret qui accompagne un discours de David Blunkett le 3 novembre 1999.

- *Urban Regeneration and Economic Development: The Local Government Dimension*, (1989), Audit Commission for Local Authorities and the National Health Service in England and Wales, HMSO.

- DEPARTMENT OF SOCIAL SECURITY, (1998), *A new contract for welfare: children's rights and parents' responsibilities,* (Cm 3805), Her Majesty Stationery Office, London.

- DEPARTMENT OF SOCIAL SECURITY, (1999), *A new contract for welfare: children's rights and parents' responsibilities,* (Cm 4349), Her Majesty Stationery Office, London.

- DEPARTMENT OF SOCIAL SECURITY, (1998), *Beating fraud is everyone's business: securing the future*, (Cm 4012), Her Majesty Stationery Office, London.

- DEPARTMENT OF SOCIAL SECURITY, (1999), *Opportunity for all: tackling poverty and social exclusion*, (Cm 4445), Her Majesty Stationery Office, London.

- DEPARTMENT OF SOCIAL SECURITY, (2000), *Opportunity for all: tackling poverty and social exclusion*, (Cm 4445), Her Majesty Stationery Office, London.

- HER MAJESTY TREASURY, (2000), *Government intervention in deprived areas (GIDA), cross-cutting review, spending review 2000*, London: HMSO, para 19.

- LONDON HEALTH OBSERVATORY, (2000-2004), Life Expectancy by *Ward*.

- LONDON HEALTH OBSERVATORY, (2004), *Admissions in 2003-2004 for alcohol related conditions.*

- SOCIAL EXCLUSION UNIT, (2001), *A New Commitment to Neighbourhood Renewal : A National Strategy Action Plan*, Cabinet Office, London.

- SOCIAL EXCLUSION UNIT, (2002), *A New Commitment to Neighbourhood Renewal : National Strategy Action Plan*, Cabinet Office, London.

- SOCIAL EXCLUSION UNIT, (1998), *Bringing Britain Together: A National Strategy for Neighbourhood Renewal*, (CM 4045), Cabinet Office, London: The Stationery Office.

- SOCIAL EXCLUSION UNIT, (2000), *National strategy for neighbourhood renewal: National strategy action plan*, London: The Cabinet Office.

- SOCIAL EXCLUSION UNIT, (1999), *Report on Teenage Pregnancy*, (CM4342), London: The Stationery Office.

- Communautés et Gouvernement Local.

- *Central and Local Government Policies and Social Exclusion*, (2000), Dutch, M., Working Paper 10.

- *Joined-Up Government*, (2008), Parliament Affairs, Oxford University Press for the British Academy, Hill, 61: 232-235

- *Local Government Management*, (1998), de Harvey, A., *Councils that care*, Winter, pp.18-19.

- DEPARTMENT FOR COMMUNITIES AND LOCAL GOVERNMENT, (2006), *State of the English Cities: Report and Database*, (SOCD), London.

- DEPARTMENT FOR COMMUNITIES AND LOCAL GOVERNMENT, (2006), *Strong and Prosperous Communities, The Local Government White Paper*, vol.1., Cm 6939-1;

- DEPARTMENT FOR COMMUNITIES AND LOCAL GOVERNMENT, (août 2007), *Public Service Agreement (PSA) Floor Targets*, Local Authority Profile, Islington.

- HOME OFFICE, (2001), *Community cohesion: A report of the independent review team,* chaired by Ted Cantle, London, p 70.

- HOME OFFICE, (2001), *Neighbourhood Renewal,* London: The Stationery Office, p 32.

- HOME OFFICE, (2003), *Healthy communities are built on strong families,* p.21.

- OFFICE OF THE DEPUTY PRIME-MINISTER, PRESCOTT, J., (juillet 2004), *The Future of Local Government: developing a ten year vision,* Elland House - Bressenden Place - London SW1E 5DU.

IV – Publications du *Borough* d'Islington à Londres.

- La santé, le bien être et la prise en compte de la population.

- *C&I Health Authority*, (2000).

- *Census, Key Statistics* tables KSO1 to KS24, Islington Council Environment and Conservation Service, (2001).

- *Consultation in Islington,* (2005), Communications and Consultation, (Room G12, Town Hall, Upper Street, London N1 2UD). Ce service municipal a publié les documents suivants :

  - *The research methods toolkit.*
  - *Commissioning Research: A template for commissioning surveys.*
  - *Customer satisfaction survey toolkit.*

- *Customer Satisfaction with Environment and Regeneration in Islington,* soumis à Steve Wills, Directeur de la Politique et des résultats (Policy and Performance Manager) par ORC International, Angel Corner Street, London N1 9AH, (janvier 2006).

- *Deprivation Statistics, Index of Multiple Deprivation*, (2007), Islington *Borough* Profile.

- *Estate Security*, (2003), (Building Solutions for Islington).

- *Health in Islington: the Facts* (NHS Primary care Trust – Mise à jour 2007).

- *Healthy Islington: A profile of Islington: diversity and division,* (1999), Healthy Islington, London.

- *Housing Strategy 2004-2007* (2002), Islingon Council Housing Services. Highbury House. 4-5 Highbury Crescent. London N5 1RN

- *Islington Housing Needs Survey,* (2003).

- *(The) Islington Joint Needs Assesment*, Islington Primary Care Trust, NHS, (2008).

- *Islington Strategic Partnership, Islington, Area Self Assessment 2009/2010*.

- *Measuring Customers' Perception*, (2004-2005), London *Borough* of Islington, (juin 2005), Westgate – London W5 1UA.

- *Neighbourhood Statistics*, Islington (2003/2004), Local Crime Data.

V- Rapports et travaux consultés par le London *Borough* of Islington pour mettre en place la politique de rénovation des espaces publics et pour évaluer sa faisabilité.

- *Best Value Review – People Friendly Streets*, (rapport de juillet 2004).

- *Bright Consulting*, (juillet 2003).
- *Bunhill Fields Conservation Management Plan Proposal* – Landscape Design Associates, (2003).

- *EC1 Estates and Schools Play Areas* – Groundwork, (avril 2003).

- *EC1 Life*, vidéo réalisée par le Club de Jeunes A4 – All Change Arts, (2003).

- *EC1 NDC play policy*, London *Borough* of Islington, (2006).

- *Estate Security, EC1 – Building Solutions for Islington*, (janvier 2003).

- *Exmouth Market Centre Feasibility Study, Draft* – Giles Semper and Fluid, (avril 2003).

- *Islington Council Borough Spending Plan*, (2004-2005).
- *Islington Council Unitary Development Plan*, (2002).
- *Islington Getting Greener, Air Quality Action Plan*, London *Borough* of Islington, (août 2003).
- *Islington Streetbook*, (juillet 2004).
- *King Square – Groundwork*, (2003).
- *Masterplan Audit* – Llewelwyn Davies, (2003).
- *Masterplan Framework* – Llewelwyn Davies, (2001).
- *MORI – New Deal for Communities Household Survey*, (juillet/octobre 2002).
- *Radnor Street Gardens – Greenspace*, (décembre 2003).
- *Residents' Panel Recruitment Survey* – BMG Research for London *Borough* of Islington, (août 2003).
- *Rythm for Life Feasibility Study* – Bennetts Associates, (mai 2003).
- *Saint Luke's Gardens – Greenspace*, (juin 2003).
- *Spa Fields Open Space Development Framework Proposal* – London *Borough* of Islington Greenspace, (octobre 2003).
- *Spa Fields Recommendations* – Islington Local Skills, (août 2003).
- *The London Plan* – Spatial Development Strategy for Greater London, Mayor of London, (février 2004).
- *Three Corners Adventure Playground Feasibility Study* – Shillam and Smith, draft, (avril 2004).

- *Three Corners/Spa Fields – Fluid, draft*, (2003).

- *Whitecross Street, Heritage Economic Regeneration Scheme 2004-2007,* Programme Proposal – London *Borough* of Islington, (2003).

VI - Rapports et travaux consultés par le *Borough* d'Islington à Londres pour mettre en place la politique de rénovation des aires de jeu de la zone EC1.

- *A plan for parks, streets and estates in EC1 New deal for Communities,* London *Borough* of Islington, (juillet 2004).

- *Best Play – what plays provision should do for children* (2000), National Playing Fields Association, Children's Play Council, Playlink.

- *Children's Play – facilitating children's play on housing estates* (1997), Rob Wheway and Alison Millwood, Chartered Institute of Housing.

- *Delivery Plan Spaces in NDC Areas,* (2004), Sheffield Hallam University.

- *EC1 NDC Delivery Plan* et mises à jour (2001 – 2006), EC1 NDC.
- *Estate Security* (2003), Building Solutions for Islington.

- *Every Child Matters* - Guidance (2004 – 2006), Department for Education and Skills DfES.

- *Getting Serious About Play* : revue des jeux d'enfants le 'Rapport Dobson' (2004), Ministère des Médias, de la Culture et des Sports).

- *Guide to preparing play strategies – planning inclusive play spaces and opportunities for all London's children and young people,* (2005), Services du Maire, Greater London Authority.

- *Managing Risk in Play Provision*, (2002), Children's Play Council, Health and Safety Executive, Royal Society for the Prevention of Accidents and others.
- *Making the Case for Play – Building policies and strategies for school-age children* (2002), Children's Play Council.
- *Planning for Play guidance*, (2006), Children's Play Council.
- *Play Areas and Open Spaces Audit*, (2003), Groundwork Islington and Camden.
- *Playgrounds – risks, benefits and choices* (2002), Professor David Ball, contract reasearch report 426, Health and Safety Executive.
- *Playwork Principles* (2005), Playworks Principles Scrutiny Group.
- *Public parks assessment* (2001), Urban Parks Forum.
- *Public Space Strategy*, (2004), EC1 NDC.
- *Saint Luke's Framework Plan*, (2005), Shillam Smith.
- *Secured by Design – play areas*, (undated), Association of Chief Police Officers.
- *Spa Fields Framework Plan*, (2005), Parklife.
- *Start with the park – creating sustainable green spaces in areas of housing growth and renewal* (2005), CABE Space.
- *The London Plan*, (2004), les Services du Maire de Londres, Greater London Authority.
- *The Participation Charter*, (2006), Children Now.
- *The Play Charter*, (2005), Children Now and others
- *The State of London's Children Report*, (2004), Services du Maire de Londres, GLA.
- *Youth Matters – Next Steps*, (2006), DfES.

Sources secondaires.

I - Thèses d'université.

- CASTRO, M., (12 janvier 2004), *Les centres-villes défavorisés en Grande Bretagne de 1960 à 1997 : déclin et rénovation*, Université de Paris-Nanterre.
- MARIN, Y., (1985), *Ravenscourt Road, une rue de Londres en cours de gentrification*, Université de Paris V.

II – Biographie.

- EVELYN, J., (1854), *Diary and Correspondence of John Evelyn*, F.R.S., Hurst and Blackett, London.

III - Ouvrages.

- Dictionnaires.

- *Longman Dictionary of Contemporary English*, (1987), New Edition.
- *Penguin Dictionary of Geography*, (1998), London, Penguin Books.

- (L') Environnement.

- Brundtland Commission, (1987), *Our Common Future*, World Commission on Environment and Development, NewYork.
- MACNAUGHTEN, P., et URRY, J., (1998), *Contested natures*, London: Sage Publications.

- REDCLIFT, M., (1987), *Sustainable development: Exploring the contradictions*, London: Methuen.

- Histoire de la Grande-Bretagne.

- BAKER, T. F. T., ELRINGTON, C. R., (Eds.), BAGGS, A. P., BOLTON, D. K., CROOT, P, E. C., (1985), *A History of the County of Middlesex: Volume 8 : Islington and Stoke Newington Parishes.*

- CHAMPION, T., FORTHERINGHAM, S., REES, P., BOYLE, P. et STILLWELL, J., (1998), *The determinants of migration flows in England: A review of existing data and evidence*, Newcastle: University of Newcastle and University of Leeds.

- CHARLOT, M., *L'Angleterre (1945-1980),* (1981), Collection Notre Siècle, Imprimerie Nationale, p.23-42.

- DRIVER, S. et MARTELL, L., (2002), *Blair's Britain,* Policy press, Cambridge.

- EMERSON, R., W., (1847), *Anatomie des Anglais*, (*English traits*), Petite Bibliothèque Payot, 2010.

- ENGELS, F., (1845), *The Conditions of the Working Class in England in 1844 and the Housing Questio,* Réédité en 1969 par St Albans – Panther Books – p.84.

- FRISON, D., (sous la direction de …), (septembre 2000), *Pauvreté et inégalités en Grande Bretagne de 1942 à 1990.* – Ellipses Marketing.

- NELSON, J., (1811), *The History of Islington*, Summerfield Press.

- PORTER, R., (1994), *London: A Social History,* Penguin Books.

- SHERWEEL, A., (1901), *Life in West London*, Methuen, London.

- VAISS, P., (1996), *Histoire Economique et Sociale de la Grande Bretagne de 1945 à nos jours,* Armand Colin.

- (Le) Logement.

- MAC CRONE, G. et STEPHENS, M., (1995), *Housing Policy in Britain and Europe,* UCL Press, London.

- MARIN, Y., (1994), *Loger les Anglais. Le logement social de 1848 à 1939,* Editions de l'Harmattan.

- POPULAR HOUSING FORUM, (1998), *Kerb appeal: The external appearance and site layout of new houses*, Winchester: The Popular Housing Forum.

- (La) Pauvreté et exclusion sociale.

- ALCOCK, P. (1997), *Understanding Poverty*, 2ème édition, London: Macmillan.
- BULLOCH, G. et JONES, B. (1990), *Poverty and anti poverty strategy: the local government response*. Londres: AMA.
- BYRNE, D., (1999), *Social exclusion*, Buckingham: Open University Press.
- FORBES, I., (ed.), *(2000), Health Inequalities: Poverty and Policy*, London: Academy of Learned Societies for the Social Sciences.
- GRIFFITHS, S., (1996), *The Challenge: a Profile of Poverty in Hackney*, England, London. London *Borough* of hackney, 152 pages.
- HOWARTH, C., et al., (eds.), (1998), *Monitoring poverty and social exclusion: Labour's inheritance*, York: Joseph Rowntree Foundation.
- LEVITAS, R., (1998), *The Inclusive Society? : social exclusion and New Labour*, Macmillan, London.
- LISTER, R., '*From equality to social exclusion: New Labour and the Welfare State',* (1998), Critical Social Policy, 18 2 pp.215-225.
- MAC GREGOR, A. et MAC CONNACHIE, M. (1995), *Social Exclusion, urban regeneration and economic integration, Urban Studies.*
- MANDELSON, P., (1997), *Labour's next steps: tackling social exclusion,* Fabian Society London.
- PHILO, C., *Off the Map: the Social Geography of Poverty in the UK*, London, CPAG, (1995), 188p.
- TOWSEND, P., (1979), *Poverty in the UK : a survey of household resources and Standards of Living*, Harmondsworth, Penguin.
- WALKER, A. et WALKER, C. (eds.), (1997), *Britain divided; the growth of social exclusion in the 1980s and 1990s.* London: CPAG.
- WARE, A. (1993), *Charities and Government*, Manchester University Press, Manchester and New York.

- (Les) Politiques nationale, régionale et locale.

- ALBRECHTS, L., MOULAERT, F., ROBERTS, P., et SWYNGEDLOUW, E., (eds.), (2000), *Regional Policy at the Crossroads: European Perspectives*, Jessica Kingsley, London.

- ALDEN, J. et BOLAND, P., (1996), *Regional Development Strategies: A European Perspective*, Jessica Kingsley, London.

- BARRI RAAB, C., et BELLAMY, C., (mars 2005), *Joined-up government and privacy in the United Kingdom: managing tensions between data protection and social policy*, Ière Partie, Volume 83, Numéro 1, Blackwell Publishing.

- BENNINGTON, J. (1994), *Local Democracy and the European Union : The Impact of Europeanisation on local Governance*, Commission for Local Democracy, London.

- BLAIR, T., (1998), *The Third Way: new politics for the new century*, New Politics for the New Century Fabian Society London.

- CRUISBANK, B. (1999), *The Will to Empower: democratic citizens and other subj*ects, Cornell University Press, New York. Dean M., Governmentality: Power and Rule in Modern Society, Sage, London.

- DEAN, J., HASTINGS, A., MORE, A., et YOUNG, R., (1999) *Fitting together? A study of partnership processes in Scotland*, Edinburgh: Scottish Homes.

- DRIVER, S. et MARTELL, L., (1998), *New labour: politics after Thatcherism*, Policy Press, Cambridge.

- ETZIONI, A., (2000), *The Third Way to a good society*, Demos, London.

- GIDDENS, A., (1998), *The third way – The renewal of social democracy*, Cambridge: Policy Press.

- GIDDENS, A., (2000), *The third way and its critics*, Cambridge Policy Press

- HALL, P., (1974), *Urban and Regional Planning*, Pelican Books, Harmondsworth.

- POWELL, M., (ed.), (1999), *New labour, new welfare state? : the 'third way' in British social policy*, Policy Press, Bristol.

- POWELL, M., (ed.), (2002), *Evaluating New labour's welfare reforms*, Policy Press.

- PRIDEAUX, S., (2005), *Not so New labour: a sociological critique of New Labour's policy and practice*, Policy Press, Bristol.

- RICHARDS, D. et SMITH, M., (2002), *Governance and public policy in the UK*, Oxford : Oxford University Press.

- ROSE, N., (1999), *The Powers of Freedom: Re-Framing political thought*, Cambridge University Press, Cambridge.

- SYRETT, S., (Middlesex University, UK) et Baldock, R., (Middlesex University, UK): *Reshaping London's Economic Governance: The Role of the London Development Agency*. (2003), SAGE Publications.

- **(La) Société, le capital social, les communautés.**

- ETZIONI, A., (1968), *The Active Society. A Theory of Societal and Political Processes*, New York: The Free Pres.

- FUKUYAMA, F., (1995), *Trust: The social virtues and the creation of prosperity*, New York: The Free Press.

- GAILBRAITH, J. K., (1958), *The affluent Society* - London – Hamilton.

- HALPERN, D., (2004), *Social capital*, Polity Press, Cambridge.

- HUTTON, W., (1995), *The State we're in*, Jonathan Cape, London.

- JONES, H. R., (1990), *Population Geography*, Paul Chapman, London.

- JONES, S., (ed), (1997), *Virtual culture: Identity and communication in cyberspace*, London: Sage Publications.

- MAC GILLIVRAY, A., (2002), *The glue factory – Social capital, business innovation and trust*, London: New Economics Foundation.

- MALONEY, W., SMITH, G., et STOKER, G., (1999), *Social capital and urban governance*, mimeo, Glasgow: Department of Government, University of Strathclyde.

- NIELD, R., MILNE, R., BULL, R., et MARLOW, K. *The Youth Justice and Criminal Evidence Act 1999 and the interviewing of vulnerable groups: A practitioner's perspective*. Publié en 2003 par la British Psychological Society.

- ROSE, N., (1996), *The death of the social? Re-figuring the territory of government*, Economy and Society.

- ROUTLEDGE, B. et AMSBERG, J., (1996), *Endogenous social capital*, Washington: Graduate School of Industrail Administration/World Bank.

- SHIELDS, R., (ed), (1996), *Cultures of the Internet – Virtual spaces, real histories, living bodies*, London: Sage Publications.

- STEWART, M., *Issues for community-led regeneration. Communities at the heart? Lessons from the New Deal for Communities*, (2002), London: South Bank University.

- YOUNG, J., (1999), *The Exclusive Society*, Sage, London.

- **(La) ville et la politique urbaine.**

- AMIN, A., MASSEY, D., et THRIFT, N., (2000), *Cities for the many not for the few*, Bristol: The Policy Press.

- BAILEY, N. (1995), *Partnership Agencies in British Urban Policy*, UCL Press, London.

- BANFIELD, E., (1970), *The Unheavenly City*, Little, Brown & Co., Boston.

- BIRCH, A., (2000), *A new face for the Elephant*, Building Design.

- BOW GROUP, (1978), *Saving our cities: freeing entreprise in the inner areas*, Bow Group publications, London

- BROWNHILL, S. (1990), *Developing London's Docklands*, London: Paul Chapman

- BURDET, R., (1996), *Richard Rogers : oeuvres et projets*, Paris, Gallimard.

- CHARLOT, M., (sous la direction de…), (1994), *Britain's Inner Cities* - Ophrys – Ploton.

- COUCH, C., (1990), *Urban Renewal Theory and Practice*, Macmillan, Basingstoke.

- DEAKIN, N. et ED*WARD*S, J. (1993*), The Entreprise Culture and the Inner City*, London – Rouledge.

- FEE, D. et NAIL, S., (eds.), (2008), *Vers une renaissance urbaine ? Dix ans de politique travailliste de la ville*, Presses Sorbonne Nouvelle.

- FERMAN, B., (1996), *Challenging the growth machine: Neighbourhood politics in Chicago and Pittsburgh*, Kansas: University Press of Kansas.

- FIELD, F., (2003), *Neighbours from Hell*, Politicos, London.

- FOWLER, E. P., (1993), *Building Cities That Work*, McGill and Queens' University Press, Montreal and Kingston, p.7.

- GWILLIAM, M., (1997), *Housing and Regeneration – How a Green Shield Levy Can Help*, The Civic Trust, London.

- HALL, P., (1988), *Cities of Tomorrow*, Basil Blackwell, Oxford.

- HARRISON, P. (1992), *Inside the Inner City*. – Penguin.

- HARVEY, D., (1981), *The Inner City in Context*, Londres, Heinemann.

- HOWARD, E., (1898), *To-Morrow: A Peaceful Path to Real Reform*, London: S. Sonnenschein and Co, Ltd. Publié en 1902 sous le titre *Garden Cities of To-Morrow*.

- IMRIE, R., (2004), *Governing the cities and the Urban Renaissance* in *New Horizons in British Urban Policy – Perspectives on New Labour's Urban Renaissance*, Craig Johnstone and Mark Whitehead – Ashgate.

- IMRIE, R. et RACO, M., (eds), (2003), *Urban Renaissance? New Labour, Community, and Urban Policy*, The Policy Press, Bristol.

- JENKS, M., BURTON, E., et WILLIAMS, K., (1996), *The compact city: A sustainable urban form*? London: Spon.

- JOHNSTONE, C. et WHITEHEAD, M., (2004) *New Horizons in British Urban Policy – Perspectives on New Labour's Urban Renaissance*, Aldershot, Ashgate.

- JONAS, A. et WILSON, D., (eds.), (2000), *The urban growth machine: Critical perspectives two decades later*, New York: State University of new York.

- LIECHFIELD, D., (1992), *Urban Regeneration for the 1990's*, London planning Advisory Committee, London.

- MAC DONALD, B., (2000), *Elephant Boys*, London: Mainstream Publishing.

- MATTHEWS, H. (1991), *British Inner Cities*, Oxford University Press.

- NORTH, P., et WINTER, A., (2002), *Project Vauxhall Review*, London: South Bank University.

- OGDEN, P. (1992), (ed) *London Docklands: The Challenge of Development*, Cambridge: Cambridge University Press.

- OATLEY, N. (ed), (1998a), *Cities, economic competition and urban policy*, London: Paul Chapman Publishing.

- OWENS, S., (1986), *Energy transport and urban form*, London: Pion Press.

- ROBSON, B., (1988), *Those Inner Cities*, Clarendon Press, Oxford.

- ROBERTS, P. et SYKES, H., (2000), *Urban Regeneration : A Handbook*, SAGE Publications.

- ROGERS, R., et GUMUCHDJIAN, P., (2000), *Des villes pour une petite planète*, Paris, Editions du Moniteur

- TILLY, C., (1974), *An Urban World*, Little Brown, Boston, MA.

IV - Articles de recherches.

- (La) communauté, le capital social et la cohésion sociale.

- 'Strategic Vision and the management of the UK Land Ressource', *Stage II Report*, Strategic Planing Society, London.

- AMIN, A., 'Ethnicity and the multicultural city: living with diversity', (2002), dans *Environment and Planning*, vol. 34.

- ATKINSON, R., 'Addressing urban social exclusion through community involvement in urban regeneration', (2005), dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy,* édité par Rob Imrie et Mike Raco, (2005), The Policy Press.

- BROMBERG, H., 'Are MUDs communities? Identity, belonging and consciousness in virtual worlds', (1996), dans *Cultures of the Internet – Virtual spaces, real histories, living bodies*, London: Sage Publications.

- COLENUTT, B., et CUTTEN, A., 'Community empowerment in vogue or vain?', (1994), dans *Local Economy*, vol 9, pp 239.

- IMRIE, R. et RACO, M., 'Community and the changing nature of urban policy', dans *Urban Renaissance? New Labour, Community, and Urban Policy*, de Imrie, R., et Raco, M., (eds.), The Policy Press, Bristol.

- JACOBS, B. et DUTTON, C., 'Social and Community Issues', (2005), dans *Urban Regeneration : A handbook,* publié par Roberts, P. et Sykes, H., Sage publications - London.

- KAWACHI, I., KENNEDY, B., LOCHNER, K., et PROTHROW-STITH, D., 'Social capital, income inequality, and mortality', (1997), dans *American Journal of Public Health*, vol 87, pp 1491-8.

- KAWACHI, I. et BERKMAN, L., 'Social cohesion, social capital and health', (2000), dans Berkman, L. et Kawachi, I., (eds), *Social epidemiology,* New York: Oxford University Press.

- KEARNS, A., 'Social capital, regeneration and urban policy', dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy,* edité par Rob Imrie et Mike Raco, (2005), The Policy Press.

- LEES, L., 'In the pursuit of difference: representation of gentrification', (1996), dans *Environment and Planning*, vol. 28.

- LEES, L., 'A reappraisal of gentrification: to*wards* a 'geography of gentrification', (2000), dans *Progress in Human Geography*, vol. 24.

- MACNICOL, J., 'New Labour's Anti-Poverty Strategy 1997-2010', mai 2010, sur http://www.ceri-sciences-po.org

- MAYO, M., 'Partnerships for regeneration and community development', (1997), dans *Critical Change*, vol. 17.

- NORTH, P., 'Communities at heart? Community action and urban policy in the UK' dans *Urban Renaissance; community and urban policy*, publié par Imrie, R., et Raco, M., The Policy Press.

- PUTNAM, R., 'Tuning in, tuning out: the strange disappearance of social capital in America', (1995), dans *Political Science and Politics*, vol 28, n 4, pp 664-83.

- SCHULLER, T., BARON, S., et FIELD, J., 'Social capital: a review and critique', (2000), dans S. Baron, J. Field et T. Schuller (eds), *Social capital – Critical perspectives*, Oxford, Oxford University Press, p 1-38.

- TEMKIN, K., et ROHE, W., 'Social capital and neighbourhood stability: an empirical investigation', (1998), dans *Housing Policy Debate*, vol 9, pp 61-88.

- WATSON, N., 'Why we argue about virtual community: a case of the phish.net Fan Community'[1452], (1997), dans *Virtual Culture; Identity and communication in cyberspace* de Jones, N., (ed), London, Sage Publications.

- (La) citoyenneté et l'identité.

- BURGESS, J., HARISSON, C., FILIUS, P., 'Environmental communication and the cultural politics title of environmental citizenship', dans *Environment and Planning*, vol. 30.

- DIETRICH, D., '(Re)-Fashioning the techno-erotic woman: gender and textuality in the cyberspace matrix', (1997), dans *Virtual culture: Identity and communication in cyberspace*, London: Sage Publications.

- HINCHLIFFE, S., 'Helping the earth begins at home: the social construction of socio-environmental responsibilities', (1996), dans *Global Environmental Change*, Vol. 6.

- (La) crise économique.

[1452] Phish.Net est une communauté Internet dont les buts sont de populariser le groupe de rock progressif américain Phish, ainsi que de favoriser les échanges et les commentaires à son propos.

- DUVAL, G., *La crise jusqu'où ?*, dans Alternatives économiques n°275, décembre 2008.

- (La) pauvreté, les inégalités sociales et l'exclusion.

- BRADSHAW, J., 'Child poverty under Labour', (2001), dans *An end in sight? : tackling child poverty in the UK*, Child Poverty Action Group, London.

- BRAMLEY, G., 'Poverty and local public services', (1996), dans Gordon, D., et Pantazis, C., (eds.), *Breadline Britain in the 1990s*, Aldershot: Ashgate.

- BREWER, M., CLARKE, T., et WAKEFIELD, M., 'Social Security Under New Labour: What did the Third Way mean for Welfare reform?', (2002), Institute of Fiscal Studies Working Paper, Institute of Fiscal Studies, London.

- BROWN, G., 'Equality – then and now' dans *Crosland and New Labour*, (1999), de Leonard, D., Fabian Society London.

- BUGLER, S., 'The culture of poverty thesis and urban poverty: myths and reality', dans *Britain's Inner Cities*, Ophrys – Ploton..

- CONVERY, P., 'Unemployment', (1997), dans Walker, A. et Walker, C. (1997), *Britain divided: the growth of social exclusion in the 1980s and 1990s*, Londres: CPAG.

- DAGUERRE, A., *New Labour's Social Policies 1997-2010; A Mixed Assessment*, Sciences Po, juin 2010.

- GRAHAM, H., 'Life course inequalities and priorities for policies to tackle health inequalities', (2000), dans *Health Inequalities: Poverty and Policy*, de Forbes, I., (ed.), London: Academy of Learned Societies for the Social Sciences.

- HIBBITT, K., JONES, P., et MEEGAN, R., 'Tacking social exclusion : the role of social capital in urban regeneration on Merseyside – from mistrust to trust?', (2001), dans *European Studies*, vol 9, pp141-61.

- HOWARTH, C., et al., (eds.), 'Monitoring poverty and social exclusion: Labour's inheritance', (1998), York: Joseph Rowntree Foundation.

- MAC GREGOR, A. et MAC CONNACHIE, M., 'Social Exclusion, urban regeneration and economic integration', (1995), dans *Urban Studies*, Vol. 32, no. 10, pp. 1587-600.

- MUDDIMAN, D., 'Images of exclusion: user and community perceptions of the public library', (1999), dans *Public Library Policy and Social Exclusion Working*

Papers, (Working Papers Number 9) School of Information Management, Leeds Metropolitan University.

- OPPENHEIM, C. (1998), 'An inclusive society? Anti Poverty Matters', dans 17 Summer. pp.19-20.

- PEARSON, S., 'Anti poverty action in local authorities in England and Wales', (1995), dans *Anti Poverty Matters*, 7 Winter pp. 26-27.

- (Les) théories et concepts politiques.

- BLAIR, T., 'Beveridge revisited: a welfare state for the 21st century', dans Walker, R., (ed), *Ending child poverty: popular welfare for the 21st century?* Policy Press Bristol.

- BURCHELL, G. (1996), 'Liberal government and techniques of the self' dans A. Barry, T. Osborne and N. Rose (eds), *Foucault and Political Reason: Liberalism, neo-liberalism, and rationalities of government*, UCL Press, London.

- CHASSAIGNE, P., *Margaret Thatcher*, communication devant l'Académie des Sciences Morales et Politiques, séance du 5 mai 2003

- DRIVER, S. et MARTELL, L., 'Left, right and the Third Way', (2000), dans *Policy and Press*, 28 2 pp. 147-161.

- DWYER, P., 'Doing the right thing. Labour and welfare reform: A new moral order?', (1998), dans *Social Policy and Administration*, Vol. 33 No 1 pp. 91-104.

- FOUASSIER, F. et CLUZAN, L., 'Michael Heseltine : le concept de GEARING', Commentaire de ce texte, tiré de son autobiographie par Frédérique Fouassier et Lucie Cluzan, Université François Rabelais, Tours.

- HILLS, J., 'Thatcherism, New Labour and the welfare state', (1998), dans *CASEpaper* 13 August. London: Centre for Analysis of Social Exclusion, LSE.

- PECK, J. et TICKELL, A. (2002), Neoliberalising space, *Antipode*, vol 34, p 384.

- STOR, W., 'Regional policy at the crossroads: an overview', (1989), dans Albrechts, L., Moulaert, F., Roberts P., et Swyngedlouw, E., (eds.) *Regional Policy at the Crossroads: European Perspectives*, Jessica Kingsley, London.

- La ville et la rénovation urbaine.

- BLAKE, R., 'Les politiques urbaines en France et au Royaume-Uni', lors du Congrès 'Les politiques urbaines en France et au Royaume-Uni. Séminaire', Lille, FRANCE

(06/02/1997), parue dans la revue *Hommes et terres du Nord* , ISSN 0018-439X, Editeur Université de Lille 1, Villeneuve d'Ascq, France (1963-2005).

- BURTON, E., 'The compact city: just or just compact? A preliminary analysis', (2000), dans *Urban Studies*, Basingstoke: Macmillan.

- CAMERON, S., et DOLING, S., 'Housing Neighbourhoods and Urban Regeneration', (1994), dans *Urban Studies*, Vol. 31, p. 1218.

- CARMONA, M., 'Implementing urban renaissance – problems, possibilities and plans in South East England', (2001), dans *Progress in Planning*, vol 56, p 174-5.

- CARTER, A., 'Strategy and Partnership in Urban Regeneration', (2000), p. 39, in *Urban Regeneration: A Handbook*, edited by Peter Roberts and Hugh Sykes, SAGE Publications.

- CHALINE, C., 'Les '*New Towns*' comme type de villes industrielles' dans *Annales de Géographie*, (1963), Vol.72, N° 391, pp.350-354.

- CLAVEL, P., et KRAUSHAAR, R., 'On being reasonable: progressive planning in Sheffields and Chicago', (1998), dans *International Planning Studies*, vol. 3.

- DOWLING, R., (2000), 'Cultures of mothering and car use in suburban Sidney: a preliminary investigation', dans *Geoforum*, vol. 31.

- EDGAR, B., et TAYLOR, J., 'Housing', dans *Urban Regeneration: A Handbook*, de Peter Roberts et Hugh Sykes, (2000), Sage Publications.

- ED*WARD*S, J., 'Social Policy and the City: A Review of Recent Policy Developments and Lliterature', dans *Urban Studies Journal Limited*, Vol.32, n°4-5, p. 695-712, Sage Publications.

- FOREST, R. et KEARNS, A., 'Social cohesion, social capital and the neighbourhood', (1999), dans *Urban Studies*, vol 38, pp 2125-43.

- HALL, P., 'Regeneration policies for peripheral housing estates: in*ward* and out*ward*-looking approaches', (1997), dans *Urban Studies*, Vol. 34, no.5-6, pp. 873-90.

- HAMBLETON, R., 'Implementing *Inner Cities* Policy: Reflections from Experience', (1981), dans *Policy and Politics*, 9 (1).

- HARVEY, D., (1989), *From managerialism to entrepreneurialism*, "The Transformation in urban governance in late capitalism", *Geograpiska Annaler*, vol 71B(1).

- HASTINGS, A., 'Stategic, multilevel neighbourhood regeneration: an out*ward*-looking approach at last?' in *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, (2005), édité par Rob Imrie et Mike Raco, The Policy Press.

- HEALEY, P., ‘A strategic approach to sustainable urban regeneration’, (1997), *Journal of Property Development,* Vol. 1, no.3, pp. 105-10.

- HOSKINS, G. et TALLON, A., ‘Promoting the ‘Urban Idyll’: Policies for City Centre Living’, (2004), dans Johnstone, C. and Whitebread, M., (2004), *New Horizons in British Urban policy, Perspectives on New Labour’s Urban renaissance*, Aldershot, Ashgate.

- IMRIE, R., ‘Governing the cities and the Urban Renaissance’, (2004), dans *New Horizons in British Urban Policy – Perspectives on New Labour’s Urban Renaissance*, publié par Johnstone, C., et Whitehead, M., – Ashgate.

- JACQUIER, C., ‘Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain, Royaume Uni (Angleterre et Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord)’, (novembre 2003), CERAT – Institut d’Etudes politiques de Grenoble, Pôle «Villes et Solidarités».

- JOHNSTONE, C., ‘Crime, Disorder and the Urban Renaissance’ dans *New Horizons in British Urban Policy: Perspectives on New Labour’s Urban Renaissance*, publié par Johnstone, C., et Whitehead, M., (2004), Ashgate Publishing Limited.

- LAWLESS, P., ‘British inner urban policy: a review’, (1988), dans *Regional Studies*, vol. 22, no. 6.

- LEES, L., ‘The ambivalence of diversity and the politics of urban renaissance: the case of youth in downtown Portland, Maine’, (2003), dans *International Journal of Urban and Regional Research.*

- LEES, L., ‘Visions of ‘urban renaissance’: the Urban Task Force report and the Urban White Paper’, (2005), dans *Urban renaissance? New Labour, community and urban policy*, édité par Imrie, R. et Raco, M., The Policy Press.

- MAC GREGOR, S., ‘Reversing the process in the *Inner City*’, (1994), dans *Britain’s Inner Cities*, sous la direction de Monica Charlot, Ophrys, Ploton.

- MOLIN, A., (Stagiaire Mission Europe et International, Délégation Interministérielle à la ville), *Etude de la politique de la ville en Grande-Bretagne et plus particulièrement en Angleterre*, janvier 2003.

- MURRAY, S., ‘Ten Years of *Inner Cities* Policy’, (1987), dans *Town Planning Review*, 58(2).

- NEWMAN, P. et THORNLEY ,A., ‘*Londres, le maire et le partenariat dans une ville globale’*, dans Jouve, B., et Booth, P., (dir), *Démocraties métropolitaines*, Québec : Presses de l’Université du Québec, 2004.

- NOON, D., SMITH-CANHAM, J., et ENGLND, M., 'Economic Regeneration and Funding', dans *Urban Regeneration: A Handbook*, de Roberts, P., et Sykes, H., (2000), Sage Publications.

- PARKINSON, M. 'La Politique Urbaine des Gouvernements Thatcher : 1979-1989', dans *Britain's Inner Cities*, (sous la direction de Monica Charlot), Ophrys, Ploton.

- PARKINSON, M. et WILKS, S., 'The Politics of *Inner City* Partnerships', (1983), dans *Local Government Studies*, 11 (3), pp. 37-51.

- PARKINSON, M., 'Strategic approaches for area regeneration : a review and a research agenda', (1996), discours pour le Area Regeneration programme for the Joseph Rowntree Foundation.

- ROBERTS, P., 'The Evolution, Definition and Purpose of Urban Regeneration', (2000), dans *Urban Regeneration: a Handbook*, édité par Roberts, P. et Sykes, H., SAGE Publications, London.

- SYRETT, S. et BALDOCK, R. (2001), 'Changing times, changing styles: new forms of economic governance in London', dans *Governing London : Competitiveness and Regeneration for a Global City*, édité par Stepen Syrett and Robert Baldock. Middlesex University Press.

- TUROK, I. et SHUTT, J., 'The challenge for urban policy', (1994), dans *Local Economy*, Vol.9, no.3, p.212.

V- Articles de journaux.

- *The Daily News*, (Afrique du Sud), le 20 septembre 2000, *'Britain's ghettos'*.

- *Estates Gazette*, (Grande-Bretagne), en 2002, '*Sickening tale: an elephant shot for questionable spoils'*, pp.1-2.

- *The Guardian*, (Grande-Bretagne), le 1er mai 1997, '*When I am under huge and sustained attack, I have to go out and fight, and be seen to fight. This campaign has been very much about putting me to the test'*.

- *The Guardian*, (Grande-Bretagne), le jeudi 21 octobre 1999, '*No hiding place from change, PM warns',* Carvel, J. et Brindle, D.

- *The Guardian*, (Grande-Bretagne), le mardi 26 octobre 1999, '*L'horreur, l'horreur'* par Forrester.

- *The Guardian, Saturday Review*, (Grande-Bretagne), août 2000, *'Colonising the night'*, article de Beckett, A., pp.1-2.

- *The Guardian*, (Grande-Bretagne), le 12 octobre 2002, '*Parties consign welfare state to history – "new localism" seen as key to providing services',* de Wintour, P.

- *The Guardian*, (Grande-Bretagne), le 10 mai 2007, *'Tony Blair today announced he was stepping down after 10 years as Prime Minister and 13 as Labour leader...',* article de Matthew Tempest.

- *The Guardian*, (Grande-Bretagne) sur les priorités politiques de la coalition Conservateurs/Libéraux Démocrates : http://www.guardian.co.uk/politics/2010/may/12/lib-dem-tory-deal-coalition

- *The Independent*, (Grande-Bretagne), le vendredi 11 mai 1997*, 'The Legacy: Tony Blair, Prime Minister, 1997-2007',* article de Andrew Grice, Political Editor.

- *Lambeth Council Press Release*, (2000), *'Residents took a full and active part in progressing the project and should be praised for the vigour they have shown in assessing and considering the issues (...) They have made their decision which Lambeth will respect'*, p.1.

- *The Times*, (Grande-Bretagne), le 5 mars 1983, *'Toxteth sees a renaissance'*.

- *The Times*, (Grande-Bretagne), le 2 octobre 1985*, 'Brixton Aftermath - Blame may lie beyond poverty'* par Robin Young.

- *Journal Internet de la BBC, Mort de Victoria Cliemblé,* http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/2062590.stm

VI - Sites Internet.

- Bilan de la politique de rénovation à Islington.

http://www.islington.gov.uk/DownloadableDocuments/CommunityandLiving/Pdf/isp/caa_self_assessment_mar10.pdf

- (Le) *Borough* d'Islington.

http://www.islington.gov.uk/contact/visitingoffices/townhall.asp

http://www.locallife.co.uk/islington/moreinfo.asp?p3link=46570&dispmode=map

- (La) British Library.

http://www.bl.uk/

http://www.eukn.org/eukn/

- **(Les) Délits et la lutte contre la délinquance des jeunes.**

http://eduscol.education.fr/D0120/ZEPGB.htm

http://www.homeoffice.gov.uk/rds/bcs1.html

http://www.youth-justice-board.gov.uk/YouthJusticeBoard/Prevention/YIP

http://www.opsi.gov.uk/acts/acts1999/ukpga_19990023_en_1

- **Histoire de Londres.**

http://www.techno-science.net/?onglet=glossaire&definition=10194

- **(Le) Logement et la rénovation urbaine des quartiers.**

http://www.housing.odpm.gov.uk

http://www.local-regions.odpm.gov.uk

http://www.safety.odpm.gov.uk

http://www.rcu.gov.uk

http://www.islington.gov.uk/DownloadableDocuments/Environment/Pdf/ldf_pack/core_strat_io_sec1_sep08.pdf

- **(La) Politique sociale.**

http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/december/13/newsid_2559000/2559341.stm

http://www.dh.gov.uk/en/Publicationsandstatistics/Publications/PublicationsPolicyAndGuidance/DH_4008701

http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/october/1/newsid_2486000/2486315.stm
www.socialexclusionunit.gov.uk

www.dfee.gov.uk/socialexclusion

http://www.cabinet.gov.uk/seu/index.more.html

www.london.gov.uk

http://www.gos.gov.uk/gol/

http://www.ukonline.gov.uk/

http://odpm.gov.uk

www.dti.gov.uk/regional/regional-dev-agencies/index.shtml

www.englandrdas.com/home.aspx

http://www.hm-treasury.gov.uk/

http://www.neighbourhood.gov.uk/page.asp?id=908

www.Number10.gov.uk

www.dti.gov.uk/regional/regional.dev.agencies/index.html

www.englandrdas.com/home.aspx

http://www.englishpartnerships.co.uk/

http://www.eera.gov.uk/category.asp?cat=150

http://www.dft.gov.uk/about/strategy/whitepapers/air

http://www.islington.gov.uk/downloadabledocuments/councilanddemocracy/pdf/bvpisurvey2001.pdf

Manifeste du Parti Travailliste 1997 : http://www.labour-party.org.uk/manifestos/1997/1997-labour-manifesto.shtml

Manifeste du Parti Travailliste 2010 : http://www.labour.org.uk/manifesto/home

Manifeste du Parti Conservateur 2010 : http://www.conservatives.com/Policy/Manifesto.aspx

Manifeste du Partir LibéralDémocrate 2010 : http://www.libdems.org.uk/our_manifesto.aspx

Manifeste du British national party 2010 : http://www.general-election-2010.co.uk/2010-general-election-manifestos/BNP-Manifesto-2010.pdf

Les tractations près la défaite du new labour au élection générales du 6 mai 2010 :

http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/8674132.stm

http://www.timesonline.co.uk/tol/news/politics/article7123319.ece

http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/election_2010/8675265.stm

http://www.direct.gov.uk/en/Nl1/Newsroom/DG_187687

http://www.24heures.ch/depeches/monde/grande-bretagne-gouvernement-travail-presse-ironise-mariage-improbable

http://www.ceri-sciences-po.org

http://www.ceri-sciencespo.com/archive/2010/juin/dossier/intro_eng.pdf

ANNEXES

RESUME FRANÇAIS

La politique de rénovation urbaine des gouvernements New Labour à partir de 1997 : l'exemple du Borough d'Islington à Londres.

La politique urbaine a pour objet d'agir sur la gestion des villes afin d'améliorer le bien-être des résidants. En Angleterre, l'Etat est intervenu dès le XVIIème siècle afin de soulager les mauvaises conditions de vie des plus pauvres en agissant sur l'hygiène et le logement. Puis la ville s'agrandissant, les désordres liés au surpeuplement se sont multipliés, spécialement dans les zones les plus dépourvues des centres-villes. C'est à Londres que ceux-ci ont été les plus criants et les besoins de solutions les plus urgents. Ainsi, pour permettre une gestion plus efficace des délits urbains, la gouvernance de la capitale britannique a été réformée.

C'est ce à quoi se sont attelés les Travaillistes dès leur arrivée au pouvoir en 1997, et ils ont en même temps donné une nouvelle impulsion à la politique en direction des villes en favorisant les aspects sociaux, environnementaux de la rénovation urbaine, tout en comptant sur l'investissement des communautés. Et l'adoption de la politique dite de la Troisième Voie fut un pas essentiel en ce qu'elle ne rejetait plus le secteur privé mais l'acceptait, au contraire, comme partenaire privilégié.

Islington, l'un des boroughs les plus petits de Londres, a la particularité de jouxter une des zones les plus prospères du monde : la City de Londres. Cependant, il présente des caractéristiques sociales communes aux zones les plus pauvres du pays. Les programmes qui y ont été lancés ont pris en compte cette spécificité.

L'analyse de ces projets nous permet de passer en revue la politique de rénovation telle qu'elle a été voulue par les Travaillistes de 1997 à 2010, d'essayer d'en tirer des bilans et de tenter de pointer les défis auxquels les villes vont être confrontées.

RESUME ANGLAIS

New Labour governments' urban regeneration policy from 1997: the example of the London Borough of Islington.

Urban policy has always aimed at improving the welfare of city residents. In England, as soon as the 17th century, the State has intervened in order to relieve the most destitute residents from their poor living conditions, mainly through programs on hygiene and housing. Then, as the city grew, so did the disorder engendered by its overpopulation especially in the poorest parts of inner-cities. London was the place where the problems were the most striking and the needs for solutions the most urgent. Thus, in order to allow a more effective treatment of urban disorders, the governance of the British capital has been reformed.

That was the first business the Labour Party dealt with when they came to power in 1997. At the same time, they gave a new boost to urban policy, favouring social and environmental aspects while relying on the communities' involvement. And the adoption of the so-called Third Way policy was a major step as it did not reject the private sector any longer but on the contrary accepted it as a privileged partner.

The distinctive feature of Islington, one of the smallest London boroughs, is to be bordered by one of the most prosperous areas in the world: the City of London. Yet, it displays social characteristics that are very common to the poorest zones in the country. The programs that have been launched to regenerate it have taken this particularity into account.

The analysis of these schemes allows us to review the urban policy as the Labour Party has wanted it from 1997 until 2010, to try and take stock of the situation and to underline the challenges cities will have to face.

Mots Clés.

Politique urbaine – planification urbaine – rénovation urbaine – logement – désordre urbain – pauvreté urbaine – Inner City – Livre Blanc – gouvernance – Londres – développement urbain – New labour – Troisième Voie – partenariats de la ville – traitement social – développement durable – capital social – revitalisation de la communauté – Neighbourhood Renewal Unit – redevabilité – Borough – facteur humain – prise en charge sociale – parc immobilier – wards – Bunhill – Clerkenwell – environnement – programmes de rénovation – City Fringe - New Deal for Communities EC1 – satisfaction des résidants – sondage – outil de politique sociale – bilan – fin de cycle - manifestes politiques – défis.